

MICHEL FOUCAULT

LA SOCIÉTÉ
PUNITIVE

Cours au Collège de France. 1972-1973

HAUTES ÉTUDES

EHESS
GALLIMARD
SEUIL

« Malheureusement, quand on enseigne la morale, quand on fait l'histoire de la morale, on explique toujours les *Fondements de la métaphysique des mœurs* et on ne lit pas [Colquhoun], ce personnage fondamental pour notre moralité. Inventeur de la police anglaise, ce marchand de Glasgow [...] s'installe à Londres, où des sociétés de navigation lui demandent en 1792 de résoudre le problème de la surveillance des docks et de la protection de la fortune bourgeoise. [C'est un] problème essentiel [...]; pour comprendre le système de moralité d'une société, il faut poser la question : où est la fortune ? L'histoire de la morale doit s'ordonner entièrement à cette question de la localisation et du déplacement de la fortune. »

Michel Foucault

Prononcées au Collège de France au premier trimestre 1973, ces treize leçons sur la « société punitive » examinent la façon dont se sont forgés les rapports de la justice et de la vérité qui président au droit pénal moderne, et questionnent ce qui les lie à l'émergence d'un nouveau régime punitif qui domine encore la société contemporaine.

Ce cours, supposé être préparatoire à l'ouvrage qui paraîtra en 1975, *Surveiller et punir*, se déploie tout autrement, au-delà du système carcéral, englobant l'ensemble de la société à économie capitaliste, au sein de laquelle s'innove une gestion particulière de la multiplicité des illégalismes et de leur imbrication.

Cet essai à part entière brasse un matériel historique jusque-là inédit, concernant l'économie politique classique, les Quakers et « Dissenters » anglais, leur philanthropie – eux dont le discours introduit le pénitencier dans le pénal –, puis la moralisation du temps ouvrier. Michel Foucault livre par sa critique de Hobbes une analyse de la guerre civile, qui n'est pas la guerre de tous contre tous mais une « matrice générale » permettant de comprendre le fonctionnement de la stratégie pénale dont la cible est moins le criminel que l'ennemi intérieur. *La Société punitive* se place parmi les grands textes qui relatent l'histoire du capitalisme. Nos sciences de l'homme se révèlent être, au sens nietzschéen, toujours des « sciences morales ».

« Hautes Études » est une collection de l'École des hautes études en sciences sociales, des Éditions Gallimard et des Éditions du Seuil.



www.seuil.com

9 782021 038033

ISBN 978.2.02.103803.3 / Imprimé en France 12.13

26 €

Cours de Michel Foucault
au Collège de France

Leçons sur la volonté de savoir
(1970-1971)
paru

Théories et Institutions pénales
(1971-1972)

La Société punitive
(1972-1973)
paru

Le Pouvoir psychiatrique
(1973-1974)
paru

Les Anormaux
(1974-1975)
paru

« Il faut défendre la société »
(1975-1976)
paru

Sécurité, Territoire, Population
(1977-1978)
paru

Naissance de la biopolitique
(1978-1979)
paru

Du gouvernement des vivants
(1979-1980)
paru

Subjectivité et Vérité
(1980-1981)

L'Herméneutique du sujet
(1981-1982)
paru

Le Gouvernement de soi et des autres
(1982-1983)
paru

Le Courage de la vérité.
Le Gouvernement de soi et des autres II
(1983-1984)
paru

Michel Foucault

La société punitive

Cours au Collège de France
(1972-1973)

*Édition établie sous la direction
de François Ewald et Alessandro Fontana,
par Bernard E. Harcourt*

HAUTES ÉTUDES

EHESS
GALLIMARD
SEUIL

«Hautes Études» est une collection
des Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales,
qui en assurent le suivi éditorial,
des Éditions Gallimard et des Éditions du Seuil.

Édition établie sous la direction
de François Ewald et Alessandro Fontana,
par Bernard E. Harcourt

ISBN : 978-2-02-103803-3

© SEUIL/GALLIMARD, DÉCEMBRE 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

AVERTISSEMENT

Michel Foucault a enseigné au Collège de France de décembre 1970 à sa mort en juin 1984 – à l'exception de l'année 1977 où il a pu bénéficier d'une année sabbatique. Le titre de sa chaire était : *Histoire des systèmes de pensée*.

Elle fut créée le 30 novembre 1969, sur proposition de Jules Vuillemin, par l'assemblée générale des professeurs du Collège de France en remplacement de la chaire d'Histoire de la pensée philosophique, tenue jusqu'à sa mort par Jean Hyppolite. La même assemblée élut Michel Foucault, le 12 avril 1970, comme titulaire de la nouvelle chaire¹. Il avait quarante-trois ans.

Michel Foucault en prononça la leçon inaugurale le 2 décembre 1970².

L'enseignement au Collège de France obéit à des règles particulières. Les professeurs ont l'obligation de délivrer vingt-six heures d'enseignement par an (la moitié au maximum pouvant être dispensée sous forme de séminaires³). Ils doivent exposer chaque année une recherche originale, les contraignant à renouveler chaque fois le contenu de leur enseignement. L'assistance aux cours et aux séminaires est entièrement libre; elle ne requiert ni inscription ni diplôme. Et le professeur n'en dispense aucun⁴. Dans le vocabulaire du Collège de France, on dit que les professeurs n'ont pas d'étudiants mais des auditeurs.

Les cours de Michel Foucault se tenaient chaque mercredi de début janvier à fin mars. L'assistance, très nombreuse, composée d'étudiants,

1. Michel Foucault avait conclu une plaquette rédigée pour sa candidature par cette formule : « Il faudrait entreprendre l'histoire des systèmes de pensée » (« Titres et travaux », in *Dits et Écrits, 1954-1988*, éd. par D. Defert & F. Ewald, collab. J. Lagrange, Paris, Gallimard, 1994, 4 vol. : t. I, n° 71, p. 846; rééd. en 2 vol., coll. « Quarto », vol. I, p. 874).

2. Elle sera publiée par les éditions Gallimard en mai 1971 sous le titre : *L'Ordre du discours*.

3. Ce que fit Michel Foucault jusqu'au début des années 1980.

4. Dans le cadre du Collège de France.

d'enseignants, de chercheurs, de curieux, dont beaucoup d'étrangers, mobilisait deux amphithéâtres du Collège de France. Michel Foucault s'est souvent plaint de la distance qu'il pouvait y avoir entre lui et son « public », et du peu d'échange que rendait possible la forme du cours⁵. Il rêvait d'un séminaire qui fût le lieu d'un vrai travail collectif. Il en fit différentes tentatives. Les dernières années, à l'issue du cours, il consacrait un long moment à répondre aux questions des auditeurs.

Voici comment, en 1975, un journaliste du *Nouvel Observateur*, Gérard Petitjean, pouvait en retranscrire l'atmosphère : « Quand Foucault entre dans l'arène, rapide, fonceur, comme quelqu'un qui se jette à l'eau, il enjambe des corps pour atteindre sa chaise, repousse les magnétophones pour poser ses papiers, retire sa veste, allume une lampe et démarre, à cent à l'heure. Voix forte, efficace, relayée par des haut-parleurs, seule concession au modernisme d'une salle à peine éclairée par une lumière qui s'élève de vasques en stuc. Il y a trois cents places et cinq cents personnes agglutinées, bouchant le moindre espace libre [...]. Aucun effet oratoire. C'est limpide et terriblement efficace. Pas la moindre concession à l'improvisation. Foucault a douze heures par an pour expliquer, en cours public, le sens de sa recherche pendant l'année qui vient de s'écouler. Alors, il serre au maximum et remplit les marges comme ces correspondants qui ont encore trop à dire lorsqu'ils sont arrivés au bout de leur feuille. 19 h 15. Foucault s'arrête. Les étudiants se précipitent vers son bureau. Pas pour lui parler, mais pour stopper les magnétophones. Pas de questions. Dans la cohue, Foucault est seul. » Et Foucault de commenter : « Il faudrait pouvoir discuter ce que j'ai proposé. Quelquefois, lorsque le cours n'a pas été bon, il faudrait peu de choses, une question, pour tout remettre en place. Mais cette question ne vient jamais. En France, l'effet de groupe rend toute discussion réelle impossible. Et comme il n'y a pas de canal de retour, le cours se théâtralise. J'ai un rapport d'acteur ou d'acrobate avec les gens qui sont là. Et lorsque j'ai fini de parler, une sensation de solitude totale⁶ [...] »

5. En 1976, dans l'espoir – vain – de raréfier l'assistance, Michel Foucault changea l'heure du cours qui passa de 17 h 45, en fin d'après-midi, à 9 heures du matin. Cf. le début de la première leçon (7 janvier 1976) de « *Il faut défendre la société* ». *Cours au Collège de France, 1976*, éd. s.dir. F. Ewald & A. Fontana, par M. Bertani & A. Fontana, Paris, Gallimard-Seuil (coll. « Hautes Études »), 1997.

6. Gérard Petitjean, « Les Grands Prêtres de l'université française », *Le Nouvel Observateur*, 7 avril 1975.

Michel Foucault abordait son enseignement comme un chercheur : explorations pour un livre à venir, défrichage aussi de champs de problématisation, qui se formuleraient plutôt comme une invitation lancée à d'éventuels chercheurs. C'est ainsi que les cours au Collège de France ne redoublent pas les livres publiés. Ils n'en sont pas l'ébauche, même si des thèmes peuvent être communs entre livres et cours. Ils ont leur propre statut. Ils relèvent d'un régime discursif spécifique dans l'ensemble des « actes philosophiques » effectués par Michel Foucault. Il y déploie tout particulièrement le programme d'une généalogie des rapports savoir/pouvoir en fonction duquel, à partir du début des années 1970, il réfléchira son travail – en opposition avec celui d'une archéologie des formations discursives qu'il avait jusqu'alors dominé⁷.

Les cours avaient aussi une fonction dans l'actualité. L'auditeur qui venait les suivre n'était pas seulement captivé par le récit qui se construisait semaine après semaine ; il n'était pas seulement séduit par la rigueur de l'exposition ; il y trouvait aussi un éclairage de l'actualité. L'art de Michel Foucault était de diagonaliser l'actualité par l'histoire. Il pouvait parler de Nietzsche ou d'Aristote, de l'expertise psychiatrique au XIX^e siècle ou de la pastorale chrétienne, l'auditeur en tirait toujours une lumière sur le présent et les événements dont il était contemporain. La puissance propre de Michel Foucault dans ses cours tenait à ce subtil croisement entre une érudition savante, un engagement personnel et un travail sur l'événement.

*

Les années soixante-dix ayant vu le développement, et le perfectionnement, des magnétophones à cassettes, le bureau de Michel Foucault en fut vite envahi. Les cours (et certains séminaires) ont ainsi été conservés.

Cette édition prend comme référence la parole prononcée publiquement par Michel Foucault dans la mesure où des enregistrements ont été conservés. Elle en donne la transcription la plus littérale possible⁸. Nous aurions souhaité pouvoir la livrer telle quelle. Mais le passage de l'oral à l'écrit impose une intervention de

7. Cf., en particulier, « Nietzsche, la généalogie, l'histoire », in *Dits et Écrits*, éd. 1994, t. II, n° 84, p. 137 / « Quarto », vol. I, p. 1005.

8. Ont été plus spécialement utilisés les enregistrements réalisés par Gilbert Burlet et Jacques Lagrange, déposés au Collège de France et à l'IMEC.

l'éditeur: il faut, au minimum, introduire une ponctuation et découper des paragraphes. Le principe a toujours été de rester le plus près possible du cours effectivement prononcé.

Lorsque cela paraissait indispensable, les reprises et les répétitions ont été supprimées; les phrases interrompues ont été rétablies et les constructions incorrectes rectifiées.

Les points de suspension signalent que l'enregistrement est inaudible. Quand la phrase est obscure, figure, entre crochets, une intégration conjecturale ou un ajout.

Un astérisque en pied de page indique les variantes significatives des notes utilisées par Michel Foucault par rapport à ce qui a été prononcé.

Les citations ont été vérifiées et les références des textes utilisés indiquées. L'appareil critique se limite à élucider les points obscurs, à expliciter certaines allusions et à préciser les points critiques.

Afin de faciliter la lecture, chaque leçon a été précédée d'un bref sommaire qui en indique les principales articulations.

Pour cette année 1972-1973, nous ne disposons plus des enregistrements du cours de Michel Foucault réalisés par Gilbert Burlet, mais nous disposons d'un tapuscrit réalisé par Jacqueline Germé. Ce tapuscrit et le manuscrit préparatoire au cours ont servi de base à l'établissement de ce texte. Bernard E. Harcourt, dans la « Situation », précise les règles adoptées à cette fin⁹.

Le texte du cours est suivi du résumé publié dans l'*Annuaire du Collège de France*. Michel Foucault les rédigeait généralement au mois de juin, quelque temps donc après la fin du cours. C'était, pour lui, l'occasion d'en dégager, rétrospectivement, l'intention et les objectifs. Il en constitue la meilleure présentation.

Chaque volume s'achève sur une « situation » dont l'éditeur du cours garde la responsabilité: il s'agit de donner au lecteur des éléments de contexte d'ordre biographique, idéologique et politique, replaçant le cours dans l'œuvre publiée et donnant des indications concernant sa place au sein du corpus utilisé, afin d'en faciliter l'intelligence et d'éviter les contresens qui pourraient être dus à l'oubli des circonstances dans lesquelles chacun des cours a été élaboré et prononcé.

Ce cours prononcé en 1973, *La Société punitive*, est édité par Bernard E. Harcourt.

9. Cf. *infra*, p. 313-314.

Avec cette édition des cours au Collège de France, c'est un nouveau pan de « l'œuvre » de Michel Foucault qui se trouve publié.

Il ne s'agit pas, au sens propre, d'inédits puisque cette édition reproduit la parole proférée publiquement par Michel Foucault. Le support écrit qu'il utilisait pouvait être très élaboré, comme l'atteste ce volume.

Cette édition des cours au Collège de France a été autorisée par les héritiers de Michel Foucault, qui ont souhaité pouvoir satisfaire la très forte demande dont ils faisaient l'objet, en France comme à l'étranger. Et cela, dans d'incontestables conditions de sérieux. Les éditeurs ont cherché à être à la hauteur de la confiance qu'ils leur ont portée.

FRANÇOIS EWALD ET ALESSANDRO FONTANA

Alessandro Fontana

est décédé le 17 février 2013, avant d'avoir pu voir achevée l'édition des Cours de Michel Foucault au Collège de France dont il a été un des initiateurs. Parce qu'elle conservera le style et la rigueur qu'il avait su lui imprimer, cette édition restera, jusqu'à son terme, placée sous son autorité. – F. E.

Cours
Année 1972-1973

LEÇON DU 3 JANVIER 1973

Classification de sociétés: incinérantes et inhumantes; assimilantes et excluantes. L'insuffisance de la notion d'exclusion. L'hôpital psychiatrique. L'insuffisance de la notion de transgression. – Objet du cours: critique des notions d'exclusion et de transgression, et analyse des tactiques fines de la sanction. (I) Les quatre tactiques pénales: 1/ exclure; 2/ imposer une compensation; 3/ marquer; 4/ enfermer. – Hypothèse de départ: classification des sociétés à exclusion, à rachat, à marquage, ou à enfermement. – Objections possibles et réponse: les peines constantes ont des fonctions différentes dans les quatre tactiques pénales. Le cas de l'amende. Le cas de la peine de mort. Damiens et le pouvoir du souverain. La peine de mort comme enfermement redoublé de nos jours. (II) Rendre autonome le niveau des tactiques pénales: 1/ les placer à l'intérieur de la sphère du pouvoir; 2/ examiner les luttes et contestations politiques autour du pouvoir. – La guerre civile comme matrice des luttes de pouvoir: tactiques de lutte et pénalité; stratégie de l'enfermement.

Je commencerai par une hypothèse en quelque sorte ludique. Vous savez que l'on s'est amusé, aux XIX^e et XX^e siècles, à classer les sociétés en deux types, selon la manière dont elles traitaient leurs morts. C'est ainsi qu'on a distingué les sociétés incinérantes et les sociétés inhumantes¹. Je me demande si on ne pourrait pas essayer de classer les sociétés selon le sort qu'elles réservent, non pas aux défunts, mais à ceux d'entre les vivants dont elles veulent se débarrasser, selon la manière dont elles maîtrisent ceux qui essaient d'échapper au pouvoir, dont elles réagissent à ceux qui franchissent, brisent ou contournent, d'une manière ou d'une autre, les lois^a.

Il y a un passage dans *Tristes Tropiques* où Lévi-Strauss dit que pour se débarrasser d'un individu dangereux, porteur d'une force redoutable et hostile, les sociétés n'ont finalement trouvé que deux moyens²: l'un consiste à s'assimiler la substance même de cette énergie en neutralisant tout ce qu'il peut y avoir de périlleux, d'hostile en elle; c'est la solution

a. Manuscrit (fol. 1): « les règles ».

anthropophagique, où l'absorption permet à la fois l'assimilation et la neutralisation de cette force^a. L'autre consiste à essayer de vaincre l'hostilité de cette force en neutralisant ce qu'il peut y avoir d'énergie en elle ; solution inverse, par conséquent, où il s'agit non pas de s'assimiler cette force, mais de la neutraliser, non pas de neutraliser l'hostilité mais de la vaincre et [de s'en assurer la] maîtrise. [Il s'agit d']« expulser ces êtres redoutables hors du corps social en les tenant temporairement ou définitivement isolés, sans contact avec l'humanité, dans des établissements destinés à cet usage³ ». Cette pratique de l'exclusion, [Lévi-Strauss] l'appelle « l'*anthropémie* (du grec *émein*, vomir)⁴ » : maîtriser les forces dangereuses de notre société, c'est, non pas les assimiler, mais les exclure.^b

Je ne veux pas discuter de cette hypothèse, elle-même un peu ludique. Il se peut bien qu'une telle opposition puisse avoir une valeur descriptive quand il s'agit de repérer ou d'analyser des choses comme l'anthropophagie ou le rite du bouc émissaire⁵. Mais je ne crois pas qu'elle puisse être considérée comme opératoire, si l'on veut faire une analyse de type historique, et ceci pour plusieurs raisons.

Cette notion d'*exclusion* me paraît d'abord trop large et, surtout, composite et artificielle. Je le dis d'autant mieux que moi-même, j'en ai fait usage et, peut-être, abus⁶. Elle a servi en effet à caractériser, à désigner assez lointainement le statut qui est donné dans une société comme la nôtre aux délinquants, aux minorités ethniques, religieuses, sexuelles, aux malades mentaux, aux individus qui tombent hors des circuits de production ou de consommation, bref à tous ceux qu'on peut considérer comme anormaux ou déviants. Je ne pense pas que cette notion ait été inutile ; à un moment donné, elle a pu exercer une fonction critique utile dans la mesure où il s'agissait de retourner ces notions psychologiques, sociologiques ou psychosociologiques qui avaient envahi le champ des sciences de l'homme, comme celles de déviance, d'inadaptation, d'anomalie, dont le contenu psychologique cachait une fonction bien précise : masquer les techniques, les procédures, les appareils par lesquels la société excluait un certain nombre d'individus, pour se les donner ensuite comme anormaux, déviants. Dans cette mesure-là, la fonction d'inversion critique de cette notion d'exclusion par rapport

a. Le manuscrit (fol. 2) ajoute : « i.e. : le manger ».

b. Le manuscrit (fol. 2) ajoute :

« Notre société appartiendrait au second type, celles qui excluent ces forces dangereuses que sont la folie ou le crime. Et qui les excluent par la mort, ou l'exil, ou l'internement. »

aux notions psychosociologiques de déviance ou d'inadaptation a été importante. Mais il me semble qu'elle est devenue insuffisante si on veut pousser l'analyse, dans la mesure où, au fond, la notion d'exclusion nous donne le statut de l'individu^a exclu dans le champ des représentations sociales. C'est à l'intérieur de celui-ci que l'exclu apparaît comme tel : il ne communique plus avec les autres au niveau du système des représentations et c'est en ceci qu'il apparaît comme précisément déviant. Cette notion d'exclusion me paraît donc demeurer à l'intérieur du champ des représentations et ne pas tenir compte – ne pas pouvoir par conséquent tenir compte de – ni analyser les [luttes], les rapports, les opérations spécifiées du pouvoir à partir de quoi précisément se fait l'exclusion. L'exclusion^b serait l'effet représentatif général d'un certain nombre de stratégies et de tactiques de pouvoir, que la notion même d'exclusion ne peut par elle-même atteindre. En outre, cette notion laisse porter à la société en général la responsabilité du mécanisme par lequel l'exclu se trouve exclu. Autrement dit, on manque non seulement le mécanisme historique, politique, de pouvoir, mais on risque d'être induit en erreur en ce qui concerne l'instance qui exclut, puisque l'exclusion [semble] se référer à quelque chose comme un consensus social qui rejette, alors que derrière cela il y a peut-être un certain nombre d'instances parfaitement spécifiées, par conséquent définissables, de pouvoir qui sont responsables du mécanisme de l'exclusion.

La deuxième raison pour laquelle je ne peux adhérer à l'hypothèse de Lévi-Strauss est la suivante : il oppose, au fond, deux techniques qui seraient parfaitement différentes, l'une de rejet et l'autre d'assimilation. Je me demande s'il n'a pas été victime de la métaphore digestive induite par la notion même d'anthropophagie, parce que, quand on regarde de près comment se passent ces procédures d'exclusion, on s'aperçoit qu'elles ne sont pas du tout en opposition avec les techniques d'assimilation. Il n'y a pas d'exil, de renfermement^c qui ne comporte, outre ce qu'on caractérise de manière générale comme expulsion, un transfert, une réactivation de ce pouvoir même qui impose, contraint et expulse.

Ainsi, l'hôpital psychiatrique est bien le lieu institutionnel où et par quoi se fait l'expulsion du fou ; en même temps et par le jeu même de cette expulsion, il est un foyer de constitution et de reconstitution^d d'une

a. Manuscrit (fol. 3) : « des individus (ou des groupes) [...] ».

b. Manuscrit (fol. 4) : « L'exclusion est l'effet représentatif général de stratégies et de tactiques beaucoup plus fines. Ce sont elles qu'il s'agit de déterminer. »

c. Le manuscrit (fol. 4) ajoute : « ou de mise à mort ».

d. Le manuscrit (fol. 4) ajoute : « permanente ».

rationalité qui est instaurée autoritairement dans le cadre des rapports de pouvoir à l'intérieur de l'hôpital et qui va être réabsorbée à l'extérieur même de l'hôpital sous la forme d'un discours scientifique qui circulera à l'extérieur comme savoir sur la folie, dont la condition de possibilité pour qu'il soit précisément rationnel est l'hôpital.^a À l'intérieur de l'hôpital, le fou est la cible d'un certain rapport d'autorité qui va s'articuler en décisions, en ordres, en disciplines, etc. Ce rapport d'autorité se fonde sur un certain pouvoir, qui est politique dans sa trame dernière, mais il se justifie aussi et s'articule à partir d'un certain nombre de conditions dites de rationalité, et ce rapport qui s'exerce en permanence sur le fou à l'intérieur de l'hôpital, est, par la manière même dont le discours et le personnage du médecin fonctionnent dans la communauté scientifique et la société, reconverti en éléments d'information rationnelle qui vont être réinvestis dans les rapports de pouvoir caractéristiques de la société. Ce qui est surveillance, en termes de rapports de pouvoir à l'intérieur de l'hôpital, va devenir observation scientifique dans le discours du médecin, par le fait même que le médecin d'une part occupe une position de pouvoir à l'intérieur de l'hôpital et, d'autre part, fonctionne comme tenant et ayant droit de tenir un discours scientifique à l'extérieur de l'hôpital. Ce qui était classement, consigne, dans les termes du rapport d'autorité intérieur à l'hôpital va être reconverti en diagnostic ou en pronostic, en nosographie dans le langage du médecin qui, se retrouvant à l'extérieur de l'hôpital, va fonctionner comme sujet d'un discours scientifique.

De sorte que l'on voit comment un rapport politique qui structure toute la vie d'un hôpital psychiatrique se trouve reconverti en discours de rationalité, à partir duquel précisément l'autorité politique – à partir de laquelle est possible le fonctionnement de l'hôpital – va se trouver renforcée. Il y aurait à la fois transfert de l'intérieur de l'hôpital vers l'extérieur et renversement d'un rapport de pouvoir en une relation de savoir. Le malade apparaît bien à l'intérieur de l'hôpital comme la cible du rapport de pouvoir politique mais il devient alors l'objet d'un savoir, d'un discours scientifique dans un système de rationalité générale, qui se trouve renforcé de ce fait même, puisque la rationalité a ainsi acquis le pouvoir de

a. Manuscrit (fol. 4-5):

« Le rapport de pouvoir (raison-folie) qui règne dans l'enfermement se déplace, et se retourne – à l'extérieur de l'enfermement – comme un rapport d'objet: la maladie mentale s'y constitue comme objet d'un savoir rationnel. Et à partir de ce rapport, la non-folie peut renforcer son pouvoir sur la folie. »

connaître non seulement ce qui se passe dans la nature, chez l'homme, mais ce qui se passe chez les fous. Il y a là une sorte de transfert et d'ingestion qui fait bien penser à ce que Lévi-Strauss appelle l'anthropophagie: un processus d'ingestion pour renforcement.^a

Ainsi, l'objet latéral et permanent de ce cours sera une critique de cette notion d'exclusion ou, plus précisément, son élaboration selon des dimensions qui permettent à la fois de la décomposer en ses éléments constitutifs et de retrouver les rapports de pouvoir qui la sous-tendent et la rendent possible.

Il faudra peut-être, de la même façon, faire la critique d'une notion dont la fortune a été corrélative de celle-ci: celle de *transgression*⁷. La notion de transgression a joué durant une période [un rôle] à peu près comparable à [celui de la notion] d'exclusion. Elle a permis, elle aussi, une sorte d'inversion critique, importante dans la mesure où elle a permis de contourner des notions comme celles d'anomalie, de faute, de loi. Elle a autorisé un renversement du négatif en positif, du positif en négatif. Elle a permis d'ordonner toutes ces notions non plus à celle, majeure, de loi, mais à celle de *limite*.^b

Mais je crois que les notions d'exclusion et de transgression doivent être considérées maintenant comme des instruments qui ont eu historiquement leur importance: elles ont été, durant une période donnée, des inverseurs critiques dans le champ de la représentation juridique, politique et morale; mais ces inverseurs demeurent ordonnés au système général des représentations contre lesquelles ils étaient tournés. Il me semble que les directions qu'indiquaient les analyses menées en termes d'exclusion et de transgression doivent être suivies dans des dimensions nouvelles, où il ne sera plus question de la loi, de la règle, de la représentation, mais du pouvoir plutôt que de la loi, du savoir plutôt que de la représentation.

*
* *

a. Le manuscrit (fol. 5) ajoute:

« Mais cette anthropophagie, elle n'apparaît qu'à la condition de déplacer l'analyse; de ne pas rester au niveau général de l'exclusion; et de repérer les tactiques de pouvoir qui lui sont sous-jacentes. »

b. Le manuscrit (fol. 6) ajoute:

« Parler de transgression, ce n'est pas désigner le passage du licite à l'illicite (par-delà l'interdit): c'est désigner le passage à la limite, par-delà la limite, le passage à ce qui est sans règle, et par conséquent sans représentation⁸. »

Je veux justifier le titre du cours et parler de cette notion de *punition*⁹. Si j'ai pris précisément cette notion plate, naïve, faible, puérile, c'est que justement, je voulais reprendre les choses au niveau même de leur développement historique, en commençant par l'analyse de ce qu'on pourrait appeler les « tactiques fines de la sanction ». Je commencerai par en repérer quelques-unes. Il me semble qu'on peut repérer quatre grandes formes de tactiques punitives¹⁰, que je définirai par des verbes plutôt que par des substantifs.

1/ *Exclure*. Ce terme est ici employé au sens strict et non pas aussi bien, comme dans le texte de Lévi-Strauss, au sens d'enfermer, mais au sens d'exiler, de chasser, faire passer dehors. Par cette tactique punitive, il s'agit d'interdire la présence d'un individu dans les lieux communautaires ou sacrés, de lever ou de prohiber à son égard toutes les règles de l'hospitalité. Il s'agit de le priver de sa maison, de supprimer même la réalité de son foyer, comme quand on brûle la maison d'un banni¹¹ ou encore – selon un droit médiéval qui s'est prolongé longtemps et jusque dans les pratiques révolutionnaires – [quand on] incendi[e] le toit de la maison de la personne que l'on veut bannir^a. Cette tactique fut mise en œuvre d'une façon très privilégiée dans la pénalité grecque archaïque^b.

2/ *Organiser un rachat, imposer une compensation*¹³. Dans cette tactique, la rupture de la règle, l'infraction vont provoquer deux démarches: [d'une part,] l'émergence de quelqu'un, individu ou groupe, qui va être constitué comme victime du dommage et pouvoir, de ce fait, demander réparation; la faute, [d'autre part,] va susciter un certain nombre d'obligations [pour] celui qui est considéré comme infracteur. Ainsi, autour de l'infraction, il va y avoir non pas ce phénomène de vide comme dans le premier cas, mais la constitution de tout un réseau spécifique d'obligations, comparable à une dette qu'il faudrait rembourser ou à un dommage qu'il faudrait réparer^c. Celui qui a contrevenu aux règles se trouve ainsi pris de force dans un ensemble d'engagements qui le contraignent^d. Il y a là une tactique différente de la précédente: dans

a. Le manuscrit (fol. 8) ajoute:

« de manière qu'elle ne soit plus qu'une ruine visible: il s'agit de le reconduire ou de le pourchasser jusqu'aux frontières; il peut s'agir aussi de l'exposer ou de le confier au sort d'un bateau (comme quelqu'un qui n'a plus de terre à lui, de lieu où s'abriter, de nourriture ou de soutien à quoi il ait droit) ».

b. Le manuscrit (fol. 8) ajoute: « et même encore à l'époque classique¹² ».

c. Le manuscrit (fol. 9) ajoute: « tantôt à une vengeance à arrêter, tantôt à une guerre à prévenir par une sorte de rachat, tantôt à une liberté à recouvrer par rançon ».

d. Le manuscrit (fol. 9-10) ajoute:

la première, il s'agit de rompre tous les liens avec l'individu, tous les liens par lesquels il est tenu à l'intérieur du pouvoir; ici, au contraire, il s'agit de prendre l'infracteur à l'intérieur d'un réseau d'obligations multipliées, exaltées par rapport au réseau traditionnel dans lequel il se trouve.

3/ *Marquer*: faire une cicatrice, déposer un signe sur le corps, bref, imposer à ce corps une diminution virtuelle ou visible, ou bien, si l'on n'atteint pas le corps réel de l'individu, infliger une souillure symbolique à son nom, humilier son personnage, entamer son statut. De toute façon, il s'agit de laisser sur le corps visible ou symbolique, physique ou social, anatomique ou statutaire, quelque chose comme une trace. L'individu qui aura commis l'infraction sera ainsi marqué d'un élément de mémoire et de reconnaissance. Dans ce système-là, l'infraction n'est plus ce qui doit être racheté, compensé, rééquilibré et donc, jusqu'à un certain point, effacé, c'est au contraire ce qui doit être souligné, ce qui doit échapper à l'oubli, rester fixé dans une espèce de monument, quand bien même celui-ci serait cicatrice, amputation, quelque chose qui tourne autour de la honte ou de l'infamie^a; ce sont tous les visages exposés au pilori, les mains coupées des voleurs. Le corps visible ou social doit être dans ce système le blason des peines, et ce blason renvoie à deux choses: [d'une part] à la faute, dont il doit constituer la trace visible et immédiatement reconnaissable: je sais bien que tu es un voleur puisque tu n'as plus de mains; et, [d'autre part,] au pouvoir qui a imposé la peine et qui par cette peine a déposé sur le corps du supplicié la marque de sa souveraineté. Dans la cicatrice ou l'amputation, ce n'est pas seulement la faute qui est visible, c'est le souverain. C'est cette tactique du marquage qui a été prépondérante en Occident depuis la fin du haut Moyen Âge jusqu'au XVIII^e siècle.

4/ *Enfermer*. Tactique que nous pratiquons, dont la mise en place définitive se situerait au tournant du XVIII^e et du XIX^e siècle. Nous parlerons des conditions politiques de l'enfermement pris dans sa forme la plus générale et des effets de savoir de cet enfermement.

Ainsi, l'hypothèse de départ serait quelque chose du genre: il y a des sociétés ou des pénalités à exclusion, à rachat, à marquage ou

« à moins qu'il n'échappe ou ne commette une nouvelle infraction. Ce système de la compensation et du rachat semble avoir été dominant dans les sociétés germaniques anciennes¹⁴ ».

a. Le manuscrit (fol. 11) associe « cicatrice et honte », puis « amputation et infamie ».

à enfermement¹⁵. Est-ce que cette première approche est valable ? J'avoue n'en rien savoir encore. Il y a, en tout cas, des objections immédiates qui se présentent et dont je voudrais parler. Par exemple celle-ci : on a proposé une critique un peu générale, abstraite, de la notion d'exclusion, lui reprochant en quelque sorte d'être une notion d'un trop haut niveau de généralité, non opératoire au niveau historique, mais voilà que l'on se met à définir des tactiques pénales qui, après tout, risquent de tomber sous la même critique, puisque, que ce soit le marquage, l'enfermement, etc., de toute façon il s'agit là de schémas tout à fait abstraits eu égard au corpus parfaitement défini et, d'ailleurs, assez constant des peines réelles. Si l'on s'en tient au plan historique, on sait bien que l'alphabet des peines est relativement limité et fermé, et il serait peut-être beaucoup plus raisonnable, plutôt que d'introduire des notions comme celles d'enfermement, de marquage, etc., de parler des peines réelles, qui ont été effectivement mises en œuvre dans les sociétés : par exemple, l'amende, la mise à mort.

Or, ce que je voudrais montrer, c'est que des peines à la fois statutaires et apparemment constantes ne jouent pas du tout le même rôle, ne répondent pas en fait à la même économie du pouvoir dans un système ou dans un autre. [Prenons d'abord le cas de] l'amende. Dans tous les systèmes pénaux, que l'exclusion, le marquage, l'enfermement soient dominants ou non dans chacun, le prélèvement de biens est une pénalité constante. Or, je crois qu'on peut voir la fonction tactique de cette punition varier dans les différents systèmes.

Dans la tactique d'exclusion, qu'est-ce que confisquer des biens ? C'est une certaine manière de supprimer ou de compromettre le droit de résidence, de suspendre par ce fait les privilèges politiques, les droits civils afférents à ces propriétés ainsi supprimées. C'est une certaine manière d'effacer la citoyenneté de l'infacteur. C'est le contraindre à aller chercher ailleurs une place au soleil. C'est l'empêcher de laisser derrière lui, après son départ ou sa mort, des biens^a. La tactique de l'amende joue, à l'intérieur d'un système d'exclusion, le rôle d'un exil sur place ou d'un exil indirect.

Dans une tactique de rachat, on retrouve bien l'amende, mais celle-ci y a une fonction tout à fait différente ; il s'agit ici d'obtenir de l'infacteur une compensation pour le dommage causé, d'obtenir qu'il verse une sorte de rançon pour la victime^b, mais aussi qu'il la verse comme une

a. Le manuscrit (fol. 13) porte : « une maison, des biens, un nom ».

b. Le manuscrit (fol. 13) ajoute : « pour que la victime ne commence pas une guerre privée trop périlleuse pour l'infacteur ».

sorte d'indemnité ou de gage entre les mains de celui qui juge, [qui] joue le rôle d'arbitre^a, et qui risque par là le pouvoir qu'on lui reconnaît¹⁶. L'amende a donc dans ce système deux fonctions : compensation à l'égard de celui qu'on suppose lésé et, en même temps, gage donné à l'arbitre¹⁷.

Dans le système du marquage, l'amende a un autre rôle que celui de compensation ; elle est en effet très souvent symbolique dans ce système et ne constitue pas véritablement une diminution du statut économique de l'individu. Elle ne compromet pas ses droits à la citoyenneté. Elle a plutôt la fonction symbolique de désigner le coupable, de le marquer comme tel et, surtout, de lui imposer la marque visible de la souveraineté du pouvoir. Payer une amende dans le système du marquage, c'est se plier devant ce rapport de pouvoir qui fait que quelqu'un, une autorité, peut effectivement vous contraindre à donner une somme d'argent, même^b si celle-ci est symbolique par rapport à la fortune possédée. L'amende n'est donc pas une [sorte] de peine que l'on retrouverait de la même façon dans n'importe quel système. C'est une procédure dont le rôle tactique est tout à fait différent selon les régimes punitifs à l'intérieur desquels elle figure.

On pourrait dire la même chose de la peine de mort, quand bien même, après tout, il semble qu'il n'y ait pas plusieurs façons de mourir. Or, justement, il y a, dans le cadre de ces procédures par lesquelles un pouvoir réagit à quelque chose qui le conteste, bien des façons de mourir. Dans une tactique d'exclusion comme celle de la Grèce archaïque, l'exécution pure et simple, la mort directe, était finalement rare et réservée à des fautes bien particulières. Il y avait en fait des procédures particulières qui consistaient, non pas à mettre à mort, mais plutôt à exposer quelqu'un à la mort, en le rejetant hors du territoire, en l'abandonnant sans biens, en le laissant exposé à la vindicte publique, en le mettant en quelque sorte hors la loi de manière que n'importe qui pouvait le tuer, même si personne n'était effectivement désigné pour

a. Le manuscrit (fol. 13) ajoute : « et dont le verdict permettra que s'interrompe le cycle des vengeances ».

b. La phrase manuscrite (fol. 14) énonce : « Même sans incidence pécuniaire sur le condamné, elle a un rôle de marquage où se manifeste le pouvoir exercé sur l'infacteur. »

Un paragraphe supplémentaire (fol. 14) sur l'enfermement porte :

« Enfin, dans le système de l'enfermement, l'amende joue le rôle d'un équivalent ou d'une forme atténuée de l'enfermement. L'enfermement c'est tant de jours de travail contraint, ou tant de jours de travail sans salaire. L'amende c'est aussi tant de jours de travail, ou une fraction de ce temps. Il s'agit dans un cas et dans l'autre d'une "privation". »

être l'exécuteur¹⁸. Il y avait encore cette manière de tuer qui consistait à jeter quelqu'un du haut d'une falaise dans la mer, c'est-à-dire à le faire basculer de l'autre côté des limites du territoire, à le priver au sens strict du « sol maternel » et à l'exposer ainsi brutalement, sans aucun recours, sans aucun appui, au seul pouvoir des dieux. C'était cela, la forme abrupte de l'exil.

Dans un système de rachat^a, la mort-châtiment était, au fond, le retour de la dette : c'était la manière dont un meurtre devait être payé. Et la meilleure preuve que ce n'était que cela, c'est que le meurtre pouvait être puni par la mort non pas du coupable, mais de l'un de ses parents. Il fallait que l'exécution équivaille au remboursement de la dette, et non pas au châtement de l'individu dit coupable¹⁹.

Dans la pratique du marquage, il est facile de voir combien la mort est une opération physique spécifiée, un travail au corps, une manière ritualisée d'inscrire les marques du pouvoir sur le corps de l'individu, son statut de coupable, ou d'inscrire au moins dans l'effroi du spectateur la mémoire de la faute. Si on voit de la fin du Moyen Âge au XVIII^e siècle une si somptueuse variété de supplices, c'est qu'il fallait précisément tenir compte de toute une série de variables : du statut du coupable, par exemple, et l'on a la décapitation, qui est la mort marquée du sceau du noble, et la pendaison, qui est la mort telle qu'elle va marquer le vilain. On a le bûcher pour l'hérétique, l'écartèlement pour les traîtres, l'essorillement pour les voleurs, les langues percées pour les blasphémateurs, etc.²⁰.

On peut rappeler une des scènes les plus prodigieuses de cette mort par marquage : la mise à mort de Damiens en 1757²¹. Damiens, qui a d'abord été condamné à l'amende honorable, puis placé sur la roue, et dont on a brisé les membres à coups de barre de fer, dont on a cisailé la poitrine, sur les plaies duquel on a versé de la cire brûlante, puis qui a été écartelé et dont on a découpé les articulations, qui a été incinéré et dont les cendres ont été finalement jetées au vent. Tout cela a fonctionné, jusque dans l'imagination du temps, comme la dernière mise en scène de cet alphabet des supplices. Le souverain avait été égratigné par un illuminé sorti de la foule. À ce geste, le pouvoir politique a répondu par l'étalage le plus complet de son blason pénal. Il a exhibé les traces les plus atroces et en même temps les plus rituelles de son droit de justice. Le souverain a montré ce qu'il pouvait faire du corps d'un homme^b.

a. Le manuscrit (fol. 15) ajoute : « du vieux droit germanique ».

b. Le manuscrit (fol. 17) ajoute :

« quand il laissait sur lui les marques de son passage. Le supplice de Damiens fut le dernier grand affrontement du roi et du peuple "en personne" sur la scène

Si on retrouve la mort dans notre pénalité, qui est essentiellement une pénalité d'enfermement, c'est que la mort y joue, non plus le rôle d'une sorte d'étalage des marques du pouvoir sur le corps humain, mais celui de la forme extrême et finale, de la forme parfaite et indépassable de l'enfermement : on y soumet – à cette sorte d'enfermement redoublé – ceux qu'il faut être sûr d'avoir enfermés une fois pour toutes. La mort^a, ce n'est plus le supplice, c'est la clôture définitive, l'absolue sécurité²².

Si j'ai tenté de montrer la manière dont varie la mort ou l'amende selon les quatre grandes tactiques punitives, c'est que j'essayais de rendre autonome ce niveau auquel je voudrais précisément m'adresser ; ce niveau qui n'est ni celui de ces grandes fonctions comme celles de l'exclusion ou de l'anthropophagie, ni celui des peines telles que définies par les codes ou les coutumes, et dont la permanence masque, je crois, la différence des rôles. Entre ces fonctions générales et ces rôles divers exercés par les peines, il y a un niveau à explorer : celui des tactiques pénales^b.

À propos de ces tactiques pénales, je voudrais faire remarquer un certain nombre de choses. Premièrement, j'ai parlé d'opérations, j'ai essayé de les caractériser par des termes tels qu'exclure, enfermer, c'est-à-dire [comme] des opérations qui trouvent leur place entre le pouvoir et ce sur quoi s'exerce le pouvoir – ce sont des opérations qui se déroulent tout entières à l'intérieur de la sphère du pouvoir. En prenant ce niveau comme niveau premier d'une analyse, je n'ai pas voulu déduire les systèmes pénaux d'un certain nombre de représentations juridiques ou éthiques de la faute ou du crime. Je ne poserai donc pas le problème dans les termes suivants : Quelle idée a-t-on pu se faire du mal ou de la faute pour qu'on y réponde de telle ou telle manière, par l'exil ou par l'enfermement ? Je poserai la question autrement. Si j'ai parlé avant tout de ces tactiques, c'est que je voudrais élucider la question suivante : Quelles formes de pouvoir se trouvent effectivement jouées pour qu'aux infractions qui mettent en cause ses lois, ses règles, son exercice, il réponde par des tactiques telles que l'exclusion, la marque, le rachat ou l'enfermement ? Si je m'attache à ces tactiques, et principalement à l'enfermement, ce n'est pas pour essayer de reconstituer l'ensemble des

de l'échafaud, avant celle du 21 Janvier [1793], où l'affrontement se fait en sens contraire : ce jour-là, le roi dépouillé de toute sa souveraineté fut soumis à la marque d'une pénalité égalitaire, cette décapitation – autrefois peine des nobles et qui était devenue la peine pour tous ».

a. Le manuscrit (fol. 17) ajoute : « n'est pas l'alternative à la prison ».

b. Manuscrit (fol. 18) : « celui des opérations, des tactiques, des stratégies pénales ».

représentations juridiques et morales qui sont censées supporter et justifier ces pratiques pénales; c'est que je voudrais définir à partir de là les rapports de pouvoir effectivement mis en œuvre à travers ces tactiques.^a Autrement dit, c'est comme *analyseurs* des rapports de pouvoir que je voudrais aborder ces tactiques, et non pas comme *révélateurs* d'une idéologie. La pénalité comme analyseur de pouvoir, voilà le thème de ce cours.

Ceci veut dire en second lieu que, s'il est vrai que le système des tactiques pénales peut être envisagé comme analyseur des rapports de pouvoir, l'élément qui va être considéré comme central sera l'élément de la lutte politique autour du pouvoir, contre lui. C'est là tout le jeu de conflits, de luttes qu'il y a entre le pouvoir tel qu'il s'exerce dans une société et les individus ou groupes qui cherchent d'une manière ou d'une autre à échapper à ce pouvoir, qui le contestent localement ou globalement, qui contreviennent à ses ordres et à ses règlements. Je ne veux pas dire que je considérerai comme étant absolument équivalentes la délinquance dite de droit commun et la délinquance politique. Je veux dire que pour faire l'analyse d'un système pénal, ce qui doit être premièrement dégagé, c'est la nature des luttes qui, dans une société, se déroulent autour du pouvoir.

C'est donc la notion de *guerre civile* qui doit être mise au cœur de toutes ces analyses de la pénalité²³. La guerre civile est, je crois, une notion philosophiquement, politiquement, historiquement assez mal élaborée. Il y a à cela un certain nombre de raisons. Il me semble que le recouvrement, la dénégation de la guerre civile, l'affirmation que la guerre civile n'existe pas est un des premiers axiomes de l'exercice du pouvoir. Cet axiome a eu des répercussions théoriques immenses puisque, que l'on s'adresse à Hobbes ou à Rousseau, de toute façon, on voit que la guerre civile n'est jamais considérée comme quelque chose de positif, de central, qui puisse servir [en soi] de point de départ à une analyse. Ou bien on parle de la guerre de tous contre tous comme étant ce qui existe avant le pacte social et, à ce moment-là,

a. Manuscrit (fol. 19-20):

« C'est-à-dire que dans cette analyse ce qui sera mis au premier plan, ce sont les formes de lutte entre le pouvoir politique, tel qu'il s'exerce dans une société, et ceux – individus ou groupes – qui cherchent à échapper à ce pouvoir, qui le contestent localement ou globalement, qui contreviennent à son ordre ou à ses règlements. »

Le texte qui suit ne figure pas dans le manuscrit, qui contient pourtant quatre pages de notes (retranscrites *infra*, p. 15-16), concernant les conséquences méthodologiques qu'implique ce choix théorique, et les différentes impasses du fonctionnalisme sociologique.

ce n'est plus la guerre civile, c'est la guerre naturelle; et, à partir du moment où il y a contrat, la guerre civile ne peut être que le prolongement monstrueux de la guerre de tous contre tous dans une structure sociale qui devrait normalement être commandée par le pacte. Ou bien on conçoit au contraire la guerre civile comme n'étant pas autre chose que l'effet en quelque sorte rétroactif d'une guerre extérieure sur la cité même, le reflux de la guerre en deçà des frontières: c'est donc ici la projection monstrueuse de la guerre extérieure sur l'État. Dans une analyse comme dans l'autre, la guerre civile c'est l'accident, l'anomalie et ce qu'il faut éviter dans la mesure même où c'est la monstruosité théorético-pratique.

Or, je voudrais mener l'analyse en considérant au contraire que la guerre civile est l'état permanent à partir duquel peut et doit se comprendre un certain nombre de ces tactiques de lutte dont la pénalité est précisément un exemple privilégié. La guerre civile est la matrice de toutes les luttes de pouvoir, de toutes les stratégies du pouvoir et, par conséquent, aussi la matrice de toutes les luttes à propos du, et contre le pouvoir. C'est la matrice générale qui va permettre de comprendre la mise en place et le fonctionnement d'une stratégie particulière de la pénalité: celle de l'enfermement. Ce que je vais essayer de montrer, c'est ce jeu, dans la société du XIX^e siècle, entre une guerre civile permanente et les tactiques opposées du pouvoir.^a

a. Quatre pages de notes en fin de manuscrit (fos 20-23), qui n'ont pas été utilisées lors du cours, portent:

« Ce qui sera mis au premier plan, c'est donc la lutte contre, ou avec, ou pour le pouvoir. Ce qui implique, comme conséquences de méthode, qu'il faut décaper le fonctionnalisme sociologique. S'affranchir de l'idée

- que c'est la société tout entière, massivement, dans un consensus obscur qui réagit au crime ou à la faute;
- que cette réaction est mise en forme dans des règles, lois, coutumes qui définissent la pénalité; et
- que le pouvoir met en œuvre d'une façon plus ou moins régulière (et au prix d'un certain nombre de distorsions, d'abus, ou passe-droits) cette pénalité.

Décaper ce fonctionnalisme, c'est placer au cœur de la pratique pénale, non pas des réactions sociales, mais des luttes de pouvoir.

Décaper ce fonctionnalisme sociologique²⁴, c'est aussi montrer comment il s'est formé; comment au début du XIX^e siècle, s'est opéré un très curieux transfert de responsabilité au terme duquel

- la société est apparue comme ce qui produisait le crime (selon un certain nombre de constantes statistiques, et de lois sociologiques);
- la société est apparue comme ce qui était blessé, lésé, endommagé par l'infraction. La société produit son propre mal, suscite son propre ennemi;

- la société est apparue comme ce qui exigeait du pouvoir le châtement des crimes en raison de grandes options morales.

Ce transfert de responsabilité a masqué que ce n'était pas la société qui était en question dans le crime, ou en jeu dans sa répression, mais le pouvoir.

Il s'est traduit au niveau de la théorie pénale dans l'idée que c'est la société qui est intéressée au premier chef à la punition, et que celle-ci doit avoir fonction de protection pour la société (Beccaria, Bentham).

Il s'est traduit au niveau de la pratique par la généralisation du jury : ce n'est pas le pouvoir ou les représentants du pouvoir qui ont à dire si la société est lésée, mais bien elle-même.

Il s'est traduit au niveau de la spéculation par la constitution d'une sociologie de la criminalité ou de la délinquance, i.e. la recherche des mécanismes sociaux qui sous-tendraient aussi bien la criminalité que les exigences de sa répression. Ce masquage des rapports de pouvoir sous les mécanismes sociaux est un des phénomènes caractéristiques de la manière dont s'est exercé le pouvoir dans le capitalisme industriel.

Prenons, comme symbole de ce masquage, deux scènes :

- celle où la foule assiste à l'exécution d'un coupable : i.e. au déploiement des signes du pouvoir. Elle se presse autour de l'échafaud pour voir l'exposition et le supplice ;

- celle où l'exécution se passe de nuit à la dérobée, mais où l'exercice du pouvoir se masque sous une enquête d'opinion.

On pourrait de la même façon montrer comment le passage du supplice à l'enfermement correspond à ce glissement du rapport de pouvoir au mécanisme social. »

*

NOTES

1. La classification des sociétés selon leur façon de traiter leurs morts est fréquente dans les travaux historiques, anthropologiques et archéologiques des années trente du XIX^e siècle aux années soixante du XX^e, en particulier dans l'archéologie de la préhistoire européenne. On peut se référer notamment à l'article de Vere Gordon Childe paru en 1945, « Directional Changes in Funerary Practices during 50,000 Years », *Man*, vol. 45, p. 13-19, pour plus de détails sur les trajectoires croisées des sociétés inhumantes et des sociétés incinérantes en Europe (« inhumationists » et « cremationists », selon sa terminologie). Foucault avait déjà fait allusion à la classification des sociétés en sociétés incinérantes et sociétés inhumantes dans *Naissance de la clinique*, Paris, PUF, 1963, p. 170 (décrivant une transformation importante de la civilisation comme étant « du même ordre [...] que la transformation d'une culture incinérante en culture inhumante »). En 1963, cette référence sert à signifier l'ampleur de la transformation sociale produite par l'invention de l'anatomie pathologique et du regard médical en ce qui concerne, d'une part, la manière dont les médecins communiquent avec la mort (autrefois « le grand mythe de l'immortalité », dorénavant le regard médical), d'autre part, la manière dont les cultures disposent de leurs morts (cf. *ibid.*).

2. Cf. C. Lévi-Strauss, *Tristes Tropiques*, Paris, Plon (coll. « Terre humaine »), 1955, p. 448 : « Je pense à nos coutumes judiciaires et pénitentiaires. À les étudier du dehors, on serait tenté d'opposer deux types de sociétés : celles qui pratiquent l'anthropophagie, c'est-à-dire qui voient dans l'absorption de certains individus détenteurs de forces redoutables le seul moyen de neutraliser celles-ci, et même de les mettre à profit ; et celles qui, comme la nôtre, adoptent ce qu'on pourrait appeler l'*anthropémie* (du grec *émeîn*, vomir) ; placées devant le même problème, elles ont choisi la solution inverse, consistant à expulser ces êtres redoutables hors du corps social en les tenant temporairement ou définitivement isolés, sans contact avec l'humanité, dans des établissements destinés à cet usage. À la plupart des sociétés que nous appelons primitives, cette coutume inspirerait une horreur profonde ; elle nous marquerait à leurs yeux de la même barbarie que nous serions tentés de leur imputer en raison de leurs coutumes symétriques. »

L'analyse anthropologique de l'anthropophagie, liée à la classification des sociétés en sociétés assimilantes et excluantes, a été élaborée par Alfred Métraux (1902-1963), en particulier dans : *La Religion des Tupinamba et ses rapports avec celle des autres tribus Tupi-Guarani*, Paris, Librairie Ernest Leroux, 1928, p. 124-169 : « L'anthropophagie rituelle des Tupinamba » ; Id., *Religions et Magies indiennes d'Amérique du Sud*, éd. posthume établie par Simone Dreyfus, Paris, Gallimard (« Bibliothèque des sciences humaines »), 1967, p. 45-78. Les récits mentionnant des pratiques anthropophages - sur lesquels Métraux se fonde - sont bien sûr nettement plus anciens. On peut ainsi citer l'*Histoire d'un voyage fait en la terre du Brésil* (1578), par Jean de Léry (1534-1611), calviniste réformé du XVI^e siècle, comportant son témoignage sur l'anthropophagie chez les Tupinamba (paru en « Livre de poche », 1994, chap. XV : « Comment les Américains traitent leurs prisonniers pris en guerre, et les ceremonies qu'ils observent tant à les tuer qu'à les manger », p. 354-377) ; et le récit d'André Thevet (1516-1590), explorateur et géographe, qui voyagea au Brésil en 1555-1556 : *Histoire d'André Thevet, Angoumoisain, cosmographe du Roy, de deux voyages par luy faits aux Indes australes et occidentales*, Bibliothèque nationale de France, Fonds français, ms. n° 15454 (reproduit dans la collection « Les Classiques de la colonisation », éd. par Suzanne Lussagnet, vol. II : *Les Français en Amérique pendant la deuxième moitié du XVI^e siècle*, Paris, PUF, 1953). Cf. I. Combès, *La Tragédie cannibale chez les anciens Tupi-Guarani*, préface de Pierre Chaunu, Paris, PUF (coll. « Ethnologies »), 1992 ; F. Lestringant, *Le Cannibale : grandeur et décadence*, Paris, Perrin (coll. « Histoire et décadence ») 1994. Foucault reviendra sur la notion d'anthropophagie dans son analyse de la figure du monstre, in *Les Anormaux. Cours au Collège de France, 1974-1975*, éd. par V. Marchetti & A. Salomoni, Paris, Gallimard-Seuil (coll. « Hautes Études »), 1999, [leçon] du 29 janvier 1975, p. 94-97, où il développera la double image de la monstruosité cannibale du peuple et de la monstruosité incestueuse du roi ; discussion qui sera donc liée aux grandes figures du criminel et de la criminalité au XIX^e siècle, à l'intersection de la psychiatrie et de la pénalité.

3. C. Lévi-Strauss, *Tristes Tropiques*, op. cit., p. 448. Deux ans plus tard, dans sa leçon du 29 janvier 1975, in *Les Anormaux*, op. cit., p. 96, Foucault soutiendra que l'approche du structuralisme linguistique de Lévi-Strauss, bien qu'elle se distingue d'approches antérieures comme celle de Lucien Lévy-Bruhl (cf. *La Mentalité primitive*, Paris, F. Alcan, coll. « Travaux de l'Année sociologique », 1922) et permet une « requalification du soi-disant sauvage », achoppe in fine

au même dualisme cannibalisme-inceste que celui que l'on retrouve au XVIII^e siècle dans les différentes figures du monstre.

4. C. Lévi-Strauss, *loc. cit.*

5. Foucault fait sans doute allusion ici aux travaux de René Girard, qui venait de publier *La Violence et le Sacré* (Paris, Grasset, 1972), développant la notion de « bouc émissaire » à la fois dans le contexte oedipien, auquel Foucault s'intéressait (cf. *infra*, note 11), et aussi s'agissant du prisonnier victime de l'anthropophagie. Sur ces deux points, cf. R. Girard, *op. cit.*, p. 139-140, v. p. 139 n. 1 : « En France également, de nombreux chercheurs ont identifié dans l'Œdipe du mythe, et dans celui de Sophocle, [...] un "bouc émissaire". Selon Marie Delcourt, la coutume du bouc émissaire permet d'expliquer la destinée d'Œdipe enfant, l'abandon dont il est l'objet de la part de ses parents » ; également, concernant le traitement du prisonnier chez les peuples Tupinamba au Brésil : « le but de l'entreprise est la métamorphose du prisonnier en "bouc émissaire" » (*ibid.*, p. 381). René Girard développera ces thèmes dans *Le Bouc émissaire*, publié dix ans plus tard (Paris, Grasset & Fasquelle, 1982). Au début des années 1970, Girard enseignait à la State University of New York à Buffalo ; il a servi d'intermédiaire entre John Simon et Foucault lors de la visite de celui-ci à Buffalo. Foucault y donna des cours, notamment en mars 1970 ; cf. D. Defert, « Chronologie », in *Dits et Écrits, 1954-1988*, éd. par D. Defert & F. Ewald, collab. J. Lagrange, Paris, Gallimard, 1994, 4 vol. [cité *infra* : *DE*] : t. I, p. 35 ; rééd. en 2 vol., coll. « Quarto » : vol. I, p. 47. Foucault utilisera cette allusion dans *Surveiller et Punir. Naissance de la prison* (Paris, Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 1975, p. 263) en décrivant la chaîne des forçats au début du XIX^e siècle.

6. Foucault avait utilisé antérieurement cette notion d'exclusion ; voir son cours au Collège de France en 1972, « Théories et Institutions pénales », neuvième leçon, ms. fol. 23 (comparaison des pratiques pénales médiévales de l'échange et du rachat avec les pratiques pénales modernes de l'exclusion) ; cf. Id., « Je perçois l'intolérable » (entretien avec G. Armleder, *Journal de Genève : Samedi littéraire*, « cahier 135 », n° 170, 24-25 juillet 1971), *DE*, II, n° 94, éd. 1994, p. 204 / « Quarto », vol. I, p. 1072 : « Notre société a commencé à pratiquer un système d'exclusion et d'inclusion – l'internement ou l'emprisonnement – contre tout individu qui ne correspondait pas à ces normes. Dès lors, des hommes ont été exclus du circuit de la population et en même temps inclus dans les prisons » ; Id., « Le grand enfermement » (entretien avec N. Meienberg, *Tages Anzeiger Magazin*, n° 12, 25 mars 1972 ; trad. J. Chavy), *DE*, II, n° 105, éd. 1994, p. 306 / « Quarto », vol. I, p. 1174 : « Le problème est le suivant : offrir une critique du système qui explique le processus par lequel la société actuelle pousse en marge une partie de la population. Voilà. » Dans sa leçon inaugurale au Collège de France, prononcée le 2 décembre 1970 et publiée sous le titre *L'Ordre du discours* (Paris, Gallimard/nrf, 1971), Foucault utilise la notion d'exclusion extensivement, dès la onzième page pour désigner les « procédures qui ont pour rôle d'en [du discours] conjurer les pouvoirs et les dangers, d'en maîtriser l'événement aléatoire, d'en esquiver la lourde, la redoutable matérialité ». Foucault poursuit son propos en identifiant trois « procédures d'exclusion » (souligné dans le texte, p. 11), alternativement définies comme « principes d'exclusion » (p. 12) ou « système d'exclusion » (p. 15), à propos de l'interdit (p. 11), de l'opposition entre folie et raison (p. 12) et du partage entre vrai et faux (p. 15). On pourrait aussi

envisager que l'idée d'exclusion – ou, du moins, des « expulsions » selon Foucault (cf. « Lettre de M. Michel Foucault », *DE*, II, n° 96, éd. 1994, p. 210 / « Quarto », vol. I, p. 1078) – sous-tende son analyse de la folie aux XV^e et XVI^e siècles ; cf. *Folie et Déraison. Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Plon, 1961, p. 10-13.

La notion d'exclusion est assez proche, aussi, du concept de « répression » que Foucault aurait développé l'année précédente dans son cours sur les « Théories et Institutions pénales » (voir, e.g., le début de la première leçon exposant sa méthode : replacer les théories et institutions pénales « dans leur fonctionnement d'ensemble, c'est-à-dire dans des systèmes de répression » (premier folio) ; la cinquième leçon, à propos de l'appareil fiscal d'État, qui « ne peut plus fonctionner sans être protégé, doublé par un appareil répressif » (fol. 10 bis) ; ou encore la sixième leçon, décrivant la mise en place d'un appareil répressif d'État (f° 18-20)). D'une manière similaire, Foucault se serait aussi éloigné de cette notion de « répression » dans les années suivantes (cf. *Surveiller et Punir, op. cit.*, p. 28).

7. Cf. M. Foucault, « Préface à la transgression » (*Critique*, n° 195-196 : *Hommage à G. Bataille*, août-sept. 1963, p. 751-769), *DE*, I, n° 13, éd. 1994, p. 233-250 / « Quarto », vol. I, p. 261-278. La « transgression » est une notion dont Foucault avait déjà fait grand usage ; cf. « Un problème m'intéresse depuis longtemps, c'est celui du système pénal » (entretien avec J. Hafsia, *La Presse de Tunisie*, 12 août 1971, p. 5), *DE*, II, n° 95, éd. 1994, p. 206 / « Quarto », vol. I, p. 1074 : « Telle est donc ma préoccupation : le problème de la transgression de la loi et de la répression de l'illégalité. »

8. Cette notion de « limite » renvoie, bien sûr, au travail de Georges Bataille sur l'expérience limite ; cf. « Préface à la transgression », *loc. cit.*, p. 236-239 / p. 264-267 (commentant l'œuvre de Bataille, Foucault écrit que « La limite et la transgression se doivent l'une à l'autre la densité de leur être », *ibid.*, p. 237 / p. 265). Il a, par ailleurs, écrit que la *Somme athéologique* de Bataille « a fait entrer la pensée dans le jeu – dans le jeu risqué – de la limite, de l'extrême, du sommet, du transgressif » (M. Foucault, « Présentation » (in G. Bataille, *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard/nrf, 1970, t. I : *Premiers Écrits, 1922-1940*, p. 5-6 [p. 5]), *DE*, II, n° 74, éd. 1994, p. 25 / « Quarto », vol. I, p. 893). Foucault reconnaissait volontiers l'influence de Bataille : « point de référence de mon cheminement » ; « je pense à des écrivains comme Blanchot, comme Artaud, comme Bataille, qui ont été pour des gens de ma génération, je crois, très importants » et qui soulevaient, « au fond, la question des expériences limites. Ces formes d'expérience qui, au lieu d'être considérées comme centrales et d'être valorisées positivement dans une société, sont considérées comme les expériences limites, les expériences frontières à partir de quoi est remis en question cela même qui est considéré d'ordinaire comme acceptable » (« Entretien avec André Berten », in M. Foucault, *Mal faire, dire vrai. Fonction de l'aveu en justice*, éd. par F. Brion & B. E. Harcourt, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2012, p. 238). En 1970, Foucault affirme encore : « On le sait aujourd'hui : Bataille est un des écrivains les plus importants de son siècle » (« Présentation », in G. Bataille, *loc. cit.*).

9. Selon Daniel Defert, beaucoup d'auditeurs avaient mal saisi l'intitulé du cours et compris « *La société primitive* » et non pas « *punitivité* ».

10. Quelques mois plus tard, Foucault proposera une version légèrement différente des « quatre types possibles de punition » dans ses conférences à l'Université pontificale de Rio de Janeiro, en mai 1973, intitulées « La

vérité et les formes juridiques », *DE*, II, n° 139, éd. 1994, p. 538-623, spéc. p. 590-591 / « Quarto », vol. I, p. 1406-1491, spéc. p. 1458-1459 (exil; exclusion sur place; réparation par travaux forcés; et peine du talion).

11. Cf. C. Lévi-Strauss, *Tristes Tropiques*, p. 448 : « Si un indigène avait contrevenu aux lois de la tribu, il était puni par la destruction de tous ses biens : tente et chevaux. »

12. La référence à l'exil dans la pénalité grecque archaïque renvoie à la pièce de Sophocle, *Œdipe roi*, que Foucault avait déjà analysée dans ses premiers cours au Collège de France (cf. *Leçons sur la volonté de savoir. Cours au Collège de France, 1970-1971*, éd. par D. Defert, Paris, Gallimard-Seuil, coll. « Hautes Études », 2011, p. 177-192), ainsi que dans une conférence prononcée à la State University of New York à Buffalo en mars 1972 puis à Cornell University en octobre 1972 (cf. *Le Savoir d'Œdipe*, *ibid.*, p. 223-253). Daniel Defert note, dans la Situation du cours (*ibid.*, p. 277-278), que l'on peut retrouver au total, dans l'archive Foucault, sept versions différentes de l'analyse d'*Œdipe roi*. Foucault développera une de ces sept versions quatre mois plus tard dans ses conférences sur « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 553-570 / p. 1421-1438; il y reviendra aussi en 1980, 1981 et 1983. Cf. M. Foucault, *Mal faire, dire vrai*, *op. cit.*, p. 73 n. 1.

13. Ces notions de rachat et de compensation – en l'occurrence : de « réparation » – avaient été développées dans le cours de 1970-1971, dans le contexte de la pratique judiciaire grecque; cf. *Leçons sur la volonté de savoir*, *op. cit.*, leçon du 3 février 1971, p. 90-91. Thèmes repris dans « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 572-574 / p. 1440-1441.

Concernant le « droit médiéval » mentionné ci-avant, le lecteur retrouvera, dans les conférences de Joseph Strayer, la notion d'une justice pénale liant étroitement l'amende et la collecte des revenus; cf. J.R. Strayer, *On the Medieval Origins of the Modern State*, Princeton, Princeton University Press (coll. « Princeton Classic »), 1970 / *Les Origines médiévales de l'État moderne*, trad. Michèle Clément, Paris, Payot (coll. « Critique de la politique »), 1979, p. 48 : « Ce lien étroit entre l'administration de la justice et la collecte des revenus continua d'exister durant tout le Moyen Âge, et même lorsque les premiers juges spécialisés firent leur apparition, on les chargea de la collecte des revenus, tandis que les anciens collecteurs de revenu continuaient de rendre la justice pour les délits mineurs. » Cf. aussi, s'agissant du XVII^e siècle, « Théories et Institutions pénales », cinquième leçon (à propos de l'appareil fiscal comme appareil d'État, fol. 10).

14. Cf. C. Lévi-Strauss, *Tristes Tropiques*, p. 448 : « Cette réparation [de la part du coupable] faisait de ce dernier l'obligé du groupe, auquel il devait marquer sa reconnaissance par des cadeaux. »

Il est intéressant de noter que Foucault ne semble pas avoir exploité, dans son exposé oral, les passages de son manuscrit référant aux sociétés, mœurs, et lois germaniques anciennes. Le cours prononcé en 1972, « Théories et Institutions pénales », était centré sur le droit germanique.

15. Foucault avait déjà proposé quelques classifications plus rudimentaires des sociétés selon les différents types de peines. En juillet 1971, il proposait de les classer en sociétés exilantes, sociétés assassinentes (ou torturantes ou purifiantes), et sociétés enfermantes; cf. « Je perçois l'intolérable », *loc. cit.*, p. 203 / p. 1071. En mars 1972, Foucault proposait différents « types de civilisations » : « Les civi-

lisations qui exilent », celles « qui massacrent » ou « qui torturent », et puis « des sociétés qui enferment »; cf. « Le grand enfermement », *loc. cit.*, p. 297 / p. 1165.

16. Ce thème, plus explicite dans le manuscrit, de la rupture avec le cycle des vengeances avait été introduit deux ans auparavant, dans les *Leçons sur la volonté de savoir*, leçon du 3 février 1971, p. 90-91, et sera repris dans ce cours-ci : cf. *infra*, leçon du 10 janvier 1973, p. 35; leçon du 7 février 1973, p. 117 (annexe). Cf. aussi, sur l'apaisement des esprits de vengeance, A. Métraux, *Religions et Magies indiennes d'Amérique du Sud*, *op. cit.*, p. 59 : « La victime avait ainsi l'occasion d'assouvir sa colère et de se venger dans une certaine mesure de ses bourreaux. Cet avantage concédé au captif "venait peut-être du désir d'apaiser l'esprit de la victime" »; p. 70 : l'exécution d'un prisonnier avait pour objet « d'apaiser l'âme d'un parent "prins ou mangé de l'ennemy" »; et p. 73-78 : toutes les précautions prises pour éviter la vengeance et pour « se protéger contre l'âme irritée de sa victime ».

17. Foucault avait traité l'année précédente de la pratique du rachat et de l'amende dans le droit germanique; cf. « Théories et Institutions pénales », huitième et neuvième leçons; voir la neuvième leçon, ms. fol. 12 (sur *Wehrgeld* et *Fr[edus]*). Dans l'ancien droit d'inspiration germanique, le « *wergeld* » (*Wehrgeld*), en usage chez les Francs, constitue la compensation pécuniaire légale due à la victime ou à la famille de la victime en cas de blessure ou de meurtre, afin d'éviter la vengeance privée. Le montant du *wergeld* varie selon le statut social de la victime; cf. F. Olivier-Martin, *Histoire du droit français des origines à la Révolution*, Paris, Éditions du CNRS, 1984 [1950], p. 68. Le « *fredus* », qui représente un tiers du *wergeld*, est versé au souverain afin de rétablir la paix; cf. C. Debuyst, F. Digneffe, A. P. Pires, *Histoire des savoirs sur le crime et la peine*, Bruxelles, Larcier (coll. « Crimen »), 2008, vol. 2, p. 44.

18. Cette figure de l'*homo sacer* dans le droit archaïque, « cette figure de l'homme que l'on peut tuer sans commettre d'homicide, mais que l'on ne peut pas exécuter formellement », sera étudiée par Giorgio Agamben dans son ouvrage *Homo sacer I : Le pouvoir souverain et la vie nue*, trad. Marilène Raiola, Paris, Seuil (coll. « L'Ordre philosophique »), 1997. Ce texte d'Agamben prend pour point de départ l'analyse du pouvoir par Foucault dans les années 1980 et, plus précisément, l'intersection entre, d'une part, l'étude de la manière dont l'individu se rend sujet d'un contrôle extérieur (l'étude des technologies de soi) et, d'autre part, l'étude des techniques étatiques par lesquelles la vie et la population deviennent cible et souci – à l'intersection de « techniques d'individualisation subjectives et de procédures de totalisation objectives » (*ibid.*, p. 13), exactement à « ce point de jonction caché entre le modèle juridico-institutionnel et le modèle biopolitique du pouvoir » (p. 14); point de jonction resté chez Foucault, selon Agamben, « singulièrement dans l'ombre », ou encore « un point aveugle dans le champ visuel » (p. 13 et 14). On pourrait voir dans ce cours de Foucault, notamment dans ce passage précis de la leçon du 3 janvier 1973 – i.e. l'analyse de la manière dont les tactiques punitives (comme la figure de l'*homo sacer*) fonctionnent dans les relations de pouvoir, ou, dira Agamben, « à travers lesquelles le pouvoir pénètre dans le corps même des sujets et dans leurs formes de vie » (p. 13) –, un texte précurseur des travaux de celui-ci.

19. Cf. M. Foucault, « Théories et Institutions pénales », huitième et neuvième leçons.

20. Cf. M. Foucault, *Surveiller et Punir*, p. 107. C'est contre cette différenciation que Le Peletier de Saint-Fargeau proposera l'égalité par la guillotine, soit : « une mort égale pour tous » (*ibid.*, p. 18).

21. *Surveiller et Punir* s'ouvrira sur cette scène, p. 9-11.

22. Réagissant en 1972 au rejet des recours en grâce adressés par les condamnés à mort Buffet et Bontemps au Président Pompidou, Foucault avait déjà mis en évidence la continuité entre peine de prison et peine de mort : « La guillotine n'est en réalité que le sommet visible et triomphant, la pointe rouge et noire d'une haute pyramide. Tout le système pénal est au fond orienté vers la mort et régi par elle » (M. Foucault, « Les deux morts de Pompidou » (*Le Nouvel Observateur*, n° 421, 4-10 décembre 1972, p. 56-57), *DE*, II, n° 114, éd. 1994, p. 386-389 / « Quarto », vol. I, p. 1254-1257). Il le redira à l'occasion de l'abolition de la peine de mort en France en 1981, pour marquer la nécessité de repenser le système pénal dans son ensemble, au-delà de la célébration de la disparition de « la plus vieille peine du monde » ; cf. : Id., « Le dossier "peine de mort". Ils ont écrit contre » (*Les Nouvelles littéraires*, 59^e année, n° 2783, 16-23 avril 1981, p. 17), *DE*, IV, n° 294, p. 168 / « Quarto », vol. II, p. 987 ; Id., « Contre les peines de substitution » (*Libération*, n° 108, 18 septembre 1981, p. 5), *DE*, IV, n° 300, p. 206 / « Quarto », vol. II, p. 1025. Foucault soulignera à plusieurs reprises l'importance de la peine de mort comme marque de souveraineté de la justice, notamment dans « Le citron et le lait » (*Le Monde*, n° 10490, 21-22 octobre 1978, p. 14), *DE*, III, n° 246, éd. 1994, p. 695-698 / « Quarto », vol. II, p. 695-698, et dans « Manières de justice » (*Le Nouvel Observateur*, n° 743, 5-11 février 1979, p. 20-21), *DE*, III, n° 260, éd. 1994, p. 755-759 / « Quarto », vol. II, p. 755-759. Cf. aussi, à ce sujet : Id., « L'angoisse de juger » (entretien avec R. Badinter et J. Laplanche, *Le Nouvel Observateur*, n° 655, 30 mai-6 juin 1977, p. 92-96, 101, 104, 112, 120, 125-126), *DE*, III, n° 205, éd. 1994, p. 282-297 / « Quarto », vol. II, p. 282-297 ; « Du bon usage du criminel » (*Le Nouvel Observateur*, n° 722, 11 septembre 1978, p. 40-42), *DE*, III, n° 240, éd. 1994, p. 657-662 / « Quarto », vol. II, p. 657-662 ; « Punir est la chose la plus difficile qui soit » (entretien avec A. Spire, *Témoignage chrétien*, n° 1942, 28 septembre 1981, p. 30), *DE*, IV, n° 301, p. 208-210 / « Quarto », vol. II, p. 1027-1029.

En 1981, à l'heure de l'abolition de la peine de mort, Foucault dira : « La plus vieille peine du monde est en train de mourir en France. Il faut se réjouir ; il n'est pas nécessaire, pour autant, d'être dans l'admiration » (« Contre les peines de substitution », *loc. cit.*). Pour une présentation de l'engagement de Foucault contre la peine de mort, cf. A. Kiefer, *Michel Foucault : le GIP, l'histoire et l'action*, thèse de philosophie (novembre 2006), Université de Picardie Jules Verne d'Amiens, 2009, p. 169-172.

23. Foucault poursuivra cette analyse dans les années suivantes, en particulier dans son cours de 1976, « *Il faut défendre la société* ». Cours au Collège de France, éd. par M. Bertani & A. Fontana, Paris, Gallimard-Seuil (coll. « Hautes Études »), 1997, [leçon] du 4 février 1976, p. 77 sq.

24. Sur le fonctionnalisme sociologique, cf. aussi *Surveiller et Punir*, notamment la critique de Durkheim à la page 28.

LEÇON DU 10 JANVIER 1973

Les quatre éléments d'une analyse : 1/ la guerre constante, universelle, intérieure à la société ; 2/ un système pénal ni universel ni univoque, mais fait par les uns pour les autres ; 3/ la structure de la surveillance universelle ; 4/ un système d'enfermement. (I) La teneur de la notion de guerre civile. (A) La guerre civile comme résurgence de la guerre de tous contre tous, selon Hobbes. (B) Distinction entre guerre civile et guerre de tous contre tous. Les collectivités nouvelles ; exemples des Nu-pieds et du mouvement luddite. (C) La politique comme continuation de la guerre civile. (II) Le statut du criminel comme ennemi social. – La pratique judiciaire comme déclaration de guerre publique. – Effets de savoirs : prise psychopathologique ou psychiatrique sur le criminel et la déviance. – Effets épistémiques : sociologie de la criminalité comme pathologie sociale. Le criminel comme connecteur, transcripteur, échangeur.

Je voudrais préciser les éléments de cette analyse.^a Premièrement, pendant la période dont je vais m'occuper, de 1825 à 1848, au moment de la mise en place et du fonctionnement du grand système pénal dont le *Code d'instruction criminelle* de 1808 et le Code pénal de 1810 avaient donné les lignes principales, une chose est claire : on est dans la guerre sociale, non pas dans la guerre de tous contre tous, mais la guerre des riches contre les pauvres, des propriétaires contre ceux qui ne possèdent rien, des patrons contre les prolétaires.

a. Le manuscrit de la leçon débute (fol. 1-2) de la façon suivante :

« Le point :

analyser la pénalité au niveau de ses tactiques, i.e. non pas :

– ce qu'elle punit, au nom de quel principe et selon quelle échelle de valeurs, mais :

– comment elle punit ; qui punit, qui est puni, par quels instruments.

Donc :

– ne pas prendre pour point de départ les grandes conceptions éthico-religieuses de la faute, du péché, de l'impureté ;

– ne pas prendre non plus de grandes fonctions sociales comme celles de l'exclusion, expulsion, rejet, mais :

– prendre pour point de départ la guerre civile, comme matrice générale des tactiques pénales. »

Deuxième élément : la conscience claire et parfaitement formulée dans le discours de l'époque que les lois sociales sont faites par des gens auxquels elles ne sont pas destinées, mais pour être appliquées à ceux qui ne les ont pas faites. La loi pénale n'a, dans l'esprit même de ceux qui la font ou la discutent, qu'une apparente universalité. Ainsi, [dans son] intervention à la Chambre le 23 novembre 1831, au moment même où l'on discute de l'aménagement du code pénal et de la création des circonstances atténuantes, un député du Var disait : « Les lois pénales, destinées en grande partie à une classe de la société, sont faites par une autre. Elles intéressent, j'en conviens, la société tout entière ; aucun homme même n'est assuré d'échapper toujours à leur rigueur ; mais il est vrai, cependant, que la presque totalité des délits, surtout de certains délits, est commise par la partie de la société à laquelle n'appartient pas le législateur. Or, cette partie diffère presque entièrement de l'autre par son esprit, ses mœurs, et toute sa manière d'être. Pour faire donc des lois qui lui convinssent, le législateur devrait, avant tout, ce me semble, tâcher d'oublier ce qu'il est lui-même, [...] rechercher avec soin, non pas l'effet de telle disposition de la loi sur lui-même, mais sur l'esprit tout autrement disposé du peuple pour lequel il travaille ¹. » On trouverait dans la littérature ouvrière l'affirmation correspondante, mais inverse, que la loi pénale n'est pas faite pour avoir une fonction universelle.

Troisième point : l'appareil judiciaire, pénal, mis en place à cette époque est entièrement commandé par le principe de la surveillance universelle et constante. On peut se référer à Julius, professeur de droit criminel à l'Université de Berlin qui [dit] dans ses « Leçons sur les prisons » [en 1827] : « Il est un fait digne du plus haut intérêt, non seulement dans l'histoire de l'architecture, mais dans celle de l'esprit humain en général : c'est que dans les temps les plus reculés, je ne dis pas de l'antiquité classique, mais même de l'Orient, le génie a conçu et s'est plu à décorer de tous les trésors de la magnificence humaine des édifices qui avaient pour but de rendre accessible[s] à une grande multitude d'hommes le spectacle et l'inspection d'un petit nombre d'objets, tels que des temples, des théâtres, des amphithéâtres, où l'on regardait couler le sang des hommes et des animaux ² [...] » Autrement dit, une architecture, une civilisation du spectacle où tous réunis en cercle étaient destinés à regarder au milieu d'eux quelque chose, une chose, un spectacle. Et Julius poursuit : « tandis que jamais l'imagination humaine ne paraît s'être appliquée à procurer à un petit nombre d'hommes, ou

même à un seul homme, la vue simultanée d'une grande multitude d'hommes ou d'objets ³ ».

Or, c'est précisément cela qui se produit à l'époque moderne : ce renversement du spectacle en surveillance ⁴. On est en train d'inventer, dit Julius, non seulement une architecture, un urbanisme, mais toute une disposition de l'esprit en général, telle que, désormais, ce seront les hommes qui seront offerts en spectacle à un petit nombre de gens, à la limite à un seul homme destiné à les surveiller. Le spectacle retourné en surveillance, le cercle que les citoyens faisaient autour d'un spectacle, tout cela est renversé. On a une structure tout à fait différente où les hommes déployés les uns à côté des autres dans un espace plat vont être surveillés d'en haut par quelqu'un qui sera une espèce d'œil universel : « C'était aux temps modernes [...], c'était à l'influence toujours croissante de l'État, et à son intervention, de jour en jour plus profonde, dans tous les détails et toutes les relations de la vie sociale, qu'il était réservé d'en augmenter et d'en perfectionner les garanties, en utilisant et en dirigeant vers ce grand but la construction et la distribution d'édifices destinés à surveiller en même temps une grande multitude d'hommes ⁵. »

On voit que Julius attribue cette espèce de renversement du spectacle en surveillance à la constitution et à la croissance de l'État comme instance de surveillance, qui permet de contrôler, d'observer et d'intervenir dans tous les détails des relations de la vie sociale. Julius écrivant cela ne fait que transcrire dans le registre qui est le sien ce que Napoléon lui-même a dit ou fait dire, puisque dans l'introduction au *Code d'instruction criminelle*, on trouve ceci : « vous pouvez juger qu'aucune partie de l'Empire n'est privée de surveillance ; qu'aucun crime, aucun délit, aucune contravention ne doit rester sans poursuite, et que l'œil du génie qui sait tout animer embrasse l'ensemble de cette vaste machine, sans néanmoins que le moindre détail puisse lui échapper ⁶ ». Et, parlant de la fonction précise du procureur, le texte poursuivait : le procureur est « l'œil du procureur général, comme le procureur général est l'œil du gouvernement. C'est par le résultat d'une communication active et fidèle du procureur impérial avec le procureur général, et du procureur général avec le ministre de Sa Majesté, que peuvent être connus les abus qui se glissent dans les institutions, la tiédeur qui s'empare des personnes, l'insouciance qu'on peut pardonner à un particulier, mais qui est un vice dans un magistrat ; et, si l'on supposait du relâchement, de la faiblesse ou du déguisement dans les communications des procureurs généraux et impériaux, le mal aurait fait d'immenses progrès

avant d'éclater, et sans qu'il y eût aucune crise, on se trouverait tout à coup dans un grand état de langueur et tout près de la décrépitude⁷. Ainsi, la théorie de la surveillance générale que Julius élabore reflète très exactement ce que l'administration impériale a formulé en 1808.

Le quatrième élément est celui de l'enfermement, de l'emprisonnement, dont Julius parle d'ailleurs à la fin de son texte sur la surveillance : « l'utilité de cette pensée fondamentale », c'est-à-dire de la surveillance, est plus grande encore à propos des prisons⁸.

Nous avons donc quatre points pour baliser notre analyse : la guerre constante, universelle, à l'intérieur de la société ; un système pénal, qui n'est ni universel ni univoque, mais est fait par les uns pour les autres ; la structure de la surveillance universelle ; et le système de l'enfermement.

*
* *

Je voudrais revenir sur le premier point : le problème de la guerre civile et sur les non-rapports entre celle-ci et la guerre de tous contre tous. Si l'on admet, en effet, cette mise en place, on voit que l'élément principal est la guerre. Je voudrais élucider un peu ce problème de la guerre de tous contre tous et de la guerre civile et voir de quelle manière la criminalité a été, au moins à un moment donné, conçue dans son rapport avec ces notions. [Et je commencerai par analyser de plus près la teneur] de la notion de guerre civile.

Premièrement, il y a, je crois, une certaine tradition de la théorie politique qui rend équivalentes, fait communiquer d'une manière directe, organique, la guerre civile et la guerre de tous contre tous. Cette tradition trouve en Hobbes une de ses figures les plus caractéristiques.^a Qu'on se reporte au texte où il dit que la guerre civile est une certaine manière de revenir à la guerre de tous contre tous ou, en tout cas, que si l'on veut se faire une idée de la guerre de tous contre tous, il faut prendre comme exemple la guerre civile. Ainsi, après avoir décrit le rapport de guerre généralisée des individus les uns contre les autres, Hobbes écrit : « On pensera peut-être qu'un tel temps n'a jamais existé, ni un état de guerre tel que celui-ci » (dont je viens de parler). « Je crois en effet qu'il n'en a jamais été ainsi, d'une manière générale, dans le monde entier⁹. » Donc l'état de guerre de tous contre tous n'est pas une sorte de stade absolument primitif par lequel serait passée l'humanité tout entière et qu'elle aurait vécu dans une [phase] archaïque de son histoire ; cette

a. Manuscrit (fol. 2) : « Tradition que Hobbes a sinon fondée, du moins formulée. »

guerre n'a pas un statut d'universalité historique, mais il n'en reste pas moins que pour [Hobbes] il [en existe] des exemples spatialement limités et historiquement déterminés : « il y a beaucoup d'endroits où les hommes vivent ainsi actuellement », dans cet état de guerre ; ainsi, « en maint endroit de l'*Amérique*, les sauvages [...]. De toute façon, on peut discerner le genre de vie qui prévaudrait s'il n'y avait pas de pouvoir commun à craindre, par le genre de vie où tombent ordinairement, lors d'une guerre civile, les hommes qui avaient jusqu'alors vécu sous un gouvernement pacifique¹⁰ ».

La guerre civile est donc un cas, historiquement déterminé, de résurgence de la guerre de tous contre tous. C'est une sorte de modèle épistémologique à partir duquel on doit pouvoir déchiffrer cet état de guerre de tous contre tous, et qui est nécessaire pour comprendre la fondation et le fonctionnement du souverain. Il y a donc chez Hobbes un exemple de la proximité de ces deux notions et il est d'ailleurs caractéristique de voir que ceux-là mêmes qui critiqueront dans le siècle suivant cette notion de guerre de tous contre tous, ne critiqueront pas l'assimilation de la guerre civile et de la guerre de tous contre tous. On niera l'existence de quelque chose comme une guerre de tous contre tous à titre d'état originaire ou archaïque. On reprochera à Hobbes d'avoir fait de la guerre une sorte de modèle de l'état de nature.^a

Or, je voudrais montrer au contraire que cette assimilation n'est pas fondée, quelles ont été ses conséquences et quel a été son contexte. L'impossibilité de mettre en continuité, de confondre la guerre civile et la guerre de tous contre tous me paraît [manifeste]^b si l'on considère l'idée que Hobbes se fait de cette guerre de tous contre tous.

C'est d'abord une dimension naturelle, universelle des rapports entre les individus en tant qu'individus. C'est l'individu en tant qu'il est, [lui,] dans son rapport avec les autres, porteur^c de cette possibilité permanente de la guerre de tous contre tous. S'il y a en effet guerre de tous contre tous, c'est d'abord essentiellement que les hommes sont égaux dans les objets et dans les buts qu'ils visent, qu'ils sont équivalents dans les moyens qu'ils ont de se procurer ce qu'ils cherchent. Ils sont en quelque sorte substituables les uns aux autres, et c'est pour cela qu'ils cherchent précisément à se substituer les uns aux autres et que, lorsque quelque chose est offert au désir de l'un, l'autre peut toujours se

a. Le manuscrit (fol. 3) ajoute : « Peu de critique de l'assimilation : guerre civile = guerre de tous contre tous. »

b. Tapuscrit (page 24) : « éclater ».

c. Manuscrit (fol. 3) : « de la possibilité de guerre civile ».

substituer à cet un, vouloir prendre sa place et s'approprier ce que désire le premier¹¹. Cette substituabilité des hommes entre eux, cette convergence du désir vont caractériser cette rivalité originaire¹². Quand bien même cette rivalité ne jouerait pas, quand bien même il y aurait assez de choses au monde pour satisfaire chacun, quand bien même quelqu'un se serait par avance emparé de quelque chose, il n'est jamais sûr que quelqu'un d'autre ne va pas venir se substituer à lui : toute jouissance, toute possession se trouvent donc précaires, en fonction précisément de cette quasi-égalité. Ainsi, il ne peut jamais y avoir propriété ou jouissance qui ne comporte cette dimension de défiance, chacun sachant bien que quelqu'un d'autre peut venir se substituer à lui.

La défiance s'ajoutant à la rivalité, nous avons une seconde dimension de cette guerre de tous contre tous¹³. Du coup, il n'y a plus qu'un moyen pour arriver à faire taire cette défiance et arrêter cette rivalité, c'est que l'un de ces combattants perpétuels l'emporte sur les autres par quelque chose comme un surcroît de puissance, c'est-à-dire qu'il s'approprie non pas seulement un objet de jouissance, mais, en plus, un instrument pour conquérir cet objet, qu'il augmente par conséquent sa propre puissance par rapport aux autres et sorte de ce statut d'égalité schématique qui est donné au départ aux hommes ; surcroît de puissance dont il attend précisément cet effet qu'on ne cherche plus à se substituer à lui et qu'il puisse jouir tranquillement de ce qu'il a, c'est-à-dire qu'on le respecte.

L'accroissement de puissance fait entrer les hommes dans le système des signes, des marques, et le surcroît de puissance est essentiellement destiné à instaurer dans les rapports entre les hommes cette marque visible [du] pouvoir [de l'un d'entre eux]^a. C'est cette volonté d'imposer le respect que Hobbes appelle « la gloire » : cette capacité de tenir en respect par des signes extérieurs tous ceux qui auraient la prétention de se substituer à lui¹⁴.

Gloire, défiance, rivalité, voilà les trois dimensions, entièrement individuelles, qui constituent la guerre universelle de tous les individus contre tous les individus. Hobbes le dit clairement : la guerre de tous contre tous est « la conséquence nécessaire des passions naturelles des hommes¹⁵ ». L'état de guerre est donc essentiel à l'individu^b et, s'il est

a. Tapuscrit (page 25) : « de son pouvoir ».

b. Manuscrit (fol. 4) :

« Cet état de guerre essentiel à l'individu est dans un rapport d'exclusion mutuelle par rapport à la société civile. Partout où il n'y a pas société civile, il y a guerre de tous contre tous. Les petits groupes ne se conduisent pas différemment des individus [...] »

tel, ceci veut dire que ce n'est pas du seul fait qu'ils sont groupés que des individus vont échapper à la guerre ; il faut bien plus que le groupe pour cela. Hobbes dit qu'on a beau avoir des familles, la famille n'empêche pas qu'à l'intérieur de son cercle la guerre de tous contre tous continue à jouer : « partout où les hommes ont vécu en petites familles, se voler et se dépouiller les uns les autres a été une profession¹⁶ ». Et quand bien même on passerait d'un petit groupe à un grand groupe, ce n'est pas cela qui suffirait à conjurer la guerre : quand bien même les hommes sont réunis en groupes nombreux, « si néanmoins leurs actions sont dirigées selon leurs jugements et leurs appétits particuliers, ils ne peuvent attendre de leur nombre ni défense ni protection, tant à l'encontre d'un ennemi commun qu'en ce qui concerne les torts qu'ils s'infligent l'un à l'autre¹⁷ ». Ce n'est donc pas de l'effet de groupe, d'une sorte d'intérêt transitoire et mutuel que les hommes peuvent attendre quelque chose comme la sortie de la guerre^a.

C'est seulement l'ordre civil, c'est-à-dire l'apparition d'un souverain, qui va faire cesser la guerre de tous contre tous. Il faut qu'il y ait eu ce processus par lequel les pouvoirs de tous les individus vont être transférés à un seul individu ou à une assemblée et toutes les volontés réduites en une seule¹⁸. La guerre de tous contre tous ne cesse qu'à partir du moment où le souverain est effectivement constitué par ce transfert du pouvoir. Si, inversement, le pouvoir vient à s'atténuer, à se dissocier, alors, on revient peu à peu à cet état de guerre : « les sujets n'ont plus de protection à attendre de leur loyalisme, la République est alors DISSOUTE, et chacun est libre de se protéger par toutes les voies que son propre discernement lui suggérera¹⁹ ».

La guerre civile, c'est donc en quelque sorte l'état terminal de la dissolution du souverain, tout comme la guerre de tous contre tous est l'état initial à partir duquel le souverain peut se constituer. Tant qu'il y a un souverain, il n'y a pas de guerre de tous contre tous et la guerre civile ne peut réapparaître qu'en bout de course lorsque le souverain disparaît.

Deuxièmement, à cette conception d'une guerre civile qui serait une résurgence de la guerre de tous contre tous, je crois qu'il faut opposer une conception de la guerre civile fort différente de la guerre de tous contre tous, et ceci pour plusieurs raisons. D'abord, je crois que la guerre civile ne met aucunement en œuvre, contrairement à ce qu'on peut trouver chez Hobbes, une virtualité qui serait essentielle aux rapports entre les individus. En fait, il n'y a pas de guerre civile qui

a. Le manuscrit (fol. 5) ajoute : « mais l'instauration d'un ordre de type nouveau ».

ne soit affrontement d'éléments collectifs : parentés, clientèles, religions, ethnies, communautés linguistiques, classes, etc. C'est toujours par masses, par éléments collectifs et pluriels que la guerre civile à la fois naît, se déroule, s'exerce. Elle n'est donc pas du tout la dimension naturelle des rapports entre individus en tant qu'individus : ce sont toujours des groupes en tant que groupes qui sont les acteurs de la guerre civile. Bien plus, la guerre civile, non seulement met en scène des éléments collectifs, mais elle les constitue. Loin d'être le processus par lequel on redescend de la république à l'individualité, du souverain à l'état de nature, de l'ordre collectif à la guerre de tous contre tous, la guerre civile est le processus à travers et par lequel se constitue un certain nombre de collectivités nouvelles, qui n'avaient pas vu le jour jusque-là. Ainsi, comment la paysannerie comme communauté idéologique, d'intérêts, classe sociale, s'est-elle constituée à la fin du Moyen Âge, sinon à travers ces processus de guerre civile, de soulèvements populaires qui, depuis le XV^e siècle et jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, ont secoué l'Europe et ont [formé] cette classe paysanne dont l'unité a été acquise par le processus même de la guerre civile ? De la même façon, la multiplicité d'une part, de l'autre, l'évolution politique et économique de ces émeutes de marché qui ont secoué le XVIII^e siècle – émeutes transformées peu à peu en émeutes de salaire, puis en séditions politiques –, c'est tout cela qui a donné sa cohésion, a fait apparaître comme une force unitaire et collective ce peuple^a qui sera un des personnages essentiels de la Révolution : le sans-culottisme, c'est ce qui s'est effectivement constitué à travers des processus de guerre civile.

Il ne faut donc pas du tout voir la guerre civile comme quelque chose qui dissoudrait l'élément collectif de la vie des individus et les ramènerait à quelque chose comme leur individualité originare. La guerre civile est au contraire un processus dont les personnages sont collectifs et dont les effets sont, de plus, l'apparition de nouveaux personnages collectifs. En outre, contrairement à ce qu'admet d'ordinaire la théorie politique, la guerre civile n'est pas antérieure à la constitution du pouvoir ; elle n'est pas non plus ce qui en marque nécessairement la disparition ou l'affaiblissement. La guerre civile n'est pas une sorte d'antithèse du pouvoir, ce qui existerait avant lui ou ce qui réapparaîtrait après lui. Elle n'est pas dans un rapport d'exclusion avec le pouvoir. La guerre civile se déroule sur le théâtre du pouvoir. Il n'y a de guerre civile que dans l'élément du pouvoir politique constitué ; elle se déroule pour garder

a. Manuscrit (fol. 6) : « le "menu peuple" : ceux qui seront les sans-culottes ».

ou pour conquérir le pouvoir, pour le confisquer ou le transformer. Elle n'est pas ce qui ignore ou détruit purement et simplement le pouvoir, mais elle s'appuie toujours sur des éléments du pouvoir^a.

On pourrait d'ailleurs essayer de décrire un certain nombre de procédures propres à la guerre civile, en fonction précisément du jeu que la guerre civile fait avec le pouvoir. Ainsi, premier point^b : dans la guerre civile, un certain nombre d'unités collectives, de groupes s'emparent de certains fragments du pouvoir, non pas pour les abolir et revenir à quelque chose comme la guerre de tous contre tous, mais au contraire, pour les réactiver. [Par exemple,] les émeutes de marché au XVIII^e siècle²⁰ : quand se déclenche, à propos d'une rareté du grain et donc d'une élévation de son coût et de celui du pain, un soulèvement, ce qui se passe alors, ce n'est pas le retour à une appropriation indistincte et violente par les individus de ce dont ils pouvaient effectivement prendre possession. Ces émeutes obéissent à un schéma quasi constant. Il s'agit de l'appropriation, de la part d'un certain nombre de gens, non pas directement du blé, mais des formes, des processus, des rites du pouvoir. En Angleterre, les émeutiers réactivent les vieux règlements de la fin du XVI^e siècle, en fonction desquels le grain ne pouvait pas être vendu dans les marchés aux plus gros acheteurs avant d'avoir été d'abord offert aux petits acheteurs, qui achetaient à leurs prix la quantité dont ils avaient besoin pour vivre. Cette priorité aux petits acheteurs était une forme réglementaire établie par la monarchie anglaise à la fin du XVI^e siècle²¹. L'émeute consistait à reprendre ce pouvoir et à le réactiver. De la même façon, les inspections de grain que l'on faisait chez les boulangers, les meuniers et dans les fermes, et qui auraient dû être le travail des agents du pouvoir, mais que ceux-ci n'assuraient pas pour un certain nombre de raisons liées aux rapports entre pouvoir politique et intérêts économiques, ces inspections étaient faites par par les gens eux-mêmes lors des émeutes. Un mouvement d'émeute consiste donc moins à détruire les éléments du pouvoir qu'à s'en emparer et à les faire jouer.

a. Manuscrit (fol. 7) :

« sur des éléments, des signes, des instruments de pouvoir ; elle reconstitue ou suscite un pouvoir dans la mesure même où elle en attaque un autre. Elle multiplie le pouvoir : elle donne au pouvoir un double, un reflet (dans une sorte de symétrie dangereuse) ou au contraire elle suscite un pouvoir entièrement différent ».

b. Manuscrit (fol. 7), notes marginales :

- « 1. Elle s'empare de ces fragments (émeutes de marché)
2. Elle en inverse le mécanisme (justice)
3. Elle en réactive des formes anciennes
4. Elle en active les symboles
5. Elle en effectue le mythe. »

On pourrait dire aussi, – deuxième point –, que ces rapports de pouvoir sont, dans ces soulèvements, non pas seulement réactifs mais inversés, c'est-à-dire qu'ils s'exercent dans un autre sens. Ainsi, les massacres de Septembre durant la Révolution française ont été une espèce de justice à l'envers, c'est-à-dire la reconstitution d'un tribunal.

Troisième point: on a le schéma de la réactivation, puisqu'il s'agit de protester contre l'inertie du tribunal prétendu révolutionnaire, qui venait d'être établi dans les semaines précédentes. On inverse, puisqu'on fait passer devant ce tribunal populaire ceux qui étaient par détermination politique destinés à échapper au tribunal. On va donc faire passer en jugement tous ceux qui étaient en prison et y étaient précisément pour échapper au tribunal révolutionnaire: aristocrates, prêtres. On a donc là un schéma d'appropriation, de réactivation et d'inversion du rapport de pouvoir.

Quatrième point: on pourrait aussi trouver dans ces phénomènes de soulèvement quelque chose qu'on pourrait appeler l'effectuation, l'activation des symboles mêmes du pouvoir. Ainsi, la révolte paysanne des Nu-pieds²², qui a couvert la Normandie, s'est donné les signes explicites du pouvoir le plus légitime, puisqu'elle avait son sceau, son étendard, ses symboles et se réclamait même de la monarchie légitime.

Dans certains cas, – cinquième point –, on aurait même l'effectuation d'un mythe du pouvoir. On a un certain nombre de cas où la guerre civile se déroule sur un mode essentiellement collectif, sans centralisation, sans organisation d'un pouvoir unique. On voit souvent ces mouvements effectuer au niveau du mythe [leur propre] centralisation politique^a. Ainsi, les Nu-pieds, mouvement sans commandement unique, spontané, même s'il s'est communiqué de village en village, s'étaient inventé un chef, une organisation purement mythique^b, mais qui, en tant que mythe, ont fonctionné à l'intérieur du mouvement populaire: Jean Nu-pieds et, autour de lui des conseillers, et les initiateurs réels du mouvement se donnaient comme n'étant pas autre chose que les représentants de ce chef mythique²³. On trouverait un schéma identique dans le mouvement

luddite^a, au début du XIX^e siècle, où l'on retrouve cette effectuation du mythe du pouvoir²⁴. Ce mouvement s'est déployé à la charnière du monde ouvrier et du monde paysan, au moment où était en train de se constituer une classe ouvrière. Or, on retrouve tout au long de ce mouvement le mythe d'un personnage: Ludd, qui aurait été le chef, le pouvoir centralisé de ce mouvement, mythe qui a eu une fonction organisatrice très précise²⁵. Il y a là comme la mise en scène d'un pouvoir vacant, d'un pouvoir mythique qui a traversé et a travaillé en même temps tout ce discours.

Ainsi, la guerre civile ne peut en aucun cas être considérée comme quelque chose qui serait extérieur au pouvoir^b, qui serait interrompu par lui, mais comme une matrice à l'intérieur de laquelle les éléments du pouvoir viennent jouer, se réactiver, se dissocier, mais au sens où des parties se décrochent les unes des autres, sans perdre pour autant leur activité, où le pouvoir se réélabore, reprend sous une forme mythique des formes anciennes. Il n'y a pas de guerre civile sans travail de pouvoir, travail sur le pouvoir.

Troisièmement, on dira qu'il y a au moins une région où l'on peut reconnaître une antithèse entre le pouvoir et la guerre civile: c'est le niveau du pouvoir établi, qui est bien ce qui rejette hors de lui toute guerre civile. La guerre civile est bien ce qui le menace de l'extérieur^c. En fait, on pourrait montrer que la guerre civile, c'est au contraire ce qui hante le pouvoir, le hante non pas au sens d'une peur, mais dans la mesure où la guerre civile habite, traverse, anime, investit de toutes parts le pouvoir. On en a précisément les signes sous la forme de cette surveillance, de cette menace, de cette détention de la force armée, bref de tous les instruments de coercition que le pouvoir effectivement établi se donne pour l'exercer. L'exercice quotidien du pouvoir doit pouvoir être considéré comme une guerre civile: exercer le pouvoir, c'est d'une certaine manière mener la guerre civile et tous ces instruments, ces tactiques qu'on peut repérer, ces alliances doivent être analysables en termes de guerre civile^d.

a. Tapuscrit (page 31): « la centralisation politique de leur propre mouvement ».

b. Le manuscrit (fol. 7) ajoute:

« qui se donne un "quasi-roi" avec étendard, sceau, généraux, décrets:
– tantôt autre Roi,
– tantôt serviteur du Roi ».

a. Manuscrit (fol. 7): « Ex[emple] des luddites: deux ouvriers déguisés en femmes et qui se présentent comme les deux épouses du "mythique" John Ludd. »

b. Manuscrit (fol. 7): « La guerre civile n'est ni antérieure ni extérieure au pouvoir. »

c. Le manuscrit (fol. 8) débute ce paragraphe de la manière suivante: « N'est-elle pas antithétique de tout pouvoir établi? Ce qui le menace? Son face-à-face redoutable? Ce qui de l'extérieur risque de lui arriver comme un absolu danger. »

d. Le manuscrit (fol. 8) ajoute: « sous la forme aussi des alliances entre groupes au pouvoir, ou entre bénéficiaires du pouvoir ».

L'important pour une analyse de la pénalité, c'est de voir que le pouvoir ce n'est pas ce qui supprime la guerre civile, mais ce qui la mène et la continue. Et, s'il est vrai que la guerre extérieure est le prolongement de la politique, il faut dire, réciproquement, que la politique est la continuation de la guerre civile²⁶. Par conséquent, il faut récuser l'image [proposée par] Hobbes qui, avec l'apparition de l'exercice du [pouvoir] souverain, expulsait la guerre de l'espace de [celui-ci].^a

*
* *

[Je voudrais passer maintenant de la teneur de la notion de guerre civile au] statut du criminel. À partir du XVIII^e siècle, on voit se formuler l'idée que le crime, ce n'est pas simplement une faute, cette catégorie de fautes qui entraînent un dommage pour autrui, mais que le crime est ce qui nuit à la société, c'est-à-dire que c'est un geste par lequel l'individu, rompant le pacte social qui le lie aux autres, va entrer en guerre contre sa propre société. Le crime est un acte qui réactive de façon provisoire sans doute, et instantanée la guerre de tous contre tous, c'est-à-dire de l'un contre tous. Le criminel, c'est l'ennemi social^b et, du coup, la punition ne doit être ni la réparation du dommage causé à autrui, ni non plus le châtement de la faute, mais une mesure de protection, de contre-guerre que la société va prendre contre ce dernier²⁷. On peut se référer aux théoriciens du XVIII^e siècle chez qui on voit s'effectuer la rééquilibration de la notion de crime autour de celle d'hostilité sociale. D'où cette notion d'une peine qui ne doit pas être mesurée à l'importance de la faute ou du dommage, mais à ce qui est utile pour la société. Il est important pour elle que ses ennemis soient maîtrisés, qu'ils ne se multiplient pas. Il faut donc s'emparer d'eux, les empêcher de nuire. C'est

- a. Foucault résume ici un long passage du manuscrit (fol. 8-9) qui énonce :
« L'image de Hobbes (la guerre, expulsée de la société civile, ne règne plus qu'aux frontières comme un glaive dressé contre les ennemis de l'État) est à rejeter. La guerre civile est aussi menée tout autour du pouvoir (et de ses instruments), contre lui, pour lui échapper ou le renverser ou le confisquer ; pour se servir de lui, mieux l'assujettir, le rendre plus utilisable, établir par là une domination dont le pouvoir politique n'est qu'un aspect ou un instrument. Laisser de côté pour l'instant deux problèmes :
– pouvoir / État ;
– guerre civile / [lutte des] classes.
Que veut dire le projet : analyser la pénalité, non
– sous le signe de la guerre de tous contre tous, mais
– sous le signe de la guerre civile. »
- b. Le manuscrit (fol. 10) ajoute : « (ennemi "étranger" mais non extérieur) ».

ce qu'on trouve chez Beccaria²⁸, ainsi que chez Paley, en Angleterre, qui écrivait : « Si l'impunité du délinquant n'était pas dangereuse pour la société, il n'y aurait aucune raison de punir²⁹. » La punition s'installe donc à partir d'une définition du criminel comme celui qui fait la guerre à la société.^a

Or, ce thème théorique se trouve avoir une corrélation avec toute une pratique judiciaire qui, à vrai dire, est beaucoup plus ancienne que lui.

En effet, si les théoriciens du XVIII^e dérivent, à partir d'un discours théorético-politique cohérent, cette définition du criminel comme celui qui nuit à la société, en revanche depuis déjà le Moyen Âge, on voyait naître, à travers les institutions, une pratique qui, en quelque sorte, devançait ce thème théorique : l'action publique – c'est-à-dire le fait qu'un crime pouvait être poursuivi par les représentants de l'autorité, indépendamment même de la plainte portée par la victime –, cette action était venue doubler, relayer, éventuellement remplacer l'action privée de vengeance ou de réparation que la victime pouvait attendre, réparation qui était prévalente, par exemple dans le système germanique, au Moyen Âge³⁰. Cette action publique est effectuée par le personnage institutionnel du procureur ou de l'avocat du roi, personnages qui, au nom du souverain, viennent réclamer un châtement parce que, à partir du Moyen Âge, le souverain n'apparaît plus simplement sur la scène de la justice comme étant le justicier suprême, celui auquel, en dernière instance, on peut faire appel, mais comme le responsable de l'ordre, dont l'autorité a été lésée précisément par le désordre ou le crime et qui, en tant que souverain lésé, peut se porter accusateur³¹. Ainsi, dans la pratique pénale, il y avait longtemps que le souverain, se substituant à l'adversaire singulier du criminel, venait se mettre face à lui. Et, au nom de l'ordre et de la paix qu'il est censé faire régner, il vient déclarer que le criminel l'a atteint, lui, du seul fait qu'il s'est mis dans un état de guerre « sauvage » avec un individu en l'attaquant indépendamment des lois.^b

On a donc deux processus qui, à un certain niveau de l'analyse, peuvent être repérés indépendamment : premièrement, un processus

- a. Le manuscrit (fol. 11) ajoute :
« Thème qu'on retrouve modelé tout au long de la théorie pénale [jusqu'au] XX^e siècle. Que ce thème du crime comme rupture du pacte, du criminel comme [étant] en guerre avec la société, ennemi social, ait été transcrit dans le vocabulaire d'une théorie politique plus ou moins dérivée de Hobbes, c'est vrai. Disons, en tout cas, que l'énoncé du crime comme attaque contre la société civile tout entière est bien dérivable d'une certaine théorie politique du pacte social. »
- b. Le manuscrit (fol. 12) ajoute : « Il va donc déclarer une guerre à la fois publique et judiciaire, sous la forme d'une action publique en justice. »

de dérivation théorique, qui conduit d'une conception, à la manière de Hobbes, de la guerre de tous contre tous, du pacte social à la guerre civile et, finalement, au crime ; deuxièmement, un processus de dérivation institutionnelle, plus ancien (du XVI^e au XVIII^e siècle), qui part du contrôle par le pouvoir monarchique des litiges judiciaires, et qui conduit à l'institutionnalisation de personnages et d'un certain nombre de règles de droit qui vont faire fonctionner le criminel comme l'ennemi du souverain de la société.^a

Il y a, en outre, une [sorte] d'« élément » – le crime - hostilité sociale, le criminel - ennemi public –, qui n'est ni un élément théorique ni un élément institutionnel ou pratique, mais qui est l'élément échangeur, l'élément connecteur entre ces deux séries, l'une qui conduit à l'idée que le criminel est en guerre avec la société et l'autre qui est celle de la confiscation de la justice pénale par le pouvoir monarchique. Cet élément joue la fonction d'échangeur entre les deux séries et il va être à la clé de toute une série d'effets, dont les uns sont théoriques, les autres pratiques, les autres épistémologiques, tout au long du XIX^e siècle. On a en effet, à partir de la fin du XVIII^e siècle, la mise en place de toute une série d'institutions qui vont précisément instituer le personnage du criminel comme ennemi social et le définir pratiquement comme tel^b : les institutions du parquet, de l'instruction, de la poursuite, l'organisation d'une police judiciaire, qui vont permettre à l'action publique de se déclencher à bon escient ; le jury, qui existait déjà en Angleterre par exemple, mais qui était à l'origine le droit d'être jugé par ses pairs, tandis qu'au XIX^e siècle le jury qu'on voit fonctionner, c'est l'institution qui marque le droit qu'à la société de juger elle-même (ou par ses représentants) quelqu'un qui s'est mis en position de conflit avec elle. Être jugé par un jury, ce n'est plus être jugé par ses pairs^c, mais être jugé au nom de la société par ses représentants.

a. Le manuscrit (fol. 13) ajoute :

« Deux dérivations qui viennent se rencontrer en un point remarquable. Et leur jonction définit un «élément» qui n'est ni purement institutionnel, ni purement théorique. »

b. Le manuscrit (fol. 13-14) précise :

« – la mise en place d'instruments qui vont permettre le déclenchement de l'action publique et soutenir son déroulement
pour que l'action publique ne suive pas simplement l'action privée,
pour qu'elle puisse être efficace ;
d'où essentiellement l'organisation d'une police, ou encore
– la mise en place d'institutions comme le jury. »

c. Le manuscrit (fol. 14) ajoute : « ou par des arbitres ».

On a aussi toute une série d'effets de savoir qui sont regroupés autour de l'émergence du criminel comme individu « en rupture avec la société »^a, irréductible aux lois et aux normes générales. Ainsi voit-on se constituer, à partir de cette connexion, la possibilité^b d'une prise psychopathologique ou psychiatrique sur le criminel. Celui-ci est en effet quelqu'un qui est irréductible à la société, incapable d'adaptation sociale, qui est dans un rapport d'agressivité constant envers la société, étranger à ses normes, à ses valeurs. Des discours et des institutions comme ceux qui s'organisent sous le nom de psychopathologie de la déviance vont ainsi pouvoir naître à propos du phénomène de la criminalité.^c

On aura [encore], dans ces effets épistémiques, la possibilité d'une analyse par la société même de la production de ses ennemis^d : comment se fait-il qu'une société puisse arriver à un degré de crime, de décomposition tel, qu'elle produise en grande quantité des gens qui sont ses ennemis ? On voit là comment se situe, se fixe la possibilité d'une sociologie de la criminalité comme pathologie sociale.^e

Cette espèce de connecteur qui constitue le criminel comme ennemi social est en réalité un instrument par lequel la classe qui est au pouvoir transfère à la société sous la forme du jury, ou à la conscience sociale par l'intermédiaire de tous ces relais épistémiques, la fonction de rejeter le criminel. Cette exclusion, dont je disais que je ne la considérais pas

a. Manuscrit (fol. 14) : « "individu en rupture de société", "en guerre avec la société", "ennemi de la société" ».

b. Manuscrit (fol. 14) :

« la possibilité d'analyser l'individu criminel en termes d'inadaptation sociale ; d'infériorité ou d'extériorité par rapport aux exigences de la rationalité sociale et collective. Le criminel comme étranger à la société, à ses normes, à ses valeurs, à ses systèmes ».

c. Le manuscrit (fol. 15) ajoute : « Ainsi se dessine la prise possible sur la pénalité de discours du genre de la psychopathologie, psychiatrie, psychologie de la déviance. »

d. Manuscrit (fol. 15) : « Inversement (et en corrélation avec cela), analyse de la production par une société d'individus qui sont pour elle à la fois des étrangers et des ennemis. »

e. Le manuscrit (fol. 15) ajoute :

« Le crime maladie sociale, par laquelle la société se décompose, crée cela même qui s'oppose à elle, va s'attaquer à elle. Ou au contraire le niveau de la criminalité pouvant être analysé comme indiquant un seuil très bas de l'intolérable³² : une sensibilité très aiguë.

Et à partir de ces effets épistémiques, d'autres effets pratiques :

– thérapeutique de la réinsertion sociale ;
– surveillance de la délinquance virtuelle.

Bref, toute la constitution d'un champ épistémologique et pratique de la délinquance. »

comme une fonction fondamentale, c'est ce que la classe au pouvoir veut obtenir que fassent dans leurs gestes ou dans leur conscience ceux-là mêmes auxquels elle a transféré en apparence la fonction de juger ou de châtier. Je veux faire l'analyse critique de cette sociologisation du criminel comme ennemi social, sociologisation dont les effets commandent actuellement la pratique pénale, la psychopathologie de la délinquance et la sociologie de la criminalité.^a

a. Le tapuscrit se termine ici. Le manuscrit contient cinq feuillets additionnels (f^{os} 16-20) qui portent :

« Il ne s'agissait pas de montrer qu'il y aurait eu d'abord une théorie du criminel comme ennemi social, comme individu revenant spontanément à la guerre de tous contre tous, et que, de là, auraient suivi à titre de conséquences de nouvelles institutions, de nouvelles lois, de nouveaux codes, de nouveaux thèmes scientifiques ou épistémiques.

α - Le criminel-ennemi ce n'est [pas] un principe théorique, un axiome formulé par un discours, ou présupposé par une pratique.

C'est un élément qu'on ne peut localiser exactement ni ici ni là.

Mais qui circule de l'un à l'autre, qui fait passage de l'un à l'autre.

Ce n'est pas un axiome théorique, ni un principe pratique.

C'est un transcrit, un *échangeur*.

Preuve : C'est lui qui permet qu'une institution comme l'action publique (mise en place pour des raisons politiques et fiscales) soit transposée dans la théorie pénale sous la forme du principe : le crime lèse non seulement la victime mais la société ; l'intérêt de la société, c'est d'être représentée dans l'action de poursuite ; et d'en avoir l'initiative.

C'est cet échangeur qui fait du procureur (agent de la fiscalité royale) dans la théorie pénale le représentant de la société.

C'est lui encore qui fait de la peine définie par les codes une mesure protectrice de la société (dans les termes de la théorie pénale).

C'est toujours l'échangeur qui permet que le criminel (poursuivi par le représentant de la société et condamné en son nom) devienne descriptible en terme (psychologique, psychiatrique) d'individu a-social.

Il est ce qui permet de passer d'un registre à l'autre, d'un système à l'autre ; non pas le code de traduction, mais l'élément qui permet l'application d'un code à un autre (du code pratique, au code théorique, au code épistémique). Il est ce qui permet tous les effets de retour de ces passages et transpositions. Il est l'universel intermédiaire.

β - Remarques à propos de l'échangeur.

C'est ce qui est toujours dit.

- Toujours dit : il est dit, et explicitement, dans les textes, dans les lois, dans les théories. Il est présupposé dans les pratiques, les décisions, les institutions. Il est connoté dans des images littéraires. Il n'est pas le non-dit ; il est le plus-que-dit. L'excès de dit.

- Mais en cet excès, il n'est jamais fixé : ce n'est pas un principe d'où dérive le reste ; ce n'est pas une conclusion. Il joue tantôt un rôle tantôt l'autre : tantôt il est représentation, tantôt il est un principe pratique.

C'est une affirmation permanente.

Ce n'est pas une assertion qu'on peut situer en un point précis d'un discours. L'échangeur, c'est ce qui assure la cohérence, et la relative systématisme d'éléments hétérogènes (par exemple :

- la pratique pénale
- la théorie du droit criminel
- les codes
- le discours psychiatrique, sociologique).

Mais ces effets de renforcement, de stabilisation sont liés à des mécanismes de limitation et de fermeture.

Ainsi : dans la mesure où le personnage du procureur va pouvoir être transcrit (dans les termes de la théorie pénale) en représentant de la société, on ne peut plus lire en lui l'agent d'un pouvoir centralisé qui cherche à fiscaliser les litiges à son profit.

On ne peut pas le lire non plus comme l'agent d'une classe détenant le pouvoir. De même : dans la mesure où la sociologie de la délinquance décrit, dans son vocabulaire, la pratique de l'action publique à partir de l'échangeur (criminel-ennemi), il est clair que la théorie psychologique ne pourra jamais réévaluer de fond en comble la pratique pénale, quelles que soient les critiques qu'elle en fait.

L'échangeur est donc

- la forme que prend l'obscurité intrinsèque d'une pratique, son imperméabilité propre aux discours qui prétendent soit la fonder en théorie, soit l'éclairer scientifiquement ;

- la forme que prend l'impuissance, l'inefficacité, l'inapplicabilité, bref le non-pouvoir du savoir et de la théorie. Leur état de coupure et d'inertie spéculative. »

*

NOTES

1. M. Bernard, « Discours à la Chambre des députés », 23 novembre 1831, in *Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, deuxième série, Paris, Paul Dupont, 1889, t. LXXII (du 23 novembre 1831 au 22 décembre 1831), p. 5. Ce passage reflète un principe important pour Foucault, notamment qu'il n'y a pas d'idéologie cachée et que tout est toujours dit par les acteurs eux-mêmes ; cf. *infra*, p. 38, note a. Foucault reviendra sur ce thème dans sa leçon du 28 février, lors d'une critique des notions de « non-dit » et de « hors-texte » ; cf. *infra*, p. 169 et p. 170, note a.

2. N.H. Julius, *Vorlesungen über die Gefängniswissenschaft...*, Berlin, Stühr, 1828, 2 vol. / *Leçons sur les prisons, présentées en forme de cours au public de Berlin, en l'année 1827*, trad. (t. I) H. Lagarmitte, Paris, F.G. Levrault, 1831, p. 384. Nicolaus Heinrich Julius (1783-1862), docteur en médecine, fut un réformateur des prisons et dressa les plans du pénitencier d'Insterburg, bâti en 1830 au royaume de Prusse. Il fit des missions d'étude en Angleterre, au Pays de Galles et en Écosse en 1827, puis aux États-Unis en 1834-1836, où il devint un grand admirateur du système de Philadelphie, c'est-à-dire, selon ses propres mots, du « principe de la solitude non interrompue pendant toute la période de l'emprisonnement » (N.H. Julius, *Nord-amerikas sittliche Zustände, nach eigenen Anschauungen in den Jahren 1834, 1835 und 1836*, Leipzig, F.A. Brockhaus, 1839 / *Du système pénitentiaire américain en 1836*, trad. Victor

Foucher, Paris, Joubert, 1837, p. 6; souligné dans le texte). Julius est le traducteur de la version allemande de l'œuvre de G. de Beaumont & A. de Tocqueville, *Du système pénitentiaire aux États-Unis et de son application en France, suivi d'un appendice sur les colonies pénales et de notes statistiques*, Paris, H. Fournier Jeune, 1833, 3^e éd. augmentée du « Rapport de M. de Tocqueville sur le projet de loi de Réforme des prisons... », Paris, Librairie de Charles Gosselin, 1845. Cf. A. Krebs, « Julius, Nikolaus Heinrich », in *Neue Deutsche Biographie*, Bd. 10, 1974, p. 656-658.

Foucault reprendra cet extrait du texte de Julius et le développera dans *Surveiller et Punir*, au chapitre « Le panoptisme », où il écrira : « Peu d'années après Bentham, Julius rédigeait le certificat de naissance de cette société [disciplinaire] » (*op. cit.*, p. 218). À ce propos, Foucault ajoutera : « Bentham dans sa première version du *Panopticon* avait imaginé aussi une surveillance acoustique, par des tuyaux menant des cellules à la tour centrale. [...] Julius essaya de mettre au point un système d'écoute dissymétrique (*Leçons sur les prisons*, traduction française, 1831, p. 18) » (*ibid.*, p. 203 n.2); cf. aussi « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.* (*DE*, II), p. 607-609 / p. 1475-1477.

3. N.H. Julius, *Leçons sur les prisons*, trad. citée, p. 384-385. Il est intéressant de repérer ici l'une des deux sources (Julius et Bentham) de l'une des deux origines (la prison et l'hôpital) de l'intérêt porté par Foucault au panoptisme et à la surveillance généralisée. Il aurait découvert l'idée du panoptisme lors de ses travaux sur les origines de la médecine clinique et sur le regard médical; cf. M. Foucault, « L'œil du pouvoir » (entretien avec J.-P. Barou et M. Perrot, in *Le Panoptique*, éd. par J.-P. Barou, Paris, Pierre Belfond, 1977, p. 9), *DE*, III, n° 195, éd. 1994, p. 190-207 / « Quarto », vol. II, p. 190-207, spéc. p. 190. Bruno Fortier, architecte, enseignant, et responsable de la Bibliothèque d'architecture, lui aurait apporté les projets architecturaux et les plans pour un hôpital circulaire à l'Hôtel-Dieu dans les années 1770 – plans en étoiles qui seront étudiés dans le séminaire de Foucault au Collège de France en 1973-1974 sur « l'histoire de l'institution et de l'architecture hospitalières au XVIII^e siècle » (*Le Pouvoir psychiatrique. Cours au Collège de France, 1973-1974*, éd. par J. Lagrange, Paris, Gallimard-Seuil, coll. « Hautes Études », 2003, Résumé du cours, p. 352); séminaire qui donnera lieu à une publication : B. Barret-Kriegel, A. Thalamy, F. Beguin, B. Fortier, *Les Machines à guérir. Aux origines de l'hôpital moderne*, Bruxelles, Pierre Mardaga (coll. « Architecture-Archives »), 1979. Comme le montrent les documents de Fortier, les plans pour un « immense hôpital rayonnant » qui permettrait « une surveillance constante et absolue » étaient bien antérieurs au Panoptique de Bentham (cf. *ibid.*, p. 48). Sur Bentham et le Panoptique, cf. *infra*, p. 78-79, note 16. Foucault en fait tracera les premiers modèles de « cette visibilité isolante » jusqu'aux dortoirs de l'École militaire de Paris en 1751 (cf. « L'œil du pouvoir », *loc. cit.*, p. 191 / p. 191). Ici, avec Julius, nous sommes dans le contexte de la pénalité, dont Foucault dira : « Par la suite, en étudiant les problèmes de pénalité, je me suis aperçu que tous les grands projets de réaménagement des prisons (ils datent d'ailleurs d'un peu plus tard, de la première moitié du dix-neuvième siècle) reprenaient le même thème [de l'entière visibilité des corps], mais, cette fois, sous le signe presque toujours rappelé de Bentham. Il n'était guère de textes, de projets concernant les prisons où ne se retrouvât le "truc" de Bentham. À savoir le "panoptique" » (*ibid.*).

4. Cf. M. Foucault, *Surveiller et Punir*, p. 218-219. Concernant les références de Foucault au « spectacle », cf. G. Debord, *La Société du spectacle*, Paris, Buchet/

Chastel, 1967. On pourrait même lire, ici, une certaine critique de Guy Debord, qui avait placé la notion de spectacle au centre du concept de la modernité : Julius souligne, selon Foucault, que le spectacle provient de l'Antiquité et que ce qui marque le moderne n'est pas l'apparition du spectacle, mais plutôt l'éclipse du spectacle, le renversement en surveillance. Le passage précédent de Julius articulerait précisément cette critique.

5. N.H. Julius, *Leçons sur les prisons*, p. 385.

6. J.-B. Treilhard, « Motifs du livre I^{er}, chapitres I à VIII, du *Code d'instruction criminelle*, présentés au corps législatif par MM. Treilhard, Réal et Faure, Conseillers d'État. Séance du 7 novembre 1808 », in *Code d'instruction criminelle, édition conforme à l'édition originale du Bulletin des lois*, Paris, Le Prieur, 1811, p. 5-32 : p. 20. Foucault reprendra ce passage dans son développement sur le panoptisme, in *Surveiller et Punir*, p. 219; cf. aussi « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 608-609 / p. 1476-1477. L'exposé des motifs du *Code d'instruction criminelle* est généralement attribué à Jean-Baptiste, comte Treilhard (1742-1810), qui participa à la rédaction de ce code. Treilhard, juriste et homme politique, fut successivement président des États généraux, président de l'Assemblée nationale constituante, président de la Convention nationale (lors du procès de Louis XVI), membre du Comité de Salut public, président du Conseil des Cinq-Cents, et membre du Directoire. Cf. Jean Treilhard, *Jean-Baptiste Treilhard, ministre plénipotentiaire de la République au Congrès de Rastadt*, Paris, Éd. Gaillon, 1939. Foucault reviendra sur Treilhard dans des entretiens; cf. « À propos de l'enfermement pénitentiaire » (entretien avec A. Krywin et F. Ringelheim, *Pro Justitia. Revue politique de droit*, t. I, n° 3-4 : *La Prison*, octobre 1973, p. 5-14), *DE*, II, n° 127, éd. 1994, p. 437 / « Quarto », vol. I, p. 1305 (rôle important : Treilhard symbolise l'expansion du panoptisme d'une forme architecturale à une forme de gouvernement : « Treilhard présente le pouvoir politique comme une espèce de Panopticon réalisé dans les institutions »); cf. aussi *Surveiller et Punir*, p. 143, 219, 237.

7. J.-B. Treilhard, « Motifs » du *Code d'instruction criminelle*, *op. cit.*, p. 23.

8. N.H. Julius, *Leçons sur les prisons*, p. 385. Julius remarque : « Mais pour aucun genre de bâtiments l'utilité de cette pensée fondamentale et le haut degré de perfectionnement dont elle était susceptible, ne s'est manifestée d'une manière plus rapide et plus féconde en résultats, que pour les prisons » (p. 385-386).

9. T. Hobbes, *Le Léviathan. Traité de la matière, de la forme et du pouvoir de la république ecclésiastique et civile*, trad. François Tricaud, Paris, Sirey, 1971 [éd. orig. : *Leviathan*, printed for Andrew Crooke, at the Green Dragon in St. Paul's Churchyard, 1651], chap. XIII, p. 125. Édition utilisée et annotée par Foucault, qui développera son analyse de Hobbes dans « *Il faut défendre la société* », *op. cit.*, [leçon] du 14 janvier 1976, p. 26-27, et surtout [leçon] du 4 février 1976, p. 77 sq.

10. T. Hobbes, *Le Léviathan*, trad. citée, chap. XIII, p. 125-126 (souligné dans le texte original).

11. Cf. *ibid.*, p. 121-122 : « La nature a fait les hommes si égaux quant aux facultés du corps et de l'esprit [...]. De cette égalité des aptitudes découle une égalité dans l'espoir d'atteindre nos fins. C'est pourquoi, si deux hommes désirent la même chose alors qu'il n'est pas possible qu'ils en jouissent tous les deux, ils deviennent ennemis. »

12. Cf. *ibid.*, p. 123 : « De la sorte, nous pouvons trouver dans la nature humaine trois causes principales de querelle : premièrement, la rivalité; deuxièmement, la méfiance; troisièmement, la fierté [*Glory*]. »

13. Hobbes attribue la seconde cause de la guerre de tous contre tous à la « méfiance » (*ibid.*, p. 123), après avoir discuté de la « défiance de l'un à l'égard de l'autre » (*ibid.*, p. 122). Dans le manuscrit, Foucault avait à l'origine écrit « méfiance », mais il a changé l'expression en « défiance » (fol. 4).

14. T. Hobbes, *ibid.*, p. 123.

15. *Ibid.*, chap. XVII, p. 173.

16. *Ibid.*

17. *Ibid.*, p. 174-175.

18. Foucault cite, dans le manuscrit (fol. 5), ce passage : « Et cet ordre civil ne peut être à la fois établi et maintenu que par un pouvoir, i.e. par le transfert du pouvoir des individus, de "tout leur pouvoir et toute leur force", à "un seul homme", ou à "une seule assemblée d'hommes, qui puisse réduire toutes leurs volontés [...] à une seule volonté" » (*ibid.*, p. 177).

19. *Ibid.*, chap. XXIX, p. 355.

20. Le tapuscrit (page 29) donne cette référence : « (cf. Thompson, in *Past and Present*, 1971) ». Foucault fait allusion, ici, au célèbre article de l'historien marxiste anglais, Edward P. Thompson, qui venait de paraître : « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, n° 50, Feb. 1971, p. 76-136. Selon Daniel Defert, Foucault avait une connaissance approfondie des travaux de Thompson, notamment de *The Making of the English Working Class*, Londres, Victor Gollancz, 1963 (sur les artisans et la classe ouvrière anglaise entre les années 1780 et 1832) / *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, trad. collective, présentation par Miguel Abensour, Paris, Gallimard-Seuil (coll. « Hautes Études »), 1988 ; concernant ces thèmes, Foucault se fondait aussi sur le travail de Paul Bois, notamment : *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Le Mans, Mouton, 1960.

21. Foucault développera la question de la police des grains comme prototype de la discipline dans le contexte français ; cf. *Sécurité, Territoire, Population. Cours au Collège de France, 1977-1978*, éd. par M. Senellart, Paris, Gallimard-Seuil (coll. « Hautes Études »), 2004, leçon du 18 janvier 1978, p. 31-50 ; leçon du 29 mars 1978, spéc. p. 325-336 ; leçon du 5 avril 1978, spéc. p. 343-351. Cette police des grains que Foucault décrit (*ibid.*, p. 33-34), « cette grande police sur-réglementaire » (*ibid.*, p. 361), deviendra synonyme ou illustration de la discipline et antonyme de la « sécurité ». Décivant les règlements de la police des grains recueillis par Delamare et Fréminville, Foucault en dira : « On est dans le monde du règlement, on est dans le monde de la discipline » (*ibid.*, p. 348), et ajoutera dans le manuscrit du cours cité : « Et, de fait, les grands traités pratiques de police ont été des recueils de règlements » (*ibid.*, p. 348 n.*).

22. La révolte des « Nu-pieds » (parfois appelés « Va-nu-pieds ») éclata pendant l'été 1639 en Normandie. Foucault avait consacré six leçons à cette révolte dans son cours sur les « théories et institutions pénales ». Révolte contre le système fiscal et administratif, elle fut déclenchée par l'instauration de la gabelle – taxe sur le sel – sous Louis XIII dans différentes régions de la province, et fut sévèrement réprimée en 1640 ; cf. B. Porchnev, *Les Soulèvements populaires en France de 1623 à 1648*, Paris, SEVPEN (coll. « EPHE, VI^e section/CRH. Œuvres étrangères » 4), 1963, p. 303-502. Foucault traitera de la délinquance paysanne et de l'illégalisme popu-

laire dans *Surveiller et Punir*, p. 87, où il donnera, comme textes de référence : O. Festy, *Les Délits ruraux et leur répression sous la Révolution et le Consulat. Étude d'histoire économique*, Paris, Librairie M. Rivière (« Bibliothèque d'histoire économique »), 1956 ; M. Agulhon, *La Vie sociale en Provence intérieure au lendemain de la Révolution*, Paris, Société des études robespierristes (« Bibliothèque d'histoire révolutionnaire »), 1970 ; Y.-M. Bercé, *Croquants et Nu-pieds. Les soulèvements paysans en France du XVI^e au XIX^e siècle*, Paris, Gallimard (coll. « Archives » 55), 1974, p. 161. Pour un ouvrage plus récent, cf. J.-L. Ménard, *La Révolte des Nu-pieds en Normandie au XVII^e siècle*, Paris, Éd. Dittmar, 2005.

23. L'existence du « Général Jean Nu-Pieds », nom sous lequel étaient signés nombre d'ordres envoyés en Normandie, a fait l'objet de nombreux débats, sur la foi de sources contradictoires. Boris Porchnev, passant en revue différentes hypothèses, conclut : « Nous n'avons pas suffisamment de preuves pour affirmer que Jean Nu-Pieds était un personnage imaginaire. » Réel ou imaginaire, il lui était associé un cachet – deux pieds nus posés sur un croissant – et un lieu de résidence, au pied des murs de la ville d'Avranches. Cf. B. Porchnev, *Les Soulèvements populaires en France de 1623 à 1648*, *op. cit.*, p. 320-327.

24. La révolte dite « luddite » a pris la forme d'un mouvement de bris de machines dans l'industrie du textile – principalement de métiers à tisser – dans les Midlands, le Yorkshire et le Lancashire entre 1811 et 1813. Cf. : E.P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, trad. citée ; E.J. Hobsbawm, « Les briseurs de machine », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 53-4bis, supplément 2006, p. 13-28. Sur les écrits du mouvement luddite, cf. K. Binfield, ed., *Writings of the Luddites*, Baltimore, Md., Johns Hopkins University Press, 2004.

25. L'unité du mouvement luddite s'est définie en grande partie par la revendication commune, dans des régions différentes, de la figure du « Général Ludd » – parfois aussi qualifié de roi ou de capitaine –, vraisemblablement inspirée par un idiome régional désignant un briseur de machine, en référence à un dénommé Ned Ludd qui aurait détruit un métier à tisser chez son maître en 1779 à Leicester. Cf. : K. Navickas, « The Search for "General Ludd" : the Mythology of Luddism », *Social History*, vol. 30 (3), 2005, p. 281-295 ; P. Minard, « Le retour de Ned Ludd. Le luddisme et ses interprétations », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 54 (1), janv.-mars 2007, p. 242-257.

26. Cf. M. Foucault, *Surveiller et Punir*, p. 170 ; Id., « Il faut défendre la société », [leçon] du 7 janvier 1976, p. 16, et leçon du 21 janvier 1976, p. 41.

27. Cf. M. Foucault, « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 590 / p. 1458.

28. Cf. C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, Livourne, [s.n.], 1764 / *Traité des délits et des peines, traduit de l'italien, d'après la troisième édition, revue, corrigée et augmentée par l'Auteur*, trad. abbé André Morellet, Lausanne, [s.n.], 1766 ; rééd. : *Des délits et des peines*, trad. Maurice Chevallier, préface de Robert Badinter, Paris, Flammarion, 1991 [Genève, Droz, 1965]. La première traduction, celle de l'abbé Morellet, changea assez librement l'ordre des chapitres et la distribution des paragraphes ; la réédition de 1991 est fidèle à l'ordre de la cinquième et dernière édition, directement procurée par Beccaria. Cf. B.E. Harcourt, « Beccaria, *Dei delitti e delle pene* », in *Dictionnaire des grandes œuvres juridiques*, s. dir. Olivier Cayla & Jean-Louis Halpérin, Paris, Dalloz, 2008, p. 39-46. Foucault

ajoute dans le manuscrit (fol. 10) : « Beccaria : la peine doit être mesurée à ce qui est utile pour la société (utile quant à sa défense), // – pour que son ennemi ne recommence plus, soit maîtrisé; // – pour que d'autres ennemis ne soient pas suscités. » Cf. C. Beccaria, *Des délits et des peines*, trad. 1991, « Avis au lecteur », p. 57 (définition du juste et de l'injuste en termes « de ce qui est utile ou nuisible à la société »); chap. II, p. 63-65 : « Le droit qu'a le souverain de punir les délits est donc fondé sur la nécessité de défendre contre les usurpations particulières le dépôt constitué pour le salut public »; chap. XII, p. 86-87 : « Le but des châtiements ne peut être dès lors que d'empêcher le coupable de causer de nouveaux dommages à ses concitoyens et de dissuader les autres d'en commettre de semblables. »

29. W. Paley, « Of Crimes and Punishments », livre VI, chap. IX, in *The Principles of Moral and Political Philosophy*, Londres, R. Faulder, 1785, p. 526 : « What would it be to the magistrate that offences went altogether unpunished, if the impunity of the offenders were followed by no danger or prejudice to the commonwealth? » William Paley (1743-1805), théologien britannique, était un penseur utilitariste de la pénalité, très proche des thèses de Beccaria et précurseur de Bentham en matière pénale. Paley était connu surtout en tant qu'auteur de « Preuves historiques en faveur de la Chrétienté » / *A View of the Evidences of Christianity* (Londres, 1794) et d'une « Théologie naturelle » / *Natural Theology* (Londres, 1802) développant l'analogie du monde avec une montre, nécessairement réglée par un horloger (*watchmaker*). Après le nom de Paley, Foucault ajoute dans le manuscrit (fol. 11) : « ("rigoriste") »; allusion sans doute à l'exigence stricte que la peine soit mesurée à l'aune de son utilité pour la société, doctrine que Leon Radzinowicz a nommée la « doctrine de la sévérité maximale »; cf. L. Radzinowicz, *A History of English Criminal Law and its Administration from 1750*, vol. 1 : *The Movement for Reform*, Londres, Stevens & Sons, 1948, p. 231 : « The Doctrine of Maximum Severity ».

30. Cf. *supra*, p. 21, note 17.

31. Cf. J.R. Strayer, *On the Medieval Origins of the Modern State*, *op. cit.*, p. 27-31 / *Les Origines médiévales de l'État moderne*, trad. citée, p. 46-50. Foucault ajoute dans le manuscrit (fol. 12) : « le fait que l'imposition et l'exécution de la peine ne sont plus assurées ou contrôlées par la partie lésée, mais par la seule autorité de l'État ». Sur la notion de souveraineté qui, à cette époque, apparaît étroitement associée à l'exécution de la justice, cf. J.R. Strayer, *ibid.*, p. 36-44 et 53-55 / trad. citée, p. 57-68 et 80-82.

32. La mention d'un « seuil très bas de l'intolérable » fait écho aux enquêtes : « Intolérable » du Groupe d'information sur les prisons, dont Foucault fut l'un des cofondateurs en 1971. Cf. P. Artières, L. Quéro, M. Zancarini-Fournel, eds., *Le Groupe d'information sur les prisons. Archives d'une lutte, 1970-1972*, Paris, Institut Mémoires de l'édition contemporaine/IMEC, 2003; M. Foucault, « Je perçois l'intolérable », *loc. cit.* (DE, II), p. 204 / p. 1072.

LEÇON DU 17 JANVIER 1973

L'apparition du criminel comme ennemi social. Repérage historique des premières manifestations. (I) L'analyse économique de la délinquance au XVIII^e siècle par les physiocrates. Le Trosne, Mémoire sur les vagabonds (1764) : Plus qu'une propension psychologique comme l'oisiveté ou un phénomène de société comme la mendicité, le vagabondage est la matrice du crime et un fléau pour l'économie; il produit la raréfaction de la main-d'œuvre, la hausse des salaires, la baisse de la production. – Les lois inadéquates; les mesures préconisées par Le Trosne : 1/ la mise en esclavage; 2/ la mise hors la loi; 3/ l'autodéfense des paysans; 4/ la levée en masse. – Similitudes entre les vagabonds et les nobles. (II) Le criminel-ennemi social comme thème littéraire. Gil Blas et le début du XVIII^e siècle : le continuum et l'omniprésence de la délinquance. Les romans de terreur et la fin du XVIII^e : délinquance localisée et extra-sociale. Émergence des dualités crime-innocence, mal-bien.

J'avais voulu expliquer l'espèce de détachement du criminel à l'égard du système des obligations ou litiges privés, par lequel il se trouvait pris dans les pratiques médiévales, et son émergence comme ennemi social, comme individu opposé à la totalité de la société en tant que telle. Cette transformation, on peut la symboliser par un texte qui a, institutionnellement et politiquement, une assez grande importance. Il s'agit d'un discours prononcé à l'Assemblée constituante en octobre 1789, au moment où est remise en chantier l'organisation pénale en France, et, plus précisément, d'une modification de l'instruction criminelle, projet dont le rapporteur, Beaumetz¹, décrit ce qui est, selon lui, le mécanisme et la justification de la procédure criminelle dans l'Ancien Régime. Ce faisant, il se contente de retranscrire les pratiques du droit pénal de l'Ancien Régime dans le vocabulaire nouveau qui est, schématiquement, celui de Beccaria, et, à partir de cette retranscription en termes d'ennemi public, il propose un certain nombre de modifications à la procédure criminelle : « Un délit s'est commis : la société tout entière est blessée dans un de ses membres; la haine du crime ou l'intérêt privé amènent une dénonciation, ou motivent une plainte;

le ministère public est averti par l'offensé, ou réveillé par la clameur générale, on constate le délit, on en recueille les indices; on en vérifie les traces. Il faut que l'ordre public soit vengé² [...] » Beaumetz reprend ainsi les éléments de la procédure de poursuite privée et publique selon les anciennes règles de la procédure criminelle, qui pouvait en effet être déclenchée soit par la plainte d'un individu répondant à un intérêt privé, soit par une dénonciation, c'est-à-dire par quelqu'un qui ne se trouvait pas pris dans un litige privé avec celui qui avait commis la faute mais qui, au nom de l'intérêt public, venait déposer auprès du procureur l'énoncé du délit. Le magistrat de l'intérêt commun s'adresse alors au juge et demande à produire ses témoins, à administrer ses preuves. Le procureur est ainsi désigné comme le magistrat de l'intérêt commun. On a là la réinterprétation dans les termes de Beccaria de l'ancienne pratique pénale.

Comment s'est faite cette « apparition » du criminel comme ennemi social ? Je voudrais commencer par un repérage des premières manifestations de ce thème et voir ensuite quel a été l'ensemble des processus politiques et économiques qui ont finalement abouti à fixer à un certain niveau le criminel comme ennemi social, et ce que cache cette opération qui consiste à décrire, à juger et à exclure aussi le criminel comme ennemi public.^a

*
* *

[Je commencerai donc par] l'analyse des dérivations. Une des manifestations les plus intéressantes de cette apparition est fournie par les premières analyses économiques de la délinquance au XVIII^e siècle. Il existait déjà, bien entendu, des descriptions de la population des « voleurs », etc., et aussi une analyse de la pauvreté et de la mendicité, ainsi qu'une critique des moyens d'assistance utilisés depuis le Moyen Âge pour soulager la pauvreté, réduire la mendicité : moyens privés,

a. Le manuscrit de la leçon (fol. 1) débute ainsi :

« Un phénomène massif :

- le détachement du crime par rapport à la faute, au péché ;
- le détachement du criminel par rapport au jeu des obligations et litiges privés ; son émergence comme ennemi social, comme individu opposé à la totalité de la société, dans un rapport de contestation, d'hostilité avec la totalité de la société.

Symboliser par → Beaumetz

Étudier :

- quelques manifestations de cette émergence,
- la nature de cette « apparition ».

ecclésiastiques ou mesures législatives. Mais ceci ne constituait pas ce qu'on pourrait appeler une analyse en termes d'*économie politique* au sens strict. Or, on voit apparaître, pour la première fois, je crois, [à la seconde moitié] du XVIII^e siècle une analyse de la délinquance qui est menée [à la manière d']une analyse des processus économiques, cela chez les physiocrates³. Cette analyse offre ceci de particulier qu'elle fixe la position, le rôle et la fonction de la délinquance, non pas par rapport à la consommation, à la masse des biens disponibles, mais par rapport aux mécanismes et processus de la production ; d'autre part, au moment même où les physiocrates définissent le délinquant [sous l'angle de] la production, de ce fait même, ils le caractérisent comme ennemi de la société : c'est la position même du délinquant par rapport à la production qui le définit comme ennemi public.

Un modèle de ce genre d'analyse est fourni par le texte de Le Trosne, *Mémoire sur les vagabonds et sur les mendiants*, [publié en] 1764⁴. Le vagabondage y est donné comme la catégorie fondamentale de la délinquance, ce qui signifie, non pas que le vagabondage est, comme dans les analyses antérieures, le point de départ, en quelque sorte psychologique, de la délinquance – Le Trosne ne veut pas dire qu'on commence à se déplacer et que ce vagabondage conduit peu à peu au vol, puis au crime, mais que le vagabondage est l'élément à partir duquel les autres crimes vont se spécifier. C'est la matrice générale du crime, qui contient éminemment toutes les autres formes de délinquance, à titre non pas de virtualités, mais d'éléments qui la constituent et la composent. Or, cette thèse s'oppose à deux types d'analyse que l'on trouve traditionnellement à cette époque.

Premièrement, une analyse qui veut que l'oisiveté soit la mère de tous les vices et, par là, de tous les crimes⁵. L'oisiveté est le trait psychologique ou la faute dont dérivent toutes les autres formes de déviations ou de crimes. Or, ici, le vagabondage n'est pas quelque chose comme une faute ou une propension psychologique, c'est en fait l'ensemble des vagabonds, c'est-à-dire un type d'existence commune, un groupe social qui se présente comme une contre-société et ceci à la différence de l'oisiveté qui était, dans la psychologie des individus, quelque chose comme un péché individuel^a.

Deuxièmement, en présentant le vagabondage comme la matrice générale de la délinquance, Le Trosne s'oppose à toute analyse qui

a. Manuscrit (fol. 3) : « Ce n'est plus un péché qui entraîne tous les autres, c'est une micro-société. »

fait de la mendicité l'élément essentiel qu'il convenait de punir. Dans la législation française, le vagabondage n'était pas puni comme tel ; le vagabond relevait du système pénal au niveau du geste par lequel il demandait sa subsistance à quelqu'un d'autre sans travailler. Or, pour Le Trosne, ce qui est essentiellement punissable, c'est le vagabondage ; l'entrée dans le monde de la délinquance, c'est le fait de se déplacer, de ne pas être fixé à une terre, de ne pas être déterminé par un travail. Le crime commence quand on n'a pas d'état civil, c'est-à-dire de localisation géographique^a à l'intérieur d'une communauté déterminée, quand on est « sans aveu », selon le terme que reprend l'auteur, mais, précisément en en changeant le sens⁶. Auparavant, en effet, être « sans aveu », c'était, dans le vieux droit, non pas être sans aucun lien avec une communauté fixe et établie comme chez Le Trosne, mais c'était le fait de n'avoir personne pour vous servir de caution, de garant devant la justice. En quoi donc le fait de circuler, d'être sans aveu territorial peut-il constituer le crime envers l'économie ?

Le Trosne analyse précisément les conséquences économiques de ces perpétuels déplacements. [D'abord,] lorsqu'on se déplace, on provoque dans les régions les plus pauvres une raréfaction de la main-d'œuvre, ce qui aura pour effet d'y augmenter les salaires, de sorte qu'une région qui est déjà la moins productrice va se trouver grevée pour le producteur de salaires élevés ; à la pauvreté s'ajouteront [la hausse] des prix et la non-concurrence et, par conséquent, un appauvrissement plus grand encore. [Ensuite,] les vagabonds, en retirant du lieu où ils étaient leur force de travail virtuelle, font baisser la production et empêchent une certaine productivité. [De plus,] à partir du moment où ils se déplacent, ils échappent à tous les impôts personnels (tailles, corvées) qui vont, du coup, puisqu'il s'agit d'arriver à un total fixe, se trouver répartis sur un moins grand nombre de gens ; cette augmentation des impôts personnels va encore diminuer la part de revenu qui pourrait être normalement capitalisée pour faire fructifier la terre. [Finalement, il s'agit de] gens qui, ne se mariant pas, abandonnent au hasard leurs enfants naturels et font croître là même où ils passent une population oisive – laquelle va prélever sa part sur la consommation globale. Si l'on retient les trois premiers effets du vagabondage, on voit que le vagabond n'est plus tellement, comme au Moyen Âge, quelqu'un qui prélève sans travailler une part sur la consommation. Ce n'est pas tant quelqu'un qui s'attaque à la masse globale des choses à consommer, qu'aux mécanismes de la

production et ceci à plusieurs niveaux : celui du nombre des travailleurs, de la quantité de travail fournie et de la quantité d'argent qui fait retour à la terre pour la faire fructifier. Le vagabond est donc quelqu'un qui perturbe la production et pas seulement un consommateur stérile. Il se trouve donc dans une position d'hostilité constitutive par rapport aux mécanismes normaux de la production.

Dans cette fonction anti-productive, comment se fait-il que les vagabonds ne se trouvent pas purement éliminés ou repris de force dans le processus productif ? Le Trosne écarte à ce propos la thèse selon laquelle là où il n'y a pas de travail, il y a des pauvres qui mendient et doivent changer de lieu ; pour lui, en effet, ce n'est pas par défaut de travail que l'on devient vagabond, car, s'il est vrai que dans un certain nombre de cas il n'y a pas assez de subsistance, en revanche, ce qui ne fait jamais défaut, c'est la possibilité de travail : il y a toujours assez de travail pour chacun quand bien même il n'y a pas assez de subsistance pour tous. La générosité de la terre, pour les physiocrates, est celle du travail qu'elle fournit, puisque c'est seulement quand elle aura été travaillée qu'elle produira assez ; l'offre première de la terre, c'est du travail. Le vagabond est donc moins celui à qui manque la subsistance et qui se trouve par là poussé dehors, que celui qui de sa propre volonté refuse l'offre de travail que la terre nous fait si généreusement. Ce n'est pas le chômeur contraint et forcé qui, peu à peu, mendie et se déplace, c'est celui qui refuse de travailler. Il y a donc une identité première et fondamentale entre se déplacer et refuser le travail : c'est en cela que réside pour les physiocrates le crime du vagabond.

Or, comment se fait-il que la société ne le contraigne pas ? C'est pour rendre compte de cela que Le Trosne se distingue de la critique faite, du XVII^e au début du XVIII^e siècle, aux riches et aux gens charitables, [ceux] qui donnent ; la multiplication des vagabonds était alors imputée à cette espèce de faute économique qui consiste à donner une part de consommation possible sans exiger en retour une part de travail nécessaire ; maintenant, si les vagabonds subsistent et se multiplient, ce n'est pas parce qu'on leur donne, mais parce qu'ils prennent. Ils établissent un rapport de pouvoir sauvage, hors de la loi, avec les gens de la société civile au milieu desquels ils existent. Le Trosne analyse ainsi les modalités d'établissement de ces rapports violents, auxquels correspondent des formes spécifiées de crime, de délinquance. Quand ils arrivent dans un village, [les vagabonds] commencent par s'installer et s'appropriier les récoltes, les animaux, ce qui se traduit par cette forme de délinquance qu'est le vol ; ces ressources spontanées [une fois]

a. Le manuscrit (fol. 3) ajoute l'expression : « épinglage géographique ».

taries, ils entrent dans les maisons et se font donner sous le coup de la menace de brûler, de tuer; avec ces ressources, ils peuvent même commercer et aller de village en village revendre ce qu'on leur a donné; avec ce surplus, ils font la fête; ils se procurent aussi de l'argent grâce aux indications des femmes et des enfants, et au besoin par la violence. C'est ainsi qu'ils sont menés du premier vol de rapine à l'incendie ou au crime.^a

On a donc ici, pour caractériser la position du délinquant par rapport à la société, une sorte de couplage refus de travail-violence qui, à la vérité, ne doit plus être masqué par le couple chômage-demande. Dans les analyses du XVII^e siècle, on parlait du chômage pour rendre compte de la mendicité et de la délinquance; ce n'est plus ce couple qui est organisateur, pour les physiocrates. Et c'est par le pouvoir violent qu'ils exercent sur la population et par leur position même dans le processus de production comme refus de travail, que les criminels apparaissent comme ennemis sociaux. Le Trosne écrit: « Ce sont des insectes voraces qui infectent [la campagne] et qui la désolent, et qui dévorent journellement la subsistance des Cultivateurs. Ce sont, pour parler sans figure, des troupes ennemies répandues sur la surface du territoire, qui y vivent à discrétion, comme dans un pays conquis, et qui y lèvent de véritables contributions sous le titre d'aumônes. Ces contributions égalent ou surpassent la taille dans les pays les plus pauvres⁷ [...] » « Ils vivent au milieu de la société sans en être membres; ils y vivent dans cet état où les hommes seraient s'il n'y avait ni loi, ni police, ni autorité; dans cet état que l'on suppose avoir eu lieu avant l'établissement des Sociétés civiles, mais qui, sans avoir jamais existé pour tout un peuple, se trouve par une contradiction singulière, réalisé au milieu d'une Société policée⁸. » On voit là le modèle de la guerre de tous contre tous servir de principe à l'analyse de la délinquance.

Pourquoi la société civile^b se trouve-t-elle désarmée devant cette population ennemie? Comment se fait-il, alors qu'il y a au milieu

a. Manuscrit (fol. 5-6):

« Analyse du comportement vagabond:

1. s'approprier spontanément
2. menacer pour se faire donner
3. ils se font donner pour commercer (du pain plutôt que des pièces), ils revendent dans les cabarets;
4. ils font ripaille et fête dans les forêts;
5. ils se font donner de l'argent par la menace;
6. ils punissent par l'incendie, l'assassinat. »

b. Le manuscrit (fol. 6) porte, au lieu de « la société civile »: « les hommes qui travaillent ».

même de la loi des hommes hors la loi, que la société civile ne réagisse pas? Le Trosne explique que si les hommes sont désarmés devant cette population à l'état de nature, c'est qu'ils appartiennent précisément à la société civile; les gens qui ont avoué, c'est-à-dire localisation, état civil, employeur, ont renoncé à l'usage sauvage, libre, des armes en raison même du pacte social; être en société, c'est précisément accepter de renoncer à faire soi-même usage des armes pour se défendre immédiatement, car on a délégué au souverain ce droit de se défendre. Or, ce souverain défend les gens par des lois inadéquates, et ceci pour plusieurs raisons. D'abord, la législation du royaume s'est attaquée, par un contresens fondamental, non pas au fait du vagabondage, mais au fait de mendier. Les lois laissent les gens circuler et ne les saisissent que quand ils tendent la main, alors que ce n'est pas grave de tendre la main dans son village. Ce qui est grave, c'est de le quitter. Ensuite, les lois frappent trop tard: la mendicité est atteinte et non le vagabondage; mais encore, elles sont trop indulgentes, [ces lois,] puisque l'essentiel des peines contre les mendiants est le bannissement qui consiste à envoyer dans une autre province les gens qu'on a chez soi – c'est-à-dire qu'on les transforme en vagabonds. De sorte que, loin d'être la cible de la pénalité, le vagabondage en est l'effet. Enfin, la législation est erronée puisqu'elle part toujours de ce postulat que s'il y a des vagabonds, c'est parce qu'il n'y a pas de travail, que le vagabond est quelqu'un à qui a manqué l'occasion du travail; d'où la pratique du placement en établissements de travail forcé où l'on espérait qu'il prendrait l'habitude du travail. Or, en fait, le vagabond est fondamentalement celui qui refuse le travail.

Aussi Le Trosne propose-t-il quatre sortes de mesures:

1/ La mise en esclavage. On n'a pas à restituer au vagabond l'occasion du travail, à le corriger; il y a seulement à le contraindre au travail le plus forcé possible: « c'est une bête féroce qu'on ne peut apprivoiser [...]; on ne parvient à la dompter qu'en la mettant à la chaîne⁹ », c'est-à-dire en le contraignant à des travaux qui seront exécutés sous la surveillance maximale: les galères par exemple, mais à perpétuité, puisque son refus du travail est essentiel. « On doit les regarder comme étant acquis à l'État par leur condamnation, et lui appartenant ainsi que des Esclaves à un Maître. Fut-il jamais un titre plus légitime pour établir la servitude. L'État peut donc les occuper à tel ouvrage qu'il jugera à propos, et en disposer comme de sa chose¹⁰. » Et quand les galères seront pleines, on remplira les mines¹¹. Et quand il

y en aura trop en France, « on peut aussi en faire passer aux Colonies ».^a

2/ Cette mise en esclavage ne peut être suivie dans ses conséquences dernières qu'à la condition de s'accompagner d'une mise hors la loi juridique. Être condamné comme vagabond voudra dire être tombé hors de toute protection légale, et c'est à ce titre qu'on devient esclave. Et comme il ne faut pas s'échapper de l'esclavage, on marquera le vagabond de la lettre G sur le front ou sur la joue, de telle manière que celui qui quittera son poste d'esclave pourra être arrêté et exécuté par tout le monde. Dès que les vagabonds sont confisqués au profit du roi, ils ne sont plus dans l'ordre des citoyens ; ils n'ont plus d'état civil, les lois n'ont plus rien à statuer à leur égard et les peines que l'on peut prononcer à leur endroit pour empêcher la désertion ou la révolte ne sont plus de l'ordre judiciaire, elles entrent dans l'ordre des peines militaires¹².

3/ L'autodéfense de la communauté paysanne. Il faut assurer ces procédures et avoir pour cela une force armée suffisante. Il faut donc substituer aux forces insuffisantes de la gendarmerie et de la police d'État la volonté de tous : « Les Gens de la campagne peuvent suppléer [à la maréchaussée] ; ils sont tellement vexés et tourmentés par les Vagabonds, qu'on peut assurer le Gouvernement qu'ils sont prêts à tout faire pour s'en délivrer¹³ [...] » Il suffit de les autoriser à s'armer.

4/ La battue et la levée en masse¹⁴. Ce texte propose comme une procédure utopique : celle d'une société tout entière au travail, qui aurait le droit d'abattre à vue toute personne qui se déplace^b. Il y a là, en fait, raconté dans une [sorte] de rêverie furieuse, d'anticipation fictive^c, ce que, par d'autres moyens et par des ruses autrement subtiles, le pouvoir à l'œuvre dans la société capitaliste a fait pour arriver à fixer à leur travail tous ceux qui avaient tendance à bouger. Ce grand renfermement sur le lieu du travail, c'est de cela que Le Trosne a rêvé, il n'en a vu que cette espèce de grand massacre où l'on pourrait tuer toute personne qui refuserait fondamentalement la fixation, cette scène de chasse féodale, mais déjà capitaliste. Ce texte nous raconte, dans sa sauvagerie et son onirisme, ce qui va se passer méticuleusement quand les institutions et les mesures de coercition capitalistes seront en place. C'est le passage de cette chasse à cette *coercition* transformant la force

de travail en force productrice qui est la condition de fonctionnement du système pénal dans notre société.

Mais ce texte est peut-être un mot-croisé. Si l'on reprend plusieurs de ses éléments – la description des vagabonds, la position qui leur est assignée par rapport à la production, etc. –, on peut entrevoir autre chose. Car, enfin, ces personnages qui se refusent à travailler, qui échappent aux impôts et repoussent ainsi sur une masse de gens de plus en plus restreinte la totalité de la charge fiscale, qui font des enfants naturels, qui imposent leurs prélèvements de subsistance, qui punissent, qui font la fête, ce sont tout aussi bien les moines itinérants, les nobles, les agents fiscaux. C'est dire que ce texte est surprenant : on y trouve à la fois une exactitude historique totale quant aux mœurs des vagabonds et d'autres personnages ; c'est aussi bien la description de cette contre-société que celle de cette société féodale dont la bourgeoisie voulait se débarrasser. À le lire ainsi, le texte prend une violence inouïe : cette règle d'autodéfense paysanne, qu'est-ce alors, sinon une sorte d'appel à l'insurrection ? Ainsi, le texte dit d'un côté ce qui se passera effectivement au XIX^e siècle et, de l'autre, il fait, d'une manière codée, une critique réelle des restes de féodalité dans la société du XVIII^e siècle : tout le monde doit appartenir à l'État.^a

Ce texte met donc en position de symétrie par rapport au système productif constitué par la terre, les travailleurs, les propriétaires ainsi que les vagabonds, d'une part, et, de l'autre, les restes de la féodalité. Il y a donc deux manières de s'opposer à la société : exercer un certain pouvoir qui fait obstacle à la production et refuser de produire, exerçant ainsi, mais sur un autre mode, un contre-pouvoir qui s'oppose à la production. Le vagabond et le féodal constituent deux instances d'anti-production, ennemies de la société. On voit donc s'opérer ici une assimilation qui sera fondamentale. En effet, à partir du moment où la société se définit comme le système des rapports des individus qui rendent possible la production, en permettant de maximaliser celle-ci, on dispose d'un critère qui permet de désigner l'ennemi de la société : toute personne qui se trouve hostile ou contraire à la règle de maximisation de la production.^b

a. Le manuscrit (fol. 6) porte, d'après Le Trosne : « Et quand il y en aura trop en France, "on les vendra en Afrique du Nord et on achètera à la place des chrétiens esclaves". »

b. Le manuscrit (fol. 7) résume : « Tuer tout ce qui bouge. »

c. Le manuscrit (fol. 7) résume : « Utopie. Politique-fiction. »

a. Manuscrit (fol. 8) : « Faut-il y voir un pamphlet codé dont le déchiffrement dissiperait le sens apparent ? »

b. Le manuscrit comporte plusieurs pages (f^{os} 10-14) que Foucault n'aurait pas reprises lors de la leçon :

« Quelques points de repère de cette émergence dans la théorie juridique :

• M[u]yart de Vouglans (*Institutes au droit criminel*, 1757)¹⁵

Définition traditionnelle du crime : "Le crime est un acte défendu par la loi par lequel on cause du préjudice à un tiers par son dol ou par sa faute."

– "préjudice", "dommage" : notions centrales (et non par infraction, rupture de l'autorité) ;

– "tiers" : spécifié comme particulier ou public, mais public entre dans la catégorie du tiers [fol. 10] et il est atteint dans un certain nombre de cas (scandale, trouble), qui existent pour eux-mêmes, ou qui viennent s'ajouter comme circonstances à un autre préjudice qui atteint un individu.

De là cette idée que le crime est créateur d'obligation :

– alors que dans l'ordre du droit civil, il n'y a d'obligation que par consentement explicite et formulé,

– dans l'ordre criminel, c'est l'acte qui est créateur d'obligation.

[En marge :] Ce qui permet de retranscrire jusqu'à un certain point dans le vocabulaire du péché, du rachat, de la punition.

Idee pour nous étrange ou plutôt idee qu'on ne retrouve plus que dans les formulations morales : "payer sa dette" ; mais idee à laquelle s'oppose toute la problématique du XVIII^e siècle. Cette pratique c'est

– non pas : quelle est la nature et la forme de l'obligation créée par le crime,

– mais : dans quel système d'obligations est-ce que je suis pris, quel contrat est-ce que j'ai dû passer pour qu'on puisse légitimement me punir quand j'ai enfreint une loi. [fol. 11]

Dans la pensée classique, le crime est un quasi-contrat ; il a en tout cas des effets analogues au contrat. Dans la pensée moderne, la punition repose sur un contrat idéal.

En tout cas, la formulation des *Institutes* représente l'état ancien de la pensée juridique. Or, dans les *Lois criminelles de France* (1780)¹⁶, on peut dégager une autre trame de discours. Le crime n'y est plus défini seulement par le préjudice mais par l'infraction. Ou encore la loi apparaît comme opérant à deux niveaux : d'une part, elle interdit ou ordonne telle ou telle chose et, d'autre part, elle interdit qu'on lui porte atteinte.

Elle est toujours en tant que loi l'objet d'une interdiction : ce qui ne doit pas être transgressé, violé, méprisé.

Elle implique à la fois une contrainte à référence externe et une contrainte autoréférée.

"Ainsi voit-on qu'elle ne tend pas seulement à défendre, mais encore à venger le mépris fait de son autorité, par la punition de ceux qui viennent à violer ses défenses" ([*Lois criminelles de France*,] p. XXXIV). [fol. 12]

La contrainte à référence externe dérive du préjudice. (C'est parce qu'une action ne doit pas être préjudiciable qu'elle est défendue.)

La contrainte autoréférée à la loi elle-même dérive de la souveraineté. Si la loi peut punir du seul fait qu'elle a été violée, c'est en vertu de ce droit que possède le Prince "de faire exécuter sa loi".

L'Imperium, la souveraineté qui habite intrinsèquement la loi.

On a là la formulation théorique de la poursuite civile venant doubler la poursuite privée.

Mais dans ces mêmes *Lois criminelles*, on a une troisième formulation qui se rapproche de Beccaria :

Le crime, c'est ce qui apporte le trouble dans la société

– soit en attaquant la société seulement,

– soit en attaquant la société en même temps qu'un de ses membres,

*
* *

On aurait aussi pu montrer d'autres signes de cette émergence du criminel comme ennemi social dans la théorie juridique, la littérature, etc. Mettons par exemple en série avec le texte de Le Trosne deux textes littéraires : *Gil Blas*¹⁷ et *Le Château des Pyrénées*¹⁸. On a en effet, au début du XVIII^e siècle, toute une série de romans qui sont ceux du déplacement à l'intérieur de la société. Ainsi, *Gil Blas* est une espèce de représentation de la mobilité sociale, du déplacement dans la société et de ses connexions avec la délinquance. *Gil Blas* c'est le déplacement géographique, mais aussi [la mobilité] à travers les couches de la société¹⁹. Or, au cours de ces déplacements, Gil Blas rencontre sans arrêt la délinquance, mais une délinquance bien particulière. Elle est toujours graduée, puisqu'elle va par petites touches successives et continûment de l'adultère au vol, à la grivèlerie et au brigandage de grand chemin : tout cela se mêle dans les paysages que traverse Gil Blas.^a Elle entoure par une sorte d'ombre portée, de brumes de possibilités, toute profession, tout statut social. Il n'y a pas de dignité qui ne comporte sa marge de délinquance possible : il y a la délinquance connexe de l'aubergiste, celle du médecin, celle du noble, celle du magistrat, etc. Chacun a sa marge de délinquance dans laquelle il est pris, piégé ou, au contraire, qui est sa ressource, sa possibilité. Chaque personnage est ainsi parfaitement réversible : honnête d'un certain point de vue, malhonnête d'un autre, et, en ce sens, le personnage du valet ou du secrétaire est tout à fait typique de cette réversibilité du personnage délinquant-non-délinquant. Le valet qui vole son maître est un louable voleur dans la mesure où, s'il vole en un sens, il donne de l'argent, dont l'utilisation eût été mauvaise, à des gens qui en ont besoin. Il est l'homme des marges incertaines, l'échangeur type entre

– soit en attaquant seulement un de ses membres sans attaquer la société en général.

Même si elle n'est pas *attaquée*, la société est *troublée*. [fol. 13]

Avec pour conséquence que la punition a deux fins :

– dédommager autant que possible le particulier ;

– mettre le criminel (mais aussi ceux qui pourraient l'imiter) hors d'état de nuire.

Par rapport à la formulation première, la société est venue occuper la place du tiers lésé (de ce tiers dont il était dit qu'il pouvait être un individu ou le public).

L'émergence du criminel adversaire de la société se déchiffre dans ces différents textes qui se superposent et s'enchevêtrent à travers une même œuvre » (fol. 14).

a. Le manuscrit (fol. 15) ajoute : « Du coureur de jupons au galérien ; continuité, rapidité du passage. »

la délinquance et la non-délinquance et ceci aussi bien [concernant] l'honnêteté financière que la sexualité. Telle est la délinquance qui court tout au long de la société, en suit en quelque sorte toutes les nervures, file du haut en bas et en est le jeu même.^a

Passons à la fin du XVIII^e siècle, aux romans de terreur, [tels ceux d']Ann Radcliffe²⁰. Alors, la criminalité a changé de forme et d'allure : ce n'est plus quelque chose de continu, de gradué, d'ambigu ; ce n'est plus la virtualité que chacun traîne avec [soi] ; elle n'est pas intriquée dans les rapports sociaux : elle est localisée et en dehors de la société. On trouve le crime, non plus au milieu de la société, mais dans des lieux extra-sociaux : les couvents, les châteaux, les souterrains, une montagne creusée comme une forteresse. À l'intérieur de cette géographie propre au crime, on a une sorte de société entièrement fermée sur elle-même, avec ses initiations, ses rites, ses valeurs, sa hiérarchie ; dans cette société, on ne trouvera aucun personnage ambigu car le passage à la criminalité se fait tout d'un coup, en bloc, une fois pour toutes : ou bien on est méchant par nature parce qu'on a apporté en naissant une marque négative et l'on est l'incarnation du mal, ou bien on est passé dans la criminalité parce qu'on a commis dans sa vie une faute inexpiable (parjure, crime) qui a fait basculer dans le mal. Par rapport à cette contre-société parfaitement située, isolée, il ne peut y avoir que le monde des innocents et des victimes ; entre les uns et les autres, il ne peut y avoir, de la part des criminels, que haine, guerre, hostilité fondamentale et, de l'autre côté, que des rapports en forme de capture, d'emprisonnement.

a. Le manuscrit (fol. 16-17) ajoute :

« Elle [la délinquance] l'anime

– la fait bouger, puisque c'est ainsi que des hommes de rien deviennent puissants ; et que les puissants périssent.

Mais en même temps

– la laisse identique : les acteurs peuvent changer les rôles demeurent ; les masques tombent les identités restent.

La délinquance, c'est une espèce de fonction sociale permanente.

Si c'en est l'envers, c'est, comme on dirait, l'envers du décor, le verso d'une feuille de papier.

Elle est plutôt le jeu de la société :

– le fait qu'elle a du jeu, de l'espace libre, des zones inactives, des régions de turbulence,

– c'est aussi le risque, la chance et la malchance ; l'opposition être pris / n'être pas pris.

Le vol, l'appropriation, la redistribution (beaucoup plus que l'assassinat et la mort) sont au centre de ces récits ou de ces fictions.

Mais quarante ans après, on voit apparaître un tout autre type de récit. *Château des Pyrénées*. »

Alors que dans *Gil Blas*, la figure centrale est le vol et les formes de l'ambiguïté honnêteté-malhonnêteté, dans ces romans la figure centrale est celle de la guerre, de la mort dont cette contre-société est la métaphore : passer dans celle-ci, c'est passer du côté de la mort et traverser cette contre-société et en réchapper, comme il arrive à certains héros privilégiés, c'est ressusciter. Toutes les oppositions massives : vie/mort, innocence/crime, bien/mal, caractérisent cette forme de délinquance qu'on voit apparaître dans ce genre de récits. Entre *Gil Blas* et *Le Château*, le texte de Le Trosne marque le point où bascule la figure de la délinquance.^a

*

a. Le manuscrit comprend deux autres feuillets (f^{os} 19 et 20) que Foucault n'aurait pas traités lors de la leçon du 17 janvier 1973 :

« Bien d'autres faits pourraient porter témoignage de cette apparition – ou de cette constitution – du criminel comme ennemi. Par exemple : dans les pratiques pénales, le passage d'une déportation (qui a essentiellement la forme du bannissement) à la colonie pénitentiaire.

Amérique ≠ Botany Bay

Mais s'il faut s'interroger, c'est moins sur le faisceau des éléments qui signale cette apparition, que sur son statut. Et ceci dans la mesure où cette apparition va servir de point de départ, et [où] c'est elle qu'on va analyser.

– Sous cette sociologisation du crime, sous cette mise en place du criminel comme ennemi de la société, derrière cette réinterprétation des formes de la pénalité dans les termes d'une mécanique ou d'une réaction sociale, sous cette émergence de la société (et non plus simplement du souverain, ou du pouvoir politique) comme personnage essentiel sur la scène judiciaire, que se passe-t-il ?

– Sous la constitution d'un savoir de la criminalité qui ne pose plus la vieille question de l'enquête "qui a fait quoi ?" mais la nouvelle question : "que faut-il donc être pour être criminel ?", "que faut-il donc que soit une société pour que le crime y soit possible ?"

Questions qui ne s'ordonnent plus au fait, mais à la nature et à la norme. Questions qui ne relèvent plus d'une pratique discursive de l'enquête, mais d'une pratique discursive de l'examen.

Que se passe-t-il derrière tout cela ?

Qu'est-ce que ce processus, ou cet événement qualifié d'"apparition", d'"émergence" ? Qu'est-ce que cela veut dire, affirmer que le criminel apparaît comme ennemi public, que le crime est défini comme, fonctionne comme, sert comme rupture du lien social ?

– Est-ce qu'il s'agit de la mise en place d'une représentation dominante ou d'un système de représentation dominant : le criminel serait représenté comme ennemi ? »

NOTES

1. Bon-Albert Briois de Beaumetz (1759-1801) fut élu député aux États généraux en 1789 par la noblesse d'Artois. Il siège au centre gauche et réclame l'abolition de la torture préalable à la procédure judiciaire. Il est connu pour avoir tenté de freiner la violence révolutionnaire; cf. J. Tulard, J.-F. Fayard, A. Fierro, *Histoire et Dictionnaire de la Révolution française, 1789-1799*, Paris, Robert Laffont (coll. « Bouquins »), 1987, p. 571. Beaumetz fait partie du comité chargé par l'Assemblée constituante de proposer « un projet de déclaration sur quelques changements provisoires dans l'ordonnance criminelle », et soumet un rapport à la Constituante le 29 septembre 1789. Cf. *Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, première série (1789 à 1799), Paris, Librairie administrative de Paul Dupont, 1877, t. IX (du 16 septembre 1789 au 11 novembre 1789), p. 213-217.

2. B. A. Briois de Beaumetz, in *Arch. parlam. 1787-1860*, t. IX, p. 214, col. 2.

3. Foucault avait analysé la pensée physiocrate dans *Les Mots et les Choses*, Paris, Gallimard (« Bibliothèque des sciences humaines »), 1966, rééd. coll. « Tel », p. 204-214 (sous-chapitre: « La formation de la valeur ») et p. 268-269 (sur la notion de rareté). Il avait aussi étudié le rôle, dans la pensée physiocratique, de la population comme facteur de richesse, dans *Folie et Déraillement. Histoire de la folie à l'âge classique*, op. cit., p. 494-498. Dans *Sécurité, Territoire, Population*, op. cit., spéc. p. 35-50, 71-81, 349-365, Foucault traitera à nouveau des physiocrates, dont les idées s'imposeront concernant la mise en place des dispositifs de « sécurité »; cf. *ibid.*, p. 36: « grâce au relais, à l'appui des physiocrates et de leur théorie, c'est en fait tout un changement, ou plutôt une phase d'un grand changement dans les techniques de gouvernement et un des éléments de cette mise en place de ce que j'appellerai des dispositifs de sécurité ». Voir également l'analyse du néolibéralisme dans *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France, 1978-1979*, éd. par M. Senellart, Paris, Gallimard-Seuil (coll. « Hautes Études »), 2004, p. 55-57, 62-67, 296-300. Les physiocrates, aussi connus sous la dénomination de premiers « économistes », formaient un groupe de penseurs en faveur du libre-échange, de la liberté du commerce des grains, et plus généralement du libéralisme économique. Leur appellation est un néologisme qui, symbole de leur fondement idéologique, exprime l'idée d'un règne (-crat) de l'ordre naturel (physio). Il provient du recueil publié par Pierre-Samuel Du Pont de Nemours en 1768, *Physiocratie ou Constitution naturelle du gouvernement le plus avantageux au genre humain*, Leyde-Paris, Merlin, 1768.

François Quesnay (1694-1774), chirurgien royal et médecin de Madame de Pompadour, donna naissance au mouvement en 1756, avec ses premiers écrits sur l'économie – deux entrées dans l'*Encyclopédie* (« Fermiers » en 1756 et « Grains » en 1757) – et écrivit sur les questions d'économie politique jusqu'en 1767, date à laquelle il publia son *Despotisme de la Chine*. Cf. F. Quesnay, *Œuvres économiques complètes et autres textes*, éd. par Christine Théré, Loïc Charles & Jean-Claude Perrot, Paris, Institut national d'études démographiques/INED, 2005, 2 vol. Ce groupe compta d'autres membres illustres, notamment: Victor Riqueti, marquis de Mirabeau (1715-1789), auteur de *L'Ami des hommes, ou Traité de la popula-*

tion, Avignon, [s.n.] 1756; Guillaume-François Le Trosne (1728-1780), juriste et auteur, comme nous allons le voir, du *Mémoire sur les vagabonds et sur les mendiants*, Paris, P. G. Simon, 1764; Pierre-Paul Le Mercier de La Rivière (1719-1801), intendant de la Martinique et auteur de *L'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, Paris, Desaint, 1767; et Pierre-Samuel du Pont de Nemours (1739-1817), homme d'affaires, économiste, et, plus tard, diplomate américain, éditeur de plusieurs ouvrages des physiocrates ainsi que de leur revue, *Éphémérides du citoyen, ou Bibliothèque raisonnée des sciences morales et politiques*. Du Pont de Nemours présente avec clarté la pensée physiocrate dans sa notice « Sur les Économistes », in *Œuvres de Mr. Turgot, Ministre d'État, Précédées et accompagnées de Mémoires et de Notes sur sa Vie, son Administration et ses Ouvrages*, éd. par P.-S. Du Pont de Nemours, Paris, impr. Delance, 1808, 3 vol. Les travaux de référence sur les physiocrates sont ceux de G. Weulersse, *Le Mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770*, Paris, Félix Alcan, 1910, 2 vol. Pour une analyse plus récente, cf. B. E. Harcourt, *The Illusion of Free Markets*, Cambridge, Harvard University Press, 2011, p. 78-102.

4. G.-F. Le Trosne, *Mémoire sur les vagabonds et sur les mendiants*, op. cit. Le Trosne s'installe en 1753 comme avocat du Roi au présidial d'Orléans. De 1763 à 1767, il écrit de nombreux opuscules sur l'agriculture et le commerce, notamment dans la revue citée, *Éphémérides du citoyen*. En 1764, parallèlement à la parution de son *Mémoire*, il publie son *Discours sur l'état actuel de la magistrature et sur les causes de sa décadence*, [s.l.s.n.] 1764, dans lequel il milite notamment pour la liberté d'exportation; l'année suivante, il rédige un texte plaçant pour *La Liberté du commerce des grains toujours utile & jamais nuisible*, Paris, [s.n.] 1765. Foucault l'identifie, dans *Surveiller et Punir* (op. cit., p. 90), comme « ce physiocrate qui fut conseiller au présidial d'Orléans », et dans le même ouvrage (p. 79, 84, 87, 90-91), où il mentionne le *Mémoire* ainsi qu'une publication ultérieure de Le Trosne, *Vues sur la justice criminelle* (Paris, Debure Frères, 1777), il écrit: « Chez Le Trosne, comme chez tant d'autres à la même époque, la lutte pour la délimitation du pouvoir de punir s'articule directement sur l'exigence de soumettre l'illégalisme populaire à un contrôle plus strict et plus constant » (*Surveiller et Punir*, p. 91).

5. Ce thème avait déjà été bien établi, et même consacré dans un proverbe, à l'époque. Cf. *Dictionnaire de l'Académie française*, L-Z, Paris, 1765, t. II, p. 171 (« L'oisiveté est la mère de tous les vices »).

6. Cf. G.-F. Le Trosne, *Mémoire sur les vagabonds et sur les mendiants*, p. 18 (« les crimes commis par Vagabonds & Gens sans aveu ») et p. 42 n. 1.

7. *Ibid.*, p. 4. (Foucault reprend ce passage dans *Surveiller et Punir*, p. 79.)

8. *Ibid.*, p. 8.

9. *Ibid.*, p. 46-47.

10. *Ibid.*, p. 54.

11. Cf. aussi *ibid.*, p. 56: « Ce moyen aussi simple que légitime, assure l'exécution des jugements de la manière la plus précise, et permet d'employer les Galériens hors des Départements de la Marine partout où l'on voudra sans craindre les désertions. On peut s'en servir pour exploiter des mines, creuser des ports, construire des canaux pour porter la circulation et la vie dans certaines Provinces. »

12. *Ibid.*, p. 54: « L'essentiel est de les empêcher de s'évader, et pour cela il est un moyen sûr qui dispensera de les garder avec tant de dépense. Il ne s'agit que de les marquer au front ou à la joue de la lettre G; au lieu de les marquer

à l'épaule, d'ordonner la peine de mort contre quiconque sera rencontré ailleurs qu'à son poste, en permettant à tout le monde de les arrêter, et de prescrire la procédure qu'on doit tenir pour constater la désertion et appliquer la peine. L'instruction doit être très-courte et très-simple, comme celle qui se fait pour condamner à mort les Déserteurs. »

13. *Ibid.*, p. 59.

14. Cf. *ibid.*, p. 63 : « On réunira les Habitants d'une ou plusieurs Paroisses, chaque sera tenu de fournir un homme, et on environnera le bois pour faire une battue et une recherche exacte. Il serait facile au Gouvernement de purger en peu de jours la campagne des Vagabonds. » Cf. *ibid.*, p. 2 : « En troisième lieu, nous établirons l'unique moyen de supprimer les Vagabonds. » L'expression « l'unique moyen » est répétée deux fois et soulignée dans le manuscrit (fol. 7).

15. Cf. *infra*, p. 75, note 2.

16. Cf. [P.-F. Muyart de Vouglans,] *Les Loix criminelles de France, dans leur ordre naturel. Dédiées au Roi, par M. Muyart de Vouglans, Conseiller au Grand-Conseil*, Paris, Merigot le Jeune, 1780.

17. A.-R. Lesage, *L'Histoire de Gil Blas de Santillane*, 1715-1735, 12 vol. Le roman de Lesage raconte les aventures irrégulières du jeune étudiant devenu valet et domestique à travers toutes les couches de la société, et représente, selon Jules Romains, « le dernier chef-d'œuvre du roman dit "picaresque" » (J. Romains, « Lesage et le roman moderne », *The French Review*, vol. 21 (2), Dec. 1947, p. 97-99 : p. 97). La figure de Gil Blas viendra symboliser, pour Foucault, une vieille forme d'illégalisme et de délinquance plus aventurière, en contraste avec la professionnalisation et la formation disciplinaire plus caractéristique de la « filière » délinquante dans le milieu carcéral à partir du XIX^e siècle. Dans *Surveiller et Punir* (p. 307), par exemple, Foucault décrira cet « espace de l'aventure que Gil Blas, Sheppard ou Mandrin parcouraient en détail chacun à sa manière » comme un « espace incertain qui était pour la criminalité un lieu de formation et une région de refuge [où] se rencontraient, dans des allées et venues hasardeuses, la pauvreté, le chômage, l'innocence poursuivie, la ruse, la lutte contre les puissants, le refus des obligations et des lois, le crime organisé ». Gil Blas représente « l'homme des vieux illégalismes » (*ibid.*, p. 288). Sur la « littérature du crime » (« réécriture esthétique » et « littérature policière »), cf. *ibid.*, p. 72 et 292.

18. A. Radcliffe, *Les Visions du château des Pyrénées*, trad. Germain Garnier & M^{me} Zimmermann [d'après] l'édition imprimée à Londres chez G. et J. Robinson en 1803, Paris, Lecoq et Durey, 1821, 4 vol. ; nouv. éd., trad. Yves Tessier, Paris, Éditions B.I.E.N., 1946. Ann Radcliffe (1764-1823), écrivain anglais, fut considérée comme l'une des pionnières du roman gothique, genre littéraire qui utilise le surnaturel et le macabre, et dont un exemple fameux et plus tardif est le *Frankenstein* (1818) de Mary Shelley. Les œuvres les plus connues d'Ann Radcliffe comprennent *The Romance of the Forest*, Londres, T. Hookham & Carpenter, 1791, 3 vol. ; *The Mysteries of Udolpho*, Londres, G. & J. Robinson, 1794, 4 vol. ; et *The Italian, or the Confessional of the Black Penitents*, Londres, printed for T. Cadell Jun. and W. Davies (Successors to Mr. Cadell) in the Strand, 1797, 3 vol. Roman apocryphe, *Les Visions du château des Pyrénées* symbolise, selon Foucault, une certaine peur qui « a hanté la seconde moitié du XVIII^e siècle : c'est l'espace sombre, l'écran d'obscurité qui fait obstacle à l'entière visibilité des choses, des gens, des vérités » (M. Foucault, « L'œil du pouvoir », *loc. cit.* (DE, III), p. 196 / p. 196).

Le peintre surréaliste René Magritte partageait avec Foucault une certaine fascination pour *Le Château des Pyrénées*, qu'il représenta en huile sur toile en 1959. À propos de cette toile, Magritte écrira que « *Le Château des Pyrénées* [...] aura le caractère d'une apparition, qu'Ann Radcliffe aurait aimée, je pense, si son livre *Le Château des Pyrénées* nous permet de savoir véritablement ce qu'elle aimait » (lettre de Magritte à Torczyner, 20 avril 1959, in H. Torczyner, *L'Ami Magritte. Correspondance et souvenirs*, Anvers, fonds Mercador, 1992, p. 118). Foucault s'adressera à Harry Torczyner, avocat international et représentant de Magritte aux États-Unis, pour voir la toile, ce qu'il fit en visite chez Torczyner lors d'un passage à New York en 1975.

Il est intéressant de noter ici que l'une des expositions majeures de Magritte à New York, à la galerie Sidney Janis en 1954, s'intitula : « *Les Mots et les Choses* ». Suivant la publication du livre de Foucault en 1966, Magritte adressa à celui-ci : « quelques réflexions relative à la lecture que je fais de votre livre "Les Mots et les Choses" » (lettre du 23 mai 1966, in M. Foucault, *Ceci n'est pas une pipe*, Montpellier, Fata Morgana, 1973, p. 83), DE, I, n° 53, éd. 1994, p. 635-650 / « Quarto », vol. I, p. 663-678.

19. On retrouve ici des réflexions développées par Louis Chevalier dans son analyse de l'évolution de la représentation de la criminalité dans l'œuvre de Balzac : « comme pour tous les représentants de la criminalité d'ancienne manière, la société criminelle est une société close, comportant prolétariat et aristocratie, basse et haute pègre » (L. Chevalier, *Classes laborieuses et Classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Perrin, coll. « Pour l'histoire », 2002 [1^{re} éd. : Paris, Plon, 1958], p. 55). Toutefois, ajoute-t-il, dans des romans tardifs comme *La Cousine Bette* : « la criminalité est décrite, bien que de manière incidente, et souvent sans égard au reste de l'œuvre, comme ne s'attachant plus seulement à ces géants du crime auxquels va l'essentiel de l'attention balzacienne, mais comme émanant de la totalité des masses populaires : non plus exceptionnelle mais générale et véritablement sociale » (*ibid.*, p. 70).

20. Foucault s'était intéressé aux romans de terreur et revint assez souvent sur les œuvres d'Ann Radcliffe. En 1963, dans « Le langage à l'infini » (*Tel Quel*, automne 1963, n° 15, p. 44-53), DE, I, n° 14, éd. 1994, p. 250-261 / « Quarto », vol. I, p. 278-289, il situe les romans de terreur, ainsi que l'œuvre du marquis de Sade, à l'origine de la modernité littéraire : « Peut-être ce qu'il faut appeler en toute rigueur "littérature" a-t-il son seuil d'existence là précisément, en cette fin du XVIII^e siècle, lorsque apparaît un langage qui reprend et consume dans sa foudre tout autre langage, faisant naître une figure obscure mais dominatrice où jouent la mort, le miroir et le double, le moutonnement à l'infini des mots » (*ibid.*, p. 260 / p. 288) ; voir aussi M. Foucault, « Un "nouveau roman" de terreur » (*France-Observateur*, 14^e année, n° 710, 12 décembre 1963, p. 14), DE, I, n° 18, éd. 1994, p. 285-287 / « Quarto », vol. I, p. 313-315.

Dans « Qu'est-ce qu'un auteur ? » (*Bulletin de la Société française de philosophie*, 1969, n° 3, p. 73-104), DE, I, n° 69, éd. 1994, p. 789-821 / « Quarto », vol. I, p. 817-837, Foucault affirme qu'Ann Radcliffe « a rendu possibles les romans de terreur du début du XIX^e siècle » : « Les textes d'Ann Radcliffe ont ouvert le champ à un certain nombre de ressemblances et d'analogies qui ont leur modèle ou principe dans son œuvre propre. Celle-ci contient des signes caractéristiques, des figures, des rapports, des structures qui ont pu être réutilisés par d'autres. Dire qu'Ann

Radcliffe a fondé le roman de la terreur veut dire en fin de compte : dans le roman de terreur du XIX^e siècle, on retrouvera, comme chez Ann Radcliffe, le thème de l'héroïne prise au piège de sa propre innocence, la figure du château secret qui fonctionne comme une contre-cité, le personnage du héros noir, maudit, voué à faire expier au monde le mal qu'on lui a fait, etc. » (*ibid.*, p. 805 / p. 833). Dans un entretien mené en 1977, « L'œil du pouvoir » (*loc. cit.* p. 196 / p. 196), Foucault suggère que les romans d'Ann Radcliffe forment une « contre-figure » à la transparence panoptique de Bentham : « Les romans de terreur, à l'époque de la Révolution, développent tout un fantastique de la muraille, de l'ombre, de la cache et du cachot, qui abritent, dans une complicité qui est significative, les brigands et les aristocrates, les moines et les traîtres : les paysages d'Ann Radcliffe, ce sont des montagnes, des forêts, des cavernes, des châteaux en ruine, des couvents dont l'obscurité et le silence font peur. Or ces espaces imaginaires sont comme la "contre-figure" des transparences et des visibilité qu'on essaie d'établir » (*ibid.*, p. 197 / p. 197). Sur les figures de monstres dans les romans d'Ann Radcliffe, cf. *Les Anormaux*, *op. cit.*, [leçon] du 29 janvier 1975, p. 92-97.

Pour une analyse approfondie et une lecture croisée de Foucault, Ann Radcliffe et Jeremy Bentham, cf. : C. Wrobel, « Gothique et Panoptique : lecture croisée des œuvres de Jeremy Bentham (1748-1832) et Ann Radcliffe (1764-1823) », thèse de doctorat en Langues et littératures anglaises et anglo-saxonnes, Université Paris X, 2009 <<http://www.theses.fr/2009PA100110>>; Id., « Gothique, Réforme et Panoptique », *Revue d'études benthamiennes*, n° 7, 2010 <<http://etudes-benthamiennes.revues.org/214>>.

LEÇON DU 24 JANVIER 1973

(III) *Autres indices de l'émergence du criminel-ennemi social. Débat sur la peine de mort en 1791.* (IV) *Rapport des effets théorico-politiques d'un discours aux tactiques punitives à la même époque. Système principal de châtimement : en Angleterre, mise en place du système pénitentiaire en 1790-1800 ; en France, mise en place en 1791-1820. Hétérogénéité entre le criminel-ennemi social et la prison : faille entre le pénal et le pénitentiaire. – Selon la théorie pénale, la punition comme défense sociale ; d'où ces principes : relativité, graduation ; surveillance, publique et infaillible ; et trois modèles de punition : l'infamie, le talion, l'esclavage. – Dans la prison : le temps, seule variable graduée. La forme-prison et la forme-salaire : deux formes historiquement jumelles. Pouvoir capitaliste et système de pénalité : la prise de pouvoir sur le temps.*

On aurait pu aussi citer d'autres indices de cette émergence du criminel comme ennemi social^a, par exemple le débat sur la peine de mort qui a eu lieu en mai 1791, au moment où Le Peletier de Saint-Fargeau rapportait son projet de code pénal¹. Les argumentations sont en effet parties de ce principe qui était considéré par tout le monde comme fondamental : le crime est une attaque contre la société et le criminel est un ennemi social². Ainsi, en face de ceux qui évoquaient le principe formulé par Rousseau dans le *Contrat social* – puisque le criminel est l'ennemi de la société, il faut l'exiler ou le tuer³ –, Robespierre, d'une manière en apparence anti-rousseauiste et cependant à partir du même socle théorique, objectait que dans la mesure où le criminel est un ennemi de la société,

a. Le manuscrit (fol. 1) débute ainsi :

« 1. Le criminel "apparaît" comme "ennemi" de la société.

La société "apparaît" comme lésée, blessée par le crime.

La punition "apparaît" comme protection, défense de la société.

Phénomène qui s'oppose

– à la vieille conception du crime comme dommage. Modalité du litige ;

– à la conception classique du crime comme atteinte à la souveraineté.

Modalité du crime d'État.

Voir dans Muyart de Vouglans ces trois conceptions qui s'enchevêtrent.

Voir la discussion sur la peine de mort en 1791. »

celle-ci n'a précisément pas le droit de le tuer, parce que, à partir du moment où elle s'est emparée d'un criminel, elle est en quelque sorte, la bataille achevée, en face d'un ennemi prisonnier, et il serait aussi barbare pour la société de tuer un ennemi qu'elle a déjà vaincu que pour un guerrier de tuer son captif ou pour un adulte de tuer un enfant : la société qui tue le criminel qu'elle a jugé est comme un adulte qui tuerait un enfant⁴. Un tel débat permet d'étudier l'effet théorico-politique de ce principe du criminel-ennemi social. Elle fournit aussi une référence pour l'analyse d'une discussion théorico-politique. Cette analyse devrait, par exemple, prendre en compte ce que Marx a écrit à propos de la discussion sur les vols de bois⁵, ce que Blanqui, quinze ans après, a écrit sur celle qui a eu lieu à propos des droits sur le vin⁶. On pourrait peut-être, à partir de ces modèles, voir comment analyser des discussions politiques, des oppositions et des luttes de discours, à l'intérieur d'une situation politique donnée.

*
* *

Revenons à cette mise en place de l'apparition du criminel comme ennemi social. Ce terme d'« apparition » est certes insatisfaisant. Où celui-ci apparaît-il comme tel ? À qui ? S'agit-il de la formation d'une idéologie, de l'organisation d'un type de discours, d'un schéma de comportement ? Cette notion, laissée vide pour le moment, reste au moins l'index d'un problème à poser.^a Je veux maintenant analyser l'événement qui s'est produit alors. Pour cela, je décalerai l'analyse en ne prenant plus comme cible la théorie et la pratique pénales, mais le rapport entre celles-ci et la tactique effective de la punition à la même époque. Or, on constate un phénomène remarquable : à l'époque même où se formulait et se mettait en pratique à l'intérieur de l'institution pénale le principe du criminel-ennemi social, apparaît une nouvelle tactique punitive : l'emprisonnement.

a. Manuscrit (fol. 2) :

« 2. Qu'est-ce que ce processus ou cet événement désigné ou masqué par le mot "apparaître" ?

– La formation d'une idéologie, ou d'un élément idéologique ? Le crime "représenté" comme hostilité, le criminel "représenté" comme ennemi ?

– En fait, il s'agit de quelque chose qui se passe à un autre niveau. Et dont les mécanismes sont autres.

Il s'agit de la constitution effective d'un état d'hostilité entre les criminels et la totalité du corps politique ; la désignation d'un front de guerre ; toute une entreprise de ségrégation par quoi les criminels d'une part et la société de l'autre vont se retrouver face à face.

Et c'est là où on rencontre l'enfermement. »

Nouvelle tactique, en effet, malgré l'apparence, la prison n'est pas un très vieux châtiment dont la fortune n'aurait jamais cessé de croître au cours des siècles. Car, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, elle n'a jamais été véritablement un châtiment à l'intérieur du système pénal. L'introduction de la prison [dans ce système] date de la fin du XVIII^e siècle, comme en témoigne le *Code criminel* rédigé en 1767 par Serpillon : « La prison n'est pas regardée comme une peine, suivant notre droit civil⁷ », c'est-à-dire laïque, par opposition à canonique ; « quoique les Princes, pour des raisons d'État, se portent quelquefois à infliger cette peine, ce sont des coups d'autorité, et la Justice ordinaire ne fait pas usage de ces sortes de condamnations⁸ ». Or, référons-nous à des textes [conçus] une cinquantaine d'années plus tard^a, comme celui du grand débat de 1831⁹, qui marque une date dans la mesure où il s'agit de la première grande révision du système pénal, après le *Code d'instruction criminelle* de 1808 et le Code pénal de 1810. Au début de la monarchie de Juillet, on remet en chantier une partie du Code pénal. Voici, par exemple, ce que déclare Rémusat, le premier décembre 1831 : « Qu'est-ce que le système de pénalité admis par la nouvelle loi ? C'est l'incarcération sous toutes ses formes. Comparez, en effet, les quatre peines principales qui restent dans le Code pénal¹⁰ » – dont, curieusement, la peine de mort ne fait pas partie, comme si elle était une peine à la limite du système de punition – ; ces peines : « Les travaux forcés à perpétuité ou à temps sont une forme de l'incarcération. Le bagne est une prison en plein air. La détention, la réclusion, l'emprisonnement correctionnel ne sont en quelque sorte que des noms divers d'un même châtiment¹¹. »

Ainsi, entre ces deux textes, l'emprisonnement s'est installé comme système de châtiment. Quelques repères : en 1779, l'Angleterre, par suite de l'Indépendance américaine^b, doit réviser sa tactique punitive¹². Après l'enquête de Howard sur les maisons d'enfermement européennes¹³, Howard et Blackstone proposent un projet de loi où l'incarcération apparaît comme une peine explicite : « beaucoup d'entre les individus convaincus de crimes qui étaient autrefois punis par la déportation, pourraient bien, si on les assujettissait à une détention isolée, non seulement inspirer de l'effroi à ceux qui seraient tentés de les imiter, mais encore contracter eux-mêmes l'habitude du travail et ainsi se corriger¹⁴ ». En fait, il faut attendre les années 1790-1800 pour que le système pénitentiaire soit mis en place en Angleterre¹⁵. C'est

a. Manuscrit (fol. 3) : « Or, quelque soixante ans plus tard, la privation de liberté et l'enfermement sont considérés comme la peine la plus naturelle, la plus fréquente. »

b. Manuscrit (fol. 4) : « 1779 : la guerre d'Indépendance empêche la déportation. »

en 1793 que Bentham fait son projet de Panopticon, qui va devenir la matrice architecturale des prisons européennes, projet qui lui avait été inspiré par son frère, ingénieur maritime qui avait construit des ports et des docks pour Catherine II de Russie et conçu à cet effet un projet de surveillance généralisée du port¹⁶.

En France, il y a un décalage. Il faut attendre 1791 pour que se formule théoriquement le principe de l'incarcération comme schéma général de la punition. Le premier texte qui en donne peut-être la formulation la plus radicale serait celui de Duport, le 31 mai 1791, lors de la discussion sur le code pénal¹⁷. Il déclare en effet : « Si maintenant l'on demande quel est ce sentiment universel et constant sur lequel on peut établir un système de répression et de peines, tous les êtres sensibles vous répondront de concert : c'est l'amour de la liberté, la liberté, ce bien sans lequel la vie elle-même devient un véritable supplice ; la liberté dont le brûlant désir a développé parmi nous tant et de si courageux efforts ; la liberté enfin dont la perte, à laquelle on peut ajouter la privation de toutes les jouissances de la nature, peut seule devenir une peine réelle, répressive et durable, qui n'altère point les mœurs du peuple, qui rend plus sensible aux citoyens le prix d'une conduite conforme aux lois ; peine susceptible d'ailleurs d'être graduée de manière à s'appliquer aux différents crimes, et à permettre que l'on observe entre eux cette proportion si importante qu'exigent les différents degrés de perversité et de nuisibilité¹⁸. » Ce texte théorise donc la perte de liberté comme ce qui doit servir de dénominateur commun à tout le système punitif et, d'ailleurs, c'est bien ce que propose le projet de code pénal présenté par Le Peletier¹⁹. Jusqu'au Code de 1810, il y a mise en place de tout ce système de l'incarcération ; on voit très vite apparaître à partir de 1791 les maisons d'arrêt pour les prévenus, les maisons de justice pour les accusés, les prisons pour les condamnés. Sous l'Empire se met en place toute une hiérarchie de prisons, depuis les maisons de justice que l'on trouve dans les cantons, les maisons d'arrêt dans les arrondissements, les maisons de détention départementales, les maisons centrales et les bagnes militaires de Brest, Rochefort et Toulon. Cela représente du point de vue statistique : en 1818, 44 484 détenus, dont 10 000 prévenus et 9 700 bagnards, soit sur 29,5 millions d'habitants, un sur 662²⁰ ; en 1822, 41 000 détenus, dont 10 400 bagnards, soit un sur 778 habitants²¹ ; [alors qu'actuellement, on a] 30 000 [détenus pour une population de] 50 millions [d'habitants], soit un sur 1 500²².

Le problème est donc le suivant : d'une part, on assiste, à la fin du XVIII^e siècle, à toute la réorganisation du système des peines autour

de l'incarcération et, d'autre part, cette réorganisation est contemporaine de l'émergence²³ du criminel-ennemi social. Or, s'il est vrai que les deux phénomènes sont vraisemblablement corrélés, on peut dire cependant que le système de l'incarcération ne dérive pas de la redistribution de la théorie et de la pratique pénales autour du thème du criminel-ennemi social. Autrement dit, l'insertion de la prison dans le système des peines est un phénomène qui vient croiser celles-ci, mais ce n'est pas celles-ci qui ont amené, comme leur conséquence logique, ni même comme leur conséquence historique directe, l'utilisation quasi exclusive de la prison comme instrument punitif. Il y a une hétérogénéité entre les deux processus qui sont, d'une part, celui de la dérivation discursive qui amène à formuler le principe du criminel comme ennemi social et, d'autre part, celui de la punition. De sorte qu'entre le pénal, organisé autour du principe du criminel, et le pénitentiaire^a, organisé autour de la prison, [on perçoit] une faille dont il faut maintenant assigner l'apparition historique^b.

Or, cette faille n'est pas simplement le résultat, soit d'une contradiction interne du système, soit d'une hétérogénéité de départ, c'est-à-dire quelque chose comme l'effet de sédimentations historiques diverses, mais elle peut s'analyser dans les termes d'une tactique d'ensemble. Certes, il y a des conflits, des contradictions entre le pénal et le pénitentiaire²⁴. On voit chaque institution s'affronter, donner lieu à des discours qui ne se pénètrent pas, qui s'entrecroisent : le discours du droit pénal et ce qu'on appelle dès 1820-1830 celui de la « science des prisons », qui se présente comme un discours autonome par rapport à celui du droit et qui donnera lieu plus tard, après transformations, à la criminologie²⁵. Mais cette opposition au niveau des discours, des types de savoir qui sont autorisés par la pratique du droit d'une part et celle de l'enfermement de l'autre, ne fait que relayer ce jeu que l'on trouve au niveau même des institutions : la perpétuelle tentative du système pénitentiaire d'échapper à la pénétration du juridique et de la loi, et l'effort du système judiciaire pour contrôler le système pénitentiaire qui lui est hétérogène. On peut se référer à ce propos à un texte du duc Decazes, ministre de l'Intérieur en 1818, qui écrit à Louis XVIII : « Le malheur, c'est que la loi ne pénètre pas dans la prison²⁶. »^c

a. Le manuscrit (fol. 6) ajoute : « entre le "punir" et la punition ».

b. Le manuscrit (fol. 7) ajoute : « et qui a ses conséquences et ses effets jusqu'à maintenant ».

c. Le manuscrit (fol. 7) ajoute : « Mais ce qu'il faut montrer c'est ce qui se passe dans, ce qui passe par ce décalage, le jeu de pouvoir qui s'y trouve effectué. »

Ainsi, on ne peut faire dériver l'emprisonnement comme une conséquence à la fois pratique et discursive de la théorie pénale ou de la pratique judiciaire. Dans la pratique judiciaire, certes, il existait déjà quelque chose comme des prisons, mais la prison pénale était en réalité utilisée non pas pour punir, mais pour prendre une garantie sur la personne. Il s'agissait d'une prise de caution physique, tel était le statut donné aux prisonniers de guerre, de prévention, de détention.^a Le Trosne disait, en 1768 : « La prison par elle-même n'est point une peine. La détention de l'accusé est une précaution nécessaire pour s'assurer de sa personne, et l'avoir en sa disposition²⁷. » Ainsi, on ne punit pas quelqu'un quand on le met en prison ; on s'assure de lui.^b

De même, on ne peut faire dériver le système de l'emprisonnement d'une sorte de modèle théorique qui serait emprunté à la théorie pénale du criminel-ennemi social. On peut se référer aux textes de Beccaria, de Brissot, [*Théorie*] *des lois criminelles* (1781), ou de Le Peletier de Saint-Fargeau²⁸. En effet, comment ceux-ci déduisent-ils du principe du criminel-ennemi social un système de punitions effectives ? S'il est vrai, comme dit Brissot, que « le crime n'est qu'un *attentat à l'ordre, à l'intérêt social*²⁹ », que doit être la punition ? La punition est alors, non pas quelque chose [qui a trait à] la réparation ou [à] la vengeance. Elle n'a rien à voir non plus avec le châtiment ou la pénitence. C'est seulement la défense et la protection de la société.

D'où quatre principes des peines. Cela signifie, premièrement, que chaque société, selon ses besoins, peut moduler l'échelle de ses peines, puisque la peine ne dérive plus intrinsèquement de l'importance de la faute, mais ne dérive que de l'utilité sociale. Plus une société est faible, plus facilement elle est mise en danger par un crime, plus la pénalité est lourde ; une société ordonnée n'est pas gravement atteinte par un crime et peut se contenter d'un système de peines relativement léger³⁰. On va donc avoir comme premier principe celui de la relativité des peines, relativité non pas ordonnée à l'individu lui-même, mais à l'état même de la société. Il ne peut y avoir, dans ces conditions, un modèle universel des peines. D'autre part, si la peine est une pénitence, qu'elle

a. Le manuscrit (fol. 8) précise :

« Sans doute il existait des prisons, et depuis le M[oyen] Â[ge]. Mais ce n'était pas une punition, c'était une prise de gage ; une garantie sur la personne ; une caution physique et corporelle. D'où ses trois usages : guerre, dette, prévention. »

b. Manuscrit (fol. 8) :

« La prison-peine ne dérive pas de la prison-gage. Effort au contraire pour les séparer. On aurait même pensé à faire des maisons d'arrêt et de justice qui n'auraient pas enfermé des condamnés. »

soit trop forte n'a au fond guère d'importance dès l'instant où il s'agit de sauver l'âme ou de réconcilier l'individu ; mais si la peine est réaction et défense de la société, et si elle dépasse la mesure, elle devient alors abus de pouvoir. Il faut donc, et c'est le second principe, une graduation fine des contre-attaques en fonction des attaques envers la société. La punition a pour but de désarmer l'ennemi, ce qui peut prendre deux formes : le mettre hors d'état de nuire ou bien le réintroduire dans le pacte social. D'où le troisième principe de ce système de pénalité : le principe de la surveillance de l'individu tout au long de sa punition et de sa rééducation.^a Quatrième principe : si la peine doit être protection de la société, elle doit viser à empêcher que ne soient suscités de nouveaux ennemis ; il faut donc qu'elle soit exemplaire et détourne ceux qui pourraient se présenter comme ennemis. Elle doit donc se produire d'une manière publique et infaillible.^b

Or, ces principes généraux conduisent vers trois modèles de punition effective, dont aucun n'est la prison, et que l'on voit figurer dans tous les discours des juristes voulant réformer le système pénal.

1/ *Le modèle de l'infamie*, modèle idéal de punition³¹. Cette honte qui marque le coupable est d'abord une réaction de la société tout entière ; en outre, la société n'a pas besoin ici de déléguer à une instance quelconque son droit de juger ; elle juge immédiatement par sa propre réaction. C'est une justice qui n'a pas besoin de passer par le pouvoir judiciaire. Il y a là une utopie pénale où le jugement au sens juridique du terme serait entièrement résorbé dans le jugement au sens psychologique ; le jugement ne sera pas autre chose que la totalité des jugements individuels portés par les citoyens. La dissolution du pouvoir judiciaire dans le jugement collectif des individus : c'est là le jugement idéal, modèle qui sera réactivé dans le thème de la justice populaire³². C'est enfin une peine idéale dans la mesure où elle varie selon chaque société ; chacune établit l'intensité de l'infamie dont il faut affecter chaque crime. Ainsi, il n'est pas besoin de tribunal ni de code. On n'a pas à dire à l'avance que tel acte sera affecté de telle peine. L'infamie répond à chaque instant point par point, à chaque crime. Enfin, elle est

a. Manuscrit (fol. 10) : « Donc, soit principe de surveillance ; soit principe de rééducation. »

b. Manuscrit (fol. 10-11) :

« Elle doit donc être certaine, redoutable et publique [...]. Cette pénalité certaine, visible, désarmante plutôt que punissante, graduée, quantitativement et qualitativement liée aux nécessités de la protection sociale, vers quelles punitions réelles et concrètes s'oriente-t-elle ? »

révocable ; elle laisse place à la réconciliation, ne laissant qu'un souvenir et non des traces, comme les peines corporelles. C'est donc la seule punition où le système des peines rejoint exactement le principe pénal du criminel-ennemi social. C'est une punition transparente : seuls le regard et le murmure, le jugement instantané et, éventuellement, constant de chacun et de tous constituent cette espèce de tribunal permanent. [Brissot écrira :] « Le triomphe d'une bonne législation, est lorsque l'opinion publique est assez forte pour punir seule les délits qui blessent ou les mœurs publiques, ou l'esprit national, ou même ceux qui portent atteinte à la sûreté publique. [...] Heureux le peuple où le sentiment d'honneur peut être l'unique loi ! Il n'a presque pas besoin de législation : l'infamie, voilà son code pénal³³. »

2/ *Le modèle du talion*³⁴ : sa résurgence au XVIII^e siècle est dans la ligne de dérivation des principes. C'est en effet une peine qui est exactement corrélative en sa nature et en sa force de l'offense même ; par elle, la société arrive à retourner contre le criminel l'attaque portée contre elle. Ainsi est-on sûr que la peine est effectivement graduée en fonction de l'acte et qu'il n'y aura pas d'abus de pouvoir, puisque la société ne répond par rien d'autre que ce qui lui a été effectivement fait : c'est une pure et simple contre-attaque sociale. « Les attentats contre la personne », dit Beccaria, « doivent être incontestablement punis de peines corporelles³⁵. » « Les injures personnelles, contraires à l'honneur, [...] doivent être punies d'infamie³⁶. » « Un vol qui n'est pas accompagné de violence devrait être puni d'une sanction pécuniaire³⁷. » De même, Brissot explique comment chaque crime doit avoir sa peine spécifique^a ; et Le Peletier pose le principe du talion le 23 mai 1791 : « [L]es douleurs physiques puniront les attentats dont la férocité a été le principe ; un travail pénible sera imposé au coupable dont le crime a trouvé sa source dans la fainéantise ; l'infamie punira les actions qui n'ont été inspirées que par une âme abjecte et dégradée³⁹. » Or, au moment même où Le Peletier pose ainsi le principe du talion, les peines réelles qui seront adoptées ne sont plus fondées sur ce principe, mais homogénéisées autour de l'incarcération.

a. Le manuscrit (fol. 12) ajoute, en ce qui concerne la référence à Brissot :

« Délits publics :

crimes civils, politiques → peines civiles, pécuniaires, fiscales, travail

crimes religieux → peines religieuses

Délits particuliers

contre la vie → châtiments corporels

contre la propriété → châtiments pécuniaires et corporels

contre l'honneur → peines morales³⁸. »

3/ *Le modèle de l'esclavage*⁴⁰ : c'est-à-dire le travail forcé et public. Peine qui n'est pas aussi pure que l'infamie, aussi contrôlée que le talion, mais qui va permettre à la société de recevoir réparation ; [c'est] le pacte de reconstitution de l'individu comme appartenant à la société ; c'est la réédition forcée du contrat social entre le criminel et la société. Cette peine a l'avantage d'être graduée et de faire peur, plus qu'elle n'est redoutable. Lorsque l'on pense à l'esclavage, on se représente « en un point tous les moments malheureux de la vie d'un esclave⁴¹ » et, en les synthétisant ainsi dans son imagination, on peut se représenter « la somme de tous les moments malheureux⁴² » de la vie de l'esclave, tandis que celui-ci « est distrait de l'idée de son malheur futur par le sentiment de son malheur présent »^a.

Ainsi, à partir des principes théoriques, on voit se dessiner un certain nombre de modèles de punition, dont aucun n'est homogène à la prison. Or, la nécessité de la prison s'est imposée avec une telle force que ceux-là mêmes qui, dans leurs projets, prétendaient établir un tel système pénal ont proposé en fait un système d'emprisonnement⁴⁴. Que s'est-il donc passé pour que, au moment où la trame discursive conduisait tout naturellement à la définition de peines modelées sur l'infamie, le talion ou l'esclavage, le discours se trouve brutalement coupé et que vienne, latéralement, s'imposer un modèle tout à fait différent : celui de l'enfermement ? La prison, en effet, est un système qui n'est pas collectif comme l'infamie, gradué en sa nature même comme le talion, réformateur comme le travail forcé. C'est un système punitif abstrait, monotone, rigide^b qui est venu s'imposer non seulement dans les faits, dans le passage à la réalisation, mais à l'intérieur même du discours. Au moment où ceux qui faisaient des projets étaient obligés de formuler leur théorie pénale en projets effectifs de lois, déjà le tour était joué : aux modèles déductibles de la théorie pénale s'était substitué ce système monotone.

Or, dans un tel modèle, il n'y a qu'une seule variable susceptible d'introduire les modulations si importantes pour les théoriciens : le temps. La prison, c'est le système qui substitue, à toutes les variables

a. Foucault ajoute, dans son manuscrit aux feuillets 13, 14, 15, trois références à : Beccaria, Brissot et Brillat-Savarin⁴³.

b. Manuscrit (fol. 15-16) :

« Par rapport au caractère immédiat et collectif de l'infamie, au caractère gradué et nécessairement mesuré du talion, au caractère utilitaire et réformateur des T[ravaux] P[ublics] ou T[ravaux] F[orcés], la prison présente un caractère abstrait, général, monotone, rigide. "Perte de la liberté" (comme la perte du bien auquel tout le monde tient, et que tout le monde possède). »

prévues par les autres modèles, la variable du temps. On voit apparaître là une forme tout à fait différente de ce que laissait prévoir la nouvelle théorie pénale, et une forme qui n'est pas du tout d'ordre juridique ou punitif : la forme salariale. Tout comme le salaire rétribue le temps pendant lequel la force de travail a été achetée à quelqu'un, la peine répond à l'infraction, non pas en termes de réparation ou d'ajustement exact, mais en termes de quantité de temps de liberté.

Le système des punitions fait apparaître comme sanction du crime la *forme-prison* qui n'est pas dérivable de la théorie et est apparentée à la *forme-salaire* : tout comme on donne un salaire pour un temps de travail, on prend, inversement, un temps de liberté pour prix d'une infraction⁴⁵. Le temps étant le seul bien possédé, on l'achète pour le travail ou on le prend pour une infraction. Le salaire sert à rétribuer le temps de travail, le temps de liberté va servir à rétribuer de l'infraction.

On a là quelque chose qui met sur la piste d'un certain nombre de problèmes, mais non la solution du problème. Je ne veux pas dire que le salaire a imposé sa forme, a été le modèle socio-économique qui a été repris dans la pratique pénale. Rien dans l'histoire des institutions, dans les textes ne permet de dire que c'est ce modèle qui a été transféré à l'intérieur du système pénal. Je veux simplement dire que la forme-prison et la forme-salaire sont des formes historiquement jumelles, sans qu'on puisse dire encore quels sont exactement leurs rapports.

Mais ce rapprochement n'est pas une simple métaphore, comme l'indiquent certains points. D'abord, la mise en continuité, [dans les] systèmes pénaux du XIX^e siècle, de la peine de l'amende et de la peine de la prison, et leur chevauchement : quand on n'est pas capable de payer une amende, on va en prison. L'amende apparaît comme le substitut de la journée de travail, la prison représentant l'équivalent d'une certaine quantité d'argent. [Ensuite,] on voit apparaître toute une idéologie de la peine comme dette, qui réactive les vieilles notions du droit germanique que le christianisme et le droit classique avaient rayées. Or, rien dans la théorie n'est plus éloigné de ce principe de la peine comme dette ; tout indique, au contraire, qu'elle est une précaution et une défense sociales^a. Cette résurgence du paiement de la dette pour effacer le crime dérive en fait de cette interpénétration des formes salaire et prison. [Finalement,] il y a là une curieuse proximité et en même temps une opposition entre travail et prison^b : la prison est d'une

a. Le manuscrit (fol. 18) ajoute : « mais la "vérité" est précisément dans ces discours "idéologiques" ».

b. Le manuscrit (fol. 18) ajoute : « analogie et irréductibilité ».

certaine façon toute proche de quelque chose comme un salaire, mais c'est en même temps l'inverse d'un salaire. D'où le sentiment que la prison doit être comme un travail gratuit que le prisonnier donne à la place d'un salaire à la société, et qu'elle exclut donc le salaire effectif. D'où la tendance à organiser la prison comme usine et en même temps l'impossibilité idéologique et institutionnelle d'admettre que le prisonnier puisse recevoir un salaire pendant son temps de prison, puisque celui-ci est comme le salaire qu'il reverse à la société.

Ainsi, l'introduction à l'intérieur de la prison des principes généraux qui régissent l'économie et la politique du travail [à l'extérieur] est antinomique de tout ce qui a été jusque-là le fonctionnement du système pénal. Ce qu'on voit apparaître, à travers ces deux formes, c'est l'introduction du *temps* dans le système du pouvoir capitaliste et dans le système de la pénalité⁴⁶. Dans le système de la pénalité : pour la première fois dans l'histoire des systèmes pénaux, on ne punit plus par le corps, les biens, mais par le temps à vivre. Le temps qui reste à vivre, c'est cela que la société va s'approprier pour punir l'individu. Le temps s'échange contre le pouvoir. [Et] derrière la forme-salaire, la forme de pouvoir mise en œuvre par la société capitaliste a essentiellement pour objet de s'exercer sur le temps des hommes : l'organisation du temps ouvrier [dans] l'atelier, la distribution et le calcul de ce temps dans le salaire, le contrôle du loisir, de la vie ouvrière, l'épargne, les retraites, etc.⁴⁷. Cette manière dont le pouvoir a encadré le temps pour pouvoir le contrôler de bout en bout a rendu possible, historiquement et [en termes de] rapports de pouvoir, l'existence de la forme-salaire. Il a fallu cette prise de pouvoir globale sur le temps^a. Ainsi, ce qui nous permet d'analyser d'un seul tenant le régime punitif des délits et le régime disciplinaire du travail, c'est le rapport du temps de vie au pouvoir politique : cette répression du temps et par le temps, c'est cette espèce de continuité entre l'horloge de l'atelier, le chronomètre de la chaîne et le calendrier de la prison.^b

a. Le manuscrit (fol. 19) ajoute :

« depuis l'horloge d'atelier jusqu'à la caisse de retraite, le pouvoir capitaliste s'accroche au temps, s'empare du temps, le rend achetable et utilisable ».

b. Suivent, dans le manuscrit, quatre feuillets numérotés 20 à 23 (voir thèmes similaires dans la leçon du 31 janvier, ci-après) :

« *Objections* – Le "modèle" religieux qui lierait la prison au péché Distinguer :

(α) L'emprisonnement ecclésiastique. La prison comme peine canonique. Et qui en fait tend à disparaître. (Par exemple en France, loi de 1629.)

L'emprisonnement canonique a disparu quand l'emprisonnement pénal s'établit définitivement.

(β) L'organisation monastique. Elle a souvent été évoquée; [...] il s'agit là de la transposition, dans la vie monastique, de règles et de formes de vie d'un certain enfermement de travail qui, lui, est d'origine laïque. [fol. 20]

On pourrait dire au contraire que le système monastique a transféré dans ses pratiques punitives une forme exogène.

– La disposition cellulaire: qui a permis d'utiliser telle quelle l'architecture des prisons? C'est en fait beaucoup plutôt l'insertion du modèle protestant, quaker, disposé autour de l'examen de conscience, du retour sur soi, du dialogue avec Dieu.

La cellule de couvent transformée en cellule de prison n'a pas imposé à celle-ci sa forme de vie, son éthique, sa conception de la pénitence. La cellule de couvent devenue cellule de prison se définit au point de croisement d'une morale de la vie (d'inspiration essentiellement protestante) et d'un espace nouveau d'enfermement.

La cellule pénitentiaire c'est le lieu de la conscience calviniste, quaker, fixé, par la tactique de l'internement, dans une architecture gothique. [fol. 21]

C'est chez les Quakers qu'on trouve la théorie de la punition par l'enfermement contraint.

Histoire qui remonte à W[illiam] Penn: sa tentative pour édifier un code pénal sans peine de mort. Les Anglais l'en empêchent.

– À l'Indépendance, atténuation de la peine de mort; et organisation d'une pénalité où la mort est limitée (meurtre, incendie et trahison), où l'emprisonnement figure à côté des travaux publics, du fouet et de la mutilation.

– En [17]90, suppression des travaux publics à cause du scandale.

Mise en place d'un système où la punition c'est l'enfermement: perte de la liberté, rupture des contacts avec le mode extérieur; et isolement, au moins pendant une période, dans des cellules de huit pieds sur six, nourriture de maïs; pas de lecture.

Il s'agit, selon L[a] R[ochefoucauld]-Liancourt⁴⁸:

– "d'amener les prisonniers à l'oubli de toutes leurs anciennes habitudes";

– d'amener "un changement [...] de nourriture" qui, "renouvelant entièrement son sang, l'adoucissant, le rafraîchissant, amollit son âme et la dispose à la douceur qui amène le repentir". [fol. 22]

"Dans cet abandon[nement] [...] de tout être vivant, il est [plus] amené à descendre en lui-même, à réfléchir sur les fautes dont il sent amèrement la peine."

Et après ce retour sur soi, où il découvre la profondeur de sa chute, il peut recevoir les paroles d'exhortation.

"Les inspecteurs [...] causent avec [les détenus], cherchent à les connaître, les exhortent, les consolent, leur donnent courage, les réconcilient avec eux-mêmes. Ces conversations ne sont pas fréquentes, elles auraient alors moins d'effet; leurs visages sont toujours serains, jamais rians."

Respect, froideur, tristesse et calme.

S'il y a un modèle religieux de la prison, c'est bien dans la théologie ou la morale calviniste, et non pas dans l'institution monastique.

Insister là-dessus parce que ça permet de limiter assez strictement une analyse historique par le modèle, son transfert, ou sa réactivation.

Si ce modèle d'une origine si lointaine, si étrangère en son esprit à une grande partie de l'Europe a pu ainsi s'universaliser dans la société du XIX^e siècle, ce n'est point [par] sa force intrinsèque » (fol. 23).

*

NOTES

1. Le débat à l'Assemblée nationale constituante « sur l'ensemble du projet de Code pénal et particulièrement sur la question de savoir si la peine de mort sera ou non conservée » a eu lieu en mai et juin 1791. Cf. *Archives parlementaires de 1787 à 1860*, première série (1787 à 1799), éd. citée [*supra*, p. 58, note 1], t. XXVI (du 12 mai au 5 juin 1791), p. 618, col. 2. Louis-Michel Le Peletier de Saint-Fargeau (1760-1793) fut le rapporteur du projet de code pénal et présenta ce projet au nom des comités de Constitution et de législation criminelle le 30 mai 1791; cf. *ibid.*, p. 617. Le Peletier de Saint-Fargeau apparaît souvent dans ces leçons, ainsi que dans *Surveiller et Punir*, *op. cit.*; il fut élu aux États généraux par la noblesse de Paris, puis élu à la Convention, et élabora un plan d'éducation publique, voté par la Convention après son décès – assassiné la veille de l'exécution de Louis XVI, le 20 janvier 1793, par un royaliste qui lui reprochait d'avoir voté la mort du roi. Cf. J. Tulard, J.-F. Fayard, A. Fierro, *Histoire et Dictionnaire de la Révolution française*, *op. cit.*, p. 946-947. Les débats complets de 1791 à l'Assemblée nationale constituante sur la peine de mort, ainsi que le « Rapport sur le projet du Code pénal » présenté par Le Peletier de Saint-Fargeau, sont reproduits *in extenso* sur le site de l'Assemblée nationale <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/peinedemort/debat_1791.asp>.

2. Cette nouvelle notion du criminel-ennemi social s'oppose, comme le manuscrit (fol. 1) l'indique, d'une part « à la vieille conception du crime comme dommage » et à la « modalité du litige », et d'autre part « à la conception classique du crime comme atteinte à la souveraineté » et à la « modalité du crime d'État » (ci-après [p. 63], note a). Chez Pierre-François Muyart de Vouglans (1713-1791), avocat au Parlement de Paris puis du Grand Conseil, on retrouve cette notion du criminel-ennemi social; ainsi, dans sa *Réfutation des principes hasardés dans le Traité des délits et peines, traduit de l'italien* (Paris, Desaint, 1767, p. 7), Vouglans accuse Beccaria d'avoir écrit « un Plaidoyer fait en faveur de cette malheureuse Portion du genre humain, qui en est le fléau, qui le déshonore, & en est quelquefois même la destructrice ». La conception du crime comme dommage est, en outre, présente dans la définition même qu'en donne Vouglans dans ses *Institutes au droit criminel, ou Principes généraux en ces matières* (Paris, Le Breton, 1757, p. 2): « c'est un Acte défendu par la Loi, par lequel on cause du préjudice à un tiers par son dol ou par sa faute; *factum jure prohibitum, quo quis dolo vel culpâ facientis læditur* ». Voir également sa conception du crime comme étant une « attaque » directe de « la Souveraineté du Roi » ou une « attaque singulièrement la Chose publique » (*ibid.*, p. 449). Dans le Résumé du cours (*infra*, p. 256), Foucault se réfère aux *Institutes* de Vouglans comme à l'un des « grands monuments du droit criminel classique ». Vouglans sera fréquemment mentionné dans *Surveiller et Punir* (cf. p. 40, 51-52, 77, 306).

3. Cf. J.-J. Rousseau, *Du contrat social, ou Principes du droit politique*, livre II, chap. 5: « Du droit de vie et de mort », in *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, 1964, t. 3, p. 376-377: « [T]out malfaiteur attaquant le droit social devient par ses forfaits rebelle et traître à la patrie, il cesse d'en être membre en violant ses lois, et même il lui fait la guerre. Alors la conservation de l'État est incompatible avec la sienne, il faut qu'un des deux périsse, et quand on fait mourir le coupable, c'est moins comme Citoyen que comme ennemi. Les procédures, le jugement, sont les preuves et la déclaration qu'il a rompu le traité social,

et par conséquent qu'il n'est plus membre de l'État. Or comme il s'est reconnu tel, tout au moins par son séjour, il en doit être retranché par l'exil comme infracteur du pacte, ou par la mort comme ennemi public; car un tel ennemi n'est pas une personne morale, c'est un homme et c'est alors que le droit de la guerre est de tuer le vaincu.» Foucault reprend cette analyse de la théorie générale du contrat dans *Surveiller et Punir*, p. 92-93.

4. Cf. M. de Robespierre, « Discours à l'Assemblée nationale », 30 mai 1791, *Arch. parlem. 1787-1860*, première série, éd. citée, t. XXVI, p. 622, col. 1: « Un vainqueur qui fait mourir ses ennemis captifs est appelé barbare! (*Murmures.*) Un homme fait qui égorge un enfant qu'il peut désarmer et punir paraît un monstre! (*Murmures.*) Un accusé que la société condamne n'est tout au plus pour elle qu'un ennemi vaincu et impuissant, il est devant elle plus faible qu'un enfant devant un homme fait. »

5. Foucault se réfère à une série de cinq articles parus les 25, 27, 30 octobre et les 1^{er} et 3 novembre 1842 dans la *Gazette rhénane/Rheinische Zeitung*, dont Marx était l'un des rédacteurs. Ces textes analysent les débats à la IV^e Diète rhénane sur la « loi relative au vol de bois ». Foucault avait annoté les textes de Marx concernant cette loi; cf. K. Marx, *Œuvres complètes I: Œuvres philosophiques*, trad. Jacques Molitor, Paris, Alfred Costes, t. V, 1948 [1937]. La loi relative au vol de bois prévoyait de punir toute « appropriation de bois étranger », qu'il s'agisse du ramassage de ramilles ou de l'abattage et du vol de bois vert; cf. *ibid.*, p. 120. Ces articles dénoncent la loi comme étant au service de l'intérêt des propriétaires de forêts, et esquissent ainsi une définition « de l'idéologie juridique bourgeoise » (P. Lascaumes & H. Zander, *Marx: du « vol de bois » à la critique du droit*, Paris, PUF, 1984, p. 241). Le texte de Marx comporte également des appels à un « droit coutumier qui est celui de la pauvreté dans tous les pays », lesquels ont été largement commentés; Edward P. Thompson analysa aussi ces écrits de Marx dans sa théorisation des « nouvelles définitions de la propriété »; cf. E. P. Thompson, « Modes de domination et révolutions en Angleterre », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2 (2-3), 1976, spéc. p. 139. À ce sujet, cf. aussi *infra*, Situation du cours, p. 296-298.

6. Malgré un écart de seulement sept ans avec les textes de Marx sur le « vol de bois », il s'agit probablement de L.-A. Blanqui, « Impôt des boissons », in *La Critique sociale*, Paris, Félix Alcan, 1885, 2 vol., v. t. 2: « Fragments et notes », p. 188-224. Ce texte, écrit en décembre 1849, propose un commentaire acerbe et détaillé des discussions parlementaires relatives à l'instauration d'une telle taxe, « impôt progressif en sens inverse des fortunes » (p. 189). Blanqui y dénonce « l'égoïsme avide des gens de finance et [...] la servilité de tous les gouvernements envers cette caste, dont les intérêts, les exigences et la cupidité sont le seul régulateur, la boussole unique de tous les intérêts du pouvoir » (*ibid.*). Louis-Auguste Blanqui (1805-1881) fut un théoricien et homme politique français dont l'infatigable engagement en faveur d'une révolution par les armes lui valut de passer une grande partie de sa vie en prison. En décembre 1849, il est incarcéré pour avoir, le 15 mai 1848, organisé un coup de force populaire contre l'Assemblée en faveur de la Pologne; cf. M. Mourre, *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1978, 7 vol.: t. 1, p. 576-577.

7. F. Serpillon, *Code criminel, ou Commentaire sur l'ordonnance de 1670*, Lyon, Périsse, 1767, vol. 2, troisième partie, titre XXV: « Des sentences, jugements et arrêts », art. XIII, § 33, p. 1095. Ce passage sera repris dans le Résumé du cours,

infra, p. 255, ainsi que dans *Surveiller et Punir*, p. 120. Le *Traité des matières criminelles* de Serpillon, publié en 1767, représente l'un des derniers traités de droit pénal d'Ancien Régime. François Serpillon (1695-1772), juriste, fut Lieutenant-général d'Autun; cf. H. Richard, « Un criminaliste bourguignon: François Serpillon, 1695-1772 », in *Histoire et Criminalité de l'Antiquité au XX^e siècle: nouvelles approches. Actes du colloque de Dijon-Chenove, 3-5 octobre 1997*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1992, p. 439-448. Serpillon réapparaît dans *Surveiller et Punir* comme figure de la sévérité pénale: « des juristes comme Serpillon ou Blackstone insistent en plein XVIII^e siècle sur le fait que l'échec du bourreau ne doit pas signifier pour le condamné la vie sauve » (p. 56).

8. F. Serpillon, *Code criminel, op. cit.*, vol. 2, p. 1096. Serpillon, ici, paraphrase l'argumentation de Jean Bouhier (1673-1746), jurisconsulte, magistrat, et historien, qui se trouve dans [J. Bouhier,] *Œuvres de jurisprudence de M. Bouhier*, Dijon, Louis-Nicolas Frantin, 1788, t. 2, chap. LV, § LXIV: « Condamnation à une prison perpétuelle, si emporte la confiscation des biens » (p. 451). Serpillon écrit: « M. le Président Bouhier, chap. 65, n. 66, tome 2, p. 149, propose la question de savoir si la condamnation à une prison perpétuelle, emporte confiscation: il dit qu'elle peut paraître extraordinaire » (*Code criminel, loc. cit.*). Foucault précise cette référence à Bouhier dans le manuscrit; cf. aussi *Surveiller et Punir*: « Et cet enfermement extra-judiciaire se trouvait rejeté aussi bien par les juristes classiques que par les réformateurs. Prison, fait du prince, disait un traditionaliste comme Serpillon qui s'abritait derrière l'autorité du président Bouhier: "Quoique les princes pour des raisons d'État se portent quelquefois à infliger cette peine, la Justice ordinaire ne fait pas usage de ces sortes de condamnation" » (p. 121).

9. Cf. « Discussion du projet de loi tendant à introduire des réformes dans le Code pénal », *Arch. parlem. 1787-1860*, deuxième série, éd. citée (*supra*, p. 39, note 1), t. LXXI (du 21 octobre 1831 au 22 novembre 1831), p. 759 *sq.*; et « Suite de la discussion du projet de loi relatif à des réformes à introduire dans les lois pénales », *Arch. parlem. 1787-1860*, t. LXXII, deuxième série, éd. citée, p. 2 *sq.*

10. C. de Rémusat, « Discussion du projet de loi relatif à des réformes dans la législation pénale », Chambre des députés, 1^{er} décembre 1831, *Arch. parlem. 1787-1860*, deuxième série, éd. citée, t. LXXII, p. 185, col. 2. Charles de Rémusat (1797-1875), homme politique, écrivain et philosophe, était un proche d'Adolphe Thiers et fut élu, en octobre 1830, après la révolution de Juillet, à la Chambre des députés. La citation est reprise dans *Surveiller et Punir*, p. 117; cf. aussi *infra*, Résumé du cours, p. 256, où le passage est augmenté d'un discours de Pierre-François Van Meenen (1772-1858), avocat, philosophe et professeur à l'Université libre de Bruxelles, à l'ouverture en 1847 du Congrès international pénitentiaire de Bruxelles (cf. aussi *Surveiller et Punir*, p. 16).

11. C. de Rémusat, « Discussion... », *loc. cit.* note précédente.

12. Cf. *Surveiller et Punir*, p. 125-126.

13. Cf. J. Howard, *L'État des prisons, des hôpitaux et des maisons de force en Europe au XVIII^e siècle*, trad. Christian Cartier & Jacques-Guy Petit, Paris, Éditions de l'Atelier (traduction des éditions anglaises de 1777 et 1784), 1994. John Howard (1726-1790) mena des enquêtes sur les prisons d'Angleterre et du Continent (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Flandres, France, Hollande, Italie, Pologne, Portugal, Russie, Sibérie, Suède, et Suisse, entre autres) de 1773 à 1790, et publia des textes sur les prisons de 1777 à 1784. Foucault se réfère ici à Julius,

Leçons sur les prisons, trad. citée, p. 299-301, traitant des événements de 1779 en Angleterre et « des obstacles qui s'opposaient à [la] déportation en Amérique » (*ibid.*, p. 300), ainsi qu'aux travaux de Howard et à la rédaction par Sir William Blackstone (1723-1780) et John Howard de lois relatives aux établissements pénitentiaires; sur les descriptions des lieux d'enfermement, cf. *Surveiller et Punir*, spéc. p. 197-206. Pour une recherche plus récente, cf. J.-G. Petit, « Obscurité des Lumières: les prisons d'Europe, d'après John Howard, autour de 1780 », *Criminologie*, vol. 28 (1), 1995, p. 5-22.

14. Foucault cite ici un passage du préambule d'une loi promulguée en 1779 et rédigée par Blackstone avec l'aide de Howard. Cf. Great Britain, *The Statutes at large, from the Sixteenth Year of the Reign of King George the Third to the Twentieth Year of the Reign of King George the Third, inclusive*, Londres, Charles Eyre & William Strahan, 1780 [19 Geo. III, c. 74], vol. 13, section V, p. 487: « And whereas, if many Offenders, convicted of Crimes for which Transportation hath been usually inflicted, were ordered to solitary Imprisonment, accompanied by well-regulated Labour, and religious Instruction, it might be the Means, under Providence, not only of deterring others from the Commission of the like Crimes, but also of reforming the Individuals, and inuring them to Habits of Industry. » Passage cité par Julius dans les *Leçons sur les prisons* (p. 300-301): « Beaucoup d'entre les individus convaincus de crimes qui étaient communément punis par la déportation, pourraient, avec l'aide de Dieu, si on les assujettissait à une détention isolée, à un travail régulier et à l'influence de l'instruction religieuse, non seulement inspirer de l'effroi à ceux qui seraient tentés de les imiter, mais encore se corriger eux-mêmes et contracter l'habitude du travail. » Cf. aussi *Surveiller et Punir* (p. 125-126), sur la « triple fonction » de l'emprisonnement – « exemple redoutable », « instrument de conversion » et « condition pour un apprentissage » – et sur la naissance du pénitencier en Angleterre. Foucault mentionnera encore le *Commentaire sur le Code criminel d'Angleterre* (trad. abbé Goyer, Paris, Knapen, 1776 / *Commentaries on the Laws of England*, Oxford, Clarendon Press, 1758) par William Blackstone sur le thème du criminel comme ennemi de la société. Blackstone figure, à côté des grands réformateurs, comme un héraut du nouveau principe selon lequel le crime constitue une offense à la souveraineté du Roi; cf. *infra*, Résumé du cours, p. 260.

15. Cf. *Surveiller et Punir*, p. 20.

16. J. Bentham, *The Panopticon Writings*, éd. par Miran Božovič, Londres, Verso, 1995 (rééd. de *Panopticon, or the Inspection-House*, in *The Works of Jeremy Bentham*, éd. par John Bowring, Édimbourg, William Tait, 1791, vol. IV, p. 37-173 / Bentham, *Le Panoptique*, trad. Maud Sissung, précédé de « L'œil du pouvoir. Entretien avec Michel Foucault », Paris, Pierre Belfond, 1977; traduction des 21 lettres composant la première partie de l'œuvre). Jeremy Bentham (1748-1832) voyagea en Russie en 1786-1787 pour se rendre auprès de son frère, Samuel Bentham, qui était chargé de la supervision des ports, usines, et ateliers du Prince Potemkine; cf. A. Stanziani, « The Traveling Panopticon: Labor Institutions and Labor Practices in Russia and Britain in the Eighteenth and Nineteenth Centuries », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 51 (4), Oct. 2009, p. 715-741. Jeremy Bentham esquissa ses réflexions sur le principe panoptique appliqué dans le cadre pénitentiaire, englobant les usines, asiles, hôpitaux, maisons de force et écoles, dans une série de lettres envoyées de Russie en 1787 et publiées par ordre de l'Assemblée

nationale en français en 1791. La notion de panoptisme social, surveillance généralisée de la société tout entière, marquera la pensée de Foucault au long des années 1973-1976, et cette leçon permet d'en suivre l'émergence. À l'origine de cet intérêt pour le *Panopticon*, on trouve l'hôpital et la prison; cf. *supra*, p. 40, note 3. La centralité du panoptisme social sera développée dans le cours de l'année suivante, *Le Pouvoir psychiatrique* (*op. cit.*), où Foucault déclare assez tôt que le *Panopticon* de Bentham, comme symbole, représente « le point d'aboutissement », « le moment où ce pouvoir disciplinaire devient une forme sociale absolument généralisée [...] qui donne exactement la formule politique et technique la plus générale du pouvoir disciplinaire » (p. 43; voir aussi p. 75-81). Sur ce thème, cf. encore: « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.* (DE, II), p. 606 / p. 1474: « Le panoptisme est l'un des traits caractéristiques de notre société [...]. Nous vivons aujourd'hui dans une société programmée au fond par Bentham, société panoptique, société où règne le panoptisme »; « À propos de l'enfermement pénitentiaire », *loc. cit.* (DE, II), p. 437 / p. 1305: « Ce qui me paraît plus fondamental encore [pour expliquer les changements profonds dans la pratique réelle de la pénalité], c'est la mise en surveillance de la population plébéienne, populaire, ouvrière, paysanne. La mise en surveillance générale, continue, par les nouvelles formes de pouvoir politique. Le vrai problème, c'est la police. Je dirai, si vous voulez, que ce qui a été inventé à la fin du XVIII^e siècle, au début du XIX^e, c'est le panoptisme »; cf. aussi *Surveiller et Punir*, p. 201-206.

17. A. Duport, « Discours à l'Assemblée nationale constituante », 31 mai 1791, *Arch. parlem. 1787-1860*, première série, éd. citée, t. XXVI, p. 646-650. Adrien Duport (1759-1798), avocat élu par la noblesse de Paris aux États généraux, fonda, avec Barnave et Alexandre de Lameth, le Club des Feuillants et eut une grande influence sur l'établissement du nouveau système judiciaire pendant la Révolution; cf. J. Tulard, J.-F. Fayard, A. Fierro, *Histoire et Dictionnaire de la Révolution française*, p. 782-783.

18. A. Duport, in *Arch. parlem. 1787-1860*, t. XXVI, p. 648, col. 1; repris in *Surveiller et Punir*, p. 234 (« universel et constant »). Foucault ajoute dans le manuscrit (fol. 4-5): « Chabroud critique d'ailleurs cette uniformisation de la peine: "[...] si j'ai trahi mon pays, on m'enferme; si j'ai tué mon père, on m'enferme; tous les délits imaginables sont punis de la manière la plus uniforme [...]. Il me semble, à moi, voir un médecin qui, pour tous les maux, a le même remède." » Cet extrait du discours de Chabroud du 30 mai 1791, paru in *Arch. parlem. 1787-1860*, t. XXVI, p. 618, col. 1, sera repris dans *Surveiller et Punir*, p. 119. Charles Chabroud (1750-1816) était député du Dauphiné à l'Assemblée nationale.

19. Cf. L.-M. Le Peletier de Saint-Fargeau, discours à l'Assemblée nationale « sur l'ensemble du projet de Code pénal », *Arch. parlem. 1787-1860*, t. XXVI, première série, éd. citée, p. 618, col. 2.

20. Foucault indique, dans le manuscrit (fol. 5), cette référence: « Villermé (les prisons telles qu'elles sont) ». Cf. L.-R. Villermé, *Des prisons telles qu'elles sont et telles qu'elles devraient être*, Paris, Méquignon-Marvis, 1820, p. 137: « Au 1^{er} juillet 1818, [...] 44.484 [prisonniers]. Ce qui donne, en supposant la population du royaume de 29.448.408 individus, un prisonnier pour 662 »; dont 9925 « dans les bagnes ».

21. Foucault indique, dans le manuscrit (fol. 5), cette référence: « Julius. 1822 ». Cf. N. H. Julius, *Leçons sur les prisons*, p. 27: « le nombre des individus détenus dans

les prisons françaises pendant l'année 1822 [...] se montait à 41.307, c'est-à-dire *un détenu sur sept cent soixante-dix-huit habitants* » (souligné dans le texte).

22. Cf. M.-D. Barré, « 130 années de statistique pénitentiaire en France », *Déviance et Société*, vol. 10(2), 1986, p. 107-128, spéc. p. 115 (en 1973, la population carcérale métropolitaine s'élevait à 30 306 personnes, hommes et femmes).

23. Ici et en maints endroits, le manuscrit utilise et met entre guillemets les termes « apparition » ou « apparaît » tandis que le tapuscrit utilise le mot « émergence »; cf. *supra*, p. 63, note a, et p. 64. Il semblerait que Foucault ait mis à distance cette notion d'« apparition » quand il a donné ses leçons. Il n'apparaît pas qu'il revienne sur cette expression : « « apparition » du criminel-ennemi », et il n'utilisera pas le terme « apparaître » dans *Surveiller et Punir*.

24. Cf. *Surveiller et Punir*, p. 251-255.

25. La « science des prisons » date de la fin du XIX^e siècle. Elle est très liée à Charles Lucas (1803-1889), l'un des fondateurs de la Société générale des prisons établie en 1877, deux ans après la loi sur l'emprisonnement cellulaire (1875) dont elle est chargée de veiller à l'application. La Société, composée principalement de juristes, se donne pour mission, entre autres, de promouvoir la science pénitentiaire à travers l'Europe, à l'aide notamment d'une revue qu'elle publie à partir de 1877. Charles Lucas, avocat libéral de la Restauration et éventuellement inspecteur-général des prisons, s'exprime très tôt en faveur de l'amélioration des conditions d'emprisonnement et de l'abolition de la peine de mort; cf. : C. Lucas, *Du système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*, 2 vol., t. 1 : Paris, Bossange, 1828, t. 2 : Paris, Dehay, 1830; Id., *Conclusion générale de l'ouvrage sur le système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*, Paris, Béchét, 1834; Id., *De la réforme des prisons, ou De la théorie de l'emprisonnement, de ses principes, de ses moyens et de ses conditions pratiques*, Paris, Legrand et Bergounioux, 1836-1838, 3 vol. (cité dans le Résumé du cours, *infra*, p. 258, note 7). Lucas, dans ses écrits et sa pratique, préconisera une science rationaliste des prisons. Foucault le situera au côté de Julius en tant que partisan du « vieux projet » de « fonder une « science des prisons » capable de donner les principes architecturaux, administratifs, pédagogiques d'une institution qui « corrige » » (*ibid.*, p. 258). Lucas jouera un rôle central dans *Surveiller et Punir*, en particulier dans la quatrième partie : « Prison », p. 239-256.

26. Élie Louis Decazes, comte puis duc Decazes (1780-1860), était ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur sous Louis XVIII en 1819 et rédigea un important *Rapport au Roi sur les prisons et pièces à l'appui du rapport*, [s.l.s.n.], 21 décembre 1819; cf. R. Langeron, *Decazes, ministre du Roi*, Paris, Hachette, 1960. Dans ce rapport, Decazes profère une assertion similaire à celle que nous venons de lire : « elle [la loi] doit donc le suivre dans la prison où elle l'a conduit » (Decazes, « Rapport au Roi », *Le Moniteur universel*, n° 100, Paris, M^{me} V^{re} Agasse, samedi 10 avril, 1819, p. 424). Il est intéressant de noter ici le propos de Vidocq (cf. *Surveiller et Punir*, p. 288-289) dans *Supplément aux Mémoires de Vidocq*, 2^e éd., Paris, Les Marchands de nouveautés, 1831, t. 2, p. 10 : « la loi ne pénètre pas dans les prisons ». Decazes est mentionné à plusieurs reprises dans *Surveiller et Punir* du fait de son enquête menée en 1819 sur les différents lieux de sûreté (cf. p. 118 et 236); sur son *Rapport*, cf. *ibid.*, p. 251 : « la peine ne doit être rien de plus que la privation de liberté; comme nos actuels gouvernants, Decazes le disait, mais avec l'éclat de son langage : « La loi doit suivre

le coupable dans la prison où elle l'a conduit. » » Thème repris par le GIP, ce qui met en lumière l'articulation à la fois du GIP et des recherches généalogiques de Foucault dans *Surveiller et Punir*.

27. G.-F. Le Trosne, *Vues sur la justice criminelle*, *op. cit.*, p. 41 n.a. Foucault comparera ce texte avec celui de 1764 sur le vagabondage, dans *Surveiller et Punir*, p. 91 : « Il faut concevoir un système pénal comme un appareil pour gérer différenciellement les illégalismes, et non point pour les supprimer tous. »

28. Cf. : C. Beccaria, *Des délits et des peines*, trad. citée (1991); J. P. Brissot de Warville, *Théorie des lois criminelles*, Berlin, [s.n.], 1781, 2 vol.; L.-M. Le Peletier de Saint-Fargeau, « Rapport sur le projet du Code pénal » à l'Assemblée nationale, 23 mai 1791, *Arch. parlem. 1787-1860*, première série, éd. citée, t. XXVI, p. 319-345.

29. J. P. Brissot de Warville, *Théorie des lois criminelles*, *op. cit.*, t. 1, p. 101 (souligné dans le texte original). Jacques Pierre Brissot de Warville (1754-1793), polygraphe, fut emprisonné un temps à la Bastille, puis conventionnel, membre et chef de file des girondins, et mourut sur la guillotine le 31 octobre 1793. Sa *Théorie des lois criminelles* est une de ses premières publications, un ouvrage qu'on pourrait dire de jeunesse et dans la tradition des *philosophes*, écrit à une époque où il avait été clerc d'un procureur et se préparait à une carrière en droit. Brissot adressa son ouvrage à Voltaire : « C'est à toi, sublime Voltaire, toi qui soufflant sur ton siècle le feu de ton génie, l'as créé, l'as vivifié; c'est à toi que l'univers doit le jour pur qui l'éclaire » (*ibid.*, p. 8). Foucault situe Brissot aux côtés de Beccaria parmi les grands réformateurs et le cite fréquemment dans *Surveiller et Punir* (p. 98, 108-110, 114, 121), à titre illustratif de l'envisagement de la réforme pénale au XVIII^e siècle.

30. Rapprocher ce passage de la deuxième dissertation de *La Généalogie de la morale*, § 10, où Nietzsche écrit : « Si la puissance et la conscience individuelle s'accroissent dans une communauté, le droit pénal toujours s'adoucit [...]. Il n'est pas impossible de concevoir une société ayant conscience de sa puissance au point de se payer le luxe suprême de laisser *impuni* celui qui l'a lésée. « Que m'importent en somme mes parasites ? pourrait-elle dire alors. Qu'ils vivent et qu'ils prospèrent; je suis assez forte pour ne pas m'inquiéter d'eux ! » » (Trad. Henri Albert, in *Œuvres complètes de Frédéric Nietzsche*, 3^e éd., Paris, Société du Mercure de France, 1900, vol. 11, p. 114-115.)

31. Foucault se réfère ici principalement à Brissot, qui élabore à plusieurs occasions les avantages des effets de l'opinion publique comme technique punitive (*Théorie des lois criminelles*, t. 1, p. 187-190, 223, 242, 340); cf. *infra*, Résumé du cours, p. 259. Beccaria se pencha aussi sur la question de l'infamie et lui consacra tout un chapitre : « De l'infamie » (*Traité des délits et des peines*, trad. 1766, chap. XVIII, p. 121-125 / *Des délits et des peines*, trad. 1991, chap. XXII, p. 114-116).

32. Cette référence à la justice populaire renvoie à un plus large débat dans le contexte des événements de 1970-1972 où Foucault s'était opposé aux tribunaux populaires; cf. : M. Foucault, « Sur la justice populaire. Débat avec les maos » (entretien avec [Benny Lévy] et [André Glucksmann], 5 février 1972, *Les Temps modernes*, n° 310 bis, juin 1972, p. 355-366), *DE*, II, n° 108, éd. 1994, p. 340-369 / « Quarto », vol. I, p. 1208-1237; Id., « Les intellectuels et le pouvoir » (entretien avec Gilles Deleuze, 4 mars 1972, *L'Arc*, n° 49 : *Gilles Deleuze*, 2^e trimestre 1972, p. 3-10), *DE*, II, n° 106, éd. 1994, p. 306-315 / « Quarto », vol. I, p. 1174-1183.

En décembre 1970, Jean-Paul Sartre avait présidé, dans le rôle de procureur, à un tribunal populaire sur la responsabilité de l'État dans la mort de plusieurs mineurs aux Houillères de Fouquières-lez-Lens, à la suite de quoi Daniel Defert proposa à Foucault d'animer une commission d'enquête sur les prisons. Foucault s'opposa au modèle populaire, et lança plutôt le Groupe d'information sur les prisons/GIP, mouvement social ayant pour objet de donner la parole aux détenus, de rendre vrais le discours et l'expérience de l'incarcéré, de créer un champ dans lequel une certaine vérité de la prison pourrait émerger. Foucault se détournait donc du modèle et de la personnalisation de la justice populaire, en expliquant ainsi son choix : « Au G.I.P., cela signifie : aucune organisation, aucun chef, on fait vraiment tout pour qu'il reste un mouvement anonyme qui n'existe que par les trois lettres de son nom. Tout le monde peut parler. Quel que soit celui qui parle, il ne parle pas parce qu'il a un titre ou un nom, mais parce qu'il a quelque chose à dire. L'unique mot d'ordre du G.I.P., c'est : "La parole aux détenus !" » (« Le grand enfermement », *loc. cit.* [*supra*, p. 18, note 6], p. 304 / p. 1172). Pour une analyse approfondie de ces événements, cf. F. Brion & B. E. Harcourt, Situation du cours, in M. Foucault, *Mal faire, dire vrai*, *op. cit.*, p. 267-271.

33. J.P. Brissot de Warville, *Théorie des lois criminelles*, t. 1, p. 187-188.

34. Foucault se réfère ici principalement au *Traité des délits et des peines* de Beccaria, et au discours de Le Peletier de Saint-Fargeau, « Rapport sur le projet du Code pénal », *loc. cit.* ; cf. *infra*, Résumé du cours, p. 261.

35. C. Beccaria, *Traité des délits et des peines*, trad. 1766, chap. XXVII, p. 159 / *Des délits et des peines*, trad. 1991, chap. XX, p. 110

36. *Ibid.*, trad. 1766, chap. XVIII, p. 121-125 / *ibid.*, trad. 1991, chap. XXIII, p. 114.

37. *Ibid.*, trad. 1766, chap. XXX, p. 174 / *ibid.*, trad. 1991, chap. XXII, p. 113.

38. Ce tableau se trouve dans J.P. Brissot de Warville, *Théorie des lois criminelles*, t. 1, p. 127 : « Double échelle correspondante des délits et des peines, contre l'intérêt général ».

39. L.-M. Le Peletier de Saint-Fargeau, « Rapport sur le projet du Code pénal », *loc. cit.*, p. 322, col. 1.

40. Foucault se réfère ici principalement aux ouvrages de Beccaria, *Traité des délits et des peines*, trad. 1766, chap. XXX, p. 175 / *Des délits et des peines*, trad. 1991, chap. XXII, p. 113, et de Brissot, *Théorie des lois criminelles*, t. 1, p. 147.

41. C. Beccaria, *Traité des délits et des peines*, trad. 1766, chap. XVI, p. 105-106 / *Des délits et des peines*, trad. 1991, chap. XXVIII, p. 130.

42. *Ibid.*, trad. 1766, chap. XVI, p. 106 / *ibid.*, trad. 1991, chap. XXVIII, p. 130.

43. Foucault cite les extraits suivants :

(α) - [fol. 13] « Beccaria : à propos d'un cas particulier (les pauvres qui volent et qui ne peuvent pas payer) pose le principe général que "le châtiment le plus opportun sera donc la seule sorte d'esclavage qu'on puisse appeler juste, l'asservissement temporaire du travail et de la personne du coupable à la société, afin de la dédommager, par cette dépendance personnelle et complète, du pouvoir injuste et despotique qu'il a usurpé sur le pacte social".

On peut la graduer.

Elle est absolue, terrible (nul homme au monde ne peut choisir délibérément de perdre totalement et définitivement sa propre liberté).

Son exemple : par le jeu de la durée perçue par les autres, sentie par soi. » (*Traité des délits et des peines*, trad. 1766, chap. XXX, p. 175 / *Des délits et des peines*, trad. 1991, chap. XXII, p. 113-114.)

(β) - [fol. 14] « Brissot : "Mais que substituer à la peine de mort [...] ? L'esclavage qui met le coupable hors d'état de nuire à la société, le travail qui le lui rend utile, la douleur longue et permanente qui effraie ceux qui seraient tentés de l'imiter. On demande des supplices utiles ! La France, l'Angleterre n'ont-elles pas leurs colonies ? La Suède, la Pologne, leurs mines de Coperberg et de Wieliska ; la Russie, ses déserts de Sibérie ; l'Espagne les mines du Potosi et de la Californie, l'Italie ses marais, ses galères, tous les pays des déserts à peupler, des landes à défricher, des manufactures à perfectionner, des édifices, des chemins publics à construire ? Remplacez ces malheureux nègres qui ne sont coupables que d'avoir la tête lanugineuse [...] par les coupables que vous aurez jugés dignes d'être privés d'une liberté funeste au genre humain." »

(J.P. Brissot de Warville, *Théorie des lois criminelles*, t. 1, p. 147-148.)

« Pour les assassins, esclavage perpétuel : "il n'aura pas même l'affreuse consolation de reposer sa tête sur l'échafaud". » (*Ibid.*, p. 149.)

« Faire faire des visites aux jeunes et aux adultes [aux mines et aux travaux] : "Ces pèlerinages patriotiques seraient bien plus utiles que ceux que font les Turcs à la Mecque." » (*Ibid.*, p. 150.)

« Pas de talion : "rendez-le utile à cette patrie dont il a violé les lois". » (*Ibid.*, p. 154.)

(γ) - [fol. 15] « Brillat-Savarin (2 juin 91 - Discussion du projet de code pénal) : "tandis que les ports vous présentent des travaux qui demandent un grand nombre de bras, tandis qu'il vous reste des landes immenses à défricher, tandis que vous avez des canaux à ouvrir et des marais à dessécher". »

(J.A. Brillat-Savarin, « Suite de la discussion sur le Code pénal et adoption du principe de la peine des travaux forcés », 2 juin 1791, *Arch. parlem. 1787-1860*, première série, éd. citée, t. XXVI, p. 712, col. 1.)

44. Foucault indique, dans le manuscrit (fol. 15), cette référence : « Cf. texte de Chabroud [cité *supra*, note 18] comme critique du projet de Le Peletier. » Cf. *Arch. parlem.*, première série, éd. citée, t. XXVI, p. 618, col. 1.

45. Cf. *Surveiller et Punir*, p. 234-235.

46. Le rôle central, dans l'analyse du pouvoir disciplinaire, du contrôle du temps, de la vie et du corps de l'individu, sera repris dans « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 616-617 / p. 1484-1485 ; dans *Le Pouvoir psychiatrique*, p. 48-49 ; puis dans *Surveiller et Punir*, troisième partie, chapitre premier : « Les corps dociles », p. 137-171. La conception du temps sera jointe, dans *Surveiller et Punir*, aux réflexions relatives à la « durée » des peines, et Foucault notera, dans ce contexte, que ceux qui s'étaient opposés à la peine de mort - châtiment de courte durée - préoyaient bien souvent des peines définitives ; cf. *ibid.*, p. 110 n. 1, renvoyant à : « J.P. Brissot, *Théorie des lois criminelles*, 1781, p. 29-30 ; C.E. Dufriche de Valazé, *Des lois pénales*, 1784, p. 344 » (Foucault note : « prison perpétuelle pour ceux qui ont été jugés "irréremédiablement méchants" »).

47. La discipline de l'atelier et l'analogie atelier-prison sera un thème important non seulement dans ce cours-ci, cf. *infra*, leçon du 21 mars, mais aussi dans celui de l'année suivante; cf. *Le Pouvoir psychiatrique*, leçon du 21 novembre 1973, p. 53-54, et leçon du 28 novembre, p. 72-75 (sur la discipline d'atelier et le règlement des Gobelins), 95.

48. Cf. *infra*, leçon du 31 janvier, p. 91 et p. 101, notes 18-21.

LEÇON DU 31 JANVIER 1973

La forme-prison et la forme-salaire (suite). La prise de pouvoir sur le temps : condition de possibilité du système capitaliste et de l'emprisonnement. – De l'archéologie à la généalogie. – Objections du modèle religieux et réponses. (A) La cellule monastique : exclure le monde, et non pas punir. (B) Les Quakers : rejet du code pénal anglais et de la peine de mort. – Opposition à Beccaria concernant l'infraction et la faute ; la conception du péché. (C) Organisation de la prison de Philadelphie et de Walnut Street : première mention du « pénitentier ». (D) Conséquences : 1/ la greffe de la morale chrétienne sur la justice criminelle ; 2/ la connaissance du prisonnier : un savoir devient possible ; 3/ la religion investit la prison. Rechristianisation progressive du crime.

À partir du recentrement de la théorie et de la pratique pénales autour du principe du criminel-ennemi social, un certain nombre de modèles punitifs est dérivable^a. Or ces modèles, parfaitement dérivables de la théorie et de la pratique, ne sont précisément pas ceux qui sont mis en œuvre au moment où l'on passe du projet à la législation, de l'énoncé des principes à la mise en place effective. Il y a un moment où, dans le discours et dans la pratique, quelque chose d'autre est substitué à ce qui était dérivable, comme on le voit chez Le Peletier de Saint-Fargeau^b. Ce quelque chose d'autre, c'est la forme-prison.

J'avais essayé de montrer que la forme-prison pouvait être rapprochée de la forme-salaire, comme l'introduction d'une certaine quantité de temps dans un système d'équivalences : salaire contre tant de temps

a. Le manuscrit (fol. 1) dresse la liste déjà mentionnée dans la leçon précédente : « infamie ; talion ; esclavage ».

b. Le manuscrit (fol. 1-2) précise :

« Exemple : Le Peletier [de] Saint-Fargeau, en 1791, pose le principe de punitions centrées autour du talion (avec interventions latérales des autres modèles). En fait, il propose un enfermement.

Autre exemple : Howard, Blackstone, Fothergill vers 1779 – et ce que c'est devenu de fait en Angleterre.

La dérivabilité n'est pas effectuée. Intervention latérale. Quelque chose d'autre qui se substitue¹. »

de travail, prison contre telle faute. J'avais souligné cette parenté, mais sans dire que c'était le modèle du salaire qui avait été transféré dans la pénalité. J'avais seulement dit que la même forme se retrouve dans le salaire et dans la prison : d'une part, le temps de la vie devient une matière échangeable ; d'autre part, c'est la mesure du temps qui permet la quantification de l'échange, par la relation établie soit entre une quantité de travail et une quantité de monnaie, soit entre une quantité de temps et la gravité de la faute. Cette forme renvoie à ce phénomène essentiel qu'est l'introduction de la quantité de temps comme mesure, et pas seulement comme mesure économique dans le système capitaliste, mais aussi comme mesure morale. Derrière cette introduction, pour que la quantité de temps puisse devenir matière et mesure d'échange, il faut une prise de pouvoir sur le temps, [non pas comme une] abstraction idéologique, mais comme une extraction réelle du temps à partir de la vie des hommes : condition réelle de possibilité du fonctionnement du système du salaire et du système de l'emprisonnement.

Il y a là un processus réel dont on doit pouvoir faire l'analyse à partir des rapports de pouvoir qui assurent cette extraction réelle du temps. C'est à ce niveau de pouvoir que prison et salaire communiquent. Ce n'est pas parce que le salaire aurait servi de modèle représentatif à la prison, mais parce que prison et salaire se rattachent, chacun à son niveau et à sa manière, à cet appareil de pouvoir qui assure l'extraction réelle du temps et qui introduit ce dernier dans un système d'échanges et de mesures. Le problème est précisément de retrouver cet appareil de pouvoir et de voir comment cette forme-prison a pu effectivement s'inscrire et devenir un instrument dans ces rapports de pouvoir. Jusqu'à présent, on étudiait les trames de dérivations possibles : par exemple, comment, à l'intérieur du système pénal théorique et pratique, s'embranchent les unes sur les autres soit les idées, soit les institutions. Maintenant, il s'agit de retrouver quels sont les rapports de pouvoir qui ont rendu possible l'émergence historique de quelque chose comme la prison. Après une analyse de type archéologique, il s'agit de faire une analyse de type dynastique, généalogique, portant sur les filiations à partir des rapports de pouvoir².

*
* *

La prison est donc introduite de biais dans la trame dérivative des théories et des pratiques, et comme à l'improviste, de force. D'où vient donc cette forme ? Car, quand bien même elle viendrait traverser de

biais la trame de dérivation du système pénal, elle ne se [constitue] pas au moment même de cette interférence.

Je voudrais commencer cette analyse à partir d'une objection^a : n'est-il pas périlleux de dire que la prison surgit brusquement à l'intérieur du système pénal vers la fin du XVIII^e siècle, alors que l'on vit dans une société qui connaît la clôture monastique, une forme-couvent présente depuis des siècles ? Ne serait-il pas plus raisonnable de chercher si ce n'est pas à partir d'une certaine forme de communauté conventuelle que l'on peut retracer la généalogie de la forme-prison ? Ainsi, en France, c'est dans les couvents que se sont logées les prisons : l'enfermement cellulaire des prisons a trouvé dans l'espace conventuel son point de fixation.

Mais cette filiation se heurte à une objection d'ordre général : il ne faut pas oublier quelle a été la fonction de la clôture monastique. En effet, de quel côté est la perméabilité ? Il ne s'agit pas ici d'empêcher quelqu'un d'accéder au monde extérieur, de sortir, mais de protéger les lieux, les corps, les âmes du monde extérieur : la clôture ferme l'intérieur visa-vis de tous les assauts possibles de l'extérieur ; elle fait partie de ces lieux sacrés où l'on ne peut pas entrer n'importe comment. La clôture n'enferme donc pas la liberté de quelqu'un à l'intérieur d'un lieu dont il ne pourrait pas sortir et par rapport auquel l'extérieur serait inaccessible ; elle définit un lieu intérieur protégé, qui doit devenir inaccessible à l'extérieur. C'est le monde qui est maintenu à l'extérieur et non pas l'individu à l'intérieur. C'est le monde qui est enfermé à l'extérieur. Il y a donc une hétérogénéité essentielle entre l'enfermement punitif et la clôture monastique³. Certes, la retraite se trouve liée au péché ; mais même quand elle est motivée par le péché, elle n'est pas en elle-même une punition. Elle apparaît comme la *condition* de la pénitence, du remords, comme le lieu favorable par sa solitude sacralisée, qui permet aux châtiments (jeûne, flagellation, etc.) de devenir actes de pénitence et à l'individu de se réconcilier avec Dieu. Ce que la retraite assure, ce n'est pas la pénitence en elle-même, mais le fait que les châtiments que l'on s'imposera auront effectivement valeur de pénitence pour le rachat de l'âme et la réconciliation de l'homme, de sorte que le signe du vrai repentir réside dans l'amour même de la retraite.

Et, si l'on retrouve, à partir d'un certain moment, une certaine récurrence du thème de la retraite chrétienne à propos des prisons, c'est tardivement, au XIX^e siècle, lors de la réapparition du thème chrétien

a. Manuscrit (fol. 3) : « Le problème s'élucidera en étudiant deux objections : l'enfermement religieux et l'enfermement politique. »

soutenu et codé par le thème médical de l'isolement thérapeutique et [le thème] sociologique de la rupture avec le milieu délinquant⁴. Mais ce n'est là qu'un rattrapage second qui vient se brancher sur un codage médical et sociologique de la prison, car ce n'est pas originairement que la prison apparaît dans le droit fil de l'institution monastique, comme son épanouissement final⁴. Certes, l'Église a pratiqué dans une certaine mesure un enfermement punitif – mais, précisément, dans quelle mesure? Dans trois cas bien particuliers, en fait. Premièrement, elle a pratiqué, comme tout le système pénal de l'époque, l'enfermement non punitif, c'est-à-dire en tant que gage, par exemple avant de traduire quelqu'un en jugement, pendant l'enfermement inquisitorial, ou avant de le livrer à la justice temporelle⁵. Deuxième cas, on trouve bien un enfermement punitif, mais lorsqu'il s'agit de soustraire les clercs à la justice temporelle; alors, l'enfermement est bien une peine canonique, que l'on trouve dans les différentes versions du droit canon, mais cette peine a beaucoup régressé depuis la fin du Moyen Âge, et en France, l'enfermement canonique a été interdit à l'Église en 1629⁶. Troisième cas, on trouve bien un enfermement religieux et punitif, mais lorsque des clercs ou des laïques vont se trouver enfermés à titre punitif dans des maisons comme les couvents⁷. C'est le cas avec les lettres de cachet, par exemple⁸. Mais l'on voit que, de toute façon, l'enfermement punitif ne peut être considéré comme une pratique ecclésiastique générale; elle n'a existé pour les clercs qu'au Moyen Âge, et, en dehors d'eux, les prisonniers étaient enfermés par le pouvoir laïque. Je ne pense donc pas qu'on puisse dire que l'enfermement soit une laïcisation d'une peine catholique. La prison, ce n'est pas le couvent de l'époque industrielle⁹.

Cela dit, il est pourtant vrai que l'enfermement punitif est effectivement né à l'intérieur de milieux religieux, mais de milieux qui sont non seulement étrangers mais encore parfaitement hostiles à la forme monastique. On le trouve en effet, [sous] sa forme naissante, dans des communautés non catholiques comme celles des *Dissenters* protestants anglo-saxons, depuis le XVII^e siècle jusqu'à la fin du XVIII^e siècle¹⁰. Je prends l'exemple d'une de ces communautés qui fut certainement la plus précoce, la plus vigilante dans l'organisation de cette nouvelle forme punitive de la prison: la société des Quakers américains¹¹. Historiquement, les communautés dissidentes sont hostiles au système pénal anglais pour un certain nombre de raisons, dont les principales sont des raisons

a. Le manuscrit (fol. 5) ajoute: « Ne pas parler d'un modèle monastique de la prison. »

de fait: il s'agit pour elles de ne pas laisser le pouvoir anglican mordre sur leur propre système de moralité; il faut donc que chaque groupe se donne sa loi et la sanction de sa loi qu'est un système de punitions.

D'une façon plus précise, à partir du XVII^e siècle [jusqu'à la fin du XVIII^e], le code pénal anglais est d'une rigueur extraordinaire, – en liaison avec les mouvements révolutionnaires qui ont lieu à cette époque –, à tel point que la peine de mort sanctionne environ deux cents cas d'infraction. Or, un certain nombre de ces communautés était hostile à la peine de mort. Aussi, quand les Quakers se sont installés en Amérique, ils ont voulu échapper au système pénal anglais et élaborer un nouveau code pénal où la peine de mort n'aurait pas figuré. Ils se sont heurtés au refus des administrateurs anglais et ce fut une lutte sourde avec l'administration anglaise jusqu'à l'Indépendance. Lors de l'indépendance de la Pennsylvanie, la première mesure est de limiter la peine de mort et de mettre en place une nouvelle panoplie punitive où, à côté des mutilations, du fouet, des travaux publics, figure la prison. En 1790, la peine de mort n'est plus appliquée que pour un ou deux cas, et c'est la prison qui devient la peine fondamentale.^a

En sorte que, s'il est vrai que la forme-prison ne peut pas être dérivée des théories pénales de Beccaria, Brissot, etc., comme institution et comme pratique, elle est dérivable de la conception quaker de la religion, de la morale et du pouvoir. Pour les Quakers, en effet, le pouvoir politique ne devrait pas avoir d'autre fin ni d'autre raison d'être, s'il fonctionnait normalement, que d'exercer des partages moraux: le pouvoir n'est adéquat à sa véritable vocation qu'à la condition de n'être rien d'autre qu'une force de coercition et de morale. Le pouvoir doit être moral, et, au-delà de cette morale du pouvoir, toute politique est à bannir. Comme le dit Burroughs, le gouvernement doit « punir et supprimer les malfaisants », il doit louer et donner des récompenses « à ceux qui font le bien »; il doit « protéger la personne et les biens des hommes contre la violence et les méfaits des méchants¹³ ». La notion fondamentale qui justifie le pouvoir est celle du mal^b: c'est seulement parce qu'il y a du mal et des méchants que le pouvoir se justifie en les supprimant et, à la limite, cette suppression des méchants effectuée, il doit se supprimer lui-même; reste alors seulement la communauté des justes, qui peuvent communiquer entre eux et faire spontanément

a. Le manuscrit (fol. 7) ajoute: « Puis, en 90, suppression des travaux publics qui sont remplacés par la prison¹². »

b. Manuscrit (fol. 7): « Conception morale du pouvoir ». Ajout marginal: « C'est l'existence du mal qui fonde le pouvoir. »

ensemble le bien. Le caractère central du mal^a à l'égard de l'organisation politique est un des fondements de la conception quaker de la politique. Or, on a ici une définition du crime, de l'infraction, qui est opposée à celle que l'on trouve chez Beccaria ou Brissot : chez ces réformateurs, le problème était de distinguer [clairement] l'infraction de la faute et de définir l'infraction par rapport à la société, quelle que soit la loi de la religion ou la loi naturelle qui s'impose à l'homme ; l'infraction ne peut donc pas se superposer à la faute ou au péché, elle n'est pas infraction morale mais infraction contre la loi telle qu'elle est formulée par le souverain et justifiée par l'utilité sociale¹⁴. Au contraire, pour les Quakers, ce qui est punissable, c'est avant tout le mal tel qu'il est défini moralement et religieusement.

Le problème qui se pose alors est celui-ci : s'il est vrai que le mal existe et qu'il faut bien un pouvoir pour essayer de le résorber, de quel droit le pouvoir humain peut-il prétendre à une tâche aussi gigantesque que celle de supprimer le mal ? N'est-ce pas Dieu lui-même, qui a laissé faire le mal, qui doit le supprimer ? S'il est vrai que le mal est universel, il est également vrai que les voies du salut sont toujours toutes ouvertes, et à tout moment. Personne n'est damné d'avance. Comme le dit Fox, « l'océan de nuit et de mort » est universel, mais pourtant « l'océan de lumière et d'amour » est tout aussi universel et il l'emportera¹⁵ ; « chaque homme est illuminé [et] j'ai vu la lumière divine briller à travers chaque homme¹⁶ ». Ainsi, Dieu ne s'est retiré de personne, chacun peut donc le retrouver ; et, si en chacun il y a du bien, il appartient à tous de prendre en main la tâche qui consiste à faire éclater et briller cette lumière. Le rapport à Dieu n'a donc pas besoin d'être médiatisé par des objets et des rites. La piété n'est pas affaire de lieux sacratisés ou de moments privilégiés ; à tout moment et en tout lieu, au fond de la solitude ou dans la communauté, tout homme peut rencontrer Dieu. Pour saisir en soi cette lumière, il faut deux conditions : la rectitude d'un esprit non troublé par les passions et les images du monde, et, donc, la retraite. Mais on peut aider chacun à trouver la lumière qui est en lui ; d'où l'importance de la solitude, de la retraite, mais aussi du dialogue, de l'enseignement, de la recherche en commun.^b

a. Le manuscrit (fol. 7) ajoute : « caractère central de la notion d'*evil* (*evil men, evil doers*) ».

b. Le manuscrit (fol. 9) ajoute :

« Mais si Dieu est présent en chaque homme, si chaque homme porte avec lui quelque lumière, on peut rencontrer Dieu en lui (à condition qu'il n'ait pas étouffé la lumière en lui) : on peut donc l'aider aussi à rencontrer la lumière. D'où

Or, on peut faire dériver de là l'organisation de la prison de Philadelphie¹⁷, dont on trouve une description dans un texte de La Rochefoucauld-Liancourt, *Des prisons de Philadelphie* (1796). C'est en effet, une société de Quakers qui, à partir de 1780-1790, prend en [charge] l'organisation et l'administration de la pénalité en Pennsylvanie. Voici quels en sont les principes, selon La Rochefoucauld : il s'agit « d'amener les prisonniers à l'oubli de toutes leurs anciennes habitudes¹⁸ », d'effacer en eux tout ce qui peut être passions anciennes, les images qui se sont déposées dans l'esprit. Il faut en effet que l'esprit redevienne vide et pur pour que la lumière divine qui s'y trouve [en] jaillisse à nouveau. Il faut en outre provoquer chez le détenu un « changement absolu de nourriture pour la qualité et pour l'espèce », qui, « renouvelant entièrement son sang, l'adoucissant, le rafraîchissant, amollit son âme et la dispose à la douceur qui amène son repentir¹⁹ ». C'est la phase de l'enfermement cellulaire ; le détenu est isolé, sans information touchant le monde extérieur, et sans communication. Alors, « dans cet abandonnement total de tout être vivant, il est plus amené à descendre dans lui-même, à réfléchir sur les fautes dont il sent si amèrement la peine²⁰ ». Après cette redescente en soi, il peut à nouveau entendre la parole : les détenus n'auront pas le droit d'entendre qui que ce soit d'autre que des inspecteurs qui viennent causer « avec eux, cherchent à les connaître, les exhortent, les consolent, leur donnent courage, les réconcilient avec eux-mêmes. Ces conversations ne sont pas fréquentes, elles auraient alors moins d'effet. Leurs visages sont toujours serains, jamais rians²¹ ». Respect, froideur, tristesse et calme doivent régner dans les prisons.^a

C'est à propos de cette institution que le terme de « pénitentier » est utilisé. Terme incroyable. Comment, en effet, peut-on parler de pénitence à une époque où la théorie de la société, l'ensemble pratico-théorique de la pénalité impliquent qu'il ne peut y avoir de crime que si la société est lésée, de peine que dans la mesure où la société avait à se défendre, et où il ne peut y avoir de rapport fondamental entre le péché et le crime, la peine et la pénitence ? Comment expliquer cette émergence du terme de *pénitentier* pour désigner une institution qui va être

l'importance de l'enseignement, du témoignage, de la recherche commune de la lumière.»

a. Le manuscrit (fol. 10) ajoute :

« À ce régime correspond l'établissement de Walnut Street prison. [L'organisation consiste ici en] cellules qui ouvrent chacune sur un petit jardin ; [une] cour centrale qui permet la surveillance ; [et du] travail individuel pour chaque prisonnier. »

utilisée par un système pénal pour ses punitions ? Il y a là une hétérogénéité : on a d'un côté un principe judiciaire, qui est celui d'une peine comme conséquence de l'infraction et protection de la société et, de l'autre, un principe moral d'une peine qui serait processus de pénitence à la suite d'une faute. Cela entraîne un certain nombre de conséquences.

Premièrement, on aurait la première véritable greffe de la morale chrétienne dans le système de la justice criminelle, car la justice criminelle dans le monde chrétien n'avait pas été jusque-là christianisée. Il me semble qu'il y a toujours eu imperméabilité entre le christianisme et le système pénal. À l'époque où le crime se définit par le litige et où le problème est justement la liquidation du litige et la réparation de l'infraction, on a un système pénal qui n'est pas en lui-même homogène au système chrétien. À une époque plus tardive, à la fin du Moyen Âge, où l'on voit apparaître le souverain comme celui qui est toujours lésé avec la victime du litige, on a une pratique du droit criminel qui retourne à la conception romaine du *crimen maiestatis* et non pas une pénétration du droit par le christianisme²². Le vrai processus qui a mené du droit germanique de la réparation des litiges au droit du XVII^e siècle est un processus qui n'est pas celui d'une christianisation : c'est le problème du prélèvement fiscal tout au long de la procédure pénale qui a amené un certain nombre de transformations, comme la quasi-étatisation de la justice en France, sans que le christianisme ait eu son mot à dire²³. Le vieux droit germanique a été fiscalisé.^a

Et, d'ailleurs, on ne voit pas pourquoi l'Église en tant que telle aurait cherché à confisquer pour elle-même la justice laïque, alors qu'elle avait ses propres instances de contrôle, ses propres mécanismes de répression et de punition, ses propres procédures fiscales. Son intérêt, à la fois comme institution et comme unité idéologique, excluait qu'elle cherche à se fondre à l'intérieur des mécanismes de la punition laïque, à confondre dans une même punition les peines judiciaires et les pénitences religieuses. Or, cette confusion s'effectue au XVIII^e siècle, à un moment dit de déchristianisation. Et ce premier engrenage de la morale chrétienne sur la pratique judiciaire ne se fait pas au niveau des principes. Ce n'est pas grâce à une pénétration idéologique que la conscience chrétienne fait irruption dans le système pénal. C'est^b par le bas, au dernier stade du processus pénal : la prison, la punition. C'est

a. Manuscrit (fol. 11), en marge : « Fiscalisation de la justice criminelle plutôt qu'une christianisation du droit germanique ou romain. »

b. Le manuscrit (fol. 11) ajoute : « son étrange localisation ». En marge : « la remontrée du pénitentiaire à partir de la base ».

par l'invasion du pénitentiaire dans le pénal et le juridique tout entier, que la conscience chrétienne va pénétrer ceux-ci. La confusion, jamais faite, mais toujours sur le point de se faire, entre le crime et le péché, a son lieu de possibilité dans la prison^a. Ainsi s'est produite cette culpabilisation du crime dont les effets se font sentir dans d'autres domaines : psychiatrie, criminologie.

Deuxièmement, s'il est vrai que la prison fonctionne bien à partir de ce modèle pennsylvanien, le problème de la connaissance du prisonnier en tant que tel devient un problème central. Dans ce système, la fonction de la prison est en effet non pas d'assurer purement et simplement que la peine a eu lieu et a été accomplie jusqu'à bout, mais en même temps de doubler tout le déroulement de la peine d'une surveillance qui porte non seulement sur son accomplissement, mais sur les transformations intérieures du prisonnier à l'intérieur de sa peine. La peine n'est plus seulement un acte qui s'accomplit, c'est un processus qui se déroule et dont il faut contrôler les effets sur celui qui en est l'objet : « Le *constable* [policier] qui amène le prisonnier, remet aux inspecteurs un compte succinct de son crime, des circonstances qui peuvent l'aggraver ou l'atténuer, de celles de son procès, des délits ou crimes dont il a pu être antérieurement accusé, enfin du caractère connu de cet homme dans les temps précédents de sa vie. Ce compte envoyé par la cour qui a prononcé le jugement, met les inspecteurs en état de prendre une opinion première du nouveau prisonnier, et des soins plus ou moins surveillants qu'il faut en avoir²⁴. »

Dans ce programme de la connaissance qu'on doit prendre du prisonnier, du criminel comme objet de savoir, on voit pointer un certain nombre d'éléments dont l'importance historique sera grande : la nécessité d'un casier, d'un dossier judiciaires, celle d'une biographie, celle d'une observation du caractère de l'homme, celle d'inspecteurs dont les soins sont surveillants, c'est-à-dire le contrôle pénal et la surveillance de la transformation médicale et religieuse. Cette institution ouvre donc tout un champ de savoirs possibles. Or, c'est à cette même époque qu'apparaît la structure hospitalière, qui donne lieu à l'espace institutionnel où l'homme comme corps va être connu. Ainsi, c'est dans le même moment que naissent à la fois les fondements de ce qui va devenir la science anatomophysiologique de l'homme et de quelque chose comme la psychopathologie, la criminologie et la sociologie : ce que l'hôpital est pour le corps, la prison l'est pour l'âme.

a. Manuscrit (fol. 11) : « Ainsi s'explique le caractère *cellulaire* de la prison. »

Enfin, troisièmement, on voit comment peut se comprendre la présence éminente de l'homme de la religion à l'intérieur de la prison. C'est en effet un phénomène nouveau que la religion vienne ainsi accompagner la peine. C'est que la peine devient pénitence et que le système pénal est en train de se christianiser. Nouveau, car il ne s'agit plus de la situation du prêtre lors de la peine de mort; il est là, alors, pour jouer un double rôle: assurer à l'âme du condamné la possibilité d'un salut en lui donnant les secours de l'Église, épargner à celui qui le condamne la certitude d'un péché mortel s'il envoyait à la mort quelqu'un qui ne pourrait être sauvé. Or, dans le nouveau système pénal, on a un prêtre qui va suivre la peine tout au long, en tant qu'elle doit être une pénitence. Le prêtre doit être le témoin, le garant et l'instrument de la transformation que la peine doit amener. Ainsi, la [présence] du prêtre [dans] la prison est une figure absolument constitutive du processus: la culpabilisation du crime a pour lieu la prison et pour instrument le prêtre. Alors que la prison était essentiellement étrangère à l'Église, on la voit devenir son objet privilégié; dans le mouvement [de christianisation], elle sera avec l'asile un lieu privilégié. La prison sera l'espace à l'intérieur duquel un savoir devient possible et, en même temps et pour les mêmes raisons, un lieu investi par la religion.

Ainsi s'explique également l'impression d'ancienneté de la prison, dont on se détache si difficilement: si elle paraît si profondément enracinée dans notre culture, c'est précisément qu'elle est née lestée d'une morale chrétienne qui lui donne une profondeur historique qu'elle n'a pas. Au confluent de cette morale chrétienne avec son épaisseur millénaire et d'un savoir qui en réalité n'est né que d'elle mais qui a fonctionné pour la justifier, la rationaliser, la prison paraît indéracinable, prise dans une sorte d'« évidence »; elle se relance ainsi indéfiniment.

On ne peut donc pas dire qu'elle reproduit un vieux modèle religieux qui serait celui du couvent, mais qu'à travers elle, s'établit une nouvelle forme de connexion juridico-religieuse. Cette notion de *pénitentiaire* était à l'époque tout à fait étonnante même si elle a perdu pour nous cette vivacité. Mais en 1830, ceux qui comme Julius²⁵ réfléchissent sur cela disent bien que la grande invention de la pénalité moderne est cette espèce d'élément du « pénitentiaire »; et leur problème est précisément de reprendre toutes les institutions pénales du point de vue [de] la science pénitentiaire. Le problème est alors de savoir comment ce petit modèle, né outre-Atlantique, peut se retrou-

ver dans le monde européen, à peu près dans les mêmes années. Quel est l'arrière-fond économique, politique et social qui a rendu possible cette émergence du pénitentiaire, cette rechristianisation progressive du crime?^a

a. Le manuscrit (fol. 13) porte deux autres paragraphes:

« Remarques.

(α) On retrouve actuellement sinon la forme architecturale, du moins le modèle pénitentiaire de Walnut Street dans les prisons modernes. L'isolement, l'entretien éthico-psychologique, la rupture avec le milieu, l'utilisation des tranquillisants, la relative individualisation de la peine en fonction du comportement pénal, tout ceci dérive directement de ce petit noyau.

(β) La forme architecturale de Walnut Street donne lieu

- aux cités ouvrières (logement individuel + petit jardin aux fonctions individualisantes → inhibition des effets de groupe)
- aux grandes prisons dont Bentham donne le premier modèle.

F[orme] M[onastique] + une cité ouvrière → Walnut Street. »

*

NOTES

1. Le discours de Le Peletier de Saint-Fargeau auquel Foucault se réfère se trouve dans son « Rapport sur le projet du Code pénal » à l'Assemblée nationale, 23 mai 1791, *Archives parlementaires de 1787 à 1860*, première série, éd. citée, t. XXVI (du 12 mai au 5 juin 1791), p. 319-345, v. p. 322, col. 1; passage mentionné dans le Résumé du cours, *infra*, p. 261. La référence à Blackstone, Howard et Fothergill renvoie à leur projet de loi, promulguée en 1779 (cf. *supra*, p. 78, note 14).

2. Ces lignes offrent une juxtaposition significative de la méthode archéologique et de la méthode généalogique (étude des filiations). Foucault utilise encore, ici, les termes « généalogique » et « dynastique » de manière équivalente; cf. « Théories et Institutions pénales », treizième leçon. La méthode archéologique avait été élaborée quelques années auparavant dans *L'Archéologie du savoir* (Paris, Gallimard, 1969). Nous sommes ici à un moment charnière où Foucault développe la méthode généalogique qu'il avait déjà évoquée et annoncée dans sa leçon inaugurale au Collège de France en 1970, *L'Ordre du discours* (*op. cit.*), et qu'il appliquera deux ans après ce cours sur « la société punitive » dans *Surveiller et Punir* (*op. cit.*). La première méthode se fonde sur l'étude des dérivations; voir cet exemple: « l'ensemble pénal, caractérisé par l'interdit et la sanction, la loi [et qui] [...] porte avec lui une certaine théorie de l'infraction comme acte d'hostilité envers la société [...] se déduit, d'une façon archéologiquement correcte, de l'institutionnalisation étatique de la justice, qui fait que, depuis le Moyen Âge, on a une pratique de la justice ordonnée à l'exercice du pouvoir politique souverain »

(leçon du 7 février, *infra*, p. 114). La seconde se fonde sur une analyse des effets productifs des rapports de pouvoir. Ici, la question généalogique est clairement énoncée (*supra*, p. 86-87, v. p. 86) : « quels sont les rapports de pouvoir qui ont rendu possible l'émergence historique de quelque chose comme la prison » ?

Foucault reprend cette distinction entre « archéologie » et « dynastique » dans un entretien avec S. Hasumi en septembre 1972, « De l'archéologie à la dynastique », *DE*, II, n° 119, p. 406 / « Quarto », vol. I, p. 1274 : « [J]e change de niveau : après avoir analysé les types de discours, j'essaie de voir comment ces types de discours ont pu se former historiquement et sur quelles réalités historiques ils s'articulent. Ce que j'appelle l'« archéologie du savoir », c'est précisément le repérage et la description des types de discours et ce que j'appelle la « dynastique du savoir », c'est le rapport qui existe entre ces grands types de discours que l'on peut observer dans une culture et les conditions historiques, les conditions économiques, les conditions politiques de leur apparition et de leur formation. Alors, *Les Mots et les Choses* est devenu *L'Archéologie du savoir*, et ce que je suis en train d'entreprendre maintenant est au niveau de la dynastique du savoir » ; analyse poursuivie dans *Surveiller et Punir*, p. 27 : « Objectif de ce livre : [...] une généalogie de l'actuel complexe scientifico-judiciaire où le pouvoir de punir prend ses appuis, reçoit ses justifications et ses règles, étend ses effets et masque son exorbitante singularité. »

Foucault continuera à développer ce contraste l'année suivante dans son cours de 1973-1974, *Le Pouvoir psychiatrique*. Là, opérant un retour critique sur l'*Histoire de la folie*, Foucault élabore ce qu'on pourrait appeler une généalogie du savoir ou du discours – une étude de la manière dont les relations de pouvoir donnent naissance à des pratiques discursives : « l'analyse discursive du pouvoir serait, par rapport à ce que j'appelle l'archéologie, à un niveau, – le mot « fondamental » ne me plaît pas beaucoup –, disons à un niveau qui permettrait de saisir la pratique discursive au point précisément où elle se forme » (*Le Pouvoir psychiatrique*, *op. cit.*, leçon du 7 novembre 1973, p. 14). Cf. aussi : M. Foucault, « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.* (*DE*, II), p. 554 / p. 1422 et p. 643-644 / p. 1511-1512 ; Id., « Dialogue sur le pouvoir » (entretien avec les étudiants de Los Angeles, enregistrement : mai 1975, in S. Wade, ed., *Chez Foucault*, Los Angeles, Circabook, 1978, p. 4-22 ; trad. F. Durand-Bogaert), *DE*, III, n° 221, éd. 1994, p. 468-469 / « Quarto », vol. II, p. 468-469 ; Id., « Il faut défendre la société », *op. cit.*, [leçon] du 7 janvier 1976, p. 11 : « La généalogie, ce serait donc, par rapport au projet d'une inscription des savoirs dans la hiérarchie du pouvoir propre à la science, une sorte d'entreprise pour désassujettir les savoirs historiques et les rendre libres » ; Id., « Structuralisme et poststructuralisme » (entretien avec J. Raulet, *Telus*, vol. XVI, n° 55, printemps 1983, p. 195-211), *DE*, IV, n° 330, éd. 1994, p. 443 / « Quarto », vol. II, p. 1262.

Pour une discussion plus récente, cf. A. Davidson, « On Epistemology and Archeology: From Canguilhem to Foucault », in Id., *The Emergence of Sexuality: Historical Epistemology and the Formation of Concepts*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2004, p. 192-206.

3. Cette remarque pourrait se lire comme une critique de l'ouvrage d'Erving Goffman sur les institutions dites « totales » (*total institutions*), parmi lesquelles Goffman avait inclus les monastères, couvents et cloîtres, en somme les établissements religieux, qu'il qualifiait d'« établissements qui ont pour but d'assurer

une retraite hors du monde » (E. Goffman, *Asylums: Essays on the Social Situation of Mental Patients and Other Inmates*, New York, Doubleday, « Anchor Books », 1961 / *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, trad. Liliane & Claude Lainé, présentation de Robert Castel, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le Sens commun », 1968, p. 47). Selon Daniel Defert, la pratique du GIP avait conduit à un refus théorique des analyses de Goffman au sein même du groupe. L'analyse de Foucault, ici, sur la nature des rapports entre l'intérieur et l'extérieur – thème central chez Goffman – semble indiquer un dialogue sur ces points ; cf. aussi *infra*, Situation du cours, p. 283-286.

4. Relativement au thème médical de l'isolement thérapeutique, dans *Folie et Déraison. Histoire de la folie à l'âge classique*, *op. cit.*, partie III, chap. 4 : « Naissance de l'asile », Foucault retrace l'origine de l'internement psychiatrique dans la théorie du « traitement moral » des aliénés, développée en France par Philippe Pinel (1745-1826) puis par Jean-Étienne Esquirol (1772-1840), et il la lie aux pratiques quakers. C'est sur la base de principes comparables que le Quaker William Tuke (1732-1822) fonde en 1796, près de York en Angleterre, la *Retraite*, où les aliénés vivent, isolés de l'extérieur, selon des principes religieux. Comme le note Foucault, Tuke observait que : « Encourager l'influence des principes religieux sur l'esprit de l'insensé est d'une grande importance comme moyen de cure » (Samuel Tuke [1784-1857], *Description of the Retreat, an Institution near York for insane persons*, York, 1813, p. 121, cité par Foucault dans *Folie et Déraison*, p. 580). Foucault donne un commentaire détaillé sur la *Retraite* (*ibid.*, p. 559-590), « figure complémentaire » (p. 590) des pratiques de Pinel.

Relativement au thème sociologique de la rupture avec le milieu délinquant, on pourrait se référer aux débats relatifs à la loi « cellulariste » de 1875, où l'on retrouve une synthèse de la théorie sociologique du milieu social (cf. Gabriel Tarde, *La Criminalité comparée* [1886] ; *Les Lois de l'imitation* [1890]) et de la notion chrétienne d'expiation par la retraite spirituelle en cellule. Les débats relatifs à la loi sur l'encellulement individuel en 1875 présentent, dans la ligne des théories sociologiques de la dégénérescence sociale, le cellularisme comme un moyen de faire obstacle à la contagion délinquante. À l'Assemblée nationale, le vicomte d'Haussonville défend sa proposition de loi en l'inscrivant dans la perspective du redressement moral de la France : « notre projet provient d'une préoccupation analogue. Il a été inspiré à la commission [la commission d'enquête parlementaire relative aux établissements pénitentiaires, présidée par M. le vicomte d'Haussonville] par une pensée élevée, morale et chrétienne » (Séance de 20 mai 1875, *Annales de l'Assemblée nationale*, cité in R. Badinter, *La Prison républicaine (1871-1914)*, Paris, Fayard, 1992, p. 68). Foucault reviendra sur ce parallèle avec la dimension morale de la retraite chrétienne : « Seul dans sa cellule, le détenu est livré à lui-même ; dans le silence de ses passions et du monde qui l'entoure, il descend dans sa conscience, il l'interroge et sent en lui se réveiller le sentiment moral qui ne périt jamais entièrement dans le cœur de l'homme. » (*Surveiller et Punir*, p. 241, citant le *Journal des économistes*, II, 1842.)

5. Utilisée très tôt par l'Église, la pratique de la détention préventive se développe fortement avec l'instauration de l'Inquisition au XII^e siècle, laquelle fonctionne en lien étroit avec le pouvoir séculier. Elle devient alors, outre une mesure de sûreté, un moyen de pression privilégié pour obtenir des aveux. Sur ce thème, cf. : J. Giraud, *Histoire de l'Inquisition au Moyen Âge*, Paris, A. Picard,

1935-1938, 2 vol.; J.-G. Petit, N. Castan, C. Faugeron, M. Pierre, A. Zysberg, *Histoire des galères, bagnes et prisons. Introduction à l'histoire pénale de la France*, préface de Michèle Perrot, Toulouse, Privat (« Bibliothèque historique Privat »), 1991, p. 26-28; J. B. Given, « Dans l'ombre de la prison. La prison de l'Inquisition dans la société languedocienne », in Isabelle Heullant-Donat, Julie Claustre, Élisabeth Lusset, dir., *Enfermements. Le cloître et la prison (VI^e-XVIII^e siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, p. 305-320. En outre, l'Église se refusant à verser le sang, c'est au bras séculier que sont livrés les condamnés lorsque la peine capitale est prononcée par un tribunal ecclésiastique; cf. J.-G. Petit et al., *Histoire des galères...*, *op. cit.*, p. 27.

6. Le rôle des juridictions catholiques ne cesse de diminuer dès le XVI^e siècle, à mesure que leur compétence est revendiquée par la justice royale; cf. B. Garnot, *Justice et Société en France aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*, Gap-Paris, Éd. Ophrys (coll. « Synthèse histoire »), 2000, p. 120. Le 20 juillet 1629, par l'édit de grâce de Nîmes, dit « paix d'Alès », Louis XIII marque la fin des révoltes protestantes en confirmant le respect de la religion protestante, garanti par l'édit de Nantes (1598). L'édit restaure également la liberté de culte catholique dans les régions où dominent les protestants et y règle l'organisation de l'Église. Il semble en particulier exclure la présence – et *a fortiori* l'enfermement – de laïques dans les monastères ainsi que des religieux ne se conformant pas aux principes réglementant leur vie au sein d'un ordre: « Ordonnons néanmoins, qu'en tous les monastères de ces villes remises en notre obéissance, il n'y pourra être mis ni établi d'autre[s] religieux que ceux qui vivent en l'exacte observation de leur Règle, suivant les lettres qu'ils en obtiendront de nous » (C. Bergeal & A. Durrleman, *Protestantisme et Libertés en France au XVII^e siècle. De l'édit de Nantes à sa révocation 1598-1685*, Carrières-sous-Poissy, La Cause, coll. « Textes d'histoire protestante », 2001, p. 71). Cf. [collectif], *Journal de la France et des Français. Chronologie politique, culturelle et religieuse de Clovis à 2000*, Paris, Gallimard (coll. « Quarto »), 2001; F.-O. Touati, dir., s.v. « Règle », in *Vocabulaire historique du Moyen Âge*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2000 [1995, 1997].

7. Attesté dès le IV^e siècle (cf. E. Lusset, « Entre les murs. L'enfermement punitif des religieux criminels au sein du cloître (XII^e-XV^e siècle) », in I. Heullant-Donat, J. Claustre, E. Lusset, dir., *Enfermements...*, *op. cit.*, p. 153-167), l'enfermement punitif au sein d'établissements monastiques se développe à partir du VI^e siècle (cf. J. Hillner, « L'enfermement monastique au VI^e siècle », *ibid.*, p. 39-56, spéc. p. 40-42), aussi bien pour les laïques que pour les religieux, et se généralise au XII^e siècle avec la constitution des ordres religieux. Cet enfermement, variant de quelques jours à la perpétuité, sanctionne des offenses diverses selon les périodes et les régions. On peut ainsi citer la soustraction à la confession de ses fautes (cf. J.-G. Petit et al., *Histoire des galères, bagnes et prisons*, p. 26), la désobéissance au pouvoir séculier (cf. P. Hatlie, *The Monks and Monasteries of Constantinople, ca. 350-850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 165, cité par J. Hillner, « L'enfermement monastique... », *loc. cit.*, p. 41) ou la perpétration de « crimes graves » (cf.: C. Vogel, « Les sanctions infligées aux laïques et aux clercs par les conciles gallo-romains et mérovingiens », *Revue de droit canonique*, t. 2, 1952, p. 186-188; A. Lefebvre-Teillard, « Les officialités à la veille du concile de Trente », *Revue internationale de droit comparé*, vol. 25 (4), 1973, p. 85, cité

par Véronique Beaulande-Barraud, « Prison pénale, prison pénitentielle dans les sentences d'officialité », in I. Heullant-Donat et al., *Enfermements...*, p. 290).

8. Exceptionnel pendant le Moyen Âge, l'enfermement de laïques dans des communautés religieuses a été pratiqué par le pouvoir royal à partir de la fin du XVII^e siècle, principalement en raison de la présence, sur tout le royaume, d'établissements religieux. Selon un historien, « Entre 1778 et 1784, ces communautés [religieuses] ont enfermé 30,9% des détenus par lettre de cachet » (C. Quétel, *De Par le Roy. Essai sur les lettres de cachet*, Toulouse, Privat, 1981, p. 174-175; cf. Id., « En maison de force au siècle des Lumières », *Cahier des Annales de Normandie*, n° 13, 1981, p. 43-79). Étudiant les lettres de cachet à Paris, Frantz Funck-Brentano dresse ainsi une liste des « châteaux, forts, maisons religieuses et maisons particulières à Paris qui reçoivent des pensionnaires d'ordre du Roy » dans la seconde moitié du XVIII^e siècle; cf. F. Funck-Brentano, *Les Lettres de cachet à Paris. Étude suivie d'une liste des prisonniers de la Bastille (1659-1789)*, Paris, Imprimerie nationale, 1903, p. XXXVII-XXXVIII. Parmi les nombreux couvents, maisons religieuses et écoles chrétiennes, l'auteur s'attarde sur le cas du couvent des Mathurines de la rue de la Poste: « Le régime des pensionnaires était réglé par l'archevêque de Paris. À lui ressortissaient tous les détails d'administration intérieure. Les détenues vivaient en commun, sortaient en compagnie d'une sœur tourière, et la supérieure ne cessait de recevoir des lettres écrites par les maris irrités de la trop grande liberté laissée à leurs légères épouses » (*ibid.*, p. XXXVII).

9. Sur la question de la laïcisation de l'enfermement – de l'enfermement canonique à l'enfermement pénal –, cf.: A. Porteau-Bitker, « L'emprisonnement dans le droit laïque au Moyen Âge », *Revue historique de droit français et étranger*, n° 46, 1968, p. 211-245 et 389-428; J. Leclercq, « Le cloître est-il une prison? », *Revue d'ascétique et de mystique*, vol. 47, n° 188, oct.-déc. 1971, p. 407-420.

10. *Dissenters* est un terme générique désignant des fidèles faisant sécession d'une Église établie. Il désigne plus particulièrement les communautés protestantes formées en opposition à la doctrine et au pouvoir de l'Église anglicane. Cf.: B. R. White, *The English Separatist Tradition: From the Marian Martyrs to the Pilgrim Fathers*, Londres, Oxford University Press, 1971; M. R. Watts, *The Dissenters*, Oxford, Clarendon Press, 1978, 2 vol.

11. La Société religieuse des Amis (*Society of Friends*) s'est formée pendant les années 1640, sous l'influence notamment de George Fox (1624-1691); ses adhérents, les Quakers, ont été persécutés en Angleterre pendant la deuxième moitié du XVII^e siècle, du moins jusqu'au *Toleration Act* de 1689. Nombre d'entre eux ont immigré à cette époque dans la province de Pennsylvanie, fondée en 1681 par le Quaker William Penn. Cf.: W. C. Braithwaite, *The Beginnings of Quakerism*, Londres, Macmillan and Co., 1912; Id., *The Second Period of Quakerism*, Londres, Macmillan and Co., 1919; H. H. Brinton, *Friends for 300 years: The History and Beliefs of the Society of Friends since George Fox started the Quaker Movement*, New York, Harper, 1952; P. Brodin, *Les Quakers en Amérique du Nord: au XVII^e siècle et au début du XVIII^e*, Paris, Dervy-Livres, 1985. Foucault avait déjà étudié l'histoire des Quakers, la pensée et les écrits de Samuel Tuke, George Fox et la Société des Amis, dans le contexte de la naissance de l'asile; cf. *Folie et Déraillement*, p. 557-590; thème repris dans « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 596 sq. / p. 1454 sq., et, bien sûr, dans *Surveiller et Punir*.

12. Malgré la tentative de Michel Le Peletier de Saint-Fargeau pour abolir la peine de mort, le Code pénal français, adopté en 1791 par l'Assemblée constituante, prévoit qu'elle puisse être prononcée pour sanctionner « trente-quatre crimes de nature politique ainsi que pour l'assassinat, l'empoisonnement, le parricide et l'incendie » (J.-L. Halpérin, *Histoire des droits en Europe de 1750 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2004, p. 62). Contrairement à ce qu'affirme Foucault, le Code pénal de 1791 prévoit une « peine de fers », disposition centrale de son arsenal répressif, définie à l'article 6 comme consistant en : « travaux forcés, au profit de l'État, soit dans l'intérieur des maisons de force, soit dans les ports et arsenaux, soit pour l'extraction des mines, soit pour le dessèchement des marais, soit enfin pour tous autres ouvrages pénibles, qui, sur la demande des départements, pourront être déterminés par le corps législatif, et remplacés par les travaux forcés dans les bagnes » (cité in P. Lascoumes, P. Poncela, P. Lenoël, *Au nom de l'ordre. Une histoire politique du code pénal*, Paris, Hachette, 1989, p. 357). Dès 1972, cette peine de fers est remplacée par les travaux forcés dans les bagnes ; cf. : P. Lascoumes et al., *Au nom de l'ordre*, op. cit., p. 67-69 ; J.-L. Halpérin, *Histoire des droits en Europe...*, op. cit.

13. Foucault indique, dans le manuscrit, cette référence « Burroughs (*Works*, p. 247-248) ». Cf. E. Burroughs, *The Memorable Works of a Son of Thunder and Consolation: Namely That True Prophet, and Faithful Servant of God, and Sufferer for the Testimony of Jesus, Edward Burroughs, Who Dyed a Prisoner for the Word of God in the City of London, the Fourteenth of the Twelfth Moneth, 1662*, Londres, Ellis Hookes, 1672, chap. X (« Concerning Governours, and Governments, and Subjection to them, this testimony I give to the World [1657] »), p. 247 : « Governours, Rulers, and Magistrates [...] such as be a terrour to all evil in their Government, and that fears God and hates covetousness, and delights in Equity, in Justice, and true Judgment, and gives diligent heed to try the cause of the poor, and will judge justly, without respect of men, who justifies the good, and gives praise to the Well-doer ; such Government and Governours we reverence, where Sin and Iniquity is kept under, Drunkenness, Swearing, Murther, Quarrelling, and all the ways and works of the flesh are terrified, and a Well-doer praised and justified ; this Government of men reaches to the witness of God in every man, and that answers to the justice and righteousness of all such Governours and Government, and these witness that they are of God. » Edward Burroughs (1634-1663) fut un des fondateurs du mouvement quaker ; cf. P. Brodin, *Les Quakers en Amérique du Nord...*, op. cit.

14. M. Foucault, « La vérité et les formes juridiques », loc. cit., p. 589-590 / p. 1457-1458, v. p. 590 / p. 1458 : « Une loi pénale doit simplement représenter ce qui est utile pour la société. »

15. George Fox [1624-1691, fondateur de la Société des Amis], *An Autobiography*, éd. par Rufus M. Jones, Philadelphie, Pa., Ferris and Leach, 1904, p. 87 : « I saw, also, that there was an ocean of darkness and death ; but an infinite ocean of light and love, which flowed over the ocean of darkness. In that also I saw the infinite love of God, and I had great openings » ; et p. 88 : « For I had been brought through the very ocean of darkness and death, and through and over the power of Satan, by the eternal, glorious power of Christ. »

16. *Ibid.*, p. 101 : « Now the Lord God opened to me by His invisible power that every man was enlightened by the divine Light of Christ, and I saw it shine

through all. » Foucault cite ce passage aussi dans *Surveiller et Punir*, et le lie directement à l'émergence de la prison en Nouvelle-Angleterre : « "Chaque homme, disait Fox, est illuminé par la lumière divine et je l'ai vue briller à travers chaque homme." C'est dans la lignée des Quakers et de Walnut Street que furent organisées à partir de 1820 les prisons de Pennsylvanie, Pittsburgh, puis Cherry Hill » (*Surveiller et Punir*, p. 241 n.4).

17. Foucault développera cette analyse de la prison et du modèle de Philadelphie dans *Surveiller et Punir*, p. 126-127. Son approche se fonde sur plusieurs textes : *Visite à la prison de Philadelphie, ou Énoncé exact de la sage administration qui a lieu dans les divers départements de cette maison. Ouvrage où l'on trouve l'histoire successive de la réformation des loix pénales de la Pen[syl]vanie, avec des observations sur l'impolitique et l'injustice des peines capitales, en forme de lettre à un ami, par Robert J. Turnbull. Traduit de l'anglais et augmenté d'un plan qui en offre les différentes parties, par le D. Petit-Radel*, Paris, Gabon, 1799 (An VIII) ; N. K. Teeters, *The Cradle of the Penitentiary: The Walnut Street Jail at Philadelphia, 1773-1835*, sponsored by the Pennsylvania Prison Society, 1955, [n.p.] ; J. T. Sellin, *Pioneering in Penology: The Amsterdam Houses of Correction in the Sixteenth and Seventeenth Centuries*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1944.

18. F.-A.-F. de La Rochefoucauld-Liancourt, *Des prisons de Philadelphie, par un Européen*, Paris, Du Pont, 1796 (« An IV de la République »), p. 11. François-Alexandre-Frédéric, duc de La Rochefoucauld-Liancourt (1747-1827), éducateur et réformateur social, fonda l'École nationale supérieure des arts et métiers à Châlons. Royaliste, La Rochefoucauld-Liancourt immigre en 1792, d'abord en Angleterre et ensuite aux États-Unis où il écrit ce livre sur les prisons. De retour en France en 1799, il s'engage en politique, devient membre de la Société de la morale chrétienne, partisan de l'abolition de l'esclavage, et participe à une commission d'enquête sur les prisons.

19. *Ibid.*, p. 14. Cf. aussi *supra*, p. 74 (suite de la note b, page 73).

20. *Ibid.*

21. *Ibid.*, p. 27.

22. Cf. *Surveiller et Punir*, p. 51-52. Le crime de majesté, qui deviendra crime de lèse-majesté, désigne, sous la République romaine, toute atteinte aux magistrats du peuple romain, puis, sous l'Empire et notamment avec le développement du culte impérial sous Tibère, la notion sanctionne également l'impiété envers l'empereur. Tombée en désuétude au début du Moyen Âge, la notion de *crimen maiestatis* est réinvestie par le pouvoir royal avec la redécouverte du droit romain, mais conserve un certain flou. Elle connaît, à la fin du Moyen Âge, un élargissement significatif, caractérisé par sa dépersonnalisation : « c'est le statut du roi qui est en cause et non la personne même du souverain qu'il convient de protéger par une définition extensive de la lèse-majesté » (J. Hoareau-Dodineau, *Dieu et le Roi. La répression du blasphème et de l'injure au roi à la fin du Moyen Âge*, Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2002, p. 169-211, v. p. 205). Cf. : Y. Thomas, « L'Institution de la Majesté », *Revue de synthèse*, 1991, n° 3-4, p. 331-386 ; J. Chiffolleau, « Sur le crime de majesté médiéval », in [collectif], *Genèse de l'État moderne en Méditerranée. Approches historique et anthropologique des pratiques et des représentations*, Rome (« Collection de l'École française de Rome »), 1993, p. 183-213.

23. Cf. J.R. Strayer, *On the Medieval Origins of the Modern State*, op. cit. (éd. 1970), p. 29-30 / *Les Origines médiévales de l'État moderne*, trad. citée (1979), p. 48-49.

24. F.-A.-F. de La Rochefoucauld-Liancourt, *Des prisons de Philadelphie, par un Européen*, op. cit., p. 15-16.

25. Cf. N.H. Julius, *Leçons sur les prisons*, trad. citée. Foucault fait référence, dans le manuscrit (fol. 13), non seulement à Julius, mais aussi à « Charles Lucas » ; cf. *supra*, p. 80, note 25.

LEÇON DU 7 FÉVRIER 1973

Le pénitencier, dimension de tous les contrôles sociaux contemporains. (I) La généralisation et les conditions d'acceptabilité de la forme-prison. (A) L'Angleterre. Groupes spontanés pour assurer l'ordre : 1/ Quakers et méthodistes ; 2/ sociétés pour la suppression du vice ; 3/ groupes d'autodéfense ; 4/ polices privées. – Nouveau système de contrôle : inculquer les conduites, moraliser et maîtriser les lower classes. Colquhoun, Traité sur la police de la métropole (1797). Trois principes : 1/ la moralité comme fondement du système pénal ; 2/ nécessité de l'État-police ; 3/ la police cible les basses classes. – Conclusions : 1/ l'État comme agent de la moralité ; 2/ liens avec le développement du capitalisme ; 3/ le coercitif comme condition d'acceptabilité de la prison. – Les mouvements actuels de dissidence morale : dissoudre le lien pénalité-moralité.

^aJ'ai insisté sur le fait que la prison était née dans l'élément du pénitencier à cause de la tendance de certains historiens à dire que la prison existait depuis longtemps comme une forme vide à l'intérieur de laquelle on trouvait des individus parqués là, sans que la prison ait d'autre fonction que d'éponger cette population dont on voulait se débarrasser, et que ce serait après un certain nombre d'expériences négatives, de recherches, que l'on aurait [ajouté] le pénitencier à la prison, pour en rectifier les effets, pour la réformer, comme de manière à l'ajuster à des exigences sociales apparues après coup. Le pénitencier serait donc l'élément correctif de la prison. Or, derrière cette lecture, il y a deux opérations : premièrement, faire croire que l'élaboration d'un système pénitencier et de quelque chose qu'on ne craint pas d'appeler la science pénitencier corrige la prison ; que le savoir pénitencier constitue un domaine d'expérience suffisamment indépendant de celle-ci pour pouvoir avoir prise sur elle et la rectifier.

a. Le manuscrit (fol. 1) porte en titre : « Généralisation de la prison ». La première phrase énonce : « Généralisation n'est pas le mot juste. » Ensuite : « L'emprisonnement quaker n'est pas une pratique qui aurait été largement imitée [...]. Walnut Street est plus le contemporain, plus encore que le premier, d'une série d'événements du même type. »

Or, dans la mesure même où le pénitentiaire est un élément, non pas surajouté, mais un élément à l'intérieur duquel elle est née, toute élaboration de savoir né dans cette dimension ne peut que la renforcer. Tout ce qui se formule dans l'ordre de l'expérience du savoir et de la théorie pénitentiaires appartient déjà à l'élément qui a donné lieu à la prison. Deuxièmement, masquer le fait que le pénitentiaire est un phénomène en réalité beaucoup plus large que l'emprisonnement, qu'il s'agit d'une dimension générale de tous les contrôles sociaux qui caractérisent des sociétés comme les nôtres. La société tout entière porte l'élément du pénitentiaire, dont la prison n'est qu'une formulation. Le pénitentiaire est donc le champ associé à la prison.

Je voudrais montrer comment cette forme-prison s'est généralisée. À vrai dire, l'expression même de généralisation n'est pas très heureuse, car je ne pense pas que la prison ait été une forme née outre-Atlantique et qui aurait été largement imitée, perdant alors les traits de sa localisation originaire et de son origine religieuse. Je crois plutôt que cette prison quaker est contemporaine d'une série d'événements du même type ; que l'on se rappelle tout le réseau d'échanges qui a eu lieu très tôt entre l'Amérique et l'Europe à propos des prisons^a. Il faudrait aussi voir à quel moment, sans doute vers [1780], la visite de prison est apparue dans les récits de voyage (ceux de John Howard, par exemple²), [dans] les enquêtes économiques, sociales, démographiques qui se faisaient alors et qui ont été un des grands instruments de formation du savoir social. On a là le réseau qui a servi de support à la généralisation du modèle.

En effet, dans un tel domaine, qui est celui de l'histoire des idées, il faut bien reconnaître que l'influence ne peut jamais être considérée comme une cause.^b Elle n'est jamais qu'un phénomène déterminé, c'est-à-dire qu'il n'y a transfert d'un domaine à l'autre, d'un temps à un temps que dans la mesure où il y a, bien sûr, un réseau de communication, mais [dans la mesure] aussi où il y a possibilité de *prélèvement* et, là où le modèle est reçu, quelque chose que l'on pourrait appeler l'*acceptabilité*.^c

a. Le manuscrit (fol. 1) ajoute :

« – entre l'Angleterre et l'Amérique, les sectes et les sociétés religieuses ont été des agents de diffusion ;
– entre la France et l'Amérique, toute une série d'échanges plutôt politiques avant et pendant la Révolution. // L[a] R[ochefoucauld]-Liancourt (1796) : *Prisons de Philadelphie*¹. »

b. Manuscrit (fol. 2) : « Il faut plutôt chercher à quelles conditions ces transferts et échanges ont été possibles. »

c. Le manuscrit (fol. 2) ajoute :

Comment se fait-il que quelque chose puisse être effectivement inséré et accepté à l'intérieur d'un champ ? C'est dire que tous les problèmes d'influence sont en fait commandés par le problème, plus fondamental, de l'acceptabilité. Qu'est-ce donc qui a rendu [la forme-prison] acceptable, dans des pays comme la France, l'Angleterre et même dans des pays aussi éloignés de la pensée quaker que l'Autriche où, en 1787, Joseph II publie un code dans lequel la prison est la forme générale de la punition ?³ Comment a pu se faire cette greffe de la prison sur des ensembles juridiques, religieux, sociaux, politiques qui lui étaient si étrangers ? Je prendrai deux repères, l'Angleterre et la France, pour étudier les conditions d'acceptabilité qui ont rendu possible au XVIII^e siècle la généralisation de la forme-prison et du domaine pénitentiaire^a.

*
* *

[Je commencerai par l'Angleterre.] Depuis la fin du XVII^e siècle, il existait à côté des groupes quakers, d'autres groupes qui se donnaient explicitement pour but la surveillance, le contrôle et la punition. C'était des groupes^b qui n'étaient pas organisés d'en haut et qui se donnaient pour mission le maintien de l'*ordre* ou, en tout cas, la définition de nouveaux types d'ordre et la recherche d'instruments propres à assurer cet ordre. On peut définir quatre grands types. Premièrement, les communautés religieuses dissidentes. Parmi elles, au premier rang, les Quakers

« Le fait de l'influence demande que soient définis à titre de détermination préalable :

- le véhicule et le trajet du transfert ;
- les éléments constants qui forment le modèle ;
- les conditions qui rendent possibles d'une part le prélèvement du modèle et, au point d'arrivée, son insertion et son acceptation.

Les influences : ce sont les effets locaux et ponctuels de conditions globales de *prélèvement* et d'*acceptabilité*. »

a. Manuscrit (fol. 2-3) :

« Dans le cas de la prison et du système pénitentiaire, comment le prototype punitif formé en Amérique dans un milieu quaker a pu en quelques années être accepté
– en Angleterre, malgré une méfiance assez grande à l'égard des Quakers ;
– en France, où ces formes religieuses étaient étrangères ;
– et finalement dans toute l'Europe. Le Code de 1787 en Autriche.

Deux exemples de processus qui ont assuré l'acceptabilité du "pénitentiaire" dans la société européenne ; sa greffe sur des ensembles juridiques et religieux qui lui étaient hétérogènes ; et ses effets de réorganisation de tout le système pénal.

L'invasion et toute la redistribution du pénal par le pénitentiaire.

Comment ces petits hommes [en] noir, et qui n'ôtaient pas leur chapeau, peuvent faire figure d'ancêtres dans la généalogie de notre morale. »

b. Manuscrit (fol. 4) : « des groupes spontanés (en tout cas, non organisés d'en haut) ».

et les méthodistes⁴. Ces groupes avaient une double fonction d'ordre : d'une part, assurer à l'intérieur du groupe un certain nombre de tâches de répression et de sanction morale. Ainsi, les groupes méthodistes, animés par Wesley⁵ pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, recevaient régulièrement la visite d'inspecteurs de moralité qui examinaient tous les cas de désordre – adultère, refus de travail, ivrognerie – et prenaient un certain nombre de sanctions. C'était là un contrôle collectif endogène de la moralité des individus. D'autre part, assurer un contrôle extérieur, dans la mesure où il s'agissait de subvenir aux besoins de tous les éléments troubles, mobiles, qui pouvaient circuler à la frontière des groupes : chômeurs, miséreux, invalides, fous (souvenons-nous que la première clinique en Angleterre fut ouverte près de York par la Société des Amis⁶).

Deuxièmement, des sociétés rattachées, de façon plus indirecte, à des communautés religieuses. Ainsi la « Société pour la réformation des mœurs », qui, avant son éclipse de 1737, avait plus de cent filiales ; elle reprit ses activités en 1760 sous l'influence de Wesley et des méthodistes^a. Elle se fixait un certain nombre d'objectifs : faire respecter le dimanche, c'est-à-dire empêcher les gens de se distraire, d'aller au cabaret, d'y faire des réunions et de dépenser ; empêcher le jeu et l'ivresse, sources de dépense et obstacles au travail ; supprimer la prostitution et tout ce qui peut menacer la famille ; réprimer les écarts de langage. Wesley disait devant une de ses filiales, en 1763, que la tâche principale de l'association est d'empêcher « la classe la plus basse et la plus vile de la société de se saisir des jeunes gens inexpérimentés et de leur extorquer leur argent⁸ ». Ces sociétés se multiplient à la fin du XVIII^e siècle. En 1787, William Wilberforce⁹ pousse le roi à faire une célèbre « Proclamation pour l'encouragement de la piété et de la vertu et pour la prévention et la punition du vice, de l'impiété et de l'immoralité ». C'est à la suite de cela que Wilberforce crée la « Société de la proclamation », transformée en 1802 en « Société pour la suppression du vice », qui dura jusqu'en 1820^b. Elle se proposait d'imposer le respect du dimanche, d'empêcher la publication de livres licencieux, de faire fermer les maisons de jeu et de prostitution. Ces sociétés diffèrent des premières en ce que, n'étant pas des sociétés religieuses, il ne s'agit pas pour elles de faire régner une discipline endogène. Par définition, ses membres

a. Le manuscrit (fol. 5) fait référence à la « *Society for the reformation of manners* (1692-1737) ». Il ajoute qu'elle avait « 100 filiales à la mort de Guillaume III ; dont dix à Dublin » et que la société est « reprise vers 1755⁷ ».

b. Le manuscrit (fol. 5) fait référence à la « *Proclamation Society* » et à la « *Society for the Suppression of Vice* (qui eut jusqu'à 600 membres)¹⁰ ».

sont statutairement vertueux. Les contrôles s'exercent exclusivement sur des éléments extérieurs et ceci de deux manières : d'une part, par un certain nombre d'interventions, de pressions, de menaces ; d'autre part, si celles-là échouent, on passe à un second genre d'interventions auprès des tribunaux : dénonciation, poursuite. On a là une intervention qui porte essentiellement sur la moralité, et dont la première forme est de l'ordre du conseil moral, de l'exhortation, mais dont la seconde est purement juridique, comme si ces sociétés avaient pour but de forcer la main au pouvoir judiciaire pour assurer la suture entre le domaine de la moralité et celui de la légalité.

Troisièmement, des groupes d'autodéfense à caractère paramilitaire, qui apparaissent tardivement vers 1779, au moment où l'Angleterre commence à être secouée par un certain nombre de mouvements populaires^a. Ainsi, des habitants de quartiers de Londres s'organisent vers 1780 en patrouilles et assurent une surveillance et l'ordre moral ; leur recrutement se fait essentiellement parmi les notables et la haute bourgeoisie^b. Parallèlement, il y a toute une littérature qui encourage ces sociétés. Il faut noter que, vingt ans après, ces notables auront trouvé une tout autre formule : utiliser précisément les gens les plus pauvres pour assurer ces tâches ; ils auront alors inventé la police.

Enfin, quatrièmement, des groupements à caractère essentiellement économique : une sorte de police privée chargée de surveiller la fortune bourgeoise dans les formes nouvelles où elle se trouve exposée en pleine période de développement économique (magasins, docks, routes). Ainsi, à la fin du XVIII^e siècle, les compagnies de navigation créent à Londres une espèce de police de surveillance du port.

À quoi répond cette prolifération de sociétés d'ordre moral ? C'est une période de développement économique, c'est-à-dire, d'abord, de déplacement de population. Le développement économique bouleverse les vieilles organisations territoriales – bourgs, justices de paix,

a. Le manuscrit (fol. 6) ajoute :

« – après les grandes émeutes économiques, religieuses, politiques de la fin du siècle (*Gordon Riots*)
– et pour lutter contre l'influence jacobine¹¹ ».

b. Le manuscrit (fol. 6) en donne plusieurs exemples :

« – Après les *Gordon Riots* (1780) les habitants [*“principals”*] de St. Leonard s'organisent en patrouilles de 10-14. Demandent à s'armer. Le gouvernement y encourage toutes les *“persons of note”* ;
– City Association, Horse and Men. Light Horse Volunt[eer]s, London Military Foot Association, London Artillery Company ;
– Hanway propose (dans un livre de 1775 réédité en 1780) des milices de 23 personnes, *“opulent and of the community”*¹². »

paroisses – en les vidant de leur population. Et, dans un certain nombre de grandes villes, en revanche, des groupements d'individus inorganisés viennent s'accoler à un noyau urbain qui ne peut pas les encadrer à l'intérieur de ses propres organisations ni les assimiler. Or, non seulement les hommes se sont déplacés, mais en même temps il y a eu une autre fixation de la richesse : le capital s'est investi de plus en plus dans des machines, des stocks. La division du travail fait que la circulation de marchandises en grande quantité et à des stades successifs d'élaboration et de transformation amène à les localiser en des points de plus en plus massifs – entrepôts, docks – de sorte que l'on voit, au moment même où le mode de production capitaliste se développe, le capital se trouver exposé à un certain nombre de risques qui étaient beaucoup plus contrôlables auparavant. Le capital s'expose en effet non seulement au brigandage, au pillage, comme avant, mais à la déprédation quotidienne des gens qui vivent de lui, à côté de lui.^a La déprédation par celui qui manipule cette richesse ainsi exposée sur un mode nouveau, à cause de la division du travail et de l'ampleur des marchés et des stocks, est une des raisons pour lesquelles il va falloir instaurer un autre ordre, une autre manière de contrôler les populations et d'empêcher la pratique du transfert de la propriété. Le problème est celui de l'encadrement moral des populations : il faut réformer leurs manières de telle sorte que les risques pris par la fortune bourgeoise soient réduits.

Or, il se trouve que le régime anglais n'offre pas de telles garanties. À cause de la faiblesse du pouvoir central, on a d'une part une micro-territorialité des organismes judiciaires et des instruments de la pénalité, qui ne peuvent se déplacer et suivre les mouvements de la fortune, et, d'autre part, un code pénal d'une extrême rigueur^b, mis en place au XVII^e siècle lorsque le pouvoir royal essaie de rattraper sa puissance en accroissant la sévérité des lois, et qui, fonctionnant selon le tout ou rien, est totalement inadapté et échappe à ceux-là mêmes qui veulent s'en servir¹³. Ainsi les juridictions renoncent-elles souvent à appliquer la peine en disqualifiant le crime, selon la technique du pieux parjure¹⁴. Aussi, au moment où la richesse prend des risques nouveaux en se capitalisant, il faut toute une série d'organismes de rattrapage, qui sont précisément ces associations.

a. Le manuscrit (fol. 7) ajoute :

« L'organisation de ces circuits avec des points importants de stockage et le traitement de grosses quantités impliquent la mise en place d'un nouvel appareil de contrôle. »

b. Le manuscrit (fol. 8) ajoute : « (un "chaos sanglant") ».

Il y a donc, à cette époque, recherche et mise en place d'un nouveau système de contrôle, dont les caractères généraux sont les suivants. D'abord, c'est un système qui se situe aux confins de la morale et de la pénalité. Ces sociétés ont pour fonction première non pas tant de détecter le crime, de le punir, que de s'attaquer d'abord à des fautes morales et, en deçà même de celles-ci, à des propensions psychologiques, à des habitudes, à des manières, à des comportements comme la paresse, le jeu, la débauche. Il s'agit [également] de s'attaquer aux conditions, aux instruments de facilitation de la faute, comme les débits de boisson, les jeux, la loterie, les maisons de prostitution. Enfin, il s'agit de produire non seulement quelque chose comme une sanction pénale, mais quelque chose de beaucoup plus positif et de plus continu. Il s'agit d'enseigner, d'inculquer des conduites, comme le dit Burke à la fin du XVIII^e siècle : « Patience, travail, sobriété, frugalité, religion, voilà ce qu'il faut enseigner¹⁵. » De même, dans un essai de 1804, Boadman écrit : « Comment conduire un peuple accoutumé à une vie d'oisiveté, d'extravagance et de dissipation, à mener avec application et persévérance, une vie de tempérance, de modération et de vertu, voilà, sans doute, ce qui est difficile, mais voilà ce qui est absolument nécessaire¹⁶. »

Or, ce qui est intéressant, quand on considère les objectifs de ces sociétés et la manière dont ils ont été mis en œuvre, c'est une espèce de « remoralisation » qu'on voit naître « par en bas », dans des groupes de la petite bourgeoisie^a. Et cette entreprise se déplace considérablement et à une vitesse accélérée dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. D'abord, par le recrutement de ces sociétés, au niveau donc de leur insertion sociale. Au début du siècle, ce sont surtout des petits-bourgeois ; à la fin, comme dans la « Société de la proclamation » ou celle « pour la suppression du vice », ce sont de grands notables, des lords et des représentants de l'Église anglicane. [C'est] comme si ces sociétés approchaient de plus en plus, à travers l'aristocratie, du pouvoir lui-même, de l'appareil d'État, comme si elles commençaient à être reprises en charge par ceux-là mêmes qui détiennent le pouvoir étatique. Ensuite, dans la manière même dont elles agissent. En effet, au départ, si les groupes quakers et méthodistes exercent une sorte de contrôle moral sur eux-mêmes ou sur leur voisinage immédiat, c'est qu'il s'agit d'abord et avant tout pour eux d'échapper à l'application de cette pénalité si lourde. L'autodéfense

a. Tapuscrit (page 89) : « dans des groupes comme les Quakers, les méthodistes ». Étant donné le contexte, qui se réfère aux associations de sûreté en Angleterre, et non pas seulement aux groupes religieux antécédents, nous citons le manuscrit (fol. 9).

de ces groupes est, à y réfléchir, assez ambiguë : il s'agit de réprimer les fautes de telle manière que le pouvoir ne morde pas sur le groupe. C'est donc non seulement une dissidence religieuse, mais presque une dissidence pénale, judiciaire, que les Quakers essaient d'instaurer. Or, à la fin du XVIII^e siècle, l'objectif de ces sociétés se modifie, au moment même où leur recrutement social change : elles militent pour que l'on prenne de nouveaux décrets, de nouvelles lois, pour faire intervenir le pouvoir judiciaire comme tel^a. C'est comme groupes de pression sur le pouvoir qu'elles interviennent, et non plus du tout [en tant que] groupes d'autodéfense à l'égard du pouvoir.

Enfin, au niveau de leur objet : au début du siècle, il s'agit essentiellement pour elles de contrôler des éléments marginaux, troubles, agités, vagabonds, etc. ; à la fin, ceux qui sont désignés comme devant être l'objet du contrôle moral, ce sont les « basses classes » comme telles. Complétons la phrase de Burke : « Patience, travail, sobriété, frugalité, religion, voilà ce qu'il faut enseigner », c'est cela qui « doit être recommandé aux pauvres qui travaillent¹⁷ ». Au début du siècle, on n'aurait parlé que des pauvres, de ceux qui ne travaillent pas (oisifs, chômeurs) ; maintenant, il s'agit de la classe ouvrière en train de se former. Et, en 1804, l'évêque Watson, prêchant devant la « Société pour la suppression du vice », disait : « Les lois sont bonnes ; mais elles sont toujours éludées par les *lower classes* ; et les *higher classes* les tiennent pour rien (*for nought*)¹⁸. » Or, entre ces classes, il y a une différence en ce sens que Watson souhaite que les classes élevées observent aussi les lois ; [cela,] non pas parce que les lois sont générales, mais parce que, les lois devant essentiellement porter sur les basses classes, leur observance par les classes supérieures constitue par la voie de l'exemple l'instrument grâce auquel on pourra obtenir que les classes les plus basses les observent également¹⁹. L'obéissance des Grands n'est pas en elle-même une fin^b ; leur immoralité n'est pas en soi un problème – elle risque de le devenir dans la mesure où leur exemple risque d'être pour les *lower classes* un prétexte à ne pas observer les lois²⁰. Et, dans une adresse publique de la « Société pour la suppression du vice », en 1802, les choses sont encore plus claires : il s'agit non seulement de contrôler moralement les classes basses et laborieuses, mais de les contrôler politiquement, en fonction des dangers de révolte.^c

a. Le manuscrit (fol. 10) ajoute deux exemples : « obtenir une loi sur le dimanche » et « obtenir l'organisation d'une police des docks ».

b. Le manuscrit (fol. 10) ajoute : « c'est un instrument pour que les inférieurs obéissent ».

c. Le manuscrit (fol. 10-11) présente ce passage sous la forme d'une citation :

On a donc un double mouvement : d'une part, à travers ces groupes de contrôle et de surveillance, une jonction du moral et du pénal. Or, dans la théorie du droit criminel qui apparaît à la fin du XVIII^e siècle avec Beccaria et Bentham, on a une coupure entre la faute et l'infraction. Tous les théoriciens du droit pénal séparent les deux : les lois n'ont pas, pour eux, à punir la conduite morale des gens, elles ne concernent que l'utilité de la société et non pas la moralité des individus. Or, à la même époque, on a toute cette pratique de surveillance spontanée organisée par des groupes et, finalement, par une classe sur une autre, toute une surveillance qui tente de remoraliser la pénalité et investit celle-ci d'une espèce d'atmosphère morale, bref, qui cherche à mettre en continuité le contrôle et la répression [d'ordre] moral d'une part, et la sanction pénale de l'autre. On assiste donc à une moralisation du système pénal, en dépit de sa pratique et de son discours. Tout ce mouvement permet à la pénalité de diffuser largement dans le quotidien. D'autre part et en même temps, on a un second mouvement, très important, par lequel l'exigence de moralisation se déplace vers l'État : un mouvement d'étatisation. Ce sont les classes les plus élevées, en tant qu'elles contrôlent le pouvoir, qui sont porteuses de cette exigence, tandis que les classes laborieuses et les plus basses deviennent le point d'application de cette moralisation de la pénalité. L'État se voit requis de devenir^a l'instrument de moralisation de ces classes.

Bref, on a une moralisation de la pénalité ; une distribution des classes de part et d'autre de cette moralité pénale ; et une étatisation des instruments de cette dernière. On a un exemple de ce mouvement avec le personnage de Colquhoun²², à travers l'œuvre de qui on voit s'inscrire ce qui déterminera la moralité occidentale – malheureusement, quand on enseigne la morale, quand on fait l'histoire de la morale, on explique toujours les *Fondements de la métaphysique des mœurs*²³ et on ne lit pas ce personnage, fondamental pour notre moralité. Inventeur de la police anglaise, ce marchand de Glasgow y revient, après un séjour en Virginie, et devient président de la Chambre de commerce ; puis il s'installe à Londres, où des sociétés de navigation lui demandent en 1792 de résoudre le problème de la surveillance des docks et de

« Dans une adresse publique de la Société pour la suppression du vice (1802) : « Toutes les affaires de sédition, ou toutes les affaires politiques devraient être découvertes par la vigilance de la Société ; elle en informera les magistrats ou les agents du gouvernement dont le rôle est de connaître des atteintes contre l'État »²¹. »

a. Le manuscrit (fol. 12) ajoute : « (par les lois qu'il définit, ou la police qu'il instaure) ».

la protection de la fortune bourgeoise. [C'est un] problème essentiel, [comme on le voit avec] le frère de Bentham²⁴; pour comprendre le système de moralité d'une société, il faut poser la question : Où est la fortune ? L'histoire de la morale doit s'ordonner entièrement à cette question de la localisation et du déplacement de la fortune.

En 1795, Colquhoun écrit son *Traité sur la police de la métropole*²⁵, où l'on trouve, théorisés, systématisés, les principes qui guident ces sociétés.^a Le premier principe est que le fondement d'un système pénal doit être la moralité. À l'époque où, précisément, Beccaria, Brissot, etc.^b disent qu'il n'y a pas de rapport entre la morale et la loi, Colquhoun écrit : « Rien ne contribue davantage à dépraver l'esprit du peuple, que le peu d'égards que les lois montrent pour la moralité ; en infligeant des peines plus sévères à ceux qui commettent ce qu'on peut appeler *des crimes politiques*, et des crimes contre la propriété, qu'à ceux qui offensent la religion ou la vertu²⁶. » Et Colquhoun, au moment même où il contredit la théorie du droit pénal, en retourne les propositions, car il ajoute que c'est dans la mesure même où la loi prendra en considération la moralité^c, qu'elle sera utile à la société²⁷. Là où Beccaria dit que la loi n'a pas affaire à la morale dans la mesure même où elle ne concerne que l'intérêt de la société, Colquhoun dit que la loi a affaire à l'intérêt social dans la mesure où elle sanctionne la moralité : « Quand on a renoncé aux vertus particulières, on se laisse aisément entraîner à violer la fidélité due au souverain²⁸ » ; « Les lois sont armées contre les *pouvoirs* de la rébellion, mais elles ne fournissent pas les moyens de s'opposer à ses *principes*²⁹. »

Deuxième principe : si la loi doit se préoccuper avant tout de la moralité et si celle-ci est essentielle au salut de l'État et à l'exercice de sa souveraineté, il faut une instance qui surveille, non pas l'application des lois, mais, bien avant celle-ci, la moralité des individus. Les lois ne sont plus alors que ce qui donne à de tels organismes de surveillance la possibilité d'intervenir et d'agir au niveau de la moralité^d : « Partout où il y aura une bonne police, on verra régner le bon ordre et la sûreté ; sans elle, on ne doit s'attendre qu'à la confusion, au désordre, à la violence et

a. Le manuscrit (fol. 12) précise que Colquhoun est « lié aux sectes religieuses » et « chargé à titre semi-privé de la police des docks, qu'il réorganise entièrement ».

b. Le manuscrit (fol. 13) ajoute, ici, le nom de Bentham : « Opposition directe avec Beccaria, Bentham. »

c. Le manuscrit (fol. 13-14) énonce : « le principe que le contrôle de la moralité est encore la meilleure protection possible pour l'État ».

d. Manuscrit (fol. 14) : « Il faut un organisme d'État pour contrôler la moralité. Et c'est la police. »

au crime³⁰. » Il faut « un *principe actif propre à concentrer et à réunir la police* ^a *entière de la capitale et du royaume, et à en réduire l'administration générale à un système méthodique, par l'établissement d'une agence supérieure composée de gens capables, intelligents et infatigables*³¹. »

Troisième principe : cette agence aura pour cible propre les *lower classes* : « Toutes les fois qu'une grande quantité d'ouvriers sera rassemblée en un même lieu, il s'y trouvera nécessairement beaucoup de mauvais sujets, qui, par la raison de leur réunion dans un moindre espace, étant plus à portée de tramer et d'exécuter des complots [...] pourront, par leur conduite turbulente, nuire d'avantage à la chose publique³². » Complots politiques, concentration des ouvriers à l'usine, dans les cités ouvrières, on a là tous les thèmes de la police du XIX^e siècle. Comme l'ajoute Colquhoun, la police « est une science absolument neuve dans l'économie politique³³. »

De cela, on peut tirer un certain nombre de [conclusions]. Premièrement, on a là un processus de surcodification éthico-pénale, qui se déroule au cours du XVIII^e siècle. Il a pour agents des groupes plus ou moins spontanés, mais qui, en se développant peu à peu et en se rapprochant des classes supérieures et, donc, du pouvoir, finissent par transmettre à l'État lui-même et à un organisme spécifique – la police – la tâche d'exercer tout un ensemble de contrôles de la vie quotidienne. L'État devient ainsi l'agent essentiel de la moralité, de la surveillance et du contrôle éthico-juridique. Deuxièmement, on peut pressentir les liens entre ces mouvements et le développement du capitalisme^b : l'application progressive de ce contrôle aux seules classes les plus basses et, finalement, aux ouvriers ; les liens entre ce processus et la lutte contre les formes nouvelles de déprédation liées aux risques nouveaux pris par la fortune en train de se capitaliser^c. Troisièmement, il faut aussi remarquer que, derrière les interdictions proprement légales, on voit se développer tout un jeu de contraintes quotidiennes qui portent sur les comportements, les mœurs, les habitudes, et qui ont pour effet, non pas de sanctionner quelque chose comme une infraction, mais d'agir positivement sur les individus, de les transformer moralement, d'obtenir une correction. Ainsi, ce qui se met en place, ce n'est pas seulement un

a. Selon le tapuscrit (page 94), Foucault dit : « la surveillance » au lieu de : « la police », qui est le terme utilisé dans le manuscrit (fol. 14) et la traduction citée.

b. Le manuscrit (fol. 16) ajoute : « plus exactement la mise en place des instruments politiques du capitalisme ».

c. Le manuscrit ajoute (fol. 16) : « tout cela suffirait à le prouver. Mais il faudra l'analyser de plus près ».

contrôle éthico-juridique, un contrôle étatisé au profit d'une classe, c'est quelque chose comme l'élément du *coercitif*. On a affaire à une coercition différente de la sanction pénale et qui est quotidienne, porte sur les manières d'être et cherche à obtenir une certaine correction des individus. Le coercitif, c'est ce qui établit une connexion entre morale et pénalité. C'est ce qui a pour cible, non pas seulement les infractions des individus, mais leur nature, leur caractère. C'est ce qui doit avoir pour instrument une surveillance permanente et fondamentale^a. Or, le coercitif est fort proche de, et homogène à ce que j'ai appelé le pénitencier. Le pénitencier, qui se trame à travers les prisons, est au fond comme le prolongement, la sanction « naturelle » [par le] coercitif. Lorsque celui-ci rencontre sa limite et doit passer de la pédagogie à la punition, il produit le pénitencier qui reprend les fonctions du coercitif, mais en les faisant jouer à l'intérieur d'un système punitif qui est la prison^b. La prison est ce lieu où les principes généraux de la coercition, les formes, les thèses et les conditions de celle-ci sont concentrés à l'usage de ceux qui ont cherché à échapper à la coercition. Elle est le redoublement, dans la forme pénitencier, du système de la coercition.

Ainsi peut-on commencer à répondre à la question : Comment la prison, avec son horizon pénitencier, elle qui était née dans une communauté religieuse si singulière et si localisée, a-t-elle pu se diffuser [de cette façon] et prendre l'ampleur institutionnelle qu'on lui connaît ? La condition d'acceptabilité de la prison^c, c'est précisément le *coercitif*. Si la prison, avec ses particularités géographiques et religieuses, a pu s'insérer dans le système pénal, c'est parce que, dans la mise en place de ses formes propres de pouvoir politique, le capitalisme a utilisé la coercition. On a donc deux ensembles : l'ensemble pénal, caractérisé par l'interdit et la sanction, la loi ; et l'ensemble punitif, caractérisé par le système coercitif pénitencier. Le premier ensemble porte avec lui une certaine théorie de l'infraction comme acte d'hostilité envers la société ; le second porte avec lui la pratique de l'enfermement. Le premier ensemble se déduit, d'une façon archéologiquement correcte, de l'institutionnalisation étatique de la justice, qui fait que, depuis le Moyen Âge, on a une pratique de la justice ordonnée à l'exercice du pouvoir politique souverain : cela donne des procédures d'inquisition,

a. Manuscrit (fol. 16) : « permanente et totale ».

b. Manuscrit (fol. 17) : « Le passage du coercitif à son régime de punition donne le pénitencier. »

c. Le manuscrit (fol. 17) ajoute : « (et du système pénitencier qui lui est lié) ».

l'intervention d'un personnage comme le procureur, etc. De tout cet ensemble pratique a dérivé une théorie de l'infraction comme acte d'hostilité au souverain. L'autre ensemble se forme dans un mouvement de développement, non pas de l'État lui-même, mais du mode de production capitaliste ; dans ce second système, on voit ce mode de production se donner les instruments d'un pouvoir politique^a, mais aussi d'un pouvoir moral. Le problème, généalogique alors, est de savoir comment ces deux ensembles, d'origine différente, sont venus s'ajouter et fonctionner à l'intérieur d'une seule tactique³⁴.

Quatrièmement, il y a eu des groupes à l'intérieur desquels s'est opérée la connexion du punitif et du pénal^b. Ce sont ces groupes^c non conformistes et religieux qui, de l'extérieur, ont imposé cette connexion à l'État, qui ont exigé que l'État l'assure. Ils se proposaient de moraliser la société, en dépit de l'État^d ou, en tout cas, avec son aide si celui-ci acceptait, et, au moment où ils voulaient moraliser la société, il s'est trouvé qu'en fait, ils ont étatisé la morale et ont fait de l'État l'agent principal de la moralisation.

*
* *

Il existe une espèce de symétrie historique entre cette dissidence du XVIII^e siècle et ce mouvement actuel de la « dissidence morale » en Europe et aux États-Unis. Ainsi, ces [mouvements] qui luttent pour le droit à l'avortement, à la constitution de groupes sexuels non familiaux, à l'oisiveté^e – c'est-à-dire tous ceux qui luttent pour la déculpabilisation des infractions pénales et contre l'actuel fonctionnement du système pénal –, font en un sens le travail symétrique et inverse de celui que faisaient au XVIII^e siècle les agents de la dissidence religieuse qui se donnaient pour tâche de lier morale, production capitaliste et appareil d'État³⁵. Les groupes actuels ont pour fonction de défaire cela. C'est en quoi ils se distinguent des « non-conformistes », de ceux qui, au nom de la transgression, ignorent la loi ou veulent la considérer comme irréaliste. Les premiers ont leur point d'attaque en ce lieu qui est l'intrication d'une morale, d'un certain nombre de rapports de pouvoir

a. Le manuscrit (fol. 17) ajoute : « nouveau ».

b. Manuscrit (fol. 18) : « Importance de ces groupes à travers lesquels s'est opérée la connexion du punitif et du pénal, du coercitif et de l'interdit, de la pénitence et de la sanction. »

c. Le manuscrit (fol. 18) ajoute : « (du moins en Angleterre) ».

d. Le manuscrit (fol. 18) ajoute : « ou, du moins, du souverain ».

e. Le manuscrit (fol. 18) ajoute : « le droit à l'homosexualité » et « le droit à la drogue ».

propres à la société capitaliste, des instruments de contrôle assuré par l'État.^a Lutter contre la coercition, ce n'est pas la même chose que franchir l'interdit, ceci ne peut tenir lieu de cela. Pratiquer la transgression, c'est rendre, un instant, en un lieu, pour une personne, la loi irréaliste et impuissante^b; entrer en dissidence^b, c'est s'attaquer à cette connexion, à cette coercition.

Pensons au manifeste des médecins avorteurs et à la réponse du ministre Foyer, qui dit cette chose quand même extraordinaire : il est tout à fait regrettable que le manifeste des médecins ait paru en période électorale, parce que le problème de l'avortement est un problème de législation et doit donc être traité dans le calme et la réflexion ; puisque c'est un problème de législation, on ne peut le poser en période électorale³⁷. Nous avons donc ceci : un ministre qui, dans un régime où les députés ne sont rien de plus que des législateurs et sont élus, ne veut pas que le problème soit traité par ceux qui élisent les législateurs. Les députés doivent être élus sans que leurs électeurs leur aient posé ce problème. C'est qu'à propos de l'avortement, il s'opère précisément une distance morale : le pouvoir, en disant que seuls les députés élus pourront s'en occuper, mais pas ceux qui les élisent, veut dire que l'avortement, en tant que problème éthico-juridique, doit être placé hors du choix explicite des individus, hors de la volonté même de la nation. C'est que la loi qui l'interdit est une loi fondamentale, à laquelle l'électeur ne peut pas toucher, alors que la Constitution peut, au moins, être modifiée par voie de référendum ; elle est donc comme une loi naturelle puisque l'électeur ne peut y toucher, mais elle ne l'est pas puisqu'on peut la changer, mais sans que les électeurs puissent le demander aux députés. Dire que les députés peuvent la changer sans que leurs électeurs aient le contrôle de cela, c'est dire que le changement ne peut être que l'affaire du pouvoir et des élus, mais en tant qu'ils sont non pas les représentants d'une volonté effective de la nation, mais les agents d'un pouvoir qui dépasse précisément leur

a. Le manuscrit (fol. 19) ajoute :

« Ce que les "dissidents" du XVIII^e siècle avaient noué (morale, défense de la production capitaliste, contrôle d'État), il s'agit de le défaire. De dénouer ce par quoi le mode de production capitaliste s'est organisé en un système de pouvoir. »

b. Manuscrit (fol. 19) :

« "Entrer en dissidence morale" n'est donc pas du tout "pratiquer la transgression" : ceci ne peut pas tenir lieu de cela. De même "lutter contre la coercition" n'est pas du tout "franchir l'interdit". Dans un cas, il s'agit de rendre un instant la loi irréaliste et impuissante. Dans l'autre cas (entrer en dissidence), il s'agit de s'attaquer à, de défaire la connexion : morale-pouvoir capitaliste-État. L'illégalité doit être un instrument dans la lutte anti-coercitive. »

mandat, puisque cela ne peut être fixé par mandat électoral. C'est donc seulement au niveau de l'exercice du pouvoir que peut être modifiée quelque chose comme la législation de l'avortement.

Ceci révèle le mode d'ancrage qui existe depuis le XIX^e siècle entre le système de morale et l'exercice effectif du pouvoir. Il faut en tirer la conclusion que la morale n'est pas dans la tête des gens : elle est inscrite dans les rapports de pouvoir et c'est seulement la modification des rapports de pouvoir qui peut amener la modification de la moralité.^a

a. Le dernier feuillet du manuscrit (fol. 21) ajoute :

« Au total : tout un système coercitif-pénitentiaire très largement caractéristique de notre société, et où la prison figure comme une pièce importante (à la fois instrument et modèle historique). Modèle accepté. Le coercitif, condition d'acceptabilité du pénitentiaire. »

*

ANNEXE

Le manuscrit de cette sixième leçon se termine par cinq feuillets non numérotés, qui portent :

« - Étatisation de la justice pénale.

- Constitution d'une société disciplinaire qui, elle aussi, donne lieu à certains types de savoir.

Cette formation se caractérise par deux faits, apparemment contradictoires. Ou plutôt un fait : la réforme du système pénal qui a deux aspects fort contradictoires.

A. Une théorie pénale nouvelle

Beccaria, Bentham, Brissot, Le Peletier [de] Saint-Fargeau

1. Entre le crime et la faute, pas de rapports

- il y a faute par rapport à une loi morale, naturelle, religieuse ;

- il n'y a crime que par rapport à une loi civile, une fois la loi formulée. Et cette loi civile définit ce qui est utile à la société.

Le crime, nuisance sociale ; trouble, gêne.

Le criminel, c'est l'ennemi social. Rupture du pacte social.

2. La loi qui punit ne doit en aucun cas instaurer :

• une vengeance

• une rédemption.

3. La punition doit donc être calculée de façon que le tort fait à la société soit réparé ou encore que personne n'ait intérêt à en imposer un semblable.

D'où quatre types de punition :

• la déportation

• le travail forcé

• le talion

• la honte.

- B. Or de fait, on voit apparaître tout autre chose.
- Un système de prison qui ne répond
 - ni tout à fait à une exclusion,
 - ni à la réparation sociale,
 - ni au talion.
 - Une législation pénale qui est de plus en plus centrée
 - non sur l'utilité sociale,
 - mais sur l'individu.
 - Une pénalité qui se propose de plus en plus à la fois
 - le contrôle des individus
 - et leur réforme.
 - Et qui par là, au lieu de sanctionner simplement les infractions, sanctionne des individus, des virtualités, des qualités.
 - Individu dangereux.
 - Et par là, au lieu de relever d'un pouvoir judiciaire autonome, la pénalité [passe] par tout un réseau d'institutions
 - de surveillance-police ;
 - de correction : pédagogique, psychologique, psychiatrique, médicale.
 - Orthopédie sociale.
 - Contrôles sociaux.
 - Le panoptisme : les différents usages du Panopticon
 - surveillance universelle,
 - correction constante.
 - Le Panopticon comme utopie.
 - Le panoptisme comme forme de pouvoir, mais aussi
 - type de savoir
 - l'Examen
 - Enquête : connaître les événements - d'après des témoins, selon les critères de l'observation.
 - Examen : connaître les individus d'après l'observation des détenteurs du pouvoir et des critères de normalité.
 - Raisons de cette montée et de cette étatisation des contrôles :
 - un nouvel état démographique, mais surtout
 - une nouvelle forme de matérialité de la richesse
 - industrielle
 - terrienne.
 - Les illégalismes. »

*

NOTES

1. Cf. F.-A.-F. de La Rochefoucauld-Liancourt, *Des prisons de Philadelphie, par un Européen*, op. cit. ; voir aussi J.-G. Petit et al., *Histoire des galères, bagnes et prisons*, op. cit., p. 134.

2. Philanthrope anglais, John Howard (cf. *supra*, p. 77-78, note 2) devient en 1773 *high sheriff* du comté de Bedford et, à ce titre, découvre les conditions des prisons locales ; cf. *supra*, p. 77, note 13, et p. 78, note 14. Howard y constate

notamment que de nombreux prisonniers, déclarés innocents par leurs juges, sont toujours incarcérés faute de pouvoir payer la somme qu'ils doivent à leurs geôliers. Il tente alors de convaincre les juges de paix du comté de la nécessité de lever une taxe pour rémunérer les geôliers, requête qui est rejetée en raison de l'absence de précédent. De 1773 à sa mort, en 1790, Howard entreprend de nombreux voyages dans les îles britanniques et dans le reste de l'Europe pour en visiter les prisons ; cf. J. Howard, *State of the Prisons in England and Wales*, 1777, édition augmentée en 1784 / *L'État des prisons, des hôpitaux et des maisons de force en Europe au XVIII^e siècle*, traduction nouvelle et édition critique par Christian Carlier et Jacques-Guy Petit, Paris, Les Éditions de l'Atelier / Éditions ouvrières, 1994. Son œuvre connut une grande influence, au Royaume Uni et en Europe, aboutissant notamment à l'adoption de plusieurs réformes par le Parlement britannique, dont la rémunération des geôliers par l'impôt. Cf. : C. Carlier & J.-G. Petit, « Avant-propos » à J. Howard, *L'État des prisons...*, trad. citée, p. 9-66 ; J. Aikin, *A View of the Life, Travels and Philanthropic Labours of the Late John Howard, Esq.*, L. L. D., F. R. S., Boston, Maning & Moring, 1794 ; F. Gaëtan de La Rochefoucauld-Liancourt, *Vie de John Howard*, Paris, Dondey-Dupré, 1840 ; A. Rivière, « Howard. Sa vie, son œuvre », *Revue pénitentiaire*, 1891, p. 651-680 ; L. Baumgartner, *John Howard (1726-1790), Hospital and Prison Reformer : A Bibliography*, Baltimore, Md., The Johns Hopkins Press, 1939.

En Angleterre, la pratique des récits de voyages s'inscrit plus généralement dans « la rage du voyage [qui] s'empare des Anglais », notamment avec la pratique du *grand tour*, voyage éducatif entrepris à travers l'Europe - principalement en Italie et en France - par les jeunes aristocrates fortunés aux XVII^e et XVIII^e siècles : cf. G. Macaulay Trevelyan, *Histoire sociale de l'Angleterre. Six siècles d'histoire de Chaucer à la reine Victoria*, actualisée par les notes de J. P. Poussou, Paris, Robert Laffont (coll. « Bouquins »), 1993, p. 485-486. Daniel Defoe publie ainsi, entre 1724 et 1726, *En explorant toute l'île de Grande-Bretagne* (présentation de Jean Queval, Paris, Payot, 1974), récit de ses voyages dans les îles britanniques, lequel est centré sur l'économie mais décrit « en passant » les prisons de Londres, où l'auteur a brièvement séjourné (cf. p. 143-144). Les écrits de John Howard se situent en marge de cette tradition, dans la mesure où leur matière est circonscrite aux affaires pénitentiaires.

3. Influencé par le *Traité des délits et des peines* (1764) de Beccaria, le Code pénal autrichien, promulgué par Joseph II en 1787, est marqué par un adoucissement de l'arsenal répressif. S'y trouvent affirmés les principes de légalité et de proportionnalité des peines. Le code impérial établit une stricte distinction entre les délits criminels et les délits politiques, et la peine de mort est limitée au seul « crime de sédition jugé par un conseil de guerre » (J.-L. Halpérin, *Histoire des droits en Europe de 1750 à nos jours*, op. cit. [*supra*, p. 100, note 12], p. 62) ; cf. M. Foucault, *Surveiller et Punir*, op. cit., p. 119. La détention - seule, avec chaîne, ou avec travaux publics - constitue l'un des piliers de la sanction des délits criminels ; cf. Y. Cartuyvels, *D'où vient le code pénal ? Une approche généalogique des premiers codes pénaux absolutistes au XVIII^e siècle*, Paris-Bruxelles, De Boeck, 1996, p. 264-300.

4. Fondées sous l'influence de John Wesley (1703-1791), les sociétés méthodistes constituent au cours du XVIII^e siècle le plus important des mouvements non conformistes. À la mort de Wesley, en 1791, ces sociétés comptent 72 000 membres, nombre qui atteint un million et demi en 1850 ; cf. J. Cannon, ed., *The Oxford*

Companion to British History, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 339. Théologiquement, le mouvement méthodiste se caractérise par son insistance sur la conversion personnelle et le salut par la foi, ainsi que par une certaine souplesse doctrinale; cf. E.P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, trad. citée [*supra*, p. 42, note 20], p. 38. Mouvement largement populaire, les diverses églises méthodistes ont joué un rôle social important – bien que parfois surestimé (cf. *ibid.*, p. 41-46) – dans la formation du mouvement ouvrier au XVIII^e siècle, notamment par l'éducation des pauvres et leur intégration à l'organisation de l'Église; cf.: R. Southey, *Life of Wesley and the Rise and Progress of Methodism*, Londres, Harper and Brothers, 1890 [1846], 3 vol.; W.E.H. Lecky, *History of the English People in the 18th Century*, New York, D. Appleton & Co., 1891, vol. III; J. Kent, *The Age of Disunity*, Londres, Epworth Press, 1966.

5. John Wesley (1703-1791) fut le fondateur du méthodisme. Ordonné au sein de l'Église anglicane, il rassemble autour de lui à Oxford, à partir de 1729, un groupe de chrétiens auxquels leur stricte observance des règles de vie et d'étude fixées par l'Église vaut le surnom de « méthodistes ». En 1738, après une courte activité de missionnaire en Géorgie, Wesley entreprend d'évangéliser l'Angleterre, prêchant non seulement dans les églises mais également en plein air et au sein de sociétés religieuses locales. Il s'opposa toujours à l'indépendance du méthodisme vis-à-vis de l'Église anglicane, rupture qui intervint peu après sa mort, en 1791. Cf.: R. Southey, *Life of Wesley and the Rise of Methodism*, op. cit.; M. Lelièvre, *John Wesley: sa vie, son œuvre*, Paris, Chapelle Malesherbes, 1922 [Librairie évangélique, 1883]; M.L. Edwards, *John Wesley and the Eighteenth Century*, New York, Abingdon Press, 1933; J.H. Whiteley, *Wesley's England: A Survey of XVIIIth Century Social and Cultural Conditions*, Londres, Epworth Press, 1938; J. Kent, *Wesley and the Wesleys*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

6. La Société des Amis, ou Société religieuse des amis (*Society of Friends*), est l'appellation officielle des mouvements quakers; cf. *supra*, p. 99, note 11.

7. John Pollock indique que le projet de Wilberforce de fonder la « Société de la proclamation » s'inspire des « *Societies for the Reformation of Manners* », créées en écho à la proclamation de William et Mary « *for the Encouragement of Piety and Virtue; and for the preventing of Vice, Profaneness and Immorality* » qui date de 1692 (la publication ayant été retardée de trois ans par rapport au début du règne) – acte marquant traditionnellement l'accession au trône d'un nouveau souverain; cf. J. Pollock, *Wilberforce*, Londres, Constable, 1977, p. 59 (l'auteur précise que les proclamations sont disponibles dans *Handlist of Proclamations 1714-1810*, Bibliotheca Lindesiana, 1913). Ces sociétés s'implantent en Irlande à partir de 1693, où elles sont notamment utilisées pour consolider le pouvoir des anglicans contre les catholiques. Cf.: D.W.R. Bahlman, *The Moral Revolution of 1688*, New Haven, Conn., Yale University Press, 1957; J. Innes, « Politics and Morals: The Reformation of Manners Movement in Later Eighteenth-Century England », in Eckhart Hellmuth, ed., *The Transformation of Political Culture: England and Germany in the Late Eighteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1990; T.C. Barnard, « Reforming Irish Manners: The Religious Societies in Dublin during the 1690s », *The Historical Journal*, vol. 35 (4), Dec. 1992, p. 805-838; A. Hunt, *Governing Morals: A Social History of Moral Regulation*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999. Sur Wilberforce, cf. *infra*, note 9.

8. [J. Wesley,] *The Works of the Reverend John Wesley, A.M., Sometime Fellow of Lincoln College, Oxford*, New York, J. Emory and B. Waugh, 1831, 7 vol.: vol. 1, Sermon LII (preached before the Society for Reformation of Manners, on Sunday, January 30, 1763, at the Chapel in West Street, Seven Dials), p. 460: « Some of these were of the lowest and vilest class commonly called gamblers; who make a trade of seizing on young and inexperienced men, and tricking them out of all their money: and after they have beggared them, they frequently teach them the same mystery of iniquity. » Foucault reviendra sur ce passage quelques mois plus tard, en mai 1973, dans « La vérité et les formes juridiques », loc. cit. (*DE*, II), p. 596-597 / p. 1464-1465.

9. Évangéliste protestant et homme politique anglais, William Wilberforce (1759-1833) est plus connu pour son engagement en faveur de l'abolition de l'esclavage, qu'il défendit notamment en tant que membre du Parlement. Très conservateur dans son engagement en politique intérieure, il participa à la fondation de plusieurs sociétés évangélistes dont la *Proclamation Society to Prosecute Blasphemy and Vice* (1787) et la *Society for Bettering the Condition of the Poor* (1796). Cf.: R.I. Wilberforce & S. Wilberforce, *The Life of William Wilberforce, by his sons Robert Isaac Wilberforce and Samuel Wilberforce*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011 [1838]; R. Coupland, *Wilberforce: A Narrative*, Oxford, Clarendon Press, 1923; plus récemment: W. Hague, *William Wilberforce: The Life of the Great Anti-slave Trade Campaigner*, Londres-New York-Toronto, Harper Perennial, 2008.

10. Voir notamment: Society for the Suppression of Vice, *The Constable's Assistant: Being a Compendium of the Duties and Powers of Constables and Other Police Officers*, 1808 (éditions augmentées: 3^e éd. 1818, 4^e éd. 1831); cf. M. Foucault, « La vérité et les formes juridiques », loc. cit., p. 597 / p. 1465.

11. Au mois de juin 1780, les émeutes de Gordon (*Gordon Riots*) éclatèrent à Londres après le rejet par la Chambre des communes d'une pétition s'opposant aux concessions accordées aux catholiques, et notamment à leur admission au Parlement. De nombreuses violences, dirigées essentiellement contre de riches catholiques et des représentants du pouvoir, éclatèrent dans les jours suivants. Les autorités londoniennes de Wilkes, en conflit avec le pouvoir royal, n'intervinrent que tardivement, quand les émeutiers s'en prirent à la Banque d'Angleterre. Le nom des émeutes provient de celui de Lord George Gordon, président de l'Association protestante, qui remit la pétition à la Chambre, et dont les harangues se sont vues imputer une lourde responsabilité dans le déclenchement de la violence. Cf.: E.P. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, trad. citée, p. 67-68; G. Rudé, « The Gordon Riots: A Study of the Rioters and their Victims », *Transactions of the Royal Historical Society*, 5th series, n° 6, 1956, p. 3-114; C. Hibbert, *King Mob: The Story of Lord George Gordon and the Riots of 1780*, Stroud, Sutton Publishing, 2004 [1958]. Foucault mentionnera à nouveau les *Gordon Riots* dans *Surveiller et Punir*, p. 18; cf. aussi « La vérité et les formes juridiques », loc. cit., p. 597-598 / p. 1465-1466.

12. Cf. J. Hanway, *The Defects of Police. The Cause of Immorality and the Continual Robberies Committed: Particularly in and about the Metropolis*, Londres, J. Dodsley, 1775 (cité dans *Surveiller et Punir*, p. 125 et 130).

13. Sur la sévérité de la loi en Angleterre au XVIII^e siècle et les problèmes qui s'ensuivaient, cf.: D. Hay, « Property, Authority and the Criminal Law », in Douglas Hay, Peter Linebaugh, E.P. Thompson, *Albion's Fatal Tree: Crime and Society in Eighteenth Century England*, New York, Pantheon Books, 1975; J.H. Langbein,

« Albion's Fatal Flaws », *Past and Present*, n° 98(1), 1983, p. 96-120, rééd. in David Sugarman, ed., *Law in History: Histories of Law and Society*, New York, New York University Press, 1996, vol. 1.

14. L'expression « pieux parjure » (*pious perjury*) semble venir de William Blackstone, qui l'utilise pour décrire la pratique des jurys anglais consistant à sous-évaluer sous serment la valeur monétaire d'un vol, afin de ne pas devoir appliquer une peine jugée trop sévère; cf. W. Blackstone, *Commentaries on the Laws of England* (1765-1769), Londres, A. Strahan, 1825, 4 vol.: vol. 4, p. 237. Bentham rapporte également que, la loi prévoyant de sanctionner par la peine de mort les vols d'une valeur supérieure à trente-neuf shillings, les jurys en venaient à affirmer sous serment que deux pièces d'or valaient moins que cette somme: « Take two pieces of gold coins, two guineas, each of full weight, and, under the eye of an approving judge, to change the prisoner's doom from death to transportation, the two-and-forty-shillings'-worth of gold coin be valued by twelve jurymen, speaking upon their oaths, at nine-and-thirty shillings, and no more » (J. Bentham, *Rationale of Judicial Evidence, Specially Applied to English Practice from the manuscripts of Jeremy Bentham*, in Id., *Works*, ed. John Stuart Mill, Londres, Hunt and Clarke, 1827, 5 vol.: vol. 5, p. 418).

15. E. Burke, « Thoughts and Details on Scarcity, Originally Presented to the Right Hon. William Pitt, in the Month of November, 1795 », in *The Works of Edmund Burke*, Boston, Charles C. Little and James Brown, 1839, 9 vol.: vol. 4, p. 250-280, v. p. 253: « Patience, labor, sobriety, frugality and religion, should be recommended to them [the laborers]; all the rest is downright *fraud*. It is horrible to call them "The *once happy* laborer" » (souligné dans le texte).

16. A. Boadman, « On Population », « Essay XXV », in *Georgical Essays*, ed. Alexander Hunter, York, T. Wilson and R. Spence, 1804, vol. V, p. 394-404, v. p. 398: « The difficulty is, how to prevail upon a people, who have been long accustomed to a life of idleness, extravagance, and dissipation, to overcome its allurements, and to lead with steadiness and perseverance a life of temperance, moderation, and virtue: This, indeed, is difficult, but absolutely necessary. »

17. E. Burke, « Thoughts and Details on Scarcity », *loc. cit.*, p. 253. Foucault joue sur les mots de Burke, qui avait écrit ce passage précisément *contre* le langage « des pauvres qui travaillent ». À l'époque, en 1795, dans une période de disette, Burke était engagé dans un débat avec William Pitt au sujet du rôle du gouvernement et des intellectuels – et plus précisément, du langage des intellectuels et des hommes politiques – à l'égard des travailleurs. Le paragraphe de Burke sur la patience, le travail et la frugalité commence précisément par une réfutation du langage « des pauvres qui travaillent »: « Nothing can be so base and so wicked as the political canting language, "The laboring *poor*." Let compassion be shewn in action, the more the better, according to every man's ability, but let there be no lamentation of their condition. It is no relief to their miserable circumstances; it is only an insult to their miserable understandings » (*ibid.*, p. 252; souligné dans le texte). L'historien marxiste anglais E.P. Thompson, en 1963, a rapproché les remarques de Burke des travaux de Patrick Colquhoun, notamment à propos de son analyse de la question de la délinquance et des sociétés pour la suppression du vice; cf. E.P. Thompson, « Satan's Strongholds », in Id., *The Making of the English Working Class*, *op. cit.*, p. 56-57.

18. R. Watson, « Sermon VII. Let Us Not Be Weary in Well-doing », in *Miscellaneous Tracts on Religious, Political, and Agricultural Subjects*, Londres, T. Cadell and W. Davies, 1815, 2 vol., v. vol. 1, p. 537: « The laws are good: but they are eluded by the lower classes, and set at nought by the higher. » Richard Watson (1737-1816), évêque de Llandaff, livra ce serment à la « Société pour la suppression du vice » à l'église paroissiale; cf. Id., « A sermon preached before the Society for the Suppression of Vice, in the Parish Church of St. George, Hanover Square, on Thursday the 3d of May 1804; to which are added the Plan of the society, a summary of its proceedings, and a list of its members », Londres, T. Woodfall, 1804; cf. aussi M. Foucault, « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 599 / p. 1467.

19. Cf. R. Watson, « Sermon VII », *loc. cit.*, p. 537-538: « I would be ashamed to recommend from this place the Suppression of Vice amongst some, if I did not recommend it's suppression amongst all; being sensible that the good example of their superiors would be of more efficacy in suppressing the Vices of the lower orders, than the very best execution of the very best laws even can be. »

20. Cf. *ibid.*, p. 539-540: « The suppression of Vice, though it may through your perseverance, when assisted by others who shall concur with you, be very extensive; yet it is not the only good which will be derived from your Association. The very circumstance of near a thousand persons becoming, "in the midst of a crooked and perverse generation, shining lights," to conduct men [...] – to conduct such unhappy, comfortless, benighted travellers into the narrow path which leads to Heaven; this is of itself a proof that Religion has not yet left the land [...] »

21. Society for the Suppression of Vice, « Part the first, of an address to the public, from the Society for the Suppression of Vice, instituted, in London, 1802: setting forth, with a list of the members, the utility and necessity of such an institution, and its claim to public support », Londres, printed for the Society, 1803, p. 58 n.*: « All cases of sedition, or others of a political nature, should such occasionally be disclosed by their vigilance, they will transmit to the Magistrates, or to the officers of government, whose peculiar duty it is, to take cognizance of offences committed against the state. »

22. Patrick Colquhoun (1745-1820) fonda, en collaboration avec Jeremy Bentham, la première police régulière en Angleterre, la *Thames River Police*, chargée de protéger les biens des marchands du port de Londres sur la Tamise. Ainsi est-il considéré comme l'un des inventeurs de la police moderne en Angleterre, ayant posé les fondements de ce qui deviendra, sous l'impulsion de Robert Peel, trente ans plus tard, la nouvelle police de Londres. Colquhoun est l'auteur, en 1797, du texte sur lequel Foucault se base ici, *A Treatise on the Police of the Metropolis*, Londres, H. Fry, 1797.

23. I. Kant, *Grundlegung zur Metaphysik der Sitten* (1785).

24. Cf. *supra*, p. 78, note 16.

25. P. Colquhoun, *Traité sur la police de Londres, contenant le détail des crimes et délits qui se commettent dans cette capitale, et indiquant les moyens de les prévenir*, traduit de l'anglais sur la sixième édition par L.C.D.B., Paris, Léopold Collin, 1807, 2 vol. Foucault ne semble pas revenir sur l'aspect moral de l'œuvre de Colquhoun dans *Surveiller et Punir*, bien qu'il cite son ouvrage à plusieurs reprises (cf. p. 88, 119, 291).

26. P. Colquhoun, *Traité sur la police de Londres*, trad. citée, t. II, p. 44-45.

27. Cf. *ibid.* : « Le seul moyen donc d'assurer la paix de la société et de prévenir de plus grands crimes, c'est d'amener, par des punitions plus légères, à l'observation des devoirs religieux et moraux ; autrement, les lois ne seront que de faibles protectrices de l'état, des personnes et des propriétés. »

28. *Ibid.*, p. 49. Foucault mentionne, dans le manuscrit (fol. 13), une autre citation, qui n'est pas reprise dans la leçon : « L'homme dont la morale est pure est toujours un sujet irréprochable dans tous les empires, et on a vu rarement des criminels d'état qui eussent vécu long-temps sans être punis pour des offenses particulières » (*ibid.*, p. 47).

29. *Ibid.*, p. 48.

30. *Ibid.*, p. 300.

31. *Ibid.*, p. 32 (souligné dans le texte original).

32. *Ibid.*, p. 300 (suite de la note 1 de la page 298).

33. *Ibid.*, p. 299 (suite de la note 1 de la page 298).

34. Sur cette juxtaposition de l'archéologie et de la généalogie, cf. *supra*, p. 95-96, note 2.

35. En tant que membre du Groupe d'information sur la santé, Foucault s'impliquera dans ces questions du droit à l'avortement ; cf. « Convoqués à la P.J. » (texte signé par M. Foucault, A. Landau et J.-Y. Petit, *Le Nouvel Observateur*, n° 468, 29 oct. - 4 nov. 1973, p. 53), éd. 1994, *DE*, II, n° 128, p. 445-447 / « Quarto », vol. I, p. 1313-1315.

36. Sur la notion de transgression, cf. *supra*, p. 7, note b.

37. Foucault réagit ici aux propos tenus la veille, le 6 février 1973, par le ministre de la Santé, Jean Foyer, fervent catholique et adversaire résolu de toute libéralisation de l'avortement. En réponse au manifeste de 330 médecins déclarant, dans *Le Nouvel Observateur* du 5 février et repris dans *Le Monde* du 6 février, « pratiquer des avortements ou aider selon leurs moyens à ce qu'ils soient réalisés en dehors de tout trafic financier », Foyer avait en effet déclaré : « Il est déplorable qu'une opération politique soit déclenchée en période électorale sur un problème aussi grave » (citée par *L'Express* du 12 février 1973). Georges Pompidou avait déjà, le 9 janvier 1973, adopté une position similaire vis-à-vis des débats sur la dépénalisation de l'avortement (*idem*). Le manifeste des « 330 » faisait écho à celui signé, en avril 1971, par 343 femmes affirmant avoir avorté. Voir J.-Y. Le Naour & C. Valenti, *Histoire de l'avortement, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2003, p. 240-242 ; cf. aussi « Convoqués à la P.J. », *loc. cit.*, *ibid.*

LEÇON DU 14 FÉVRIER 1973

(A) L'Angleterre (suite). La grande montée des vertus. (B) La France. Apparition de nouvelles techniques de prélèvement et d'enfermement, et d'un nouvel appareil policier. Deux mécanismes pour rendre la répression tolérable. En France, investissement de l'appareil d'État par l'intérêt social latéral : les lettres de cachet, moyen de contrôle social qui produit la moralisation et la psychologisation de la peine au XIX^e siècle. Contre-investissement capillaire des associations, familles et corporations. – Champ de savoir, archives biographiques : influence sur les savoirs psychiatrique, sociologique, criminologique au XIX^e siècle. – Remplacement des lettres de cachet par des organismes étatiques centralisés : les grandes maisons de correction.

^aNous avons vu l'établissement d'un processus de contrôle [en Angleterre], rendu nécessaire à la fois par le déplacement des individus et par le nouveau système de localisation des richesses. On s'est aperçu, à l'approche du XIX^e siècle, que les titulaires de ce contrôle ne sont plus ces groupes religieux constitués essentiellement de petits-bourgeois, mais des gens liés au pouvoir : marchands, aristocrates. De même, la cible change : ce ne sont plus tellement les individus marginaux ou irréguliers, que la classe des travailleurs, de sorte que, à la fin du XVIII^e siècle, on a une mise en place qui fait que le contrôle va s'exercer globalement d'une classe sociale sur l'autre.^b

a. Le manuscrit (fol. 1) porte en titre : « La grande montée des vertus en Angleterre », qui fait le lien avec la leçon précédente.

b. Le manuscrit (fol. 1-2) poursuit :

« Ces contrôles ont été :

- assurés d'abord par « en bas » : par des groupes qui, en effectuant leur propre contrôle, échappaient au système pénal ;
- petit à petit transférés aux classes mêmes qui exercent le pouvoir ; et ceci sous la pression
 - des mouvements politiques populaires
 - et de la constitution du prolétariat.

L'État comme agent, ou appui essentiel de la moralisation des classes pauvres.

On en arrive à ceci :

- on avait étudié le système des sanctions, et découvert l'hétérogénéité du punitif par rapport au pénal ;

*
* *

En France, la modalité du processus est différente. En effet, la grande dépression économique du XVII^e siècle et les crises sociales qui l'ont scandée n'ont pas conduit la France à une révolution bourgeoise comme en Angleterre, mais à une monarchie^a qui s'est trouvée [face à] des problèmes spécifiques de contrôle. Devant l'ampleur des mouvements populaires de la fin du XVII^e siècle, le pouvoir n'a à sa disposition que deux instruments de contrôle et de répression : l'armée et la justice. Or, depuis la fin du Moyen Âge jusqu'au XVII^e siècle, l'appareil judiciaire s'était trouvé [faire] l'objet d'un processus d'appropriation privée, puisque les charges judiciaires étaient passées dans le système de la vénalité, si bien que c'était à titre d'héritage qu'elles se transmettaient. Ainsi, ceux-là mêmes qui devaient appliquer la justice avaient un certain nombre d'intérêts en commun avec les propriétaires fonciers, de sorte que, devant la croissance de la fiscalité royale et la dépression économique, le groupe chargé de rendre la justice était aussi rétif devant le pouvoir royal que la majorité de la population. Ainsi, le pouvoir royal a vu la justice se dérober devant ses demandes de répression. Quant à l'armée, elle est bien entrée en scène à plusieurs reprises ; mais c'est un instrument lourd et coûteux non seulement pour l'État mais pour les populations [parmi lesquelles] elle s'installait, de sorte que ceux-là mêmes qui y faisaient appel en souffraient au moins autant que des mouvements dont ils voulaient se défendre.^b

D'où la nécessité de faire appel à un autre appareil : ce fut l'invention qui consista à substituer à la répression une technique de prélèvement sur la population¹. Au lieu d'envoyer une armée, il était économi-

– ce punitif, étudié à son tour, dans son prototype américain, manifestait toute une mécanique, non pas tellement de la sanction que de la pénitence ;
– et cet élément pénitentiaire, étudié à son tour, se révélait n'être qu'une pièce dans un jeu de coercition, de contraintes positives : obligation du bien. »

a. Manuscrit (fol. 4) : « une monarchie absolue ».

b. Le manuscrit (fol. 5) porte la liste suivante, relativement à « la situation du XVIII^e siècle » :

- « α. féodalisation et appropriation privée de la justice par la vénalité des charges ;
- β. alliance entre cette justice féodalisée et les autres couches de population contre la fiscalité d'État ;
- γ. mouvements populaires, devant lesquels cette justice est impuissante quand elle n'est pas à demi-complice ;
- δ. intolérance générale de la population ; l'intervention armée ; conséquence répétée de cette « justice armée » ;
- ε. la mise au point de la technique : prélèvement/enfermement. »

quement moins coûteux et politiquement plus avisé de prélever à l'avance les éléments de population qui risquaient d'être dangereux ; c'est ainsi que l'enfermement a été substitué à la technique du contrôle des populations par la justice et l'armée. Le pouvoir se donne en même temps deux appareils qui doivent être les instruments de ce quadrillage et de ce contrôle² ; d'une part, un appareil à la fois administratif et parajudiciaire : celui des intendants de justice, de police et de finance ; d'autre part, un appareil policier, directement aux mains du roi, et relayé par les lieutenants de police.^a Or, ces deux appareils ont ceci de particulier qu'ils sont à cheval sur le judiciaire et le non-judiciaire ; d'un côté, les lieutenants de police et les intendants ont, au moins pour un certain nombre d'affaires, le droit d'intervenir à la place de l'appareil judiciaire ordinaire et de prendre un certain nombre de décisions proprement judiciaires en lieu et place du système judiciaire : ainsi, le prévôt, l'intendant de police ont le droit de juger judiciairement en matière de vagabondage. D'un autre côté, les lieutenants, les intendants ont des pouvoirs parajudiciaires [du fait] qu'ils ont le droit, sans observer aucune des formes de la justice et sans prendre de décisions en elles-mêmes judiciaires, de prendre des mesures administratives : extradition, bannissement, réclusion^b. Ce système a duré relativement longtemps et a eu un succès certain puisque certains, comme Colquhoun, voulaient le voir adopté en Angleterre. En outre, malgré la déstructuration du système lors de la Révolution, il a été, en gros, remis très tôt en place, dès Thermidor. Ce système, moins coûteux que l'intervention armée et plus discret, reste lourd. Il est, en effet, et pour toutes les classes de la société, un instrument de prélèvement fiscal. Enfin, c'est un appareil qui dépossède de leur pouvoir judiciaire, et donc politique, un grand nombre de gens, notamment les éléments qui subsistent de la féodalité et les parlementaires.^c

a. Le manuscrit (fol. 4) ajoute : « Avec le lieutenant général de police. Maréchaussée. Prévôt des maréchaux. » En marge : « surveillance générale ; interventionnisme ».

b. Le manuscrit (fol. 4-5) ajoute :

- « sans passer par aucune des formes de police. Et ceci dans deux types de cas très précis :
– ou bien lorsque la conduite indésirable ne relève pas des lois,
– ou bien lorsqu'il y a infraction, mais qu'on donne à l'infacteur la possibilité d'échapper ainsi à la justice. »

c. Le manuscrit (fol. 3) ajoute :

« En fait le système a tenu assez longtemps. Il était même vivement souhaité en Angleterre. Et malgré la Révolution, il a été finalement remis en place (ou plutôt intégré au nouveau système) et non pas supprimé.

[Ajout interlinéaire] → précondition de tolérance d'un appareil répressif
S'il a pu tenir, c'est qu'il était un système à double entrée. »

Pourquoi donc ce système a-t-il été ainsi toléré ? Sa force et sa subtilité venaient de ce que, en dépit des apparences, c'était un système à double entrée. En effet, il me semble que pour qu'un appareil d'État répressif puisse effectivement fonctionner, il faut qu'il soit toléré. Or, deux grands mécanismes rendent possible cette tolérance. C'est d'abord le schéma du Second Empire ou du fascisme^a. Dans celui-ci, il y a un processus de transfert de l'appareil d'État répressif à des couches marginalisées de la population. L'appareil policier de Napoléon III s'appuie sur un certain nombre de civils, celui du fascisme allemand sur les chemises noires ou brunes, les S.A.^b, c'est-à-dire sur les catégories sociales constituées par le *Lumpenproletariat*, des prolétaires en chômage ou des éléments d'une petite bourgeoisie ruinée. C'est à ces éléments économiquement et politiquement marginalisés que l'on confie ces tâches de contrôle et de répression. L'avantage de ce système de transfert est de donner à cet appareil une allure spontanée, autochtone. En effet, cette police est assurée par un nombre important de gens. Elle a des possibilités d'intervention extra-institutionnelles^c et une sorte de liberté contrôlée à l'intérieur d'une idéologie bien précise : le nationalisme, le racisme, etc. Ainsi, le contrôle social s'exerce à la fois de l'extérieur, puisque c'est une couche marginalisée qui reçoit par transfert un certain nombre de fonctions que l'appareil d'État lui délègue, et de l'intérieur, dans la mesure où c'est par le biais d'une idéologie censée être commune que ce contrôle s'exerce.^d

L'autre schéma consiste en ceci : au lieu de transférer, on maintient l'appareil d'État^e entre les mains d'un nombre limité de gens, soumis au pouvoir central, mais on s'arrange pour que cet appareil, tout en servant l'intérêt de classe dominant, puisse en même temps, d'une manière latérale, servir un certain nombre d'intérêts locaux et particuliers. Il s'agit de créer des sortes de circuits de dérivation qui font que, en différents points de cet appareil d'État, un certain nombre d'individus, qui n'appartiennent pas forcément à la classe dirigeante et n'ont pas les mêmes intérêts, puissent localement [détourner] une fraction du pouvoir et l'utiliser pour leur propre compte. Ces groupes renforcent

a. Manuscrit (fol. 6) : « Soit l'exemple du fascisme et du nazisme. »

b. Le manuscrit (fol. 6) ajoute : « S.S., chargés de répression extrajudiciaire, immédiate, violente ».

c. Manuscrit (fol. 6), en marge : « et extra-légales ».

d. Le manuscrit (fol. 6) ajoute : « Couplage entre : transfert de pouvoir policier et injection, renforcement d'une idéologie qui assure, guide l'usage de ce pouvoir. »

e. Le manuscrit (fol. 6) ajoute : « (en partie, et pour un côté seulement de son fonctionnement) ».

ainsi, finalement, le pouvoir, puisqu'ils exercent un pouvoir, qui leur est transmis par la classe dominante, dans le droit fil de cet appareil d'État – lequel permet donc de faire adhérer au pouvoir un certain nombre d'individus qui n'ont pas d'intérêts directs à le soutenir.^a Ainsi s'entrelacent dans le fonctionnement global d'un même appareil d'État, d'une part l'intérêt de la classe dominante et détenant le pouvoir, et, de l'autre, une « utilisation » sociale latérale, qui permet de masquer cet appareil^b, de le rendre tolérable. On a là un phénomène d'« investissement et de contre-investissement » de l'appareil d'État par l'« intérêt de classe » dominant et les intérêts latéraux^c, et non plus un phénomène de scission et de translation de l'appareil.

Or, qu'est-ce qui caractérise le très curieux appareil d'État mis en place par la monarchie au XVII^e-XVIII^e siècle ? Si cet appareil *para-judiciaire*, *para-étatique* de l'Ancien Régime a été toléré si longtemps, c'est qu'il obéissait au second schéma. Qu'est-ce qui, alors, assure le contre-investissement de cet appareil ? Qu'est-ce qui permet de l'utiliser socialement à un niveau capillaire ?^d Ce sont les lettres de cachet, élément mobile qui permet à cet appareil, répondant à un intérêt de classe global, d'être utilisable latéralement par une quantité d'individus qui n'ont certainement pas les intérêts politiques et économiques de la classe au pouvoir³.

*

* *

Dans l'historiographie du XIX^e siècle, la lettre de cachet passe pour être le symbole d'un pouvoir autocratique, arbitraire⁴ : c'est la présence du roi lui-même et de son pouvoir jusque dans la vie quotidienne des

a. Le manuscrit (fol. 6-7) ajoute :

« Il s'agit de permettre une utilisation marginale, *plutôt* une micro-utilisation, une utilisation capillaire, au niveau le plus infime, *d'en bas*, d'un appareil qui par ailleurs est régi par un intérêt de classe. »

En marge (fol. 7) :

« Utilité latérale », puis : « boucle synaptique, circuit de dérivation, rendre possible à des individus, à des groupes, à des intérêts (différents de ceux de la classe dominante) de dériver pour eux une partie de pouvoir. Adhérer à la classe au pouvoir – non pas par l'intérêt de classe – mais par l'homogénéité du pouvoir. »

b. Manuscrit (fol. 7) : « masquer cet intérêt de classe ». Au-dessus de l'expression « "utilisation" sociale », ajout du mot « capillaire ».

c. Au lieu de l'opposition : intérêt de classe/intérêts latéraux, le manuscrit (fol. 7) porte : « "intérêt de classe-utilisation sociale" ».

d. Manuscrit (fol. 8) :

« Comment, dans le système "policier" ou plutôt *parajudiciaire et étatique* de l'Ancien Régime, cette utilisation, ce contre-investissement a été assuré – rendant acceptable l'ensemble. »

individus ; c'est ce par quoi les signes de la monarchie pénètrent l'existence quotidienne des hommes. Or, il me semble qu'elles ont une toute autre fonction et que ce n'est pas de haut en bas qu'elles circulent. Quel est en effet le mécanisme administratif^a de la lettre de cachet ? Il s'agit d'une décision du roi qui porte sur un cas individuel et ne peut donc avoir valeur universelle. Et, si on excepte un nombre limité de lettres envoyées par le roi lui-même et de son propre mouvement pour se débarrasser de personnages jugés dangereux, la masse est sollicitée par des individus, des familles, des groupes religieux, des notables, des gens de loi (notaires, etc.), des corporations. C'est donc d'un niveau souvent bas dans l'échelle sociale que partent un certain nombre de lettres : robins, villageois, commerçants, artisans. On la demande à l'intendant, quand on habite la province, au lieutenant de police quand on est à Paris. Elle est acheminée jusqu'à eux par des subdélégués. Lieutenant et intendant, sans même avertir la Maison du Roi, font en général procéder à une enquête sur la situation du demandeur^b dans le cadre de l'entourage. C'est donc au niveau d'une certaine opinion populaire que se trame la décision ; une fois l'enquête faite et si elle confirme la légitimité de la demande, [alors] ceux-là s'adressent à la Maison du Roi qui accorde la signature^c.

Ainsi, [en termes de] circuit administratif, la lettre est un processus qui vient d'en bas et qui est authentifié par en bas. Ce qu'on demande^d seulement, c'est un acte de pouvoir qui, dans une monarchie aussi centralisée, ne peut venir que d'en haut et porter la marque du roi. On demande l'intervention d'un pouvoir souverain pour se l'approprier provisoirement, pour obtenir que le pouvoir vienne jusqu'à soi et permette, par cette dérivation, d'exercer, au nom du Roi, une espèce de pouvoir souverain grâce à quoi on peut [procéder à] l'exil, [à] la réclusion de son voisin, son parent, etc. C'est, en quelque sorte, une appropriation temporaire du pouvoir royal avec ses signes et ses marques au niveau même des pouvoirs locaux, des groupes, des individus. Et l'indice que la lettre de cachet n'est pas quelque chose comme l'expression fulgurante du pouvoir royal traversant la société et s'abat-

a. Manuscrit (fol. 8) : « leur mécanisme, sinon "judiciaire" du moins administratif ».

b. Le manuscrit (fol. 9) ajoute : « par le subdélégué qui se renseigne auprès des gens qui entourent le suppliant (ses voisins, son curé, les notables de l'endroit, la corporation) ».

c. Le manuscrit (fol. 9) ajoute : « et la lettre (jamais signée réellement par le Roi lui-même) est envoyée ».

d. Manuscrit (fol. 10) : « on demande la *marque* du Roi, comme marque d'un pouvoir, d'une souveraineté tout entière présente dans le Roi ».

tant sur un individu, mais un processus circulaire allant du peuple au peuple, c'est que celui qui demande la lettre est en général celui qui paie la pension de celui qui est enfermé, et non pas le roi ; de même, si une lettre est révoquée, c'est rarement sur l'initiative du roi, mais par l'intervention de l'intendant, du lieutenant qui prennent le soin de consulter le demandeur. Il n'y a donc pas plus de décision arbitraire du roi pour libérer que pour enfermer.

Or, à propos de quoi demande-t-on une lettre, lorsque celle-ci concerne une punition ? C'est, essentiellement, au sujet de sanctions parapénales qui portent sur un certain nombre de comportements que le Code pénal ne définit pas comme infractions, mais que des particuliers, des micro-pouvoirs locaux (paroisses, corporations, etc.) ne peuvent admettre : l'infidélité conjugale, la débauche, la dissipation du patrimoine, la vie irrégulière, l'agitation, c'est-à-dire les deux grandes catégories du désordre et de la violence⁵. Il s'agit aussi de punir par des voies parajudiciaires des cas relevant de la loi, mais auxquels on ne tient pas à l'appliquer : par exemple la sorcellerie, qui pose un si grand nombre de problèmes à l'exercice de la justice, que la plupart des sorciers^a sont l'objet de lettres de cachet et enfermés. On a enfin des cas qui relèvent de lettres parce qu'il n'existe pas encore de juridiction ni de jurisprudence pour les régler. C'est ainsi que les premiers conflits de travail sont réglés par lettres. Ils apparaissent avec la reprise économique, vers 1724-1725, comme la grève des imprimeurs à Paris : les maîtres-imprimeurs avaient pris l'habitude, vers 1723, de faire venir d'Allemagne des ouvriers payés moins cher que les ouvriers français, d'où une grève animée notamment par un jeune imprimeur, Thouinet⁶. Or, ce sont les maîtres-imprimeurs qui, en dehors même des règles de la jurisprudence corporative, font appel au lieutenant de police pour faire enfermer Thouinet en 1724. Celui-ci, libéré assez rapidement, est exilé à quarante lieues de Paris et il demande alors au lieutenant de revenir à Paris pour pouvoir exercer son métier. Le lieutenant de police demande leur avis aux maîtres-imprimeurs, qui refusent d'annuler la lettre de cachet. De même, c'est par lettres de cachet qu'on arrête un certain nombre d'ouvriers horlogers, prisés à l'étranger, pour les empêcher de s'expatrier.

Ainsi, la lettre de cachet, venant d'en bas, sert à prendre le contrôle de tout ce que le système pénal traditionnel laisse échapper. Elle produit

a. Le manuscrit (fol. 10) précise que la dureté de la loi s'applique également, outre aux « sorciers », aux « sodomites ».

pratiquement l'enfermement^a : huit sur dix demandent cette punition-là. Or, cet enfermement ne s'accomplit pas à l'intérieur des prisons, mais pour moitié dans des maisons religieuses en grande part destinées à cet office, et dans des maisons laïques, dont certaines sont des hôpitaux généraux, certaines sont des pensions privées ou des maisons de force⁷. On a là la filiation historique de la clinique psychiatrique. En effet, les premières cliniques pour maladies nerveuses qu'on voit apparaître à la fin du XVIII^e siècle sont géographiquement et institutionnellement reliées à celles-là. En outre, cet enfermement ne fonctionne pas comme une peine : il ne sanctionne pas une faute et sa durée n'est pas fixée à l'avance ; il doit durer jusqu'à ce qu'un certain changement se soit produit dans l'individu, que celui-ci ait manifesté son remords et ait changé [de] dispositions. C'est d'ailleurs cette justification que donne le demandeur de la lettre et, de même l'interné, quand il demande la levée de la lettre, invoque la correction qui s'est produite en lui.^b

C'est là l'esquisse de ce qui va être un changement capital. En effet, la peine, dans l'économie classique du système pénal, a bien pour but de changer quelque chose, mais où et en quoi ? De changer quelque chose dans les dispositions des autres, par l'exemple. C'est sur ceux qui n'ont pas encore commis le crime que la peine, dans le système classique, doit produire ses effets. La fonction préventive de la peine porte essentiellement sur les autres, par le biais de l'exemple. Ici, au contraire, naît l'idée d'un internement qui doit agir jusqu'à ce que soient changées les dispositions, non pas des autres, mais de celui-là même qui a commis la faute. Cette nouvelle orientation du système punitif s'écarte du mécanisme du système pénal. C'est par elle que va passer toute la moralisation, la psychologisation de la peine au XIX^e siècle.

Ainsi, à travers la lettre de cachet, ce qui s'exprime, c'est non pas tant l'intervention d'un pouvoir absolu, qu'un certain *consensus moral* dont les familles, les localités sont le siège. D'où le caractère polymorphe, ambigu de ce qui est à la fois rejeté, condamné par ces consensus régionaux, qui font que ces lettres désignent et rejettent dans une confusion et une richesse très grandes toute une catégorie d'individus : agités,

a. Le manuscrit (fol. 11) ajoute : « (parfois aussi le déplacement, ou l'interdiction d'aller dans un lieu) ».

b. Manuscrit (fol. 11-12) :

« C'est en général la justification donnée par le solliciteur. Il lui arrive d'indiquer ce qu'il suppose être le temps de résipiscence :

– quand l'enfermé réclame sa liberté, il fait valoir qu'il est corrigé ;
– la liberté est accordée après enquête faite ou avis donné sur cette amélioration. »

malades, ceux qui ont commis des fautes. Voici, par exemple, une lettre du lieutenant de police adressée au ministre de la Maison du Roi, à la fin du XVIII^e siècle : « L'on conduisit hier au Châtelet la femme d'un procureur de la juridiction des consuls, nommé Bertaud. Cette femme, après s'être mis dans l'esprit qu'elle étoit sainte, communioit tous les jours depuis plus de six mois, sans aucune préparation et même après avoir mangé. Ce procédé pourroit mériter le dernier supplice, suivant la disposition des lois, mais, comme il y a plus de folie que de mauvaise intention, et que d'ailleurs on ne sauroit rendre publique la punition de ces sortes de crimes sans faire injure à la religion et sans donner lieu aux mauvais discours des libertins et des protestants mal convertis, il me semble que le parti le plus convenable seroit d'obliger le mari à payer la pension de sa femme⁸ [...] » Ici, c'est le lieutenant de police qui suggère que le mari demande une lettre de cachet parce que le système pénal est trop lourd pour qu'on puisse s'en servir, et pour des raisons de convenance (le scandale) et de conjoncture (les protestants et les libertins). Il s'agit de placer cette femme dans un couvent, car, dit-il, « je ne doute pas que les bons exemples d'une communauté régulière, joints à une attention charitable, ne rétablissent en peu de mois et son esprit et sa santé⁹ ». Il y a donc là une référence à la résipiscence, qui est tout aussi bien le remords au sens moral que le retour à la santé ; une référence, aussi, à l'instrument d'une vie régulière, régularité qui est aussi bien celle de la vie sociale que celle d'une règle monastique observée à l'intérieur d'une communauté.^a

Cela permet de voir que la lettre de cachet, tout en s'inscrivant à l'intérieur de cette pyramide qui remonte au roi^b, fonctionne dans un sens opposé à celui de l'arbitraire royal. L'appareil d'État « parajudiciaire » est remonté par la lettre, qui est l'instrument d'une sorte de contre-investissement capillaire et marginal. Il faut noter que les points où se font ces contre-investissements de la lettre de cachet sont des lieux en quelque sorte socialement importants en ce que s'y font les relais et les dérivations du pouvoir : on voit ces lettres demandées et authentifiées au niveau de communautés comme la paroisse – unité à la fois administrative, fiscale et religieuse, et lieu de formation d'une sorte de

a. Le manuscrit (fol. 12) ajoute :

« L'autre élément essentiel, ce n'est pas l'arbitraire, c'est la *correction*. Avec aussi tout ce que [peut] impliquer d'ambigu ce mot qui désigne une pédagogie, une guérison, un repentir religieux, une conversion morale¹⁰. »

b. Manuscrit (fol. 13) : « tout en faisant intrinsèquement partie de l'appareil policier "parajudiciaire" ».

consensus qui demande au pouvoir qu'on respecte sa morale, son ordre, sa régularité –, la famille, la corporation. Ces lieux sont des échangeurs entre le pouvoir qui vient d'en haut et celui qui vient d'en bas.

Il faut aussi insister sur le fait qu'à travers tout ce système d'échanges entre la sollicitation, l'enquête, la réponse, entre la dénonciation et la surveillance, se forme confusément tout un champ de savoir. Il y a toute une archive biographique qui se constitue là. En effet, avant les lettres de cachet, les gens ne sont notés, n'entrent dans l'archive écrite que par leur fortune, quand ils paient des impôts, par leurs exploits, par la gloire de leur généalogie ou par l'infamie de leur crime; la richesse, le haut fait, le nom, le crime sont les éléments par lesquels les individus entrent dans le système de l'écriture. Désormais, par ces lettres, on voit que sont décrites au niveau du quotidien et de l'existence des séries de banalités biographiques qui commencent à devenir l'objet d'un savoir, encore infra-épistémologique à cette époque, mais qui sera précisément le socle à partir duquel toute cette grande clinique psychiatrique, sociologique du XIX^e siècle va pouvoir se bâtir. Et, en même temps^a, cette banalité du quotidien, ce qui n'a pas l'éclat du haut fait, du nom, du crime, de la fortune, toute cette grisaille à peine irrégulière va être décrite selon un certain code. On retrouve dans les lettres de cachet les signes socialement acceptés et reconnus de l'irrégularité des individus; il y a ainsi toute une série de catégories à l'œuvre, dont il faudrait étudier la répartition et l'évolution: débauche, dissipation, violence, dépense, se faire des illusions, faire des complots, etc. Or, ces éléments ne constituent pas exactement des caractères psychologiques d'individus qui permettraient de les classer; ce ne sont pas non plus des symptômes comme ceux d'une maladie; ce ne sont pas des signes. Ce sont en réalité des *marques*, c'est-à-dire les traits par lesquels un pouvoir s'exerçant sur un individu place celui-ci dans une situation d'assujettissement qui va pouvoir entraîner un certain nombre de mesures: exclusion, enfermement, etc.

Enfin, outre ce fonctionnement de la marque, on trouve dans les lettres des procédés de récit, puisque la vie est racontée avec des silences, des enchaînements de causalité, etc. Tout ceci donne une sorte de biographie perpétuelle de l'infamie, une sorte d'anti-Plutarque: la vie des hommes infâmes^b. Voici, par exemple, une lettre de d'Argenson à Pontchartrain du 4 mars 1709: « La nommée Drouet, à qui on impute, avec raison, la vie errante et déréglée de la demoiselle de Cavaus, est

a. Manuscrit (fol. 14): « En même temps une description codée de la déviance. »

b. Manuscrit (fol. 15), ajout interlinéaire: « contre La Bruyère¹¹ ».

certainement une aventurière fort dangereuse, qui a couru les provinces du royaume et ensuite les armées; s'offroit de servir d'espion aux généraux; leur donnoit ordinairement de faux avis, et trompoit, peut-être, de part et d'autre. Je sais que M. de Vendôme s'en est mal trouvé plus d'une fois, et qu'ayant été chassée par son ordre de l'armée de Flandre, elle revint à Paris où la demoiselle de Cavaus s'abandonna totalement à sa conduite. Elles ont été ensemble en Béarn et en Languedoc, où elles cherchoient des dupes, à frais communs, sans se mettre beaucoup en peine du choix des moyens. Revenues à Paris, elles ont tenu une mauvaise auberge ou gargotte, qui étoit le rendez-vous des laquais du quartier. Mais, ce qu'il y a de plus étrange, c'est que ces laquais y passaient souvent les nuits, dans des entretiens infâmes, et que ces deux personnes augmentoient encore ces abominations par les témoignages publics d'une passion monstrueuse qui paroît subsister encore. Je pense donc que cette malheureuse femme doit être renfermée à l'Hôpital général, en même temps que la demoiselle de Cavaus sera conduite au Refuge, en exécution de l'ordre du roi qu'il vous a plu de m'adresser, et que la correction de l'une des deux ne produiroit pas un grand effet, si l'autre demeurait libre¹². »

Cette intégration sourde de la biographie au savoir, par le biais de l'irrégularité, est vraisemblablement un des phénomènes fondamentaux de notre savoir, et qui aura une immense importance, non seulement lorsque le système pénal se réorganisera, mais lorsque se formeront les savoirs psychiatrique, sociologique, criminologique. Ceux-ci vont se former à partir de ce lent et obscur cumul d'un savoir policier qui prend les gens par les marques politiques qui leur ont été imposées et ont dessiné par là leur irrégularité. On pourrait faire toute une histoire du savoir de la sexualité et montrer comment c'est à partir de cette enquête permanente et séculaire sur le dérèglement des gens que s'est constitué un savoir qui va être relayé par la psychiatrie du début du XIX^e siècle, lorsque cette fameuse débauche devient le contexte en quelque sorte naturel de la genèse de la maladie mentale, relayé aussi par la médecine organique lorsque la paralysie générale, avec son origine syphilitique, donc débauchée, apparaît dans le savoir vers 1824. C'est le même fonds qui va être codé différemment, lorsque vers 1840 l'hystérie fera son entrée. C'est ce savoir du dérèglement qui va produire, mais sans doute comme l'un de ses épisodes, la psychanalyse et la théorie actuelle du désir, qui en est la figure passagère. C'est ce formidable savoir du dérèglement qui a donné successivement ces diverses figures du savoir.

*
* *

En ce qui concerne les rapports entre les systèmes anglais et français, on peut dire qu'en Angleterre, un mouvement de contrôle social s'est petit à petit imposé à l'État à partir d'un irrédentisme religieux, tandis qu'en France, on a la figure inverse, puisque le mouvement s'appuie sur un appareil d'État fortement centralisé. En conséquence, on a en Angleterre un contrôle social qui a pour instrument essentiel des mesures et des sanctions comme l'exhortation, l'exclusion du groupe,^a alors qu'en France, l'instrument-clé est l'enfermement^b. Mais, par-delà les différences, on peut saisir une analogie fondamentale : avec des supports tout à fait différents, il s'agit en fait du même mouvement de contrainte et des mêmes éléments à contrôler. Ce sont les mêmes dénonciations ici et là^c. Ce contrôle a, enfin, des initiateurs et des relais qui sont les mêmes : famille, communauté religieuse ou de travail. En outre, dans les deux cas, on peut observer ce même mouvement de déplacement vers l'État^d. Il est vrai qu'au XVIII^e siècle, la lettre de cachet tombe en désuétude jusqu'à un certain point ; mais cette désuétude ne signifie nullement, comme on pourrait le croire, une sorte de démantèlement du pouvoir royal. Ainsi, en 1784, Breteuil la régleme¹³ de telle sorte qu'elle n'est plus très utilisable^e ; et l'on voit apparaître des organismes réellement étatiques, centralisés : les grandes maisons de correction qui ont pour but d'enfermer et de corriger les mendiants, les vagabonds, les pauvres qui ne peuvent pas travailler. À la place de la lettre de cachet, on a donc un appareil fortement centralisé, avec d'une part la classe au pouvoir, et, de l'autre, celle sur laquelle celui-là porte^f. Et cette intégration

a. Le manuscrit (fol. 15) porte également, concernant l'Angleterre : « l'isolement » et « l'exil ».

b. Le manuscrit (fol. 15) porte, pour le cas français : « les instruments du contrôle sont moins moraux et plus "physiques" : l'enfermement. »

c. Le manuscrit (fol. 16) précise que « ce qui est dénoncé au lieutenant de police et ce que Wesley veut blâmer au cours de son inspection, c'est la même chose ».

d. Manuscrit (fol. 16) :
« En Angleterre, déplacement vers l'État et les classes supérieures d'un contrôle qui devient de plus en plus clairement social. En France, tendance à user de moins en moins de lettres de cachet ; hostilité générale à l'enfermement. »

e. Le manuscrit (fol. 16) ajoute :
« - garder "ceux dont l'esprit est aliéné" ;
- ne garder qu'un sur deux [de] ceux qui se sont livrés aux excès : "Les familles exagèrent parfois les torts des sujets dont [elles] ont sollicité la détention." Si on les laissait faire, "ce ne serait plus une correction, mais une véritable peine"¹⁴. »

f. Le manuscrit (fol. 17) ajoute :

tion de l'ordre moral, de l'ordre public à l'intérieur de l'appareil d'État est signalée dans un texte de 1790, de Duport, le grand théoricien judiciaire de la Constituante : « Il est faux que l'ordre public soit différent de la justice ; c'est une marque de despotisme. »^a Il croit que l'ordre public était effectivement assuré arbitrairement par le roi, à côté de la justice ; en fait, au moment où il dénonce le despotisme, il dénonce une dualité qui existait entre les deux – et, demandant l'intégration de l'ordre public dans la justice, il met entre les mains de l'appareil d'État, et donc de la classe dirigeante, la responsabilité de ce maintien de l'ordre public qui était assuré autrefois par ces mécanismes d'en bas.^b

« Or cette résistance aux lettres de cachet qui aboutira à leur suppression presque unanime est accompagnée de la mise en place d'un système plus réellement centralisateur, et plus socialement polarisé que les lettres de cachet :

- la mise en place des maisons de correction à la fin de l'Ancien Régime → prison ;
- et les décisions de la Constituante concernant la nationalisation des biens hospitaliers et de tous les fonds d'assistance ;
- l'attribution à des élus d'une tâche à la fois de distribution de secours et de contrôle moral.

Dans le *Troisième rapport du Comité de mendicité* (15 janvier 1791), il faudrait créer un comité "pour régir supérieurement les maisons de correction, les hospices, pour connoître des fautes, ou de la bonne conduite de ceux qui y sont détenus ; prononcer sur les punitions ou sur les grâces [...] qu'ils peuvent mériter".

- L'importance centrale du travail. Le principal contrôle, il sera obtenu par la mise au travail de tout le monde. Il faut que le gouvernement favorise, non les secours, mais les moyens de travail : "Ouvrez des travaux, ouvrez des ateliers, facilitez pour la main-d'œuvre les débouchés de la vente [...]" Il faut "encourager" ceux "qui feront travailler à leurs propres frais le plus grand nombre d'ouvriers : car celui-là est vraiment [...] le plus utile à la patrie" (*Troisième rapport du Comité de mendicité*)¹⁵. »

a. « 1. L'ordre public n'est pas en nature différent de la justice.

2. La police ne doit rien être d'autre que l'inévitabilité de la justice¹⁶. »

b. Le manuscrit (fol. 18-20) se termine de la façon suivante :

« La suppression du lieutenant de police, des lettres de cachet, des pratiques de l'enfermement correspondent bien au démantèlement du pouvoir monarchique ; mais en fait il s'agissait – avec un autre point de départ et par d'autres voies – d'un processus qui allait (en France comme en Angleterre) à l'intégration, dans l'appareil de justice et le système pénal, des mécanismes de la pénitence et de la correction.

Ajouter encore une différence :

- En Angleterre : la déprédation du capital financier et économique (avec le développement industriel, la division du travail) avait été [l']un des facteurs d'accélération du processus.

- En France : c'est plutôt la propriété paysanne, la redistribution des droits dans le cadre de la propriété individuelle, qui ont amené une déprédation. [fol. 18]

Conclusion. Le rapprochement du processus anglais et du processus français permet de voir comment l'institution de la prison (avec l'élément pénitentiaire, correctif qui l'accompagne) a pu être intégrée à une théorie et une pratique pénales qui l'ignoraient jusque-là, et lui étaient même étrangères.

On peut tout de suite indiquer quelques-uns des effets de cette jonction.

1. Une culpabilisation de l'infraction pénale, dont il est fort important de noter qu'elle n'est pas un effet résiduel du christianisme.
Culpabilisation laïque de l'infraction qui a permis ensuite, au XIX^e siècle, un investissement de la pénalité et de la prison par le christianisme :

- philanthropie chrétienne ;
- le prêtre comme fonctionnaire de prison ;
- la « morale chrétienne » comme idéologie normative ;
- le codage de cette morale dans le vocabulaire de la psychologie. [fol. 19]

2. Une redéfinition du rôle de la peine.

Certes, il y avait longtemps qu'on refusait de voir dans la peine une sanction pure et simple de la faute. La peine devait surtout empêcher de nouveaux crimes. En ce sens, on la tenait pour préventive, mais il s'agissait surtout d'empêcher les autres.

La peine a maintenant pour rôle d'opérer une transformation, interne, sur la personne même de celui qui a commis une faute.

3. Cette utilisation de la prison et ce rôle nouveau de la peine sont liés à des mécanismes de contrôle "moral" : pas de système pénitentiaire sans surveillance générale ; pas d'enfermement pénal sans contrôle sur la population. Pas de prison sans police. Prison et police sont jumelles chronologiquement. En fait, l'institution judiciaire et pénale s'est trouvée encadrée entre ces deux autres institutions, qui semblent ne pas communiquer directement entre elles. [fol. 20]

On peut même dire que ça a été le grand souci du législateur → 1808, qu'il ne puisse pas y avoir d'emprisonnement sans intervention judiciaire.

Mais historiquement, elles sont liées ; et loin d'être seulement des instruments de la justice, elles l'ont entièrement recouverte, et lui ont donné un tout autre mode de fonctionnement.

4. La constitution d'un double champ de savoir.

- (α) Le savoir de la surveillance permanente.

Les dossiers de surveillance.

Les statistiques.

- (β) Le savoir individuel, clinique de la transformation.

Il faut connaître les individus.

On a là un couplage – savoir statistique-savoir de l'individu – qu'on retrouve à la même époque dans la connaissance médicale (au moment de la naissance de la clinique) et un peu plus tard au moment de la naissance de l'évolutionnisme (avec Lyell et Darwin). [fol. 21]

Or il faut noter :

(1) que le langage qui va permettre de transcrire les observations globales dans les termes de l'analyse individuelle, et inversement, celui qui va permettre de transcrire le "policier en théorie", l'éthico-religieux en scientifique, c'est le langage médical. Le langage médical est le transcripteur général ;

(2) qu'on a là, prenant place dans la pratique judiciaire, un type de savoir radicalement différent de l'enquête.

Et qui est l'examen » (fol. 22).

*

NOTES

1. Cf. M. Foucault, « Théories et Institutions pénales », cours cité, sixième leçon, fol. 18-19 (au XVII^e siècle, est mis en place « le prélèvement sur la population dangereuse » : « Soustraire, ou menacer de soustraire une partie de la population n'a pas les inconvénients économiques de l'invasion ») ; septième leçon, fol. 2.

2. Cf. M. Foucault, « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.* (DE, II), p. 600-601 / p. 1468-1469.

3. Foucault s'intéressa très tôt aux lettres de cachet et, plus généralement, aux archives de l'enfermement de l'Hôpital général et de la Bastille – à partir de la fin des années 1950, alors qu'il écrivait *Folie et Déraison. Histoire de la folie, op. cit.*, p. 156-158 et 508. Les thèmes repris dans cette leçon datent de cette époque : la lettre de cachet comme étant « une pratique populaire », « demandée d'en bas », et donc reflétant « un processus qui va de bas en haut » et non pas un exercice de pouvoir monarchique arbitraire ; neuf années plus tard, il décrira « l'extraordinaire beauté de ces textes. (Extrait sonore des « Lundis de l'histoire » sur les lettres de cachet avec Arlette Farge, Michelle Perrot, André Béjin et Michel Foucault, 1982 <<http://michel-foucault-archives.org/La-vie-des-hommes-infames>>.) Cf. *Le Désordre des familles. Lettres de cachet des Archives de la Bastille*, présenté par A. Farge & M. Foucault (Paris, Gallimard, 1982), où ces mêmes thèmes seront développés et documentés ; v. p. 10 : « Or la lecture de ces dossiers nous a mis sur la trace moins des colères du souverain que des passions du menu peuple, au centre desquelles on trouve les relations de famille – maris et femmes, parents et enfants. » Ce centre d'intérêt s'inscrit dans le cadre plus large de travaux d'archive : la documentation recueillie sur Pierre Rivière en 1973 ; le projet d'une « anthologie d'existence » sur « La vie des hommes infâmes » en 1977 (*Les Cahiers du chemin*, n° 29, 15 janvier 1977, p. 12-29), DE, III, n° 198, p. 237-253 / « Quarto », vol. II, p. 237-253 ; la collection créée dès 1978 aux éditions Gallimard, intitulée « Les vies parallèles », dans laquelle paraîtront les mémoires d'Herculine Barbin, personnage taxé à l'époque d'« hermaphrodisme masculin » (*Herculine Barbin, dite Alexina B*) ; ainsi que, en 1979, les manuscrits cryptographiques (BnF) d'Henry Legrand, *Le Cercle amoureux*, traduit et présenté par Jean-Paul Dumont & Paul-Ursin Dumont.

4. Foucault reprendra cette analyse dans *Surveiller et Punir, op. cit.*, p. 216.

5. Cf. : *Folie et Déraison. Histoire de la folie*, p. 157 (la famille, le voisin, l'entourage, le curé de la paroisse fait la demande sur la base de plaintes ou d'appréhensions du désordre, du scandale, de la folie, du crime) ; « La vie des hommes infâmes », *loc. cit.*, p. 246 / p. 246 (les lettres de cachet concernent d'obscurités histoires de violence et de désordre des familles) : « époux bafoués ou battus, fortune dilapidée, conflits d'intérêts, jeunes gens indociles, friponneries ou beuveries, et tous les petits désordres de la conduite » ; et l'enquête qui suivait « devait établir si cette débauche ou cette ivrognerie, ou cette violence et ce libertinage méritait bien un internement, et dans quelles conditions et pour combien de temps : tâche de la police, qui recueillait, pour ce faire, témoignages, mouchardages, et tout ce murmure douteux qui fait brouillard autour de chacun » ; A. Farge & M. Foucault, *Le Désordre des familles, op. cit.*, p. 9 : « Nous avait frappés aussi le fait que, dans beaucoup de cas, ces demandes étaient formulées à propos

d'affaires de famille et tout à fait privées : conflits mineurs entre parents et enfants, mésentente de ménage, inconduite d'un des époux, désordre d'un garçon ou d'une fille.»

6. Germain Martin rapporte en effet, dans son étude *La Grande Industrie en France sous le règne de Louis XV*, Paris, Albert Fontemoing, 1900, p. 323-324 : « Les lettres de cachet vont aider au maintien de l'ordre. Quelques années plus tard [après de semblables suppliques en 1720], il faut sévir contre Thouinet, garçon imprimeur. N'ose-t-il pas exciter tous les autres ouvriers du métier et les engager à quitter leurs maîtres plutôt que de laisser diminuer leurs salaires ? Les patrons de s'adresser à M. le Garde des sceaux qui demande "que pour l'exemple, ce garçon imprimeur soit arrêté". Il est incarcéré le 16 novembre, et le 4 février 1725, on le relègue à quarante lieues de Paris et ce pour six mois. Mais le syndic de la librairie demandait contre lui toute interdiction de séjour dans la capitale. Ce compagnon "cabalait" et de plus "distribuait de très mauvais livres dans le public". » Martin cite : « *Arch. de la Bastille*, 10 858 » et Franz Funck-Brentano, *La Question ouvrière sous l'Ancien Régime d'après les dossiers provenant des prisonniers par lettres de cachet*, Paris, 1802, p. 2 sq. (Le nom « Thouinet » n'apparaît pourtant pas dans F. Funck-Brentano, *Les Lettres de cachet à Paris. Étude suivie d'une liste des prisonniers de la Bastille (1659-1789)*, Paris, Imprimerie nationale, 1903.)

7. Cf. *supra*, p. 99, note 8.

8. Foucault ajoute en marge (fol. 12) au crayon cette référence : « p. 452, photocopie ». Voir le recueil de lettres et de rapports de police établi par Pierre Clément, *La Police sous Louis XIV* (Paris, Didier et Cie, 1866), où cette citation se retrouve exactement (p. 452-453) dans une lettre du ministre d'État et lieutenant général de police, Marc-René d'Argenson, au comte de Pontchartrain, secrétaire d'État à la Maison du Roi, écrite à Paris le 20 juin 1699 (document n° 33 qui était, à l'époque, conservé à la Bibliothèque impériale sous la cote : « Ms. Fr. 8, 122, fol. 437 », *ibid.*, p. 453).

9. *Ibid.*

10. Foucault ajoute en marge (fol. 12) au crayon cette référence : « p. 460-61 ». Il semblerait, ici aussi, qu'il ait consulté le recueil de Pierre Clément où, aux pages 460-461, on retrouve notamment plusieurs des thématiques abordées ici, concernant l'affaire d'une certaine demoiselle Leviston qui avait voulu s'étrangler. M^{lle} Leviston avait été transférée du couvent de la Madeleine à l'Hôpital général, et demandait à retourner à la Madeleine. Le thème de la résipiscence est présent dans une lettre de d'Argenson à Pontchartrain (n° 39) : il est noté que cette demoiselle « promet bien d'y être plus sage et plus retenue » (*ibid.*, p. 461). Le consensus moral, à travers l'avis des sœurs, apparaît également comme très important (*ibid.* : « Les sœurs de l'hôpital, qui ont inspection sur sa conduite, en paroissent assez contentes »), la notion de guérison également, puisque la santé de la demoiselle demeure centrale (*ibid.* : « sa santé est très délicate, et je doute que la nourriture de l'hôpital puisse convenir à son tempérament »).

11. De toute évidence, il s'agit de jeux de mots sur les titres d'œuvres bien connues : Plutarque, *Les Vies des hommes illustres* [circa 100-110], trad. Jacques Amyot, Paris, Gallimard, 1937 ; et Jean de La Bruyère, *Les Caractères, ou les Mœurs de ce siècle*, in *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, 1935 [1688]. Quatre ans plus tard, en 1977, Foucault écrira un texte empruntant cette expression exacte : « La vie des hommes infâmes » (*Les Cahiers du chemin*, n° 29, 15 janvier 1977, p. 12-29), *DE*, III,

n° 198, éd. 1994, p. 237-253 / « Quarto », vol. II, p. 237-253. Foucault présente ce texte comme une préface à un livre à paraître qui serait « une anthologie d'existence » recueillant des archives de l'enfermement de l'Hôpital général et de la Bastille : « J'ai voulu en somme rassembler quelques rudiments pour une légende des hommes obscurs, à partir des discours que dans le malheur ou la rage ils échangent avec le pouvoir » (*ibid.*, p. 241). On pourrait retrouver dans le projet de la collection « Les Vies parallèles » la même intention que dans ce recueil.

12. Lettre de d'Argenson à Pontchartrain, n° 41, 4 mars 1709, in P. Clément, *La Police sous Louis XIV*, *op. cit.*, p. 462-463.

13. Cf. « Lettre circulaire adressée par Mr. le Baron de Breteuil, Ministre d'État, à MM. les Intendants des Provinces de son Département au sujet des Lettres de Cachet & Ordres de détention », Versailles, 25 octobre 1784 <<http://psychiatrie.histoire.free.fr/psyhist/1780/breteuil.htm>>.

14. *Ibid.*

15. Cf. F.-A.-F. de La Rochefoucauld-Liancourt, *Troisième rapport du Comité de Mendicité. Bases constitutionnelles du Système général de la Législation et de l'administration de Secours*, Paris, Imprimerie nationale, 15 janvier 1791, p. 28 et 34.

16. Foucault reviendra sur l'importance de ce thème dans la pensée de Duport. Concernant la parenté que Duport perçoit entre le criminel et le tyran, cf. *Les Anormaux*, *op. cit.*, [leçon] du 29 janvier 1975, p. 86 : « Duport, en 1790 (et Duport, vous le savez, ne présentait pas une position extrême, loin de là), dit ceci, au moment justement des discussions sur le nouveau Code pénal : "Le despote et le malfaiteur troublent l'un et l'autre l'ordre public. Un ordre arbitraire et un assassinat sont des crimes égaux à nos yeux." »

LEÇON DU 21 FÉVRIER 1973

(B) La France (suite). Récapitulation et point d'aboutissement: la société punitive. Mécanisme: maîtriser l'illégalisme populaire. 1. Illégalisme populaire au XVIII^e siècle. Le cas des tisserands du Maine. Les marchands et les tisserands circonviennent les règlements. Le fonctionnement positif des illégalismes. 2. Renversement à la fin du XVIII^e siècle. La bourgeoisie s'empare de l'appareil judiciaire pour se débarrasser de l'illégalisme populaire devenu « déprédation ». La déprédation ouvrière; le brigandage des ouvriers du port de Londres. 3. Mise en place du système pénal et pénitentiaire. Instruments: la notion d'ennemi social; moralisation de la classe ouvrière; prison, colonie, armée, police. – Au XIX^e siècle, l'illégalisme ouvrier, cible de tout le système répressif de la bourgeoisie.

J'ai essayé de montrer la montée d'un système coercitif qui était hétérogène dans sa nature et dans son fonctionnement au système pénal du XVIII^e siècle. C'est ce système qu'on voit fonctionner dans ces sociétés de moralisation et dans le jeu des lettres de cachet. Ce système coercitif avait été peu à peu décalé dans ses points d'application et dans ses instruments, et pris en charge par l'appareil d'État à la fin du XVIII^e siècle, et l'on peut dire qu'à la fin des vingt premières années du XIX^e siècle, l'appareil d'État a repris en charge, pour l'essentiel, le système coercitif, lequel à son tour s'est greffé sur le système pénal, de sorte que l'on a un système pénal qui, pour la première fois, est un système pénitentiaire. Bref, on a affaire à quelque chose que j'appelle la société punitive, c'est-à-dire une société dans laquelle l'appareil d'État judiciaire joue, de plus, des fonctions correctives et pénitentiaires. Tel est le point d'aboutissement.^a

a. Le manuscrit (fol. 1 bis) ajoute:

« Mais ceci n'est pas une explication. Ou plutôt demeurent entiers:

– le problème de savoir pourquoi ce lent processus de transfert. Pourquoi pas un système binaire?

– le problème de savoir pourquoi il a abouti brusquement. Pourquoi la justice s'est pénitentiarisée. Pourquoi l'État est-il devenu lui-même le grand "pénitentier"? »

En marge: « La société porteuse de toutes les valeurs morales sociales ».

[La question] qu'il faut alors poser est : Pourquoi ce processus lent de décalage vers l'appareil d'État s'est-il accéléré, et pourquoi a-t-on abouti finalement à ce système unifié ? Ce problème, apparemment très simple à résoudre, est, en réalité, un peu plus compliqué. Simple, car j'ai cru pendant un certain temps qu'on pouvait le résoudre en deux mots : en cette fin du XVIII^e siècle, où la croissance et l'installation du mode de production capitaliste provoquent un certain nombre de crises politiques, la surveillance politique d'une plèbe que l'on veut prolétariser implique la mise en place d'un nouvel appareil répressif¹. Bref, à la croissance du capitalisme répondrait toute une série de mouvements de sédition populaire auxquels le pouvoir de la bourgeoisie aurait répondu par un nouveau système judiciaire et pénitentiaire. Or je ne suis pas sûr d'avoir eu raison d'employer le terme « plèbe séditeuse² ». En effet, il me semble que le mécanisme qui a amené la formation de ce système punitif est, en un sens, plus profond et plus large que celui du simple contrôle de la plèbe séditeuse. Ce qu'il a fallu maîtriser, ce que la bourgeoisie a demandé à l'appareil d'État de contrôler par le système pénitentiaire³, c'est quelque chose dont la sédition n'est qu'un cas particulier et qui est un phénomène plus profond et plus constant : l'*illégalisme populaire*³. Il me semble que, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, un certain illégalisme populaire était non seulement *compatible* avec, mais *utile* au développement de l'économie bourgeoise ; il est venu un moment où cet illégalisme qui fonctionnait engrené sur le développement de l'économie est devenu incompatible avec lui^b.

*
* *

Que peut-on entendre par illégalisme populaire ? Prenons un exemple dans le livre de [Paul] Bois sur les *Paysans de l'Ouest*, celui des tisserands du Maine⁴. Exemple intéressant, puisqu'il s'agit d'une profession qui va très vite entrer dans le système capitaliste et qui s'exerce encore au XVIII^e siècle à la frontière de la ville et de la campagne, et a surtout cet avantage pour nous d'avoir été une des professions les plus libres : il n'y avait ni corporation ni jurande, mais seulement des règlements émanant du contrôleur général des finances, lequel avait organisé la profession au XVII^e siècle, ce qui avait abouti au grand règlement de 1748⁵. Ces tisserands sont donc des artisans qui possèdent chez eux quelques

a. Manuscrit (fol. 2) : « par le système policier et pénal, par cette espèce de surveillance, de moralisation, de coercition ».

b. Manuscrit (fol. 2) : « cet illégalisme populaire a été un obstacle ; plus, un danger ».

métiers, fabriquent de la toile commercialisée à un autre niveau par des marchands qui peuvent la diffuser et l'exporter. Le contrôle s'effectuait par des ordonnances, dont celle de 1748 ; or celle-ci, bien qu'elle fût relativement moins stricte que les règles corporatives, était tout de même contraignante : elle définissait la qualité des différentes toiles, la longueur requise des pièces, la marque propre à l'artisan, déposée dans un bureau, etc.^a Tout ceci s'effectuait sous la surveillance d'un certain nombre de gens : des gardes-jurés qui appartenaient au pays lui-même et recevaient pour cela une rétribution et touchaient environ la moitié du produit des amendes. En outre, toutes ces opérations – mesure, marquage, marché – impliquaient le prélèvement d'un certain nombre de droits^b. D'où, pour échapper à ces contraintes, qui n'étaient pas toutes défavorables aux artisans^c, qu'elles protégeaient contre la concurrence des marchands, s'est établie une illégalité en partie double. Aussi bien le marchand, qui devait commercialiser, que le tisserand, qui avait fabriqué, s'entendaient directement par-delà les règlements pour tenter d'y échapper. Ils passaient des contrats à l'avance, en dehors du marché officiel ; grâce à cette entente directe, les deux parties se trouvaient directement en contact et établissaient entre elles un certain nombre de rapports commerciaux qui étaient en quelque sorte les lois du marché^d ; enfin, le marchand pouvait faire des avances au tisserand qui pouvait ainsi acquérir de nouveaux instruments de production. Ainsi, peu à peu, le mode de production capitaliste s'injecte, s'insère dans un système proprement artisanal, grâce à cette pratique de la double illégalité.

Or, cette forme d'illégalité est importante pour plusieurs raisons. Premièrement, c'est un illégalisme « fonctionnel » : loin d'être un obstacle, de venir en déduction du profit du capital en train de s'industrialiser, il permet que se fasse jour un rapport de profit qui est celui-là même du capitalisme. Ce à quoi s'oppose cet illégalisme, ce n'est pas du tout le profit marchand, c'est le prélèvement féodal, soit le prélèvement direct du seigneur, soit celui indirect et étatisé. C'est à toute une série de prélèvements par le jeu des droits et des amendes qu'il s'oppose. Ce n'est donc pas une attaque de la propriété matérielle, c'est une attaque

a. Le manuscrit (fol. 2) précise que l'ordonnance de 1748 concernait aussi « le marché, son déroulement [et] les prix ».

b. Le manuscrit (fol. 3) ajoute : « s'il y a contestation et si l'une des deux parties demande une vérification ».

c. Le manuscrit (fol. 3) ajoute : « lesquels souvent ne savaient pas lire, n'avaient pas d'instruments de mesure ».

d. Le manuscrit (fol. 3) ajoute : « ils évitaient le marquage, estimaient entre eux la qualité, la quantité, le prix ».

contre les droits. Ce n'est pas un vol, c'est une *fraude* antiféodale, qui sert la bourgeoisie. C'est une sorte de ligne avancée de la lutte de la bourgeoisie pour une nouvelle légalité.

Deuxièmement, c'est un illégalisme systématique, dans la mesure où c'est presque un mode de fonctionnement de la société tout entière. On a en effet ce couplage de l'illégalisme populaire avec celui des marchands, l'illégalisme des affaires. On a aussi, en face de cela, l'illégalisme des privilégiés qui échappent par statut, par tolérance, par exception, à la loi. Entre cet illégalisme privilégié et l'illégalisme populaire, on a un certain nombre de rapports, dont certains sont antagonistes. En effet, l'illégalisme populaire diminue d'autant la rente féodale ou, d'une façon indirecte, les prélèvements de l'État. Mais, d'un autre côté, cet antagonisme n'est pas radical et trouve un certain nombre d'accommodements. Ainsi, pendant une partie du XVII^e siècle, ni la noblesse ni les grands propriétaires n'ont pesé beaucoup pour que leurs droits soient effectivement respectés. Ils préféraient obtenir directement de la Cour un certain nombre de privilèges : exemption d'impôts, pensions, avantages matériels, etc. Ainsi, leur propre illégalisme venait compenser et s'ajuster à l'illégalisme de ceux dont ils étaient les seigneurs. Ce qui, à un autre niveau, réintroduisait de nouvelles contradictions puisque, pour que l'État puisse payer ces rentes, accorder ces avantages, il fallait que les droits ne soient pas trop court-circuités au niveau des revenus de l'État.

On a donc au XVII^e siècle trois types d'illégalisme qui viennent jouer les uns contre les autres : populaire, affairiste, privilégié. À quoi il faut ajouter un quatrième, qui vient faire fonctionner le système : celui du pouvoir^a. Les représentants directs du pouvoir – intendants, subdélégués, lieutenants de police – ont souvent été perçus comme les agents du pouvoir arbitraire, mais, en fait, plus que les agents de l'arbitraire ou de la légalité stricte, ils étaient les arbitres de l'illégalisme. Ainsi, dans ces très nombreuses condamnations d'artisans, il arrivait fréquemment que les représentants du pouvoir royal interviennent pour diminuer les amendes^b. Bois cite le cas d'amendes de 100 livres ramenées à une livre ou quelques sols^c. C'est donc comme régulateur de ces illégalismes, jouant les uns avec les autres, que le pouvoir intervenait.^c

a. Le manuscrit (fol. 5) ajoute : « si ce terme a un sens dans une monarchie absolue sans instance législative au sens propre ».

b. Le manuscrit (fol. 5) ajoute : « en fonction des intérêts, des pressions, des dangers d'agitation ».

c. Le manuscrit (fol. 5) ajoute :

Troisièmement, [cet illégalisme] est à la fois économique et politique^a. Certes, quand une loi est tournée, quand on établit une relation de marché qui échappe au système réglementaire, on pourrait dire qu'il n'y a rien là de politique, qu'il s'agit seulement d'un jeu d'intérêts économiques. Il n'en reste pas moins que chaque fois qu'on court-circuite une loi, qu'on viole un règlement, ce qui est attaqué, c'est moins les choses que le prélèvement sur elles, l'opération de pouvoir qui s'exerce sur elles, l'instance réglementaire. Ainsi, entre l'illégalisme proprement économique et la violation quasi politique de l'autorité du pouvoir, on a un continuum, et il est difficile de faire la part entre les deux dans l'illégalisme populaire du XVIII^e siècle.^b On peut en voir, d'ailleurs, les deux extrémités. Il y a un moment, en effet, où cet illégalisme va basculer dans ce qui est proprement la délinquance de droit commun : emprisonnement pour amende conduisant à la contrebande, au vagabondage, à la mendicité, etc. À l'autre pôle, cet illégalisme tend vers la lutte plus proprement politique quand il prend des formes collectives contre de nouvelles mesures [liées à] la dégradation économique : c'est la grève des impôts, le pillage des perceptions, la sédition⁷. Derrière tout cela, on a la bourgeoisie qui occupe une position ambiguë : elle soutient ces luttes anti-légales dans la mesure où elles la servent, elle les lâche quand celles-là tombent dans la criminalité de droit commun ou quand elles prennent la forme de luttes politiques. Elle accepte la contrebande, refuse le brigandage ; elle accepte le refus de l'impôt, mais refuse le pillage des diligences.^c

Quatrièmement, [cet illégalisme] est oscillant. Il ne s'agit pas d'un parti, acquis une fois pour toutes, de passer de l'autre côté de la loi et de pratiquer l'illégalité. En fait, il y a tout un jeu entre l'illégalisme

« Ce pouvoir, qui sera renoncé plus tard comme un arbitraire bousculant la légalité, était plutôt un arbitrage entre les illégalismes. Illégalismes qui fonctionnaient positivement dans le développement de la société et de l'économie. »

a. Manuscrit (fol. 6) : « Cet illégalisme, on le voit, n'est ni tout à fait de l'ordre du droit commun, ni tout à fait de l'ordre du politique. »

b. Le manuscrit (fol. 6) ajoute :

« Il est vrai que dans leurs manifestations individuelles ou même collectives (quand il y avait un refus général d'appliquer un règlement, d'acquitter un droit, de payer un impôt), il n'y avait pas d'affrontement politique (contre le régime, contre le roi). Il n'en reste pas moins que toutes ces attaques s'en prenaient non point à des choses, mais à des pouvoirs, à des instances réglementaires. »

c. Le manuscrit (fol. 6-7) fait ici référence à :

« Mandrin. Cet illégalisme tient solidement les deux bouts de la chaîne : des brigandages à la sédition. Il accompagne le combat de la bourgeoisie en le débordant aux deux extrémités⁸. »

populaire et la loi. On pourrait presque dire que le respect de la légalité n'est qu'une stratégie dans ce jeu de l'illégalisme^a. Lorsqu'un conflit se produit dans cet illégalisme en partie double et que les couches populaires se rendent compte que la bourgeoisie les exploite, elles abandonnent le terrain de cet illégalisme et demandent protection à ceux qui sont les garants de la légalité : les agents du pouvoir royal^b. Mais, tandis que, lorsque la bourgeoisie se replie, parce qu'elle en a besoin, sur la légalité, lorsque le jeu de l'illégalisme la conduit à demander que la légalité intervienne, la légalité ne fait pas défaut à la bourgeoisie ou aux privilégiés, en revanche, l'appareil judiciaire, n'étant pas contrôlé par les couches populaires, reste la plupart du temps muet à leurs demandes ; d'où la nécessité, pour elles, de réactiver avec leurs propres moyens ces formes de la légalité. C'est ainsi qu'on voit au XVIII^e siècle des phénomènes comme les émeutes de marché⁹. Lorsque les vieux règlements du marché ont été abandonnés depuis des années, il se trouve que la montée des prix empêche les plus petits acheteurs d'acheter et ceux-ci demandent leur remise en vigueur ; ils vont eux-mêmes, dans une sorte de mélange de théâtre et de violence, reconstituer cet appareil judiciaire qui leur fait défaut au moment où ils en ont besoin. Ils rétablissent des lois de marchés, des taxations. À la limite de cette réactivation, on trouve le tribunal populaire¹⁰, manière de réactiver à l'intérieur même de l'illégalisme cette légalité dont on a stratégiquement besoin.^c

Au total, il y a une pratique massive de l'illégalisme dans les couches populaires, qui correspond aux autres illégalismes ; et on ne peut comprendre le fonctionnement d'un système pénal, d'un système de lois et d'interdits, si on ne s'interroge pas sur le fonctionnement positif des illégalismes. C'est un préjugé d'intellectuel de penser qu'il existe premièrement des interdits et deuxièmement des transgressions, [ou] de penser qu'il y a le désir de l'inceste et puis l'interdit de l'inceste ; en fait, si un interdit doit se comprendre et s'analyser par rapport à ce qu'il

a. Manuscrit (fol. 7) : « [L'illégalisme populaire] constitue surtout un jeu complexe avec les autres illégalismes. En particulier avec celui auquel il est lié : l'illégalisme bourgeois ou des affaires. »

b. Le manuscrit (fol. 7) ajoute : « [en cela,] elles ne font pas autre chose que les autres classes sociales, qui elles aussi font appel à la justice et font donner le procureur ou l'exempt ».

c. Le manuscrit (fol. 7-8) ajoute : « Cette réactivation de la justice par les masses populaires ne traduit pas un goût inné, un sens profond des masses pour l'exact fonctionnement des institutions judiciaires. Les masses n'aspirent pas au tribunal ; et elles n'aiment pas les juges d'un amour trop longtemps déçu. Le recours à la légalité fait partie du jeu d'illégalisme qu'elles mènent, dans leur alliance et leur conflit avec les autres classes sociales. »

interdit, il faut aussi l'analyser en fonction de ceux qui interdisent et de ceux sur qui porte l'interdit. Mais je pense aussi qu'on ne peut analyser quelque chose comme une loi et un interdit sans les replacer dans le champ réel de l'illégalisme à l'intérieur duquel ils fonctionnent. Une loi ne fonctionne, ne s'applique qu'à l'intérieur d'un champ d'illégalisme^a qui est effectivement pratiqué et qui, en quelque sorte, la supporte. Prenez, par exemple, le cas de l'avortement : il est évident que la loi ne peut fonctionner que dans la mesure où il y a un champ de pratiques illégales qui lui permet de s'appliquer. Lier le fonctionnement positif de l'illégalisme à l'existence de la loi, c'est une des conditions, malheureusement trop oubliée, pour en comprendre le fonctionnement¹¹.

Au fond, la bourgeoisie, en s'appuyant tantôt sur un illégalisme de privilégiés, dont elle tentait de se faire accorder les privilèges, tantôt sur un illégalisme populaire, qui constituait comme son avant-garde de combat, est arrivée à bousculer les formes juridiques^b. Pour prendre les choses de plus haut, on pourrait dire ceci : pour contrôler l'appareil juridique de l'État, depuis le Moyen Âge, la bourgeoisie a inventé trois moyens. Premièrement, s'approprier l'appareil judiciaire : cela a été la vénalité des charges¹². Deuxièmement, s'introduire dans l'appareil d'État et le régir. Troisièmement, faire pratiquer l'illégalisme : laisser d'autres couches sociales le pratiquer, de manière à pouvoir elle-même le pratiquer dans un système fonctionnel des illégalismes concertés et, grâce à cela, bousculer cette légalité qui avait pu la servir mais qui lui devenait trop pesante. La Révolution de 1789 est l'aboutissement de ce long processus des illégalismes concertés grâce auxquels l'économie bourgeoise a pu frayer sa voie.

On peut dès lors mieux cerner le problème : à la fin du XVIII^e siècle, cet appareil administratif, policier, de surveillance extrajudiciaire, dont on s'aperçoit qu'il fonctionne non pas tellement comme représentant de la légalité mais comme instance d'arbitrage des illégalismes, va être transformé par la bourgeoisie en appareil judiciaire chargé précisément de

a. Manuscrit (fol. 8) :

« - d'une part, cet illégalisme a ménagé les brèches, ouvert les canaux, enfoncé les portes par lesquelles les nouveaux rapports de production ont pu s'établir ;
- d'autre part, il a été contrôlé, géré, aménagé, par tout cet appareil parajudiciaire (intendants, lieutenants de police) qu'est l'appareil correctionnaire ».

En marge : « méthode : fonctions positives de l'illégalisme ».

b. Le manuscrit (fol. 9) ajoute :

« qui avaient pu la protéger autrefois (et dont elle avait vécu, en s'appropriant les offices). Pour contrôler la loi, l'appropriation individuelle avait échoué : l'illégalisme concerté a réussi → Révolution ».

la débarrasser de l'illégalisme populaire. Cet appareil, qui était mêlé au système général des illégalismes, la bourgeoisie, en prenant le pouvoir, va mettre la main sur lui et le charger de faire appliquer sa légalité. C'est ainsi que cet élément du pénitencier, dont je crois qu'il fonctionnait dans le réseau du non-légal, va être pris en charge et intégré au système de la justice, lorsque, précisément, la bourgeoisie ne pourra plus tolérer l'illégalisme populaire.^a

D'où la question : Pourquoi, dans cette complicité des illégalismes, est-il venu un moment où l'illégalisme bourgeois n'a plus pu supporter le fonctionnement de l'illégalisme populaire ? Reprenons le cas du tisserand, qui possédait au milieu du XVIII^e siècle son métier, son outillage, sa matière première, son logement.^b Comparons avec l'ouvrier du port de Londres dans la seconde moitié du XVIII^e siècle : rien ne lui appartient, [mais] en revanche, il a devant lui, sur les bateaux, dans les docks, une richesse que Colquhoun estime à 70 millions de livres pour une année^c. Cette fortune est là, avant sa commercialisation, sa transformation, au contact direct des ouvriers du port. Dans ces conditions, la déprédation de cette fortune ainsi étalée devient une nécessité : tout cela est « exposé aux déprédations, non seulement par la dépravation d'une grande partie des ouvriers de tout genre employés sur l'eau, mais aussi par les tentations qu'offre la confusion inévitable dans un port encombré de monde, et la facilité de se défaire des effets volés¹⁴ ».

a. Le manuscrit (fol. 9-10) porte ici :

« Mais il ne suffit pas de dire : la bourgeoisie ayant établi sa propre légalité a tenu à la faire respecter.

La déprédation ouvrière

Toute cette série de mesures depuis Turgot au début de la Révolution démolit :

- l'ensemble des droits qui pèsent sur la production ;
- l'ensemble des règlements qui en limitent les formes, le développement de la production.

L'illégalisme populaire n'a plus prise.

Mais en même temps s'établissent

- d'une part, une forme juridiquement simplifiée de propriété ;
- d'autre part, un mode de production où tous les moyens de production sont réunis entre les mains d'une classe sociale.

Du coup, les masses populaires n'ont plus affaire à l'hostilité des lois, règles, droits qui pèsent sur [elles] (et contre lesquels [elles] peuvent lutter avec l'aide des autres) : [elles] ont affaire à des choses, à des choses qui ne leur appartiennent pas, et qui appartiennent aux autres. »

b. Le manuscrit (fol. 10) ajoute : « Tout ce qu'il touchait, il le possédait. »

c. Le manuscrit (fol. 11) précise :

« Colquhoun l'estimait à 70 000 000. 13 500 navires chargent ou déchargent ; 31 millions d'importation ; 29 millions d'exportation ; 9 millions [de] cordages. À quoi il faut ajouter les déprédations dans les magasins de la Marine royale¹³. »

Or, il faut remarquer, à propos du fonctionnement de cette déprédation, que celle-ci ne se fait pas de l'extérieur, c'est-à-dire que ce ne sont pas les chômeurs, les vagabonds qui, passant par-là, s'en emparent ; cette déprédation passe par le canal des agents mêmes qui sont chargés de manipuler cette richesse. C'est un système de complicités internes et non un assaut extérieur. Sur les neuf catégories de brigandage sur le port que distingue Colquhoun, sept impliquent la complicité des ouvriers du port¹⁵. On a là un système très proche de la contrebande classique des XVII^e et XVIII^e siècles qui impliquait la complicité des agents de la douane. Ce système a aussi ses circuits de recel, de commercialisation¹⁶. Ce système de vol, lié à la présence des richesses, est comparable à celui de la contrebande. Plus que la quantité des richesses volées, c'est peut-être la forme qui est remarquable et inquiétante : on a là, en effet, toute une activité économique cohérente, souterraine, parasitaire. Et on a l'impression que le vieil illégalisme populaire, toléré par la bourgeoisie, au lieu de s'attaquer comme autrefois aux droits et au pouvoir qui maintient les droits, s'attaque maintenant à la matérialité même de la fortune bourgeoise. Et il est même forcé de s'y fixer : en quittant l'artisanat, l'ouvrier n'est plus en contact avec la loi, mais avec des choses qui ne sont réglementées que par ce principe : « ceci n'est pas à toi ». Alors que dans le système de l'artisanat, l'ouvrier était en contact avec des choses dont une grande partie lui appartenait et, à travers celles-ci, avait affaire à un monde réglementaire de pouvoir, dont il pouvait essayer de s'échapper précisément en pratiquant l'illégalisme, à partir du moment où l'ouvrier n'a plus en face de lui qu'une richesse, la seule manière de pratiquer l'illégalisme, c'est la déprédation.

Ainsi, par la force des choses, par l'installation du socle de l'économie capitaliste, ces couches populaires, se déplaçant de l'artisanat au salariat, sont en même temps obligées de se déplacer de la fraude au vol. Or, à la même époque, les privilégiés vont se trouver, eux aussi, par le même mécanisme, décalés systématiquement de l'exaction (fiscale, judiciaire, seigneuriale) vers la fraude. Ce sont eux qui, maintenant, vont réclamer le privilège exclusif de pouvoir tourner la loi, d'échapper au règlement, et ce droit, ils vont se le donner deux fois : premièrement, en se donnant la possibilité de ne pas tomber sous le coup de la loi pénale grâce à un certain nombre de privilèges sociaux ; deuxièmement, en se donnant le pouvoir de faire et de défaire la loi. Pratiquer la fraude, échapper à la loi vont donc avoir deux formes nouvelles : faire la loi et échapper, par

statut, à la loi. Le pouvoir législatif est ainsi profondément lié, dans la bourgeoisie, à la pratique de l'illégalisme.^a

On a là un processus qui va commander de loin toute l'organisation et tout le fonctionnement du système pénal et pénitentiaire et amener le clivage entre les deux justices. À partir de là, il va se produire un certain nombre de phénomènes importants pour la mise en place de ce système pénal. On peut dire que, en se prolétarisant, la plèbe a transféré à la propriété bourgeoise les techniques et les formes d'illégalisme qu'elle avait mises au point, de complicité avec la bourgeoisie, tout au long du XVIII^e siècle. Par conséquent, lorsque la bourgeoisie va constater le transfert de cet illégalisme sur sa propriété et en redouter les effets, il va lui falloir réprimer celui-là.^b

D'où un certain nombre de conséquences. Premièrement, la dénonciation de toutes ces formes socialisées d'illégalisme [et la dénonciation] de celui qui pratique l'illégalité comme ennemi social. Alors que le délinquant du XVIII^e siècle, qui pratiquait la fraude, la contrebande, n'était pas un ennemi social dans la mesure où il permettait de faire fonctionner le système, le délinquant est défini à la fin du siècle comme l'ennemi public. Ainsi, on voit la notion théorique du criminel comme celui qui rompt le contrat social être réaffectée à l'intérieur de cette tactique de la bourgeoisie. Deuxièmement, l'application systématique, au début du XIX^e siècle, pour casser le groupe d'illégalité, de ces moyens que sont le noyautage, l'indicateur, le mouchard^c. Certes, le mouchard existait au XVII^e siècle et servait essentiellement à surveiller ; désormais, la bourgeoisie infiltre ses propres agents à l'intérieur des groupes délinquants^d. Troisièmement, enfin, la bourgeoisie a voulu obtenir qu'entre l'ouvrier et cet appareil de production qu'il a entre les mains, quelque

a. Le manuscrit (fol. 15) ajoute :

« On voit se dessiner les deux grands types de délinquance qui ont un statut judiciaire bien différent : le vol, comme illégalisme de celui qui produit à partir d'une matérialité qui ne lui appartient pas ; [et] la fraude, comme illégalisme de celui pour qui la richesse est liée à la loi. Non pas qu'elle soit soumise à la loi, mais elle donne accès à la possibilité de faire et de défaire, d'imposer et de contourner la loi. La politique ↔ escroquerie. »

b. Le manuscrit (fol. 15) ajoute : « La bourgeoisie n'avait pas échappé encore à la prédation féodale, qu'elle rencontrait la déprédation. »

c. Le manuscrit (fol. 16) ajoute : « (qui n'est plus la "mouche" du XVIII^e)¹⁷. »

d. Le manuscrit (fol. 16) ajoute :

« une institution qui répond très exactement à ces formes "contrebandières" de la déprédation [...]. Tout comme la déprédation s'appuie sur des éléments intérieurs à l'appareil de production, la répression s'appuiera sur des éléments intérieurs à l'appareil de déprédation. La collusion police-voleurs reprend sous une autre forme la collusion agents-fraudeurs. »

chose s'inscrive, qui ne soit pas seulement la loi négative « ceci n'est pas à toi ». Il faut un supplément de code qui vienne compléter et faire fonctionner cette loi : il faut que l'ouvrier lui-même soit moralisé. Au moment où on lui dit : « Tu n'as que ta force de travail et je l'achète au prix du marché^a » et où on lui met entre les mains tant de richesses, il faut injecter dans le rapport entre l'ouvrier et ce sur quoi il travaille toute une série d'obligations, de contraintes qui vont doubler la loi du salaire, qui est en apparence la simple loi du marché^b. Le contrat salarial doit s'accompagner d'une coercition qui est comme sa clause de validité : il faut « régénérer », « moraliser » la classe ouvrière. Ainsi, se fait le transfert du pénitentiaire où une classe sociale va l'appliquer à une autre : c'est dans ce rapport de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat que va se mettre à jouer le système pénitentiaire condensé et remodelé ; il va être un instrument politique du contrôle et du maintien des rapports de production. Quatrièmement, pour que ce supplément de code puisse fonctionner effectivement, que le délinquant apparaisse bien comme un ennemi social, il faut quelque chose de plus : la séparation effective, à l'intérieur de ces couches populaires pratiquant l'illégalisme, des délinquants et des non-délinquants. Il faut que cette grande masse continue d'illégalisme économico-politique, qui allait du crime de droit commun à la sédition politique, soit cassée et qu'il y ait, d'un côté ceux qui seront purement délinquants et, de l'autre, libres de la délinquance, ceux qu'on pourra appeler non-délinquants.

Ainsi, ce que la bourgeoisie veut faire, ce n'est pas tant supprimer la délinquance¹⁸. L'essentiel de l'objectif du système pénal est la coupure de ce continuum de l'illégalisme populaire et l'organisation d'un monde de la délinquance. Pour cela, il y a deux instruments. D'une part, un instrument idéologique : la théorie du délinquant comme ennemi social. Ce n'est plus celui qui lutte contre la loi, qui veut échapper au pouvoir, mais celui qui est en guerre avec chaque membre de la société. Et le visage soudain monstrueux que prend le criminel, à la fin du XVIII^e siècle dans la littérature et chez les théoriciens de la pénalité, correspond à ce besoin de couper en deux l'illégalisme populaire. D'autre part, des instruments pratiques. Comment la bourgeoisie va-t-elle substantifier la délinquance, l'isoler ?

Le premier moyen est la prison. Son institution venait à peine d'être définie, les premiers établissements d'ouvrir, que l'on savait déjà qu'elle avait pour propriété de reconduire en prison ceux qui en sortaient.

a. Le manuscrit (fol. 16) ajoute : « même si tu crèves de faim ».

b. Le manuscrit (fol. 17) ajoute : « qui en est l'indispensable complément ».

Le grand cycle de la récidive a été immédiatement perçu et reconnu ; c'est qu'il fallait bien établir un circuit fermé de la délinquance pour que celle-ci se détache du grand fond de l'illégalisme populaire. Ainsi, le bouclage de la prison doit être entendu en deux sens : la prison, c'est ce dans quoi on boucle les délinquants, mais c'est aussi le système par lequel la délinquance va être bouclée comme une espèce de phénomène social autonome, bien pris en lui-même. L'autre moyen consiste à mettre en concurrence les uns avec les autres les délinquants et ceux qui ne le sont pas. C'est ainsi que le travail dans les prisons a été présenté comme quelque chose qui faisait concurrence au travail ouvrier. Dans les prisons du XIX^e siècle, les conditions matérielles dans lesquelles se trouvaient les détenus n'étaient pas pires que les conditions de logement, de subsistance des ouvriers : cette espèce de concurrence dans la misère a été aussi un des facteurs de cette cassure. Enfin, le principal moyen a été de faire régner entre délinquants et non-délinquants des rapports d'hostilité réelle. D'où le fait que l'on a recruté d'une façon privilégiée la police parmi les délinquants et que l'armée, depuis Napoléon, a été un moyen d'éponger la délinquance dans la société et de se servir de ceux qui avaient refusé cette éthique du travail qu'on essayait d'inculquer aux ouvriers, contre les ouvriers eux-mêmes au moment des grèves, des révoltes politiques.

Prison, colonies, armée, police^a : tout cela a été autant de moyens pour casser l'illégalisme populaire et empêcher que ses techniques ne soient appliquées à la propriété bourgeoise. Bien sûr, ces moyens n'ont pas entièrement épongé cet illégalisme économique (bris de machines), social (constitution d'associations), civil (refus du mariage),^b politique (émeutes). Ainsi le problème de l'illégalisme reste-t-il entièrement à l'ordre du jour dans l'histoire de la classe ouvrière au XIX^e siècle, mais cette histoire est différente de celle du XVIII^e siècle. Au XVIII^e siècle, l'illégalisme fonctionne avec l'illégalisme bourgeois dans un rapport complexe ; au contraire, au XIX^e siècle, l'illégalisme ouvrier est la grande cible de tout le système répressif de la bourgeoisie. Et l'on peut dire que la force de l'idéologie anarchiste est liée à la persistance et à la rigueur de cette conscience et de cette pratique illégalistes dans la classe ouvrière – persistance et rigueur que ne parviendront à résorber ni la légalité parlementaire ni la légalité syndicale.

*

a. Manuscrit (fol. 17) : « Prison, colonies, armée, police : refus de l'éthique du travail ».

b. Le manuscrit (fol. 18) ajoute : « illégalisme moral ».

NOTES

1. Cf. M. Foucault, « Théories et Institutions pénales », cours cité, septième leçon, fol. 2 : « toutes les grandes phases d'évolution du système pénal, du système répressif, sont des façons de répondre à des formes de luttes populaires » ; fol. 3 : « Le couple système pénal-délinquance est un effet du couple système répressif-[système] séditieux. Un effet en ce sens que c'est un produit, une condition de maintien, un déplacement et une occultation. »

2. Foucault va proposer une analyse des illégalismes (voir note suivante et Situation du cours, *infra*, p. 292-295) plus précise que la référence à la notion de « plèbe séditieuse », qui était utilisée et vivement débattue par les historiens anglais à l'époque. Cf. E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, *op. cit.*, p. 62 : « Too often historians have used the term ["mobs"] lazily, to evade further analysis, or [...] as a gesture of prejudice. » Le système pénal, pour Foucault, n'est pas le résultat de la peur suscitée par la « plèbe séditieuse », mais plutôt par l'industrialisation de la fortune bourgeoise qui va étaler sa richesse devant les classes populaires, et donc la mettre à sa disposition ; cf. Situation du cours, *infra*, p. 289. Dans un entretien accordé quelques mois plus tard, Foucault « rectifie » son propre usage du terme « plèbe séditieuse » : « En fait, je ne crois pas que ce soit tellement le problème de la plèbe séditieuse qui est essentiel, c'est le fait que la fortune bourgeoise s'est trouvée, par les nécessités même du développement économique, investie de telle manière qu'elle était entre les mains de ceux-là mêmes qui étaient chargés de produire. Tout travailleur était un prédateur possible. Et toute création de plus-value était en même temps l'occasion, ou en tout cas la possibilité, d'une soustraction éventuelle. » (M. Foucault, « À propos de l'enfermement pénitentiaire », *loc. cit.* (DE, II), éd. 1994, p. 438 / « Quarto », vol. I, p. 1306.)

3. Cette analyse de l'illégalisme populaire – et de l'illégalisme plus généralement – deviendra un thème fondamental dans la pensée de Foucault sur le système pénal et sera développée au cours des mois suivants et dans *Surveiller et Punir*. Foucault élabore ce thème dans plusieurs entretiens contemporains. Cf. « À propos de l'enfermement pénitentiaire », *loc. cit.*, p. 435-436 / p. 1303-1304 : « [...] dans tout régime, les différents groupes sociaux, les différentes classes, les différentes castes ont chacun leur illégalisme. Dans l'Ancien Régime, ces illégalismes étaient parvenus à un état de relatif ajustement [...]. Tous ces illégalismes, évidemment, jouaient les uns contre les autres [...]. La bourgeoisie avait, en un sens, besoin de l'illégalisme populaire. Il s'établissait donc une espèce de *modus vivendi*. Et je crois que ce qui s'est passé, c'est que lorsque la bourgeoisie a pris le pouvoir politique et lorsqu'elle a pu adapter les structures d'exercice du pouvoir à ses intérêts économiques, l'illégalisme populaire qu'elle avait toléré et qui, en quelque sorte, avait trouvé dans l'Ancien Régime une espèce d'espace d'existence possible, est devenu pour elle intolérable ; et il a fallu absolument le museler. Et je crois que le système pénal, et surtout le système général de surveillance qui a été mis au point à la fin du XVIII^e siècle, au début du XIX^e, dans tous les pays d'Europe, c'est la sanction de ce fait nouveau : que le vieil illégalisme populaire qui était, dans certaines de ses formes, toléré sous l'Ancien Régime est devenu littéralement

impossible: il a fallu effectivement mettre en surveillance généralisée toutes les couches populaires. » Cf. aussi *Surveiller et Punir*, op. cit., p. 84-91 et 277-282.

4. Le livre en question est la thèse de doctorat ès lettres de Paul Bois, *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, op. cit. (*supra*, p. 42, note 20). Foucault se base sur l'analyse dans le chapitre XI du deuxième livre: « Les tisserands. Étude sociale », p. 515-543.

5. Le règlement général de 1748 énonce, notamment, les modes de fabrication. Cf.: R. Musset, *Le Bas-Maine. Étude géographique*, Paris, Armand Colin (« Bibliothèque de la Fondation Thiers »), 1917; H.E. Sée, *Les Origines du capitalisme moderne*, Paris, A. Colin (« Collection Armand Colin: Section d'histoire et sciences économiques » 79), 1926, p. 102-114; F. Dornic, *L'Industrie textile dans le Maine et ses débouchés internationaux (1650-1815)*, Le Mans, Pierre-Belon, 1955; P. Bois, *Paysans de l'Ouest*, p. 518 sq. Pour une publication plus récente, cf. R. Plessix, « Les tisserands du Haut-Maine à la fin du XVIII^e siècle », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, t. 97 (3), 1990, p. 193-205: « Les industries textiles dans l'Ouest, XVIII^e-XX^e siècles ».

6. Cf. P. Bois, *Paysans de l'Ouest*, p. 528-529.

7. Cf. E.P. Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd », art. cité (*supra*, p. 42, note 20).

8. Cette référence au grand brigand dans la tradition de Robin des Bois sera reprise dans *Surveiller et Punir*, p. 86, s'agissant des illégalismes populaires.

9. Cf. E.P. Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd ».

10. Sur la question des tribunaux populaires, cf. *supra*, p. 81, note 32.

11. Thème repris dans *Surveiller et Punir*, p. 23.

12. Cf. *ibid.*, p. 82-83 et 220-221.

13. Cf. P. Colquhoun, *Traité sur la police de Londres*, trad. citée, t. I, p. 296-297: « valeurs des marchandises importées 30.957,421 l. »; « valeurs des marchandises exportées 29.640,568 »; « valeurs des carcasses, des cordages, des agrès et des provisions [...] 8.825,000 »; « Total général [...] 70.267,989 l. »; « Commerce étranger et de cabotage [...] 13.268 [navires] »; *ibid.*, t. II, p. 401: « dans le cours d'une année, il entre dans le port de Londres, ou il en sort 13.000 vaisseaux marchands [...] et la valeur des marchandises ainsi importées ou exportées monte à plus de soixante-dix millions sterling » (souligné dans le texte).

14. P. Colquhoun, *ibid.*, t. I, p. 298. Foucault ajoute dans le manuscrit (fol. 11-12) deux autres citations de Colquhoun: « Or, dit Colquhoun, à cette situation comment l'ouvrier va-t-il réagir: "L'analogie que ces ouvriers trouvent entre le pillage et la contrebande, et l'habitude dans laquelle ils ont été trop long-temps d'exercer le premier sans éprouver d'opposition, en ont entraîné des milliers à se livrer à cette espèce de brigandage" » (*ibid.*, t. II, p. 19); et « "son analogie avec la contrebande (du moins dans l'esprit de ceux qui l'exerçaient [le pillage]) les avaient familiarisés avec cette espèce de délits dont ils ne sentaient point toute l'énormité" » (*ibid.*, t. I, p. 289). Foucault poursuit: « Donc pas de différence entre atteinte au règlement et atteinte à la propriété; entre violer la loi et voler les choses. Mais ce n'est pas simplement une confusion au niveau de la perception. C'est le transfert de tout un système de comportement » (fol. 12).

15. Foucault donne, dans le manuscrit, deux exemples de ces formes de brigandage qui supposent la complicité ou sont l'œuvre directe des marins et des employés du port. Le premier exemple est celui des « alouettes de vase [qui], sous prétexte de chercher des vieux morceaux de fer, se font jeter des produits » (fol. 13). Colquhoun décrit ce type de brigandage comme résultant d'un arrangement lucratif entre les employés du port, tonneliers notamment, qui se faisaient livrer « de petits sacs de sucre, de café, de piment, de gingembre » par ces « alouettes de vase (*mudlarks*) » qui prétendaient fouiller la vase à la recherche de vieux cordages et de fer, « moyennant une part qu'on leur donnait au butin » (*Traité sur la police de Londres*, t. I, p. 315-316).

Le deuxième exemple est celui des « chevaux légers [qui], sous prétexte de revendre le produit du droit de "balayure" (sucre), s'en font donner de grandes quantités » (fol. 13). La description que Colquhoun (*ibid.*, t. I, p. 306-309) propose du brigandage de ces chevaux-légers (*light horsemen*) met en évidence la complicité des deux parties dans la perpétration de cet illégalisme, qui trouve sa source dans « un arrangement qui se faisait entre les contre-maîtres des vaisseaux des Indes occidentales et les receleurs voisins de la rivière, qui étaient dans l'habitude de les harceler, sous prétexte d'acheter ce qu'on appelle les *balayures*, ou les restes et les miettes de sucre qui se trouvent dans la cale ou dans les entreponts, après que la cargaison a été déchargée. Une partie des contre-maîtres réclamait ces balayures, comme leur appartenant, quoique cette prétention fût contraire aux règles expresses et réitérées établies par le comité des négociants » (p. 306).

16. Foucault indique dans le manuscrit, au sujet des circuits de commercialisation de la contrebande, qu'ils opèrent à deux niveaux: « – les receleurs de détail. Achètent directement des objets variés. Un tiers du prix. // – les receleurs en gros (spécialisés) qui revendent soit aux détaillants, soit aux entrepreneurs, soit à l'État. // – charrettes qui vont faire la collecte autour de Londres. // 3 000 receleurs à Londres » (fol. 13). Colquhoun décrit cette « classe » de trafiquants receleurs (*Traité sur la police de Londres*, t. I, p. 105), dans le troisième chapitre de son ouvrage (*ibid.*, p. 104 sq.). Il les divise en deux classes, « *marchands en gros, et marchands en détail* » (*ibid.*, p. 106), et indique que « le nombre de ces fléaux de la société est monté progressivement de trois cents à trois mille dans la capitale seule » (*ibid.*, p. 16).

Foucault ajoute: « Cette contrebande a son langage mais elle a surtout sa monnaie. F[ausse] M[onnaie] // 40 à 50 fabriques en Angleterre // Un des fabricants a fait 200 000 livres en sept ans. // Circuits interférant avec ceux des receleurs ("les Juifs"). // Colquhoun estime à 0,75% la valeur des déprédations par rapport à la valeur des richesses exposées. Ce qui ferait, si le bénéfice est de 10%, une déprédation de 7,5% » (fol. 13-14). Colquhoun décrit les détails de « ce terrible fléau » et la fabrication de la fausse monnaie au chapitre VII du tome premier (*Traité sur la police de Londres*, t. I, p. 234 sq.), après en avoir donné une description plus générale dans le chapitre premier (*ibid.*, p. 20-26). Colquhoun associe les « Juifs » (ainsi que les « Irlandais ») à la fausse monnaie: « Les Irlandais des dernières classes, et les Juifs allemands, sont les principaux agens dont on se sert pour répandre la fausse monnaie dans Londres » (*ibid.*, p. 261). En ce qui concerne la valeur des déprédations, Colquhoun écrit: « si on songe en outre que, quelque considérable que soit le dommage occasionné par le brigandage, il ne monte pas à beaucoup plus de *trois quarts pour cent* de la valeur totale des

effets ainsi exposés, on pourra difficilement se refuser à adopter une estimation qui, d'après les éclaircissemens contenus dans ce chapitre, ne paraîtra nullement exagérée » (*ibid.*, p. 295 ; souligné dans le texte).

17. Foucault reviendra sur le rôle de délinquants comme mouchards et provocateurs dans la surveillance policière aux XVIII^e et XIX^e siècles dans *Surveiller et Punir*, p. 285 et n. 2.

18. Cf. M. Foucault, « *Il faut défendre la société* », *op. cit.*, [leçon] du 14 janvier 1976, p. 28-30, v. p. 30 : « La bourgeoisie se moque totalement des délinquants, de leur punition ou de leur réinsertion, qui n'a économiquement pas beaucoup d'intérêt. En revanche, de l'ensemble des mécanismes par lesquels le délinquant est contrôlé, suivi, puni, réformé, il se dégage, pour la bourgeoisie, un intérêt qui fonctionne à l'intérieur du système économico-politique général. »

LEÇON DU 28 FÉVRIER 1973

(B) *La France (suite). Épinglage du moral sur le pénal. 4. La déprédation paysanne : au XVIII^e siècle, l'illégalisme comme élément fonctionnel de la vie paysanne ; fin XVIII^e, abolition des droits féodaux ; au XIX^e, exploitation plus serrée. Le cas de l'exploitation des forêts. Nouvel illégalisme contre le contrat ; contestation et litige civil. 5. Conséquences : 1/ l'armée comme foyer et échangeur des illégalismes ; 2/ l'illégalisme comme enjeu même de la Révolution ; 3/ une réponse bourgeoise massive et programmée : la « basse classe » comme « race abâtardie ». Le nouveau personnage du délinquant : sauvage, immoral, mais régénérable par la surveillance. – Réflexions : l'intelligence de la bourgeoisie ; la bêtise des intellectuels ; le sérieux de la lutte.*

J'avais essayé de répondre à la question du transfert de l'élément pénitentiaire dans l'appareil pénal en montrant que la notion de « plèbe séditeuse » n'était pas suffisante pour résoudre les problèmes. J'avais introduit à la place une notion plus opératoire, celle de l'illégalisme populaire. Or, il me semble que sous l'Ancien Régime, cet illégalisme a fait système avec les illégalismes des autres classes sociales et que, couplé plus précisément et de plus près avec l'illégalisme bourgeois, il a favorisé le développement de la société capitaliste. Enfin, cet illégalisme a cessé, à partir d'un certain moment, d'être tolérable à la classe qui vient de prendre le pouvoir, parce que la richesse, dans sa matérialité, se trouve spatialisée selon de nouvelles formes¹ et court le risque de se voir attaquée de front par un illégalisme populaire qui, désormais, ne se heurterait plus au système des lois et des règlements du pouvoir, mais à ses biens eux-mêmes dans leur matérialité^a.

a. Le manuscrit (fol. 2) ajoute :

« et [parce] qu'à cette richesse ainsi disposée dans l'espace, les ouvriers ont appliqué des formes d'illégalismes dérivées de l'ancien illégalisme. Port de Londres : les techniques de la contrebande qui s'attaquaient à des droits, à des redevances, à des impôts, bref aux *prélèvements du pouvoir*, s'attaquent maintenant à la matérialité de la fortune bourgeoise. Colquhoun, textes sur la contrebande ».

Les couches populaires transfèrent au corps même de la richesse les techniques du vieil illégalisme et elles peuvent répondre à la bourgeoisie : est-ce que nous n'avons pas ensemble violé la loi, pillé les richesses ? À quoi, la bourgeoisie répond que sous l'Ancien Régime, on s'en prenait à des règles, à des lois, à des abus injustifiables et qu'il s'agissait alors de pouvoir, donc de politique ; tandis que, maintenant, on s'en prend à des choses, à des propriétés, par conséquent, au droit commun, au droit naturel. Autrefois, on s'attaquait à des abus de pouvoir, maintenant, en violant le droit, on manifeste un défaut de morale^a. C'est en ce point que se fait l'épinglage du système de la correction morale sur le système pénal. Ainsi, Colquhoun dit : « On peut néanmoins se flatter que l'époque approche [...] où l'adoption des idées [...] relativement à un système de pénitence bien entendu, pourra contribuer à accélérer la régénération de cette classe misérable et égarée, qu'on peut regarder comme le rebut de la société². »

À cette analyse on peut objecter le caractère limité de l'exemple choisi et le fait que le seul lien que la population urbaine a avec la fortune bourgeoise est la loi de propriété : « ceci n'est pas à toi ». À vrai dire, cette couche de population est très restreinte par rapport à l'ensemble démographique du XVIII^e siècle. Or, peut-on expliquer un phénomène aussi général que l'établissement d'une nouvelle pénalité à partir du seul exemple de cet embryon de classe ouvrière ? N'est-ce pas attribuer à une « grande peur », qui sera effectivement celle du XIX^e siècle, un processus qui s'est en fait passé au XVIII^e siècle ?

Je vais alors me référer à un exemple d'illégalisme rural et mettre en exergue de cette analyse un texte figurant dans une brochure anonyme : « Le paysan est un animal méchant, rusé, une bête féroce, à demi-civilisée ; il n'a ni cœur, ni probité, ni honneur ; il se laisserait souvent entraîner à la férocité, si les deux autres états ne fondaient impitoyablement sur lui et le réduisaient à ne pouvoir exécuter le crime qu'il voudrait faire³. »

*
* *

^bSous sa forme rurale, l'illégalisme populaire subit la même transformation que l'illégalisme urbain. Au XVIII^e siècle, il était un élément fonctionnel de la vie paysanne. Toute une série de tolérances permettait à

a. Dans le manuscrit (fol. 2), ce passage, présenté sous la forme d'une réplique attribuée à la bourgeoisie, se termine par : « Allez, et faites pénitence. »

b. Manuscrit (fol. 5), intertitre : « *La déprédation paysanne* ».

la frange la plus pauvre de subsister : jachères, landes, biens communaux constituaient au sein de l'espace paysan autant de poches d'illégalité. La contrebande des produits sous régie (sel, tabac) prenait de même ses points d'appui à l'intérieur de la société paysanne. L'illégalisme rural communiquait d'ailleurs avec, et s'appuyait sur celui des propriétaires. Or, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, on voit s'esquisser une sorte de changement de front qui est l'effet d'un lent processus, lequel consiste : d'abord, en une pression démographique croissante ; ensuite, à partir de 1730, une augmentation des revenus fonciers qui rend la terre un bien économiquement intéressant ; [et] enfin, une grande demande de terres pour investissement. On arrive ainsi, avec la Révolution, à l'abolition des droits féodaux, à de grands transferts de propriétés. À la fin du XVIII^e siècle, la propriété terrienne tombe sous le régime du contrat simple. Or, précisément, au moment même où, par ce triomphe du contrat, disparaît toute la vieille armature des droits féodaux et où la terre entre dans le système purement contractuel de la propriété, elle devient d'autant moins accessible à la masse paysanne qu'elle est l'objet d'achats plus ou moins massifs et que ce nouveau système de l'appropriation juridique dépouille et paupérise encore plus les journaliers, les petits propriétaires qui jusqu'alors pouvaient vivre grâce à ces poches d'illégalité. En effet, le nouveau régime de propriété fait disparaître les droits communautaires, les landes, et tend à une exploitation plus serrée des terres.

L'exemple^a le plus notable est l'exploitation des forêts, qui suit dès lors un rythme plus rapide. Cette forêt, qui avait été un lieu de refuge et de survie, devient propriété exploitable et donc surveillée^b. Certes, la fortune terrienne, à la différence de la richesse industrielle, ne change pas de localisation ; pourtant, l'espace rural se modifie, car, à mesure que la propriété entre dans le régime du contrat, vont se multiplier tous les

a. Le manuscrit (fol. 6) mentionne en premier lieu l'exemple de « la disparition des jachères ».

b. Le manuscrit (fol. 6-7) développe :

« Le nouveau mode d'exploitation des forêts : plus intensif à cause des besoins nouveaux ; installation de verreries, de forges aux limites ou à l'intérieur des forêts. La vieille forêt (au rythme d'exploitation séculaire), lieu de refuge, de tolérance, de survie non seulement pour les marginaux, mais aussi pour les plus pauvres des habitants (qui y font paître, qui y prennent du bois, qui y braconnent) tend à devenir propriété exploitable et surveillée. Ajouter à cela les phénomènes les plus directement liés à la Révolution : la hausse des prix agricoles (qui ne profitent qu'aux paysans assez aisés pour vendre) ; la méfiance pour la mauvaise monnaie (qui provoque l'accaparement). »

instruments assurant sa protection : interdictions de passage, clôtures, etc. Bref, tout l'espace de transit, de survie précaire qu'était l'espace rural se trouve bouleversé, et ceci rend tous les illégalismes ruraux impossibles et intolérables. On comprend ainsi pourquoi l'entrée de la fortune bourgeoise dans le système juridique du contrat provoque comme un immense rebond de l'illégalisme. Ce sont les grandes vagues de vagabondage de la fin du XVIII^e siècle, l'intensification des vieux illégalismes paysans, les émeutes frumentaires, les taxations spontanées au [bénéfice] des paysans les plus pauvres, etc. Ce sont ainsi les plus vieilles pratiques de l'illégalisme populaire qui sont réactivées dans les années précédant la Révolution. Ce sont aussi les tentatives pour continuer à exploiter les vieux droits coutumiers, les vieilles tolérances, malgré la nouvelle législation. Ainsi, la Révolution a été agitée par ces micro-histoires. Cette explosion d'illégalisme^a n'était pas autre chose que la réaction spontanée à des formes juridiques nouvelles qui rendaient impossibles les anciens illégalismes et mettaient là aussi, en quelque sorte, la propriété terrienne en corps à corps direct avec ceux qui en étaient exclus et n'avaient même plus sur elle les droits tolérés de la vie communautaire ou de l'illégalisme accepté. Cette pratique de l'illégalisme paysan a animé la Révolution (comme le montrent les épisodes de la Vendée, du Midi⁵) et l'a provoquée dans la mesure où celle-ci, pour une bonne part, a été faite pour maîtriser ce mouvement.

Prenons quelques exemples de ce bruit de fond de l'illégalisme paysan. L'intendant de Provence écrit à Necker, au printemps 1789 : « Je pourrais vous citer plusieurs communautés où le paysan a tout dévasté et pillé ; il attaque le bourgeois, l'artisan et le noble indistinctement. C'est lui qui règne et ce sont les bandits qui dirigent et sont à la tête de la populace⁶. » En l'an III, lorsqu'on s'aperçoit que le Code rural de 1791 est sans prise réelle sur cet illégalisme, on projette de le modifier ; l'auteur d'un de ces projets dit ainsi : « Il est inconcevable, dis-je, combien

a. Le manuscrit mentionne d'autres exemples de cette « formidable explosion d'illégalisme paysan », dont certains « avec plus de violence » comme les émeutes, la « taxation spontanée », et le « pillage des accapareurs » ; d'autres sous la forme de « tentatives pour continuer à faire valoir des droits coutumiers ou de vieilles tolérances, sous la forme de déprédations volontaires (droits de passage ou de péage ; glanage) » ; des « attaques directes contre les nouveaux accapareurs de terre ou contre leurs récoltes » ; et « des formes extrêmes dans le brigandage et la sédition économique-politique de l'Ouest et du Midi (entre [17]93 et [17]99) »⁴. Le manuscrit (fol. 8) ajoute :

« Mais il [l'illégalisme paysan] a encadré, animé, débordé la Révolution. Et si jusqu'à un certain point, il a provoqué la Révolution, c'est qu'elle a été destinée, cette révolution bourgeoise, urbaine, juridique, à l'enrayer. »

les villageois ont peu de respect pour les propriétés : les défenses les plus formelles ne les arrêtent pas [...] on est pillé, dévasté, ruiné sans savoir le plus souvent à qui s'en prendre⁷. » En l'an VI, au tome I des *Annales d'agriculture*, on trouve ceci : « Autrefois, trop d'avidité, sans doute, rendait certains agriculteurs odieux à la classe peu aisée ; aujourd'hui on voit des hommes de cette classe peu aisée, qui cherchent à s'approprier ce qui appartient aux cultivateurs. Les torts d'autrefois ne justifient pas ceux d'aujourd'hui⁸. »

On voit donc que, comme le salaire, le contrat redistribue le jeu de la loi, de l'illégalisme, de l'individu et du corps même de la richesse. Je pense que l'analyse de la pénalité, si on la fait correctement, c'est-à-dire si on la rapporte à l'illégalisme, doit perpétuellement tenir compte de ces quatre éléments qui sont effectivement en jeu dans cette partie de la lutte pour l'illégalisme : la loi, la pratique illégale, l'individu, le corps de la richesse. Le contrat redistribue le jeu entre ces éléments, mais d'une façon plus ambiguë que le salaire. En effet, après tout, la plèbe urbaine a été contrainte au salariat et, dans ce jeu nouveau qui s'établit entre les individus et le corps de la richesse, ceux-ci ont été contraints ; au contraire, le contrat comme forme juridique de la propriété rurale provoque bien un certain nombre de contraintes, mais il est en même temps désirable dans la mesure où il libère des droits et des obligations anciennes, dépouille la propriété de toutes les contraintes féodales, et, à cause de cela, le contrat comme voie d'accès à la propriété est désiré par la paysannerie. Mais il introduit en même temps dans le monde rural des difficultés, des risques, des réactions de défense, des calculs qui appellent un nouvel illégalisme paysan, lequel va se déployer dans ce nouveau monde du contrat. Ceci sous deux formes : un illégalisme contre le contrat, c'est-à-dire contre la propriété, qui va pratiquer la déprédation pure et simple des biens, des récoltes ; [et] un illégalisme qui va investir le contrat de l'intérieur et essayer de le tourner : on entre alors dans le monde de la contestation et du litige.

Ce qui fait que, alors que l'illégalisme urbain va nécessairement tomber sous le coup de la pénalité, l'illégalisme paysan va s'investir pour une grande part à l'intérieur du droit civil, non sans provoquer des difficultés et des souffrances. Balzac a décrit les souffrances provoquées par les contrats de mariage, de commerce⁹. Il faudrait aussi décrire les souffrances dues au contrat paysan tombant sur la propriété paysanne et l'investissant. En fait, cela a été décrit, par Pierre Rivière par exemple, qui, à partir de son expérience de petit paysan normand, a raconté les souffrances [liées à] ce contrat¹⁰ :

pour échapper à la conscription, [son père] s'est marié et est entré dans le contrat de mariage, et ce contrat, en lui-même illégaliste puisque manière de tourner la loi, s'est révélé piégé.^a

*
* *

On peut donc dégager certains points. Premièrement, la fortune bourgeoise, telle qu'elle est en train de s'établir aussi bien sous sa forme industrielle et commerciale que sous sa forme rurale, n'a pas plus tôt échappé à la prédation féodale grâce à la Révolution, qu'elle rencontre la déprédation populaire, les deux illégalismes rural et urbain. Ceux-ci communiquent par un autre illégalisme, celui de l'armée. Les grandes armées de la fin du XVIII^e siècle sont un perpétuel foyer de reconduction, de communication des illégalismes, tout en servant par ailleurs de frein en absorbant tous ceux qui se sont mis en situation d'illégalité ou en réprimant les formes les plus extrêmes de l'illégalisme¹¹. Mais, elles jouent plus encore un rôle d'accélération dans la mesure où elles assurent l'impunité à ceux qui deviennent soldats, où elles donnent à ceux qui sont passés par leurs rangs des habitudes de pillage et de vagabondage, et, enfin, où elles provoquent une multitude d'illégalismes comme le refus de la conscription, qui se multiplie à partir de l'an II. Elles servent enfin d'échangeur entre les illégalismes rural et urbain, puisque, par leurs déplacements de population, elles redistribuent les paysans dans les villes et la plèbe urbaine dans les campagnes, à travers le système des désertions. C'est aussi le problème de l'Angleterre comme le dit Colquhoun dans son *Traité sur la police* : « Il est vrai que, pendant les trois premières années de la guerre actuelle, beaucoup de criminels, de fainéants et de gens vivant dans le désordre, ont été engagés pour le service de la terre ou de la mer [...] combien n'est-il pas nécessaire de prendre des précautions avant le retour de la paix¹². »

Deuxièmement, je voudrais insister sur un point à partir duquel on peut essayer de comprendre les problèmes que j'ai posés. On fait généralement de l'illégalisme prérévolutionnaire la conséquence d'une série de crises du pouvoir, des institutions, de la légalité : les vieilles légalités ont été rendues désuètes par la poussée économique et, avant qu'elles laissent la place à la nouvelle légalité, il y aurait eu cette grande explo-

a. Le manuscrit (fol. 13) ajoute :

« Pierre Rivière : contrat-illégalité (pour éviter l'armée) ; contrat piégé de l'intérieur par un tas d'illégalismes ; contrat dont on ne peut se libérer, ou qu'on ne peut restituer par l'assassinat. Toute une précipitation de petits illégalismes contractuels, dans le plus grand des crimes. »

sion d'illégalisme. En fait, je voudrais montrer que la naissance de la société industrielle n'a pas simplement bousculé l'ordre des légalités, mais tout ce système des illégalismes à la fois traditionnels et solides grâce auxquels des masses considérables de la population pouvaient vivre. À la fin du XVIII^e siècle, les illégalismes ainsi menacés par les nouvelles formes de la société sont entrés en révolte. L'illégalisme n'est donc pas seulement la forme extrême et populaire de la poussée révolutionnaire, c'est l'enjeu de celle-ci. Tous les grands mouvements cherchaient le maintien de l'illégalisme comme pratique à laquelle on a droit. Regardez ce qui s'est passé en Vendée avec ce refus de la légalité nouvelle¹³. Il s'agissait de la lutte contre un système d'appropriation incompatible avec le jeu ancien des illégalismes, et si les Vendéens se réclamaient de l'Ancien Régime, ce n'était sans doute pas par un amour positif de la loi, de tout ce système réglementaire et de ce jeu d'exactions qui étaient liées à ce régime, mais ils voulaient revenir à un régime qui permettait le fonctionnement d'un certain nombre d'illégalismes nécessaires à l'existence de la communauté paysanne. ^a Dans les villes, les taxations spontanées, le pillage des accapareurs, les tribunaux populaires, tout cela est une manière de faire valoir dans les formes d'une nouvelle légitimité les pratiques populaires qui étaient les vieilles pratiques de l'illégalisme populaire.

Troisième conséquence : à cette poussée illégaliste, non seulement dans sa forme mais surtout dans son but –, puisqu'elle vise au maintien de cet illégalisme qui menace non plus les vieilles structures de la féodalité, mais le corps même de la richesse sociale –, la bourgeoisie répond par une gigantesque opération qui constitue le bouclage pénal et pénitentiaire de l'illégalisme populaire en général^b. Ce bouclage a été parfaitement programmé. On en trouve les formules fondamentales dans les textes de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle. Ainsi, on a une trame de théories et de pratiques pénales qui désignent l'infacteur comme ennemi de la société en général, et toute une pratique de la correction qui considère l'infacteur moins comme un ennemi que comme quelqu'un sur lequel on peut agir, qu'on peut transformer moralement, corriger. La jonction entre la définition juridico-pénale de l'infacteur comme ennemi social et la définition du correctionnaire comme individu à transformer se fait dans un certain nombre

a. Le manuscrit (fol. 17) ajoute : « L'exemple inverse : ».

b. Le manuscrit (fol. 17) indique par un ajout interlinéaire que cette vaste opération de la bourgeoisie, qui « sera à étudier », « est programmée dans une opération idéologique qui existe ».

de discours qui rendent acceptable théoriquement et discursivement la grande mise en place du système pénitentiaire du XIX^e siècle. Cette jonction consiste, d'abord, à affirmer que tout illégalisme relève d'une façon privilégiée, sinon exclusive, d'une seule classe sociale, celle des travailleurs; ensuite, à déclarer que cet illégalisme est le fait de cette classe dans la mesure où celle-ci n'est pas réellement intégrée à la société; enfin, à dire que ce refus du pacte social propre à la classe la plus basse est une sorte de délinquance primaire, sauvage, propre à une couche de population encore proche de l'instinct et de la vie de nature: ce sont les ennemis du corps même de la richesse.^a

Cette qualification de la classe des travailleurs comme objet privilégié de la transformation pénitentiaire pour l'intégration à un pacte social constitue le joint idéologique, pré-institutionnel, qui va rendre acceptable toute l'organisation du système pénal et pénitentiaire. [On peut se reporter à plusieurs textes. Le premier [date de] 1772: un texte où les agents de la Ferme générale écrivent à l'intendant d'Auvergne pour se plaindre de l'indulgence des juges de Clermont à l'égard des contrebandiers: «ils [les juges de Clermont] doivent moins regarder les faux sauniers et contrebandiers comme des intrus qui ont cherché à partager une portion des bénéfices de la Ferme, que comme des perturbateurs du repos public¹⁴». C'est dire que les magistrats voient dans ceux-là des intrus qui, dans le système de la prédation féodale, viennent prendre leur part de ce qui est prélevé sur la richesse, bref, des fermiers supplémentaires, et, en ce sens, il n'y a pas à les traiter comme des criminels: ce sont seulement des collecteurs d'impôts illégaux. Or, il faudrait les traiter comme des perturbateurs du repos public, c'est-à-dire des délinquants qui mettent en danger la société tout entière. Tel est le programme: transformer l'intrus dans le système de la prédation féodale en ennemi social. En 1768, la Ferme d'Auvergne se propose, pour couper le contrebandier Montagne de ses appuis populaires, d'imprimer une fausse feuille volante où l'on raconterait de pseudo-forfaits de celui-ci afin de transformer l'image du contrebandier, positive pour les paysans, en l'image négative du criminel: «On a publié ces nouvelles, on a mis sur son compte quelques vols dont la vérité, à dire vrai, est assez incertaine; on a représenté Montagne comme une bête féroce, à laquelle il fallait donner la chasse. Les têtes d'Auvergne étant chaudes par nature, cette idée a pris et plusieurs

a. Le manuscrit (fol. 18) ajoute: «Nous avons encore des sauvages parmi nous. Retourner l'illégalisme en délinquance, la latitude sociale en danger social.»

ont répondu que si Montagne passait dans leurs terres, ils le tueraient comme un animal sauvage et nuisible^a. » On a ici encore la transformation du personnage de l'illégalisme toléré en un personnage qui est déjà le délinquant monstrueux auquel la pénalité, la criminologie, la psychiatrie du XIX^e siècle auront affaire. Cette conversion est le résultat d'une stratégie parfaitement concertée.

Trente ans plus tard, en 1798, les effets de cette opération apparaissent dans un rapport sur le brigandage dans le Midi: «Considérant les assassinats et les forfaits auxquels aucune nuit n'avait encore prêté ses ombres, des forfaits dont le récit épouvantera tous les pays dans tous les siècles; considérant que des cannibales que la nature rougit d'avoir placés dans la classe des humains¹⁶ [...] » [Ils apparaissent aussi dans] un texte de Target, homme de loi de l'Ancien Régime, chargé de 1802 à 1804 d'élaborer le premier projet de code pénal, qui sera repris en 1808¹⁷. Dans sa présentation, se trouvent visiblement formulées la plupart des opérations réelles que la législation pénale opérera par la suite: «[S]upposez une grande contrée dont l'immense population est formée, en quelque sorte, de peuples divers qui n'ont de commun que le centre de l'autorité, et se divise en d'innombrables classes, les unes éclairées par les lumières, perfectionnées par l'éducation, adoucies par la sociabilité, ennoblies par les sentiments moraux; les autres, dégradées par la misère, avilies par le mépris, et vieilles dans de longues habitudes ou de crimes ou de fautes; chaque jour on y verra l'affligeant contraste des vertus les plus honorables et des vices les plus bas. Là, près de l'élévation du courage, de la générosité, de l'héroïsme, se feront remarquer avec dégoût l'égoïsme, l'insensibilité, l'abjection, et l'atrocité même. Là, des âmes dures, sèches, farouches, dénuées d'idées morales, n'obéiront qu'à leurs grossières sensations; la paresse, la débauche, l'avidité, l'envie, se montreront ennemies irréconciliables de la sagesse et du travail, de l'économie et de la propriété. Là, pulluleront des délits et des crimes de toute espèce, moins dans la masse de la nation que dans la lie de cette peuplade étrangère au caractère général, qui s'est formée à côté du vrai peuple par la force des circonstances et des habitudes accumulées pendant des siècles. Presque toujours, pour une telle nation, les peines doivent être mesurées sur la nature de cette race abâtardie, qui est le foyer des crimes, et dont la régénération se laisse à peine entrevoir, après une longue suite d'années du gouvernement le plus sage¹⁸ [...] »

a. Manuscrit (fol. 18): «En 1768: Bulletin de propagande contre Montagne¹⁵.»

On voit dans ce texte, premièrement, l'assimilation entre l'illégaliste et le nouveau personnage du délinquant, qui constitue – lui et son entourage – une population étrangère. Deuxièmement, une population qui est étrangère parce qu'elle est sauvage : à la fois abâtardie et primitive, dégénérée et la plus proche de la nature et des instincts. Ce caractère de sauvagerie est déterminé par l'immoralité : le sauvage, porteur dans sa primitivité de la morale à l'état pur, a disparu, la sauvagerie se manifestant par l'immoralité. Troisièmement, par rapport à ces classes qui s'opposent, le pouvoir politique est défini comme un arbitre. C'est par rapport à cet affrontement entre les classes et pour protéger une classe contre une autre que la fonction du pouvoir est définie. Et finalement, l'idée d'une régénération de cette classe primitive et abâtardie par l'intervention du pouvoir politique et la surveillance perpétuelle permet d'articuler la théorie du délinquant comme ennemi social et la pratique de la correction^a.

Si j'ai insisté sur ce texte, sur le préalable de l'opération idéologique comme condition d'acceptabilité d'un certain nombre d'opérations, c'est pour plusieurs raisons^b. D'abord, ce texte est d'une prodigieuse lucidité. On a toujours l'habitude de parler de la « bêtise » de la bourgeoisie. Je me demande si le thème de la bêtise bourgeoise n'est pas un thème pour intellectuels^c : ceux-là qui s'imaginent que les marchands sont bornés, que les hommes d'argent sont butés, que les hommes du pouvoir sont aveugles. À l'abri de cette croyance, d'ailleurs, la bourgeoisie est remarquable d'intelligence. La lucidité et l'intelligence de cette classe, qui a conquis et gardé le pouvoir dans les conditions que l'on sait, produisent bien des effets de bêtise et d'aveuglement, mais où ? – sinon précisément dans la couche des intellectuels. On peut définir les intellectuels comme ceux sur qui l'intelligence de la bourgeoisie produit un effet d'aveuglement et de bêtise^d. Ensuite, tout ce qui se passe dans cette mise en place du système pénal a été dit : le principe d'une analyse

a. Manuscrit (fol. 18), en marge : « L'articulation ennemi social - correction ».

b. Le manuscrit contient, après le dernier feuillet numéroté (fol. 18), trois feuillets non numérotés, dont le premier porte : « App. c[ours] n° 9 ». La première ligne porte : « N.B. Un texte comme celui de Target mérite qu'on s'y arrête : [...] »

c. Sans la modulation de croyance présente dans le tapuscrit, le manuscrit porte : « pour artistes, pour intellectuels, philosophes » (App. cours n° 9, premier feuillet).

d. Le manuscrit ajoute :

« – Comme elle [la bourgeoisie] détient le pouvoir, elle peut être cynique.
– Le développement de l'exploitation com[merciale] et de l'exercice du pouvoir crée du savoir. Ceux qui le nient sont des amuseurs publics. Ils méconnaissent le sérieux de la lutte. » (App. cours n° 9, premier feuillet.)

en forme de recherche du non-dit n'est-il pas la propriété de ceux qui ne sont pas capables de voir là où il est le cynisme effectif de la classe au pouvoir ? Nul besoin du silence du non-dit pour y précipiter l'intelligence, la profondeur de l'interprète, qui trouverait ce que les autres n'ont pas pu dire. En fait, les autres ont toujours [tout] dit. Le problème n'est donc pas d'aller chercher dans les lacunes d'un texte la force ou l'effet d'un non-dit¹⁹. Enfin, ceci implique que ça ne sera jamais du côté des textes d'un auteur, ou du côté d'une œuvre qu'on ira chercher ce dit, ce cynisme et cette intelligence^a. Si la bourgeoisie paraît bête, c'est qu'on va chercher les traces de son intelligence ou de sa bêtise dans cette catégorie de discours particulièrement scolarisés qu'on appelle les œuvres des auteurs, [les] textes. Toutes ces catégories – auteurs, écrivains, œuvres, textes –, c'est ce que la scolarisation de la société a isolé par rapport à la masse active, stratégique des discours. Un texte, c'est un discours qui a perdu son contexte et son efficacité stratégique. Une œuvre, c'est un discours qu'on a rattaché d'une part à un auteur et d'autre part aux significations implicites d'un non-dit.

« La bourgeoisie est bête », « les choses ne sont pas dites », « l'important, ce sont les œuvres » – ces trois propositions^b commandent l'analyse textuelle, qu'il faut abandonner. Dire que les choses sont dites, c'est admettre le principe du cynisme de la bourgeoisie et mesurer l'ampleur de ce pouvoir contre lequel on lutte. Admettre que l'important ce sont les discours, c'est replacer le discours là où, effectivement, on peut l'attaquer : non pas dans son sens, non par ce qu'il ne dit pas, mais au niveau de l'opération qui s'est produite à travers lui, c'est-à-dire dans

a. Manuscrit :

« Il ne s'agit pas là d'un auteur, d'une œuvre, d'un texte. Au thème "artistique" que la bourgeoisie est bête, répond le thème professoral qu'il n'y a qu'une chose qui compte (c'est l'auteur, l'écrivain, l'œuvre, le texte), que ce sont eux qui nous dominent, et font notre loi ; que ce sont eux qui nous engagent. Kant nous a liés, et Kierkegaard nous libérera. Ces notions sont le produit d'une "scolarisation" du discours ; de la fabrication d'objets destinés à l'explication scolaire. Peu importe qu'on se place à une extrémité ou l'autre de la série, du côté de l'auteur ou du côté du texte, du côté de l'expression ou du savant, du côté de la [psychologie] ou du côté de la rhétorique, de toute façon, la série entière est un produit de la scolarisation du discours. Scolarisation qui permet d'une part d'esquiver tous les discours qui sont hors textes, et surtout de masquer le rôle, la position, la fonction des discours dans des stratégies et des luttes. » (App. cours n° 9, premier et deuxième feuillets.)

b. Manuscrit :

« Les trois propositions sont liées :

– la bourgeoisie n'est pas bête : principe de lutte ;
– les choses sont tout à fait dites : principe de cynisme ;
– l'important, ce ne sont pas les œuvres. » (App. cours n° 9, deuxième feuillet.)

sa fonction stratégique, afin de défaire ce que le discours a fait. Négligons donc les œuvres, les textes, et étudions plutôt les discours dans les fonctions ou les champs stratégiques où ils ont pris leurs effets^a.

a. Le manuscrit se termine de la façon suivante :

« Parce qu'en effet, du point de vue des œuvres, d'où elle est absente, du moins en tant que bourgeoisie, et en première analyse, elle est bête, muette et entêtée. Mais si nous voulons la voir à l'œuvre, dans l'intérieur de ses décisions, dans son agilité stratégique, dans la formation ininterrompue de son savoir, alors il faut recourir au hors-texte. C'est dans le hors-texte [que] ça se joue, ça se dit et ça se voit. Dans le texte, ça dort, ça se cache ; ça ne se dit pas. Il est normal que la recherche du non-dit soit finalement le grand mode d'analyse du texte. [Devenant] finalement interprétatif. L'analyse du hors-texte a pour rôle au contraire de fixer la fonction et le rôle stratégique des discours dans les luttes. En quoi ils sont liés à telles opérations qu'ils permettent ou dont ils sont une partie, ou une conséquence.

Opposer la série texte - non-dit - interprétation à la série hors-texte - acte discursif - stratégie. Ce qui permet de repérer les positions, les alliances, les blocages, les points de force et de faiblesse. Bref, de faire une critique qui fasse partie immédiatement des luttes. Faire ainsi une histoire "hors texte" de la morale²⁰ :

- pièces de procès
- [pièces] d'expertises médico-légales
- cas de conscience
- rapports de police
- actes de toutes les sociétés de moralisation
- procès-verbaux de toutes les instances [dirigeantes].

Ce ne serait ni l'architectonique des systèmes de morale ; ni la doxologie des opinions sur la morale. Ce serait l'histoire de la morale comme stratégie. » (App. cours n° 9, deuxième et troisième feuillets.)

NOTES

1. Cf. M. Foucault, « À propos de l'enfermement pénitentiaire », *loc. cit.* (DE, II), p. 436 / p. 1304 : « Sous l'Ancien Régime, la fortune était essentiellement terrienne et monétaire [...]. Mais lorsque la fortune bourgeoise s'est trouvée investie à une très large échelle dans une économie de type industriel, c'est-à-dire investie dans des ateliers, dans des outils, dans des machines, dans des machines-outils, dans des matières premières, dans des stocks, et que tout cela a été mis entre les mains de la classe ouvrière, la bourgeoisie a littéralement mis sa fortune entre les mains de la couche populaire. »

2. P. Colquhoun, *Traité sur la police de Londres*, trad. citée, t. II, p. 165 (souligné dans le texte original).

3. Foucault se réfère, dans son manuscrit, à une « Brochure anonyme, 2^e moitié du XVIII^e siècle, midi de la France » (fol. 4) qui, le tapuscrit le mentionne, (page 132), est « cité[e] par Agulhon, *La Vie sociale en Provence*, 1970 ». Maurice Agulhon, dans *La Vie sociale en Provence intérieure au lendemain de la Révolution* (*op. cit.* [supra, p. 43, note 22], p. 180), cite ce passage ; il l'attribue à « un [Arlésien] anonyme [...] en 1752 », et en précise l'origine : « Dans un manuscrit de la bibliothèque d'Arles, cité par G. Valran, *Misère et Charité en Provence au XVIII^e siècle*, p. 29. » Dans ce dernier ouvrage, *Misère et Charité en Provence au XVIII^e siècle. Essai d'histoire sociale*, Paris, Arthur Rousseau, 1899, Gaston Valran attribue ce passage à « un témoin oculaire et anonyme, un bourgeois (c'est à présumer), car il est animé d'un vif ressentiment contre la noblesse et contre le paysan » (p. 28).

4. Sur le brigandage en général, cf. M. Agulhon, *La Vie sociale en Provence intérieure*, p. 367-404.

5. Il est possible que Foucault fasse ici référence à la répression militaire du brigandage relatée par Agulhon (*ibid.*, *loc. cit.*), mais la juxtaposition avec la Vendée pointe davantage vers l'insurrection fédéraliste. Après le coup de force jacobin contre les girondins à la Convention le 2 juin 1793, de nombreuses administrations départementales où les girondins étaient bien implantés s'opposèrent à Paris. En particulier dans le Midi, Lyon, Marseille, Bordeaux et Toulon deviennent les centres d'une tentative de reconquête du pouvoir. Les jacobins et les représentants de la Convention en sont chassés, parfois exécutés. Lyon, Marseille puis Toulon seront reprises par les armées révolutionnaires, donnant lieu à de sanglantes répressions. Un décret du 12 octobre 1793 énonce ainsi à son article 3 : « La ville de Lyon sera détruite. Tout ce qui fut habité par le riche sera démoli. » C'est au siège de Toulon que s'illustra pour la première fois le génie militaire de Napoléon Bonaparte, alors jeune officier d'artillerie. Cf. : H. Wallon, *La Révolution du 31 mai et le fédéralisme en 1793*, Paris, Hachette & C^e, 1886, 2 vol. ; C. Riffaterre, *Le Mouvement antijacobin et antiparisien à Lyon et dans le Rhône-et-Loire en 1793*, Lyon, A. Rey, 2 vol., 1912 et 1928.

6. Ce passage est cité dans *La Vie sociale en Provence intérieure*, p. 182. Maurice Agulhon le situe de la façon suivante : « au printemps de 1789 la lutte entre les différents "états" est maintes fois signalée dans les lettres de l'intendant à Ville-deuil et à Necker - 27 et 30 mars ». Agulhon donne comme source les Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 4110. Cf. M. Cubells, *Les Horizons de la liberté. Naissance de la Révolution en Provence (1787-1789)*, Aix, Édisud, 1987, p. 92-109.

7. Foucault, dans son manuscrit (fol. 9) fait référence à une : « Brochure anonyme. An III (peu avant le vote du décret du 20 messidor, complétant le Code rural de [17]91) ». Ce texte provient d'une brochure de 12 pages de F.L. Lamartine, *Mémoire sur une question d'agriculture et d'économie politique, relative à la cotisation des prairies artificielles et aux moyens de pourvoir à leur conservation* (Dijon, Desay, mars 1793), in *L'Esprit des journaux français et étrangers*, Paris, Valade, 1795, t. V, sept.-oct. 1795, p. 119-120.

8. Cf. H.-A. Tessier, *Annales de l'agriculture française, contenant des observations et des mémoires sur l'agriculture en général*, Paris, Huzard, 1797 (An VI), 4 vol. : t. I, p. 371.

9. Cf. H. de Balzac, *Le Contrat de mariage* (1835), *Eugénie Grandet* (1834) et les autres textes recueillis dans les « Scènes de la vie de province » de *La Comédie humaine*. Dans la leçon du 7 mars (*infra*, p. 184-185, note 3), Foucault abordera le thème des classes dangereuses et laborieuses – thème central de l'historien Louis Chevalier, auteur de *Classes laborieuses et Classes dangereuses à Paris, pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Plon, 1958. Il est intéressant de noter et de comparer le traitement par Chevalier de l'œuvre de Balzac avec cette analyse de Foucault; cf. L. Chevalier, *op. cit.*, éd. Paris, Hachette, 1984, p. 133-150.

10. Cf. *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère. Un cas de paricide au XIX^e siècle*, présenté par M. Foucault, Paris, Gallimard (coll. « Archives » 49), 1973, p. 73-148 (« Le mémoire »).

11. Le manuscrit mentionne : « Vendée, Midi ». Cf. *supra*, p. 162 et note 5.

12. P. Colquhoun, *Traité sur la police de Londres*, t. I, p. 138-139.

13. Il existe une historiographie abondante et contradictoire sur les causes de cette révolte, qui semble tenir aux espoirs déçus de régions pauvres, où les paysans, supportant mal le poids de l'impôt, ne disposent pas des moyens nécessaires pour bénéficier de la vente des biens nationaux; de la levée de volontaires pour l'armée; ainsi que du remplacement du clergé réfractaire, dans une région très catholique. Cf.: E. Gabory, *Les Guerres de Vendée*, Paris, Robert Laffont, 2009 [1912-1931]; L. Dubreuil, *Histoire des insurrections de l'Ouest*, Paris, Rieder, 2 vol., 1929-1930; G. Walter, *La Guerre de Vendée*, Paris, Plon, 1953; C. Tilly, *La Vendée. Révolution et contre-révolution*, Paris, Fayard, 1970.

14. *Inventaire sommaire des Archives départementales antérieures à 1790, Puy-de-Dôme: C 1516 à C 2817*, archivistes Michel Cohendy et Gilbert Joseph Rouchon, vol. II, Clermont-Ferrand, Imprimerie et lithographie G. Mont-Louis, 1898, série C (Intendance d'Auvergne), C 1660 (Liasse), 769-779 (« Contrebandiers »).

15. Foucault mentionnera cet épisode dans *Surveiller et Punir*, *op. cit.*, p. 70, où il donnera comme référence: « Archives du Puy-de-Dôme, cité in M. Juillard, *Le Brigandage et la Contrebande en Haute-Auvergne au XVIII^e siècle*, Aurillac, Imprimerie moderne, 1937, p. 24 ».

16. Archives départementales, Arrêté du 26 vendémiaire an VIII, série L, f^{os} 49-51 *sq.*, cité in abbé Maurel, *Le Brigandage dans les Basses-Alpes*, Marseille, P. Ruat, 1899, partie II, chap. II.

17. Foucault placera Target dans la catégorie des grands « réformateurs », aux côtés de figures comme Beccaria, Servan et Duport. Dans le manuscrit de la leçon du 7 mars (*infra*, p. 175 *sq.*), il décrit Target comme « un juriste de l'Ancien Régime, devenu législateur sous l'Empire » (fol. 1). Cf. *Surveiller et Punir*, p. 77; cf. aussi *ibid.*, p. 82, 84, 95, 280.

18. Foucault reviendra sur quelques expressions mentionnées dans ce passage sur Target, en particulier celle de « race abâtardie », dans *Surveiller et Punir*, p. 280, et donnera comme référence (*ibid.*, p. 95): « G. Target, *Observations sur le projet du Code pénal*, in Locré, *La Législation de la France*, t. XXIX, p. 7-8 ». Cf. M. Target, « Observations sur le Projet de Code criminel », in Jean-Guillaume Locré, *Législation civile, commerciale et criminelle, ou Commentaire et complément des Codes français*, Bruxelles, Société typographique belge, 1837, t. XV, p. 2-16, spéc. p. 5.

19. Il est possible que Foucault fasse allusion, par ses références au « non-dit », à l'analyse que Louis Althusser propose, dans « Du "Capital" à la philosophie de Marx » (in L. Althusser, E. Balibar, R. Establet, P. Macherey, J. Rancière, *Lire Le Capital*, Paris, Maspero, 1968 [1965], 2 vol.), de la lecture par Marx de l'œuvre d'Adam Smith. Inspirée par la psychanalyse, la « lecture "symptomale" [...] décèle l'indécélé dans le texte même qu'elle lit, et le rapporte à un autre texte, présent d'une absence nécessaire dans le premier » (*ibid.*, vol. 1, p. 28-29). « C'est depuis Freud que nous commençons de soupçonner ce qu'écouter, donc ce que parler (et se taire) veut dire; que ce "veut-dire" du parler et de l'écouter découvre, sous l'innocence de la parole et de l'écoute, la profondeur assignable d'un second, d'un tout autre discours, le discours de l'inconscient. » (*Ibid.*, p. 12-13; souligné dans le texte.)

20. Cette analyse de Foucault en terme de « hors-texte » est, de toute évidence, suscitée par l'ouvrage de Jacques Derrida, *De la grammatologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1967, p. 227; cf. aussi, du même auteur, *Limited Inc*, Paris, Galilée, 1990, p. 273.

LEÇON DU 7 MARS 1973

Analgies entre Target et les Quakers. (I) La peur au début du XIX^e siècle: 1/ liée aux nouveaux modes de production; une peur de l'ouvrier, de son désir, de son corps; 2/ fondée en réalité; 3/ peur de la classe laborieuse; 4/ du fait qu'« ils » ne travaillent pas suffisamment. Menace sur l'appareil capitaliste. Le système pénal vise le corps, le désir, le besoin de l'ouvrier. Double exigence: libre marché et discipline. Le livret ouvrier. (II) Le dualisme pénal: le double front de la pénalité. 1. Recodification des délits et des peines: homogène, positive, contraignante, représentative, efficace. 2. Intégration d'un conditionnement moral: circonstances aggravantes et atténuantes; surveillance; maisons de correction; rééducation. – Dualité droit-correction. La criminologie: discours qui assure la transcription de cette dualité. La monomanie. – Symbiose de la criminologie et du système pénal.

Le texte de Target¹ définissait la place du pouvoir politique entre deux classes, l'une porteuse de vertus, des valeurs du bien, et l'autre caractérisée par les vices dont elle était animée, son immoralité, par le fait qu'elle était considérée comme étrangère au corps même de la société, comme formant une sorte de nation branchée de l'extérieur sur la nation réelle. Or, on a dans l'image du pouvoir comme arbitre une espèce d'écho de ce qu'on a trouvé dans la théorie politique des Quakers, qui présentaient l'État comme une sorte d'instance indispensable pour résorber, maîtriser le mal dans la société et mettre celle-ci à l'ordre du bien. On voit se dessiner dans ce texte un partage de la société en deux classes; une imputation de dissidence sociale chez l'une de ces classes; une accusation de défaillance morale chez la classe dissidente; et une peur sociale contre laquelle l'auteur fait appel à l'autorité de l'État, qui devrait maîtriser et corriger cette immoralité.

*

* *

Je voudrais revenir sur cette peur qui me paraît avoir joué un rôle déterminant dans l'organisation du système pénal du XIX^e siècle. On a l'habitude de décrire cette peur sociale, d'abord, comme étant

essentiellement liée au processus de l'urbanisation, c'est-à-dire à l'arrivée dans les villes de toute une population flottante, chassée par la pauvreté et le nouveau régime de la propriété, déjà chômeuse, population dangereuse, marginale, s'opposant à la population laborieuse. On en a l'image dans les chiffonniers de Paris qui se révoltent en 1832². On en a l'image théorique dans le livre de Frégier de 1840 sur les classes dangereuses³ et chez Sue, où il y a le jeu perpétuel de l'ouvrier vertueux et des classes dangereuses ([par exemple, dans son roman] *Le Juif errant*)⁴. Ensuite, on décrit cette peur comme une peur fantasmatique, mi-physique mi-politique^a, plus que comme une peur déterminée par une perception lucide des processus sociaux. On trouve certes des expressions de ceci, par exemple en 1840, dans les sermons de l'abbé Le Dreuille : les riches ont plus à craindre qu'ils ne le pensent ; « Là [parmi les ouvriers], les besoins sont sans nombre et les projets plus nombreux encore que les besoins ; les rêves d'organisation s'y discutent dans le trouble, des vengeances s'y préparent dans les ténèbres [...]. Mais sachez donc : on commence à se lasser d'attendre, et, si l'on n'y prend garde, l'année prochaine, demain, peut-être, sorti du gouffre escaladé, paraissant terrible sur les bords de l'abîme franchi, le peuple formidable, secouant la résignation comme une poussière immonde [...], respirant la vengeance implacable apparaîtra comme l'ange exterminateur au milieu de vos riches hôtels, de vos demeures somptueuses⁵. »

Mais, si cette analyse peut s'appliquer aux années 1840-1845, elle ne me paraît pas exacte pour le début du siècle. Alors, cette peur telle qu'on la trouve chez ceux-là mêmes qui font la loi, et qui apparaît au ras du discours qui décide, est d'un autre type. Premièrement, c'est une peur qui n'est pas tant liée au processus de l'urbanisation qu'au nouveau mode de production – c'est-à-dire à l'accumulation du capital qui se trouve maintenant investi visiblement, sous la forme d'une matérialité tangible et accessible, dans les stocks, les machines, les matières premières, les marchandises –, [et] au salariat qui met l'ouvrier, dépouillé de toute propriété, en contact avec la richesse. La peur est branchée sur cette présence physique du corps de l'ouvrier, de son désir, sur le corps même de la richesse. Et deuxièmement, cette peur n'est pas fantasmatique, elle est parfaitement fondée : la richesse

bourgeoise s'exposant ainsi, prend des risques nouveaux, depuis l'érosion quotidienne du vol jusqu'aux grands bris collectifs des machines. Le danger représenté par la classe ouvrière à la limite de la misère n'est pas fantasmatique. Troisièmement, cette peur s'adresse initialement, non pas à ces catégories marginales, à la limite de la ville et de la loi, ce ne sont plus tellement les oisifs et les mendiants que l'on redoute au début du XIX^e siècle, mais ceux qui travaillent et sont au contact de cette richesse. C'est dans la mesure où elle est laborieuse que cette classe est dangereuse⁶, et c'est seulement comme l'effet de toute une procédure de sélection dans laquelle le système pénal sera une pièce maîtresse, qu'on voit apparaître vers 1840 toute une série de discours qui, à la fois, sont l'effet du partage et ont pour fonction de le relancer. Ainsi, le texte-fiction de Frégier bâtit la catégorie de classe dangereuse⁷. Avant ce partage, la classe laborieuse est la classe dangereuse⁸. [En témoigne, par exemple,] ce texte d'un médecin, décrivant en 1830 les classes sociales à Brest : celle qui possède « la délicatesse de pensée et l'élévation d'âme » ; celle des « ouvriers intelligents et habiles, qui sont calmes, pacifiques, conciliants » ; celle des prolétaires, « d'une étendue proportionnelle immense, qui possède à quelques honorables exceptions près, toute la profonde ignorance, la superstition, les ignobles habitudes, la dépravation des mœurs des enfants de la forêt. Sa trivialité, sa rusticité, son imprévoyance, sa prodigalité, au milieu des joies burlesques et des orgies, ne peuvent s'exprimer. Ses logis se composent de vieilles masures et de greniers ouverts à tous vents, sales, délabrés et étroits, où, entassée, vivant au jour le jour, elle pullule à foison dans une honteuse nudité, en insultant par son cynisme la pudeur et en livrant ou à la commiseration publique, ou à l'hospice civil, des milliers de victimes de sa débauche ou de sa corruption⁹ ». Quatrièmement, cette peur ne vise pas seulement les grandes monstruosité, les agitations politiques, mais le cœur du danger est en deçà même de l'illégalisme : c'est quelque chose qui n'est même pas encore de l'infraction. Ce qui est dangereux, c'est l'ouvrier qui ne travaille pas assez fort, qui est paresseux, s'enivre, c'est-à-dire tout ce par quoi l'ouvrier pratique l'illégalisme, et cette fois-ci non pas sur le corps même de la richesse patronale, mais sur son propre corps, sur cette force de travail dont le patron se considère comme le propriétaire, puisqu'il l'a achetée par le salaire et que c'est le devoir de l'ouvrier d'offrir sa force de travail sur un marché libre.

Par conséquent, tout ce qui peut atteindre, non seulement le capital accumulé de la fortune bourgeoise, mais le corps même de l'ouvrier comme force de travail, tout ce qui peut la dérober à l'utilisation par le

a. Manuscrit (fol. 3) :

« Comme un mélange de peur physique et politique. Irruption du prolétariat hirsute qui a pu terroriser les bourgeois. Un jeu, un avatar de la littérature de terreur : au revenant du Château d'Otrante, au maudit de Lewis, succéderait le prolétaire. »

capital, c'est cela qui va être considéré comme cet illégalisme infralégal, la grande immoralité, ce sur quoi le capitalisme essaiera d'avoir prise : un illégalisme qui n'est pas infraction à la loi, qui est une manière de dérober la condition du profit. Et l'on voit apparaître à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle ces formulations singulières qui consistent à dire d'un ouvrier paresseux qu'« il dérobe ». ^a Il dérobe ce qu'il doit au patron, ce qu'il pourrait gagner pour sa famille. L'immoralité ouvrière est constituée par tout ce par quoi l'ouvrier contourne la loi du marché de l'emploi telle que le capitalisme veut la constituer.

La peur bourgeoise sociale et quotidienne telle qu'elle fonctionne au début du XIX^e siècle – au moment de l'organisation des systèmes pénaux – a pour point d'application, moins les classes marginales et dangereuses, que la classe des travailleurs comme foyer permanent et quotidien de l'immoralité. Sous la forme de cette mise en rapport du corps de l'ouvrier avec la richesse, ou sous celle de la manière dont la force de travail est utilisable au maximum, c'est finalement toujours le corps de l'ouvrier dans son rapport à la richesse, au profit, à la loi, qui constitue le grand jeu autour duquel va s'organiser le système pénal. D'où la nécessité de la mise en place d'un appareil qui soit assez fin et assez profond pour atteindre le foyer même de cet illégalisme : le corps, le désir, le besoin de l'ouvrier.

Au moment où la bourgeoisie établit le code civil qui doit régir le contrat entre propriétaires, elle définit un code pénal qui aura pour fonction, en surface, de sanctionner ce qui est infraction au contrat, mais, plus profondément, de rejoindre dans toute la mesure du possible ce foyer d'immoralisme qui met en cause le corps de l'ouvrier et son rapport à la richesse, au profit et à la loi, et de constituer, non plus un contrat, mais une habitude : au contrat du propriétaire devra répondre la bonne habitude de l'ouvrier. ^b

a. Manuscrit (fol. 5-6) :

« Or, avec le salariat et la disparition de tout le tissu réglementaire qui entourait l'activité artisanale, ce qui devient redoutable ce n'est pas l'infraction à la loi, mais la dérobade à ce qu'on lui présente comme obligatoire ; et qui est simplement exigence, besoin du patron. La paresse, l'inexactitude, l'abandon de l'ouvrage, c'est cela la forme hautement redoutable de l'illégalisme ouvrier. Un illégalisme qui n'est pas infraction à la loi, ou manière de la tourner. Un illégalisme qui commence au-dessous de la loi, avant elle. Un refus d'adhésion au niveau pré-légal. Bref l'immoralité, la paresse, l'inexactitude, l'indélicatesse. »

b. Manuscrit (fol. 6-7) :

« On a donc au total un processus complexe :

- la reconnaissance de deux classes et de leur affrontement, autour, de part et d'autre de l'appareil de production ;

Or, au moment où ce projet se dessine si clairement, on voit la difficulté : d'un côté, on a un appareil productif qui court, [du fait] ^a de ceux qui sont en contact avec lui, un certain nombre de risques et, de l'autre, on a des forces productives, avec le corps de l'ouvrier lui-même, qui courent, [du fait] ^b de l'ouvrier lui-même, un certain nombre de dangers. Pour protéger cet appareil productif, permettre de le développer, la bourgeoisie se donne un État fort. Or, au moment où ce besoin de protéger l'appareil de production apparaît, en même temps, pour son fonctionnement, pour la constitution et la croissance du profit, la bourgeoisie a besoin de la concurrence des ouvriers, du libre marché du travail, de la possibilité de puiser comme elle veut dans ce libre vivier de la main-d'œuvre. Elle a besoin que l'achat et l'usage qu'elle fait de cette force de travail, qu'elle veut pourtant protéger, soient livrés à la loi de la libre concurrence. D'un côté, il faut le désencadrement législatif des ouvriers ^c, il faut que l'ouvrier soit à la limite de l'indigence pour que les salaires soient les plus bas possible ; de l'autre, il faut que, au moment où celui qui travaille est acculé à la misère, la propriété ne soit pas exposée à ses besoins. C'est cela qui est le problème posé au système pénal : il faut une solution telle que soient libérées de toute entrave les conditions d'utilisation de la force de travail, et que soient protégées la matérialité de l'appareil de production et la vigueur des forces de production.

Il existe un texte de Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, un législateur du Consulat et de l'Empire, qui envisage les moyens de reprendre en main les ouvriers ¹⁰. Il y a d'une part la solution de la force militaire ^d,

– l'impossibilité de tolérer à l'illégalisme prolétarien les marges qui étaient concédées à l'illégalisme populaire ;

– la peur de cet illégalisme, peur qui prend la forme initiale d'une accusation générale d'incapacité morale ;

– la nécessité, finalement, de la mise en place d'un appareil forcément très complexe, multiple dans ses points d'application, qui doit assurer à la fois :

- la protection de l'appareil productif
- la répression de l'illégalisme
- l'équipement moral du prolétariat. »

a. Tapuscrit (page 149) : « de la part de ».

b. Tapuscrit (page 149) : « de la part de ».

c. Manuscrit (fol. 7) :

« Le désencadrement législatif des ouvriers est nécessaire à l'économie de marché, et à la construction du profit capitaliste au moment où son appareil de production s'expose à l'illégalisme, à l'immoralité ouvrière. »

d. Le manuscrit (fol. 8) ajoute :

« : protéger l'appareil de production en laissant se développer le chômage ; en laissant les conditions d'utilisation de la force de travail aussi favorables que possible aux employeurs ».

mais elle n'est pas bonne; d'autre part, le retour aux corporations, manière de recoder la vie de l'ouvrier jusque dans sa trame la plus quotidienne, mais ce serait revenir sur la loi Le Chapelier¹¹ et on risquerait de perturber le marché du travail. La solution préconisée est alors celle du livret¹². Ainsi, ce texte définit, en 1803, les deux grandes limites de la pénalité du régime capitaliste: l'usage de la force militaire, qui a l'avantage de protéger directement l'appareil de production, et le corporatisme. (La solution fasciste utilise les deux.) C'est entre ces deux limites que le XIX^e siècle a défini un ensemble de solutions que l'on peut caractériser par plusieurs choses.^a

*
* *

Le double front de la pénalité^b: il ne s'agit pas ici de l'ambiguïté qui caractérise tous les systèmes pénaux et par laquelle ceux qui posent la loi la posent et la font fonctionner de telle sorte qu'ils peuvent pratiquement y échapper, en ménageant une sorte de poche d'illégalisme statutaire. Ainsi, dans le Code pénal rédigé en 1810, les peines pour coalition ne sont pas les mêmes pour les ouvriers et pour les patrons¹³; de même, il y a tout un jeu entre la prison et l'amende¹⁴. Ce [dernier] terme veut dire ici qu'il y a dans la rédaction même du Code pénal, et ceci indépendamment de la distinction théorie/pratique, un double front tactique. D'une part, une [sorte] de recodification générale du système des délits et des peines, qui a pour fonction de résorber toutes les régions où se déployait l'illégalisme populaire. Elle présente plusieurs caractères: c'est un ensemble de lois homogènes, qui récuse explicitement toute référence à ce qui pourrait être une loi religieuse, une loi naturelle, une loi morale. Il ne s'agit pas de sanctionner une faute. L'article premier définit l'infraction comme ce qui est puni par la loi; et la différence entre la contravention, le délit et le crime ne renvoie pas à une loi naturelle: la contravention, c'est ce qui est puni par une peine de simple police; le délit, par une peine correctionnelle; et le crime, par une peine infamante. C'est donc la peine, l'exercice même de la pénalité, qui définit la nature de la faute. C'est un code où l'arbitraire, la capacité de décision du juge est réduite au minimum. En 1791, le juge ne pouvait faire qu'une chose: après avoir constaté la maté-

a. Le manuscrit (fol. 8) ajoute: « Tout l'appareil pénal est fait pour répondre à cette double exigence. »

b. Manuscrit (fol. 9), intertitre: « *Le dualisme pénal* ».

rialité et l'imputabilité de l'infraction, il appliquait la peine prévue pour le délit. C'est un code où l'on fait appel à la participation du citoyen en tant que « représentant de la société¹⁵ », car on veut précisément que la justice ne soit pas un pouvoir à côté des pouvoirs législatif et exécutif, mais l'exercice même du droit qu'à la société de juger chacun de ses membres; c'est un droit de la société sur elle-même. Enfin, ce qui fait l'efficacité de ce code, ce ne doit pas être la sévérité de la loi, mais le caractère inévitable de la peine une fois que le délit a été commis; au code doit s'ajouter l'exercice d'une police judiciaire. En cela, la législation de 1810 n'est pas différente dans ses principes généraux de ce que réclamaient les théoriciens du XVIII^e siècle, qui voulaient une loi^a pénale qui ne soit pas fondée sur une loi naturelle, mais sur la volonté de la société.

Mais, [d'autre part,] s'il est vrai que ce qu'il y a de plus périlleux ce n'est pas l'illégalisme qui est atteint directement par les lois, mais l'immoralité, qui concerne le corps, le besoin, le désir, l'habitude, la volonté, il va falloir chercher à intégrer à la pénalité tout un ensemble de conditionnement moral. Ainsi, au moment où, dans son texte, le code semble ne parler que de loi positive, on voit apparaître un certain nombre de mesures qui vont permettre le contrôle, la coercition morale. Ce ne sont pas deux appareils différents, mais un seul qui est ainsi tramé; ce sont, par exemple, des articles du Code pénal sur le vagabondage^b, délit défini par le fait de n'avoir pas de domicile fixe et de se déplacer sans papiers, sans que personne puisse vous avouer. On a aussi des éléments qui indiquent la mise en place d'un contrôle moral, toute une série de mesures qui tiennent compte de la moralité même de l'individu.

Ainsi, si le Code s'interdit de punir au nom de la loi morale, il se donne la possibilité de punir selon la moralité, qui est ainsi une modulation légale de la loi: la récidive est une circonstance aggravante; l'introduction des circonstances atténuantes va fonctionner comme *modulation moralisatrice* du système pénal¹⁶. Et, en dehors même du Code pénal, si on regarde la manière dont doivent fonctionner les peines, on s'aperçoit qu'elles ont pour objet tout autre chose que les peines du XVIII^e siècle, ou ce que voulaient qu'elles fussent les

a. Manuscrit (fol. 11):

« [une] loi propre à une société; inévitablement appliquée avec le minimum d'intervention du juge; la loi représente non pas une loi naturelle, religieuse ou morale, mais la seule utilité sociale ».

b. Le manuscrit (fol. 12) ajoute: « [sur l']ivrognerie ».

théociens du XVIII^e siècle. Beccaria, par exemple, dit que leur seul objet est d'empêcher les crimes, c'est-à-dire que la peine doit être telle qu'elle empêche les autres de commettre le crime : c'est sa valeur d'exemple, son effet de dissuasion qui doit mesurer la valeur de la peine¹⁷. [En revanche,] au XIX^e siècle, on a une peine qui se propose d'agir sur l'individu lui-même et de le corriger, sa valeur dissuasive n'étant plus qu'un corollaire. Enfin, le *Code d'instruction criminelle* prévoit la mise en place d'institutions parapénales à fonction moralisatrice : tous les systèmes qui suivent la sanction, la surveillance qui doit accompagner toute une série de peines, les maisons de correction, de rééducation.

Il y a donc une sorte de dualité, essentielle au système pénal dans son ensemble : d'une part, le développement de la théorie de Beccaria, un discours de la pénalité pure, qui ne connaît que la positivité de la loi et non l'immoralité du crime, que l'universalité de la loi et non la moralisation des individus, que l'inévitabilité de la loi et non la correction des individus ; et, d'autre part, mêlée aux textes, aux institutions, une espèce de recherche prétendant corriger, régénérer l'individu^a. Ces deux éléments sont fondamentaux dans le système pénal, et, au point de leur articulation, il y a le lieu où va se tenir le discours de la transcription de l'un dans l'autre, une espèce de discours psycho-juridique^b qui a pour fonction de retranscrire en termes de correction, de régénération, de guérison les éléments juridiques de la pénalité et, inversement, de recoder les notions morales en catégories pénales.

Ce discours étrange, qui porte avec lui le code de cette transcription, c'est celui de la criminologie : celle-ci assure la transcription juridico-médicale^c qui consiste, grâce au code du discours criminologique, à décrire celui que la théorie pénale a défini comme un ennemi social, comme un immature, un inadapté, un primitif. Ce discours permet aussi de définir l'infacteur comme un agressif, de décrire la punition comme un processus de réadaptation, de réintégration sociale. La criminologie a, en outre, une fonction inverse, de codification médico-judiciaire^d, qui consiste à représenter comme dangereux socialement, et donc comme devant être sinon puni, du moins enfermé, l'individu qui, sans avoir commis d'infraction, présente, à cause de caractères psychologiquement ou médicalement définis, un certain nombre de dangers¹⁸. La tendance

a. Le manuscrit (fol. 13) ajoute : « un quakerisme rampant (une recherche, une prétention à transformer, corriger, améliorer, régénérer, individualiser) ».

b. Manuscrit (fol. 13) : « psycho-sociologique ».

c. Manuscrit (fol. 14), en marge : « juridico-psychologique ».

d. Manuscrit (fol. 14), en marge : « psychologico-judiciaire ».

à la délinquance, ce qu'on appelle « la dangerosité sociale », est une manière de recoder en termes pénaux une espèce de catégorie psychologique qui ne relève pas des tribunaux. C'est ce même discours qui va demander que la punition ne soit plus mesurée en fonction même du délit, ni de ce qu'était l'individu au moment du crime¹⁹ – car, s'il est vrai que la punition est une guérison, on ne peut y mettre un terme qu'avec l'assurance que la guérison est acquise, d'où cette idée de la graduation des peines en fonction du « progrès » de l'intégration sociale.^a

*
* *

Deux remarques pour conclure. Premièrement, il est curieux d'assister historiquement à la formation de ce discours criminologique, qui n'a pas d'autre fonction d'existence que le code, avec l'apparition de la notion de monomanie²⁰. Objet des discussions de médecins et de juges autour de 1815-1850, notion curieuse puisque les médecins définissent comme monomanie homicide une maladie qui consiste à ne présenter aucun autre symptôme que celui de tuer quelqu'un. La symptomatologie se réduit à ce qui est codé pénalement comme homicide. On a là le degré le plus simple de la transcription. Le crime, ce n'est rien d'autre que la maladie. Et inversement, à la condition que le crime ne soit déterminé par aucune raison assignable, avec la notion de monomanie^b commence à s'élaborer cette transcription du juridique dans le médical, qui va donner lieu à la formidable prolifération du discours criminologique.

Deuxièmement et finalement, il n'y a pas antinomie entre la criminologie et le système pénal. Il est traditionnel de présenter la criminologie comme une sorte de science formée de l'extérieur par rapport au système pénal et qui viendrait ainsi, toute chargée d'un savoir médical ou sociologique, travailler le Code pénal et en permettre la transformation. Or, si l'analyse que j'ai faite est exacte, il n'est pas possible de concevoir le texte pénal tel qu'il existe sans l'ensemble de toutes les procédures de moralisation qu'il emporte avec lui, et sans que soient données, au moins, la virtualité et, donc, la nécessité d'un

a. Le manuscrit (fol. 15) précise à propos de la « fonction de transcription [...] qu'assure le discours criminologique : c'est elle qui rend compte de son existence ».

b. Manuscrit (fol. 15) :

« La monomanie : maladie qui existe en ceci qu'on commet un crime ; maladie qui se guérit par l'enfermement. C'est exactement la matrice de ce code de la transcription criminologique. »

discours comme celui de la criminologie. Ce discours fait partie de l'ensemble du système pénal [en vigueur] en 1811. Il ne peut donc que reconduire le fonctionnement du système pénal. [Le juridique et le médical] s'ajustent donc l'un à l'autre et l'on a, selon les époques, soit tendance à revenir à un fonctionnement purement législatif du Code, soit à adopter un fonctionnement plus criminologique. De toute façon, c'est le même système pénal qui fonctionne, avec une accentuation différente. Il n'y a donc pas à attendre une refonte du système pénal à partir du discours criminologique. Bien au contraire, le vrai dysfonctionnement de ce système, on l'introduit, comme tente de le faire le Syndicat de la magistrature²¹, en supprimant le codage criminologique et en appliquant la loi dans son universalité, son inévitabilité, c'est-à-dire en faisant fonctionner le système pénal sur le mode beccarien, sans cette espèce de corrélatif-correctif que sont la moralisation et la criminologie.^a

a. Le manuscrit (fol. 15) ajoute : « Aussi paradoxal que ce soit, c'est l'application stricte du Code qui est plus subversive que la correction par la criminologie. »

*

NOTES

1. Cf. *supra*, leçon du 28 février, p. 167 et p. 172, note 17.

2. Dans le cadre de leur lutte contre l'épidémie de choléra qui sévissait depuis le mois d'avril 1832 à Paris (cf. J. Tulard, *La Préfecture de police sous la monarchie de Juillet*, Paris, Imprimerie municipale, 1964, p. 102-103 et 132), les autorités réformèrent drastiquement les modalités de ramassage des ordures, perturbant les moyens de subsistance des chiffonniers parisiens, qui se révoltèrent au cours de ce mois d'avril. Cf. L. Chevalier, ed., *Le Choléra : la première épidémie du XIX^e siècle. Étude collective*, La Roche-sur-Yon, Imprimerie de l'Ouest, 1958; P. Delaunay, « Le corps médical et le choléra de 1832 », *Médecine internationale illustrée*, oct. 1931-oct. 1933, p. 43.

3. Cf. H.-A. Frégier, *Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes, et des moyens de les rendre meilleures*, Paris, J.-B. Baillière, 1840, 2 vol. Foucault reviendra sur ce texte dans *Surveiller et Punir*, *op. cit.*, p. 267 et 286. L'ouvrage de Frégier, récompensé en 1838 par l'Académie des sciences morales et politiques, propose une étude quantitative et qualitative de « la partie de la société réputée dangereuse par ses vices, son ignorance et sa misère » (*Des classes dangereuses...*, *op. cit.*, p. 1). S'il note que « le vice se montre dans tous les rangs de la société »

(*ibid.*, p. 7), ce chef de bureau à la Préfecture de la Seine précise que « le vicieux riche ou aisé [...] inspire la pitié ou le dégoût, mais non la crainte » (*ibid.*, p. 10). En revanche, « les classes pauvres et vicieuses ont toujours été et seront toujours la pépinière la plus productive de toutes les sortes de malfaiteurs ; ce sont celles que nous désignerons plus particulièrement sous le titre de *classes dangereuses* ; car, lors même que le vice n'est pas accompagné de la perversité, par cela qu'il s'allie à la pauvreté dans le même individu, il est un juste sujet de crainte pour la société, il est dangereux » (*ibid.*, p. 11).

Louis Chevalier, dans son ouvrage *Classes laborieuses et Classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle* (*op. cit.* [*supra*, p. 172, note 9], p. 158), voit dans l'œuvre de Frégier, ainsi que dans l'enquête d'Eugène Buret, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France : de la nature de la misère, de son existence, de ses effets, de ses causes*, également parue en 1840 (Paris, Paulin, 2 vol.), l'achèvement de « cette difficile transition entre les classes dangereuses et les classes laborieuses ». En effet, Chevalier souligne « l'impossibilité où se trouve Frégier de sortir de la confusion entre les classes laborieuses et les classes dangereuses : en dépit de son sujet, les classes dangereuses » (*Classes laborieuses et Classes dangereuses...*, p. 159).

4. Foucault fait référence ici aux romans-feuilletons d'Eugène Sue (1804-1857), tels que *Les Mystères de Paris*, Paris, Gosselin, 1843-1844, 4 vol. ; *Le Juif errant*, Paris, Paulin, 1844-1845, 10 vol. ; *Les Mystères du peuple, ou Histoire d'une famille de prolétaires à travers les âges*, Paris, 1849-1857, [s.n.] 16 vol. Sur Eugène Sue et son ouvrage, *Les Mystères du peuple*, Foucault écrira en 1978 que les lecteurs trouveront « tout un côté Alexandre Dumas ou Ponson du Terrail : outre les images éclatantes et les tableaux fixes en pleine lumière, il y a les trajets souterrains, les épisodes sombres, la mort et les retrouvailles, les aventures » (M. Foucault, « Eugène Sue que j'aime » (*Les Nouvelles littéraires*, 56^e année, n° 2618, 12 au 19 janvier 1978, p. 3), *DE*, III, n° 224, éd. 1994, p. 500-502, v. p. 500 / « Quarto », vol. II, p. 500-502, v. p. 500) ; cf. aussi *Surveiller et Punir*, p. 292. Foucault ajoutera, à propos du même ouvrage d'Eugène Sue, que les idées véhiculées par ce texte « ont été essentielles dans la gestation, au milieu du XIX^e siècle, des thèmes socialistes » (*DE*, III, p. 502 / p. 502).

Ici, ainsi que dans la leçon précédente (*supra*, leçon du 28 février, p. 163 et p. 172, note 9) à propos de Balzac, nous retrouvons un lien possible avec l'ouvrage de Louis Chevalier, *Classes laborieuses et Classes dangereuses...*, où Chevalier suit, à travers la littérature, dans les œuvres de Balzac, de Sue ou de Hugo, les transformations et la métamorphose du problème criminel en problème social. L'analyse des *Mystères de Paris* d'Eugène Sue (éd. 1851, 2 vol.) est ainsi centrale dans le travail de Chevalier : contrairement aux descriptions de Balzac ou de Hugo, « les ouvrages de Sue résistent moins à une expertise d'histoire économique » (*Classes laborieuses et Classes dangereuses...*, Paris, Perrin, 2002 [fac-simile de l'éd. Plon, 1958], p. 11). Chevalier écrit : « *Les Mystères de Paris* peuvent être considérés comme l'un des plus importants documents que nous possédions, concernant cette mentalité populaire que nous n'aurions aucun moyen et aucune chance d'atteindre autrement. [...] Et ce, par le succès de l'ouvrage, par l'adhésion du peuple à une description qui ne le concernait pas, mais où il a voulu se reconnaître et qu'il a progressivement infléchi jusqu'à en faire, par une véritable contrainte collective, son plus fidèle portrait, jusqu'à transformer ce livre des classes dangereuses en un livre des classes laborieuses » (*ibid.*, p. 510).

5. Le sermon évoqué ici apparaît dans [F.-A. Le Dreuille,] « Discours prononcés aux réunions des ouvriers de la Société de saint François-Xavier, à Paris et en province, par M. l'abbé François-Auguste Le Dreuille, recueillis et publiés par M. l'abbé Faudet », Paris, Presbytère de Saint-Roch, 1861; repris in J.-B. Duroselle, *Les Débuts du catholicisme social en France (1822-1870)*, Paris, PUF, 1951, p. 269. Selon une citation qui fait référence à un article de la *Gazette de France* en 1845, ce sermon, dit « Discours de Saint-Roch », fut livré le 25 mai 1845. L'abbé Le Dreuille compte parmi les principaux orateurs de la Société de saint François-Xavier, organisation catholique ouvrière fondée vers 1837. Il se consacre à l'amélioration des conditions de vie des ouvriers. S'exprimant d'abord en tant que laïque, Le Dreuille devient prêtre en 1845. Directeur de revue, créateur de foyers et de centres de placement pour les ouvriers, il est l'un des pionniers du catholicisme social. Son œuvre et ses discours font l'objet de débats médiatiques et gouvernementaux; cf. J.-B. Duroselle, *Les Débuts du catholicisme social...*, *op. cit.*, p. 262-277.

Foucault ajoute dans le manuscrit (fol. 3) une référence au roman-feuilleton de Pierre Alexis de Ponson du Terrail, *Rocambole*. Ce roman, qui date des années 1857 à 1871, conte les aventures de Rocambole, de sa jeunesse délinquante à sa maturité de justicier. Foucault rapprochera Ponson du Terrail d'Eugène Sue et d'Alexandre Dumas; cf. « Eugène Sue que j'aime », *loc. cit.*, p. 500 / p. 500.

6. Après cette phrase, Foucault ajoute sur le manuscrit (fol. 4) cette indication : « (Texte de Taxil) ». Léo Taxil (1854-1907) fut un libre-penseur anticlérical et anti-maçonniste. Après avoir publié de nombreux pamphlets mêlant libre-pensée et libertinage pornographique, il se rendit célèbre en 1885 par sa fausse conversion au catholicisme qui leurra jusqu'au pape Léon XIII. Son œuvre est tout entière tournée vers la dénonciation du clergé et des francs-maçons.

7. H.-A. Frégier, *Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes...*, *op. cit.* La désignation, par Foucault, de ce texte comme « texte-fiction » semble disqualifier la valeur descriptive du mémoire, lequel se présente comme « un ouvrage d'administration et de morale » (*ibid.*, p. 2), et se réclame d'une grande ambition empirique (voir la présentation des sources, *ibid.*, p. 4-5). Chevalier souligne aussi les faiblesses de la documentation quantitative, mais répertorie l'ouvrage parmi les « enquêtes sociales » (*Classes laborieuses et Classes dangereuses...*, p. 151).

8. Il semble que par cette juxtaposition, Foucault se différencie de la thèse défendue par son collègue au Collège de France, Louis Chevalier (1911-2001), historien et démographe, dans son ouvrage, *Classes laborieuses et Classes dangereuses...* En effet, Chevalier critiquait le tableau dressé par les sociologues, celui d'« une ville et une société où tous les problèmes – celui du repos même – se ramèneraient à un problème unique qui serait celui du travail » (*ibid.*, p. XXVIII). À cette approche, Chevalier oppose ce qu'il nomme les « fondements biologiques de l'histoire sociale », c'est-à-dire « l'influence des caractères physiques des populations sur ces différents aspects de l'existence individuelle et collective, sans la connaissance desquels il ne saurait y avoir de description des sociétés » (*ibid.*, p. 559). Mobilisant conjointement l'étude d'œuvres romanesques et de données statistiques, Chevalier présente les transformations de la réalité et des représentations du crime et de la pauvreté dans le Paris du début du siècle comme la conséquence du « volume et [du] rythme d'accroissement de la population des grandes agglomérations urbaines » (*ibid.*, p. 183).

On retrouve chez Chevalier des thématiques et des sources similaires à celles dont se saisit Foucault, mais appréhendées sous un angle théorique et avec des outils méthodologiques fort divergents. La divergence de démarche intellectuelle entre les deux hommes se double par ailleurs d'un positionnement très différent dans le champ politique. Historien conservateur, proche du pouvoir, qu'il conseille – notamment en tant que conseiller du Préfet de la Seine – et instruit – notamment en tant que professeur à l'Institut politique de Paris et à l'École nationale d'administration –, Chevalier a longtemps défendu des politiques inspirées par sa vision de l'unité nécessaire entre un territoire et sa population, en se faisant, par exemple, le promoteur de politiques de peuplement plutôt que d'ouverture à l'immigration pour résoudre les problèmes de main-d'œuvre.

9. Il n'a pas été possible de retrouver ce texte de la plume d'un médecin de Brest en 1830. Consulter, toutefois, l'ouvrage des docteurs Ange Guépin et Eugène Bonamy, *Nantes au XIX^e siècle. Statistique topographique, industrielle et morale* (réédition précédée de *De l'observation de la ville comme corps social* par P. Le Pichon et A. Supiot, Nantes, Université de Nantes, 1981 <<http://archive.org/details/nantesauxixesi00guuoft>>), qui décrit en particulier la population de Nantes en huit classes, dont celles des « ouvriers aisés » et des « ouvriers pauvres » (p. 455-492), fournissant force détails sur leur habitation et leur « hygiène physique et morale ».

10. Michel-Louis-Étienne Regnaud de Saint-Jean-d'Angély (1761-1819) fut l'un des plus proches conseillers de Napoléon, remarqué au cours de la campagne d'Égypte et qui l'assista dans le coup d'État du 18 Brumaire. Celui qui avait été député du tiers état aux États généraux, devint conseiller d'État en 1799 et exerça pendant l'Empire de nombreuses fonctions politiques et, dans une moindre mesure, militaires, qui lui valurent d'être considéré comme « l'éminence grise de Napoléon » (O. Blanc, *L'Éminence grise de Napoléon, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély*, Paris, Pygmalion, 2003). Il fut, en 1803, le rapporteur de la loi rétablissant le livret ouvrier (cf. *infra*, note 12), qu'il justifia par la nécessité de « garantir les ateliers de la désertion et les contrats de la violation » (E. Dolléans & G. Dehove, *Histoire du travail en France. Mouvement ouvrier et législation sociale*, Paris, Domat-Montchrestien, 1953-1955, 2 vol. : t. I, p. 156). Élu à l'Académie française en 1803, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély avait collaboré avec André Chénier au *Journal de Paris*, puis avec Bonaparte, lors de la campagne d'Italie, à la parution de *La France vue de l'armée d'Italie : 16 thermidor-16 brumaire an V. Journal de politique, d'administration et de littérature française et étrangère* (18 numéros parus), n° 1, 16 thermidor an V (3 août 1797). Ministre de Napoléon pendant le Cent-Jours, il fut exilé par Louis XVIII et n'obtint l'autorisation de revenir en France qu'en 1819, année de sa mort; cf. A. Fierro-Domenech, « Regnaud de Saint-Jean-d'Angély », in Jean Tulard, ed., *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard, 1987, p. 1449.

11. Votée le 14 juin 1791, la loi Le Chapelier, faisant suite à la suppression des corporations trois mois plus tôt, déclare illégales toutes les associations d'ouvriers ou de patrons. L'article premier énonce : « L'anéantissement de toutes les espèces de corporations étant une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit » (cité par A. Soboul, « Le choc révolutionnaire, 1789-1797 », in Fernand Braudel & Ernest Labrousse, eds., *Histoire économique et sociale de la France*, Paris, PUF, t. III, vol. 1, 1976, p. 12). Dès le 20 juillet 1791, ces dispositions s'appliquent également aux campagnes. Selon Albert Soboul, « l'interdiction de la coalition et

de la grève ouvrière [...] constitua l'une des pièces maîtresses du capitalisme de la libre concurrence: le libéralisme, fondé sur l'abstraction d'un individualisme social égalitaire, profitait aux plus forts » (*ibid.*). Cf. aussi E. Soreau, « La loi Le Chapelier », *Annales historiques de la Révolution française*, 8^e année, 1931, p. 287-314.

12. Selon Jacques Lagrange (*Le Pouvoir psychiatrique*, *op. cit.*, p. 92 n. 14), c'est à partir de 1781 que l'ouvrier doit être muni d'un « livret » ou d'un « cahier » à l'embauche et qu'il doit pouvoir le montrer aux autorités administratives quand il se déplace. Cette pratique, dont certaines traces remontent au XII^e siècle, disparaît avec la Révolution, avant d'être partiellement réintroduite, pour les seuls ouvriers papetiers dont le savoir-faire semble particulièrement critique avec le développement des assignats; cf. E. Dolléans & G. Dehove, *Histoire du travail en France*, *op. cit.*, t. I, p. 155. Généralisé à l'ensemble des ouvriers par une loi d'avril 1803 (22 germinal an XI), le livret ouvrier fut réglementé par l'arrêté du 1^{er} décembre 1803 (9 frimaire an XII). « Il était, en effet, interdit aux employeurs d'embaucher un ouvrier qui n'aurait pas été porteur de son livret, avec certificat d'acquit délivré par son ancien patron [...]. Or, il est bien évident que celui-ci n'acceptait de le donner que lorsqu'il était remboursé des avances qu'il avait pu consentir à l'ouvrier » (*ibid.*, p. 156). Le livret ouvrier fut finalement aboli en 1890. Cf.: M. Sauzet, *Le Livret obligatoire des ouvriers*, Paris, F. Pichon, 1890; A. Plantier, *Le Livret des ouvriers*, thèse de droit, Paris, Jouve et Boyer imprimeurs, 1900; G. Bourgin, « Contribution à l'histoire du placement et du livret en France », *Revue politique et parlementaire*, t. LXXI, janv.-mars 1912, p. 117-118; S. Kaplan, « Réflexions sur la police du monde du travail (1700-1815) », *Revue historique*, 103^e année, n° 529, janv.-mars 1979, p. 17-77. Pour des études plus récentes des pratiques relatives au livret ouvrier au XIX^e siècle, voir aussi: A. Cottureau, « Droit et bon droit. Un droit des ouvriers instauré, puis évincé par le droit du travail (France, XIX^e siècle) », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 57^e année, 2002/6, p. 1521-1557; J.-P. Le Crom, « Le livret ouvrier au XIX^e siècle entre assujettissement et reconnaissance de soi », in Yvon Le Gall, Dominique Gaurier Pierre-Yannick Legal, dir., *Du droit du travail aux droits de l'humanité. Études offertes à Philippe-Jean Hesse*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003. La présentation que Foucault propose de cette loi est très proche de celle d'Édouard Dolléans et Gérard Dehove dans leur *Histoire du travail en France*.

13. « En ce qui concerne les coalitions, les articles 6, 7 et 8 de la loi de germinal an XI confirmèrent leur prohibition générale, édictée par la loi Le Chapelier, tout en y introduisant une distinction subtile, permettant de traiter plus sévèrement les coalitions ouvrières que patronales » (E. Dolléans & G. Dehove, *Histoire du travail en France*, t. I, p. 162). L'article 6 punit d'une amende, et éventuellement d'une peine de prison d'un mois maximum, la volonté de baisser « abusivement » et « injustement » les salaires, quand l'article 7 sanctionne « toute coalition de la part des ouvriers » pour « suspendre, empêcher, enchérir les travaux » (citée *ibid.*, p. 162-163), et prévoit des peines pouvant aller jusqu'à trois mois d'enfermement. Le Code pénal de 1810, art. 414-416, renforce cette inégalité: « Les patrons étaient passibles d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 200 à 3.000 francs, mais le minimum de prison est fixé à un mois pour les ouvriers » (*ibid.*, p. 163). Ce Code pénal de 1810 comprend également des dispositions plus sévères pour les meneurs des mouvements ouvriers. Cf.: J. Godechot, *Les Institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, Paris, PUF, 1951,

p. 634-636; P. Lascoumes, P. Poncela, P. Lenoël, *Au nom de l'ordre...*, *op. cit.* (*supra*, p. 100, note 12); A. Damien, « Code pénal », in J. Tulard, ed., *Dictionnaire Napoléon*, *op. cit.*, 1989² [1987], p. 454-455; J.-M. Carbasse, « État autoritaire et justice répressive. L'évolution de la législation pénale de 1789 au Code pénal de 1810 », in *All'ombra dell'aquila imperiale. Trasformazioni e continuità istituzionali nei territori sabaudi in età napoleonica*, Rome, Ministero per i beni culturali e ambientali, Ufficio centrale per i beni archivistici, 1994, p. 313-333; Id., « Code pénal », in *Dictionnaire de la culture juridique*, Paris, PUF, 2003, p. 210-216.

14. Le Code pénal de 1810, art. 52, énonce en effet: « L'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts, et aux frais, pourra être poursuivie par la voie de la contrainte par corps. » L'article 53 prévoit en outre que le condamné emprisonné, « pour l'acquit de ces condamnations pécuniaires », pourra, après un an pour les crimes et six mois pour les délits, obtenir sa liberté provisoire s'il peut faire la preuve de son insolvabilité, et tant que celle-ci perdure ».

15. L'expression « représentant de la société », qui ne figure pas dans le Code pénal, est sans doute une référence à l'expression doctrinale utilisée à l'époque (et encore aujourd'hui) dans les traités de droit criminel pour désigner le procureur.

16. Foucault reviendra souvent sur le fonctionnement des circonstances atténuantes, introduites en 1832 dans le Code pénal de 1810; cf.: *Les Anormaux*, *op. cit.*, [leçon] du 8 janvier 1975, p. 9-10 (le véritable objectif étant non pas l'adoucissement de la peine, mais d'empêcher les acquittements, « décidés trop souvent lorsque le jury ne voulait pas appliquer la loi dans toute sa rigueur »); *Surveiller et Punir*, p. 23 (à travers les circonstances atténuantes, les réformes juridiques font entrer tout un jeu de savoir sur le criminel qui doublera le crime comme objet de jugement).

17. Cf. C. Beccaria, *Des délits et des peines*, trad. citée (1991), chap. XII, p. 86-87.

18. Foucault développera ce thème dans une conférence en 1978, « L'évolution de la notion d'"individu dangereux" dans la psychiatrie légale du XIX^e siècle » (*Déviance et Société*, vol. 5(4), 1981, p. 403-422), *DE*, III, n° 220, éd. 1994, p. 443-464 / « Quarto », vol. II, p. 443-464, ainsi que dans *Mal faire, dire vrai*, *op. cit.*, leçon du 20 mai 1981, p. 199 sq.

19. Foucault mentionne, dans le manuscrit (fol. 14): « Jackson ». Il s'agit de George Jackson (1941-1971), membre du Black Panther Party, incarcéré à San Quentin (en Californie), tué par balles provenant de gardiens-tireurs d'élite dans le quartier de force lors d'une rébellion le 21 août 1971. Jackson, emprisonné de l'âge de dix-huit ans à sa mort onze ans plus tard, se politisa en prison et fonda un groupe marxiste-maoïste, Black Guerrilla Family. Voir ses lettres politiques dans *Les Frères de Soledad. Lettres de prison de George Jackson*, trad. Catherine Roux, Paris, Gallimard, 1977 / *Soledad Brother: The Prison Letters of George Jackson*, Lawrence Hill Books, 1970; voir aussi ses entretiens réunis dans le fascicule 3: *L'Assassinat de George Jackson* de la brochure du GIP: *Intolérable: les prisons*, préface de Jean Genet, Paris, Gallimard, 1971. Dans cette brochure, parue le 10 novembre 1971, sous la plume de Catherine von Bülow, Daniel Defert, Gilles Deleuze, Jean Genet et Michel Foucault, le GIP écrira que « La mort de George Jackson n'est pas un accident de prison. C'est un assassinat politique. En Amérique, l'assassinat a été et demeure aujourd'hui un mode d'action politique » (quatrième de couverture); voir aussi P. Artières, L. Quéro, M. Zancarini-Fournel, eds., *Le Groupe d'information sur les prisons. Archives d'une lutte, 1970-1972*, *op. cit.* [*supra*, p. 44, note 32], p. 105 sq.

20. Foucault introduit ici la notion de monomanie, thème qu'il reprendra dans nombre de ses écrits, notamment, dès l'année suivante, dans *Le Pouvoir psychiatrique*, [leçons] du 9 janvier 1974, p. 177, et du 23 janvier, p. 249; dans *Les Anormaux*, [leçon] du 29 janvier 1975, p. 94-97, [leçons] du 5 février 1975, p. 102-125, et du 12 février, p. 131-145; et dans *Moi, Pierre Rivière*, *op. cit.* (*supra*, p. 172, note 10). La notion de monomanie jouera un grand rôle dans le sixième cours donné à Louvain le 20 mai 1981, in *Mal faire, dire vrai*, p. 215-219 (voir p. 232 n. 14), ainsi que dans la conférence sur « L'évolution de la notion d'« individu dangereux » dans la psychiatrie légale du XIX^e siècle », *loc. cit.* Robert Castel étudiera cette notion dans « Les médecins et les juges », in *Moi, Pierre Rivière*, p. 315-331. Cf. également le chapitre « Monomania », in J. Goldstein, *Console and Classify: The French Psychiatric Profession in the Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 152-196, ainsi que les références proposées par Jacques Lagrange dans *Le Pouvoir psychiatrique*, p. 264-265 n. 45: R. Fontanille, *Aliénation mentale et Criminalité (Historique, expertise médico-légale, internement)*, Grenoble, Allier Frères, 1902; P. Dubuisson & A. Vigouroux, *Responsabilité pénale et Folie. Étude médico-légale*, Paris, Alcan, 1911; A. Fontana, « Les intermittences de la raison », in *Moi, Pierre Rivière*, p. 333-350.

21. Le Syndicat de la magistrature, créé en juin 1968, sans être pourtant une conséquence directe de Mai 68 (puisque la décision de le fonder datait de janvier), était une organisation à la fois professionnelle et militante qui consacra beaucoup d'attention au problème de la criminalité en col blanc et donna son soutien à certains objectifs du GIP et de Foucault. Les « juges rouges » du Syndicat de la magistrature, selon l'expression de *Paris Match* en 1975, alliaient un « souci de revalorisation et de défense de la profession avec des ambitions plus militantes et moins directement corporatistes, d'ouverture et de soutien aux mobilisations syndicales, dans le monde du travail notamment ». Cf. L. Israël, « Un droit de gauche? Rénovation des pratiques professionnelles et nouvelles formes de militantisme des juristes engagés dans les années 1970 », *Sociétés contemporaines*, n° 73, 2009, p. 59; cf. aussi L. Joinet, « Critiques du jugement. Propos recueillis par Olivier Doubre et Stany Grelet », *Vacarme*, n° 29, 2004 <<http://www.vacarme.org/article1370.html>>. Louis Joinet, l'un des pionniers du Syndicat de la magistrature, rapporte avoir participé à la fondation du GIP aux côtés de Foucault. Il l'invita, en 1973 puis en 1977, à intervenir au séminaire du Syndicat à Goutelas; cf. M. Foucault, « La redéfinition du judiciaire. Intervention au séminaire du Syndicat de la Magistrature, 1977 », *Vacarme*, n° cité. Le Syndicat s'engage en particulier, en 1977, contre l'extradition de Klaus Croissant, l'ancien avocat de la « bande à Baader » – combat dans lequel Foucault jouera également un rôle de premier plan; cf. M. Foucault, « Va-t-on extraditer Klaus Croissant? » (*Le Nouvel Observateur*, n° 679, 14 au 20 novembre 1977), *DE*, III, n° 210, éd. 1994, p. 62-63 / « Quarto », vol. II, p. 62-63; cf. aussi L. Israël, « Défendre le défenseur de l'ennemi public. L'affaire Croissant », *Le Mouvement social*, n° 240, 2012/3, p. 67-84.

LEÇON DU 14 MARS 1973

(I) *Nouvel illégalisme: de la déprédation à la dissipation. Refuser sa force de travail. Le corps de l'ouvrier comme facteur dominant: oisiveté; refus de travail; irrégularité; nomadisme; la fête; le refus de famille; la débauche. (A) Histoire de la paresse. Oisiveté classique du XVII^e-XVIII^e; refus collectif et organisé au XIX^e siècle. (B) Caractères de cette dissipation: renforcement réciproque des illégalismes; collective et facile à diffuser; infralégale; profitable à la bourgeoisie; objet de réprobation. Les trois formes de la dissipation: intempérance, imprévoyance, désordre. Les trois institutions de dissipation: fête, loterie, concubinage. (II) Maîtriser la dissipation. Mécanismes parapénaux; livret d'épargne; livret de travail. Système gradué, continu, cumulatif. (III) Continuité et capillarisation de la justice dans la vie quotidienne. Surveillance générale. Forme de l'examen. Couple surveiller-punir. La société disciplinaire.*

^a Quand j'ai parlé de l'illégalisme de déprédation, j'ai parlé de la richesse accumulée comme si elle était faite de biens à consommer, d'éléments de richesse à mettre en circulation et que l'on pouvait prélever soit pour les utiliser soi-même, soit pour les distribuer. Mais ce n'est qu'une abstraction. Cette richesse est avant tout un appareil de production, par rapport auquel le corps de l'ouvrier – maintenant directement en présence de cette richesse qui ne lui appartient pas – n'est plus simplement désir, mais force de travail, qui doit devenir force productive. C'est précisément à ce point de la transformation de la force corporelle en force de travail et de l'intégration de cette force à un système de production qui en fera une force productive, que se constitue un nouvel illégalisme qui, comme celui de la déprédation, concerne bien le rapport du corps de l'ouvrier et du

a. Manuscrit (fol. 1), intertitre: « *Petite histoire de la paresse* ». Dans sa leçon, Foucault ne reprend pas la première section du manuscrit (fol. 1), intitulée « *Petite histoire du vol* »:

« – non pas rattachée aux conduites délinquantes, mais à des pratiques collectives, à un illégalisme de déprédation.

Illégalisme de déprédation

– qui n'est point nouveau au XIX^e, mais qui a des formes nouvelles ».

corps de la richesse, mais dont le point d'application n'est plus le corps de la richesse comme objet d'appropriation possible, mais le corps de l'ouvrier comme force de production.

Cet illégalisme consiste essentiellement à refuser d'appliquer à l'appareil de production ce corps, cette force. Il peut prendre plusieurs formes : 1/ la décision de l'oisiveté : le refus d'offrir sur le marché du travail ces bras, ce corps, cette force ; les « dérober » à la loi de la libre concurrence du travail, au marché ; 2/ l'irrégularité ouvrière^a : le refus d'appliquer sa force là où il faut, au moment où il faut ; c'est disperser ses forces, décider soi-même le temps pendant lequel on les appliquera ; 3/ la fête : ne pas conserver cette force dans tout ce qui pourrait la rendre effectivement utilisable, la *gaspiller* en ne prenant pas soin de son corps, en tombant dans le désordre^b ; 4/ Le refus de la famille : ne pas utiliser son corps à la reproduction de ses forces de travail dans la forme d'une famille élevant elle-même ses enfants et garantissant par les soins qu'elle y apporte le renouvellement des forces de travail ; c'est le refus de la famille dans le concubinage, la débauche.

Cet ensemble de pratiques est désigné et dénoncé par toute une série d'auteurs qui présentent leurs discours comme une entreprise de moralisation de la classe ouvrière. Ainsi, dans *De la moralisation des classes laborieuses*, publié en 1851, Grün indique les principales tares de la classe ouvrière¹ : 1/ l'intempérance ; 2/ l'imprévoyance et les mariages précoces : il faut se marier seulement si on a les moyens d'entretenir une famille ; il faut inculquer la pureté des mœurs en confiant l'éducation « à l'enseignement religieux, à la sollicitude des pères et des mères, à la vigilance des patrons² » ; 3/ la turbulence, les passions anarchiques, le refus de se soumettre aux lois, de se fixer ; 4/ le défaut d'économie ; 5/ le refus de s'éduquer et de perfectionner sa propre force de travail ; 6/ le défaut d'hygiène : « Les classes laborieuses méconnaissent souvent les règles d'une bonne hygiène, abandonnent à la malpropreté leur personne et leurs habitations, et tombent dans un état de dégradation physique où elles perdent à la fois leur santé et leur dignité³ » ; 7/ le mauvais usage des loisirs ; il faut donc que les patrons et l'administration s'occupent de leur organisation. Tout cela est présenté comme un plaidoyer en faveur de ce qui détachera les classes laborieuses de la misère et les rendra plus heureuses. Mais cette littérature dit aussi explicitement qu'il est de l'intérêt du patron que cette force de travail ouvrière soit effecti-

a. Le manuscrit (fol. 2) ajoute : le « nomadisme ».

b. Manuscrit (fol. 2) : « (ivresse, désordre, mauvaise santé) ».

vement appliquée à l'appareil de production. Ainsi Thouvenin écrit-il en 1847, dans « La santé des populations dans les grands centres manufacturiers », publié dans les *Annales d'hygiène publique*, que l'ouvrier ne devrait pas se livrer à l'alcoolisme et devrait avoir une famille et l'entretenir, car « l'ouvrier devrait penser aussi au tort qu'il fait aux fabricants, qui, ayant consacré un capital considérable à la construction des bâtiments, à l'achat des machines et des matières premières, encourent une forte perte par suite de la cessation non calculée du travail de leurs ouvriers ; pendant ce temps, les propriétaires sont toujours obligés de payer leurs contributions, tout en perdant l'intérêt de l'argent placé dans leurs usines⁴ ».

Ainsi apparaît la figure d'un illégalisme qui n'est plus celui de la *déprédation*, mais celui de la *dissipation* : ce qui est en question, ce n'est plus un rapport de *désir* à la matérialité de la richesse, c'est un rapport de *fixation* à l'appareil de production. Cet illégalisme aura la forme de l'absentéisme, des retards, de la paresse, des fêtes, de la débauche, du nomadisme, bref, de tout ce qui est de l'ordre de l'irrégularité^a, de la mobilité dans l'espace. Dans un texte de 1840, Michel Chevalier déclare : « D'une existence irrégulière à une vie déréglée, il n'y a qu'un pas⁵. » Actuellement l'armée industrielle a la même forme de vie, les mêmes pratiques « que des cohues barbares, indisciplinées, déguenillées, pillardes, dont se composaient les armées il y a douze cents ans⁶ ». Il faudra bien que, un jour, abandonnant ce vieux modèle de l'armée déguenillée, l'armée industrielle ressemble à ce qu'est l'armée aujourd'hui, à ces « corps réguliers, bien équipés, bien disciplinés, bien pourvus de toutes choses [...]. Là une prévoyance infatigable accompagne chacun depuis le jour de son entrée sous les drapeaux jusqu'au moment de sa retraite, jusqu'à celui de sa mort ; bienfait inappréciable après lequel soupirent aujourd'hui nos prolétaires, écrasés qu'ils sont du faix de leur indépendance absolue !⁷ ».

Certes, le XIX^e siècle n'a pas inventé l'oisiveté, mais il y aurait à faire toute une histoire de la paresse, c'est-à-dire non pas des loisirs – qui sont la manière dont l'oisiveté a été codée, institutionnalisée, une certaine manière de répartir le non-travail le long des cycles de la production, d'intégrer l'oisiveté à l'économie en la reprenant et en la contrôlant à l'intérieur d'un système de la consommation –, mais des manières dont on échappe à l'obligation du travail, dont on dérobe la force de travail,

a. Manuscrit (fol. 3) : « de l'irrégularité dans le temps, la mobilité dans l'espace, la frénésie du corps ».

dont on évite de se laisser retenir et fixer par l'appareil de production. Or, s'il peut y avoir une histoire de la paresse, c'est parce qu'elle n'est pas l'enjeu des mêmes luttes selon les différents rapports de production à l'intérieur desquels elle vient jouer comme force perturbatrice. Il y a une forme de paresse classique, au XVII^e-XVIII^e siècle, qui est définie par le terme d'oisiveté. Elle est repérée et contrôlée à deux niveaux : [d'une part,] elle subit une pression locale, presque individuelle : celle du maître-artisan qui fait travailler son compagnon le plus possible. [D'autre part,] au niveau étatique, dans une forme d'économie dominée longtemps par les thèmes mercantilistes, c'est l'obligation de mettre tout le monde au travail pour augmenter le plus possible la production – la police, les intendants en sont les instruments. Entre ces deux pressions de la cellule artisanale et de la police d'État, l'oisiveté dispose d'une grande plage pour se manifester. Au XIX^e siècle, la paresse aura une autre forme ; d'abord, parce qu'on va avoir besoin d'oisifs conjoncturels : les chômeurs. D'où l'on voit assez vite disparaître le reproche d'oisiveté adressé à la classe laborieuse. En revanche, au moment de la naissance des centres industriels, des usines, l'objet du contrôle et de la pression, ce sont tous ces refus de travail qui prennent la forme plus ou moins collective et organisée, jusqu'à celle des grèves.

Cet illégalisme^a de dissipation a donc une spécificité, qu'il faut maintenant préciser. Premièrement, les rapports entre l'illégalisme de dissipation et l'illégalisme de déprédation : ce sera un des grands problèmes de la morale, de la police, de tous les instruments de contrôle du XIX^e siècle, de séparer ces illégalismes et de faire de la déprédation quelque chose qui relève d'une pénalité sévère, comme un délit, et d'en dissocier l'illégalisme doux, quotidien, permanent, de la dissipation. Mais, en même temps, ce même appareil, qui tente d'opposer le voleur au paresseux, montre comment on passe de l'un à l'autre. En fait, derrière cet effort de coupure et de jonction, il y a une réalité, qui est autre et complexe. D'une part, un renforcement réciproque de ces illégalismes : plus les masses sont dissipées, mobiles, moins elles sont

a. Manuscrit (fol. 5) :

« Tous ces illégalismes qui portent sur l'économie des forces de travail, et qu'on peut mettre sous l'étiquette non plus d'*oisiveté* mais de *dissipation* sont donc nouveaux

- dans leurs formes
- dans leur diffusion
- dans leur effet
- dans la lutte qui s'engage à leur propos. »

fixées en des points précis de l'appareil de production, et plus elles sont tentées de passer à la déprédation. En revanche, plus elles ont tendance à la déprédation, plus elles vont, pour échapper aux sanctions, tendre à avoir une vie irrégulière, à tomber dans le nomadisme^a. Mais d'autre part, dès que l'on essaie de maîtriser l'un de ces illégalismes, on est amené à renforcer l'autre ; en effet, tous les contrôles très pesants par lesquels on tente de surveiller les populations, de freiner la déprédation, entraînent une accélération du processus de la mobilité^b. En revanche, les moyens utilisés pour contrôler l'illégalisme de dissipation amènent le renforcement de la déprédation, notamment le moyen utilisé pour fixer les ouvriers à leur lieu de travail, pour obtenir d'eux qu'ils travaillent là et quand on veut – c'est-à-dire un taux de salaire le plus bas possible et une rétribution à la semaine faisant que l'ouvrier a devant lui le moins d'argent possible. L'adossant à l'indigence, on le fixe à son travail, mais on lui indique en même temps la possibilité de déprédation comme manière d'échapper à cette misère. Ainsi, les deux illégalismes se renforcent mutuellement, jusqu'au moment où, vers le milieu du XIX^e siècle, on trouvera un autre moyen de contrôler l'illégalisme de dissipation.^b

Deuxièmement, ce qui rend l'illégalisme de dissipation plus dangereux que le premier, c'est que, plus facilement que lui, il peut prendre des formes collectives : d'abord, c'est un illégalisme qui se diffuse facilement. Alors que la déprédation suppose, pour prendre une certaine ampleur, une organisation de recel, de revente, des circuits, la dissipation ne suppose pas ce système fermé. Ce n'est même pas une organisation, c'est un mode d'existence qui peut renvoyer à un choix, le refus du travail industriel. Il y a eu les refus massifs et parfois collectifs du travail du lundi, les circuits de nomadisme organisés en fonction des marchés du travail, les sociétés d'estaminet^c, formes d'organisation spontanée de la classe ouvrière. Ainsi, alors que l'illégalisme de déprédation était bloqué dans une forme « contrebandière » qui le contraignait à un système fermé et ne trouvait guère d'issue que dans des explosions, type pillages, l'illégalisme de

a. Le manuscrit (fol. 6) ajoute : « cf. la criminalité dans la population migrante ».

b. Le manuscrit (fol. 7) ajoute :

« Et ces deux illégalismes qui se renforcent ont leur point de jonction dans le bris de machine, destruction de la richesse accumulée ; mais en tant qu'appareil de production ; en tant qu'il réduit à la misère ; en tant qu'il assujettit à une forme de production. »

c. Manuscrit (fol. 8) : « des sociétés de café » et « finalement des refus collectifs de travail pour obtenir la hausse des salaires, ou lutte contre les baisses ».

dissipation débouche sur des possibilités d'actions concertées qui vont peser sur le marché, contre les employeurs⁹. Il aura, à longue portée, une incidence économique et politique ; ce à partir de quoi vont se développer les stratégies parfaitement réglées, elles, de lutte contre le patronat.^a

Troisièmement, tandis que le premier [illégalisme] régresse au cours du XIX^e siècle, le second, qui paraissait plus doux, plus quotidien, va avoir une fortune politique et faire courir de plus graves dangers à la richesse bourgeoise. Et la difficulté à contrôler cet illégalisme est encore plus grande que dans le premier cas : toutes ces irrégularités ne sont pas des infractions et, étant donné la liberté du marché du travail nécessaire à cette économie bourgeoise^b, il est impossible d'organiser son système juridique de manière que tout cela puisse constituer des infractions ; c'est donc à un niveau infralégal que cet illégalisme se répand. En outre, la bourgeoisie trouve, au fond, jusqu'à un certain point, son intérêt dans cet illégalisme : une main-d'œuvre mobile, qui n'a pas de résistance physique ni d'avance financière et ne peut se permettre le luxe d'une grève, tout cela sert en un sens ses intérêts. Enfin, [elle] trouve à abriter son propre illégalisme dans cet illégalisme : quand un ouvrier n'est pas en règle avec le patron qu'il quitte, il ne peut pas, à l'époque où il y a des livrets, demander à ce dernier de lui rendre son livret ; il ne peut présenter celui-ci à son nouveau patron et, n'étant pas en règle, il ne peut avoir les mêmes prétentions de salaire. Ainsi la non-observance des décrets sur les livrets a-t-elle été une pratique patronale courante au XIX^e siècle¹⁰.

Quatrièmement, cet illégalisme était d'ailleurs moins l'objet de la « peur » – car il ne s'attaquait pas au corps même de la richesse mais représentait simplement un manque à gagner –, que l'objet d'une réprobation. Ainsi, Villeneuve-Bargemont, dans l'*Économie politique chrétienne*, disait à propos des ouvriers du Nord : « [S]i la portion indigente de la population flamande a des vices qui contribuent à la plonger et à la perpétuer dans ce hideux état d'abjection et de misère, la douceur, ou, si l'on veut, le défaut d'énergie de caractère des indigents, les préserve, en général, d'excès nuisibles à la société. Ils vivent dans le dénuement le plus complet, et cependant ils se rendent rarement coupables

a. Le manuscrit (fol. 9) ajoute :

« Et du coup, il va pouvoir se multiplier à partir de lui-même. Donnant lieu à toute une lutte politique. Législation anti-illégalisme, anti-concession, anti-nouvel illégalisme. Quand les patrons disent : Les grévistes sont des paresseux, ils font un raccourci historique. »

b. Le manuscrit (fol. 10) ajoute : « et que pour laisser les mains libres à l'employeur, on lui donne la forme (illusoire) du libre contrat ».

d'attentats graves contre les personnes et les propriétés ; ils souffrent sans révolte et presque sans murmure, et seraient, ainsi, bien plus un objet de pitié qu'un sujet d'alarmes et de défiance¹¹ [...] » On pourrait suivre les objets, les mécanismes de cette réprobation ; il suffirait, par exemple, d'étudier un terme comme celui de *dissipation*¹². On le trouve chaque fois qu'il faut désigner l'immoralité ouvrière. On le trouve au XVII^e siècle dans les registres d'internement ou les lettres de cachet : le dissipateur était [alors] essentiellement celui qui s'opposait ou était irréductible à une certaine façon raisonnable de gérer ses biens. À partir du XIX^e siècle, le dissipateur est celui qui porte atteinte, non pas au capital, à la fortune, mais à sa propre force de travail : c'est une mauvaise façon de gérer, non plus son capital, mais sa vie, son temps, son corps.

C'est pourquoi, dans ces analyses, la dissipation prend trois grandes formes : l'intempérance, comme gaspillage du corps ; l'imprévoyance, comme dispersion du temps ; et le désordre, comme mobilité de l'individu par rapport à la famille, à l'emploi¹³. Les trois grandes institutions dans lesquelles la dissipation vient s'actualiser sont : la fête, la loterie – qui est précisément ce par quoi l'individu essaie de gagner sa vie sans travailler, loterie dont le temps ponctuel, les hasards s'opposent à ce qu'est le gain de l'argent dans le système de l'économie rationnelle, c'est-à-dire le travail continu récompensé par une somme fixée d'avance –, le concubinage¹⁴, comme modalité de satisfaction sexuelle en dehors de la fixation familiale. C'est tout ce qu'on pourrait appeler le nomadisme moral qui est visé à travers ces termes. À l'époque classique, on redoutait surtout le nomadisme physique qui était lié à la déprédation. Maintenant, on redoute toujours cette circulation des individus autour de la richesse, mais on redoute tout autant le premier [nomadisme] : si la production industrielle n'a plus guère besoin de la « qualification » technique de l'ouvrier, elle a besoin, en revanche, d'un travail énergétique, intense, continu – bref, de la qualité morale du travailleur.

Cinquièmement, le problème est de savoir comment cette irrégularité va pouvoir être maîtrisée. Un tel contrôle suppose d'abord la moralisation de la pénalité¹⁵ ; mais il suppose aussi une machine beaucoup plus fine et allant beaucoup plus loin que la machine pénale proprement dite : un mécanisme de *pénalisation de l'existence*. Il va falloir encadrer l'existence dans une espèce de pénalité diffuse, quotidienne, introduire dans le corps social lui-même des prolongements parapénaux, en deçà même de l'appareil judiciaire. C'est tout un jeu de récompenses et de punitions dans lequel on a essayé d'encadrer la vie populaire ; par exemple, les mesures décidées à un niveau

purement réglementaire ou factuel pour contrôler l'ivresse : ainsi, à Sedan, on établit un système de punition¹⁶ : un ouvrier ivre dans la rue était chassé de son atelier et n'était réembauché qu'avec le serment de ne plus s'enivrer. C'est aussi le contrôle par l'épargne, à partir de 1818¹⁷ : le livret d'épargne fonctionne comme un encadrement moral, un jeu de récompenses et de punitions perpétuelles pour l'existence des individus. Dès 1803, les ouvriers qui n'avaient pas un livret de travail où étaient marqués les noms de leurs employeurs successifs étaient arrêtés pour vagabondage ; or, depuis 1810, un arrangement de fait avec la police faisait qu'elle n'arrêtait pas pour absence de livret un ouvrier qui possédait un livret de caisse d'épargne. Ce dernier, garantie de moralité, permettait à l'ouvrier d'échapper aux différents contrôles policiers ; de même, le recrutement préférentiel des ouvriers ayant un livret de caisse d'épargne était une pratique patronale courante. On voit donc s'insinuer, à l'intérieur même des mécanismes économiques, toute une série de jeux de récompenses et de punitions, un jeu de pénalités qui est infrajudiciaire.

Or, ce système punitif extrajudiciaire a pour premier caractère de ne pas relever de la lourde machine pénale, avec son système binaire ; car tout ce jeu punitif ne fait pas que quelqu'un est effectivement condamné, il ne fait pas tomber quelqu'un de l'autre côté de la loi, dans la délinquance. C'est un jeu qui avertit, menace, [exerce] une sorte de pression constante. C'est un système gradué, continu, cumulatif : tous ces petits avertissements, toutes ces petites punitions, finalement, s'additionnent et sont marqués, soit dans la mémoire des employeurs soit sur les livrets, et, ainsi, en s'accumulant, tout cela tend vers un seuil, exerce sur l'individu une pression de plus en plus grande, jusqu'au moment où, ayant de plus en plus de difficultés à trouver du travail, il tombe dans la délinquance. La délinquance va devenir le seuil, fixé à l'avance et comme naturel, de toute cette série de petites pressions s'exerçant tout au long de l'existence individuelle. Par exemple, ce mécanisme punitif extrapénal fonctionne ainsi dans le cas du livret : depuis le décret d'application de vendémiaire an XI, un ouvrier doit quitter son patron avec un livret où celui-ci a marqué le travail, le salaire, les dates d'entrée et de sortie¹⁸. Or, les patrons avaient très tôt pris l'habitude de marquer sur les livrets l'appréciation qu'ils portaient sur l'ouvrier. En 1809, le ministre de l'Intérieur, Montalivet, rappelle aux préfets, [par] une circulaire, que les patrons n'ont pas le droit de marquer des notations négatives, mais seulement les conditions d'emploi, et il ajoute : Comme il est toujours permis de mettre des

annotations élogieuses, tout le monde comprendra que l'absence d'annotation élogieuse vaudra annotation péjorative¹⁹. Ainsi, les conditions d'emploi sont liées à la présence ou à l'absence de telles notations ; en outre, l'endettement [de l']ouvrier l'oblige à demander des avances au moment de l'embauche, et celles-ci sont toujours [indiquées] sur le livret. L'ouvrier n'avait pas le droit de quitter son patron sans avoir remboursé l'avance, soit en argent soit en travail ; s'il partait avant, il ne pouvait récupérer son livret, était arrêté pour vagabondage et passait alors en justice. On voit donc comment ce système de micro-punitions finit par faire tomber l'individu sous le coup de l'appareil judiciaire.

*
* *

Je crois que, dans ces mécanismes proprement punitifs qui ont pénétré le corps social tout entier, on a une figure historiquement importante. Elle implique d'abord, et ceci pour la première fois dans l'histoire de la société occidentale, la continuité parfaite du punitif et du pénal. Désormais, on va avoir une trame ininterrompue qui prolonge la justice jusque dans la vie quotidienne ; comme une capillarisation de l'instance de jugement, des allées et venues perpétuelles entre le punitif et le pénal. À l'époque classique, [il existait] bien tout un secteur punitif, assuré d'une part par l'Église et son système de confession-pénitence, et, de l'autre, par un système policier permettant de punir en dehors de la loi. Mais ce secteur punitif était une région spécifique. Elle avait bien un certain nombre de liens avec le secteur pénal, mais, soit par l'effet d'un privilège – quand il s'agissait par exemple des nobles ou des ecclésiastiques –, soit par l'effet d'un sur-contrôle – comme dans le cas des lettres de cachet –, le secteur punitif était relativement indépendant du système pénal. On a maintenant [au XIX^e siècle] un système très subtil, comportant une continuité du punitif au pénal, qui prend appui sur un certain nombre de lois, de mesures, d'institutions. Ainsi, le livret est à la fois un acte contractuel entre le patron et l'ouvrier, et une mesure de police : il faut avoir un contrôle économique et moral sur l'ouvrier. Le livret est une de ces institutions non exactement pénales mais qui permettent d'assurer la continuité du punitif et du pénal. Les conseils de prud'hommes jouent également ce rôle : destinés en principe à régler le contentieux patron-ouvrier, ils peuvent prendre un certain nombre de mesures, [par exemple les] visites domiciliaires, et jouent ainsi le rôle d'instances de punition qui, à partir d'un certain moment, vont marginaliser

les individus punis et les faire basculer du côté de la délinquance. Toutes les institutions de surveillance – l'hospice, la maison d'indigents, etc. – jouent ce rôle de contrôle quotidien et marginalisateur.

Ensuite, cette continuité qui caractérise la société punitive n'est possible qu'à la condition d'une sorte de surveillance générale, de l'organisation, non seulement d'un contrôle, d'une perception, mais d'un savoir sur les individus, de manière qu'ils soient soumis à une épreuve permanente, jusqu'au moment où il faudra les faire passer de l'autre côté et les soumettre effectivement à une instance de jugement. Or, cette espèce de mise en jugement permanent, cette instance de récompenses et de punitions qui suit l'individu tout au long de son existence, n'a pas la forme de l'épreuve, telle qu'on la trouve dans le système pénal grec ou médiéval²⁰; dans ce système de l'épreuve, [la décision de culpabilité se prend] au cours de quelque chose qui est affrontement, joute, et [détermine] une fois pour toutes si l'individu est coupable ou non – acte unique, joute d'individu à individu, de puissance à puissance. Elle n'a pas non plus la forme de l'enquête, qui se constitue à la fin du Moyen Âge [et dure] jusqu'au XVIII^e siècle²¹; forme de savoir qui permet, une fois une action commise, un délit repéré, de déterminer qui a fait quoi et dans quelles circonstances; tel crime étant donné, le problème est de savoir où il faut rechercher les coupables. On avait alors une forme de savoir et de contrôle qui est la forme inquisitoriale.

Or, le système de contrôle permanent des individus n'est ni de l'ordre de l'épreuve, ni de celui de l'enquête. Ou plutôt, c'est comme une épreuve permanente, sans point final. C'est une enquête, mais avant tout délit, en dehors de tout crime. C'est une enquête de suspicion générale et *a priori* de l'individu. On peut appeler *examen*²² cette épreuve ininterrompue, graduée, accumulée, qui permet un contrôle et une pression de tous les instants, de suivre l'individu dans chacune de ses démarches, de voir s'il est régulier ou irrégulier, rangé ou dissipé, normal ou anormal. L'examen, effectuant ce partage perpétuel, autorise une distribution graduée des individus jusqu'à la limite judiciaire^a. Ainsi voit-on naître, en ce point précis du rapport du corps ouvrier à la force de production, une forme de savoir qui est celle de l'examen. Cette société, qui a à résoudre les problèmes de gestion, du contrôle des illégalismes de nouvelles formes qui se constituent, devient une société qui n'est pas commandée par le judiciaire – car, jamais sans doute, le judi-

a. Le manuscrit (fol. 15) ajoute: «(avec enquête de l'instruction et l'épreuve de l'audience)».

ciaire n'a eu moins de pouvoir que dans cette société –, mais qui diffuse le judiciaire dans un système punitif quotidien, complexe, profond, qui moralise, comme il ne l'a jamais été, le judiciaire. Bref, c'est une société qui lie à cette activité permanente de punition une activité connexe de savoir, d'enregistrement.^a

Le couple surveiller-punir s'instaure comme rapport de pouvoir indispensable à la fixation des individus sur l'appareil de production, à la constitution des forces productives et caractérise la société qu'on peut appeler *disciplinaire*²³. On a là un moyen de coercition éthique et politique nécessaire pour que le corps, le temps, la vie, les hommes soient intégrés, sous la forme du travail, dans le jeu des forces productives. Il resterait un pas à franchir: comment cette surveillance-punition est-elle possible? Par quels instruments le système disciplinaire qui se met en place a-t-il pu effectivement être assuré? ^b

a. Manuscrit (fol. 15): «laisser de côté cette nouvelle forme de savoir. Retenir que nous vivons dans une société punitive et examinatoire, *disciplinaire*.»

b. Le manuscrit (fol. 16) ajoute:

« – Beaucoup de moyens: instruction; association; la consommation (après l'indigence); le logement; mais
– une forme générale: l'enfermement. »

*

NOTES

1. A. Grün, *De la moralisation des classes laborieuses*, Paris, Guillaumin, 1851. Le livre de Grün, qui ne dépasse pas 91 pages, en consacre 70 (p. 17-91) aux sept défauts moraux des classes laborieuses décrits par Foucault dans sa leçon.

2. *Ibid.*, p. 23.

3. *Ibid.*, p. 76.

4. J.-P. Thouvenin, « De l'influence que l'industrie exerce sur la santé des populations dans les grands centres manufacturiers », *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, série 1, n° 36, p. 16-46, et n° 37, p. 83-111, spéc. p. 84-85, Paris, Jean-Baptiste Baillière, 1847.

5. Michel Chevalier, *De l'industrie manufacturière en France*, Paris, Jules Renouard et C^e, 1841, p. 38. Louis Reybaud, dans son livre, *Économistes modernes* (Paris, Lévay Frères, 1862), dédie un chapitre à Michel Chevalier (p. 172-243).

6. *Ibid.*, p. 39.

7. *Ibid.*, p. 39-40 (« indépendance absolue ! » – conforme au texte original).

8. En marge d'un développement concernant le rapport entre le contrôle et la mobilité: « déménagements pour éviter l'huissier, le créancier, ou le patron dont on n'a pas fini l'ouvrage », Foucault ajoute dans le manuscrit: « visites domiciliaires

par les Conseils de Prud'hommes » (fol. 7) ; cf. *infra*, p. 199. Ces Conseils, composés « mi-parti de patrons et d'ouvriers élus par leurs pairs », étaient destinés à « juge[r] les différends en matière d'arts et de métiers, entre les ouvriers et leurs patrons » (Émile Littré, *Dictionnaire de la langue française*, t. 5, p. 5074), soit les litiges à propos du droit du travail. La première juridiction de prud'hommes a été instaurée à Lyon (loi du 18 mars 1806), la seconde à Paris (loi du 27 décembre 1844). Après maintes réformes, les lois du 18 janvier 1979 et du 6 mai 1982 ont étendu cette juridiction à l'ensemble du territoire français et des secteurs professionnels.

9. Foucault mentionne en marge du manuscrit : « Weitling » (fol. 9). Wilhelm Weitling (1808-1871) est considéré comme un précurseur de Marx, bien qu'il ait été classé par ce dernier parmi les « socialistes utopiques ». Originaire de la classe populaire, autodidacte, Weitling professait une forme de « communisme évangélique primitif » (cf. L. Kolakowski, *Histoire du marxisme*, trad. de l'allemand par Olivier Masson, Paris, Fayard, 1987 [1976], 2 vol., t. I : *Les Fondateurs. Marx, Engels et leurs prédécesseurs*, p. 302-305, v. p. 304), appelant à la révolte violente et collective des opprimés contre les possédants. Auteur de brochures abondamment diffusées en Europe, Weitling participa à plusieurs organisations communistes illégales dont la « Ligue des justes » ; en 1846, il assista brièvement Marx dans sa tentative d'établir des liens entre les diverses ligues communistes européennes.

10. À propos du profit tiré par la bourgeoisie de l'illégalisme de dissipation, Foucault ajoute sur son manuscrit : « Bistrot comme exemple : intérêt financier, intérêt moral et politique, tolérance de prêt » (fol. 10), en référence à la récupération de l'épargne ouvrière par les tenanciers de débits de boisson, lesquels se sont multipliés par l'effet de la loi du 17 juillet 1880, sous la III^e République.

11. A. de Villeneuve-Bargemont, *Économie politique chrétienne, ou Recherches sur la nature et les causes du paupérisme, en France et en Europe, et sur les moyens de le soulager et de le prévenir*, Paris, Paulin, 1834 [rééd. Paris, Hachette, 1971], 3 vol. : t. 2, p. 64.

12. Foucault écrit dans le manuscrit : « un exemple : Madre, *Des ouvriers* (1863) » (fol. 11). Cf. A. de Madre, *Des ouvriers et des moyens d'améliorer leur condition dans les villes*, Paris, Hachette, 1863.

13. Foucault ajoute sur le manuscrit cette référence : « Grün (*Moralisation des classes laborieuses*, 1851) : le vrai et le faux socialisme » (fol. 11). Cf. A. Grün, *De la moralisation des classes laborieuses*, op. cit.

14. Foucault ajoute le terme « Primitivisme » sur le manuscrit et fait référence à « V. Bargemont » (fol. 11). Cf. A. de Villeneuve-Bargemont, *Économie politique chrétienne*, op. cit.

15. Foucault mentionne sur le manuscrit (fol. 12) : la « loi sur l'ivresse » (loi du 23 janvier 1873 sanctionnant l'ivresse publique) et « le caractère délictueux du nomadisme » (art. 270 du Code pénal de 1810).

16. Cette pratique est rapportée par Louis-René Villermé dans son ouvrage, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, Paris, Études et documentations internationales, 1989 [éd. orig. : Paris, Jules Renouard et C^{ie} Librairies, 1840], p. 391. À propos des moyens mis en œuvre pour lutter contre l'ivrognerie des ouvriers, Villermé écrit : « Mais j'ai vu mieux à Sedan. J'ai appris dans cette ville, non sans surprise et sans satisfaction que les chefs des premières maisons, et la plupart des autres, s'unissaient, s'entendaient entre eux pour réprimer l'ivrognerie [...], et qu'ils étaient assez habiles et assez heureux pour réussir. Leur moyen consiste à prévenir autant qu'ils peuvent les chômages, à

conserver leurs emplois aux ouvriers qui tombent malades, en un mot à bien traiter ceux dont ils sont contents, à se les attacher, mais aussi à ne jamais admettre un ivrogne dans leurs ateliers, à le renvoyer, pour ne plus le reprendre, tout homme vu ivre, et à punir de la même peine l'absence des ateliers le jour du lundi. [...] Les ouvriers savent très bien ce qu'ils doivent à leurs maîtres pour un pareil service, et ils s'en montrent reconnaissants. C'est enfin par eux-mêmes que j'ai été initié aux bonnes actions de leurs fabricants, et que j'ai pu me convaincre de l'heureuse influence de ces derniers pour prévenir de mauvaises habitudes. » (*Ibid.*) Paul Leroy-Beaulieu, dans *État moral et intellectuel des populations ouvrières* (Paris, Guillaumin et C^{ie}, 1868), cite également à plusieurs reprises Sedan en exemple des villes où sont mises en œuvre des mesures susceptibles de relever l'état moral des ouvriers : « partout où nous voyons les ouvriers sobres, à Sedan, à Guebwiller, nous trouvons l'initiative intelligente des industriels » (p. 74). (Jacqueline Lalouette note, à la fin du XX^e siècle, qu'aucune statistique n'a encore permis de cerner la consommation alcoolique selon les classes sociales ; cf. J. Lalouette, « Alcoolisme et classe ouvrière en France aux alentours de 1900 », *Cahiers d'histoire*, t. 42 (1), 1997 <<http://ch.revues.org/index11.html>>.)

17. Foucault ajoute sur le manuscrit, après « épargne » : « Bruno » (fol. 13), en référence, sans doute, au personnage fictif inventé par Pierre Édouard Lemontey dans *Moyen sûr et agréable de s'enrichir, ou, les Trois Visites de M. Bruno*, Paris, Hacquart, 1818, et repris dans *Suite à la brochure de M. P.-E. Lemontey, intitulée Moyen sûr et agréable de s'enrichir, ou Quatre Nouvelles Visites de M. Bruno. Conseils aux hommes de tous les rangs et de toutes les classes, et surtout aux pères de famille, aux capitalistes, aux propriétaires, aux rentiers, aux artistes, aux salariés, etc.*, Paris, Renard, 1825. Monsieur Bruno, ébéniste retiré du commerce, y entreprend d'enseigner à des ouvriers les bienfaits de l'épargne. Pierre Édouard Lemontey fut président de l'Assemblée législative en 1791 puis, de retour à Lyon, il prit part à l'insurrection en faveur des girondins et s'exila en Suisse après la victoire des républicains. De retour en grâce sous l'Empire puis sous la Restauration, il fut élu en 1819 à l'Académie française, et mourut en 1826 ; cf. D^r Robinet, A. Robert, J. Le Chaplain, *Dictionnaire historique et biographique de la Révolution et de l'Empire 1789-1815*, Évreux, Charles Hérissey, 1898.

18. Cf. *supra*, p. 188, note 12.

19. Cf. [Jean-Pierre Bachasson (1766-1823), comte de Montalivet,] « Circulaire du Ministre de l'intérieur (Comte de Montalivet) aux Préfets, Paris, Novembre 1809, sur les "Livrets des Ouvriers" », in *Circulaires, Instructions et autres actes émanés du Ministère de l'intérieur, ou, relatifs à ce département : de 1797 à 1821 inclusivement*, 2^e éd., Paris, Ministère de l'Intérieur, 1822, t. II (1807 à 1815 inclusivement), p. 162 : « S'il n'est pas permis d'inscrire sur le livret des notes désavantageuses, rien n'empêche de délivrer des congés favorables. Le silence que le fabricant garde, dans le premier cas, prouve d'une manière indirecte, sinon un défaut de conduite, au moins peu de contentement des services de l'ouvrier. » C'est Marthe-Camille Bachasson, comte de Montalivet (1801-1880), qui fera une apparition dans *Surveiller et Punir*, op. cit. (p. 237) à propos des questionnaires qu'il avait adressés aux directeurs de maisons centrales sur la question de l'isolement des détenus.

20. La notion de l'« épreuve » comme forme de l'exercice de pouvoir et de la production de vérité, en opposition à d'autres formes comme l'enquête ou l'examen, avait été introduite dès 1970-1971 dans le premier cours au Collège

de France; cf. *Leçons sur la volonté de savoir*, *op. cit.*, au sujet du système grec (leçon du 3 février 1971, p. 82-83) et, l'année suivante, « Théories et Institutions pénales » (neuvième leçon, f^os 3-9, et treizième [bis] leçon, f^os 1-6) au sujet de la preuve par le serment, les ordalies, et du duel judiciaire au Moyen Âge, entre le X^e et le XIII^e siècle. Foucault continuera à développer la notion d'épreuve dans « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.* (*DE*, II), p. 555-556 / p. 1423-1424 (dans le pré-droit grec), p. 572-577 / p. 1440-1445 (dans l'ancien droit germanique et le droit féodal). Cf. aussi: *Le Pouvoir psychiatrique*, *op. cit.*, leçon du 23 janvier 1974, p. 237-239; *Surveiller et Punir*, p. 45-46; *Mal faire, dire vrai*, *op. cit.*, leçon du 22 avril 1981, p. 20 sq.

21. La notion d'« enquête » fut au centre des cours des années précédentes. Cf.: « Théories et institutions pénales », Résumé du cours, in *DE*, II, n° 115, éd. 1994, p. 390 / « Quarto », vol. I, p. 1258: « La mesure avait été analysée, l'année précédente, comme forme de "pouvoir-savoir" liée à la constitution de la cité grecque. Cette année, l'enquête a été étudiée de la même façon dans son rapport à la formation de l'État médiéval; l'an prochain, on envisagera l'examen comme forme de pouvoir-savoir lié aux systèmes de contrôle, d'exclusion et de punition propres aux sociétés industrielles »; « Théories et Institutions pénales », treizième [bis] leçon, f^os 4-10; *Leçons sur la volonté de savoir*, leçon du 3 février 1971, p. 84-89. Elle sera aussi reprise et développée dans les années suivantes. Cf.: « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 557-570 / p. 1425-1438 (dans l'*Œdipe roi* de Sophocle), p. 577-588 / p. 1445-1456 (dans le second Moyen Âge); *Surveiller et Punir*, p. 24-25 et 226-229; *Mal faire, dire vrai*, leçon du 28 avril 1981, p. 47 sq. Pour une analyse assez proche du rôle de l'enquête dans le droit médiéval, cf. J.R. Strayer, *On the Medieval Origins of the Modern State*, *op. cit.* [*supra*, p. 20, note 13], p. 39-40 / *Les Origines médiévales de l'État moderne*, trad. citée, p. 62-63 (description de l'émergence du juré comme méthode de quasi-enquête – enquête fondée non pas sur le témoignage mais sur la connaissance des voisins « bons citoyens »).

22. La notion d'« examen » joue un rôle important dans la pensée de Foucault. Cette notion sera développée dans « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 594-595 / p. 1462-1463 (dans le contexte du panoptique); *Le Pouvoir psychiatrique*, leçon du 21 novembre 1973, p. 54; et dans *Surveiller et Punir*, p. 186-196 (« L'examen ») et p. 227-228.

23. Le concept de pouvoir disciplinaire, qui se distingue à la fois du pouvoir de souveraineté, du bio-pouvoir (qui apparaît avec *La Volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, et « *Il faut défendre la société* », *op. cit.*, [leçon] du 17 mars 1976), et des dispositifs de sécurité (qui deviendront importants en 1978 et 1979 avec *Sécurité, Territoire, Population*, *op. cit.*, et *Naissance de la biopolitique*, *op. cit.*), formera l'un des axes les plus importants de la pensée de Foucault pendant les années 1973-1980.

L'hypothèse d'un pouvoir disciplinaire, intimement lié à l'ensemble des pratiques de contrôle, de surveillance et de punition, sera développée non seulement dans la dernière leçon de ce cours, le 28 mars 1973, mais dans les conférences et cours de l'année suivante; cf.: « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 588 sq. / p. 1456 sq. (exposé de la société disciplinaire); *Le Pouvoir psychiatrique*, leçon du 21 novembre 1973, p. 42-59, v. p. 42: « L'hypothèse que

je voudrais avancer, c'est qu'il existe dans notre société quelque chose comme un pouvoir disciplinaire. Par là, je n'entends rien d'autre qu'une certaine forme en quelque sorte terminale, capillaire du pouvoir, un dernier relais, une certaine modalité par laquelle le pouvoir politique, les pouvoirs en général viennent, au dernier niveau, toucher les corps, mordre sur eux, prendre en compte les gestes, les comportements, les habitudes, les paroles »; cf. aussi: *Les Anormaux*, [leçon] du 15 janvier 1975, p. 40-45 (développement du modèle du quadrillage de la ville pestiférée *contra* le modèle de l'exclusion des lépreux; il est indiqué, à la note 10, page 50, que Foucault met en question ses analyses des formes de tactiques punitives telles qu'il les développait le 3 janvier 1973, mais il semblerait plutôt que ce serait, comme Foucault lui-même l'indique dans cette leçon du 3 janvier, aux pages 4-7, son utilisation antérieure de la notion d'exclusion qu'il critique rétrospectivement); « *Il faut défendre la société* », [leçon] du 25 février 1976, p. 161-166 (récapitulation du pouvoir disciplinaire) et p. 219-226 (comparaison de la discipline et de la sécurité); *Sécurité, Territoire, Population*, leçon du 11 janvier 1978, p. 6-25 (comparaison approfondie entre les pouvoirs juridique, disciplinaire, et de sécurité). La notion de pouvoir de souveraineté est bien développée dans *Le Pouvoir psychiatrique*, *loc. cit.*, p. 44-48; les dispositifs de sécurité, dans *Sécurité, Territoire, Population*, leçon du 18 janvier 1978, p. 46-50, et leçon du 1^{er} février 1978, p. 111-113.

LEÇON DU 21 MARS 1973

L'usine-caserne-couvent à Jujurieux. Règlements minutieux, Icarie patronale. (I) Les institutions d'enfermement: pédagogiques, correctives, thérapeutiques. Recherche architecturale et micro-sociologique. (II) Analyse de ces institutions. (A) Nouvelle forme d'enfermement-séquestration. Trois différences d'avec l'âge classique. 1. Forme de sur-pouvoir. 2. Normalisation. 3. Système intra-étatique. (B) Les fonctions de séquestration. 1. La séquestration du temps. Assujettir le temps de la vie au temps de la production. 2. Contrôle direct ou indirect de l'existence entière. La fabrication du social. 3. Jugement permanent et ininterrompu. 4. Production d'un nouveau type de discursivité: comptabilité morale quotidienne de l'existence totale; ordonnée au normal et à l'anormal.

Imaginons une société de trois cents à quatre cents personnes, célibataires, dont l'emploi du temps serait le suivant: lever à 5 heures, cinquante minutes pour la toilette, le petit-déjeuner; atelier de 6h 10 à 20h 15 le soir, avec une interruption d'une heure pour les repas; souper, prière et coucher à 21 heures¹. L'article 5 du règlement précise au sujet du dimanche: « Le dimanche est un jour tout exceptionnel; nous voulons lui conserver le caractère qu'il doit toujours avoir, c'est-à-dire le consacrer à remplir les devoirs religieux et à se livrer au repos. Cependant, comme l'ennui ne tarderait pas à rendre le dimanche plus fatigant qu'une journée de la semaine, on variera tous les exercices de façon à passer cette journée chrétiennement et gaiement². » Le matin, exercices religieux, suivis de lectures et écritures, puis récréation; l'après-midi, catéchisme et vêpres et, à quatre heures, si le temps le permet, promenade ou, sinon, lecture en commun; souper, prière, coucher. Les exercices religieux ont lieu, non pas à l'église, mais dans une chapelle à l'intérieur des bâtiments³. Les promenades se font sous la surveillance constante d'un personnel religieux, qui est aussi chargé de l'intendance de la maison et de la maîtrise dans les ateliers⁴. L'argent gagné est retenu jusqu'à la sortie⁵. Dans le cas où quelqu'un qui appartiendrait à un sexe différent de celui des pensionnaires se trouverait appelé pour des raisons de service à l'intérieur de l'établissement,

il serait choisi, dit le règlement, « avec le plus grand soin et [ces individus] n'y font qu'un très-court séjour; le silence leur est imposé sous peine de renvoi⁶ ». Les principes généraux de l'organisation sont qu'aucun pensionnaire ne soit jamais seul et qu'il faut éviter le mélange, qu'il doit régner constamment le même esprit⁷.

Il ne s'agit pas là d'un idéaltype de règlement d'une maison d'internement au XVII^e siècle, mais du règlement d'une usine de tissage de soieries à Jujurieux dans l'Ain en 1840.^a En un sens, c'est une utopie, c'est l'institutionnalisation de l'usine-caserne-couvent^b: une usine sans salaire, où le temps de l'ouvrier est acquis au patron, sans le moindre reste, où le corps de l'ouvrier est littéralement enchaîné à l'appareil de production. C'est l'Icarie patronale. Or, ces utopies ont été relativement nombreuses et, s'il est vrai qu'elles ont disparu assez tôt, vers 1860-1870, elles ont existé en assez grand nombre: vers 1860, quarante mille ouvrières travaillent dans ces conditions dans le Midi⁸. Reybaud décrit de même une usine de lainage de Villeneuve, qui fournissait surtout des vêtements pour l'armée: « [L]a commune est toute renfermée dans la fabrique. La vie civile et la vie industrielle y sont confondues. L'église et la mairie, comme les ateliers et les maisons d'ouvriers, constituent une propriété privée qui relève d'un régime presque militaire. Des remparts crénelés lui servent d'enceinte; on y bat la diane, et le soir le pont-levis se lève⁹. » Le règlement y est strict: on exclut tous les nomades; les rentrées doivent se faire à heures fixes; tout ce qui est jeu et ivrognerie est interdit. Le seul cabaret de la ville ferme à 21 heures; pour une séduction qui n'était pas réparée par le mariage, l'ouvrier était aussitôt considéré comme délinquant et déclassé et on l'obligeait à l'exil s'il refusait d'épouser¹⁰. Le rapport concluait: « Comment ces classes laborieuses, si indociles au joug, en sont-elles venues là? [...] La cause en est dans un moyen de gouvernement qui agissait sur les ouvriers à leur insu, flattait leur vanité et désarmait leur envie¹¹. »

C'est donc un phénomène d'une grande ampleur. Il y a eu, dans la première moitié du XIX^e siècle, toute une entreprise d'enfermement,

a. Manuscrit (fol. 3-4):

« Ceci est le règlement de quelle institution? De n'importe laquelle. Homme ou femme; prison; pensionnat; école; maison de redressement; hôpital psychiatrique; orphelinat; atelier pour filles repentantes. Maison close. Caserne. Et pourtant ce n'est pas une reconstruction, ni un idéaltype. C'est un établissement qui a effectivement existé – l'usine de soierie de Jujurieux. Pourquoi avoir cité cet exemple qui est limite? »

b. Manuscrit (fol. 4): « l'usine-couvent, l'usine-prison ».

d'encasernement de la classe ouvrière et, par-delà l'appareil de production, dans toute une série d'institutions non productives, par exemple les institutions pédagogiques: crèches, collèges, orphelinats; les institutions correctives: colonies agricoles, maisons de redressement, prisons; les institutions thérapeutiques: hospices, asiles. On pourrait, provisoirement, mettre toutes ces institutions sous le signe de l'enfermement. On pourrait ajouter à ces institutions réelles tout ce qui a été projet, rêve d'enfermement^a: par exemple, Marquet-Vasselot¹², directeur de la prison de Loos, imagina une ville-refuge pour les délinquants et les indigents de toute une région de la France^b; ou le rêve de Villeneuve-Bargemont qui, à propos du problème du mariage et des naissances dans la classe ouvrière, disait: « Sans doute un jour viendra [...] où les gouvernements seront amenés, par la force des choses et par un plus grand développement de lumières et de liberté, à autoriser » – sur le modèle des moines et des prêtres – « la formation de nouvelles associations célibataires de travail et de charité, qui ne rechercheront plus l'opulence, mais l'utilité, et dont le but, dans l'état actuel de la civilisation, se conformera aux besoins nouveaux de la société¹³. »

Et, traversant toute cette production d'utopies, c'est toute une activité de recherche. Recherches architecturales: pour résoudre le problème de savoir construire un établissement qui soit tel qu'on puisse assurer l'optimum de surveillance; architecture du théâtre inversée¹⁴, où il s'agit de faire que le maximum possible de gens puisse se trouver sous le regard et la surveillance du plus petit nombre de gens (cf. les recherches de Baltard père¹⁵). Recherches « micro-sociologiques »^c: avant la lettre, sur les schémas de dépendance, d'autorité, de surveillance dans un groupe limité. Ainsi, la colonie agricole de Mettray¹⁶, fondée vers 1841, est un modèle de cette recherche: on divisait le groupe des colons en petites familles, avec une double

a. Le manuscrit (fol. 5) présente ces exemples comme « toute une série d'institutions mixtes, à la fois productives et répressives: "colonies" agricoles; productives et pédagogiques: ateliers, hospices pour enfants ».

b. Le manuscrit (fol. 6) ajoute, au sujet de cette série de rêves et d'utopies, qu'ils « ont pour caractères de:

1/ représenter des adjacences par rapport à la société donnée; ces utopies doivent assurer des fonctions existant dans l'actuelle société;

2/ représenter des systèmes de domination. Mémoriser certaines catégories.

Utopies du service et de la servitude. On rêve l'esclavage – enclaves d'esclaves ».

c. Manuscrit (fol. 6): « recherches "micro-sociologiques": optimum de l'autorité. Étude sur la circulation des ordres; les formes de groupement et d'isolement des individus. »

autorité, l'une extérieure, du surveillant, et l'autre émanant du propre groupe et entre les mains d'un des enfants considéré comme le frère aîné.

*
* *

^a Le problème est de savoir quel est le statut de ces curieuses institutions, dont les unes ont disparu, comme les usines-couvents, dont les autres se sont maintenues et ont proliféré, comme les prisons. On peut en effet se demander dans quelle mesure cet enfermement peut être considéré comme l'héritage de l'enfermement du XVII^e-XVIII^e siècle, c'est-à-dire de ces contrôles plus ou moins diffus, organisés par l'État, et du grand enfermement classique¹⁷. Une chose est certaine : tout le monde a conscience de la prolifération de ces institutions. Ainsi, dans les *Habitations ouvrières et agricoles*, publié en 1855, Muller écrit : « Suivons le travailleur depuis le premier jour de son enfance jusqu'à ces terribles années de la vieillesse, où la nature réduit ses bras à l'impuissance. À côté de chacun de ses besoins, une institution a été créée pour y pourvoir [...]. Pour l'enfance, voici les crèches et les salles d'asile, qui permettent à la mère de fréquenter les ateliers [...]. Quant à l'âge mûr, [...] la bienfaisance de l'État supplée par les hôpitaux aux anciennes ressources de la charité monastique [...]. [Et récemment, on a inventé] l'organisation des secours à domicile [...]. Le travailleur pouvait être exposé à dissiper dans les entraînements de la spéculation les quelques fonds péniblement amassés par lui à force de fatigues et d'efforts. Pour le préserver de ce danger, on a imaginé les caisses d'épargne. La souffrance et le malheur menaçaient ses vieux jours ; nos pères, par les hospices, n'avaient songé qu'à soulager l'imprévoyance : nous faisons plus, nous facilitons la prévoyance par nos caisses particulières de retraite. Il fallait enfin améliorer le logement du travailleur¹⁸ » – et c'est ainsi qu'on a créé les cités ouvrières. On a donc conscience de l'encadrement constant, de la naissance à la mort, de l'individu par ces institutions.

On peut repérer dans ce texte les différences capitales entre l'enfermement de l'âge classique et ce à quoi nous assistons au XIX^e siècle. À l'âge classique, le contrôle et la fixation des individus sont obtenus d'abord par leur appartenance à des castes, à des communautés, à des groupes, comme les jurandes, les corporations, les compagnonnages,

a. Manuscrit (fol. 7), intertitres : « *Analyse de ces institutions* ». « A : *Enfermement-séquestration* ».

les corps de métier. L'individu, en appartenant à un certain corps social, se trouvait pris, par là, d'abord dans un ensemble de règles qui dirigeaient et, éventuellement, sanctionnaient son comportement ; et, d'un autre côté, il se trouvait, par le groupe même, pris à l'intérieur d'une instance de surveillance qui n'était pas différente du groupe en question. Autrement dit, le groupe avec ses règles, avec la surveillance qu'il exerçait, était une sorte d'instance endogène de contrôle. À partir du XIX^e siècle, au contraire, les individus sont attachés en quelque sorte de l'extérieur à, et par des appareils avec lesquels ils ne font pas corps. Ils sont, à leur naissance, placés dans une crèche ; dans leur enfance, envoyés à l'école ; ils vont à l'atelier ; pendant leur vie, ils relèvent d'un bureau de bienfaisance ; ils peuvent déposer à une caisse d'épargne ; ils finissent à l'hospice. Bref, durant toute leur vie, les gens entretiennent une multiplicité de liens avec une multiplicité d'institutions, dont aucune ne les représente exactement, dont aucune ne les constitue comme groupe – en tant que déposant à une caisse d'épargne, que passant par une école, on ne constitue pas un groupe, alors qu'à l'âge classique, le contrôle et la surveillance étaient organisés à l'intérieur même et par le fait qu'on appartenait à un groupe comme une corporation, etc. Ainsi, les individus sont fixés comme de l'extérieur à ces appareils qui ont une spécificité institutionnelle par rapport à ceux pour lesquels ils sont faits, qui ont une localisation spatiale, etc.

Bref, on voit à ce moment-là émerger des « corps » absolument nouveaux dans l'espace social, corps différents de ceux qu'on entendait autrefois quand on parlait des corporations, des jurandes. Ce ne sont pas des corps sociaux, c'est-à-dire des corps d'appartenance, qui apparaissent avec ces institutions comme les crèches, les caisses d'épargne ou de prévoyance, les prisons. Ce ne sont pas non plus des corps qui seraient sur le mode de la machine, c'est-à-dire des corps producteurs, quand bien même il y a des liens entre le développement du machinisme et ces corps nouveaux. Ce sont des corps dont la fonction est d'être des multiplicateurs de pouvoir, des zones dans lesquelles le pouvoir est plus concentré, plus intense. À un certain niveau, ces institutions ne sont bien que de simples relais du pouvoir exercé par une classe sur une autre ; mais quand on les regarde fonctionner d'un peu près, on s'aperçoit qu'elles instaurent une véritable coupure, que, dans l'espace et dans la mouvance de ces institutions, une sorte de pouvoir concentré, nouveau dans sa force, quasi autonome, règne : le pouvoir du patron à l'usine, celui du contremaître à l'atelier. Ce pouvoir n'est pas seulement dérivé et dans le droit fil des hiérarchies de pouvoir allant

de bas en haut. En fait, il y a une instance de pouvoir quasiment contrôlée puisque le contremaître ou le patron peut, par un certain nombre de mesures, – il suffit d'un certain nombre de renvois, de mauvaises notes –, faire tomber l'ouvrier sous le coup de la justice pénale.

L'exemple le plus frappant de cette discontinuité, de cette reconcentration, de cette réintensification du pouvoir à l'intérieur de ces zones, c'est la prison. Elle ne devait être, en principe, qu'un lieu où ne se trouve appliqué que ce qu'il y a de plus légal dans les institutions, c'est-à-dire les décisions de justice. Or, en fait, la prison est tout autre chose qu'un lieu où l'on applique des décisions de justice prises ailleurs, par les tribunaux. Elle fonctionne comme étant à elle-même non seulement son propre pouvoir, mais aussi sa propre justice. Decazes, en 1819, pouvait ainsi s'écrier qu'« il faudrait bien que la loi règne dans les prisons¹⁹ » et, en 1836, Béranger définissait ainsi le rôle du directeur de prison : « Le directeur de prison est un véritable magistrat appelé à régner souverainement dans la maison²⁰. »

Ces instances de sur-pouvoir ne sont donc ni corps d'appartenance ni corps machiniques, mais corps dynastiques. La perception qu'on en avait à l'époque allait d'ailleurs dans ce sens. La réaction des ouvriers, telle qu'on peut la percevoir à travers la presse ouvrière, consiste à dire qu'on est revenu à la féodalité : l'usine est désignée comme château fort, l'ouvrier se perçoit comme le serf d'un seigneur-patron, les établissements de correction sont de nouvelles Bastilles.^a Et cette perception de la société n'est pas simplement la transposition d'un vieux schéma qui serait resté dans la mémoire populaire ; c'est la perception de quelque chose de particulier : dans la société capitaliste qui se met en place, exactement comme dans la société féodale, il existe des zones de pouvoir non exactement intégrées à l'appareil d'État, non exactement contrôlées par lui, dans la territorialité desquelles règne un contrôle très lâche, mais un pouvoir qui est un excédent de pouvoir par rapport à ce que serait une société commandée simplement hiérarchiquement. La perception du pouvoir capitaliste comme la résurgence d'un grain

a. Manuscrit (fol. 9) :

« Noter les manières dont ils sont analysés ou perçus :

– l'analyse "institutionnelle" qui tente de les esquisser comme sur-pouvoir, et de les réduire à une fonction, et de les intégrer à un ensemble législatif ou réglementaire ;

– or, en face de cela : une perception très vive de ces régions de sur-pouvoir. Une perception quasi mythique et retranscrite dans un vocabulaire mi-politique, mi-historique. On les voit comme une résurrection du Moyen Âge, ou de l'Ancien Régime : usine-château fort ; les nouvelles Bastilles ; lycée-couvent. »

féodal dans la société était si forte dans la classe ouvrière, que Reybaud lui-même, dans un rapport de 1865 sur la condition des ouvriers de la laine, parlant de la fabrique fondée par Patrol, écrit : « C'est une sorte de féodalité qui s'est dégagée de tout arbitraire²¹. »

Telle est la première différence : les instances de contrôle, au lieu d'être immanentes au corps social lui-même, sont déportées en quelque sorte vers l'extérieur et sont assurées par un certain nombre de régions, d'institutions de sur-pouvoir²². Une seconde transformation par rapport à l'ancien système est, en quelque sorte, l'inverse de la première. Au XVIII^e siècle, à côté de la surveillance endogène au groupe lui-même, on a le grand système de l'enfermement, en lui-même marginal par rapport au corps de la société et qui, d'autre part, s'adresse à ceux qui se sont marginalisés, soit au niveau individuel, par rapport aux comportements, aux règles éthiques de leur milieu, soit, plus encore, au niveau de ces masses qui sont marginalisées par la misère, le chômage, le vagabondage. On enferme ceux qui sont hors groupe et, ce faisant, on les met pour un certain temps hors la loi. Ces établissements sont donc surtout des instruments de soustraction. Au contraire, avec ces appareils qui émergent au XIX^e siècle, l'enfermement ne se présente plus comme autant de manières de marginaliser les individus ou de soustraire des individus déjà marginalisés. Quand on place un enfant dans une colonie agricole, quand on met une jeune ouvrière dans une usine-couvent, quand on envoie un individu dans une centrale où il y a des ateliers, en réalité, on les fixe sur un appareil productif. On fixe l'enfant envoyé à l'école sur un appareil qui transmet du savoir, qui normalise^a.

Dans tous ces cas, la fonction de l'appareil par rapport à la marginalité est tout autre que le système monotone de l'enfermement classique : il ne s'agit pas du tout de marginaliser, mais de fixer à l'intérieur d'un certain système de transmission du savoir, de normalisation, de production. Certes, ces appareils ont une fonction de marginalisation ; mais ils marginalisent ceux qui résistent^b. Le collège où l'on enferme les enfants est tel que la majorité est censée se brancher sur un certain appareil de transmission du savoir, et que ne sont marginalisés que ceux qui résistent à cette transmission. La machine travaille pour démarginaliser, et la marginalisation n'est qu'un effet latéral. L'exemple le plus frappant

a. Le manuscrit (fol. 10) ajoute : « ou qui corrige, guérit, rectifie ».

b. Le manuscrit (fol. 11) ajoute : « par exemple, ceux qui ne s'adaptent pas à l'école, à l'atelier ».

en est sans doute celui des hospices pour enfants abandonnés. Celui de Lille fonctionne ainsi vers 1840-1845 : dès les premières semaines, l'enfant est envoyé à la campagne chez une nourrice ; à douze ans, il revient à l'hospice, où il reçoit un uniforme et est envoyé soit en classe à l'extérieur de l'hospice avec d'autres enfants, soit à l'atelier. À partir de cette marginalité de l'enfant abandonné – c'est-à-dire illégitime, fruit d'une liaison contre laquelle luttent les systèmes de contrôle mis en place par la bourgeoisie –, marginalité marquée par l'uniforme, d'où le nom de collets jaunes qu'on leur impose, le rôle de l'hospice est de faire que les individus la surmontent, cette marginalité, en s'intégrant soit à l'appareil de production soit à l'appareil scolaire, en se branchant sur un certain nombre d'appareils sociaux.

Il s'agit donc d'un enfermement de fixation,^a de répartition d'individus le long de, et sur des appareils sociaux. Ces institutions d'enfermement fonctionnent pour ainsi dire en adjacence par rapport aux appareils de production, de transmission de savoir, de répression, et elles assurent l'espèce de supplément de pouvoir dont ceux-ci ont besoin pour fonctionner. Ces institutions ne sont plus du type de l'enfermement classique, mais plutôt de ce qu'on peut appeler la *séquestration*, par référence à cette espèce d'autorité arbitrale qui s'empare de quelque chose, la retire de la libre circulation et la maintient fixée en un certain point, pendant un certain temps, jusqu'à une décision du tribunal. Ce qui est intéressant, c'est la position et le jeu de ces instruments de séquestration par rapport à ce qu'on appelle d'ordinaire l'appareil d'État. J'avais dégagé, à la fin du XVIII^e siècle, une espèce de tendance à la centralisation, à l'étatisation des moyens de contrôle en œuvre dans cette société. Or, on a maintenant l'impression, quand on voit fleurir et proliférer tous ces instruments de séquestration, qu'il y a, au contraire, un étalement et qu'en un sens ceux-ci échappent à l'État. Ils sont souvent dus à l'initiative privée ; et l'État au sens strict n'a fait, pour certains, que suivre des initiatives qui ne venaient pas de lui. Mais il faut noter que la plupart de ces établissements prennent la structure étatique pour modèle : ce sont des petits États qui sont mis en fonction à l'intérieur même de l'État. Ils s'appuient toujours sur les appareils d'État par tout un système de renvois et de réciprocités : l'atelier ne pourrait pas fonctionner dans cette structure de couvent ou de caserne s'il n'y avait à côté la police ou l'armée. Tous ces établissements, qu'ils relèvent de l'État directement ou non, renvoient malgré tout toujours à des appareils d'État, bien

a. Le manuscrit (fol. 11) ajoute : « de tri, de distribution ».

qu'ils ne soient pas en eux-mêmes des appareils d'État, mais plutôt des relais-multiplicateurs de pouvoir à l'intérieur d'une société où la structure étatique reste la condition de fonctionnement de ces institutions.^a

*
* *

^b Il faudrait savoir à quoi précisément a servi cette séquestration, pourquoi on a eu besoin de ces suppléments de pouvoir pour fixer les individus sur les appareils sociaux, pédagogiques, productifs, etc. La première chose qu'il faut remarquer est ceci : dans ces appareils de séquestration, il est vrai que le plus visible – l'usine-couvent – a disparu assez tôt, vers 1870^c ; mais, au moment même où il disparaît et, à vrai dire, tout au long de son existence, de 1830 à 1870, cet appareil est précédé, soutenu, par des formes souples, diffuses de séquestration. Je ne pense pas que, pour analyser la fonction de séquestration dans la société capitaliste, il faille s'en tenir aux formes spatialement isolées de la séquestration ; les caisses d'épargne, de prévoyance, pour reprendre l'exemple de Muller, sont des instances de contrôle tout aussi bien que les crèches, les hospices²³. Cette fonction de séquestration, il faut donc la repérer, non seulement dans ces établissements géographiquement et architecturalement isolés, mais aussi dans toutes ces instances diffuses qui, autour d'eux ou à leur place, assurent le contrôle. Or, il y a eu trois fonctions majeures de la séquestration dans la société capitaliste.

^d La première fonction apparaît très clairement dans le règlement de Jujurieux : l'acquisition totale du temps par l'employeur. Celui-ci, en effet, n'acquiert pas seulement des individus, mais une masse de temps qu'il contrôle de bout en bout. Ceci caractérise la politique du capitalisme au début du XIX^e siècle : il a besoin d'une masse de chômeurs pour peser sur les salaires et il n'a pas besoin du plein emploi des individus ; en revanche, il a besoin du plein emploi du temps, de manière à obtenir qu'en effet un certain nombre d'individus ne soient pas employés, le travail de douze ou quinze heures n'étant pas rare. Maintenant, on a découvert la valeur, non plus du plein emploi du temps, mais du plein

a. Manuscrit (fol. 12) : « Ce n'est pas un appareil d'État, c'est un appareil pris dans le nœud étatique. Un système intra-étatique. »

b. Manuscrit (fol. 13), intertitre : « B. Les fonctions de séquestration ».

c. Le manuscrit (fol. 13) ajoute :

« pour des raisons économiques (trop rigides) [et] politiques. Mais en fait beaucoup de ses fonctions ont été reprises, et avaient d'ailleurs été anticipées par toute une série d'institutions plus diffuses, mais aussi plus souples et mieux adaptées : le livret, la caisse d'épargne, les caisses de prévoyance, les cités ouvrières ».

d. Manuscrit (fol. 14), intertitre : « La séquestration du temps ».

emploi des individus ; le plein contrôle du temps est assuré par le biais des loisirs, des spectacles, de la consommation, ce qui revient à reconstituer ce plein emploi du temps qui a été au XIX^e siècle un des premiers soucis du capitalisme.

Toutes ces institutions de séquestre se caractérisent par le fait que les individus y sont occupés tout le temps à des activités soit productives, soit purement disciplinaires, soit de loisir. Le contrôle du temps est un des points fondamentaux de ce sur-pouvoir que le capitalisme organise à travers le système étatique^a. En dehors même des institutions de séquestration concentrée, collège, usine-prison, maison de correction – où l'emploi du temps est une pièce essentielle [...] –, le contrôle, la gestion, l'organisation de la vie des individus [représentent] l'une des choses essentielles mises en place au début du XIX^e siècle. Il a fallu contrôler le rythme auquel les gens voulaient travailler. Quand les individus étaient payés à la journée, il a fallu faire en sorte qu'ils ne prennent pas leurs congés quand ils le voulaient. Il a fallu faire la chasse à la fête, à l'absentéisme, au jeu, à la loterie notamment, comme mauvais rapport au temps en tant que manière d'attendre l'argent, non pas de la continuité du travail, mais de la discontinuité du hasard. Il a fallu amener l'ouvrier à maîtriser le hasard de son existence : maladie, chômage^b. Il a fallu lui apprendre cette qualité qu'on appelait la prévoyance, le rendre responsable de lui-même jusqu'à la mort en lui offrant des caisses d'épargne. Or, tout ceci, qui est présenté dans la littérature de l'époque comme apprentissage de qualités morales, signifie en fait l'intégration de la vie ouvrière, d'une part au temps de la production, d'autre part au temps de l'épargne. Le temps de la vie, qui pouvait être scandé par le loisir, le plaisir, la chance, la fête, a dû être homogénéisé de manière à être intégré à un temps qui n'est plus celui de l'existence des individus, de leurs plaisirs, de leurs désirs et de leur corps, mais qui est celui de la continuité de la production, du profit.^c Il a fallu aménager et assujettir le temps de l'existence des hommes à ce système temporel du cycle de la production.^d

a. Le manuscrit (fol. 15) ajoute : « mais sans le localiser dans un appareil d'État ».

b. Le manuscrit (fol. 15) ajoute en marge : « caisse de prévoyance ».

c. Le manuscrit (fol. 16) ajoute : « Ce que Bouvel avait fait naïvement à Jujurieux, se fait habilement à Mulhouse ²⁴. »

d. Manuscrit (fol. 16) :

« En somme, il s'agit de l'intégration du temps des individus au temps de la capitalisation, du profit, de la production. Intégration qui se fait de trois manières :

α - par un modèle qui homogénéise : tu es soumis aux mêmes lois et aux mêmes avantages puisque toi aussi tu épargnes ;

Telle est la première fonction de la séquestration : assujettir le temps de la vie au temps de la production. Si le problème de la société féodale a été celui de la localisation des individus, de leur fixation à une terre sur laquelle on pouvait exercer sa souveraineté et prélever la rente, le problème de la société capitaliste n'est pas tellement de fixer localement les individus, que de les prendre dans un engrenage temporel qui fait que leur vie va être effectivement assujettie au temps de la production et du profit. On va passer d'une fixation locale^a à une séquestration temporelle.

^b La seconde fonction se repère à des paradoxes que présentent ces institutions de séquestration, qu'elle soit sous une forme concentrée ou diffuse et labile à l'intérieur de la société. En apparence, ces institutions sont destinées à être monofonctionnelles : le collège instruit, l'usine produit, la prison applique une peine, l'hôpital soigne ; et, en principe, on ne voit pas pourquoi le collège demanderait à l'enfant autre chose que d'apprendre, l'hôpital autre chose que de se soigner, etc. Or, il existe un supplément de contrainte, indispensable à l'existence de ces institutions. Jamais, le discours qui parcourt le règlement d'un atelier n'est : « Travaillez et, en dehors de cela, faites ce que vous voulez » ; jamais le discours tenu à l'école ne consiste à dire : « Apprenez à lire, à écrire, à calculer et, ensuite, ne vous lavez pas si cela ne vous fait pas plaisir^c. » En fait, ces institutions prennent en charge le contrôle direct ou indirect de l'existence. Elles prélèvent dans l'existence un certain nombre de points qui sont, en général, le corps, la sexualité et les relations interindividuelles²⁵. Elles exercent sur ces trois points un supplément de contrôle, qui n'est absolument pas, au premier regard, impliqué dans la fonction majeure, visible, institutionnelle de l'établissement lui-même. Ces institutions de séquestration sont, pourrait-on dire, « in-discrètes » dans la mesure où elles s'occupent de ce qui ne les [concerne] pas directement. Il appartient à leur fonction d'être indis-crètes, syncrétiques, c'est-à-dire de mêler à un contrôle qui porterait sur l'apprentissage, la production ou la santé, des contrôles qui portent sur autre chose et, en particulier, sur les trois points mentionnés.

β - par un schéma moralisateur : tu dois et il faut. Tu es en dette. Tu es pris dans un système d'obligation ;

γ - par une opération d'assujettissement. Parce qu'en fait le plein emploi du temps permet au temps de la production et du profit d'établir ses normes. »

a. Manuscrit (fol. 16) : « d'un enfermement local ».

b. Manuscrit (fol. 17), intertitre : « Autre caractère des institutions de séquestration ».

c. Le manuscrit (fol. 17) ajoute : « je vous soigne, et vous ferez l'amour comme vous voulez ».

Cela est évident dans l'exemple ^a de Jujurieux, où l'on demande à des filles de travailler de 6 heures à 20 heures pour fabriquer des soieries et, en outre, de ne pas sortir le dimanche, de ne pas parler aux hommes introduits dans l'établissement, etc.

Or, ce qu'on trouve ainsi à l'état concentré dans ces institutions strictes de séquestration, on le trouve à l'état diffus dans toute une série de mesures de séquestration par lesquelles le pouvoir patronal a presque toujours cherché à contrôler, en dehors même de l'usine, dans la vie quotidienne, un certain nombre d'éléments de l'existence qui n'avaient, au fond, rien à voir avec l'activité même de production.^b Ainsi, un règlement, cité par Villermé, est [édicte] en 1821 par le maire d'Amiens qui veut, dit-il, prévenir « des désordres devenus trop scandaleux²⁶ » : « Considérant que l'on a remarqué que [dans les ateliers] les filles prenaient souvent des garçons pour rattacheurs, que les garçons au contraire, choisissaient des filles pour le même usage ; et qu'il est ainsi très essentiel et dans l'intérêt des bonnes mœurs de prévenir les inconvénients qui résultent du rapprochement des deux sexes, surtout pour les jeunes garçons : *Arrête ce qui suit...* Il est très expressément ordonné aux hommes comme aux femmes de n'avoir pour aides que des jeunes gens de leur sexe respectif²⁷. »

La question est de savoir à quoi sert cette espèce de supplément de contrôle exercé à partir de l'institution de séquestration et indépendamment de la fonction majeure et visible qui est la sienne. En fait, une institution de séquestration isole des individus par rapport au reste de la population. Elle prend de ce fait deux risques : d'une part, de former une population étrangère, irréductible aux autres, avantagée ou désavantagée par rapport aux autres ; d'autre part, de constituer, à l'intérieur même du séquestre, un groupe qui deviendra une [sorte] de force collective prenant appui sur les formes d'existence spécifiques qu'on lui donne.

a. Manuscrit (fol. 17) : « *l'exemple-princeps* de Jujurieux. C'est évident encore dans les institutions compactes ».

b. Le manuscrit (fol. 17) porte ici deux exemples : « l'ivresse ouvrière [et] la famille ». Les deux feuillets suivants (f^{os} 18 et 19) manquent. Le feuillet 20 débute par : « Empêcher que se constitue un collectif réel ; et ceci en lui substituant de force un "universel moral". Une "Normalité", quelque chose comme un *habitus* et un *consensus* social. Appareil à fabriquer la société comme fiction, comme norme, comme réalité. » Le reste du feuillet 20 et le suivant (non numéroté, entre fol. 20 et fol. 21), sont entièrement barrés. Ils traitent de la famille et de la sexualité dans la classe ouvrière, notamment de la constitution « des groupes monosexuels, en imposant la norme de l'hétérosexualité », de « l'attitude de la classe ouvrière au regard de la famille et de l'homosexualité », et de « la pénétration de l'idéologie bourgeoise de la famille » dans la classe ouvrière.

Par conséquent, il faut trouver un moyen tel que, d'une part, la population ainsi séquestrée soit rattachée d'une manière ou d'une autre aux formes collectives d'existence de la société, et que, d'autre part, on dispose d'un moyen de surveillance permettant d'empêcher que ne se constitue, à l'intérieur même de la séquestration, une espèce de contre-force, de contre-collectivité, qui pourrait menacer l'institution elle-même.

Prenons l'exemple de la sexualité au collège. On est au collège pour apprendre à lire, à écrire, et les bonnes manières. Comment se fait-il alors qu'une des bases les plus fondamentales de toute la réglementation des collèges au XIX^e siècle ait reposé sur la « répression » sexuelle ? En fait, ce terme même de « répression » me paraît plus gênant qu'exact, car il y a deux choses dans cette restriction de la sexualité à l'intérieur du collège : d'abord, l'empêchement strict de l'hétérosexualité : la monosexualité de l'institution fait qu'il est matériellement impossible d'avoir un rapport hétérosexuel ; ensuite, il y a, se surajoutant à cela, quelque chose qui est d'un tout autre type : l'interdiction de l'homosexualité, interdiction qui n'est plus de l'ordre de l'empêchement puisque, au contraire, l'interdiction suppose et ne peut jouer véritablement que dans la mesure où une homosexualité latente est effectivement pratiquée jusqu'à un certain point, et pratiquée de telle manière qu'elle puisse, à chaque instant, être l'occasion d'une intervention du pouvoir, du jugement, de la sanction, occasion qui soit telle qu'un sur-contrôle s'exerce ainsi sur les individus et que, jusque dans leur vie corporelle, affective, privée, ils puissent être soumis à quelque chose comme un contrôle, une surveillance perpétuelle.

Or, à partir de ce double système d'empêchement de l'hétérosexualité et d'interdiction de l'homosexualité, qui caractérise les collèges, se diffuse une certaine image de la société où l'hétérosexualité serait permise comme récompense et où l'homosexualité est censée ne pas exister ou constituer un phénomène marginal, si anormal qu'il ne peut concerner qu'un nombre restreint d'individus. Au total, l'interdiction de la sexualité dans le collège sert, d'une part, à établir une norme interne, et donc à donner prise à un pouvoir, et d'autre part, à diffuser une norme externe : elle présente de la société une image fictive qui a pour fonction de donner aux individus à la fois une certaine conception de la société dans laquelle ils sont et, [aux collégiens]^a, un

a. Tapuscrit (page 189) : « à eux ».

certain modèle de comportement qui sera le leur [dans la société dans laquelle ils seront]^a. Ainsi, à partir de ce double système, on a la création d'une certaine fiction sociale qui sert de norme et permet l'exercice de pouvoirs à l'intérieur de l'institution, et, finalement, la projection de quelque chose qui doit devenir la réalité même de la société, où l'hétérosexualité est permise et où l'homosexualité n'existera plus.

L'institution de séquestration, dans un cas comme celui-ci, a pour fonction de fabriquer du social.^b Entre les classes sur lesquelles jouent ces systèmes de séquestration et l'État sur lequel ils s'appuient, ces systèmes ont, entre autres, pour rôle de constituer une image de la société, une norme sociale. Les institutions de séquestration fabriquent quelque chose qui est à la fois interdit, norme, et qui doit devenir réalité : ce sont des institutions de normalisation²⁸.

Pour qu'il puisse y avoir effectivement cette fabrication de social et cette instauration d'un temps de la vie qui soit homogène au temps de la production, il faut qu'il y ait, à l'intérieur de ces institutions de séquestration : premièrement, une instance de jugement^c, une sorte de judicature ininterrompue, qui fasse que les individus soient toujours soumis à quelque chose comme à une instance judiciaire qui apprécie, impose des punitions ou donne des récompenses. Que ce soit le collège, ou l'usine, ou l'hôpital psychiatrique, ou la prison, que ce soient des formes compactes de séquestration ou des formes larges, comme le système du livret ouvrier, les cités ouvrières, on voit fonctionner en sourdine et en supplément une instance judiciaire.

[Deuxièmement, il faut qu'il y ait] un type de discursivité, car, qui dit jugement dit surveillance, notations, comptabilité, etc. Et du coup, le comportement des individus va se trouver entré dans un type de discursivité absolument nouveau. Bien sûr, ce n'est pas la première fois que le comportement individuel entre dans le discours, et il n'a pas été nécessaire d'attendre ces institutions de séquestration pour que ce quotidien, cet intime de l'existence, soit effectivement repris à l'intérieur d'un système de discursivité. Après tout, la confession

a. Tapuscrit (page 189) : « quand ils seront dans la société ».

b. La phrase pénultième du feuillet non numéroté (entre fol. 20 et fol. 21) est rayée. On peut y lire : « En résumé : Les appareils de séquestration fabriquent de la normativité sociale. »

c. Manuscrit (fol. 21) :

« Ces institutions ont toujours une troisième, ou plutôt une troisième et une quatrième fonction. Ces deux fonctions couplées sont : 1/ fonction de jugement permanent. »

catholique^a est une des manières de faire entrer cela dans un type de discursivité²⁹. Mais elle est caractérisée par le fait que c'est le sujet lui-même qui parle ; elle ne laisse jamais aucune archive ; et la discursivité à laquelle la confession donne lieu est prise dans le cadre de quelque chose comme une casuistique.^b Or, ce que l'on voit apparaître au XIX^e siècle est tout différent : c'est une discursivité qui reprend le quotidien, l'individuel, l'intime, le corporel, le sexuel dans un certain espace défini par des instances de séquestration. C'est toujours du point de vue de la totalité du temps que la vie des individus va être parcourue et dominée. Alors que la confession porte toujours sur un cas – ce qui a été fait dans telle ou telle circonstance –, en revanche, la discursivité qui naît à l'intérieur de ces techniques générales de séquestration va suivre l'individu de la naissance à la mort et être une discursivité de l'existence totale de ce dernier. Ainsi, dans la colonie pénitentiaire de Mettray, les garçons arrivent avec un dossier censé raconter leur vie, les raisons de leur arrestation, le jugement, leur attitude durant l'instruction et le procès ; à partir de là, ils sont pris dans une espèce de comptabilité morale quotidienne. La totalité de leur temps est ainsi reprise à l'intérieur d'une discursivité.

[Troisièmement,] ce discours, non seulement prend les individus du début à la fin de leur existence, mais il est tenu, non par l'individu, mais par une autorité qui est hiérarchiquement située à l'intérieur de ces systèmes de séquestration. Ce discours est indissociable d'une certaine situation de pouvoir et d'un certain engrenage des individus dans les appareils de production, de transmission de savoir. Enfin, cette discursivité ordonne le discours qu'elle tient à la normativité^c. L'individu est toujours décrit en fonction de son écart possible ou réel à quelque chose qui est défini, non plus comme le bien, la perfection, la vertu, mais comme la normale. Cette norme dont on sait bien, à cette époque, qu'elle n'est pas forcément la moyenne, est en quelque sorte non pas une notion, mais une condition d'exercice de cette discursivité à l'intérieur

a. Le manuscrit (fol. 22) caractérise la confession catholique comme : « la plus connue, ou plutôt la plus mal connue et la plus importante » des « discursivités chargées de recueillir le comportement des individus ».

b. Le manuscrit (fol. 22) ajoute : « Ensuite les rapports de police : catégorisation ; anecdotes. »

c. Manuscrit (fol. 23) :

« elle s'ordonne à une certaine normativité qui joue le double rôle

– de se présenter comme un fait social collectif, auquel on ne peut rien, et

– de fonctionner comme une règle au nom de laquelle on punit et récompense selon qu'en fait elle est sinon exhaustivement produite, du moins sans cesse relancée et réactivée par l'incessante activité de séquestration ».

de laquelle les individus sous séquestre sont pris. Être sous séquestre, c'est être pris à l'intérieur d'une discursivité à la fois ininterrompue dans le temps, tenue de l'extérieur par une autorité, et ordonnée nécessairement à ce qui est normal et à ce qui est anormal.^a

a. Le manuscrit (fol. 23-24) se termine de la façon suivante :

- « • La substitution d'un temps engrené sur le temps de la production, au temps religieux (de l'exercice, de la fête, et de l'éternité).
- La constitution pour recouvrir le rapport [“la lutte” est barré] des classes et de l'État d'une trame de socialité normative (à la fois objet d'étude, et prescription de comportement).
- La formation d'une instance ou plutôt de tout un réseau d'instances cognitives-punitives épistémologico-judiciaires, dont la forme d'intervention générale, c'est l'examen perpétuel, et dont les régions diverses vont être la psychologie, la sociologie, la criminologie, la psychiatrie, etc.
- L'organisation, aux confins des appareils d'État, mais souvent en position fort avancée par rapport à eux, de tout un corps de “préposés au séquestre social” – travailleurs sociaux.

Voilà quatre phénomènes à la fois corrélatifs et qui ont tous pour instrument commun la séquestration. »

*

ANNEXE

Le manuscrit de cette douzième leçon du cours contient ensuite six feuillets, non numérotés, suivis de trois feuillets intitulés « Conclusion », également non numérotés, qui seraient une esquisse, dérivée de cette leçon, de la deuxième partie de la cinquième conférence que Foucault donne quelques mois plus tard à Rio (cf. « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.* (DE, II), p. 612-623 / p. 1480-1491). Sont ici retranscrits ces neuf feuillets :

En un sens, c'est bien

- l'héritage des techniques « françaises » de l'internement ;
- l'héritage des procédures « anglaises » de contrôle moral.

Mais, en fait, transformations profondes.

1. Dans le contrôle anglais, l'individu était surveillé par un groupe en tant qu'il appartenait à ce groupe : religieux, social, de travail.

Ici, l'individu est extérieur à l'institution qui le surveille : l'atelier où il travaille ; l'école où il étudie ; l'hôpital où il va.

Plus une « surveillance » qu'un « contrôle »³⁰.

2. Dans l'enfermement français, il s'agissait d'une exclusion : ou bien temporaire, à titre de punition ; ou bien une exclusion qui s'ajoutait à une autre, qui sanctionnait une marginalité déjà acquise (chômeurs, vagabonds, mendiants).

Or maintenant, c'est un internement qui fixe à un processus de production ; ou à un processus de formation, de normalisation des producteurs.

C'est plus une inclusion qu'une exclusion.

D'où le mot “séquestration”.

Opposer séquestration / enfermement
 inclusion / marginalité
 normalisation / exclusion.

3. Situation par rapport à l'État

- en Angleterre, le contrôle était extra-étatique ;
- en France, il l'était franchement [étatique]. Ici ce sera un réseau intra-étatique.

À quoi servent ces institutions :

1. Le contrôle du temps

Dans le système féodal, le contrôle des individus était lié à leur localisation :

- relevé de tel lieu
 de tel propriétaire
 de tel souverain.

Dans la société industrielle, ce qui est contrôlé, c'est le temps d'individus :

- il faut que le temps soit mis sur le marché ;
- il faut qu'il soit transformé en temps de travail.

D'où, dans les formes « compactes », le temps acquis une fois pour toutes :

- le groupe
- le modèle monastique.

Dans les formes diffuses :

- la fête
- l'épargne (faire en sorte qu'il puisse travailler après le chômage ; qu'il ne meure pas de faim. Mais qu'il n'utilise pas ses économies à ne pas travailler).

Bref, il s'agit de transformer le temps en objet de salaire. Le faire entrer dans l'échange salarial.

2^e fonction

Non seulement la séquestration contrôle le temps des individus, mais elle impose toute une série de contrôles annexes :

- propriété
- ivresse
- sexualité.

Ce sont des contrôles du corps. Toute une histoire à faire des contrôles du corps :

- le corps surface d'inscription des supplices ;
- le corps élément d'un dressage.

Il s'agit de transformer le corps en force de travail, tout comme il s'agissait de transformer la vie en force de travail.

3^e caractère : mettre en place un type particulier de pouvoir

- pouvoir économique : donner un salaire ou en demander un ;
- pouvoir “politique” de donner des ordres, faire des règlements ;

- pouvoir judiciaire de récompenser, de punir, de traduire devant une instance de jugement;

- pouvoir d'extraire du savoir : soit à partir de la pratique
soit à partir des individus;

savoir qui, en se redistribuant en les autres formes de pouvoir, permet de les rationaliser : éco[nomique] ; pol[itique] ; judiciaire.

Pouvoir multiplié, pouvoir cumulé : "sur-pouvoir".

Mais en même temps : "sous-pouvoir",
au-dessous des grandes structures étatiques.

Il a pour fonction globale d'articuler le temps, le corps, la vie des hommes au processus de la production et aux mécanismes du sur-profit. Sous-pouvoir qui conduit au sur-profit ; mais avec des marges d'incertitude, de décalage.

Conclusion

1. La prison : forme concentrée de ce sous-pouvoir isomorphe à tout le panoptisme social.
2. L'essence concrète de l'homme c'est le travail : en fait l'homme [n]est lié au travail, au niveau de sa vie et de son corps, que par un rapport de pouvoir.
3. Le pouvoir n'est pas une manière de reconduire les rapports de production, mais de les constituer.
4. Des savoirs normalisateurs, dans la forme de l'examen, qui fonctionnent
 - non seulement au niveau de l'expression des rapports de production,
 - non seulement au niveau des forces productives,
 - mais au niveau de l'organisation même des rapports de production.

On a vu un savoir qui naissait du déplacement même des formes du prélèvement féodal.

On en voit un qui naît des rapports de pouvoir inhérents à la constitution des rapports de production.

De ce panoptisme, certains [contemporains ont été conscients].

Julius • le spectacle
 • la communauté sociale
 • le sacrifice
 • la surveillance
 • les individus
 • l'État.

Ses différentes manifestations.

Histoire de toute l'institution judiciaire.

Treillard. Présentation du Code pénal.

L'analyser plutôt par en bas, et en formes sourdes, insidieuses, quotidiennes.

*

NOTES

1. Il s'agit du règlement de l'usine de tissage de soieries de Jujurieux dans l'Ain, lequel date de 1840 (cf. *infra*, p. 208). Il est probable que Foucault s'est appuyé sur le modèle du « Régime et règlement d'un tissage de soies » présenté in L. Reybaud, *Étude sur le régime des manufactures. Condition des ouvriers en soie* (Paris, Michel Lévy Frères, 1859, « Note F » des pièces justificatives, p. 334 sq.), ainsi que sur la description de Jujurieux que propose Louis Reybaud dans le corps de l'ouvrage (*ibid.*, p. 198 sq.). Reybaud explique qu'il s'est établi « à Jujurieux une règle qui, par sa sévérité, se rapproche de celle des congrégations religieuses » (p. 199). Sur le régime et les règlements de Jujurieux, cf. aussi : J. Simon, *L'Ouvrière*, Paris, Librairie de L. Hachette & C^{ie}, 1891⁹ [1861], p. 56 sq. ; M. Cristal, « De l'éducation professionnelle des filles », *Revue contemporaine*, vol. 83, XIV^e année, 2^e série, t. 48, 15 novembre 1865, Paris, Librairie Dentu, 1865, p. 32-62, spéc. p. 42 sq. Foucault reprendra cet exemple quelques mois plus tard dans ses conférences à Rio, « La vérité et les formes juridiques » (*loc. cit.*, p. 609-611 / p. 1477-1479), sous cette forme : « Je vais proposer une devinette. Je présenterai le règlement d'une institution qui a réellement existé dans les années 1840-1845 en France, au début donc de la période que je suis en train d'analyser. Je donnerai le règlement sans dire si c'est une usine, une prison, un hôpital psychiatrique, un couvent, une école, une caserne ; il faut deviner de quelle institution il s'agit » (p. 609 / p. 1477) ; ainsi que dans *Surveiller et Punir* (*op. cit.*), où il le présente comme une extension de cette « grande trame carcérale » qui s'étend de la prison aux orphelinats, aux établissements pour apprentis, jusque « plus loin encore les usines-couvents, comme celle de La Sauvagère puis de Tarare et de Jujurieux (où les ouvrières entrent vers l'âge de treize ans, vivent enfermées pendant des années et ne sortent que sous surveillance ; ne reçoivent pas de salaire, mais des gages, modifiés par des primes de zèle et de bonne conduite, qu'elles ne touchent qu'à leur sortie) » (p. 305). Pour une description des logements ouvriers construits à Lille, Foucault cite (*ibid.*, n. 2) un passage extrait de « Houzé de l'Aulnay, *Des logements ouvriers à Lille*, 1863, p. 13-15 ». Les notions de régularisation et d'emploi du temps, qui seront développées dans ce cours, émergeront comme thèmes principaux dans l'introduction et dans le développement de *Surveiller et Punir*, p. 12-13 et 151-153.

2. Chapitre V du règlement de Jujurieux, cité in J. Simon, *L'Ouvrière*, *op. cit.*, p. 56-57, et in *Revue contemporaine*, n° cité, p. 43. Ce passage se trouve aussi dans le modèle anonyme du « Régime et règlement d'un tissage de soies », in L. Reybaud, *Étude sur le régime des manufactures*, *op. cit.*, p. 344.

3. Foucault retranscrit dans le manuscrit (fol. 2) un passage qui provient directement de l'*Étude sur le régime des manufactures*, p. 201 : « L'église paroissiale aurait pu être un point de contact avec le monde ; une chapelle a été consacrée dans l'intérieur de l'établissement, et les fidèles du dehors n'y sont point admis. »

4. *Ibid.* : « Quand les ouvrières sortent, et seulement pour des cas déterminés, une sœur les accompagne ; elles ne vont à la promenade que sous la conduite des sœurs. »

5. Foucault note dans le manuscrit (fol. 2) : « Pas de salaire. Simplement des gages (40 à 80 francs par an) retenus jusqu'à la sortie ; avec un système de prime si le travail est bien fait. » Cf. L. Reybaud, *Étude...*, p. 203 : « Au lieu de salaire,

elles reçoivent un gage qui varie entre 80 et 150 francs par an, suivant la nature du travail et les degrés de l'apprentissage. Quelques primes sont en outre attachées à la bonne confection de la besogne, et se distribuent à la suite d'un classement qui se fait chaque mois »; et p. 204 (concernant l'établissement de Tarare, il est écrit que les gages varient de 40 à 100 francs par année; les primes, de 1 franc et 50 centimes par mois).

6. *Ibid.*, p. 201.

7. Cf. *ibid.*: « Le séquestre est donc aussi absolu que possible, et le temps se partage entre le travail et les exercices de piété, accompagnés de quelques distractions. »

8. Foucault cite dans le manuscrit les exemples suivants: « Tarare, Séauve, Bourg-Argental, et La Sauvagère » (fol. 4), et ajoute (fol. 4-5): « tissage - En Suisse "L'ouvrière est véritable pensionnaire; elle est logée, nourrie, vêtue; elle entre dans une grande famille, même les soins ne lui manquent pas"; "Les ouvrières ont le droit de sortir pour visiter leurs parents établis dans le voisinage. Gages de 50 à 100 francs." // L'épisode de la jeune femme au regard hardi (fiche Reybaud). // Il y a des usines analogues pour les hommes. // En France, Villeneuve. En Amérique, Lowell ». Les indications concernant Tarare, ainsi que les autres lieux mentionnés et la Suisse proviennent de L. Reybaud, *Étude sur le régime des manufactures*, p. 197 sq. Louis Reybaud (1799-1879), membre de l'Institut de France, avait personnellement « visité trois de ces établissements: Jujurieux dans l'Ain, Tarare dans le Rhône, La Séauve dans la Haute-Loire » (*ibid.*, p. 197) et avait étudié les autres: Bourg-Argental, La Sauvagère, etc.

9. L. Reybaud, *La Laine. Nouvelle série des études sur le régime des manufactures*, Paris, Michel Lévy Frères, 1867, p. 111.

10. *Ibid.*, p. 127.

11. *Ibid.*, p. 127-128.

12. Foucault fait référence, dans le manuscrit (fol. 6), à l'ouvrage de L.-A.-A. Marquet-Vasselot, *La Ville du refuge. Rêve philanthropique*, Paris, Ladvocat, 1832. Marquet-Vasselot fut directeur de la maison centrale de détention de Loos à Lille. Foucault reviendra sur cet ouvrage dans *Surveiller et Punir* (p. 248), ainsi que sur la fonction de directeur pénitentiaire de son auteur (p. 237, 244, 256, 257).

13. A. de Villeneuve-Bargemont, *Économie politique chrétienne, ou Recherches sur la nature et les causes du paupérisme, en France ou en Europe, et sur les moyens de le soulager et de le prévenir*, op. cit. [*supra*, p. 202, note 11], t. I, p. 236.

14. Il s'agit ici de toute évidence d'une allusion au principe de surveillance universelle élaboré dans les *Leçons sur les prisons* de Julius (cf. *supra*, leçon du 10 janvier, p. 24 et p. 40, note 3) et au Panopticon de Bentham (cf. *supra*, leçon du 24 janvier, p. 66 et p. 78-79, note 16). Il est intéressant de noter que le sociologue américain Philip Smith, dans sa critique de Foucault (*Punishment and Culture*, Chicago, University of Chicago Press, 2008, p. 106-107), suggère que Bentham s'était peut-être inspiré du modèle du théâtre, plutôt que du manoir; nous retrouvons ici, trente-cinq ans plus tôt, ce lien possible avec le théâtre. Cf. aussi *infra*, p. 250, note 26.

15. L.-P. Baltard, *Architectonographie des prisons, ou Parallèle des divers systèmes de distribution dont les prisons sont susceptibles, selon le nombre et la nature de leur population, l'étendue et la forme des terrains*, Paris, [l'auteur,] 1829. Baltard sera cité dans *Surveiller et Punir*, p. 238.

16. Foucault développera son analyse de Mettray dans *Le Pouvoir psychiatrique*, op. cit., leçon du 28 novembre 1973, p. 86, et *Surveiller et Punir*, p. 300-304. La

colonie de Mettray fut fondée près de Tours par le magistrat Frédéric-Auguste Demetz (1796-1873). Pour des références contemporaines, cf.: F.-A. Demetz, *Fondation d'une colonie agricole de jeunes détenus à Mettray*, Paris, B. Duprat, 1839; [E. Ducpetiaux,] *Colonies agricoles, écoles rurales et écoles de réforme pour les indigents, les mendiants et les vagabonds et spécialement pour les enfants... en Suisse, en Allemagne, en France, en Angleterre, dans les Pays-Bas et en Belgique. Rapport adressé à M. Tesch, Ministre de la Justice, par Ed. Ducpetiaux*, Bruxelles, impr. T. Lesigne, 1851, p. 50-65; F.-A. Demetz, *La Colonie de Mettray*, Batignolles, De Hennuyer, 1856; Id., *Notice sur la colonie agricole de Mettray*, Tours, Ladevèze, 1861. Jean Genet décrira l'expérience qu'il a vécue à Mettray de 1926 à 1929 dans *Miracle de la Rose*, Paris, Marc Barbezat-L'Arbalète, 1946. Pour une étude plus récente, cf. L. Forlivesi, G.-F. Pottier, S. Chassat, *Éduquer et Punir. La colonie agricole et pénitentiaire de Mettray (1839-1937)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

17. Cf. M. Foucault, *Folie et Dérason. Histoire de la folie l'âge classique*, op. cit., p. 54-96: « Le grand renfermement ».

18. E. Muller, *Habitations ouvrières et agricoles. Cités, bains et lavoirs, sociétés alimentaires*, Paris, Librairie scientifique-industrielle et agricole de Lacroix-Comon, 1856, p. 6-7.

19. Cf. *supra*, p. 80, note 26.

20. Pierre Jean de Béranger (1780-1857), chansonnier et poète français très populaire en son temps, joua un certain rôle politique dans l'opposition libérale à la Restauration, faisant également alliance avec les bonapartistes. Ses écrits lui valurent d'être condamné à plusieurs reprises à des peines de prison, notamment à la prison de Sainte-Pélagie en 1821 et à La Force en 1829. Proche d'Adolphe Thiers, Béranger se tint néanmoins à distance du pouvoir politique après la révolution de 1830. Dans son abondante correspondance avec nombre de personnalités politiques, littéraires et artistiques de la première moitié du XIX^e siècle (*Correspondance de Béranger*, recueillie par Paul Boiteau, Paris, Perrotin éditeur, 1860, 4 vol.), Béranger se montre particulièrement sensible au sort réservé aux prisonniers politiques. Il écrit notamment en 1836 à plusieurs reprises à Adolphe Thiers au sujet de l'état d'un prisonnier politique, Ulysse Trélat, et de ses conditions d'incarcération; cf. D. Halévy, « Lettres inédites de Béranger et de Lamartine à Thiers », *Revue d'histoire littéraire de la France*, 24^e année, n° 1, 1917, p. 133-143. La phrase citée par Foucault ne se trouve néanmoins pas dans cette correspondance. (Une recherche par mot-clé dans la quasi-totalité de l'œuvre de Béranger n'a pas permis d'identifier la source de cette citation.)

21. L. Reybaud, *La Laine*, op. cit., p. 183.

22. Foucault reprendra cette notion de « sur-pouvoir » dans *Le Pouvoir psychiatrique*, définissant ce pouvoir psychiatrique comme un « sur-pouvoir de la réalité » (leçon du 19 décembre 1973, p. 143).

23. E. Muller, *Habitations ouvrières et agricoles*, op. cit.

24. À propos des cités ouvrières construites à Mulhouse vers 1830-1835, Foucault reviendra sur cette question dans *Le Pouvoir psychiatrique* (leçon du 28 novembre 1973, p. 85), ainsi que dans « L'œil du pouvoir » (*in* J. Bentham, *Le Panoptique*, op. cit. [*supra*, p. 78-79, note 16], p. 12). Cf. aussi A. Penot, *Les Cités ouvrières de Mulhouse et du département du Haut-Rhin*, Paris, Eugène Lacroix, 1867.

25. Cf. « La vérité et les formes juridiques », loc. cit., p. 617-618 / p. 1485-1486.

26. L.-R. Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, op. cit., éd. 1840, t. I, p. 292. Suggérant un parallèle intéressant entre la vie et l'œuvre, cette illustration sera reprise, quelques années plus tard, par Édouard Ducpetiaux dans un livre traitant de sujets analogues : *De la condition physique et morale des jeunes ouvriers et des moyens de l'améliorer*, Bruxelles, Meline, Cans et Compagnie, 1843, t. I, p. 326.

27. Extrait de l'arrêt de la mairie d'Amiens du 27 août 1821, reproduit dans L.-R. Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers...*, p. 292-293 n.1 (l'ajout entre crochets est de Foucault).

28. La notion de normalisation, associée au pouvoir disciplinaire et déjà présente dans M. Foucault, *Naissance de la clinique* (op. cit., p. 56-62 et 76), sera développée au cours des années suivantes. Cf. : *Le Pouvoir psychiatrique*, leçon du 21 novembre 1973, p. 56 : « Bref, le pouvoir disciplinaire a cette [...] propriété [...] d'être toujours normalisant, d'inventer toujours de nouveaux systèmes récupérateurs, de toujours rétablir la règle. C'est un perpétuel travail de la norme dans l'anomie qui caractérise les systèmes disciplinaires » ; *Les Anormaux*, op. cit., [leçons] du 8 janvier 1975, p. 24, et du 15 janvier, p. 45-48 ; *Surveiller et Punir*, p. 180-186 : « La sanction normalisatrice » ; « Il faut défendre la société », op. cit., [leçon] du 14 janvier 1976, p. 35-36, et [leçon] du 17 mars 1976, p. 225-226. Foucault présente le traitement infligé à l'« individu délinquant » comme relevant d'une « technique de normalisation », à partir de « cette émergence du pouvoir de normalisation, la manière dont il s'est formé, la manière dont il s'est installé [...] [et] a étendu sa souveraineté dans notre société » (*Les Anormaux*, p. 24) ; il interrogera les relations que la notion de normalisation entretient avec les réflexions proposées par Georges Canguilhem dans la seconde édition de ses travaux sur *Le Normal et le Pathologique* (Paris, PUF, 1966 ; cf. *Les Anormaux*, p. 45-48) ; et il développera le thème du pouvoir productif du système « discipline-normalisation » (*ibid.*, p. 48 ; cf. aussi *Surveiller et Punir*, p. 186 et 196).

29. Déjà présent dans les cours de l'année précédente, « Théories et institutions pénales », treizième[bis] leçon, f°s 1-6, Foucault développera ce thème de l'aveu et de la confession comme mode de discursivité inhérent à la subjectivité dans *La Volonté de savoir*, op. cit., p. 79 sq. Cf. aussi : *Du gouvernement des vivants. Cours au Collège de France, 1979-1980*, éd. par M. Senellart, Paris, Gallimard-Seuil (coll. « Hautes Études »), 2012, p. 80 et passim ; *Surveiller et Punir*, p. 47-48, 72, 99 ; ainsi que son étude de la fonction de l'aveu en justice, *Mal faire, dire vrai*, op. cit.

30. Gilles Deleuze a plus tard voulu opposer, à la « surveillance » selon Foucault, l'idée d'une « société de contrôle » qui serait la nôtre ; cf. G. Deleuze, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », in Id., *Pourparlers 1972-1990*, Paris, Éditions de Minuit, 1990 (coll. « Reprise » 6), 2003, p. 240-247 ; Id., « Qu'est-ce qu'un dispositif ? », in Id., *Deux Régimes de fous*, Paris, Éditions de Minuit, 2003, p. 316-325, spéc. p. 323. Ici, Foucault précise bien la différence qu'il introduit entre les deux concepts.

LEÇON DU 28 MARS 1973

Thématique du cours : la forme-prison comme forme sociale ; un savoir-pouvoir. (I) Analyse générale du pouvoir. Quatre schémas à rejeter. 1. L'appropriation : le pouvoir ne se possède pas, il s'exerce. Cas de l'épargne ouvrière. 2. La localisation : le pouvoir n'est pas strictement localisé dans les appareils d'État, mais son ancrage est bien plus profond. Cas de la police au XVIII^e et du pénal au XIX^e siècle. 3. La subordination : le pouvoir ne garantit pas, mais constitue des modes de production. Cas de la séquestration. 4. L'idéologie : l'exercice du pouvoir est lieu de formation non pas d'idéologie, mais de savoir ; tout savoir permet l'exercice d'un pouvoir. Cas de la surveillance administrative. (II) Analyse du pouvoir disciplinaire : normalisation, habitude, discipline. – Comparaison de l'usage du terme « habitude » dans la philosophie du XVIII^e et au XIX^e siècle. Comparaison du pouvoir-souveraineté au XVIII^e et du pouvoir-normalisation au XIX^e siècle. – La séquestration fabrique la norme et produit les normaux. Nouveau type de discours : les sciences humaines.

Pour conclure ce que j'ai dit cette année, je vais essayer de faire passer en avant de mon discours ce que j'ai gardé derrière la tête au moment où je parlais. Au fond, le point de départ était ceci : pourquoi cette institution étrange qu'est la prison ? Cette question se justifiait de plusieurs manières. D'abord, historiquement, par le fait que la prison comme instrument pénal a tout de même été une innovation radicale au début du XIX^e siècle. Brusquement, toutes les formes des anciennes punitions, tout ce merveilleux et chatoyant folklore des punitions classiques – pilori, écartèlement, pendaison, bûcher, etc. –, disparaissent au profit de cette fonction monotone de l'enfermement. Historiquement, c'est donc une pièce nouvelle. En outre, théoriquement, on ne peut pas, je pense, déduire des théories pénales formulées dans la seconde moitié du XVIII^e siècle la nécessité de l'emprisonnement comme système de punition cohérent par rapport à ces nouvelles théories. Théoriquement, c'est une pièce étrangère. Enfin, pour une raison fonctionnelle^a : dès le

a. Manuscrit (1^{er} fol.) : « économiquement ou politiquement/fonctionnellement ».
Le manuscrit de cette treizième leçon n'est pas numéroté et consiste en 26 feuillets.

début, la prison a été dysfonctionnante. On s'est aperçu que, d'abord, ce nouveau système de pénalité ne faisait aucunement baisser le nombre des criminels et, ensuite, qu'il conduisait à la récidive ; qu'il renforçait de façon très sensible la cohérence du groupe constitué par les délinquants.

Le problème que j'avais posé était donc le suivant : pourquoi il y a cent cinquante ans et pendant cent cinquante ans, la prison ? Pour y répondre, j'avais pris comme piste le texte de Julius dans lequel il parle des traits architecturaux particuliers de la prison, en disant que ceux-ci ne sont pas caractéristiques de la seule prison, mais de toute une forme de société liée au développement de l'État¹. Il me semble que ce point de départ est en effet important. Il existe une certaine forme spatiale de la prison : celle de l'étoile^a, avec un centre qui est le point de surveillance à la fois constante et universelle, dans toutes les directions et de tous les instants ; autour de ce centre, des bras, à l'intérieur desquels se déroulent la vie, le travail des prisonniers ; et, bâtie sur le point central, une tour qui constitue le cœur même de l'édifice et où s'établit l'autorité, se transmettent les ordres et où viennent affluer les renseignements qui émanent de l'ensemble. On a là une figure où viennent se composer exactement la figure de l'ordre comme commandement et comme régularité ; les problèmes architecturaux du théâtre, mais inversés : les montrer tous, à un seul individu ; de la forteresse, mais inversés : car celle-ci définit un lieu qui vous protège et vous permet de voir tout ce qui se passe à l'extérieur, tandis qu'avec la prison, il s'agit de voir tout ce qui se passe à l'intérieur sans qu'on puisse voir de l'extérieur, et, en même temps, que celui qui détient le pouvoir à l'intérieur de la prison soit protégé de ceux-là mêmes qu'il voit.

Or, cette forme-prison est beaucoup plus qu'une forme architecturale, c'est une forme sociale³. À la limite, en spéculant beaucoup, on pourrait dire que si la cité grecque a inventé un certain espace social qui est celui de l'*agora* et qui a été la condition de possibilité institutionnelle du *logos*, la forme de l'étoile, du pouvoir de surveillance, donne lieu à une forme de savoir d'un type nouveau. Tel était le point de mon propos : la prison comme forme sociale, c'est-à-dire comme forme selon laquelle le pouvoir s'exerce à l'intérieur d'une société – la manière dont il prélève le savoir dont il a besoin pour s'exercer et celle dont, à partir de ce savoir, il va distribuer ordres, prescriptions.^b On pourrait ainsi essayer de repérer dans quelles images s'est symbolisée la forme du

a. Le manuscrit (2^e fol.) ajoute : « Bentham → Petite Roquette² ».

b. Le manuscrit (3^e fol.) ajoute : « Cette forme étoilée est une forme du savoir-pouvoir. »

pouvoir ; on aurait l'image médiévale du trône, ce lieu d'où l'on écoute et d'où l'on juge : c'est la forme magistrale du pouvoir. On a ensuite l'image absolutiste de la tête qui commande au corps, qui culmine : c'est la forme capitale du pouvoir telle qu'elle figure sur la page de garde du *Léviathan*⁴. Enfin, on aurait l'image moderne du centre d'où rayonne le regard qui surveille et qui contrôle, où aboutit toute une série de flux de savoir et d'où part tout un flux de décisions : c'est la forme centrale du pouvoir.^a Il m'a semblé que, pour bien comprendre cette institution de la prison, on devait étudier celle-ci sur ce fond, c'est-à-dire non pas tellement à partir des théories pénales ou des conceptions du droit, non pas non plus à partir d'une sociologie historique de la délinquance, mais en posant la question : dans quel système de pouvoir fonctionne la prison ?

*
* *

C'est le moment de parler de ce pouvoir⁵. Pour situer le problème, je voudrais marquer quatre [types] de schémas théoriques qui me paraissent commander [...] les analyses faites sur le pouvoir – et dont je voudrais me démarquer.

Premièrement, le schéma théorique de l'appropriation du pouvoir, c'est-à-dire cette idée que le pouvoir, c'est quelque chose qu'on possède, quelque chose que dans une société, certains possèdent et d'autres ne possèdent pas. Il y a une classe qui possède le pouvoir : la bourgeoisie. Certes, la formule : « telle classe a le pouvoir » est une formule qui a politiquement sa valeur, mais qui ne peut servir à une analyse historique. En effet, le pouvoir, ça ne se possède pas, pour plusieurs raisons. D'abord, le pouvoir, ça s'exerce dans toute l'épaisseur, sur toute la surface du champ social, selon tout un système de relais, de connexions, de points d'appui, de choses aussi ténues que la famille, les rapports sexuels, le logement, etc. Au plus fin que l'on aille dans le réseau social, on trouve le pouvoir, non pas comme quelque chose que quelqu'un possède, mais comme quelque chose qui passe, qui s'effectue, s'exerce. Ensuite, le pouvoir parvient ou non à s'exercer : il est donc toujours une certaine forme d'affrontements stratégiques instantanés et continuellement renouvelés entre un certain nombre d'individus. Ça ne se possède pas, parce que ça se joue, ça se risque. C'est donc un

a. Le manuscrit (4^e fol.) ajoute :

« Or cette forme, toujours selon Julius, était liée à la naissance d'une société industrielle [et] au développement de l'État. En effet, cette nécessité de surveillance est liée à la menace d'une classe aussitôt perçue comme nombreuse ; étrangère ; aux limites de l'indigence ; dangereuse. »

rapport belliqueux et non pas un rapport d'appropriation qui est au cœur du pouvoir. Enfin, le pouvoir n'est jamais entièrement d'un côté. Il n'y a pas ceux qui ont le pouvoir et l'appliquent brutalement à ceux qui ne l'ont pas du tout. Le rapport de pouvoir n'obéit pas au schéma monotone et donné une fois pour toutes de l'oppression. Bien sûr, dans cette espèce de guerre générale à travers laquelle s'exerce le pouvoir, il y a une classe sociale qui occupe une place privilégiée et qui, par là, peut imposer sa stratégie, remporter un certain nombre de victoires, les cumuler et obtenir à son profit un effet de sur-pouvoir, mais cet effet n'est pas de l'ordre de la sur-possession. Le pouvoir n'est pas monolithique. Il n'est jamais entièrement contrôlé d'un certain point de vue par un certain nombre de gens. À chaque instant, il se joue en petites parties singulières, avec des renversements locaux, des défaites et des victoires régionales, des revanches provisoires.

Pour prendre quelques exemples, je me référerai au problème de l'épargne ouvrière : comment se joue-t-elle ? Au cours du XIX^e siècle, elle est le lieu d'une bataille de pouvoirs, avec toute une série de stratégies opposées, de victoires et de défaites s'appuyant les unes sur les autres. Cette épargne est issue du besoin que le patronat a éprouvé de fixer la classe ouvrière à un appareil de production, d'éviter le nomadisme ouvrier, et il a fixé celle-là dans l'espace en la fixant dans le temps : en déposant en tel lieu quelque chose qui assure l'avenir. Mais, en même temps, cette épargne, imposée par la stratégie patronale, produit comme effet de retour que l'ouvrier dispose d'un certain nombre de disponibilités lui permettant un certain nombre de libertés et, entre autres, celle de faire grève. De sorte que la grève comme instrument de rétorsion contre le patronat est inscrite dans la mesure même par laquelle le patronat entendait contrôler la classe ouvrière. D'où, en retour, nouvelle mesure patronale : contrôler cette épargne et imposer la présence de représentants patronaux dans les caisses de prévoyance. D'où, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, les luttes au sujet de la direction et du contrôle de ces caisses. On voit ainsi comment, à l'intérieur d'une stratégie générale de séquestration ouvrière par le patronat, toute une série de luttes se jouent, comment toute une série de victoires et de défaites s'emportent les unes à la suite des autres, les unes sur les autres.

Le rapport de pouvoir n'est donc jamais stable, connu une fois pour toutes ; mais il est toujours dans cette espèce de mobilité. On ne peut donc dire pouvoir et profit, comme si c'était analogue. Le pouvoir ne doit pas être assimilé à une richesse que certains posséderaient ; c'est

une stratégie permanente, qu'il faut penser sur fond de guerre civile. Il faut de même abandonner le schéma selon lequel le pouvoir serait, par un contrat de type commercial, conféré à certains par la volonté de tous – contrat qui ferait que ceux qui le rompent tombent hors de la société et reprennent la guerre de tous contre tous. Le pouvoir, la légalité dont il se sert, les illégalismes qu'il ménage ou ceux contre lesquels il lutte, tout cela doit être pensé comme une certaine manière de mener la guerre civile.

Deuxièmement, le schéma de la localisation du pouvoir : le pouvoir politique est toujours localisé à l'intérieur d'une société dans un certain nombre d'éléments, essentiellement dans les appareils d'État⁶. Il y a donc adéquation entre formes du pouvoir et structures politiques. Or, je ne crois pas que le pouvoir puisse être décrit d'une façon adéquate comme quelque chose qui serait localisé dans des appareils d'État. Il n'est peut-être même pas suffisant de dire que les appareils d'État sont l'enjeu d'une lutte, intérieure ou extérieure. Il me semble plutôt que l'appareil d'État est une forme concentrée, ou encore une structure d'appui, d'un système de pouvoir qui va bien au delà et bien plus profond. Ce qui fait que, pratiquement, ni le contrôle ni la destruction de l'appareil d'État ne peuvent suffire à transformer ou à faire disparaître un certain type de pouvoir, celui dans lequel il a fonctionné.

De ce rapport entre les appareils d'État et le système de pouvoir à l'intérieur duquel ils fonctionnent, j'ai essayé de donner quelques exemples. Prenons cet appareil d'État d'un type très nouveau, l'appareil policier de la monarchie française au XVIII^e siècle. Cet appareil n'est pas plaqué de l'extérieur sur des gens qui le subiraient ; il est profondément intriqué à l'intérieur d'un système de pouvoir qui parcourt la totalité du corps social. Il n'a pu fonctionner qu'engrené sur, lié à des pouvoirs répartis dans des familles (autorité paternelle), des communautés religieuses, des groupes professionnels, etc. Et c'est parce qu'il y avait ces micro-instances de pouvoir dans la société, que quelque chose comme ce nouvel appareil d'État a pu effectivement fonctionner. De même, l'appareil pénal au XIX^e siècle ne constitue pas une espèce de grand édifice isolé. Il fonctionne en liaison^a constante avec quelque chose qui est non seulement son champ annexe, mais sa condition de possibilité : tout ce système punitif dont les agents sont les employeurs, les logeurs, les fournisseurs, tout cela constitue autant d'instances de pouvoir qui

a. Manuscrit (8^e fol.) : « en liaison avec un système disciplinaire, un système punitif où l'employeur, le contremaître, le logeur, le fournisseur constituent des instances de pouvoir ».

vont permettre à l'appareil pénal de fonctionner, puisque c'est petit à petit, par un cumul des mécanismes punitifs, étrangers à l'appareil d'État, que finalement les individus sont poussés à l'intérieur du système pénal et en deviennent effectivement les objets.

Il faut donc distinguer non seulement les systèmes de pouvoir des appareils d'État, mais même, de façon plus générale, les systèmes de pouvoir des structures politiques. En effet, la manière dont le pouvoir s'exerce dans une société n'est pas décrite d'une façon adéquate par les structures politiques comme le régime constitutionnel^a ou la représentation des intérêts économiques dans l'appareil d'État. Il y a des systèmes de pouvoir beaucoup plus larges que le pouvoir politique dans son fonctionnement strict : tout un ensemble de foyers de pouvoir qui peuvent être les rapports sexuels, la famille, l'emploi, le logement. Et le problème n'est pas tellement de savoir si ces autres instances de pouvoir répètent la structure de l'État. Peu importe, au fond, si la famille reproduit l'État ou si c'est l'inverse. La famille et l'État fonctionnent l'un par rapport à l'autre, en s'appuyant l'un sur l'autre, en s'affrontant éventuellement, dans un système de pouvoir qui, dans une société comme la nôtre, peut être caractérisé comme disciplinaire d'une manière homogène, c'est-à-dire [où] le système disciplinaire est la forme générale dans laquelle le pouvoir s'inscrit, qu'il soit localisé dans un appareil d'État ou diffus dans un système général.

Troisièmement, le schéma de la subordination selon lequel le pouvoir est une certaine manière de maintenir ou de reproduire un mode de production : le pouvoir est toujours subordonné, alors, à un mode de production qui lui est, sinon historiquement, du moins analytiquement, préalable. Si on donne au pouvoir l'extension que je viens de dire, on est amené à en repérer le fonctionnement même à un niveau très profond. Le pouvoir ne peut donc plus être seulement compris comme le garant d'un mode de production, comme ce qui permet de constituer un mode de production. Le pouvoir est en fait un des éléments constitutifs du mode de production et il fonctionne au cœur de ce dernier. C'est ce que j'ai voulu montrer quand j'ai parlé de tous ces appareils de séquestration, qui ne sont pas tous liés, loin de là, à un appareil d'État, mais qui, tous, que ce soient des caisses de prévoyance, des usines-prisons, des maisons de correction, jouent à un certain niveau, qui n'est pas celui de la garantie donnée au mode de production, mais bien celui de sa constitution.

a. Le manuscrit (9^e fol.) ajoute : « , le recrutement de la classe politique ».

En effet, à quoi sert cette séquestration ? Son but premier est l'assujettissement du temps individuel au système de production et, très exactement, à trois de ses éléments. Il faut assujettir le temps de la vie aux mécanismes, aux processus temporels de la production. Il faut que les individus soient liés à un appareil de production selon un certain emploi du temps, qui se poursuit d'heure en heure et qui fixe l'individu au déroulement chronologique même de la mécanique productive ; ce qui exclut toutes les irrégularités du type absence, débauche, fête, etc. Il faut que les individus soient assujettis non seulement à la chronologie de la production, mais aussi aux cycles de l'activité productrice. Ils doivent pouvoir, même s'ils ne possèdent pas de moyens de production, supporter les chômages, les crises, la baisse d'activité. Ce qui implique qu'on leur prescrive, de manière coercitive, l'épargne ; épargner va donc être un moyen de se brancher sur, et de s'assujettir à ces grands cycles de l'activité productrice. Épargne – qui veut dire exclusion de la dépense inutile, du jeu, de la dissipation. Il faut que le temps des individus soit assujéti au temps du profit, c'est-à-dire que la force de travail soit appliquée au moins autant de temps qu'il faut pour que l'investissement devienne rentable. Pour cela, il faut que les individus soient fixés pendant un certain temps sur un certain appareil de production, ce qui implique tous les contrôles de la fixation locale des ouvriers, le système de la dette^a, par exemple.

Un système de pouvoir comme celui de la *séquestration* va bien au delà de la garantie du mode de production ; il en est constitutif. On pourrait dire ceci : le problème de la société féodale était d'assurer le prélèvement de la rente par l'exercice d'une souveraineté qui était surtout territoriale ; le problème de la société industrielle est de faire en sorte que le temps des individus, que l'on achète par le salaire, puisse être intégré à l'appareil de production sous les espèces de la force de travail. Il faut faire en sorte que ce que l'employeur achète, ce ne soit pas du temps vide, mais bien de la force de travail. Autrement dit, il s'agit de constituer le temps de la vie des individus en force de travail⁷. Ce qui mènerait à cette conclusion : s'il est vrai que la structure économique, qui est caractérisée par l'accumulation du capital, a pour propriété de transformer la force de travail des individus en force productive, la structure de pouvoir qui prend la forme de la séquestration a pour but de transformer, avant ce stade, le temps de la vie en force de travail. Il faut que les gens puissent apporter sur le marché quelque chose qui soit de la force de travail, ce qui est

a. Manuscrit (11^e fol.) : « la pression de l'indigence et un système d'endettement ».

obtenu par ce système de pouvoir qu'est la séquestration, corrélatif, en termes de pouvoir, de ce qu'est, en termes économiques, l'accumulation du capital. Le capitalisme, en effet, ne rencontre pas la force de travail comme cela ^a.

Il est faux de dire, avec certains post-hégéliens célèbres, que l'existence concrète de l'homme, c'est le travail ^b. Le temps et la vie de l'homme ne sont pas par nature *travail* ^b, ils sont plaisir, discontinuité, fête, repos, besoin, instants, hasard, violence, etc. Or, c'est toute cette énergie explosive qu'il faut transformer en une force de travail continue et continuellement offerte sur le marché. Il faut synthétiser la vie en force de travail, ce qui implique la coercition de ce système de séquestration. L'astuce ^c de la société industrielle a été d'avoir, pour exercer cette coercition qui transforme le temps de la vie en force de travail, repris la vieille technique ^d de l'enferment des pauvres qui était à l'âge classique une manière de fixer et, en même temps, de supprimer ceux qui par l'oisiveté, le vagabondage, la révolte, avaient échappé à toutes les fixations géographiques dans lesquelles s'opérait l'exercice de la souveraineté. Cette institution devra être généralisée et utilisée, au contraire, pour brancher les individus sur les appareils sociaux ; elle sera spécifiée selon toute une série d'appareils qui vont de l'usine-prison à la prison, en passant par les hospices, les écoles, les maisons de correction. C'est tout ce vieux système de l'enfermement réutilisé à cette fin qui va permettre la séquestration, laquelle est effectivement constitutive des modes de production. ^e

Quatrièmement, le schéma de l'idéologie ^f selon lequel le pouvoir ne peut produire dans l'ordre de la connaissance que des effets idéologiques, c'est-à-dire que le pouvoir ou bien fonctionne de façon muette à la violence, ou bien de façon discursive et bavarde à l'idéologie. ^g Or, le pouvoir n'est pas pris dans cette alternative : ou bien s'exercer purement et simplement en s'imposant par la violence ^h, ou bien se cacher, ⁱ

a. Manuscrit (13^e fol.) : « comme forme immédiate et concrète de l'existence humaine ».

b. Manuscrit (14^e fol.) : « *travail* continu ».

c. Manuscrit (14^e fol.) : « Le coup de génie ».

d. Le manuscrit (14^e fol.) ajoute : « apparemment très dévalorisée ».

e. Le manuscrit (15^e fol.) ajoute : « Défaire ou ne pas défaire un type de pouvoir est donc essentiel à l'existence même d'un mode de production. »

f. Manuscrit (5^e fol.) : « celui de la production idéologique ».

g. Le manuscrit (5^e fol.) ajoute : « Il a besoin d'une idéologie. Et il fabrique de l'idéologie. »

h. Manuscrit (15^e fol.) : « la menace, la violence, la terreur ».

i. Le manuscrit (15^e fol.) ajoute : « se justifier ».

se faire accepter en tenant le discours bavard de l'idéologie ⁹. En fait, tout point d'exercice d'un pouvoir est en même temps un lieu de formation, non pas d'idéologie mais de savoir ; et, en revanche, tout savoir établi permet et assure l'exercice d'un pouvoir. Autrement dit, il n'y a pas à opposer ce qui se fait à ce qui se dit, le mutisme de la force et le babillage ^a de l'idéologie. Il faut montrer comment le savoir et le pouvoir sont effectivement liés l'un à l'autre, non pas du tout sur le mode d'une identité – le savoir, c'est le pouvoir ou réciproquement –, mais d'une façon absolument spécifique et selon un jeu complexe.

Prenons l'exemple de la surveillance administrative des populations, qui est une des nécessités de tout pouvoir. Au XVII^e-XVIII^e siècle, la surveillance administrative est une des fonctions du pouvoir qui est assurée par un certain nombre de gens : intendants, appareil policier, etc. Or, ce pouvoir, avec ses instruments propres, donne lieu à un certain nombre de savoirs.

1/ Un *savoir de gestion* : ceux-là mêmes qui gèrent l'appareil d'État, soit directement pour le compte du pouvoir politique, soit indirectement par un système de fermes, forment au même moment un certain savoir qu'ils accumulent et utilisent. Ainsi, après enquête, ils savent comment il faut taxer, calculer les impôts, qui peut les payer, qui il faut particulièrement surveiller pour qu'il paye ses impôts, sur quels produits il faut imposer les taxes douanières ^b.

2/ Marginalement à ce savoir de gestion, on voit apparaître un *savoir d'enquête* : il y a des gens qui, en général, ne sont pas liés directement à l'appareil d'État ni chargés de le gérer, mais qui font des enquêtes sur la richesse d'une nation, sur le mouvement démographique d'une région, sur les techniques artisanales employées dans telle contrée, sur les états de santé des populations. Ces enquêtes, à l'origine du moins, d'initiative privée commencent, lors de la seconde moitié du XVIII^e siècle, à être reprises en compte par l'État. Ainsi, la Société royale de médecine, fondée en 1776, va codifier et reprendre en charge ces enquêtes sur les états de santé ¹⁰ ; de même, les enquêtes sur les techniques artisanales seront reprises sous le contrôle de l'État et sous la forme d'un appareil d'État au XIX^e siècle ¹¹.

3/ Un *savoir d'inquisition policier* : l'envoi d'un individu dans un lieu de détention est ainsi accompagné d'un rapport sur son comportement, ses mobiles. À partir du XIX^e siècle, toutes les formes et les techniques

a. Manuscrit (15^e fol.) : « et le bavardage (même la persuasion) du discours idéologique ».

b. Le manuscrit (16^e fol.) ajoute : « sur quelle population recruter des soldats ».

de ce savoir de surveillance vont être reprises et, en même temps, fondées d'une façon neuve, et ceci en fonction de deux grands principes qui sont précisément capitaux dans l'histoire du savoir.

Premièrement, le principe qu'on voit apparaître sous la Révolution et qui sera systématisé, par Chaptal¹² notamment, et au moment du Consulat¹³: tout agent du pouvoir va être désormais en même temps un agent de constitution du savoir. Tout agent^a doit informer sur les effets de l'ordre donné par le pouvoir, et donc sur les corrections qu'il faut apporter à cette action. Les préfets, les procureurs généraux, les fonctionnaires de la police, etc., sont, à partir de la fin du XVIII^e siècle, liés à cette obligation fondamentale du rapport. On entre dans l'ère du rapport comme forme des relations entre savoir et pouvoir. Certes, ceci n'a pas été inventé au XVIII^e siècle, mais la systématisation de ce qui n'était au XVII^e siècle dans les relations entre intendants et ministres, par exemple, que des actions ponctuelles, l'institutionnalisation de ce renvoi d'un certain savoir par tout agent du pouvoir à son supérieur, c'est là un phénomène essentiel.

En liaison avec cette instauration du renvoi du savoir à l'origine du pouvoir, on a la mise en place de toute une série d'instruments spécifiques, instruments d'abstraction, de généralisation, d'estimation quantitative. On peut dégager ceci si on compare plusieurs strates de documents. Les rapports faits par Sartine¹⁴, un des derniers lieutenants de police de l'Ancien Régime: la manière dont il surveille la population, le genre de renseignements donnés à son ministre, qui sont ponctuels, individuels. Les rapports de Fouché¹⁵, qui sont déjà une espèce de synthèse et d'intégration, non plus seulement d'un certain nombre d'événements ponctuels, mais de ce qui est censé représenter l'état de l'opposition politique, de la délinquance, l'état constant de celle-ci en France. Les rapports annuels du ministère de la Justice, publiés à partir de 1826¹⁶, où l'on a le même type de renseignements qu'au départ, mais traités, filtrés par une machine de savoir et un certain nombre de techniques d'abstraction, de quantification statistique. Il y aurait à faire l'histoire de ce savoir d'État, c'est-à-dire l'histoire de l'extraction administrative du savoir¹⁷.

a. Manuscrit (16^e fol.):

« Tout agent du pouvoir doit renvoyer un savoir corrélatif du pouvoir qu'il exerce (qui permet d'en déterminer les conditions et les effets: les corrections possibles): Préfets; procureurs généraux. »

En marge: « On entre dans l'ère du rapport. Aussi important dans la société [industrielle] que le *feedback* dans la technologie moderne, que la comptabilité en partie double dans l'économie. »

Deuxièmement, l'autre phénomène, inverse du précédent, est l'ouverture des appareils du pouvoir aux foyers autonomes du savoir.^a Certes, on n'a pas attendu le XIX^e siècle pour que le pouvoir s'éclaire des conseils et des connaissances d'un certain nombre de gens dits compétents; mais, à partir du XIX^e siècle, le savoir en tant que tel se trouve doté statutairement d'un certain pouvoir. Le XIX^e a apporté quelque chose de neuf, qui est que le savoir doit fonctionner dans la société comme doté d'une certaine quantité de pouvoir. L'école, les grades, la manière dont les degrés du savoir sont effectivement calculés, mesurés et authentifiés par tous les appareils de formation, tout cela est à la fois un facteur et l'expression de ce phénomène fondamental que le savoir a le droit d'exercer un pouvoir. Ainsi, le personnage du savant qui n'exerçait dans la société d'autre pouvoir que celui de dire la vérité, de donner des conseils, disparaît au profit d'un personnage, directeur de laboratoire, professeur, dont le savoir est aussitôt authentifié par le pouvoir qu'il exerce. Ceci vaut pour l'économiste, par exemple: qui était économiste au XVIII^e siècle? Vauban, un disgracié qui, après avoir perdu le pouvoir, fait de l'économie¹⁸. Quesnay, qui veut le pouvoir mais ne l'a pas¹⁹. Il n'y a à ce moment qu'un savoir gestionnaire de ceux qui sont au pouvoir. La théorie économique ne naît pas à l'intérieur de l'appareil du pouvoir. Le cas le plus manifeste est celui du médecin qui, à partir du XIX^e siècle, en tant qu'il est le maître du normal et du pathologique, se trouve exercer par là non pas simplement sur son client, mais sur les groupes, la société, un certain pouvoir. De même, le psychiatre a en tant que tel un pouvoir institutionnalisé par la loi de 1838 qui, en faisant de celui-ci un expert qui doit être consulté pour toute mesure d'internement, donne au [médecin-]psychiatre et au savoir psychiatrique en tant que savoir un certain pouvoir²⁰.

Il faut ici répondre à une objection: parler de stratégie, de calcul, de défaite, de victoire, n'est-ce pas faire disparaître toute opacité du champ social? En un sens, oui. Je crois en effet qu'on donne facilement de l'opacité au champ social, à n'envisager dans le champ social que la production et le désir, l'économie et l'inconscient; il y a en fait toute une marge qui est transparente à l'analyse et que l'on peut découvrir si on étudie les stratégies de pouvoir. Là où les sociologues ne voient que le système muet ou inconscient des règles, là où des épistémologues ne voient que des effets idéologiques mal contrôlés, je crois qu'il est

a. Le manuscrit (17^e fol.): « Jusqu'au XVIII^e siècle, ceci se produisait sous la forme du conseil ou de la pédagogie des rois [écoutant] les philosophes, les savants et les sages. »

possible de voir des stratégies parfaitement calculées, maîtrisées, de pouvoir. Le système pénal est un exemple privilégié de cela. Il est clair que si l'on pose le problème du système pénal en termes d'économie, il paraît opaque et même obscur, parce que aucune analyse du rôle économique de la prison, de la population marginalisée par ce système pénal ne peut rendre compte de son existence²¹. En termes d'idéologie, il est non seulement opaque, mais complètement brouillé, tant ce système a été recouvert de thèmes idéologiques variés.^a En revanche, si on pose le problème en termes de pouvoir et de la manière dont effectivement le pouvoir a été exercé à l'intérieur d'une société, il me semble que le système pénal s'éclaire assez largement. Ce qui ne veut pas dire que le champ social en son intégralité est transparent, mais qu'il ne faut pas se donner des opacités faciles.

*
* *

À quoi voulais-je aboutir ? Je voulais faire l'analyse d'un certain système de pouvoir : le pouvoir disciplinaire^b. Il me semble en effet que nous vivons dans une société à pouvoir disciplinaire, c'est-à-dire dotée d'appareils dont la forme est la séquestration, dont la finalité est la constitution d'une force de travail, et dont l'instrument est l'acquisition des disciplines ou des habitudes. Il me semble que depuis le XVIII^e siècle se sont multipliés, affinés, spécifiés sans cesse davantage des appareils à fabriquer des disciplines, à imposer des coercitions, à faire contracter des habitudes. J'ai voulu cette année faire la toute prime histoire du pouvoir des habitudes, l'archéologie de ces appareils de pouvoir qui servent de socle à l'acquisition des habitudes comme normes sociales.

Considérons cette notion d'*habitude*. L'habitude, si nous la prenons dans la philosophie politique du XVIII^e siècle, a un usage essentiellement critique. Cette notion permet de faire l'analyse de la loi, des institutions, de l'autorité. On se sert de cette notion d'habitude pour savoir jusqu'à quel point peut être fondée quelque chose qui se présente comme institution, autorité. À tout ce qui se présente comme ainsi fondé, on pose la

question : Tu prétends que tu es fondé par la parole divine ou par l'autorité du souverain, mais ne serais-tu pas [tout simplement] une habitude ? C'est ainsi que fonctionne la critique humienne, qui se sert de la notion d'habitude comme d'un instrument critique, réducteur, parce que l'habitude, d'une part, ce n'est jamais qu'un résultat et non une donnée d'origine – il y a en elle quelque chose d'irréductiblement artificiel –, et d'autre part, tout en ne pouvant avoir de prétention à l'originaire, elle n'est pas fondée par quelque chose comme une transcendance : l'habitude vient toujours de la nature puisqu'il y a dans la nature humaine l'habitude de prendre des habitudes. L'habitude est à la fois nature et artifice²². Et si au XVIII^e siècle, dans la philosophie politique et morale, on se sert de cette notion, c'est pour écarter tout ce qui pourrait être des obligations traditionnelles, fondées sur une transcendance, et leur substituer la pure et simple obligation du contrat ; pour substituer à ces obligations traditionnelles, dont on montre qu'elles ne sont que des effets de l'habitude, un jeu d'obligations où la volonté de chacun se trouvera volontairement liée et actualisée dans le contrat. Critiquer la tradition par l'habitude pour contractualiser les liens sociaux, telle est l'essence de cet usage de la notion d'habitude.

Or, il me semble qu'au XIX^e siècle, l'usage du terme habitude est différent. Dans la littérature politique, il cesse d'être régulièrement utilisé d'une façon critique. En revanche, il est utilisé de façon prescriptive : l'habitude, c'est ce à quoi il faut que les gens se soumettent. Il y a toute une éthique fondée sur l'habitude. Loin de réduire par l'habitude quelque chose comme la morale, l'éthique, toute une politique de l'habitude se constitue, qui se transmet par des écrits très différents – des [sortes] d'écrits de moralisation populaire ou des traités d'économie sociale²³. L'habitude y est toujours donnée comme quelque chose de positif, qui est à acquérir. Or, dans cette position, elle n'a pas du tout avec le contrat le même rapport qu'au XVIII^e siècle : au XVIII^e siècle, on décape la tradition par la critique de l'habitude, de manière à faire place au *contrat* qui se substitue à l'habitude, [tandis qu']au XIX^e siècle, l'habitude est conçue comme le complémentaire du contrat. Le contrat est, dans cette pensée politique du XIX^e siècle, la forme juridique par laquelle ceux qui possèdent se lient les uns aux autres. C'est la forme juridique qui garantit la propriété de chacun. C'est ce qui donne une forme juridique à l'échange. C'est, enfin, ce par quoi des individus nouent des alliances à partir de leur propriété. Autrement dit, c'est le lien des individus à leur propriété ou le lien des individus entre eux à travers leur propriété. En revanche, l'habitude, c'est ce par quoi les

a. Le manuscrit (19^e fol.) ajoute :

« Il les recueille tous depuis l'ennemi social jusqu'au névrosé de l'aveu, en passant par le débauché, le primitif, le dégénéré, le pervers. Si on pose le problème en termes économiques, le système pénal perd toute utilité. [Si on pose le problème en termes] idéologiques, il perd toute spécificité. Il se rationalise si on l'étudie dans la forme de pouvoir où il joue. »

b. Manuscrit (20^e fol.) : « l'analyse d'une forme de pouvoir que j'avais appelé punitif, qu'il vaudrait mieux dire disciplinaire ».

individus sont liés, non pas à leur propriété, puisque c'est le rôle du contrat, mais à l'appareil de production. C'est ce par quoi ceux qui ne possèdent pas vont être liés à un appareil qu'ils ne possèdent pas; ce par quoi ils sont liés les uns aux autres dans une appartenance qui est censée n'être pas une appartenance de classe, mais une appartenance à la société tout entière. L'habitude n'est donc pas ce par quoi on est lié à un partenaire au niveau de la propriété, mais ce par quoi on est lié à un ordre des choses, à un ordre du temps et à un ordre politique. L'habitude est le complément du contrat pour ceux qui ne sont pas liés par la propriété.

On peut dire alors comment l'appareil de séquestration peut effectivement fixer les individus à l'appareil de production : il les fixe en formant des habitudes par un jeu de coercitions et de punitions, d'apprentissages et de châtiments. Il fabrique un tissu d'habitudes par quoi se définit l'appartenance sociale des individus à une société. Il fabrique quelque chose comme de la norme ; la norme, c'est l'instrument par lequel les individus sont liés à ces appareils de production. Alors que l'internement classique jetait des individus hors les normes, qu'en enfermant des pauvres, des vagabonds, des fous, il fabriquait, cachait et parfois montrait des monstres, la séquestration moderne fabrique de la *norme*^a et sa fonction est de produire des normaux²⁴. On a donc une série qui caractérise la société moderne : constitution de la force de travail - appareil de séquestration - fonction permanente de normalisation.^b

Pour conclure, si l'on voulait caractériser le système de pouvoir à l'intérieur duquel fonctionne la prison et dont celle-ci est à la fois un symbole, un concentré, mais aussi une pièce fonctionnelle stratégique, on pourrait dire ceci. Jusqu'au XVIII^e siècle, on avait une société dans laquelle le pouvoir prenait la forme visible, solennelle, rituelle de la hiérarchie et de la souveraineté. Ce pouvoir effectuait ses opérations à travers un ensemble de marques, de cérémonies, qui le désignaient comme souverain. À cette souveraineté, ainsi rendue visible dans le rituel de la cérémonie, correspondait un certain type de récit historique et, par là, encore proche du récit héroïque et, par là, encore assez proche de l'efficacité mythique ; récit historique qui avait pour fonction de raconter le passé du souverain, de réactualiser le passé de la souve-

a. Le manuscrit (24^e fol.) ajoute : « Son médium c'est la normalisation. »

b. Le manuscrit (24^e fol.) présente cette série comme suit : « Appareil de séquestration. Constitution d'une force de travail. Société disciplinaire. Fonction permanente de normalisation/normativité. »

raineté pour conforter le pouvoir. L'historiographie, comme forme de discours annexe de ce pouvoir en forme de souveraineté, était une fonction annexe du pouvoir ; et, quand bien même on assiste au XVIII^e siècle à son retournement critique, avec Voltaire, Saint-Simon, Dupin, etc., c'est toujours dans la région du pouvoir, pour le conforter ou pour le miner, que ce discours se constitue²⁵.

Au XIX^e siècle, ce par quoi le pouvoir s'effectue, ce n'est plus par cette forme solennelle, visible, rituelle de la souveraineté, c'est par l'habitude imposée à certains, ou à tous, mais pour que, d'abord, fondamentalement, certains s'y trouvent obligatoirement pliés. Le pouvoir peut dans ces conditions parfaitement abandonner toute cette somptuosité des rituels visibles, toutes ses draperies et toutes ses marques. Il va prendre la forme insidieuse, quotidienne, habituelle de la norme, et c'est ainsi qu'il se cache comme pouvoir et va se donner comme société. Le rôle de la cérémonie du pouvoir au XVII^e siècle²⁶ est repris maintenant par ce qu'on appelle la conscience sociale. C'est là, précisément, que Durkheim va trouver l'objet de la sociologie. Il faut relire ce qu'il dit dans *Le Suicide* à propos de l'anomie : ce qui caractérise le social comme tel, par opposition au politique qui est le niveau des décisions, à l'économique qui est le niveau des déterminations, ce n'est rien d'autre que le système des disciplines, des contraintes²⁷. Ce système des disciplines comme médium du pouvoir, c'est ce par quoi le pouvoir s'exerce, mais de manière à se cacher et à se présenter comme cette réalité qui est maintenant à décrire, à savoir, et qu'on appelle la société, objet de la sociologie. La société, a dit Durkheim, est le système des disciplines ; mais ce qu'il n'a pas dit, c'est que ce système doit pouvoir être analysé à l'intérieur des stratégies propres à un système de pouvoir.^a

Si en effet, maintenant, le pouvoir ne se manifeste plus par la violence de sa cérémonie, mais s'exerce à travers la normalisation, l'habitude, la discipline, on va assister à la formation d'un nouveau type de discours. Le discours qui va maintenant accompagner le pouvoir disciplinaire, ce ne peut plus être le discours mythique ou héroïque, qui racontait la naissance du pouvoir et avait pour fonction de le conforter. C'est un discours qui va décrire, analyser, fonder^b la norme et la rendre prescriptible, persuasive. En d'autres termes, le discours qui parle du roi et fonde sa royauté peut disparaître et céder la place au discours du maître, c'est-à-dire au discours de celui qui surveille, dit la norme, fait le partage entre le

a. Manuscrit (26^e fol.) : « Durkheim trouvera dans nos habitudes le signe même du social. »

b. Manuscrit (26^e fol.) : « fonder en raison. »

normal et l'anormal²⁸, apprécie, juge, décide : discours du maître d'école, du juge, du médecin, du psychiatre. Lié à l'exercice du pouvoir, on voit donc apparaître un discours qui prend la relève du discours mythique sur les origines du pouvoir – qui racontait périodiquement la généalogie du roi et de ses ancêtres –, c'est le discours normalisant, celui des sciences humaines^{29, a}

a. Le manuscrit (26^e fol.) se termine de la façon suivante :

« Dans l'empire assyrien, il y avait un discours mythique profondément lié à l'exercice du pouvoir³⁰. Discours des origines. Il y a actuellement un autre type de discours lié à l'exercice du pouvoir, inséparable de lui ; mais qui lui est lié sur un tout autre mode ; qui est tenu d'un tout autre lieu, et par de tout autres gens. Mais qui, d'une certaine façon et en prenant du recul, a pris la relève de ces discours du pouvoir. Ce sont ces discours "normalisants" que sont les sciences humaines. »

*

NOTES

1. N.H. Julius, *Leçons sur les prisons*, op. cit. [supra, p. 39-40, note 2], p. 384 sq.

2. L'allusion à la « Petite Roquette » dans le manuscrit (fol. 2) est une référence à la prison bâtie originellement pour jeunes détenus dans le XI^e arrondissement de Paris, en 1827, à partir de plans inspirés par le *Panopticon* de Bentham ; à l'époque du GIP, la Petite Roquette était une prison pour femmes. Elle fut détruite à la fin des années 1970. Comme l'indique Jacques Lagrange dans *Le Pouvoir psychiatrique* (op. cit., p. 92 n. 18), le projet architectural de la prison-modèle dut, selon les termes de la circulaire du 24 février 1825, proposer une disposition « telle qu'à l'aide d'un point central ou d'une galerie intérieure, la surveillance de toutes les parties de la prison puisse être exercée par une seule personne ou par deux tout au plus ». Cf. aussi : C. Lucas, *Du système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*, op. cit. [supra, p. 80, note 25], t. I, p. CXIII ; M. Foucault, *Surveiller et Punir*, op. cit., p. 276.

3. Foucault ajoute cette phrase dans son manuscrit (2^e fol.) : « Or cette forme architecturale est en même temps une forme sociale générale, qui déborde largement de la prison. Faut-il dire : *agora-logos* // prison-surveillance ? » Le thème de la surveillance sociale et de la société punitive, thème central du cours et qui sera traité dans *Surveiller et Punir* (voir, par exemple, p. 196, 209, 211), a pourtant assez peu retenu, à la réception de cet ouvrage, l'attention du lectorat, focalisée sur le panoptisme comme décrivant une forme pénitentiaire plutôt qu'une forme sociale, autrement dit, sur le thème de la prison, plutôt que sur celui, plus général, de la société punitive. Or, dans la conception de Foucault, comme le confirme Daniel Defert, le livre, *Surveiller et Punir*, s'inscrivait dans la continuité de ce cours sur un problème de société.

4. Allusion au célèbre frontispice du livre de Hobbes, *Léviathan*, op. cit., p. III.

5. Analyse qui sera développée dans *Surveiller et Punir*, p. 31-33, ainsi que dans « *Il faut défendre la société* », op. cit., [leçon] du 7 janvier 1976, p. 15-19.

6. Comme l'indique Jacques Lagrange dans *Le Pouvoir psychiatrique* (p. 20 n. 21), il se peut que cette critique vise Louis Althusser, qui traite du concept d'« appareil d'État » dans son article : « Idéologie et appareils idéologiques d'État. (Note pour une recherche) », *La Pensée. Revue du rationalisme moderne*, n° 151, juin 1970, p. 3-38 (repris in L. Althusser, *Positions*, Paris, Éditions Sociales, 1976, p. 79-137) ; sur l'argument de Foucault, cf. *infra*, Situation du cours, p. 281-282 et 300-302. Dans *Le Pouvoir psychiatrique*, Foucault proposera l'analyse suivante : « plutôt que de parler de modèle familial ou d'« appareil d'État », ce que je voudrais essayer de voir, c'est la stratégie de ces rapports de pouvoir et de ces affrontements qui se déroulent dans la pratique psychiatrique » (leçon du 7 novembre 1973, p. 18) ; « Ce qui méthodologiquement implique qu'on laisse de côté le problème de l'État, des appareils d'État, et qu'on se débarrasse de la notion psychosociologique d'autorité » (*ibid.*, p. 42 n.*). Noter que le manuscrit de *La Société punitive*, dans ce passage précis comme ci-après (8^e et 9^e feuillets), porte « appareil d'État » au singulier, bien que Foucault, semble-t-il, l'ait prononcé au pluriel (tapuscrit, pages 197-199).

7. Sur ce thème, cf. *Les Anormaux*, op. cit., [leçon] du 29 janvier 1975, p. 80-81 (résumé schématique), et *Surveiller et Punir*, p. 30 : « Cet investissement politique du corps est lié, selon des relations complexes et réciproques, à son utilisation économique ; c'est, pour une bonne part, comme force de production que le corps est investi de rapports de pouvoir et de domination ; mais en retour sa constitution comme force de travail n'est possible que s'il est pris dans un système d'assujettissement (où le besoin est aussi un instrument politique soigneusement aménagé, calculé et utilisé) ; le corps ne devient force utile que s'il est à la fois corps productif et corps assujetti » ; cf. aussi *ibid.*, p. 147 et 222-223.

8. Point repris en mai 1973, dans « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.* (*DE*, II), p. 621-622 / p. 1489-1490 : « Ce que j'aimerais montrer c'est qu'en fait le travail n'est absolument pas l'essence concrète de l'homme ou l'existence de l'homme dans sa forme concrète. [...] Il faut l'opération ou la synthèse opérée par un pouvoir politique pour que l'essence de l'homme puisse apparaître comme étant le travail. »

9. Par cette juxtaposition du coercitif et de l'idéologique, il est évident que Foucault s'adresse à Althusser à propos de son article de 1970 (cf. *supra*, note 6, et *infra*, Situation du cours, p. 296-298).

10. Turgot créa en 1776 une Commission de médecine chargée d'étudier les épidémies, qui, sous Necker, prit le nom de Société royale de médecine. Ses membres, largement issus de l'Académie des Sciences, avaient pour charge : « a) d'enquêter sur les épidémies ; b) de les discuter et interpréter ; c) de prescrire les méthodes curatives les mieux adaptées » (J.-P. Peter, « Une enquête de la Société royale de médecine : malades et maladies à la fin du XVIII^e siècle », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 22^e année, n° 4, 1967, p. 713). Dépendant du ministère des Finances, la Société royale de médecine est largement considérée comme le premier organisme étatique de santé. Cf. : *Histoire et mémoires de la Société Royale de Médecine et de Physique, tirés des registres de cette société*, Paris, Didot, 1776-1779 ; C. Hannaway, « The Société Royale de médecine and Epidemics in the Ancien Régime », *Bulletin of the History of Medicine*, 46, 1972, p. 257 ; J.-P. Desai et al., *Médecins, climat et épidémies à la fin du XVIII^e siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS,

1972. Pour une analyse plus récente de la place de la Société royale de médecine dans la formation d'une science administrative de la santé, cf. V. Tournay, « Le concept de police médicale ». D'une aspiration militante à la production d'une objectivité administrative », *Politix*, 2007/1, n° 77, p. 173-199 ; cf. aussi M. Foucault, *Naissance de la clinique*, éd. citée [supra, p. 16, note 1], chap. II, spéc. p. 49-56.

11. Il pourrait s'agir, ici, des chambres de commerce, ainsi que, à partir du Consulat, de la chambre consultative des Arts et Manufactures, « assemblée des principaux manufacturiers chargés d'éclairer le gouvernement sur les besoins de l'industrie » (A. Chéruel, *Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France*, première partie, Paris, Librairie Hachette et C^{ie}, 1899, p. 123). Ceci justifierait, notamment, l'emploi du verbe « reprendre », puisque que ces institutions, établies officiellement en 1701, furent supprimées par la Révolution en 1791 puis rétablies en 1802 avec pour mission de « présenter des vues sur les moyens d'accroître la prospérité du commerce, de faire connaître au gouvernement les causes qui en arrêtent les progrès, d'indiquer les ressources qu'on peut se procurer [...] » (Arrêté du 3 nivôse an XI/24 décembre 1802, cité par B. Magliulo, *Les Chambres de commerce et d'industrie*, Paris, PUF, 1980, p. 31). Chaptal, ministre de l'Intérieur, présenta les motifs de ce rétablissement en ces termes : « L'action du gouvernement sur le commerce ne peut être éclairée que par l'exposé fidèle de l'état et des besoins du commerce sur chaque point de la République [...] » (cité *ibid.*, p. 32). Toutefois, la notion d'enquête, *a fortiori* d'enquête sur les techniques artisanales, n'apparaît pas directement dans ces compétences. Pour une bibliographie extensive sur le sujet, cf. E. Pendleton Herring, « Chambres de Commerce : Their Legal Status and Political Significance », *The American Political Science Review*, vol. 25 (3), Aug. 1931, p. 691-692 ; cf. aussi A. Conquet, *Napoléon [III] et les chambres de commerce*, APCCI, 1978.

12. Foucault se réfère également à l'enquête de Chaptal dans *Surveiller et Punir*, p. 236 : « en 1801 déjà (quand il s'agissait de faire l'état de ce qu'on pouvait utiliser pour implanter en France l'appareil carcéral) ».

13. Foucault dresse dans le manuscrit une liste qui mentionne : « Révolution ; Consulat ; Empire » (16^e fol.). Voir la liste d'enquêtes dans *Surveiller et Punir*, p. 236-237 : « celle de Decazes en 1819, le livre de Villermé publié en 1820, le rapport sur les maisons centrales établi par Martignac en 1829, les enquêtes menées aux États-Unis par Beaumont et Tocqueville en 1831, par Demetz et Blouet en 1835, les questionnaires adressés par Montalivet aux directeurs de centrales et aux conseils généraux quand on est en plein débat sur l'isolement des détenus ».

14. Cf. A. de Sartine, *Journal des inspecteurs de M. de Sartines, 1^{re} partie, 1761-1764*, Bruxelles, Ernest Parent, 1863. Antoine de Sartine, comte d'Alby (1729-1801), homme politique, fut lieutenant criminel au Châtelet à Paris, lieutenant général de police (1759-1774), et ministre de la Marine sous Louis XVI.

15. Cf. J. Fouché, *Rapport fait aux consuls par le ministre de la Police sur l'infâme complot tendant à assassiner les consuls, leurs familles, les ministres et les principaux membres du gouvernement*, Paris, impr. Cornu, [s.d.] ; *Rapport du ministre de la Police générale concernant l'attentat commis contre le 1^{er} consul Bonaparte, le 3 nivôse [14 nivôse an IX]. Arrêté des consuls, qui ordonne la déportation de 131 individus. Arrêté du Sénat conservateur, qui approuve cette mesure*, Paris, impr. Marchant, [s.d.]. Joseph Fouché (1759-1820) fut ministre de la Police sous le Directoire et l'Empire.

16. Foucault fait ici référence au *Compte général de l'administration de la justice criminelle*, paru pour la première fois en 1827, sur la base des chiffres de l'année 1825. « Le *Compte criminel* a une périodicité annuelle (sauf les années de guerre) avec des volumes récapitulatifs en 1850, 1880 et 1900. Il est réalisé à l'aide des tableaux statistiques envoyés dans les tribunaux [...]. Les données chiffrées, abondantes au XIX^e siècle, tendent à se restreindre à partir des années 1920-1930. Les tableaux les plus nombreux concernent les accusés, les données sur l'état-civil, la profession et le domicile n'étant prises en compte qu'au début du XX^e siècle » (J.-C. Farcy, *Guide des archives judiciaires et pénitentiaires 1800-1948*, Paris, CNRS Éditions, 1992, p. 228). Sur ce modèle sont créés successivement un *Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale* (1831), un *Compte général de l'administration de la justice militaire* (1832) et un *Compte général de l'administration de la justice dans les colonies* (1834). Ils se présentent tous comme « une série de tableaux statistiques précédés d'une introduction plus ou moins longue réalisée par le ministre en charge du compte statistique, introduction qui commente d'un point de vue officiel les données chiffrées » (*ibid.*). Cf. : M. Perrot, « Premières mesures des faits sociaux : les débuts de la statistique criminelle en France 1780-1830 », in [collectif], *Pour une histoire de la statistique*, t. 1 : *Contributions/Journées d'études sur l'histoire de la statistique* (Vauresson, 1976), Paris, INSEE, 1977, p. 125-177 ; Ministère de la Justice, *Compte général de l'administration de la justice criminelle en France pendant l'année 1880 et Rapport relatif aux années 1826 à 1880*, publié et commenté par Michelle Perrot et Philippe Robert, Genève-Paris, Slatkine Reprints, 1989.

17. Foucault ajoute dans le manuscrit (16^e fol.) : « La statistique comme science d'État », puis écrit (17^e fol.) : « On a fait 1000 fois la critique philosophique de l'abstraction, de l'évolution de la méthode expérimentale, [mais] jamais l'histoire du savoir d'État, de l'extraction administrative du savoir. » Il écrira dans « *Il faut défendre la société* », [leçon] du 11 février 1976, p. 120 : « Entre le savoir du prince et les connaissances de son administration, on a créé un ministère de l'histoire qui devait, entre le roi et son administration, établir, d'une façon contrôlée, la tradition ininterrompue de la monarchie. » À rapprocher du sujet de thèse de Daniel Defert sur le développement de la statistique comme savoir administratif de l'État dans les universités allemandes au XVIII^e siècle, intitulée « Le Savoir du Prince et les ci-devant secrets » (sous la direction de Raymond Aron).

18. Sébastien Le Prestre de Vauban (1633-1707), plus connu pour son rôle essentiel en tant que commissaire général des fortifications, adressa au Roi, à partir de 1695, plusieurs mémoires développant « l'idée de réduire les nombreuses taxes alors existantes et de les remplacer par la capitation. Cette capitation avait pour but de prélever une redevance au denier quinze sur le clergé, les appointements, gages et pensions de tous les officiers civils et militaires du royaume, la maison du Roi, les troupes de terre et de mer, "sans en excepter aucun de ceux qui peuvent la porter" » (G. Michel & A. Liesse, *Vauban économiste*, Paris, E. Plon, Nourrit et C^{ie}, 1891, p. 17). Contraint par la maladie de se retirer de ses fonctions militaires, Vauban, nommé maréchal de France en 1703, perd progressivement la faveur royale. L'ouvrage dans lequel il exposait son projet, *La Dîme royale*, fut publié en 1707 sans autorisation et fit rapidement l'objet d'une interdiction. Vauban mourut quelques semaines plus tard. Le livre s'ouvre sur une justification des intentions de l'auteur : « Je dis donc de la meilleure foy du monde, que ce n'a été l'envie de m'en faire accroire, ni de m'attirer de nouvelles considérations, qui m'ont fait

entreprendre cet Ouvrage. Je ne suis ni lettré, ni homme de Finances, et j'aurois mauvaise grace de chercher de la gloire et des avantages, par des choses qui ne sont pas de ma profession » (Vauban, *La Dime royale*, présenté par Emmanuel Le Roy Ladurie, Paris, Imprimerie nationale, 1992 [1897], p. 57). Voir aussi A. Rebel-liau, *Vauban*, [publié par Jacques Lovie,] Paris, Club des libraires de France, 1962.

19. François Quesnay (cf. *supra*, p. 58-59, note 3), du fait de son statut de chirurgien du Roi et de médecin de Madame de Pompadour, ainsi que de sa volonté de loger à l'entresol du château de Versailles afin d'encourager les visites de personnages influents, exerçait lui-même une certaine influence à la cour. Beaucoup l'ont accusé d'avoir des prétentions politiques; cf. G. Weulersse, *Le Mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770*, op. cit. [*supra*, p. 58-59, note 3], t. 2, p. 626-682.

20. Foucault décrit et analyse la loi de 1838 dans: *Le Pouvoir psychiatrique*, leçon du 5 décembre 1973, p. 97-99; *Les Anormaux*, [leçon] du 12 février 1975, p. 130-141. Il semble que Foucault ait écrit « Castel » en marge du manuscrit (17^e fol.), sans doute en référence aux travaux de Robert Castel sur l'histoire de la psychiatrie; cf. R. Castel, « Le traitement moral. Thérapeutique mentale et contrôle social au XIX^e siècle », *Tópique*, n° 2, 1970, p. 109-129. Dans *Le Pouvoir psychiatrique*, p. 88 n.* (note de renvoi au manuscrit du même cours), Foucault se réfère explicitement à l'ouvrage de Castel paru en 1973, *Le Psychanalisme* (Paris, Maspero), dont il dit: « C'est un livre radical parce que, pour la première fois, on ne spécifie la psychanalyse qu'à l'intérieur de la pratique et du pouvoir psychiatriques » (*ibid.*, p. 198 n. 41). Et l'année suivante, dans *Surveiller et Punir*, p. 29 n. 1: « J'aurais dû également citer aussi à bien des pages le *Psychanalisme* de R. Castel. » Voir aussi, du même auteur, l'ouvrage paru en 1976, *L'Ordre psychiatrique. L'âge d'or de l'aliénisme*, Paris, Éditions de Minuit.

21. À ce sujet, cf. G. Rusche & O. Kirchheimer, *Punishment and Social Structure*, New York, Columbia University Press, 1939. Dans *Surveiller et Punir*, Foucault notera que: « Du grand livre de Rusche et Kirchheimer, on peut retenir un certain nombre de repères essentiels » (p. 29), et il empruntera leur notion d'économie politique de la peine pour développer son idée d'une « "économie politique" du corps » (*ibid.*, p. 30).

22. Cf. D. Hume, *A Treatise of Human Nature*, ed. L. A. Selby-Bigge, Oxford, Clarendon Press, 1978² [1739], livre I, partie III, section XVI, p. 179: « Nature may certainly produce whatever can arise from habit: Nay, habit is nothing but one of the principles of nature, and derives all its force from that origin » / *Traité de la nature humaine*, Paris, Bureau de la critique philosophique, 1878, livre premier, troisième partie, section XVI, p. 237: « La nature peut certainement produire tout ce qui a sa source dans l'habitude: ou plutôt l'habitude n'est rien qu'un des principes de la nature, et c'est de cette origine qu'elle tire toute sa force. » Non seulement Hume place la coutume ou l'habitude au cœur de l'explication du raisonnement probable, mais il les caractérise à la fois comme naturelles et artificielles. C'est l'habitude qui « nous détermine à juger de l'avenir d'après le passé » / « determine[s] us to make the past a standard for the future » et « la supposition que l'avenir ressemble au passé n'est fondée sur aucune sorte d'arguments, mais dérive entièrement de l'habitude » / « the supposition that the future will resemble the past is not founded on arguments of any kind, but is derived entirely from habit » (*Traité...*, livre premier, troisième partie, section XII, p. 178-179 / *Treatise...*, p. 133-134; souligné dans le texte). Quand l'habitude est

le produit d'une expérience passée constante, elle est « pleine et parfaite » / « full and perfect » et « le passage se fait sans réflexion; il n'y a pas un moment de délai entre la vue d'un objet et la croyance en ce qui s'est trouvé souvent l'accompagner » / « we make the transition without any reflection, and interpose not a moments delay betwixt the view of one object and the belief of that which is often found to attend it » (*ibid.*). Autrement dit, c'est l'habitude, sans aucune réflexion, et sans aucune référence à la supposition selon laquelle le futur ressemble au passé, qui assure le passage entre l'expérience de la perception d'un objet et la croyance en ce qui lui ordinairement associé. Il s'agit alors d'une production naturelle de la croyance, mais qui ne se produit qu'en présence d'une habitude pleine et parfaite, elle-même conséquence d'une expérience passée constante. En revanche, dans le cas plus commun où l'expérience passée est mixte, les « raisonnements de cette espèce ne proviennent pas de l'habitude *directement*, mais d'une manière *oblique* » / « reasonings of this kind arise not *directly*, but in an *oblique* manner » (*ibid.*; souligné dans le texte). À un autre endroit du texte, Hume parle également d'une « manière oblique et artificielle » / « oblique and artificial manner » (p. 141 / p. 104). Dans de tels cas, nous considérons consciemment la supposition selon laquelle le futur ressemblera au passé, et c'est cette considération qui produit la croyance. Celle-ci est donc produite comme un artifice humain, au regard de la référence à la supposition que le futur ressemble au passé, laquelle est « suffisamment fondée sur l'habitude » / « has establish'd itself by a sufficient custom » (p. 142 / p. 105). Pour plus de précisions, cf. D. Owen, *Hume's Reason*, Oxford, Oxford University Press, 1999, chap. 7, p. 147-174.

23. Foucault note deux exemples dans le manuscrit: « Entretien de [M.] Bruno; *Traité d'économie sociale* » (22^e fol.). Sur M. Bruno, cf. *supra*, p. 203, note 17. De plus, Foucault fait ici référence à l'ouvrage du docteur Ange Guépin (1805-1873), *Traité d'économie sociale*, Paris, De Lacombe, 1833. Médecin philanthrope et théoricien d'un socialisme d'inspiration saint-simonienne et fouriériste, Ange Guépin joua un rôle central dans la vie politique nantaise au XIX^e siècle. Il s'appliqua notamment à prendre la mesure de la misère des ouvriers nantais et à proposer des solutions pour la combattre; cf. A. Guépin & E. Bonamy, *Nantes au XIX^e siècle*, op. cit. (*supra*, p. 187, note 9). Dans son *Traité d'économie sociale* (p. 82-83), le docteur Guépin développe, à partir de l'exemple des ouvriers imprimeurs, l'idée d'associations d'industrie permettant notamment de socialiser les risques d'accident ou d'inactivité ainsi que le coût des retraites, et dont le but final serait de permettre le rachat par les ouvriers des imprimeries elles-mêmes; cf. J. Maitron, dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Première partie: 1789-1864. De la Révolution française à la fondation de la Première Internationale*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1965, 3 vol.: t. II, p. 309-311.

24. Cf. *Surveiller et Punir*, p. 104-105.

25. Foucault note dans le manuscrit: « son retournement critique (Saint-Simon ou Voltaire) ne l'éloignait qu'en apparence de cette fonction première » (25^e fol.). Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon (1675-1755), dans ses *Mémoires*, s'éloigne de l'adulation pour Louis XIV pratiquée par l'histoire officielle de son temps, et décrit, dans une série de portraits et de récits d'épisodes historiques, comme un envers de la monarchie; cf. M. Stefanovska, *Saint-Simon, un historien dans les marges*, Paris, Honoré Champion, 1998, p. 29. Dans les « Considérations préliminaires » à son œuvre, Saint-Simon note: « Il faut que le récit des faits

découvre leurs origines, leurs causes, leurs suites et leurs liaisons des uns aux autres, ce qui ne peut se faire que par l'exposition des actions des personnages qui ont eu part à ces choses [...], ce qui les a engagés à la part qu'ils ont eue aux faits qu'on raconte, et le rapport d'union ou d'opposition qu'il y a eu entre eux.» Louis XIV occupe néanmoins toujours une position symboliquement centrale dans l'exposé des faits. Sur l'importance de la cérémonie dans l'histoire saint-simonienne, cf. M. Stefanovska, *op. cit.*, p. 59-65.

Claude Dupin de Chenonceaux (1686-1769), financier et fermier général, fut un précurseur de la pensée physiocrate. Dans *Œconomiques* (Paris, Marcel Rivière et C^{ie}, 1913 [1745]), Claude Dupin expose l'organisation économique de la France et avance divers moyens de l'améliorer. Le troisième volume de l'ouvrage propose une histoire de l'impôt, dans laquelle l'auteur décrit l'évolution des politiques royales d'imposition. Claude Dupin est cependant plus connu pour s'être opposé, dans deux ouvrages successifs, à *L'Esprit des lois* (*Observations sur un ouvrage intitulé « L'Esprit des lois »* fut interdit par la censure) et à la remise en cause par Montesquieu du système de la Ferme. De 1745 à 1751, Jean-Jacques Rousseau fut secrétaire particulier de l'épouse de Claude Dupin, Louise-Marie-Madeleine Fontaine.

Voltaire est, quant à lui, largement considéré comme l'un des pères de l'historiographie moderne. Il consacra plusieurs ouvrages à l'histoire et à la philosophie de l'histoire, dont les *Nouvelles Considérations sur l'histoire* (1744) et *Le Siècle de Louis XIV* (1751), où il écrit : « Ce n'est pas seulement la vie de Louis XIV qu'on prétend écrire; on se propose un plus grand objet. On veut essayer de peindre à la postérité, non les actions d'un seul homme, mais l'esprit des hommes dans le siècle le plus éclairé qui fut jamais » (Voltaire, « Introduction » au *Siècle de Louis XIV*, in Id., *Œuvres avec préface, avertissements, notes, etc.* par M. Beuchot, Paris, Lefèvre, 1830, t. 19, p. 237). Dans les *Nouvelles Considérations sur l'histoire*, Voltaire oppose « l'histoire des hommes », qu'il appelle de ses vœux, à « l'histoire des rois et des cours » (*Œuvres historiques*, Paris, Gallimard, 1987 [1744], p. 47-48).

26. Foucault donne sur ce thème une conférence intitulée « Cérémonie, théâtre et politique au XVII^e siècle » à l'Université du Minnesota à Minneapolis en avril 1972, contribution (résumée en anglais par Stephen Davidson) à la *Fourth Annual Conference on 17th Century French Literature* (Armand Renaud, ed., *Proceedings of the Fourth Annual Conference of XVIIth-Century French Literature, with programs and brief account of the first, second, third conferences*, Minneapolis, Minn., [s.n.], 1972, p. 22-23).

27. Cf. E. Durkheim, *Le Suicide. Étude de sociologie*, Paris, Félix Alcan, 1897. À propos du déclassement engendré par des désastres économiques pour certains individus, Durkheim écrit notamment : « Tous les fruits de l'action sociale sont perdus en ce qui les concerne; leur éducation morale est à refaire. Or ce n'est pas en un instant que la société peut les plier et leur apprendre à exercer sur eux ce surcroît de contention auquel ils ne sont pas accoutumés. [...] L'état de dérèglement ou d'anomie est donc encore renforcé par ce fait que les passions sont moins disciplinées au moment même où elles auraient besoin d'une plus forte discipline » (*op. cit.*, p. 280-281). Cependant, chez Durkheim, la notion de discipline est nécessairement fondée en justice, et ne peut se limiter à la force ou à l'habitude : « Seulement, cette discipline [...] ne peut être utile que si elle est considérée comme juste par les peuples qui y sont soumis. Quand elle ne se maintient que par habitude et de force,

la paix et l'harmonie ne subsistent plus qu'en apparence [...]; les appétits, superficiellement contenus, ne tardent pas à se déchaîner » (*ibid.*, p. 279).

28. Thème repris dans *Les Anormaux*, *passim*. Dans son manuscrit, Foucault ajoute à l'anormal, le « déviant » et le « malade » (26^e fol.).

29. Cette critique des sciences humaines, dont on trouve les premières formulations dès la « Préface » à l'*Anthropologie* de Kant, dans *Folie et Dérason. Histoire de la folie*, et dans *Les Mots et les Choses*, sera développée ultérieurement. Cf. : « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 622-623 / 1490-1491 ; *Le Pouvoir psychiatrique*, leçon du 21 novembre 1973, p. 58-60 ; *Surveiller et Punir*, p. 28-29 et 315.

30. Sur la référence à l'Empire assyrien, lieu d'un discours mythique lié à l'exercice du pouvoir, cf. *Leçons sur la volonté de savoir*, leçon du 10 février 1971, p. 106-107.

Résumé du cours*

* Publié in *Annuaire du Collège de France*, 73^e année, *Histoire des systèmes de pensée*, année 1972-1973, 1973, p. 255-267. Repris dans *Dits et Écrits, 1954-1968*, édité par D. Defert & F. Ewald, avec la collaboration de J. Lagrange, Paris, Gallimard (« Bibliothèque des sciences humaines »), 1994, 4 vol. : t. II, n° 131, p. 456-470 / rééd. coll. « Quarto », vol. I, p. 1324-1338.

Dans le régime pénal de l'âge classique, on peut retrouver, mêlées les unes aux autres, quatre grandes formes de tactique punitive – quatre formes qui ont des origines historiques différentes, qui ont eu chacune, selon les sociétés et les époques, un rôle, sinon exclusif, du moins privilégié.

1/ Exiler, chasser, bannir, expulser hors des frontières, interdire certains lieux, détruire le foyer, effacer le lieu de naissance, confisquer les biens et les propriétés.

2/ Organiser une compensation, imposer un rachat, convertir le dommage provoqué en une dette à rembourser, reconvertir le délit en obligation financière.

3/ Exposer, marquer, blesser, amputer, faire une cicatrice, déposer un signe sur le visage ou sur l'épaule, imposer une diminution artificielle et visible, supplicier; bref, s'emparer du corps et y inscrire les marques du pouvoir.

4/ Enfermer.

À titre d'hypothèse peut-on distinguer, selon les types de punition qu'elles ont privilégiées, des sociétés à bannissement (société grecque), des sociétés à rachat (sociétés germaniques), des sociétés à marquage (sociétés occidentales à la fin du Moyen Âge) et des sociétés qui enferment, la nôtre ?

La nôtre, depuis la fin du XVIII^e siècle seulement. Car une chose est certaine : la détention, l'emprisonnement ne font pas partie du système pénal européen avant les grandes réformes des années 1780-1820. Les juristes du XVIII^e siècle sont unanimes sur ce point : « La prison n'est pas regardée comme une peine suivant notre droit civil [...] quoique les Princes, pour des raisons d'État, se portent quelquefois à infliger cette peine, ce sont des coups d'autorité, et la Justice ordinaire ne fait pas usage de ces sortes de condamnations » (Serpillon, *Code criminel*, 1767)¹. Mais on peut dire déjà qu'une telle insistance à *refuser* tout

1. F. Serpillon, *Code criminel, ou Commentaire sur l'ordonnance de 1670*, Lyon, Périsse, 1767, vol. 2, troisième partie, titre XXV : « Des sentences, jugements et arrêts », art. XIII, § 33, p. 1095.

caractère pénal à l'emprisonnement indique une incertitude qui croît. En tout cas, les enfermements qui se pratiquent au XVII^e et au XVIII^e siècle demeurent en marge du système pénal, même s'ils en sont tout voisins et s'ils ne cessent de s'en approcher :

– enfermement-gage, celui que pratique la justice pendant l'instruction d'une affaire criminelle, le créancier jusqu'au remboursement de la dette, ou le pouvoir royal quand il redoute un ennemi. Il s'agit moins de punir une faute que de s'assurer d'une personne ;

– enfermement-substitut, celui qu'on impose à quelqu'un qui ne relève pas de la justice criminelle (soit à cause de la nature de ses fautes, qui sont seulement de l'ordre de la moralité ou de la conduite ; soit par un privilège de statut : les tribunaux ecclésiastiques, qui, depuis 1629, n'ont plus le droit de prononcer des peines de prison au sens strict, peuvent ordonner au coupable de se retirer dans un couvent ; la lettre de cachet est souvent un moyen pour le privilégié d'échapper à la justice criminelle ; les femmes sont envoyées dans les maisons de force pour des fautes que les hommes vont expier aux galères).

Il faut noter que (sauf dans ce dernier cas) cet emprisonnement-substitut se caractérise en général par le fait qu'il n'est pas décidé par le pouvoir judiciaire ; que sa durée n'est pas fixée une fois pour toutes et qu'elle dépend d'une fin hypothétique : la correction. Puniton plutôt que peine.

Or une cinquantaine d'années après les grands monuments du droit criminel classique (Serpillon, Jousse², Muyart de Vouglans³), la prison est devenue la forme générale de pénalité.

En 1831, Rémusat, dans une intervention à la Chambre, disait : « Qu'est-ce que le système de pénalité admis par la nouvelle loi ? C'est l'incarcération sous toutes ses formes. Comparez en effet les quatre peines principales qui restent dans le Code pénal. Les travaux forcés [...] sont une forme de l'incarcération. Le bagne est une prison en plein air. La détention, la réclusion, l'emprisonnement correctionnel ne sont en quelque sorte que des noms divers d'un même châtimement⁴. » Et Van Meenen, ouvrant le II^e Congrès pénitentiaire à Bruxelles, rappelait le temps de sa jeunesse où la terre était encore couverte « de roues, de

gibets, de potences et de piloris », avec « des squelettes hideusement étendus⁵ ». Tout se passe comme si la prison, punition parapénale, avait à la fin du XVIII^e siècle fait son entrée à l'intérieur de la pénalité et en avait occupé très rapidement tout l'espace. De cette invasion aussitôt triomphante le Code criminel autrichien, rédigé sous Joseph II, donne le témoignage le plus manifeste.

L'organisation d'une pénalité d'enfermement n'est pas simplement récente ; elle est énigmatique.

Au moment même où elle se mettait en plan, elle était l'objet de très violentes critiques. Critiques formulées à partir de principes fondamentaux. Mais aussi formulées à partir de tous les dysfonctionnements que la prison pouvait induire dans le système pénal et dans la société en général.

1/ La prison empêche le pouvoir judiciaire de contrôler et de vérifier l'application des peines. La loi ne pénètre pas dans les prisons, disait Decazes en 1819.

2/ La prison, en mêlant les uns aux autres des condamnés à la fois différents et isolés, constitue une communauté homogène de criminels qui deviennent solidaires dans l'enfermement et le resteront à l'extérieur. La prison fabrique une véritable armée d'ennemis intérieurs.

3/ En donnant aux condamnés un abri, de la nourriture, des vêtements et souvent du travail, la prison fait aux condamnés un sort préférable parfois à celui des ouvriers. Non seulement elle ne peut avoir d'effet de dissuasion, mais elle attire à la délinquance.

4/ De prison sortent des gens que leurs habitudes et l'infamie dont ils sont marqués vouent définitivement à la criminalité.

Tout de suite, donc, la prison est dénoncée comme un instrument qui, dans les marges de la justice, fabrique ceux que cette justice enverra ou renverra en prison. Le cercle carcéral est clairement dénoncé dès les années 1815-1830. À ces critiques il y eut successivement trois réponses :

– imaginer une alternative à la prison qui en garde les effets positifs (la ségrégation des criminels, leur mise hors circuit par rapport à la société) et en supprime les conséquences dangereuses (leur remise en circulation). On reprend pour cela le vieux système de la transportation que les Britanniques avaient interrompu au moment de la guerre

2. D. Jousse, *Traité de la justice criminelle de France*, Paris, Debure, 1771, 4 vol.

3. P.-F. Muyart de Vouglans, *Institutes au droit criminel, ou Principes généraux en ces matières*, Paris, Le Breton, 1757.

4. C. de Rémusat, « Discussion du projet de loi relatif à des réformes dans la législation pénale », Chambre des députés, 1^{er} décembre 1831, *Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, deuxième série, Paris, Paul Dupont, 1889, t. LXXII, p. 185, col. 2.

5. P.-F. Van Meenen (président à la Cour de cassation de Bruxelles), « Discours d'ouverture du II^e Congrès international pénitentiaire » (20-23 septembre 1847, Bruxelles), in *Débats du Congrès pénitentiaire de Bruxelles*, Bruxelles, Deltombe, 1847, p. 20.

d'Indépendance et restauré après 1790 vers l'Australie. Les grandes discussions autour de Botany Bay ont lieu en France autour des années 1824-1830. En fait, la déportation-colonisation ne se substituera jamais à l'emprisonnement; elle jouera, à l'époque des grandes conquêtes coloniales, un rôle complexe dans les circuits contrôlés de la délinquance. Tout un ensemble constitué par les groupes de colons plus ou moins volontaires, les régiments coloniaux, les bataillons d'Afrique, la Légion étrangère, Cayenne, viendra au cours du XIX^e siècle fonctionner en corrélation avec une pénalité qui demeurera essentiellement carcérale;

– réformer le système interne de la prison, de manière qu'elle cesse de fabriquer cette armée des périls intérieurs. C'est là le but qui a été désigné à travers toute l'Europe comme la « réforme pénitentiaire ». On peut lui donner comme repères chronologiques les *Leçons sur les prisons* de Julius (1828)⁶, d'une part, et, de l'autre, le Congrès de Bruxelles en 1847. Cette réforme comprend trois aspects principaux: isolement complet ou partiel des détenus à l'intérieur des prisons (discussions autour des systèmes d'Auburn et de Pennsylvanie); moralisation des condamnés par le travail, l'instruction, la religion, les récompenses, les réductions de peines; développement des institutions parapénales de prévention, ou de récupération, ou de contrôle. Or ces réformes, auxquelles les révolutions de 1848 ont mis fin, n'ont en rien modifié les dysfonctionnements de la prison dénoncés dans la période précédente;

– donner finalement un statut anthropologique au cercle carcéral; substituer au vieux projet de Julius et de Charles Lucas⁷ (fonder une « science des prisons » capable de donner les principes architecturaux, administratifs, pédagogiques d'une institution qui « corrige ») une « science des criminels » qui puisse les caractériser dans leur spécificité et définir les modes de réaction sociale adaptés à leur cas. La classe des délinquants, à laquelle le circuit carcéral donnait une part au moins de son autonomie, et dont il assurait à la fois l'isolement et le bouclage, apparaît alors comme déviation psychosociologique. Déviation qui relève d'un discours « scientifique » (où vont se précipiter des analyses psychopathologiques, psychiatriques, psychanalytiques, sociologiques);

6. N.H. Julius, *Vorlesungen über die Gefängnissskunde...*, Berlin, Stuhr, 1828, 2 vol. / *Leçons sur les prisons, présentées en forme de cours au public de Berlin en l'année 1827*, trad. (t. I) H. Lagarmitte, Paris, F.G. Levrault, 1831.

7. C. Lucas, *De la réforme des prisons, ou De la théorie de l'emprisonnement, de ses principes, de ses moyens et de ses conditions pratiques*, Paris, Legrand et Bergounioux, 1836-1838, 3 vol.

déviation à propos de laquelle on se demandera si la prison constitue bien une réponse ou un traitement approprié.

Ce qu'au début du XIX^e siècle et avec d'autres mots on reprochait à la prison (constituer une population « marginale » de « délinquants ») est pris maintenant comme fatalité. Non seulement on l'accepte comme un fait, mais on le constitue comme donnée primordiale. L'effet « délinquance » produit par la prison devient problème de la délinquance auquel la prison doit donner une réponse adaptée. Retournement criminologique du cercle carcéral.

*
* *

Il faut se demander comment un tel retournement a été possible; comment des effets dénoncés et critiqués ont pu, au bout du compte, être pris en charge comme données fondamentales pour une analyse scientifique de la criminalité; comment il a pu se faire que la prison, institution récente, fragile, critiquable et critiquée, se soit enfoncée dans le champ institutionnel à une profondeur telle que le mécanisme de ses effets a pu se donner pour une constante anthropologique; quelle est finalement la raison d'être de la prison; à quelle exigence fonctionnelle elle s'est trouvée répondre.

Il est d'autant plus nécessaire de poser la question et surtout plus difficile d'y répondre, que l'on voit mal la genèse « idéologique » de l'institution. On pourrait croire en effet que la prison a bien été dénoncée, et très tôt, dans ses conséquences pratiques; mais qu'elle était si fortement liée à la nouvelle théorie pénale (celle qui préside à l'élaboration du code du XIX^e siècle) qu'il a bien fallu l'accepter avec elle; ou encore qu'il faudrait remettre en chantier, et de fond en comble, cette théorie si on voulait faire une politique radicale de la prison.

Or, de ce point de vue, l'examen des théories pénales de la seconde moitié du XVIII^e siècle donne des résultats assez surprenants. Aucun des grands réformateurs – qu'ils soient théoriciens comme Beccaria, juristes comme Servan, législateurs comme Le Peletier de Saint-Fargeau, l'un et l'autre à la fois comme Brissot – ne propose la prison comme peine universelle ou même majeure. D'une façon générale, dans toutes ces élaborations, le criminel est défini comme l'ennemi de la société. En cela, les réformateurs reprennent et transforment ce qui avait été le résultat de toute une évolution politique et institutionnelle depuis le Moyen Âge: la substitution, au règlement du litige, d'une poursuite

publique. Le procureur du roi, en intervenant, désigne l'infraction non seulement comme atteinte à une personne ou à un intérêt privé, mais comme attentat à la souveraineté du roi. Commentant les lois anglaises, Blackstone disait que le procureur défend à la fois la souveraineté du roi et les intérêts de la société⁸. En bref, les réformateurs dans leur grande majorité, à partir de Beccaria, ont cherché à définir la notion de crime, le rôle de la partie publique et la nécessité d'une punition, à partir du seul intérêt de la société ou du seul besoin de la protéger. Le criminel lèse avant tout la société ; rompant le pacte social, il se constitue en elle comme un ennemi intérieur. De ce principe général dérive un certain nombre de conséquences.

1/ Chaque société, selon ses besoins propres, devra moduler l'échelle des peines. Puisque le châtement ne dérive pas de la faute elle-même mais du tort causé à la société ou du danger qu'elle lui fait courir, plus une société sera faible, mieux elle devra être prémunie, plus il lui faudra se montrer sévère. Donc, pas de modèle universel de la pénalité, relativité essentielle des peines.

2/ Si la peine était expiation, il n'y aurait pas de mal à ce qu'elle soit trop forte ; en tout cas, il serait difficile d'établir entre elle et le crime une juste proportion. Mais, s'il s'agit de protéger la société, on peut la calculer de manière qu'elle assure exactement cette fonction : au delà, toute sévérité supplémentaire devient abus de pouvoir. La justice de peine est dans son économie.

3/ Le rôle de la peine est entièrement tourné vers l'extérieur et vers l'avenir : empêcher que le crime ne recommence. À la limite, un crime dont on saurait à coup sûr qu'il est le dernier n'aurait pas à être puni. Donc, mettre le coupable hors d'état de nuire et détourner les innocents de toute infraction semblable. La certitude de la peine, son caractère inévitable, plus que toute sévérité, constituent ici son efficacité.

Or, à partir de tels principes, il n'est pas possible de déduire ce qui se passera effectivement dans la pratique pénale, à savoir l'universalisation de la prison comme forme générale du châtement. On voit au contraire apparaître des modèles punitifs très différents :

– l'un est ordonné à l'infamie, c'est-à-dire aux effets de l'opinion publique. L'infamie est une peine parfaite puisqu'elle est la réaction immédiate et spontanée de la société elle-même : elle varie avec chaque

8. W. Blackstone, *Commentaries on the Laws of England*, Oxford, Clarendon Press, 1758 / *Commentaire sur le Code criminel d'Angleterre*, trad. abbé Goyer, Paris, Knapen, 1776.

société ; elle est graduée selon la nocivité de chaque crime ; elle peut être révoquée par une réhabilitation publique ; enfin, elle atteint le seul coupable. C'est donc une peine qui s'ajuste au crime sans avoir à passer par un code, sans avoir à être appliquée par un tribunal, sans risque d'être détournée par un pouvoir politique. Elle est exactement adéquate aux principes de la pénalité. « Le triomphe d'une bonne législation est lorsque l'opinion publique est assez forte pour punir seule les délits [...]. Heureux le peuple où le sentiment de l'honneur peut être l'unique loi ! Il n'a presque pas besoin de législation : l'infamie, voilà son code pénal⁹ » ;

– un autre modèle mis en œuvre dans les projets de réformes est celui du talion. En imposant au coupable un châtement de même type et de même gravité que le crime, on est sûr d'obtenir une pénalité à la fois graduée et exactement proportionnelle. La peine prend la forme d'une contre-attaque. Et, à condition que celle-ci soit prompte et inévitable, elle annule presque automatiquement les avantages attendus par l'infacteur, rendant le crime inutile. Le bénéfice du délit est brutalement ramené à zéro. Sans doute, le modèle du talion n'a jamais été proposé sous une forme détaillée ; mais il a permis souvent de définir des types de punition. Beccaria, par exemple : « Les attentats contre les personnes doivent être punis de peines corporelles » ; « les injures personnelles contre l'honneur doivent être pécuniaires ». On le trouve aussi sous la forme d'un « talion moral » : punir le crime non point en retournant ses effets, mais en se retournant vers les débuts et les vices qui en sont la cause¹⁰. Le Peletier de Saint-Fargeau proposait à l'Assemblée nationale (23 mai 1791) : la douleur physique pour punir les crimes dont l'atrocité est le principe ; le travail pénible pour punir les crimes dont la fainéantise est le principe ; l'infamie pour punir les crimes inspirés par une âme « abjecte et dégradée¹¹ » ;

– enfin, troisième modèle, la mise en esclavage au profit de la société. Une telle peine peut être graduée, dans son intensité et sa durée, selon le dommage fait à la collectivité. Elle se rattache à la faute

9. J. P. Brissot de Warville, *Théorie des lois criminelles*, Berlin, [s.n.] 1781, 2 vol. : t. 1, chap. II, section II, p. 187.

10. C. Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, Milan, 1764 / *Traité des délits et des peines*, trad. J.-A.-S. Collin de Plancy, Paris, Flammarion (coll. « Champs »), 1979, chap. XXVII, p. 118 ; chap. XXVIII, p. 121 ; chap. XXX, p. 125.

11. L.-M. Le Peletier de Saint-Fargeau, « Rapport sur le projet du Code pénal », Assemblée nationale, 23 mai 1791, *Archives parlementaires de 1787 à 1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises*, première série, Paris, Paul Dupont, 1887, t. XXVI, p. 322, col. 1.

par l'intermédiaire de cet intérêt lésé. Beccaria, à propos des voleurs : « L'esclavage temporaire met le travail et la personne du coupable au service de la société pour que cet état de dépendance totale la dédommage de l'injuste despotisme qu'il a exercé en violant le pacte social ¹². » Brissot : « [Q]ue substituer à la peine de mort [...] ? L'esclavage qui met le coupable hors d'état de nuire à la société, le travail qui le rend utile, la douleur longue et permanente qui effraie ceux qui seraient tentés de l'imiter ¹³. »

Bien sûr, dans tous ces projets, la prison figure souvent comme l'une des peines possibles : soit comme condition du travail forcé, soit comme peine de talion pour ceux qui ont attenté à la liberté des autres. Mais elle n'apparaît pas comme la forme générale de la pénalité ni la condition d'une transformation psychologique et morale du délinquant.

C'est dans les premières années du XIX^e siècle qu'on verra les théoriciens accorder ce rôle à la prison. « L'emprisonnement est la peine par excellence dans les sociétés civilisées. Sa tendance est morale lorsqu'il est accompagné de l'obligation du travail » (P. Rossi, 1829) ¹⁴. Mais, à cette époque, la prison existera déjà comme instrument majeur de la pénalité. La prison, lieu d'amendement, est une réinterprétation d'une pratique de l'emprisonnement qui s'était répandue dans les années précédentes.

*
* *

La pratique de la prison n'était donc pas impliquée dans la théorie pénale. Elle est née ailleurs et s'est formée pour d'autres raisons. Et elle s'est imposée, en quelque sorte, de l'extérieur à la théorie pénale, qui se sera trouvée dans l'obligation de la justifier après coup, ce que fera Livingston, par exemple, en 1820, disant que la peine de prison a le quadruple avantage de pouvoir se diviser en autant de degrés qu'il y a de gravité dans les délits ; d'empêcher la récidive ; de permettre la correction ; d'être suffisamment douce pour que les jurés n'hésitent pas à punir et pour que le peuple ne se révolte pas contre la loi ¹⁵.

12. C. Beccaria, *Traité des délits et des peines*, trad. citée, p. 125.

13. J.P. Brissot de Warville, *Théorie des loix criminelles*, op. cit., t. 1, p. 147.

14. P.L. Rossi, *Traité de droit pénal*, livre III, chap. VIII : « De l'emprisonnement », Paris, A. Sautet, 1829, p. 169.

15. E. Livingston, *Introductory Report to the System of Penal Law Prepared for the State of Louisiana*, La Nouvelle-Orléans, 1820 / *Rapport fait à l'Assemblée générale de l'État de la Louisiane sur le projet d'un code pénal*, La Nouvelle-Orléans, impr. B. Levy, 1822.

Pour comprendre le fonctionnement réel de la prison sous son dysfonctionnement apparent, et son succès profond sous ses échecs de surface, il faut sans doute remonter à ces instances de contrôle pénales dans lesquelles elle a figuré, comme on l'a vu au XVII^e et surtout au XVIII^e siècle.

Dans ces instances, l'enfermement joue un rôle qui comporte trois caractères distincts :

- il intervient, dans la distribution spatiale des individus, par l'emprisonnement temporaire des mendiants et des vagabonds. Sans doute des ordonnances (fin XVII^e et XVIII^e siècle) les condamnent-elles aux galères, du moins en cas de récidive. Mais l'enfermement reste de fait la punition la plus fréquente. Or, si on les enferme, c'est moins pour les fixer là où on les retient que pour les déplacer : leur interdire les villes, les renvoyer à la campagne, ou encore, les empêcher de rôder dans une région, les contraindre à aller là où on peut leur donner du travail. C'est une manière au moins négative de contrôler leur emplacement par rapport à l'appareil de production agricole ou manufacturière ; une manière d'agir sur le flux de population en tenant compte à la fois des nécessités de la production et du marché de l'emploi ;

- l'enfermement intervient aussi au niveau de la conduite des individus. Il sanctionne à un niveau infrapénal des manières de vivre, des types de discours, des projets ou des intentions politiques, des comportements sexuels, des refus d'autorité, des bravades à l'opinion, des violences, etc. Bref, il intervient moins au nom de la loi qu'au nom de l'ordre et de la régularité. L'irrégulier, l'agité, le dangereux et l'infâme sont l'objet de l'enfermement. Alors que la pénalité punit l'infraction, il sanctionne, lui, le désordre ;

- enfin, s'il est vrai qu'il est entre les mains du pouvoir politique, qu'il échappe totalement ou en partie au contrôle de la justice réglée (en France, il est presque toujours décidé par le roi, les ministres, les intendants, les subdélégués), il n'est pas, tant s'en faut, l'instrument de l'arbitraire et l'absolutisme. L'étude des lettres de cachet (à la fois de leur fonctionnement et de leur motivation) montre qu'elles étaient dans leur extrême majorité sollicitées par des pères de famille, des notabilités mineures, des communautés locales, religieuses, professionnelles contre des individus qui provoquent pour eux gêne et désordre. La lettre de cachet monte de bas en haut (sous forme de demande) avant de redescendre l'appareil du pouvoir sous forme d'un ordre portant le sceau royal. Elle est l'instrument d'un contrôle local et pour ainsi dire capillaire.

On pourrait faire une analyse de même type à propos des sociétés qu'on trouve en Angleterre depuis la fin du XVII^e siècle. Animées souvent par des « dissidents », elles se proposent de dénoncer, d'exclure, de faire sanctionner des individus pour des écarts de conduite, des refus de travail, des désordres quotidiens. Entre cette forme de contrôle et celle qui est assurée par la lettre de cachet, les différences, évidemment, sont énormes. Ne serait-ce que celle-ci : les sociétés anglaises (du moins dans la première partie du XVIII^e siècle) sont indépendantes de tout appareil d'État : bien plus, assez populaires dans leur recrutement, elles s'attaquent, en termes généraux, à l'immoralité des puissants et des riches ; enfin, le rigorisme dont elles font preuve à l'égard de leurs propres membres est sans doute une manière de les faire échapper à une justice pénale extrêmement rigoureuse (la législation pénale anglaise, « chaos sanglant », comportait plus de cas capitaux qu'aucun autre code européen). En France, au contraire, les formes de contrôle étaient fortement liées à un appareil d'État qui avait organisé la première grande police d'Europe que l'Autriche de Joseph II, puis l'Angleterre entreprirent d'imiter. À propos de l'Angleterre, il faut justement noter que, dans les dernières années du XVIII^e siècle (essentiellement après les *Gordon Riots*, et au moment des grands mouvements populaires à peu près contemporains de la Révolution française), de nouvelles sociétés de moralisation apparurent, de recrutement beaucoup plus aristocratique (certaines d'entre elles avec un équipement militaire) : elles demandaient l'intervention du pouvoir royal, la mise en place d'une nouvelle législation et l'organisation d'une police. L'œuvre et le personnage de Colquhoun sont au centre de ce processus.

Ce qui a transformé la pénalité au tournant du siècle, c'est l'ajustement du système judiciaire à un mécanisme de surveillance et de contrôle ; c'est leur intégration commune dans un appareil d'État centralisé ; mais c'est aussi la mise en place et le développement de toute une série d'institutions (parapénales et quelquefois non pénales) qui servent de point d'appui, de positions avancées ou de formes réduites à l'appareil principal. Un système général de surveillance-enfermement pénètre toute l'épaisseur de la société, prenant des formes qui vont des grandes prisons construites sur le modèle du Panopticon jusqu'aux sociétés de patronage et qui trouvent leurs points d'application non seulement chez les délinquants, mais chez les enfants abandonnés, les orphelins, les apprentis, les lycéens, les ouvriers, etc. Dans un passage de ses *Leçons sur les prisons*, Julius opposait les civilisations du spectacle

(civilisations du sacrifice et du rituel où il s'agit de donner à tous le spectacle d'un événement unique et où la forme architecturale majeure est le théâtre) aux civilisations de la surveillance (où il s'agit d'assurer à quelques-uns un contrôle ininterrompu sur le plus grand nombre ; forme architecturale privilégiée : la prison). Et il ajoutait que la société européenne qui avait substitué l'État à la religion offrait le premier exemple d'une civilisation de la surveillance¹⁶.

Le XIX^e siècle a fondé l'âge du panoptisme.

*
* *

À quels besoins répondait cette transformation ?

Vraisemblablement à de nouvelles formes et à un nouveau jeu dans la pratique de l'illégalisme. De nouvelles menaces, surtout.

L'exemple de la Révolution française (mais aussi de bien d'autres mouvements dans les vingt dernières années du XVIII^e siècle) montre que l'appareil politique d'une nation est à la portée des révoltes populaires. Une émeute de subsistance, une révolte contre des impôts ou des redevances, le refus de la conscription ne sont plus de ces mouvements localisés et limités qui peuvent bien atteindre (et physiquement) le représentant du pouvoir politique, mais qui laissent hors de portée ses structures et sa distribution. Ils peuvent mettre en question la possession et l'exercice du pouvoir politique. Mais, d'autre part, et surtout peut-être, le développement de l'industrie met massivement et directement l'appareil de production au contact de ceux qui ont à le faire fonctionner. Les petites unités artisanales, les manufactures à outillage réduit et relativement simple, les magasins à contenance limitée assurant des marchés locaux n'offraient pas beaucoup de prise à des déprédations ou à des destructions globales. Mais le machinisme, l'organisation des grandes usines, avec des stocks importants de matières premières, la mondialisation du marché et l'apparition des grands centres de redistribution de marchandises mettent les richesses à la portée d'attaques incessantes. Et ces attaques ne viennent pas de l'extérieur, de ces déshérités ou de ces mal-intégrés qui, sous la défroque du mendiant ou du vagabond, faisaient si peur au XVIII^e siècle, mais en quelque sorte de l'intérieur, de ceux-là mêmes qui ont à les manipuler pour les rendre productives. Depuis la déprédation quotidienne des produits emmagasinés jusqu'aux grands bris collectifs des machinistes, un danger

16. N. H. Julius, *Leçons sur les prisons*, trad. citée, p. 384-386.

perpétuel menace la richesse investie dans l'appareil de production. Toute la série des mesures prises à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e pour protéger les ports, les docks et les arsenaux de Londres, pour démanteler les réseaux de revendeurs et de receleurs peut servir d'exemple.

À la campagne, c'est une situation apparemment inverse qui produit des effets analogues. Le morcellement de la propriété rurale, la disparition plus ou moins complète des communaux, la mise en exploitation des friches solidifient l'appropriation et rendent la société rurale intolérante à tout un ensemble d'illégalismes mineurs qu'on avait bien dû accepter – bon gré mal gré – dans le régime de la grande propriété sous-exploitée. Disparaissent les marges dans lesquelles les plus pauvres et les plus mobiles avaient pu subsister, profitant des tolérances, des négligences, des règlements oubliés ou des faits acquis. Le resserrement des liens de propriété, ou plutôt le nouveau statut de la propriété terrienne et sa nouvelle exploitation transforment en délits beaucoup d'illégalismes installés. Importance, plus politique qu'économique, des délits ruraux dans la France du Directoire et du Consulat (délits qui s'articulent soit sur des luttes en forme de guerres civiles, soit sur la résistance à la conscription); importance aussi des résistances opposées en Europe aux différents codes forestiers du début du XIX^e siècle.

Mais peut-être la forme la plus importante du nouvel illégalisme est-elle ailleurs. Elle concerne moins le corps de l'appareil de production, ou celui de la propriété terrienne, que le corps même de l'ouvrier et la manière dont il est appliqué aux appareils de production. Salaires insuffisants, déqualification du travail par la machine, horaires de travail démesurés, multiplicité des crises régionales ou locales, interdiction des associations, mécanisme de l'endettement, tout cela conduit les ouvriers à des conduites comme l'absentéisme, la rupture du « contrat d'embauche », la migration, la vie « irrégulière ». Le problème est alors de fixer les ouvriers à l'appareil de production, de les établir ou de les déplacer là où il a besoin d'eux, de les soumettre à son rythme, de leur imposer la constance ou la régularité qu'il requiert, bref, de les constituer comme une force de travail. De là, une législation créant de nouveaux délits (obligation du livret, loi sur les débits de boissons, interdiction de la loterie); de là, toute une série de mesures qui, sans être absolument contraignantes, opèrent un partage entre le bon et le mauvais ouvrier, et cherchent à assurer un dressage du comportement (la caisse d'épargne, l'encouragement au mariage, plus tard les cités

ouvrières); de là, l'apparition d'organismes de contrôle ou de pression (associations philanthropiques, patronages); de là, enfin, toute une immense campagne de moralisation ouvrière. Cette campagne définit ce qu'elle veut conjurer comme étant la « dissipation » et ce qu'elle veut établir comme étant la « régularité »: un corps ouvrier concentré, appliqué, ajusté au temps de la production, fournissant exactement la force requise. Elle montre dans la délinquance la suite inévitable de l'irrégularité, donnant ainsi statut de conséquence psychologique et morale à l'effet de marginalisation dû aux mécanismes de contrôle.

*
* *

On peut tirer, à partir de là, un certain nombre de conclusions.

1/ Les formes de pénalité qu'on voit apparaître entre les années 1760 et 1840 ne sont pas liées à un renouvellement de la perception morale. La nature des infractions définies par le code n'a guère changé pour l'essentiel (on peut noter cependant la disparition, progressive ou soudaine, des délits religieux: l'apparition de certains délits de type économique ou professionnel); et si le régime des peines s'est considérablement adouci, les infractions elles-mêmes sont restées à peu près identiques. Ce qui a mis en jeu le grand renouvellement de l'époque, c'est un problème de corps et de matérialité, c'est une question de physique: nouvelle forme de matérialité prise par l'appareil de production, nouveau type de contact entre cet appareil et celui qui le fait fonctionner; nouvelles exigences imposées aux individus comme forces productives. L'histoire de la pénalité au début du XIX^e siècle ne relève pas essentiellement d'une histoire des idées morales; c'est un chapitre dans l'histoire du corps. Ou disons, d'une autre façon, que, en interrogeant les idées morales à partir de la pratique et des institutions pénales, on découvre que l'évolution de la morale, c'est avant tout l'histoire du corps, l'histoire *des* corps. On peut comprendre, à partir de là:

– que la prison soit devenue la forme générale de la punition et se soit substituée au supplice. Le corps n'a plus à être marqué; il doit être dressé et redressé; son temps doit être mesuré et pleinement utilisé; ses forces doivent être continuellement appliquées au travail. La forme-prison de la pénalité correspond à la forme-salaire du travail;

– que la médecine, comme science de la normalité des corps, ait pris place au cœur de la pratique pénale (la peine doit avoir pour fin de guérir).

2/ La transformation de la pénalité ne relève pas seulement d'une histoire des corps, elle relève plus précisément d'une histoire des rapports entre le pouvoir politique et les corps. La contrainte sur les corps, leur contrôle, leur assujettissement, la manière dont ce pouvoir s'exerce directement ou indirectement sur eux, la manière dont il les plie, les fixe, les utilise sont au principe du changement étudié. Il faudrait écrire une *Physique* du pouvoir, et montrer combien elle a été modifiée par rapport à ses formes antérieures, au début du XIX^e siècle, lors du développement des structures étatiques.

Une nouvelle *optique*, d'abord : organe de surveillance généralisée et constante ; tout doit être observé, vu, transmis : organisation d'une police ; institution d'un système d'archives (avec fiches individuelles) ; établissement d'un *panoptisme*.

Une nouvelle *mécanique* : isolement et regroupement des individus ; localisation des corps ; utilisation optimale des forces ; contrôle et amélioration du rendement ; bref, une mise en place de toute une *discipline* de la vie, du temps, des énergies.

Une nouvelle *physiologie* : définition des normes, exclusion et rejet de ce qui ne leur est pas conforme, mécanisme de leur rétablissement par des interventions correctrices qui sont d'une manière ambiguë thérapeutiques et punitives.

3/ Dans cette « physique », la délinquance joue un rôle important. Mais il faut s'entendre sur le terme de délinquance. Il ne s'agit pas des délinquants, sorte de mutants psychologiques et sociaux, qui seraient l'objet de la répression pénale. Par délinquance, il faut plutôt entendre le système couplé pénalité-délinquant. L'institution pénale, avec, en son centre, la prison, fabrique une catégorie d'individus qui font circuit avec elle : la prison ne corrige pas ; elle rappelle incessamment les mêmes ; elle constitue peu à peu une population marginalisée dont on se sert pour faire pression sur les « irrégularités » ou « illégalismes » qu'on ne peut tolérer. Et elle exerce cette pression sur les illégalismes par l'intermédiaire de la délinquance de trois façons : en conduisant peu à peu l'irrégularité ou l'illégalisme à l'infraction, grâce à tout un jeu d'exclusions et de sanctions parapénales (mécanisme qu'on peut appeler « l'indiscipline mène à l'échafaud ») ; en intégrant les délinquants à ses propres instruments de surveillance de l'illégalisme (recrutement de provocateurs, d'indicateurs, de policiers ; mécanisme qu'on peut appeler « tout voleur peut devenir Vidocq ») ; en canalisant les infractions des délinquants vers les populations qu'il importe le plus de surveiller (principe : « Un pauvre est toujours plus facile à voler qu'un riche »).

Si donc, pour reprendre la question tout au début : « Pourquoi cette étrange institution de la prison, pourquoi ce choix d'une pénalité dont le dysfonctionnement a été sitôt dénoncé ? », il faut peut-être lui chercher une réponse de ce côté : la prison a l'avantage de produire de la délinquance, instrument de contrôle et de pression sur l'illégalisme, pièce non négligeable dans l'exercice du pouvoir sur les corps, élément de cette physique du pouvoir qui a suscité la psychologie du sujet.

*
* *

Le séminaire de cette année a été consacré à préparer la publication du dossier de l'affaire Pierre Rivière.

BERNARD E. HARCOURT *

Situation du cours

* Bernard E. Harcourt est professeur de droit et de sciences politiques à l'Université de Chicago et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris. Dernier ouvrage paru : *The Illusion of Free Markets. Punishment and the Myth of Natural Order*, Cambridge, Harvard University Press, 2011.

À l'apogée d'une des périodes les plus militantes de Foucault concernant les questions pénales en France et faisant suite au cours de 1971-1972 consacré à la dimension répressive de la pénalité, Foucault se tourne en janvier 1973 vers un objet plus large. Au delà de la répression, il s'attache non seulement à la dimension productive de la pénalité, mais à la question plus générale de l'émergence d'un pouvoir punitif, qu'il appellera « disciplinaire », à travers la société tout entière au moment même de la naissance, au XIX^e siècle, de notre société contemporaine – qu'il qualifie de « société à pouvoir disciplinaire, c'est-à-dire dotée d'appareils dont la forme est la séquestration, dont la finalité est la constitution d'une force de travail, et dont l'instrument est l'acquisition des disciplines ou des habitudes¹ ».

Un mois auparavant, le Groupe d'information sur les prisons, dont Foucault fut l'un des cofondateurs en 1971, décide de sa dissolution². L'ambition du GIP – « La parole aux détenus ! », selon l'expression de Foucault³ – avait été, d'une certaine façon, satisfaite : la première organisation de détenus en France, le Comité d'action des prisonniers, venait d'être formée par les prisonniers eux-mêmes⁴. Foucault soutiendra la création d'une Association de défense des droits des détenus ;

1. Leçon du 28 mars 1973, *supra*, p. 240.

2. D. Defert, « Chronologie », in M. Foucault, *Dits et Écrits, 1954-1988*, éd. par D. Defert & F. Ewald, collab. J. Lagrange, Paris, Gallimard, 1994, 4 vol. [cité *infra* : *DE*] : t. I, p. 42 ; rééd. en 2 vol., coll. « Quarto » : vol. I, p. 57.

3. M. Foucault, « Le grand enfermement » (entretien avec M. Meienberg, *Tages Anzeiger Magazin*, n° 12, 25 mars 1972, p. 15, 17, 20, 37 ; trad. J. Chavy), *DE*, II, n° 105, éd. 1994, p. 304 / « Quarto », vol. I, p. 1172.

4. Cf. D. Defert, « L'émergence d'un nouveau front : les prisons », in *Le Groupe d'information sur les prisons. Archives d'une lutte, 1970-1972*, documents réunis et présentés par Philippe Artières, Laurent Quéro et Michelle Zancarini-Fournel, Éditions de l'IMEC, 2003, p. 315-326 ; A. Kiéfer, *Michel Foucault : le G.I.P., l'histoire et l'action*, thèse de philosophie (novembre 2006), Université de Picardie Jules Verne d'Amiens, 2009 ; F. Brion & B.E. Harcourt, Situation du cours, in M. Foucault, *Mal faire, dire vrai. Fonction de l'aveu en justice*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2012, p. 267-276.

dorénavant, pour ceux-ci : « L'autonomie de parole est atteinte⁵. » En ce même mois de décembre 1972, Foucault écrit à Daniel Defert qu'il commence à analyser les relations de pouvoir à partir de « la plus décriée des guerres : ni Hobbes, ni Clausewitz, ni lutte des classes, la guerre civile⁶ ». Cette notion de guerre civile ainsi que la figure du « criminel-ennemi social » qui lui est associée prennent le devant de la scène⁷. Quelques semaines plus tard, au début janvier 1973, Foucault inaugure ses leçons sur « la société punitive », treize leçons qui lient économie politique et généalogie de la morale pour décrire l'émergence d'une nouvelle forme de pouvoir – indissociablement la forme-salaire et la forme-prison – à travers la société entière et l'organisation d'une société panoptique qui assujettit l'intégralité du temps de la vie aux cycles de la production capitaliste.

Situé dans la lancée du projet de recherche établi durant sa première année au Collège de France, axé sur l'analyse historique de formes juridiques et politiques qui produisent des effets de vérité⁸, et dans le prolongement de son intérêt de longue date pour les savoirs associés aux techniques « divisantes⁹ », ce cours intitulé *La Société punitive* offre une première esquisse du régime de vérité associé à la forme juridique et politique de l'enfermement généralisé, et en souligne la centralité à travers toute la société contemporaine. Il s'agit, en effet, de l'étude d'une forme juridique et politique, plus que de la prison elle-même : « Cette forme-prison », insiste Foucault, « est beaucoup plus qu'une forme architecturale, c'est une forme sociale¹⁰. » Deux ans auparavant,

5. D. Defert, « Chronologie », *loc. cit.*, p. 42 / p. 57.

6. *Ibid.*

7. Cf. leçon du 3 janvier 1973, *supra*, p. 14 : « C'est donc la notion de *guerre civile* qui doit être mise au cœur de toutes ces analyses de la pénalité. »

8. Cf. M. Foucault, *Leçons sur la volonté de savoir. Cours au Collège de France, 1970-1971*, éd. par D. Defert, Paris, Gallimard-Seuil (coll. « Hautes Études »), 2011, p. 4-6 ; M. Foucault, « Théories et institutions pénales » (Résumé du cours, in *Annuaire du Collège de France, 72^e année, Histoire des systèmes de pensée, année 1971-1972*, 1972, p. 283-286), *DE*, II, n° 115, éd. 1994, p. 389 / « Quarto », vol. I, p. 1257 (où Foucault décrit son « projet plus large, esquissé l'année précédente : suivre la formation de certains types de savoir à partir des matrices juridico-politiques qui leur ont donné naissance et qui leur servent de support »).

9. Cf. M. Foucault, *Folie et Dérason. Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Plon, 1961 ; Id., « Un problème m'intéresse depuis longtemps, c'est celui du système pénal » (entretien avec J. Hafsia, *La Presse de Tunisie*, 12 août 1971, p. 3), *DE*, II, n° 95, éd. 1994, p. 206 / « Quarto », vol. I, p. 1074 ; F. Brion & B.E. Harcourt, Situation du cours, in M. Foucault, *Mal faire, dire vrai, op. cit.*, p. 267-273.

10. Leçon du 28 mars 1973, *supra*, p. 230 et p. 244, note 3 ; cf. leçon du 31 janvier 1973, *supra*, p. 86 : « D'où vient donc cette forme ? »

dans ses *Leçons sur la volonté de savoir*, Foucault avait entamé l'analyse du rapport entre la vérité et les formes juridiques, en étudiant l'épreuve comme mode de véridiction dans le combat agonistique entre Antiloque et Ménélas au chant XXIII de l'*Iliade* d'Homère ; l'enquête dans le cas de *l'Edipe roi* de Sophocle ; et, enfin, la question de la monnaie comme mesure de vérité. Foucault avait aussi expliqué, dans sa première leçon au Collège de France, le 9 décembre 1970, que son séminaire prendrait comme thème la question de la vérité dans le contexte de la pénalité au XIX^e siècle : « Le point précis de l'analyse sera l'insertion d'un discours à prétention scientifique (la médecine, la psychiatrie, la psychopathologie, la sociologie) à l'intérieur d'un système – le système pénal – jusqu'alors entièrement prescriptif¹¹. » Le cours de l'année suivante, « Théories et Institutions pénales », devait poursuivre l'analyse d'autres formes juridiques, notamment celle de l'enquête dans sa relation avec l'instauration de l'État au Moyen Âge et les « nouvelles formes de contrôles sociaux » en France au XVI^e siècle¹². C'est donc en 1973, dans *La Société punitive*, que Foucault aborde pour la première fois la spécificité juridique et sociale de la forme-prison, et cible directement la pénalité au XIX^e siècle : « Le point de mon propos », dit-il alors, c'est « la prison comme forme sociale, c'est-à-dire comme forme selon laquelle le pouvoir s'exerce à l'intérieur d'une société – la manière dont il prélève le savoir dont il a besoin pour s'exercer et celle dont, à partir de ce savoir, il va distribuer ordres, prescriptions¹³. » Foucault exposera le schème complet de ce projet de recherche dans ses conférences à l'Université pontificale catholique de Rio de Janeiro quelques mois plus tard, fin mai 1973. Et puis, en 1975, c'est la publication de *Surveiller et Punir*, qui, à la lumière de ses premiers cours au Collège de France, peut être lu – ou relu – comme une *étude de cas* de la forme juridique de l'examen au XIX^e siècle, en tant que production d'une vérité scientifique et juridique du sujet dans la société industrielle¹⁴. La question au centre de *Surveiller et Punir* – pourquoi l'enfermement ? ou, plus exactement : « Pourquoi l'exercice physique de la punition (et qui n'est pas le supplice) s'est-il substitué, avec la prison qui en est

11. M. Foucault, *Leçons sur la volonté de savoir, op. cit.*, p. 4.

12. M. Foucault, « Théories et institutions pénales », *loc. cit.*, p. 392 / p. 1260.

13. Leçon du 28 mars 1973, *supra*, p. 230.

14. Cf. M. Foucault, « Théories et institutions pénales », *loc. cit.*, p. 390 / p. 1258 : « l'an prochain, on envisagera l'examen comme forme de pouvoir-savoir lié aux systèmes de contrôle, d'exclusion et de punition propres aux sociétés industrielles ».

le support institutionnel, au jeu social des signes de châtement, et de la fête bavarde qui les faisait circuler ?¹⁵ » – doit être comprise sous cet angle : la question n'est pas simplement celle de la prédominance d'une institution, ni d'un type de pouvoir, mais, plus exactement, de la production d'une vérité et d'un savoir à travers la société tout entière. En d'autres mots, le cours de 1973 élabore la façon dont s'est imposé et généralisé l'emprisonnement comme tactique punitive, et, en cela, nous offre la possibilité d'une relecture de *Surveiller et Punir* non plus simplement en termes de pouvoir, mais en continuité avec le problème de la vérité.

Ce cours de 1973 signifie aussi une rupture avec certaines analyses antérieures – analyses qui déployaient notamment les notions de répression, d'exclusion et de transgression – et un tournant vers l'exploration des fonctions productives de la pénalité. Foucault commence à avancer dans cette direction quelques mois plus tôt, en avril 1972, lorsqu'il visite la prison d'Attica dans l'État de New York – accès direct à une prison, expérience qu'il qualifie de « terrifiante¹⁶ ». Bousculé et « ébranlé » par cette visite, Foucault amorce une transition analytique vers les « fonctions positives » du système pénal : « Or c'est maintenant dans les termes contraires que je pose le problème », explique-t-il. « Le problème devient alors de découvrir quel rôle la société capitaliste fait jouer à son système pénal, quel but est recherché, quels effets produisent toutes ces procédures de châtement et d'exclusion. Quelle place elles occupent dans le processus économique, quelle importance elles ont dans l'exercice et le maintien du pouvoir ; quel rôle elles jouent dans le conflit des classes¹⁷. » C'est précisément ce tournant vers les fonctions positives de la pénalité qui va conduire Foucault à une analyse d'économie politique – non pas seulement dans le sens de cette « « économie politique » du corps¹⁸ » qui animera *Surveiller et Punir*, mais plus traditionnellement, à la façon d'une étude classique en ce domaine. En 1973, donc, Foucault marie, au prisme de la guerre civile, une économie politique classique à une généalogie nietzschéenne de la morale centrée sur les Quakers et autres dissidents anglais du XVIII^e siècle. Ces derniers, qui jouent un rôle beaucoup plus important dans les leçons de

15. M. Foucault, *Surveiller et Punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, p. 134.

16. M. Foucault, « À propos de la prison d'Attica » (entretien avec J.K. Simon ; trad. F. Durand-Bogaert, *Telos*, n° 19, printemps 1974, p. 154-161), *DE*, II, n° 137, éd. 1994, p. 526 / « Quarto », vol. I, p. 1394.

17. *Ibid.*, p. 528 / p. 1396.

18. *Surveiller et Punir*, *op. cit.*, p. 30.

1973 que dans *Surveiller et Punir*, se trouvent placés au cœur du mouvement historique qui donne naissance à la forme-prison. Ainsi Foucault cherche-t-il à comprendre – question fondamentale – « [c]omment ces petits hommes [en] noir, et qui n'ôtaient pas leur chapeau, peuvent faire figure d'ancêtres dans la généalogie de notre morale¹⁹ ». Ces ancêtres quakers, ces petits hommes en noir, ils donneront naissance à un retournement de la peine en ascèse, à une moralisation de la criminalité et au modèle pénitenciaire d'enfermement, qui sera repris par la bourgeoisie capitaliste pour organiser une société industrielle.

La thèse est radicale et engagée. Elle fait bien ressentir que ce cours de 1973 couronne une des périodes les plus actives de la vie militante de Foucault, en particulier dans le domaine de la pénalité et de la prison – période, aussi, que Foucault perçoit comme répressive en France. « [A]ujourd'hui, pour des raisons que je ne comprends pas encore très bien, » signale Foucault, « on en revient à une sorte d'enfermement général, indifférencié²⁰. » Quelques mois auparavant, Foucault avait engagé sans réserve son soutien aux prisonniers qui se révoltaient dans de nombreuses prisons et maisons d'arrêt à travers la France – dont la centrale Ney de Toul en décembre 1971, la maison d'arrêt Charles-III de Nancy le 15 janvier 1972, les prisons de Nîmes, Amiens, Loos, Fleury-Mérogis²¹. Après la révolte à Toul, Foucault déclare dans une conférence de presse conjointe du GIP et du Comité Vérité Toul, le 5 janvier 1972, que « ce qui s'est passé à Toul c'est le début d'un processus nouveau : le premier temps d'une lutte politique menée contre le système pénitenciaire tout entier par la couche sociale qui en est la première victime²² ». Deux semaines plus tard, le 18 janvier, Foucault organise avec Deleuze, Sartre et une quarantaine de personnes, un « sit-in » au ministère de la Justice²³. Manifestations, conférences de

19. Leçon du 7 février 1973, *supra*, p. 105, note a (manuscrit, fol. 3).

20. M. Foucault, « Le grand enfermement », *loc. cit.*, p. 298-299 / p. 1166-1167.

21. Cf. *La Révolte de la prison de Nancy. 15 janvier 1972. Documents et propos de Michel Foucault, Jean-Paul Sartre et de militants du Groupe d'information sur les prisons*, Paris, Le Point du jour, 2013. Foucault engageait son soutien sans réserve aux prisonniers politiques et de droit commun, ne faisant pas de distinction. En mettant en avant la notion de « guerre civile », la distinction même – entre prisonnier politique et de droit commun – n'avait plus de sens. C'est un élément important, à la fois théorique et pratique, de l'intervention de Foucault. Cf. M. Foucault, « Sur la justice populaire. Débat avec les maos » (entretien avec Gilles et Victor, 5 février 1972, *Les Temps modernes*, n° 310 bis, p. 355-366), *DE*, II, n° 108, éd. 1994, p. 340-369 / « Quarto », vol. I, p. 1208-1237.

22. *La Révolte de la prison de Nancy. 15 janvier 1972*, *op. cit.*, p. 19 (reproduction de la page manuscrite).

23. Cf. D. Defert, « Chronologie », *loc. cit.*, p. 40 / p. 54.

presse, enquêtes – les enquêtes : « *Intolérable* » – et brochures du GIP, bulletins de la nouvelle Agence de Presse Libération/APL, tribunes dans *Le Monde* et d'autres organes de presse se multiplient²⁴. Revenant de sa visite de la prison d'Attica – où, sept mois auparavant, une mutinerie générale des détenus avait débouché sur un assaut militaire de la prison et la mort de vingt-neuf prisonniers et dix gardiens –, Foucault pointe déjà la « fonction d'élimination massive [que] remplit la prison américaine²⁵ », alors que l'expression « incarcération de masse » (*mass incarceration*) ne commencera à être utilisée aux États-Unis que vingt ans plus tard. À partir de 1973, effectivement, le nombre d'incarcérés dans les prisons américaines explose et ne tarde pas à rattraper le « plus d'un million de prisonniers²⁶ » qu'annonçait Foucault. (Il atteint aujourd'hui plus de 2,2 millions.) Foucault, avec clairvoyance, décrit la nouvelle « concentration radicale²⁷ » qui se développe aux États-Unis, et adopte à cet égard une position, elle aussi, assez radicale : « C'est seulement par l'action collective, l'organisation politique, la rébellion que les détenus pourront échapper à ce système de dressage », dit-il en quittant Attica. « Les prisons américaines semblent, bien plus aisément que les prisons européennes, pouvoir être un lieu d'action politique²⁸. » Engagés à distance dans cette lutte, Foucault et le GIP diffusent un tract après la mort – ou plutôt, affirment-ils, l'assassinat – de George Jackson, membre du Black Panther Party, incarcéré à San Quentin en Californie, tué par des gardiens lors d'un mouvement de révolte dans le quartier de force de la prison le 21 août 1971²⁹. De même en France, Foucault souligne « une énorme organisation carcérale » où « *grosso modo*, 300 000 personnes passent par les prisons ou y retourneront³⁰ ». Ainsi déclare-t-il en raison de ces faits, dans un entretien

24. Cf. D. Defert, « Chronologie », *loc. cit.*, p. 40 / p. 54 ; *La Révolte de la prison de Nancy. 15 janvier 1972*.

25. M. Foucault, « À propos de la prison d'Attica », *loc. cit.*, p. 530 / p. 1398.

26. *Ibid.*, p. 529 / p. 1397.

27. *Ibid.*, p. 530 / p. 1398.

28. *Ibid.*, p. 529 / p. 1397.

29. L'événement est d'ailleurs mentionné dans le manuscrit de *La Société punitive* ; cf. leçon du 7 mars 1973, *supra*, p. 196, note 19. Un an auparavant, en 1970, Jean Genet avait écrit une introduction aux lettres de prison de George Jackson, ce qui avait donné lieu à la rencontre de Foucault et Genet ; cf. G. Jackson, *Soledad Brother : The Prison Letters of George Jackson*, with an Introduction by Jean Genet, New York, Coward-McCann, 1970 ; D. Defert, « Chronologie », *loc. cit.*, p. 39 / p. 52.

30. M. Foucault, « Le grand enfermement », *loc. cit.* [*supra*, note 3], p. 300 / p. 1168.

paru en mars 1972 : « Si je m'occupe du G.I.P., c'est justement parce que je préfère un travail effectif au bavardage universitaire et au griffonnage de livres. Écrire aujourd'hui une suite de mon *Histoire de la folie* [...] est pour moi dépourvu d'intérêt. En revanche, une action politique concrète en faveur des prisonniers me paraît chargée de sens³¹. »

Cet engagement se ressent à la lecture de *La Société punitive*. Le cours de 1973 est animé par une indignation, presque une colère, contre ceux qui méconnaissent les enjeux de la lutte politique :

On a toujours l'habitude de parler de la « bêtise » de la bourgeoisie. Je me demande si le thème de la bêtise bourgeoise n'est pas un thème pour intellectuels : ceux-là qui s'imaginent que les marchands sont bornés, que les hommes d'argent sont butés, que les hommes du pouvoir sont aveugles. À l'abri de cette croyance, d'ailleurs, la bourgeoisie est remarquable d'intelligence. La lucidité et l'intelligence de cette classe, qui a conquis et gardé le pouvoir dans les conditions que l'on sait, produisent bien des effets de bêtise et d'aveuglement, mais où ? – sinon précisément dans la couche des intellectuels. On peut définir les intellectuels comme ceux sur qui l'intelligence de la bourgeoisie produit un effet d'aveuglement et de bêtise³².

Et Foucault d'ajouter, en marge de son manuscrit : « *Ceux qui le nient sont des amuseurs publics. Ils méconnaissent le sérieux de la lutte*³³. »

Cette indignation nourrit une militance qui est exprimée à travers le cours de 1973 et que l'on retrouvera quelques mois plus tard dans ses conférences à Rio sur « La vérité et les formes juridiques », où se reflète également l'adéquation, chez Foucault, entre théorie et engagement politique. À Rio, ce thème de l'aveuglement (des intellectuels) sera directement lié à ce qu'il appellera le grand mythe occidental de l'antinomie du savoir et du pouvoir, et plus largement à la question de la vérité. « Ce grand mythe doit être liquidé », déclare Foucault en mai 1973. « C'est ce mythe que Nietzsche a commencé à démolir, en montrant [...] que, derrière tout savoir, derrière toute connaissance, ce qui est en jeu, c'est une lutte de pouvoir. Le pouvoir politique n'est pas absent du savoir, il est tramé avec le savoir³⁴. » Ce sont des mots

31. *Ibid.*, p. 301 / p. 1169.

32. Leçon du 28 février 1973, *supra*, p. 168.

33. *Ibid.*, note d (App. cours n° 9, premier feuillet).

34. M. Foucault, « La vérité et les formes juridiques » (Conférences à l'Université pontificale de Rio de Janeiro, du 21 au 25 mai 1973, *Cadernos da P.U.C.*, n° 16, juin 1974, p. 5-133 ; trad. J.W. Prado, Jr.), *DE*, II, n° 139, éd. 1994, p. 570 / « Quarto », vol. I, p. 1438.

forts – « liquider », « démolir » – qui soulèvent nombre de questions sur les effets d'aveuglement, leur relation à la vérité, et en particulier le rôle important mais délicat de l'intellectuel. Dans un entretien avec Deleuze, le 4 mars 1972, Foucault avait précisé que « le rôle de l'intellectuel [...] c'est [...] de lutter contre les formes de pouvoir là où il en est à la fois l'objet et l'instrument : dans l'ordre du "savoir", de la "vérité", de la "conscience", du "discours"³⁵ ». Et donc, pour démanteler le grand mythe occidental, pour liquider cette illusion, Foucault se propose, dans son cours de 1973, d'analyser en détail la production de ce régime de vérité – la forme-prison, la forme-salaire – au sein de la société disciplinaire contemporaine.

I. LE CONTEXTE INTELLECTUEL

« Ni Hobbes, ni Clausewitz, ni lutte des classes³⁶ » : la notion clé de guerre civile qui anime *La Société punitive* se situe dans un espace délimité par ces trois points de fuite – trois dimensions, trois débats particulièrement tendus dans l'après-Mai 68, période dans laquelle « le problème de la répression et des poursuites judiciaires est devenu de plus en plus aigu³⁷ ».

Première dimension, Hobbes et la conceptualisation du pouvoir étatique : comment comprendre la relation entre l'État – le « *Commonwealth* » de Hobbes – et le sujet, ou plus précisément encore, comment penser le pouvoir politique après Mai 68 ? Cette première dimension conduit Foucault à l'élaboration d'une nouvelle manière de conceptualiser le pouvoir ainsi qu'à l'identification d'une nouvelle forme de pouvoir, qui viseront non seulement Hobbes, mais implicitement Althusser. Explicitement, l'intervention de Foucault s'adresse à Hobbes : c'est une critique de l'analyse hobbesienne de la guerre civile qui la subsume sous la notion de guerre de tous contre tous. L'effort théorique consiste à réintégrer la notion de guerre civile à l'intérieur du *Commonwealth*. Pour Foucault, la guerre civile n'est pas l'achèvement de la condition politique et ne nous replonge pas dans un état de nature ; elle n'est pas simplement une illustration de cette condition originelle

35. M. Foucault, « Les intellectuels et le pouvoir » (entretien avec Gilles Deleuze, *L'Arc*, n° 49 : *Gilles Deleuze*, 2^e trimestre 1972, p. 3-10), *DE*, II, n° 106, éd. 1994, p. 308 / « Quarto », vol. I, p. 1176.

36. D. Defert, « Chronologie », *loc. cit.*, p. 42 / p. 57.

37. M. Foucault, « Le grand enfermement », *loc. cit.*, p. 298 / p. 1166.

de la guerre de tous contre tous. La guerre civile ne s'oppose pas au pouvoir politique, elle le constitue et le reconstitue : elle est « une matrice à l'intérieur de laquelle les éléments du pouvoir viennent jouer, se réactiver, se dissocier³⁸ ». Elle est la condition quasi permanente de constitution et de reconstitution de collectivités et de communautés. Et de ce fait, le pouvoir doit lui-même être analysé au prisme de la guerre civile : « L'important pour une analyse de la pénalité, c'est de voir que le pouvoir ce n'est pas ce qui supprime la guerre civile, mais ce qui la mène et la continue³⁹. » Ainsi, comme Foucault le déclare le 10 janvier 1973 : « il faut récuser l'image [proposée par] Hobbes qui, avec l'apparition de l'exercice du [pouvoir] souverain, expulsait la guerre de l'espace de [celui-ci]⁴⁰ ».

Mais cette analyse du pouvoir vise, implicitement, Althusser, lequel avait publié, en 1970, ses notes de recherche intitulées « Idéologie et appareils idéologiques d'État ». L'intervention de Foucault en 1973 peut se lire comme une réplique assez pointue à cette préoccupation d'Althusser : la division tout althusserienne entre, d'un côté, un pouvoir d'État qui s'exprime par la violence et la coercition et, de l'autre, un pouvoir d'État qui agit par l'idéologie⁴¹. La thèse selon laquelle l'analyse de la pénalité ou du carcéral se situerait entièrement, ou presque, du côté d'une analyse de l'appareil répressif d'État⁴², – sans grand besoin, selon une bifurcation que Foucault lui-même récuse, des outils d'une analyse des appareils idéologiques –, servira à Foucault de repoussoir théorique récurrent. Certes, Althusser exprime une sensibilité aiguë à la dimension subjective de l'idéologie, à l'importance de l'assujettissement par l'interpellation du sujet à travers les formes idéologiques – autant de thèmes auxquels Foucault s'intéressait déjà lors de ses premiers travaux sur la folie et l'*Anthropologie* de Kant, et vers lesquels il se redirigera dans ses derniers cours. Pourtant, les

38. Leçon du 10 janvier 1973, *supra*, p. 33.

39. *Ibid.*, p. 34.

40. *Ibid.*

41. Cf. L. Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'État. (Note pour une recherche) », *La Pensée. Revue du rationalisme moderne*, n° 151, juin 1970, p. 3-38 rééd. in *Id.*, *Positions*, Paris, Éditions Sociales, 1976, p. 79-137.

42. Cf. *ibid.*, éd. 1970, p. 13 : « dans la théorie marxiste, l'Appareil d'État (AE) comprend : le Gouvernement, l'Administration, l'Armée, la Police, les Tribunaux, les Prisons, etc., qui constituent ce que nous appellerons désormais l'Appareil Répressif d'État » ; *ibid.*, p. 17 : « l'appareil d'État assure par la répression (depuis la force physique la plus brutale jusqu'aux simples ordres et interdictions administratifs, à la censure ouverte ou tacite, etc.), les conditions politiques de l'exercice des Appareils Idéologiques d'État ».

formulations « appareil d'État » et « appareils idéologiques » n'offrent pas réellement la possibilité de penser la pénalité ou la prison en dehors de la répression étatique, c'est-à-dire, selon Althusser, du domaine « des "mauvais sujets" qui provoquent à l'occasion l'intervention de tel ou tel détachement de l'appareil (répressif) d'État⁴³ ».

Foucault ne mentionne jamais Althusser dans ses leçons, mais il ne lui adresse pas moins la parole : « je ne crois pas que le pouvoir puisse être décrit d'une façon adéquate comme quelque chose qui serait localisée dans des appareils d'État. Il n'est peut-être même pas suffisant de dire que les appareils d'État sont l'enjeu d'une lutte, intérieure ou extérieure. Il me semble plutôt que l'appareil d'État est une forme concentrée, ou encore une structure d'appui, d'un système de pouvoir qui va bien au delà et bien plus profond⁴⁴ ». Au modèle de l'appareil d'État, Foucault oppose une conception plus fluide : voire l'exemple d'une séquestration d'origine ou d'initiative privée (soit, l'usine-couvent de Jujurieux) qui ne relève pas directement de l'État mais qui renvoie à l'appareil d'État, ou « plutôt [à] des relais-multiplicateurs de pouvoir à l'intérieur d'une société où la structure étatique reste la condition de fonctionnement de ces institutions⁴⁵ ». Foucault note dans son manuscrit – comme s'il parlait directement à Althusser : « Ce n'est pas un appareil d'État, c'est un appareil pris dans le nœud étatique. Un système intra-étatique⁴⁶ ».

Ensemble, ces oppositions à Hobbes et à Althusser produisent, dans *La Société punitive*, une nouvelle théorisation du pouvoir. Celui-ci ne peut se comprendre comme étant localisé dans l'État, ni possédé, ni subordonné à un mode de production, et certainement pas comme une idéologie⁴⁷. Le pouvoir doit être pensé comme facteur constitutif : en maîtrisant le temps, le pouvoir crée des sujets qui se plient à l'industrialisation et au capitalisme, et dans ce sens, les relations de pouvoir disciplinaire sont en fait des éléments constitutifs du capitalisme, et non pas de simples instruments, ou de la pure coercition. Ce qui implique, nécessairement, que la question du pouvoir traverse la société dans

43. L. Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », éd. 1970, p. 35.

44. Leçon du 28 mars 1973, *supra*, p. 233. Foucault en tirera la conséquence : « Ce qui fait que, pratiquement, ni le contrôle ni la destruction de l'appareil d'État ne peuvent suffire à transformer ou à faire disparaître un certain type de pouvoir, celui dans lequel il a fonctionné » (*ibid.*).

45. Leçon du 21 mars 1973, *supra*, p. 215.

46. *Ibid.*, note a (ms. fol. 12).

47. Cf. leçon du 28 mars 1973, *supra*, p. 231-237 ; passage important dans lequel Foucault propose et rejette quatre schémas théoriques du pouvoir.

son entier – ou, comme Foucault l'expliquera l'année suivante dans *Le Pouvoir psychiatrique* (1974), « ce qui méthodologiquement implique qu'on laisse de côté le problème de l'État, des appareils d'État, et qu'on se débarrasse de la notion psychosociologique d'autorité⁴⁸ ».

Deuxième dimension : Clausewitz et la guerre comme continuation de la politique par « d'autres moyens⁴⁹ » : comment comprendre la pratique et les institutions de guerre en relation avec la politique ordinaire, ou, dans les termes du cours de 1973 : comment penser les institutions d'enfermement – effectivement, des institutions de guerre civile – en relation avec les autres institutions sociales, de travail, d'éducation, religieuses, etc. ? La mise en rapport est évidemment nécessaire : « s'il est vrai que la guerre extérieure est le prolongement de la politique, il faut dire, réciproquement, que la politique est la continuation de la guerre civile⁵⁰ ». Mais comment analyser ce rapport ? Les institutions d'enfermement ne sont-elles que « d'autres moyens », sont-elles en continuité avec les autres institutions sociales ou en décalage ? La réponse de Foucault est explicitée dans ce cours de 1973 : les institutions d'enfermement ne peuvent être strictement différenciées des autres, mais elles ne sont pas non plus de simples « autres moyens ».

Foucault dispense ses leçons sur « la société punitive » dans une période intellectuellement très féconde, en France et à l'étranger, sur le thème précis du rapport des institutions d'enfermement aux autres institutions et à la société en général. Aux États-Unis, le sociologue et ethnographe de l'École de Chicago Erving Goffman vient de forger l'expression d'institutions dites « totales » (*total institutions*) – ces structures sociales caractérisées par une « barrière aux interactions sociales avec l'extérieur⁵¹ » – et de publier son célèbre ouvrage, *Asylums*, l'année

48. M. Foucault, *Le Pouvoir psychiatrique. Cours au Collège de France, 1973-1974*, éd. par J. Lagrange, Paris, Gallimard-Seuil (coll. « Hautes Études »), 2003, p. 42 n.*. Foucault venait de déclarer : « Soyons très anti-institutionnaliste. Ce que je me propose cette année, c'est de faire apparaître la microphysique du pouvoir, avant même l'analyse de l'institution. » (*Ibid.*, p. 34.) Cf. Id., *La Volonté de savoir*, Paris, Gallimard (coll. « Tel »), 1976, p. 117.

49. Cette expression de Clausewitz était, à l'époque, très en vogue parmi les militants maoïstes, selon Daniel Defert, ce qui pourrait situer l'intérêt que Foucault attachait à cette seconde dimension.

50. Leçon du 10 janvier 1973, *supra*, p. 34. Cf. *Surveiller et Punir*, p. 170 ; M. Foucault, « Il faut défendre la société ». *Cours au Collège de France, 1975-1976*, éd. par M. Bertani & A. Fontana, Paris, Gallimard-Seuil (coll. « Hautes Études »), 1997, [leçon] du 7 janvier 1976, p. 16, et [leçon] du 21 janvier, p. 41.

51. E. Goffman, *Asylums : Essays on the Social Situation of Mental Patients and Other Inmates*, New York, Doubleday (« Anchor Books »), 1961, p. 4 / *Asiles. Études sur la*

même de la parution de *Folie et Déraillement* (1961). Sur un certain nombre de points, les deux ouvrages se font écho. L'étude ethnographique de Goffman permet de développer « une version sociologique de la structure du soi⁵² », et l'attention aux patients dans ces institutions totales donne les moyens de décrire des formes de « mortification du soi⁵³ » – thèmes très foucaultiens. Goffman, lui aussi, attribue un rôle important à la discipline dans ces établissements – il précise même que les emplois de temps sont « *tightly scheduled* » [rigoureusement programmés]⁵⁴ et décrit en détail le rôle de la « *surveillance* » dans ces institutions, où « l'infraction individuelle sera mise en relief par la conformité visible et constamment sous examen des autres⁵⁵ ». Goffman décrit également et étudie de près le contrôle du temps : la façon dont le temps est mis à profit pour « dé-culturer » le détenu et pour assurer sa « mort civile » par rapport au monde extérieur⁵⁶. « Le temps », écrit Goffman, « est quelque chose que les détenus, ceux qui "font leur temps" [*are doing time*], ont mis entre parenthèses pour le considérer constamment et consciemment d'une manière qu'on ne trouve pas à l'extérieur⁵⁷. » De plus, l'analyse par Foucault du rapport de forces à l'intérieur des institutions, entre détenus et surveillants, présente des parallèles avec les processus que Goffman décrit entre « reclus et gardiens⁵⁸ ».

Mais bien qu'il y ait de nombreux parallèles, leurs analyses du rapport entre les institutions, totales et autres, sont radicalement différentes. Pour Goffman, la prison, l'asile, les écoles fermées se distinguent

condition sociale des malades mentaux et autres reclus, trad. Liliane & Claude Lainé, Paris, Éditions de Minuit (coll. « Le Sens commun »), 1968, v. p. 46.

Pour une lecture croisée de Foucault et Goffman, cf. I. Hacking, « Between Michel Foucault and Erving Goffman: Between Discourse in the Abstract and Face-to-Face Interaction », *Economy and Society*, vol. 33 (3), Aug. 2004, p. 277-302.

52. E. Goffman, *Asylums*, *op. cit.*, p. xiii et 319.

53. *Ibid.*, p. 23, 46, 48.

54. *Ibid.*, p. 6 et 290.

55. *Ibid.*, p. 7.

56. *Ibid.*, p. 13-14, 38-39, 46-48.

57. *Ibid.*, p. 68 : « *This time is something its doers have bracketed off for constant conscious consideration in a way not quite found on the outside.* »

58. Ainsi cette analyse de Foucault pourrait-elle s'appliquer à l'institution totale goffmanienne : « dans l'espace et dans la mouvance de ces institutions, une sorte de pouvoir concentré, nouveau dans sa force, quasi autonome, règne : le pouvoir du patron à l'usine, celui du contremaître à l'atelier » (leçon du 21 mars 1973, *supra*, p. 211). On perçoit ce parallélisme aussi dans la définition que Foucault donne de la séquestration ; cf. *ibid.*, *supra*, p. 222 : « Être sous séquestre, c'est être pris à l'intérieur d'une discursivité à la fois ininterrompue dans le temps, tenue de l'extérieur par une autorité, et ordonnée nécessairement à ce qui est normal et à ce qui est anormal. »

nettement des autres institutions sociales ; elles se démarquent du reste de la société. De même, l'historien de la médecine David Rothman, qui publie son ouvrage, *The Discovery of the Asylum*⁵⁹, en 1971, présente les pénitenciers, les asiles, les orphelinats, les sanatoriums, les hospices pour les pauvres, bref les institutions closes, sous le même aspect. Elles naissent d'un mouvement commun mais leur spécificité est strictement intrinsèque. Elles sont le fruit commun d'un désir profond de restaurer un ordre à une époque – le début du XIX^e siècle, sous la présidence d'Andrew Jackson – qui se pensait au bord de la rupture de l'ordre social, des liens familiaux, des relations communautaires et religieuses⁶⁰, mais elles sont distinctes de la société ambiante. Pour Foucault, par contre, ce sont les traits communs à l'ensemble des institutions sociales qui importent : l'aménagement du temps, la prise sur le corps, le rapport entre la forme-prison et la forme-salaire du travail, ce sont ces caractéristiques communes qu'il faut étudier⁶¹, et non pas le fait d'avoir ou non des « portes verrouillées, des hauts murs, du fil de fer barbelé, des falaises, de l'eau, des forêts, ou des tourbières⁶² ». La forme commune l'emporte sur la différence. Il faut donc penser l'enfermement *avec*, et non pas contre ces autres institutions sociales et économiques.

« [D]urant toute leur vie, les gens entretiennent une multiplicité de liens avec une multiplicité d'institutions⁶³ », observe Foucault. C'est précisément cette multiplicité d'institutions qui permet d'éclairer, de la manière la plus profonde, le propos même du cours. Pour Foucault le pouvoir disciplinaire émergent n'est pas un trait commun aux seules institutions « totales ». L'institution totale qu'est la prison ne se démarque pas de la sphère sociale. Elle ne représente pas, non plus, un « autre moyen » au sens clausewitzien. La prison et le salaire ont « la même forme⁶⁴ », des formes « historiquement jumelles⁶⁵ », elles

59. D. Rothman, *The Discovery of the Asylum: Social Order and Disorder in the New Republic*, Boston, Mass., Little Brown, 1971.

60. Cf. M. Foucault, « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 611-612 / p. 1479-1480 (référence à l'« historien américain » qui « a cherché à analyser comment ont paru, aux États-Unis, ces bâtiments et ces institutions qui se sont répandus à travers toute la société occidentale »). Il s'agit ici de l'historien David Rothman qui analyse exactement cette question dans son livre, *The Discovery of the Asylum* (*op. cit.*).

61. Cf. Résumé du cours, *supra*, p. 267-268.

62. E. Goffman, *Asylums*, p. 4 et 220.

63. Cf. leçon du 21 mars 1973, *supra*, p. 211.

64. Leçon du 24 janvier 1973, *supra*, p. 86.

65. *Ibid.*, p. 72.

partagent la maîtrise du temps de la vie et sa transformation en force de travail : « La forme-prison de la pénalité correspond à la forme-salaire du travail⁶⁶. » On pourrait presque dire que, pour Foucault, c'est la société dans son entièreté qui est une institution « totalisante » goffmanienne – ou, dans les mots de Foucault : « La société tout entière porte l'élément du pénitencier, dont la prison n'est qu'une formulation⁶⁷. »

En ceci, le cours de 1973 offre une herméneutique essentielle pour comprendre le livre qui suivra, *Surveiller et Punir*. Plus clairement peut-être que cet ouvrage – si souvent lu comme une simple généalogie de la prison, en accord avec son sous-titre –, *La Société punitive*, en accord avec son titre, représente une intervention plus large, annonciatrice d'une nouvelle forme de pouvoir. Le panoptisme de Julius et de Bentham s'infiltre dans tous les rouages du social, et ne se réduit pas à une innovation architecturale, pas plus qu'il n'est exclusivement lié à la prison, à l'hôpital, ou même à l'usine ou au couvent. La focale est élargie, et l'objet d'analyse se situe désormais au niveau de la captation et la séquestration du temps, de l'assujettissement du temps de la vie entière aux cycles de la production industrielle et capitaliste, du contrôle permanent direct et indirect de chaque instant de l'existence, d'un « système punitif quotidien, complexe, profond, qui moralise [...] le judiciaire⁶⁸ », de la constitution d'une image de la société et d'une norme sociale, bref de la fabrication du social⁶⁹. C'est bien la société disciplinaire que Foucault analyse dans son cours de 1973, non pas simplement l'enfermement pénitencier, ni la naissance de la prison.

Et en cela, le cours de Foucault est beaucoup plus proche des travaux de Castel et de Deleuze et Guattari, que de Goffman ou Rothman. Castel publie la même année, en 1973, *Le Psychanalysme. L'ordre psychanalytique et le pouvoir*, et travaille sur les thèmes de *L'Ordre psychiatrique. L'âge d'or de l'aliénisme*, qui paraîtra trois ans plus tard⁷⁰; tandis que Gilles Deleuze et Félix Guattari viennent de publier, en 1972, *Anti-Œdipe. Capitalisme et schizophrénie*⁷¹. Foucault reconnaîtra lui-même l'influence de ces deux axes de recherche sur sa pensée⁷². Le projet de

66. Résumé du cours, *supra*, p. 267.

67. Leçon du 7 février 1973, *supra*, p. 104.

68. Leçon du 14 mars 1973, *supra*, p. 201.

69. Cf. leçon du 21 mars 1973, *supra*, p. 220.

70. R. Castel, *Le Psychanalysme. L'ordre psychanalytique et le pouvoir*, Paris, Maspero, 1973; Id., *L'Ordre psychiatrique. L'âge d'or de l'aliénisme*, Paris, Éditions de Minuit, 1976.

71. G. Deleuze & F. Guattari, *Anti-Œdipe. Capitalisme et schizophrénie*, Paris, Éditions de Minuit, 1972.

72. Cf. *Surveiller et Punir*, p. 29 n. 1 : « De toute façon, je ne saurais mesurer

Castel en particulier semble s'inscrire dans une dynamique commune aux démarches de Foucault : une sensibilité assez proche, une attention à la fois aux nouveaux savoirs, aux nouvelles structures institutionnelles et aux nouveaux agents, un même intérêt pour la loi de 1838 sur les aliénés, et un projet commun d'analyser « une nouvelle structure de domination » au XIX^e siècle et « une utopie disons capillaire⁷³ » dans la médecine mentale actuelle.

Troisième dimension, Marx et la lutte des classes : comment lier, ou distinguer, guerre civile et conflit de classes, ou, plus précisément dans le contexte de ce cours, comment repenser la répression pénale de la sédition et des mouvements populaires en liaison avec la naissance non seulement des institutions d'enfermement, mais aussi d'un pouvoir punitif généralisé ? Sur cette question, les leçons de 1973 peuvent se lire en dialogue silencieux avec les historiens marxistes anglais, en particulier avec le fameux ouvrage d'Edward P. Thompson, *The Making of the English Working Class* (1963)⁷⁴. Le thème du « making », bien sûr, fait écho à la méthode généalogique. Et les principaux personnages – John Wesley, les méthodistes et les Quakers, la *Society for the Suppression of Vice and Encouragement of Religion*, John Howard et Jonas Hanway, Patrick Colquhoun et Edmund Burke, William Wilberforce, le mouvement luddite et les *Gordon Riots*, etc. – se retrouvent de part et d'autre de l'échange de propos. Mais plus encore, la notion centrale des « illégalismes populaires », que Foucault développe ici, peut se lire à la fois comme une critique et une réponse à Thompson et aux historiens marxistes anglais.

L'intervention de Thompson – qui s'appuie sur les travaux de George Rudé ainsi que d'autres historiens qui avaient déjà repensé et élargi la notion de « plèbe » (*mob*) – consiste en partie à enrichir la notion d'« émeute » (*riot*). Selon Thompson, il ne faut plus penser

par des références ou des citations ce que ce livre doit à G. Deleuze et au travail qu'il fait avec F. Guattari. J'aurais dû également citer aussi à bien des pages le *Psychanalysme* de R. Castel et dire combien j'étais redevable à P. Nora. »

73. R. Castel, *L'Ordre psychiatrique*, *op. cit.*, p. 11.

74. On pourrait peut-être aussi discerner une amorce de dialogue avec Thompson, l'année précédente, dans « Théories et Institutions pénales »; mais là, en 1972, Foucault est beaucoup plus concerné par les travaux de l'historien soviétique, Boris Porchnev, qui tirait ses sources des archives du fonds Séguier à Leningrad et qui, dans une étude approfondie publiée en russe en 1948, interprète les révoltes populaires du XVII^e siècle en France à travers le prisme de la lutte des classes. Cf. B. Porchnev, *Les Soulèvements populaires en France de 1623 à 1648*, Paris, SEVPEN, 1963, rééd. Paris, Flammarion, 1972.

l'émeute comme un mouvement spontané, spasmodique, saccadé ou irrégulier, mais plutôt comme ayant une cohérence, une logique, et étant en continuité avec d'autres instances de résistance⁷⁵. En effet, l'émeute ne reflète pas, pour Thompson, une réaction irrationnelle ou temporaire répondant à un stimulus unique (la faim, une disette, etc.); elle exprime au contraire une éthique sociale, ou plus exactement, au XVIII^e siècle, une opposition concertée, politique et morale, à l'émergence du *laissez-faire*. C'est, dit-il, ce qui expliquerait par exemple le mouvement luddite : « On doit comprendre que l'apparition du luddisme se situe au point critique de l'abrogation de la législation paternaliste et de l'imposition aux travailleurs, contre leur volonté et leur conscience, de la politique économique du laissez-faire⁷⁶. » En même temps, c'est la répression des actes séditieux qui donnerait place à tout un sanglant système pénal et répressif. Le système pénitentiaire serait donc le produit de la répression ; et le développement économique de la seconde moitié du XVIII^e siècle se serait déroulé « à l'ombre » de ce système répressif – non pas comme effet productif de la répression, ni par le moyen d'une forme de pouvoir commune : « L'expansion commerciale, le mouvement des enclosures, les premières années de la révolution industrielle », Thompson le maintient, « se déroulèrent à l'ombre des potences⁷⁷ ».

75. Cf. E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Londres, Victor Gollancz, 1963, p. 59-71 ; Id., « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, n° 50, Feb. 1971, p. 76-79, v. p. 78-79 : « L'émeute de subsistance (*food riot*) au XVIII^e siècle en Angleterre était une forme très complexe d'action populaire directe, disciplinée, mue par des objectifs clairs [...] Elle se fondait sur une solide conception traditionnelle des normes et obligations sociales, des fonctions économiques propres aux diverses composantes de la communauté qui, prises dans leur ensemble, promouvèrent ce que l'on pourrait définir comme l'économie morale des pauvres » ; cf. aussi G. Rudé, *The Crowd in History: A Study of Popular Disturbances in France and England, 1730-1848*, New York, Wiley, 1964.

76. E.P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, op. cit., p. 543 / *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, trad. Gilles Dauvé, Mireille Golaszewski, Marie-Noëlle Thibault, présentation par Miguel Abensour, Gallimard-Seuil (coll. « Hautes Études »), 1988, p. 491.

77. Id., *The Making of the English Working Class*, p. 61 / *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, trad. citée, p. 58. La question de la sévérité des peines et de l'utilisation de la peine de mort en Angleterre au XVIII^e siècle donnera lieu à des débats considérables entre historiens. Cf. : D. Hay, « Property, Authority and the Criminal Law », in Douglas Hay, Peter Linebaugh, E.P. Thompson, *Albion's Fatal Tree: Crime and Society in Eighteenth Century England*, New York, Doubleday/Pantheon Books, 1975 ; J.H. Langbein, « Albion's Fatal Flaws », *Past and Present*, n° 98 (1), 1983, p. 96-120, rééd. in David Sugarman, ed., *Law in History: Histories of Law and Society*, New York, New York University Press, 1996, vol. 1.

Foucault s'était rapproché de la thèse de Thompson⁷⁸, mais en février 1973 il s'en distancie – et on pourrait l'entendre ici en conversation directe avec Thompson, précisément sur le rapport entre la résistance populaire et la répression. À la question : « Pourquoi l'État est-il devenu lui-même le grand "pénitentier" ? », Foucault observe : « j'ai cru pendant un certain temps qu'on pouvait [...] résoudre [le problème] en deux mots⁷⁹ » – « deux mots » vraisemblablement très proches de la répression de la « plèbe séditieuse » selon Thompson⁸⁰. « Or, » dit Foucault, « je ne suis pas sûr d'avoir eu raison d'employer le terme "plèbe séditieuse". En effet, il me semble que le mécanisme qui a amené la formation de ce système punitif est, en un sens, plus profond et plus large que celui du simple contrôle de la plèbe séditieuse⁸¹. » Pour Foucault, donc, la société punitive ne puiserait pas sa source dans la peur et la réaction répressive aux mouvements populaires au XVIII^e siècle. La dynamique ne se réduirait pas au triptyque : changement d'économie politique – économie morale de résistance – répression par la classe dominante. Foucault développera plutôt sa thèse sur « l'illégalisme populaire » – phénomène qu'il qualifiera de « plus profond et plus constant » et « dont la sédition n'est qu'un cas particulier⁸² ». Thème clé du cours de 1973, la théorie des illégalismes⁸³ constitue, dans la perspective de Foucault en 1973, la base d'une économie politique qui deviendra centrale dans son approche du système pénal, et qui sera développée au cours des mois suivants, puis dans *Surveiller et Punir*.

En raison de ce dialogue silencieux avec Thompson, ainsi qu'avec Althusser, le cours de 1973 a des reflets plus marxisants que les autres écrits de Foucault, tout en formulant de claires lignes de démarcation, peut-être même les plus claires qu'il ait écrites, entre Marx et lui-même. Foucault développe une économie politique, un historique du capitalisme, sur la base d'une lutte qui ressemble parfois à une lutte des classes – ce qui rend ce texte si marxisant –, mais qui est

78. Leçon du 10 janvier 1973, *supra*, p. 31 : « Un mouvement d'émeute consiste moins à détruire les éléments du pouvoir qu'à s'en emparer et à les faire jouer. »

79. Leçon du 21 février 1973, *supra*, p. 144.

80. Foucault explique ces « deux mots » de la façon suivante : « à la croissance du capitalisme répondrait toute une série de mouvements de sédition populaire auxquels le pouvoir de la bourgeoisie aurait répondu par un nouveau système judiciaire et pénitentiaire » (*ibid.*).

81. *Ibid.*

82. *Ibid.* Cf. F. Gros, « Foucault et "la société punitive" », *Pouvoirs*, n° 136, 2010/4, p. 5-14, v. p. 10-11.

83. Cf. *infra*, p. 292-295.

in fine une lutte très différente : une guerre civile généralisée contre le « criminel-ennemi social », qui produit un pouvoir disciplinaire traversant toute la société et transformant le temps de la vie en force productive. Le cours de 1973 se lit comme un défi aux grands textes sur l'histoire du capitalisme. À ceux qui pensent que la morale n'est pas indispensable au capitalisme, Foucault semble dire : il n'y avait en effet rien de naturel ni dans la plus-value ni dans le « travail nécessaire » ; il a fallu une multitude de batailles morales ciblant les classes populaires, une multitude de batailles éthiques à tous les niveaux, pour que la bourgeoisie devienne maîtresse des illégalismes. En ceci, ce cours de 1973 articule un rapport à Marx mieux qu'aucun commentaire, et propose une analyse des rapports entre morale et économie qui remet en cause *L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme* de Max Weber.

II. LA STRUCTURE DE L'ARGUMENTATION

Le cours se situe donc à l'encontre de trois dimensions – Hobbes/Althusser, Clausewitz/Goffman, et Marx/Thompson – et l'argumentaire s'articule alors autour de cinq thèses principales : d'abord, un tournant vers l'analyse du côté productif de la répression ; ensuite, le développement d'une économie politique et de la théorie des illégalismes ; troisièmement, une différenciation par rapport au marxisme et à l'analyse des idéologies ; quatrièmement, une généalogie de la morale pénitente ; ce qui amène, enfin, au couple « surveiller-punir ».

A. Du répressif au productif

Le cours de l'année précédente, « Théories et Institutions pénales », était entièrement axé, avec clairvoyance, sur la répression et la coercition, détaillant les différents aspects répressifs de la justice pénale au Moyen Âge et au XVII^e siècle. L'objectif était d'étudier la formation de l'État médiéval non pas simplement en rapport avec la dimension fiscale de l'exercice de la justice ou en rapport avec l'armée, mais en identifiant les prémices d'une fonction purement répressive⁸⁴. Clairvoyance, parce que cette notion du *répressif* était l'une des pierres angulaires nécessaires à la construction du projet foucaultien sur la pénalité. En 1972, le pénal est avant tout une des nouvelles

84. Cf. leçon du 3 janvier 1973, *supra*, p. 20, note 13 ; cf. aussi leçon du 14 février 1973, *supra*, p. 126.

modalités instaurées contre la sédition au XVII^e siècle, une réaction à la « plèbe séditeuse » : « toutes les grandes phases d'évolution du système pénal, du système répressif, sont des façons de répondre à des formes de luttes populaires⁸⁵ », avait affirmé Foucault dans ses leçons en 1972. C'est précisément ce qui motive la thèse centrale du cours précédent : « Le couple système pénal-délinquance est un effet du couple système répressif-[système] séditeux. Un effet en ce sens que c'est un produit, une condition de maintien, un déplacement et une occultation⁸⁶. » En revanche, en 1973, dès sa première leçon, Foucault s'oriente vers l'aspect *productif* du pénal. Il aborde d'emblée le fonctionnement positif des transgressions : « [O]n ne peut comprendre le fonctionnement d'un système pénal, d'un système de lois et d'interdits, si on ne s'interroge pas sur le fonctionnement positif des illégalismes⁸⁷. »

Ceci représente une double distanciation par rapport à la sociologie traditionnelle, ce que Foucault appelle « la sociologie de type durkheimien⁸⁸ ». Première distanciation : tandis que la sociologie traditionnelle posait la question de savoir comment la société pouvait créer de la cohésion morale – question à laquelle Durkheim répond, en partie, par la condamnation de l'infracteur –, Foucault s'était initialement attaché à explorer les *différentes formes d'exclusion*. D'où : « Théories et Institutions pénales » et l'analyse des différents modes de répression – envers les Nu-pieds, le mouvement luddite, etc. Mais en 1973, second départ, plus radical : ne plus se focaliser sur la répression ou l'exclusion. « La prison est une organisation trop complexe pour qu'on la réduise à des fonctions purement négatives d'exclusion⁸⁹. » L'interrogation se réoriente et se tourne vers les effets positifs d'un système pénal spécifique, c'est-à-dire non pas sur le fonctionnement de la société en termes généraux, ou sur la cohésion morale à l'état brut, mais sur la société capitaliste moderne et, plus profondément, sur « l'exercice et le maintien du pouvoir⁹⁰ » dans une telle société. En d'autres termes, il s'agit d'explorer les effets de pouvoir de différents systèmes pénaux, de

85. M. Foucault, « Théories et Institutions pénales. Cours au Collège de France, 1971-1972 », septième leçon, ms. fol. 2 [p. 68] ; cf. Id., « Sur la justice populaire. Débat avec les maos », *loc. cit.* [*supra*, note 21], p. 351 / p. 1219.

86. M. Foucault, « Théories et Institutions pénales », ms. cité, fol. 3 [p. 68].

87. Leçon du 21 février 1973, *supra*, p. 148.

88. M. Foucault, « À propos de la prison d'Attica », *loc. cit.* [*supra*, note 16], p. 527 / p. 1395.

89. *Ibid.*

90. *Ibid.*

telle manière que l'on ne perçoive pas simplement un adoucissement punitif, ou une individualisation des peines indépendante des relations de pouvoir, mais que l'on distingue bien les processus constitutifs de relations de pouvoir spécifiques à une période et à une forme d'organisation économique données. Thème qui sera repris en 1975⁹¹. Ce tournant, qui avait déjà été amorcé après sa visite de la prison d'Attica en 1972⁹², suscitera l'une des principales assertions de *Surveiller et Punir* : « Il faut cesser de toujours décrire les effets de pouvoir en termes négatifs : il "exclut", il "réprime", il "refoule", il "censure", il "abstrait", il "masque", il "cache". En fait le pouvoir produit ; il produit du réel ; il produit des domaines d'objets et des rituels de vérité. L'individu et la connaissance qu'on peut en prendre relèvent de cette production⁹³. »

B. Une économie politique des illégalismes

Un tournant, donc, vers la question de la productivité de la pénalité. Mais productivité de quoi ? En 1973, c'est une économie politique du capitalisme au début du XIX^e siècle que Foucault élabore, sur la base d'une lutte sociale généralisée, dans laquelle la disciplinarisation de la force de travail prend la première place. L'analyse résulte en partie, nous l'avons vu, de l'échange avec E. P. Thompson et son ouvrage, *The Making of the English Working Class* – la réplique de Foucault visant à dépasser la description du système pénal comme répression de la « plèbe séditeuse » –, mais aussi de son appréciation, l'année précédente, des thèses marxistes de l'historien soviétique, Boris Porchnev, d'après son ouvrage, *Les Soulèvements populaires en France au XVIII^e siècle*⁹⁴. Au point focal de la réflexion de Foucault se situe une théorie des *illégalismes* : l'idée serait de situer l'enfermement dans le mouvement économique plus large de la production d'une force de travail, un mouvement par lequel la bourgeoisie maîtriserait le comportement des travailleurs en gérant les illégalismes populaires. La notion des illégalismes, c'est donc l'idée que la loi n'est pas destinée à être strictement appliquée mais à gérer les marges de légalité, qu'elle est un instrument de gestion.

91. Cf. *Surveiller et Punir*, p. 28.

92. Cf. M. Foucault, « À propos de la prison d'Attica », *loc. cit.*, p. 528 / p. 1396.

93. *Surveiller et Punir*, p. 196. Ce qui donnera, deux ans après *La Société punitive*, l'impératif méthodologique : « Ne pas centrer l'étude des mécanismes punitifs sur leurs seuls effets "répressifs", sur le seul côté de la "sanction", mais les replacer dans toute la série des effets positifs qu'ils peuvent induire, même s'ils sont marginaux au premier regard. » (*Ibid.*, p. 28.)

94. Cf. *supra*, note 74.

Foucault élabore, dans *La Société punitive*, une théorie des illégalismes à trois temps. En premier lieu, il développe la thèse que les illégalismes sont généralisés. À travers toute la société, les différentes couches sociales pratiquent des jeux stratégiques en rapport avec la loi, les normes, l'ordre, les déviances, et le désordre. « [D]ans tout régime, les différents groupes sociaux, les différentes classes, les différentes castes ont chacun leur illégalisme⁹⁵. » Au XVIII^e siècle, par exemple, Foucault repère non seulement les illégalismes populaires, mais les illégalismes des marchands et des affaires, ainsi que « l'illégalisme des privilégiés qui échappent par statut, par tolérance, par exception, à la loi⁹⁶ », et même les illégalismes du pouvoir – des intendants, des lieutenants de la police, etc. Ces illégalismes des différentes couches sociales sont imbriqués, souvent en conflit, souvent utiles les uns aux autres. Ils fonctionnent ensemble. On pourrait dire qu'ils sont en relation symbiotique. La bourgeoisie au XVIII^e siècle, par exemple, tolère les illégalismes populaires, car elle aussi a des pratiques d'illégalismes, et le rapport entre tous ces illégalismes est nécessaire au bon fonctionnement du système économique et du capitalisme naissant : « Il me semble que jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, » dit-il en février 1973, « un certain illégalisme populaire était non seulement compatible avec, mais utile au développement de l'économie bourgeoise ; [mais] il est venu un moment où cet illégalisme qui fonctionnait engrené sur le développement de l'économie est devenu incompatible avec lui⁹⁷. »

En second lieu, donc, Foucault identifie une rupture. Alors que les illégalismes des différentes classes étaient imbriqués sous l'Ancien Régime, les illégalismes populaires sont perçus, à l'approche du XIX^e siècle, comme une menace, un danger par les marchands, les aristocrates et les bourgeois en France, mais aussi en Angleterre, en Russie, etc. La nouvelle accumulation et transformation des richesses, les nouvelles formes de propriété plus matérielle et mobile, la commercialisation des biens, l'abondance de marchandises – bref, la richesse des biens meubles, bien plus que la propriété terrienne, est exposée aux travailleurs, qui sont en contact direct avec cette nouvelle fortune commerciale. Cette accumulation et cette disponibilité rendent les illégalismes populaires inutiles – voire dangereux – pour les intérêts de

95. M. Foucault, « À propos de l'enfermement pénitentiaire » (entretien avec A. Krywin et F. Ringelheim, *Pro Justitia. Revue politique de droit*, t. I, n° 3-4 : *La Prison*, octobre 1973, p. 5-14), *DE*, II, n° 127, éd. 1994, p. 435 / « Quarto », vol. I, p. 1303.

96. Leçon du 21 février 1973, *supra*, p. 146.

97. *Ibid.*, p. 144.

la bourgeoisie. Foucault développe le cadre de cette transformation historique clairement dans ses leçons des 21 et 28 février 1973, ainsi que dans un entretien donné quelques mois plus tard, « À propos de l'enfermement pénitentiaire⁹⁸ ». Il précise dans ce cours : « [C]et illégalisme a cessé, à partir d'un certain moment, d'être tolérable à la classe qui vient de prendre le pouvoir, parce que la richesse, dans sa matérialité, se trouve spatialisée selon de nouvelles formes et court le risque de se voir attaquée de front par un illégalisme populaire qui, désormais, ne se heurterait plus au système des lois et des règlements du pouvoir, mais à ses biens eux-mêmes dans leur matérialité⁹⁹. »

Troisièmement, Foucault décèle un tournant vers le pénal¹⁰⁰. À la fin du XVIII^e siècle, la bourgeoisie s'empare du système judiciaire pour mettre un terme à ces illégalismes populaires, soit : non seulement la « déprédation » de la propriété matérielle, mais aussi la « dissipation » du temps et de la force des travailleurs eux-mêmes – en effet, du capital humain –, dissipation qui prendra « la forme de l'absentéisme, des retards, de la paresse, des fêtes, de la débauche, du nomadisme¹⁰¹ ». La tolérance des illégalismes populaires « est devenu[e] littéralement impossible : il a fallu effectivement mettre en surveillance généralisée toutes les couches populaires¹⁰² ». La bourgeoisie va s'emparer de l'appareil administratif et policier de la fin du XVIII^e siècle et le transformer « en appareil judiciaire chargé précisément de la débarrasser de l'illégalisme populaire. Cet appareil, qui était mêlé au système général des illégalismes, la bourgeoisie, en prenant le pouvoir, va mettre la main sur lui et le charger de faire appliquer sa légalité¹⁰³ ». C'est donc l'accumulation de richesses matérielles qui motive un mouvement vers la surveillance, le contrôle permanent, l'examen. Le résultat, c'est le « pénitentiaire¹⁰⁴ », notion qui représente, comme l'explique bien Frédéric Gros, « l'idée d'un enfermement qui sanctionne moins

98. Cité *supra*, note 95. Cf. leçon du 21 février 1973, *supra*, p. 144 et p. 155, note 2.

99. Leçon du 28 février 1973, *supra*, p. 159.

100. Cf. leçon du 21 février 1973, *supra*, p. 144 ; cf. aussi : M. Foucault, « Le grand enfermement », *loc. cit.*, p. 297 / p. 1165 ; Id., « Sur la justice populaire. Débat avec les maos », *loc. cit.*, p. 357 / p. 1225.

101. Leçon du 14 mars 1973, *supra*, p. 193.

102. M. Foucault, « À propos de l'enfermement pénitentiaire », *loc. cit.*, p. 436 / p. 1304 ; cf. aussi *Surveiller et Punir*, p. 84-91 et 277-282.

103. Leçon du 21 février 1973, *supra*, p. 149-150.

104. Cf. leçon du 7 février 1973, *supra*, p. 103 sq., notamment p. 105, note a, et leçon du 21 février, *supra*, p. 143 et note a.

l'infraction à une loi que l'irrégularité de comportement¹⁰⁵ ». Foucault le dit : « C'est ainsi que cet élément du pénitentiaire, dont je crois qu'il fonctionnait dans le réseau du non-légal, va être pris en charge et intégré au système de la justice, lorsque, précisément, la bourgeoisie ne pourra plus tolérer l'illégalisme populaire¹⁰⁶. » En liaison avec un mouvement de moralisation des travailleurs (nous y viendrons dans un instant), le pénitentiaire devient « un instrument politique du contrôle et du maintien des rapports de production¹⁰⁷ ». C'est donc la nécessité pour la bourgeoisie de maîtriser les illégalismes populaires qui motive la mise en place du nouveau système punitif.

C. Au delà de Marx et du marxisme

« C'est dans ce rapport de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat que va se mettre à jouer le système pénitentiaire condensé et remodelé¹⁰⁸ » : le cours de 1973 se lit comme empreint d'une forte tonalité marxisante. Pourtant, ce n'est aucunement un texte marxiste. D'abord, comme nous venons de voir, Foucault déplace la notion de « plèbe séditeuse » vers celle d'« illégalisme populaire », notion qu'il qualifie de « plus opératoire¹⁰⁹ ». Ensuite, comme nous l'avons vu, Foucault substitue à la notion de lutte des classes celle de guerre civile. Certes, il revient parfois à un usage routinier de l'expression « lutte des classes » ; par exemple, lors de l'entretien accordé après sa visite de la prison d'Attica en 1972¹¹⁰, et à travers son débat avec Noam Chomsky la même année¹¹¹. Mais, en 1973, l'effort explicite vise à dépasser cette notion. Dès lors, Foucault se corrige lui-même ; ainsi, dans le manuscrit de la leçon du 21 mars 1973, il écrit puis rature l'expression même : « la lutte des classes » et la remplace par : « le rapport des classes¹¹² ». La guerre civile, pour Foucault, ne se réduit pas à l'oppression par une

105. F. Gros, « Foucault et "la société punitive" », art. cité *supra*, note 82], p. 9.

106. Leçon du 21 février 1973, *supra*, p. 150.

107. *Ibid.*, p. 153.

108. *Ibid.*

109. Leçon du 28 février 1973, *supra*, p. 159.

110. Cf. M. Foucault, « À propos de la prison d'Attica », *loc. cit.*, p. 528 / p. 1396 : « quel rôle elles [les procédures de châtimement] jouent dans le conflit des classes ».

111. Cf. le débat Chomsky-Foucault, « Justice contre pouvoir », enregistré en novembre 2011 à l'École supérieure de technologie d'Eindhoven (Pays-Bas) ; extraits publiés dans *Le Monde diplomatique*, août 2007 <www.monde-diplomatique.fr/2007/08/A/15053>.

112. Leçon du 21 mars 1973, *supra*, p. 222, note a.

classe dominante, ce qu'il explique clairement : « Bien sûr, dans cette espèce de guerre générale à travers laquelle s'exerce le pouvoir, il y a une classe sociale qui occupe une place privilégiée et qui, par là, peut imposer sa stratégie, remporter un certain nombre de victoires, les cumuler et obtenir à son profit un effet de sur-pouvoir, mais cet effet n'est pas de l'ordre de la sur-possession. Le pouvoir n'est pas monolithique. Il n'est jamais entièrement contrôlé d'un certain point de vue par un certain nombre de gens. À chaque instant, il se joue en petites parties singulières, avec des renversements locaux, des défaites et des victoires régionales, des revanches provisoires¹¹³. » Le modèle de la guerre civile doit remplacer celui fondé sur l'existence d'une classe dominante.

Mais au delà de ces deux interventions, le cours de 1973 opère d'autres déplacements importants vis-à-vis de Marx et du courant althusserien qui domine l'interprétation de Marx en France à l'époque.

Premier déplacement : avec la guerre civile en premier plan, il faudra donc « étudier l'effet *théorico-politique* de ce principe du criminel-enennemi social¹¹⁴ ». En cela, Foucault s'oppose expressément à Althusser, en reprenant – précisément, stratégiquement et silencieusement – l'un des textes fondamentaux que celui-ci enseigne doctement, à partir d'octobre 1948, en tant que répétiteur, aux élèves de l'École normale supérieure – dont Foucault, reçu à l'École en juillet 1946 – : les textes du jeune Marx à propos des « Débats sur la loi relative au vol de bois » publiés dans la *Gazette rhénane* en octobre et novembre 1842¹¹⁵.

Althusser en avait donné une lecture soulignant l'idéologie oppressive qui asphyxiant la pensée de Marx – cette « pensée serve du Jeune Marx¹¹⁶ » –, puis la découverte, par le jeune Marx, des intérêts matériels : « Marx découvre enfin la réalité de cette opacité idéologique qui le rendait aveugle¹¹⁷. » Althusser interprète ces textes à travers le

prisme d'une logique de « délivrance des illusions¹¹⁸ ». Ces textes de 1842, selon Althusser, étaient captifs de la jurisprudence dominante de l'époque, mais ils laissent voir, par moments, comment Marx se libère de cette idéologie. Et le mouvement, à la fois intellectuel et pratique, du travail de la pensée et de l'écriture – par la confrontation avec les intérêts matériels des paysans – reflète parfaitement la conception matérialiste de l'histoire de Marx. Ainsi, Althusser retrouve dans la lecture de ces écrits « une logique de *l'irruption de l'histoire réelle dans l'idéologie elle-même*¹¹⁹ » : « Si le "chemin de Marx" est exemplaire, » précise Althusser, « c'est non par ses origines et son détail, mais par sa volonté farouche de se libérer des mythes qui se donnaient pour la vérité, et par le rôle de l'expérience de l'histoire réelle qui a bousculé et balayé ces mythes¹²⁰. » Comme Althusser l'écrira dix ans plus tard, en 1970 – donc au moment des premiers cours de Foucault au Collège de France –, son analyse se concentre sur la question de « la lutte *idéologico-politique* menée par Marx dès ses articles de la *Gazette rhénane* [qui] devait rapidement le confronter à cette réalité, et l'obliger à approfondir ses premières intuitions [de ce qu'était l'idéologie]¹²¹ ».

En revanche, Foucault privilégie délibérément – en se référant aux mêmes textes du jeune Marx – la notion d'« *effet théorico-politique* », là où Althusser avait parlé précisément de « *lutte idéologico-politique* ». Foucault précise bien que sa méthode « devrait, par exemple, prendre en compte ce que Marx a écrit à propos de la discussion sur les vols de bois¹²² ». L'objectif de Foucault est de déplacer l'analyse de « la lutte idéologico-politique » vers l'étude de « l'effet théorico-politique » d'un discours, c'est-à-dire, en d'autres mots, de produire une « analyse du statut d'une discussion théorico-politique », et à partir de ce modèle, de « voir comment on peut analyser des discussions politiques, des oppositions et des luttes de discours, à l'intérieur d'une situation politique donnée¹²³ ». Encore une fois, Foucault ne mentionne pas Althusser à voix haute, mais le remarquable parallèle

113. Leçon du 28 mars 1973, *supra*, p. 232.

114. Leçon du 24 janvier 1973, p. 64 (souligné par moi ; B.E.H.).

115. Karl Marx, *Œuvres complètes I : Œuvres philosophiques*, trad. Jacques Molitor, Paris, Alfred Costes, t. V, 1948 [1937]. Pour une discussion de ce texte, cf. *supra*, p. 76, note 5 (leçon du 24 janvier 1973) ; ainsi que P. Lascoumes & H. Zander, *Marx : du « vol de bois » à la critique du droit. Karl Marx à la « Gazette rhénane », naissance d'une méthode*, Paris, Presses universitaires de France, 1984 ; et M. Xifaras, « Marx, justice et jurisprudence. Une lecture des "vols de bois" », *Revue française d'histoire des idées politiques*, n° 15, avril 2002.

116. L. Althusser, « Sur le jeune Marx : questions de théorie », in Id., *Pour Marx*, Paris, Maspero, 1968, p. 81.

117. *Ibid.*, p. 79.

118. *Ibid.*, p. 81.

119. *Ibid.*, p. 80 (souligné dans le texte). Il importe en particulier de mesurer « de quel commencement contingent (au regard de sa naissance) il dut partir, et quelle gigantesque couche d'illusions il dut traverser avant même de pouvoir la percevoir » (*ibid.*, p. 81 ; souligné dans le texte).

120. *Ibid.* (souligné dans le texte).

121. L. Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », art. cité [*supra*, note 41], p. 22 (souligné par moi ; B.E.H.).

122. Leçon du 24 janvier 1973, *supra*, p. 64.

123. *Ibid.*

de son néologisme et la juxtaposition des textes sur les vols de bois sont de clairs indices.

En cela, Foucault se place du côté de Deleuze et Guattari – ou vice versa – qui déclarent en 1972 dans l'*Anti-Œdipe* que « le concept d'idéologie est un concept exécrationnel qui cache les vrais problèmes, toujours de nature organisationnelle¹²⁴ ». Deleuze était à l'époque, pour Foucault, un des rares penseurs philosophiques qui pouvaient voir au delà de la vieille philosophie transcendantale¹²⁵. Deleuze et Guattari suivront cette voie dans la direction du désir : « Jamais Reich n'est plus grand penseur que lorsqu'il refuse d'invoquer une méconnaissance ou une illusion des masses pour expliquer le fascisme, et réclame une explication par le désir, en termes de désir : non, les masses n'ont pas été trompées, elles ont désiré le fascisme à tel moment, en telles circonstances, et c'est cela qu'il faut expliquer, cette perversion du désir grégaire¹²⁶. » En 1973, Foucault les rejoindra en partie¹²⁷. Mais il s'orientera aussi dans une autre direction, ne se limitant pas simplement à déplacer la question de l'idéologie ou à se distinguer d'Althusser : « [J]e décalerai l'analyse en ne prenant plus comme cible la théorie et la pratique pénales, mais le rapport entre celles-ci et la tactique effective de la punition à la même époque¹²⁸. » Ce faisant, « on constate un phénomène remarquable : à l'époque même où se formulait et se mettait en pratique à l'intérieur de l'institution pénale le principe du criminel-ennemi social, apparaît une nouvelle tactique punitive : l'emprisonnement¹²⁹ ». Donc, l'emprisonnement doit se comprendre à partir de l'étude de stratégies, de tactiques, de relations de force. Non pas comme dérivation simple : « on ne peut faire dériver le système de l'emprisonnement d'une sorte de modèle théorique qui serait emprunté à la théorie pénale du criminel-ennemi social¹³⁰ ». Mais plutôt à partir du « jeu de pouvoir qui s'y trouve effectué¹³¹ ».

124. G. Deleuze & F. Guattari, *Anti-Œdipe*, op. cit., p. 416.

125. Cf. « Michel Foucault explique son dernier livre » (entretien avec J.-J. Brochier, *Magazine littéraire*, n° 28, avril-mai 1969, p. 23-25), *DE*, I, n° 66, éd. 1994, p. 775 / « Quarto », vol. I, p. 803.

126. G. Deleuze & F. Guattari, *Anti-Œdipe*, p. 39.

127. Cf. leçon du 14 février, *supra*, p. 135 (sur l'origine de « la théorie actuelle du désir »).

128. Leçon du 24 janvier 1973, *supra*, p. 64.

129. *Ibid.*

130. *Ibid.*, p. 68.

131. *Ibid.*, p. 67, note c (ms. fol. 7).

Ensuite, deuxième déplacement vis-à-vis de Marx – ou plutôt d'un certain marxisme universitaire : il faut repenser le sujet et ce qui le caractérise. Foucault vise en particulier la théorie, qui pourrait être attribuée à Marx¹³², selon laquelle le travail est l'essence concrète de l'homme et la dépossession du fruit de son travail est à la source de l'aliénation. Pour Foucault, c'est un mythe : le travail n'est absolument pas l'essence de l'homme, mais il est fabriqué comme essence, ce qui implique une conception entièrement différente du pouvoir. La critique du travail comme essence de l'homme sera également développée à Rio, mais elle est déjà très présente dans le cours de 1973 : « Il est faux de dire, avec certains post-hégéliens célèbres, que l'existence concrète de l'homme, c'est le travail. Le temps et la vie de l'homme ne sont pas par nature *travail*, ils sont plaisir, discontinuité, fête, repos, besoin, instants, hasard, violence, etc. Or, c'est toute cette énergie explosive qu'il faut transformer en une force de travail continue et continuellement offerte sur le marché¹³³. » Foucault enchaînera sur ce thème à Rio, où il argue que la théorie même – à savoir, que le travail est l'essence concrète de l'homme – est le produit de certaines pratiques intimement liées aux relations de production capitalistes elles-mêmes¹³⁴. Ces pratiques, Foucault le maintient, sont celles qui rendent dociles les corps des travailleurs. Il y fait référence comme à un « sous-pouvoir », « un ensemble de techniques politiques, techniques de pouvoir, par lequel [...] le corps et le temps des hommes deviennent temps de travail et force de travail, et peuvent être effectivement utilisés pour se transformer en sur-profit », comme « une trame de pouvoir politique microscopique, capillaire¹³⁵ » – par opposition à « un appareil d'État » ou une « classe au pouvoir¹³⁶ ».

La théorie marxienne de l'accumulation du capital, sous la grille de lecture de Foucault, dépend de ces techniques disciplinaires

132. Bien que Foucault n'y fasse aucunement référence, évoquons ici les *Manuscrits de 1844 (Économie politique et philosophie)*, trad. Émile Bottigelli, Éditions Sociales, 1962, où Marx définit l'essence et la spécificité de l'homme par sa différence fondamentale d'avec celles de l'animal, en ceci qu'il est apte à fournir un travail librement consenti et productif, les fonctions animales consistant à « manger, boire et procréer ». L'aliénation du travail, quand celui-ci devient un simple moyen de survie, réduit donc l'homme à l'état animal : « Ce qui est animal devient humain et ce qui est humain devient animal. » Cf. R.L. Tucker, *Philosophy and Myth in Karl Marx / Philosophie et Mythe chez Karl Marx*, trad. M. Matignon, Paris, Payot, 1963.

133. Leçon du 28 mars 1973, *supra*, p. 236.

134. Cf. M. Foucault, « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 622 / p. 1490.

135. *Ibid.*

136. *Ibid.*

(elles-mêmes intimement liées à la production capitaliste) destinées à façonner des « corps producteurs¹³⁷ ». Foucault développera cette idée deux ans plus tard dans *Surveiller et Punir*, où, citant en particulier *Le Capital* de Marx (vol. I, chap. XIII), il soutiendra que les révolutions économiques qui ont rendu possible l'accumulation du capital au cours du XIX^e siècle ne peuvent pas être dissociées de la production de ces corps dociles – ce qu'il désigne comme « les méthodes pour gérer l'accumulation des hommes¹³⁸ ». Ces méthodes sont précisément les techniques disciplinaires au cœur de *Surveiller et Punir*: « les emplois du temps, les dressages collectifs, les exercices, la surveillance à la fois globale et détaillée¹³⁹ »; techniques qui ont remplacé les pratiques plus traditionnelles et rituelles de la violence et de la puissance. Pour Foucault, ces méthodes sont tout aussi importantes pour la production capitaliste et l'exploitation de la plus-value que les moyens de production eux-mêmes. « Les deux processus, accumulation des hommes et accumulation du capital, ne peuvent pas être séparés [...]. [L]es mutations technologiques de l'appareil de production, la division du travail, et l'élaboration des procédés disciplinaires ont entretenu un ensemble de rapports très serrés¹⁴⁰. »

Ce renversement produit – troisième et dernier déplacement – une conception très différente du pouvoir. Ce n'est pas simplement que le pouvoir du capitaliste garantisse un mode de production; la prise de pouvoir sur le temps est elle-même essentielle au capitalisme. Le pouvoir n'est donc pas concevable comme un instrument, comme quelque chose qui se possède, ni comme appareil idéologique, mais doit se penser comme étant un facteur premier et constitutif¹⁴¹. Encore une fois, c'est en conversant avec Althusser, semble-t-il, que Foucault développe en partie sa propre conception du pouvoir. D'abord, en récitant l'idée que le pouvoir est quelque chose qui se possède; on pourrait y discerner aussi une allusion à Althusser, qui avait écrit, en 1970, au sujet du pouvoir de l'État: « Toute la lutte des classes politique tourne autour de l'État. Entendons: autour de la détention, c'est-à-dire de la prise et de la conservation du pouvoir d'État, par une certaine classe, ou

par une alliance de classes ou de fractions de classes¹⁴². » Ensuite, en rejetant la caractérisation du pouvoir soit comme violence soit comme idéologie; on pourrait y discerner aussi une référence aux travaux d'Althusser sur les appareils idéologiques d'État, où il développe une distinction – bien sûr avec des qualifications ultérieures, mais une distinction – entre « l'Appareil répressif d'État [qui] “fonctionne à la violence” » et « les appareils idéologiques d'État [qui] fonctionnent “à l'idéologie”¹⁴³ ».

Ces trois déplacements seront accompagnés de trois implications importantes. La première, c'est que, pour Foucault, il n'y a pas de classe dominante au pouvoir qui utiliserait l'enfermement pour réprimer la classe laborieuse. Le pouvoir ne risque pas d'être saisi par une théorie du complot¹⁴⁴. Deuxièmement, pas plus que de complot, il n'y a ici de « non-dit ». Tout est toujours dit. Il ne sert à rien de fouiller l'inconscient ou de se livrer à une herméneutique occulte, il n'y a qu'à lire et relire, creuser les archives, écouter, retrouver. On le voit bien dans le manuscrit du 10 janvier 1973, où Foucault traite de la figure du criminel-ennemi social en tant qu'« échangeur ». Cette figure, nous dit-il, ne se cache pas; au contraire, « [c]'est ce qui est toujours dit. Toujours dit: il est dit, et explicitement, dans les textes, dans les lois, dans les théories. Il est présupposé dans les pratiques, les décisions, les institutions. Il est connoté dans des images littéraires. Il n'est pas le non-dit; il est le plus-que-dit. L'excessivement dit¹⁴⁵ ». Nul besoin de méthode interprétative mystérieuse ou ésotérique. Bien sûr, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de complexité, ni d'opacité. L'étude de discours – de l'ensemble des discours prononcés – implique à la fois une certaine transparence et certaines formes d'exclusion. Les deux font partie de l'analyse, et la transparence peut être si transparente qu'elle obscurcit. En discutant sa méthode archéologique en 1969, Foucault précisait: « Ce que je cherche, ce ne sont pas des relations qui seraient secrètes, cachées, plus silencieuses ou plus profondes que la conscience des hommes. J'essaie au contraire de définir des relations qui sont à la surface même

137. Leçon du 21 mars, *supra*, p. 211.

138. *Surveiller et Punir*, p. 222.

139. *Ibid.*, p. 221.

140. *Ibid.*, p. 222. Cf. M. Foucault, *Le Pouvoir psychiatrique*, *op. cit.*, leçon du 28 novembre 1973, p. 73.

141. Cf. *supra*, p. 282.

142. L. Althusser, « Idéologie et appareils idéologiques d'État », p. 11 (souligné par moi; B.E.H.); cf. aussi p. 15: « aucune classe ne peut durablement détenir le pouvoir d'État sans exercer en même temps son hégémonie sur et dans les Appareils idéologiques d'État » (souligné dans le texte).

143. *Ibid.*, p. 14.

144. Cf. leçon du 28 mars 1973, *supra*, p. 232.

145. Leçon du 10 janvier 1973, *supra*, p. 38, note a.

des discours ; je tente de rendre visible ce qui n'est invisible que d'être trop à la surface des choses ¹⁴⁶. » L'invisibilité peut donc venir de ce que tout est trop facilement, trop souvent dit et entendu ¹⁴⁷. En somme, tout est déjà dit, mais ça ne veut pas dire que tout est entendu. Troisièmement, et dernière implication : il faut donc, du point de vue méthodologique, se concentrer sur le discours. Foucault le déclare dans sa leçon du 28 février 1973 : « Négligeons donc les œuvres, les textes et étudions plutôt les discours dans les fonctions ou les champs stratégiques où ils ont pris leurs effets ¹⁴⁸. »

D. Une généalogie de la morale

Lire, écouter, étudier les discours, c'est précisément ce qu'entreprend Foucault dans *La Société punitive*, en déployant sa méthode pour analyser le discours des Quakers et dissidents anglais – discours moralisant qui va introduire l'idée du pénitentiaire dans le pénal, et dont les échos se répercutent dans le discours de la bourgeoisie au début du XIX^e siècle. Ce qui donne une autre pierre angulaire de ce cours, notamment la façon dont certaines couches sociales en Angleterre et en France ont utilisé les notions de faute morale et de pénitence pour faciliter la construction de l'édifice capitaliste. La moralisation et la christianisation de la criminalité et de la punition s'accompagnent de l'élément de redressement, de rééducation, de rédemption par la pénitence – cette idée du salut individuel, idée chrétienne que l'on rencontre aussi dans le discours des Lumières, et qui produit un retournement de la punition vers l'ascèse.

En ceci, le cours de 1973 est sous-tendu par une généalogie de la morale : c'est par le biais de jugements de valeur que la bourgeoisie arrive à transformer des comportements autrefois tolérés, voire même encouragés, en actes illégaux. Cette transformation des illégalismes en illégalités passe par leur reconversion en actes moralement condamnables, en actes qui méritent pénitence, en expressions d'un défaut moral. « Les couches populaires », explique Foucault, « transfèrent

146. M. Foucault, « Michel Foucault explique son dernier livre », *loc. cit.* [*supra*, note 125], p. 772 / p. 800.

147. Cf. aussi M. Foucault, « Les intellectuels et le pouvoir », *loc. cit.* [*supra*, note 35], p. 313 / p. 1181 : « Il y a toute une série d'équivoques à propos du "caché", du "refoulé", du "non-dit", qui permettent de "psychoanalyser" à bas prix ce qui doit être l'objet d'une lutte. Le secret est peut-être plus difficile à lever que l'inconscient. »

148. Leçon du 28 février 1973, *supra*, p. 170.

au corps même de la richesse les techniques du vieil illégalisme et elles peuvent répondre à la bourgeoisie : est-ce que nous n'avons pas ensemble violé la loi, pillé les richesses ? À quoi la bourgeoisie répond que sous l'Ancien Régime, on s'en prenait à des règles, à des lois, à des abus injustifiables et qu'il s'agissait alors de pouvoir, donc de politique ; tandis que, maintenant, on s'en prend à des choses, à des propriétés, par conséquent au droit commun, au droit naturel. Autrefois, on s'attaquait à des abus de pouvoir, maintenant, en violant le droit, on manifeste un défaut de morale ¹⁴⁹. » Dans le manuscrit, Foucault présente ce passage comme une réplique de la bourgeoisie, et la termine sur cette exclamation : « Allez, et faites pénitence ¹⁵⁰. »

« Faites pénitence » : on passe ici de l'archéologie à la généalogie. Pour Foucault, la prison ne peut pas être dérivée d'une manière archéologique des théories pénales des grands réformateurs du XVIII^e siècle ¹⁵¹. Leurs théories étaient incompatibles avec un modèle universel comme la prison ; elles visaient essentiellement à la protection de la société et préconisaient la prévention, une « relativité essentielle des peines », la modulation, la dissuasion, et ne proposaient pas la prison comme solution universelle ¹⁵². La dérivation archéologique ne peut partir « de [leurs] principes » : « [I]l n'est pas possible de déduire ce qui se passera effectivement dans la pratique pénale, à savoir l'universalisation de la prison comme forme générale du châtiment ¹⁵³. » Il y a, pour Foucault, « hétérogénéité ¹⁵⁴ » complète : « La pratique de la prison n'était donc pas impliquée dans la théorie pénale. Elle est née ailleurs et s'est formée pour d'autres raisons ¹⁵⁵. » Il faudra donc rechercher cet ailleurs, et avec une autre méthode.

Voilà l'origine de l'analyse généalogique de la forme-prison : c'est une généalogie par en bas de l'ascète quaker, qui retourne le corps indocile en force de travail, où se déploie l'idée de la faute et du péché, et où l'on retrouve la première mention du terme « pénitentier ¹⁵⁶ » – « terme incroyable », dit Foucault ¹⁵⁷. C'est « la première véritable greffe de la

149. *Ibid.*, p. 160.

150. *Ibid.*, note a.

151. Cf. *supra*, p. 298-299 et note 130.

152. Résumé du cours, *supra*, p. 260.

153. *Ibid.* ; cf. leçon du 7 février 1973, *supra*, p. 111-112 et 117-118.

154. Leçon du 31 janvier 1973, *supra*, p. 92 ; cf. aussi leçon du 24 janvier, p. 67.

155. Résumé du cours, *supra*, p. 262 ; cf. leçon du 31 janvier 1973, *supra*, p. 85-86.

156. Foucault insiste, dans son cours, sur cette ancienne orthographe ; cf. leçon du 31 janvier 1973, *supra*, p. 91-92, et leçon du 21 février 1973, p. 143, note a.

157. Leçon du 31 janvier 1973, *supra*, p. 91.

morale chrétienne dans le système de la justice criminelle¹⁵⁸ ». Cette première greffe, liée à la notion de pénitence selon les Quakers, donne naissance au système pénitentiaire, au casier judiciaire, au « criminel comme objet de savoir », aux sciences criminologiques et psychopathologiques, et à l'insertion de prêtres dans la prison¹⁵⁹. En somme, comme l'explique Foucault le 24 janvier 1973 : « [S]'il est vrai que la forme-prison ne peut pas être dérivée des théories pénales de Beccaria, Brissot, etc., comme institution et comme pratique, elle est dérivable de la conception quaker de la religion, de la morale et du pouvoir¹⁶⁰. »

Et ce sera par la moralisation bourgeoise de la vie ouvrière au XIX^e siècle que cette première greffe sera stabilisée. La pratique de la surveillance et du contrôle par la bourgeoisie, en effet, représente la « jonction du moral et du pénal¹⁶¹ ». Il s'y déploie « toute une surveillance qui tente de remoraliser la pénalité et investit celle-ci d'une espèce d'atmosphère morale, bref, qui cherche à mettre en continuité le contrôle et la répression [d'ordre] moral d'une part, et la sanction pénale de l'autre. On assiste donc à une moralisation du système pénal, en dépit de sa pratique et de son discours¹⁶² ». Cette moralisation se prolonge dans des organismes comme la police et autres instances qui surveillent et ciblent les couches populaires de la société¹⁶³. C'est donc, selon Foucault, cet élément de la pénitence qui, inséré dans le système pénal par la moralisation de la criminalité et de la punition, rendra la prison tolérable et permettra sa propagation. L'élément coercitif de la moralité et de la pénitence, c'est « la condition d'acceptabilité de la prison¹⁶⁴ ».

L'objectif de cette moralisation : le contrôle des illégalismes ouvriers et la production de travailleurs plus efficaces – de corps dociles. La moralisation s'inscrit donc dans un processus économique. Il faut empêcher les illégalismes de s'en prendre à la propriété matérielle, aux marchandises, et aux intérêts de la bourgeoisie – y compris les travailleurs eux-mêmes, leur force de travail appartenant à la bourgeoisie capitaliste : « [L]a bourgeoisie a voulu obtenir qu'entre l'ouvrier et cet appareil de production qu'il a entre les mains, quelque chose s'inscrive, qui ne soit pas seulement la loi négative "ceci n'est pas à toi". Il faut un supplément de code qui vienne compléter et faire fonctionner cette loi :

158. Leçon du 31 janvier 1973, *supra*, p. 92.

159. Cf. *ibid.*, p. 92-94.

160. Leçon du 31 janvier 1973, *supra*, p. 89.

161. Leçon du 7 février 1973, *supra*, p. 111.

162. *Ibid.*

163. Cf. *ibid.*, p. 112-113.

164. *Ibid.*, p. 114. Sur le *coercitif* en général, cf. *ibid.*, p. 114-115.

il faut que l'ouvrier lui-même soit moralisé¹⁶⁵. » Il s'agit de la prise de pouvoir sur le temps pour maîtriser et former les corps.

Méthodologiquement, donc, ce développement reflète un passage vers l'approche que Foucault appelle d'abord « dynastique¹⁶⁶ », et qui sera rapidement requalifiée de généalogique. La question est de savoir comment ces nouvelles formes de vérité – la forme-salaire, la forme-prison – naissent, deviennent acceptables et sont généralisées¹⁶⁷. Cette méthode généalogique est bien résumée par la question, ainsi énoncée : « [Q]uels sont les rapports de pouvoir qui ont rendu possible l'émergence historique de quelque chose comme la prison[?]¹⁶⁸ ». Foucault avait déjà évoqué la méthode généalogique dans sa leçon inaugurale au Collège de France en 1970¹⁶⁹ ; il la développe en 1973 et les années suivantes¹⁷⁰, et la mettra en œuvre dans *Surveiller et Punir*¹⁷¹. Mais le point de départ de ce parcours est esquissé dans *La Société punitive* : « Jusqu'à présent, on étudiait les trames de dérivations possibles : par exemple, comment, à l'intérieur du système pénal théorique et pratique, s'embranchent les unes sur les autres soit les idées, soit les institutions. [...] Après une analyse de type archéologique, il s'agit de faire une analyse de type dynastique, généalogique, portant sur les filiations à partir des rapports de pouvoir¹⁷². »

Théoriquement, ce développement est source d'ambiguïtés et de conflits qui rendent problématique toute velléité de lecture structurale.

165. Leçon du 21 février 1973, *supra*, p. 152-153.

166. Cf. M. Foucault, « De l'archéologie à la dynastique » (entretien avec S. Hasumi, réalisé à Paris le 27 septembre 1972, *Umi*, mars 1973, p. 182-206), *DE*, II, n° 119, éd. 1994, p. 406 / « Quarto », vol. I, p. 1273.

167. Cf. leçon du 31 janvier 1973, *supra*, p. 86 ; leçon du 7 février 1973, *supra*, p. 115.

168. Leçon du 31 janvier 1973, *loc. cit.*

169. Cf. M. Foucault, *L'Ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971, p. 62 et 68.

170. Cf. M. Foucault, *Le Pouvoir psychiatrique*, p. 14 ; « La vérité et les formes juridiques », *loc. cit.*, p. 554 et 643-644 / p. 1422 et 1511-1512 ; « *Il faut défendre la société* », *op. cit.*, [leçon] du 7 janvier 1976, p. 11 ; Id., « Dialogue sur le pouvoir » (entretien avec les étudiants de Los Angeles, in S. Wade, ed., *Chez Foucault*, Los Angeles, Circabook, 1978, p. 4-22 ; trad. F. Durand-Bogaert), *DE*, III, n° 221, éd. 1994, p. 468-469 / « Quarto », vol. II, p. 468-469 ; Id., « Structuralisme et poststructuralisme » (entretien avec G. Raulet, *Telos*, vol. XVI, n° 55, printemps 1983, p. 195-211), *DE*, IV, n° 330, éd. 1994, p. 443 / « Quarto », vol. II, p. 1262.

Pour une discussion plus récente, cf. A. Davidson, « On Epistemology and Archeology: From Canguilhem to Foucault », in Id., *The Emergence of Sexuality: Historical Epistemology and the Formation of Concepts*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2004, p. 192-206.

171. Cf. *Surveiller et Punir*, p. 27.

172. Leçon du 31 janvier 1973, *supra*, p. 86 et p. 95-96, note 2.

Au cœur de l'analyse, se noue une tension entre l'initiative moralisatrice, les besoins économiques et les stratégies discursives : au moment précis où les classes dominantes déploient la force de l'État pour moraliser, culpabiliser et punir les illégalismes populaires, elles doivent simultanément développer la liberté de concurrence sur les contrats ouvriers et l'ouverture du libre marché. Ce double mouvement est à l'origine d'un paradoxe central du libéralisme : un État fort et fortement moralisateur, coercitif et centralisé, face à une théorie économique de la libéralisation et de « la liberté du marché du travail »¹⁷³ : « Pour protéger cet appareil productif, permettre de le développer, la bourgeoisie se donne un État fort. Or, au moment où ce besoin de protéger l'appareil de production apparaît, en même temps, pour son fonctionnement, pour la constitution et la croissance du profit, la bourgeoisie a besoin de la concurrence des ouvriers, du libre marché du travail, de la possibilité de puiser comme elle veut dans ce libre vivier de la main-d'œuvre »¹⁷⁴. » Cela crée un problème aigu pour la cohérence du système, une dissonance qui produira ce qu'on pourrait appeler l'illusion du libre marché¹⁷⁵ : « pour laisser les mains libres à l'employeur, on lui donne la forme (illusoire) du libre contrat »¹⁷⁶.

Politiquement, ce développement implique une analyse fine des conditions qui rendent un appareil répressif acceptable et toléré. Foucault identifie deux « grands mécanismes »¹⁷⁷ pour rendre le coercitif tolérable : le premier, celui du fascisme et du nazisme, mais aussi du Second Empire, consiste à transférer les fonctions de l'appareil répressif à des couches sociales ou des groupes marginalisés ; le second, celui de l'Ancien Régime, consiste à faire en sorte que les appareils répressifs, concentrés entre les mains de la « classe dirigeante », servent les intérêts latéraux d'autres membres de la société. C'est ce second mécanisme que Foucault voit à l'œuvre au XVIII^e siècle en France avec, pour preuve, la pratique des lettres de cachet. Celle-ci doit en effet être comprise comme étant initiée par les couches populaires et servant leurs intérêts¹⁷⁸, plutôt que comme un exercice de pouvoir

173. Leçon du 14 mars 1973, *supra*, p. 196.

174. Leçon du 7 mars 1973, *supra*, p. 179.

175. Cf. B.E. Harcourt, *The Illusion of Free Markets: Punishment and the Myth of Natural Order*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2011. Je regrette de n'avoir pas eu l'opportunité d'intégrer cette discussion du cours de Foucault dans mon précédent ouvrage, publié avant la préparation de ce volume.

176. Leçon du 14 mars 1973, *supra*, p. 196, note b (ms. fol. 10).

177. Leçon du 14 février 1973, *supra*, p. 128-129.

178. Cf. *ibid.*, p. 139, note 3.

monarchique arbitraire. En cela, elle est entièrement au service de la moralisation du système pénal : « C'est par elle que va passer toute la moralisation, la psychologisation de la peine au XIX^e siècle »¹⁷⁹.

E. La société panoptique

Ces quatre éléments aboutissent à la vision d'une société comportant les caractéristiques du panoptisme intégral : une société « punitive » ou, à terme, « disciplinaire »¹⁸⁰. Le thème majeur de ce cours, ce n'est pas – ou pas uniquement – que le panoptisme moderne, imaginé par Julius et développé par Bentham¹⁸¹, ait donné naissance à la prison ; c'est bien plutôt l'application extensive de ce concept architectural à l'ensemble de l'espace-temps et non pas au seul secteur de la prison ; dans sa dernière leçon, Foucault précise que le panoptisme est « une forme sociale générale, qui déborde largement de la prison »¹⁸². La prison n'est qu'un lieu parmi d'autres, pas même un lieu privilégié, pour observer l'émergence du contrôle du temps et de la vie. Ce trait déterminant de notre société se perçoit aisément dans les techniques industrielles de production, puisque les cycles de la production capitaliste sont fonction du contrôle du temps. Ce sont ces effets de vérité que l'on retrouve dans la constitution du système carcéral : nous observons « l'introduction à l'intérieur de la prison des principes généraux qui régissent l'économie et la politique du travail [à l'extérieur] [...] ». Ce qu'on voit apparaître, à travers ces deux formes [la forme-salaire et la forme-prison], c'est l'introduction du *temps* dans le système du pouvoir capitaliste et dans le système de la pénalité¹⁸³. L'analyse s'étend bien au delà de la pénalité, et cette généralité du propos est une dimension essentielle de ce cours – moins perçue à la réception générale de *Surveiller et Punir*, mais soulignée dans le Résumé du cours qui synthétisera les treize leçons de 1973 : ce que Foucault découvre, c'est précisément « le premier exemple d'une civilisation de la surveillance »¹⁸⁴.

179. Leçon du 14 février 1973, *supra*, p. 132.

180. Foucault avait initialement intitulé ce cours : « La société disciplinaire » ; cf. D. Defert, « Chronologie », *loc. cit.*, p. 43 / p. 58. Dans sa dernière leçon, Foucault dira clairement : « A quoi voulais-je aboutir ? [...] [à] l'analyse d'une forme de pouvoir que j'avais appelé punitif, [mais] qu'il vaudrait mieux dire disciplinaire. » (Leçon du 28 mars 1973, *supra*, p. 240 et note b [ms. 20^e fol.].)

181. Cf. leçon du 10 janvier 1973, *supra*, p. 39-40, note 2, et leçon du 24 janvier, p. 78-79, note 16.

182. Leçon du 28 mars 1973, *supra*, p. 244, note 3 (ms. 2^e fol.).

183. Leçon du 24 janvier 1973, *supra*, p. 73.

184. Résumé du cours, *supra*, p. 265 et note 16.

« Le XIX^e siècle a fondé l'âge du panoptisme¹⁸⁵ » : tandis que d'autres penseurs comme Guy Debord¹⁸⁶ décrivent la naissance d'une société du spectacle, Foucault prend le contre-pied de ces analyses. Dans l'Antiquité nos ancêtres se gouvernaient par le spectacle, mais la société contemporaine est, elle, régie par son contraire, la surveillance. Ainsi, Foucault déclare : « C'est précisément cela qui se produit à l'époque moderne : ce renversement du spectacle en surveillance¹⁸⁷. »

III. LE COUPLE SURVEILLER-PUNIR

C'est en 1973 que l'on assiste au premier indice du couple surveiller et punir qui occupera la scène deux ans plus tard : « Le couple surveiller-punir s'instaure comme rapport de pouvoir indispensable à la fixation des individus sur l'appareil de production, à la constitution des forces productives et caractérise la société qu'on peut appeler *disciplinaire*¹⁸⁸. » Il est assez remarquable de voir ce couple conceptuel naître dans ce texte, au même titre que la figure de Damiens¹⁸⁹, l'emploi du temps de l'usine-caserne-couvent¹⁹⁰, la colonie agricole de Mettray¹⁹¹, et l'idée d'un pouvoir disciplinaire – distinct à la fois du pouvoir de souveraineté, du bio-pouvoir qui apparaît avec *La Volonté de savoir* et « *Il faut défendre la société* », et des dispositifs de sécurité développés dans *Sécurité, Territoire, Population* et *Naissance de la biopolitique* quelques années plus tard. Quels sont, alors, les développements et les différences importantes d'avec le livre auquel le cours de 1973 ouvre la voie ?

D'abord, le rôle des courants moralisateurs du XVIII^e siècle dans les rapports de pouvoir est davantage souligné dans *La Société punitive* que dans *Surveiller et Punir*, où l'aspect politique sera légèrement plus affirmé. En ceci, le cours de 1973 n'est pas simplement un travail préparatoire au livre de 1975, mais peut se lire comme un texte complet. Aux Quakers et dissidents anglais, par exemple, qui forment la clé de voûte de la généalogie de la forme-prison dans ce cours de 1973, *Surveiller et Punir* accordera une place minime, bien qu'ils y soient présents¹⁹².

185. Résumé du cours, *supra*, p. 265.

186. Cf. G. Debord, *La Société du spectacle*, Paris, Buchet/Chastel, 1967.

187. Leçon du 10 janvier 1973, *supra*, p. 25.

188. Leçon du 14 mars 1973, *supra*, p. 201.

189. Cf. leçon du 3 janvier 1973, *supra*, p. 12.

190. Cf. leçon du 21 mars 1973, *supra*, p. 208.

191. Cf. *ibid.*, p. 209-210.

192. Cf. *Surveiller et Punir*, p. 126, 241, 242.

De même, l'accent portera moins sur la moralisation de la criminalité, et ce thème sera remplacé par celui, légèrement plus politique, de la production du délinquant. Certes, la figure du délinquant est déjà présente en 1973¹⁹³ ; pourtant, il s'opère un renversement en 1975, et la discussion relative à la moralisation perd la place dominante qu'elle occupait en 1973 : « Il faut "régénérer", "moraliser" la classe ouvrière¹⁹⁴ » ; ce que les lois pénales visaient, au début du XIX^e siècle, c'était « l'immoralité, qui concerne le corps, le besoin, le désir, l'habitude, la volonté, [et] il va falloir chercher à intégrer à la pénalité tout un ensemble de conditionnement moral¹⁹⁵ » ; et le Code pénal qui en est résulté, insistait Foucault en 1973, a mis en place tout un contrôle moral du vagabondage, de l'ivrognerie, et tout un appareil procédural, notamment par le système des circonstances atténuantes et aggravantes qui fonctionne comme une « *modulation moralisatrice* du système pénal¹⁹⁶ ». Ainsi Foucault parle-t-il longuement, dans son cours de 1973, de Colquhoun et son *Traité sur la police de Londres*, le présentant comme exemplaire de la « moralisation de la pénalité » : « On a un exemple de ce mouvement avec le personnage de Colquhoun¹⁹⁷ », annonçait Foucault le 7 février 1973, avant de se lancer dans une lecture détaillée de son ouvrage. Il allait jusqu'à dire, au sujet de Colquhoun : « malheureusement, quand on enseigne la morale, quand on fait l'histoire de la morale, on explique toujours les *Fondements de la métaphysique des mœurs* et on ne lit pas ce personnage, fondamental pour notre moralité¹⁹⁸ ». Pourtant, si Colquhoun apparaît à plusieurs reprises dans *Surveiller et Punir*¹⁹⁹, Foucault ne reviendra plus sur l'aspect moral de son œuvre.

Ce déplacement a des effets importants sur la théorie des illégalismes populaires. En 1973, la bourgeoisie transforme les illégalismes populaires en illégalités précisément par le biais de la moralisation. Foucault consacre de longs développements à « ces sociétés de

193. Cf. leçon du 21 février 1973, *supra*, p. 153 (à propos de l'instrumentalisation idéologique de la théorie du délinquant comme ennemi social).

194. *Ibid.*

195. Leçon du 7 mars 1973, *supra*, p. 181.

196. *Ibid.*

197. Leçon du 7 février 1973, *supra*, p. 111.

198. *Ibid.* ; noter aussi ce passage : « pour comprendre le système de moralité d'une société, il faut poser la question : Où est la fortune ? L'histoire de la morale doit s'ordonner entièrement à cette question de la localisation et du déplacement de la fortune » (*ibid.*, p. 112).

199. Cf. *Surveiller et Punir*, p. 88, 119 n. 3, 291 n. 1.

moralisation²⁰⁰ ». En effet, en 1973, la moralisation du pénal représente l'une des trois formes de la pénalité : (1) le pénal strict et juridique de Beccaria ; (2) la moralisation de la criminalité ; (3) le discours criminologique et scientifique du pénal. Par contre, à partir de 1975, l'oscillation du pénal s'opère presque seulement de Beccaria à la criminologie²⁰¹. Au thème de la moralisation s'est substituée « la dimension politique des illégalismes populaires²⁰² » ; en 1975, l'insistance est mise davantage sur les luttes sociales « dans un horizon politique général²⁰³ ». Le développement aborde plutôt la pénalité par le biais de la production du délinquant et de la notion de dangerosité – notion qui, bien sûr, touche à la moralité, mais dans laquelle la moralisation joue néanmoins un rôle légèrement diminué. Ainsi, Foucault se tourne vers la question de la dangerosité, qui n'est pas aussi présente en 1973, mais qui deviendra un thème central de ses recherches à venir, en particulier dans la conférence qu'il donnera en 1978 sur « L'évolution de la notion d'« individu dangereux » dans la psychiatrie légale du XIX^e siècle²⁰⁴ ». En somme, la théorie des illégalismes change. Tandis que dans *La Société punitive*, l'accent est mis sur l'injonction quaker : « Allez, et faites pénitence », dans *Surveiller et Punir*, le chapitre s'intitulera « Illégalismes et délinquance » et mettra au centre le délinquant plutôt que la moralisation²⁰⁵. La moralisation, indexée sur le juridique et rapportée au binaire du permis et du proscrit, se voit légèrement effacée, pour être remplacée par la *normalisation*, qui de même devient beaucoup plus importante en 1975²⁰⁶.

200. Mentionnées comme telles dans les leçons du 21 février 1973, *supra*, p. 143, et du 28 février, *supra*, p. 170, note a.

201. On pourrait ajouter une autre forme de pénalité à partir du cours de 1979, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France, 1978-1979* (éd. par M. Senellart, Paris, Gallimard-Seuil, coll. « Hautes Études », 2004), sur le néolibéralisme américain : la conception économiste du crime et de la peine de Gary Becker (*ibid.*, leçon du 21 mars 1979, p. 253-254). Cf. G. Becker, F. Ewald, B. E. Harcourt, « “Becker on Ewald on Foucault on Becker” : American Neoliberalism and Foucault's 1979 *Birth of Biopolitics* », *Carceral Notebooks*, vol. 7, 2011, p. 1-35.

202. *Surveiller et Punir*, p. 278.

203. *Ibid.*, p. 280.

204. M. Foucault, « L'évolution de la notion d'« individu dangereux » dans la psychiatrie légale du XIX^e siècle » (*Déviance et Société*, 1981, vol. 5 (4), p. 403-422), *DE*, III, n° 220, éd. 1994, p. 443-464 / « Quarto », vol. II, p. 443-464 ; voir aussi *Mal faire, dire vrai*, leçon du 20 mai 1981, p. 199-233, spéc. p. 223. La notion de dangerosité n'est, certes, pas absente du cours 1973 (cf. *supra*, leçon du 3 janvier 1973, p. 3 ; leçon du 7 février 1973, p. 118, et leçon du 14 février, p. 127 et 130 ; leçon du 7 mars 1973, p. 182-183 et p. 189, note 18), mais elle n'est pas centrale.

205. Cf. *Surveiller et Punir*, p. 261-299.

206. Sur la notion de normalisation dans *La Société punitive*, cf. leçon du

Ensuite, on ressent à la lecture des deux textes le passage d'une période d'évolution méthodologique, en 1973, au rayonnement de la méthode généalogique, en 1975. Dans *La Société punitive*, Foucault est encore en train de découvrir l'insuffisance de l'archéologie seule. C'est précisément ce qui motive son analyse, d'une manière parfois brutale : ce n'est pas seulement que la prison ne peut pas être dérivée des théories pénales de la seconde moitié du XVIII^e siècle, mais, plus encore, « elle s'est imposée, en quelque sorte, de l'extérieur à la théorie pénale, qui se sera trouvée dans l'obligation de la justifier après coup²⁰⁷ ». Avec *Surveiller et Punir*, l'approche généalogique est en place, elle s'impose et n'a plus besoin de se justifier. On est en pleine généalogie : Foucault n'a presque pas besoin de motiver sa démarche par la défaillance de la dérivation archéologique.

D'où, une certaine ouverture pour repenser les théories pénales du XVIII^e siècle. En 1973, l'analyse de celles-ci se concentre sur les dimensions de la protection de la société, de l'ennemi social, et de la dissuasion ; deux ans plus tard, c'est tout une théâtralisation de la peine qui ressort. Le théâtre, la représentation et le signe prennent la première place : « Aux carrefours, dans les jardins, au bord des routes qu'on refait ou des ponts qu'on construit, dans des ateliers ouverts à tous, au fond des mines qu'on va visiter, mille petits théâtres de châtiments » avec des « écriteaux, bonnets, affiches, placards, symboles, textes lus ou imprimés²⁰⁸ ». En outre, on pourrait discerner une légère différence dans le rapport entre les grands réformateurs et le système pénitentiaire du XIX^e siècle – comme si un fragment de doute s'était introduit quant à leur totale incompatibilité. En 1975, on entend presque un petit écho du pouvoir disciplinaire dans la description que Foucault donne des réformateurs : « une tendance vers une justice plus déliée et plus fine, vers un quadrillage pénal plus serré du corps social²⁰⁹ » ; « le réaménagement du pouvoir de punir, selon des modalités qui le rendent plus régulier, plus efficace, plus constant et mieux détaillé dans ses effets²¹⁰ » ; « faire de la punition et de la répression des illégalismes une fonction régulière, coextensive à la société ; non pas moins punir, mais punir mieux ; punir avec une sévérité atténuée peut-être, mais

21 mars 1973, *supra*, p. 213, 218 et note b, 219-221 et note c, 222-223 (annexe) ; et leçon du 28 mars, p. 240.

207. Résumé du cours, *supra*, p. 262.

208. *Surveiller et Punir*, p. 115.

209. *Ibid.*, p. 80.

210. *Ibid.*, p. 83.

pour punir avec plus d'universalité et de nécessité ; insérer le pouvoir de punir plus profondément dans le corps social²¹¹ ». Ainsi sera évoquée la discipline au XIX^e siècle. Non qu'il s'agisse d'une révision radicale²¹², mais, on ressent une appréciation légèrement différente des réformateurs du XVIII^e siècle.

Ensuite, Hobbes et Clausewitz²¹³ disparaissent, essentiellement, de *Surveiller et Punir* – et la notion de guerre civile tend à s'estomper, bien que Foucault reprenne ce thème dans le cours de 1975-1976, « *Il faut défendre la société* »²¹⁴. La guerre civile, si opératoire dans l'analyse de 1973, à propos du texte de Le Trosne par exemple, ainsi que dans la logique des militants maoïstes des années 1970 –, cette notion de guerre civile qui « est la matrice de toutes les luttes de pouvoir, de toutes les stratégies du pouvoir et, par conséquent, aussi la matrice de toutes les luttes à propos du, et contre le pouvoir²¹⁵ » ne paraît plus aussi centrale dans *Surveiller et Punir*. Peut-être est-ce parce qu'au XIX^e siècle, les divers discours – y compris le discours marxiste sur le *Lumpenproletariat* – portent non plus sur la guerre civile et l'ennemi social, mais plus ou plutôt sur le délinquant. Cette transition – du fait social au cas psychosocial, du collectif à l'individuel, de la société aux individus qui la composent, en conjonction avec de nouveaux critères de moralité induits par les effets du développement capitaliste – poussera l'analyse de la guerre civile vers la question du racisme, de l'eugénisme, et du bio-pouvoir, thèses que Foucault développera dans le cours de 1975-1976 et de l'année suivante, *Les Anormaux*.

Finalement, c'est le cours de 1973 qui élabore les éléments principaux de l'échange avec les historiens et théoriciens marxistes – par exemple, les illégalismes populaires, la notion du coercitif – et les développe « avec une très grande netteté conceptuelle » et « un grand tranchant », comme l'écrit Frédéric Gros²¹⁶. L'affrontement avec Marx, on le retrouve bien sûr dans quelques passages de *Surveiller et Punir*²¹⁷, mais il est plus net et direct en 1973.

211. *Surveiller et Punir*, p. 84.

212. Cf. *ibid.*, p. 116 : « La prison au total est incompatible avec toute cette technique de la peine-effet, de la peine-représentation, de la peine-fonction générale, de la peine-signé et discours. »

213. Une vague référence à la citation de Clausewitz se trouve à la page 170 de *Surveiller et Punir*.

214. Cf. M. Foucault, « *Il faut défendre la société* », *op. cit.*, [leçon] du 14 janvier 1976, p. 26-27, et surtout [leçon] du 4 février 1976, p. 77 *sq.*

215. Leçon du 3 janvier 1973, *supra*, p. 15.

216. F. Gros, « Foucault et « la société punitive » », art. cité, p. 5-14, *v. p.* 13.

217. M. Foucault, *Surveiller et Punir*, p. 166, 171, 177, 222-224, 286.

CONCLUSION

D'après Daniel Defert, Foucault écrivait ses livres en trois étapes²¹⁸. La première : un manuscrit entier, qu'il jetait à la poubelle en disant qu'il avait simplement écrit ce qu'il pensait spontanément d'un sujet avant d'avoir fait des enquêtes d'archives. La deuxième : de nouveau, un manuscrit entier, qu'il faisait transcrire afin d'utiliser le tapuscrit comme support pour la troisième et dernière étape, l'écriture du manuscrit qui serait finalement publié. La première mention de *Surveiller et Punir* que l'on peut retrouver dans les archives de Foucault – en l'état de nos connaissances du moins – se situe en septembre 1972, quand Foucault écrit, dans une lettre à Daniel Defert, qu'il travaille à son « livre sur les peines²¹⁹ ». Et on sait qu'en avril 1973, Foucault « [t]ermine une première rédaction du livre sur les prisons (*Surveiller et Punir*) »²²⁰. Les leçons composant *La Société punitive* furent transcrites les mois suivants, et, selon Alessandro Fontana, auraient été lues et consultées par Foucault. Peut-être correspondent-elles à la seconde étape du processus d'écriture ? Mais ce n'est, ici, que spéculation, et il appartiendra au lecteur d'en décider, en faisant une lecture juxtaposée du cours de 1973 et de *Surveiller et Punir*. Quoi qu'il en soit, *La Société punitive* représente, de toute évidence, un travail de fond pour l'ouvrage à venir, et se lit comme un texte complet.

NOTE SUR L'ÉTABLISSEMENT DU TEXTE

Foucault donna les treize leçons de *La Société punitive* à partir de notes manuscrites qui seront conservées, à partir de 2013, à la Bibliothèque nationale de France. Chacune des leçons fut enregistrée sur cassette par Gilbert Burlet avec l'accord de Foucault ; les enregistrements furent ensuite transcrits par Jacqueline Germé qui prépara un tapuscrit de 213 pages dactylographiées. Selon Alessandro Fontana, la transcription a été faite à la demande de Foucault pour produire une

218. Conversation avec Daniel Defert ; cf. aussi D. Defert, « I Believe in Time... », entretiens avec Guillaume Bellon, *Recto/Verso*, n° 6 : *Genèse de la pensée*, II : *Cheminements et Procédures*, septembre 2010 <<http://www.revuerectoverso.com/spip.php?article186>>.

219. Il s'agit de *Surveiller et Punir* ; cf. D. Defert, « Chronologie », *loc. cit.*, p. 42 / p. 56. Foucault en avait parlé à Jalila Hafsia en août 1971 : « si je vis encore et si je n'ai pas été mis en prison, eh bien, j'écirai le livre... » (« Un problème m'intéresse depuis longtemps, c'est celui du système pénal », *loc. cit.* [*supra*, note 9], p. 209 / p. 1077).

220. Cf. D. Defert, « Chronologie », p. 43 / p. 58.

version dactylographiée du texte ; Foucault aurait revu cette transcription, fait des corrections, et ensuite consulté le tapuscrit. En 1984, après le décès de Foucault, Burlet déposa toutes ses archives des cours – ses enregistrements et tapuscrits – au Collège de France, dont neuf cassettes étiquetées « 1973 ». Ces archives furent conservées au Collège de France dans le fonds Michel Foucault. Pourtant, les enregistrements du cours de 1973 ont été effacés, à un moment ou un autre, par le repiquage sur la même bande magnétique du cours de 1974. Cela a été découvert, en premier lieu, par un chercheur américain, Richard A. Lynch, qui déposa dans le dossier au Collège de France un mémorandum daté du 12 janvier 1999 ; ce fut également vérifié par un autre chercheur, Márcio Alves Da Fonseca, qui laissa aussi un mémorandum à cet effet dans le fonds Michel Foucault le 31 janvier 2000. Des recherches approfondies en septembre 2010 confirment qu'il n'existe pas au Collège de France d'enregistrement des cours de 1973. De longs efforts pour retrouver des copies des enregistrements ont été vains²²¹. En conséquence, il n'existe pas, à ce jour, de trace audio de *La Société punitive*.

Le texte a donc été établi sur la base de la transcription effectuée par Jacqueline Germé en 1973, apparemment corrigée par Foucault, à partir des enregistrements réalisés par Gilbert Burlet, aujourd'hui perdus. Le texte a été intégralement vérifié et corrigé au regard des notes manuscrites de Foucault. Les passages importants du manuscrit qui n'étaient pas identiques sur le tapuscrit, ainsi que les ajouts par rapport au tapuscrit, sont indiqués en note de bas de page. Faute d'accès aux enregistrements, nous n'avons pas reproduit dans chaque cas le soulignage adopté par le tapuscrit, sauf lorsque le mot ou l'expression était également souligné dans le manuscrit ; en revanche, nous avons reporté les soulignements du manuscrit même lorsqu'ils ne figuraient pas sur le tapuscrit, pensant que le manuscrit – de la main de Foucault – était nécessairement plus fidèle à son expression. Nous avons aussi ajouté, silencieusement, les guillemets présents dans le manuscrit.

Mes remerciements vont à Daniel Defert et François Ewald, aux membres du comité éditorial, Henri-Paul Fruchaud, Frédéric Gros et Michel Senellart, ainsi qu'à Corentin Durand.

B. E. H.

221. Gilbert Burlet a grandement aidé à la recherche de ces cassettes, et je l'en remercie infiniment. Pour en savoir plus sur ses contributions à la mouvance Foucault, ainsi que sur celles de Jacqueline Germé, cf. D. Defert, Situation du cours, in *Leçons sur la volonté de savoir*, p. 276 n. 63.

Indices

Index des notions

acceptabilité : 168
(conditions d' – de la prison, du « pénitenciaire ») : 104 & n.c., 105, 114, 117 n.a.; v. coercitif
âge du panoptisme : 265; v. civilisation de la surveillance, panoptisme
agora
(–: condition de possibilité institutionnelle du *logos*) : 230, 244n.3; vs. surveillance
ajustement
(– des illégalismes, Ancien Régime) : 155n.3
(– du pénal et du juridique, fin XVIII^e s.) : 264; v. surveillance
alcoolisme : 193, 203n.16; v. boisson/s
âme/s : 21, 69, 70, 91, 93, 167
(« élévation d' – ») : 177
(rachat de l' –) : 87, 94
amende : 10-11 & n.b.-13, 21n.17, 14n.13, 146 & n.b., 147, 180, 188 n.13-189n.14; v. tactiques punitives
(– comme marquage) : 11n.b
(– comme substitut de la journée de travail) : 72
(– et collecte des revenus) : 20n.13; v. jeu des droits et des amendes
amendement
(la prison, lieu d' –) : 262
analogie
(– et irréductibilité entre travail et prison) : 72n.b., 83n.7
(– entre pillage et contrebande) : 156n.14; v. Colquhoun
anomie : 243, 250n.27; v. Durkheim (travail de la norme dans l' –) : 228 n.28
anormal, anormaux, *Anormaux* : 4, 17n.2-3, 141n.16, 190n.20; v. déviance, monomanie, monstre/s
anthropophagie, anthropophagique : 3-4, 5, 7, 13, 17n.2, 18n.5; v. Lévi-Strauss

antinomie savoir/pouvoir : 279; v. mythe occidental
appareil
(– carcéral) : 246n.12; v. Chaptal
(– de déprédation) : 152
(– de séquestration) : 220, 242 & n.b.; v. établissements, société disciplinaire
(– de surveillance extrajudiciaire) : 149
(– de surveillance judiciaire) : 127, 143, 148-149, 197, 199
(– parajudiciaire, para-étatique) : 127, 129, (et lettres de cachet) : 133n.b., 143, (et principe de la surveillance universelle et constante, XVIII^e-XIX^e s.) : 24
(– parapénal) : 159
(– pénal) : 180n.a., 233-234, (par transfert de l'élément pénitenciaire) : 159
(– policier) : 127, 233, 237 (monarchie XVIII^e s.), 128 (sous Napoléon III)
(– politique et révoltes populaires) : 265-266; v. révoltes
appareil/s d'État : 19n.1, 24, 109, 126, 127n.c., 136-137, 143-144, 149, 233-234
(l' – comme structure d'appui d'un système de pouvoir) : 233
(– et processus d'appropriation privée) : 126
appareil/s d'État et para-étatiques de séquestration
(–: relais-multiplicateurs de pouvoir, pris dans le nœud étatique) : 214-215; vs. Althusser (« appareils idéologiques d'État ») : 245n.6
appareil de production : 152 & n.d., 159, 191-193, 195 & n.b.; v. fixation
(– exposé à l'illégalisme, à la déprédation) : 179 & n.c.-d-180, 214
« apparition » : 46 & n.a., 57n.a., 64, 80 n.23; v. émergence, « pénitencier », pénitenciaire, prison
archéologie, *Archéologie* : 116n.1, 95-96 n.2, 240, 303, 311

archéologique (analyse/méthode) : 86, 95n.2, 114, 301, 303
(–, « dynastique », généalogique) : s.v.
aristocrates, aristocratie : 32, 61, 62 n.20, 109, 119n.2, 125, 293
armée/s : 135, 154, 172n.13, 214, 281n.42, 290
(–: instrument de contrôle et de répression) : 126
(l' – comme foyer échangeur des illégalismes) : 164
(– d'ennemis intérieurs) : 257, (des périls intérieurs) : 258; v. prison
(– industrielle) : 193
(– révolutionnaires, 1791) : 171n.5
([recrutement de] l' –: moyen d'éponger la délinquance) : 154
(l' – et la justice) : 126 & n.b. (« justice armée »), 127
assassinat : 50n.a., 100n.12, 141n.16, 164, 167, 189n.29
associations philanthropiques : 267
assujettir, assujettissement : 34, 134, 188, 245n.7, 268, 281
(– le/du temps de la vie au temps de la production) : 216-217, 235, 286, 320
attentats
(– « contre la personne » et « contre-attaque sociale ») : 70 [Beccaria]
(– contre les personnes et les propriétés) : 197 [Villeneuve-Bargemont]
autodéfense
(– de la société paysanne : mesure préventive et punitive) : 52 [Le Trosne]
(groupes d' – paramilitaires et sociétés de moralisation, Angleterre) : 105-110
autorité : 6, 11, 35, 44, 50, 54, 65, 167, 175, 209 & n.c., 210, 221, 222, 230, 233, 240, 241, 245n.6, 283
(– arbitrale) : 214
(« coups d'autorité ») : 65, 255 [Serpillon]
aveu : 19n.8, (et confession) : 228n.29
(« avoir avoué ») : 51, (être « sans avoué ») : 48, 59n.6 [Le Trosne]
Bagne/s : 29n.20, 100n.12 (– « prison en plein air, travaux forcés à perpétuité ») : 65 [Rémusat]; v. Halpérin, Lascoumes *et al.*, Petit *et al.*
(– militaires : Brest, Rochefort, Toulon) : 66
bannissement : 51
(– peine contre les mendiants) : 57n.a., 127
battue et levée en masse, mesure punitive : 52, 60n.14 [Le Trosne]
besoin : 31, 55, 68, 106, 148, 153, 161, 181, 194, 197, 210, 214, 215, 230, 236, 250
(le – comme instrument politique) : 245n.7
(– de l'illégalisme populaire) : 155 : v. bourgeoisie
(– d'une idéologie) : 236
besoins : 161, 209; v. Villeneuve-Bargemont
(– de l'industrie, du commerce, du patronat) : 178, 232, 246n.11; v. Chaptal, Chérueil
(– de l'ouvrier) : 175, 178, 179
bien/mal : 89-90, 221; v. communautés religieuses dissidentes
(ordre du bien : partage de la société en deux classes) : 175; v. quaker
biens
(les – dans leur matérialité) : 159, 163, (à consommer) : 191, 197
bienfaisance : 210 [Muller]
(bureau de –) : 211
biographie
(intégration sourde de la – au savoir) : 135
(– perpétuelle de l'infamie) : 134
(archive/s [biographique/s]) : 134, 268
boisson/s : (débits de –) : 109, 202n.10, 266; v. alcoolisme, vs. épargne ouvrière
bouc émissaire (rite du –) : 4, 18n.5; v. Girard
bouclage de la prison et du délinquant, du pénal et pénitenciaire : 154, 165
bourgeoisie : 53, 107, 109, 128, 144, 147 & n.c.-150 & n.a.-154, 155n.3, 158, 160 & n.a., 165 & n.b., 168 & n.b., 170 & n.a., 178-179, 196, 202n.10, 214, 231, 277, 289n.80-295, 302-304, 306, 309; v. fortune, illégalismes
(la – [face à] la prédation féodale, puis la déprédation populaire) : 152n.b., 154.
(« bêtise » de la –, thème pour intellectuels) : 168

brigandage : 55, 108, 147, 151, 156n.14, 157n.15-16, 162n.a, 167, 171n.4-5, 172n.15; v. illégalisme populaire; v. Colquhoun, *Gil Blas*, Juillard

Capillarisation, capillaire : 125, 129 & n.a-b, 133, 199
(forme capillaire du pouvoir) : 205

capital, *Capital* : 108, 137n.b, 145, 172 n.19, 177, 178, 193
(accumulation du -) : 176, 235, 236, (et techniques disciplinaires) : 299-300

capitalisme : 16, 145, 156n.5, 178, 188 n.11, 215, 216, 236
(croissance, développement du -) : 16, 113 & n.b, 144

capitalisme et coercition : 52, 114

capitaliste
(pouvoir -) : 73 & n.a, 116 & n.a, 212
(régime -) : 180
(société -) : 52, 73, 115, 159, 212, 215, 217

caserne : v. encasernement
(usine-caserne-couvent) : 208 & n.a-b, 214, 225n.1

casier judiciaire : 93; v. connaissance du prisonnier

caste/s : 76n.6, 155n.3, 210; v. Blanqui

casuistique : 221; v. confession, discursivité

catégories : 209n.b
(- sociales constituées par le *Lumpenproletariat*) : 128
(- de discours) : 169
(- du brigandage) : 151 [Colquhoun]
(- du désordre et de la violence) : 131
(- marginales) : 134

cellule : 40n.2, 97n.4, 194; v. Bentham, Julius, Penn
(- de couvent et cellule de prison) : 74n.b
(- pénitentiaire, lieu de la conscience calviniste) : 91n.a

centre (image moderne du - : forme centrale du pouvoir) : 231 [Julius]

cercle carcéral : 225n.1
(retournement criminologique du -) : 259

cérémonie : 250n.26
(- du pouvoir et conscience sociale) : 243

champ/s
(social) : 231 (opacité donnée au -) : 239-240
(- stratégiques des discours) : 170

charges judiciaires et système de la vénalité (fin Moyen Âge -XVII^e s.) : 126

chasse féodale (de la -) à la coercition capitaliste : 252

châtiment/s : 12, 16, 34, 35, 36, 65, 70n.a, 82n.43, 83n.46, 242, 256, 276, 295n.110, 303, 311; v. dette, détention, exclusion, mort, prison
(- : option morale et religieuse) : 16, 87
(- : protection de la société) : 44n.28, 260-261; v. réformateurs
(- : retour de la dette) : 12; v. rachat

chômage : 50, 60n.17, 179n.d, 202-203n.16, 213, 216, 223, 235

chômeurs : 106, 110, 128, 151, 215
(- : oisifs conjoncturels) : 194

christianisation [du système pénal], rechristianisation du crime (fin XVIII^e s.) : 92, 95, 138n.b

chute : 74; v. faute, peine; v. La Roche-foucauld-Liancourt

circuits
(- de dérivation : « utilisation » sociale latérale) : 128
(- de nomadisme) : 195; v. marchés du travail

cités ouvrières (Walnut Street, Mulhouse) : 210, 215n.c, 220, 227n.4

(citoyen/s) : 25, 44n.28 [Beccaria], 52, 66, 69, 75n.3 [Rousseau], 204n.21 [Strayer]
(- « représentant de la société ») : 181, 189n.15

civilisation/s : 16n.1, 209
(- de la surveillance) : 307
(- du spectacle) : 24, (vs. civilisations de la surveillance) : 264-265; v. Julius
(« types de - ») : 20-21n.15; v. sociétés

classe/s de la société : 127; v. guerre civile
(- dangereuses, *dangereuses*) : 176, 178, 184-185n.2-3, 186n.7
(- laborieuses) : 185n.3, (- et dangereuses) : 61n.19, 172n.9, 185n.3-4, 186n.7-8; v. Buret, Chevalier, Frégier
(- supérieures, *higher classes*) : 37, 39, 110-111, (et contrôle) : 125 / (« basse/s

classe/s », *lower classes*) : 110, 113, 122n.18, (« race abâtardie ») : 167-168, 172n.18; v. Burke, Colquhoun, Target, Watson, Wesley
(- dissidente) : 75; v. « dissidence morale »
(- pauvres) : 125; v. moralisation
([lutte] des -) : 34n.a

classe des travailleurs, objet privilégié de la transformation pénitentiaire pour l'intégration à un pacte social : 166

classe ouvrière : 33, 153-154, 160, 167, 177, 192, 195, 209, 213, 218n.b, 232
(- anglaise) : 42n.20, 120n.4, 121n.11, 288 n.76-77; v. Thompson

classement et diagnostic [hospitalier] : 6

clinique, *clinique* : 40n.3
(- psychiatrique) : 132, 134
(*Naissance de la -*) : 16n.1, 138n.b, (- en Angleterre : 106); v. savoir de l'individu, évolutionnisme

clôture/s : 162
(- définitive : la mort) : 13 & n.a
(hétérogénéité entre - monastique et clôture pénitentiaire) : 87

coalitions ouvrières et patronales, [interdites par] la loi Le Chapelier : 188n.13 [Dolléans & Dehove]; v. lois/s

codage
(- criminologique) : 184, 188
(- de la « morale chrétienne » dans le vocabulaire de la psychologie) : 138
(- médical et sociologique de la prison) : 88

code/s : 38n.a-39
(- de traduction) : 38n.a, (pratique, épistémique, théorique) : 38n.a
(code civil et contrat, début XIX^e s.) : 178

Code criminel [de France] (1767) : 65, 76-77n.7-8 [Serpillon]

Code criminel d'Angleterre (*Commentaire sur le -*) : 78n.14, 260n.8; v. criminel-ennemi social; v. Blackstone

Code criminel autrichien (1789-1790) : 257

Code d'instruction criminelle (1808) : 23, 25, 41n.6-7, 65 [Treillard], 182

code pénal : 66, 70 [Brissot], 119n.3; v. Cartuyvels

code pénal anglais (XVII^e s.) : 118, (projet

de -) : 74, 85; v. Quakers; v. Penn

Code pénal autrichien (1787) : 105n.a, 119n.3

Code pénal français
(1771) : 100n.12; v. Halpérin
(1791) : projet de Code et discussions sur le projet : 63, 66, 75n.1, 79n.17-18 & 19, 81n.28, 82n.34 & 39, [82-]83n.43, 141n.16; v. Brillat-Savarin, Duport, Le Peletier de Saint-Fargeau
(1804-1808) : élaboration du premier projet [Target]
(1810) : 66, 86, 180-181, [188-189n.13-16, 202n.15, 224 [Treillard]]
(1831) : discussion du projet de loi de réformes du Code : 39n.1 [Bernard], 77n.9-11; v. Rémusat
(1832) : réformes du Code

Code rural (1791) : 162, 171n.7

codification
(- médico-judiciaire) : 182 & n.d
(recodification des délits et des peines) : 180; v. Code pénal de 1810
(surcodification éthico-pénale) : 113; v. Colquhoun

coercitif : 114-115, 306
(le - : condition d'acceptabilité de la prison, du pénitentiaire, XIX^e s.) : 117 n.a, 164
(le - : établit la connexion entre morale et pénalité) : 114 & n.b, 115n.b
(le - et l'idéologique) : 245 & n.9

coercition : 33, 89, 116n.a, 125-126n.b, 144n.a, 153, 236, 240
(- capitaliste : transformation de la force de travail en force productrice) : 52-53
(- éthique, morale, et politique) : 181, 252

colonies : 52 & n.a [Le Trosne], 83n.43 [Brissot], 15 & n.a; v. esclavage
(- agricole/s et pénitentiaire/s) : 57n.a, 209 & n.a, 213, (- de Mettray) : 209, 221, 226-227n.16; v. Demetz, Ducpetiaux, Forlivesi *et al.*, Genet
(- pénales) : 40n.2 [Beaumont & Tocqueville]

communauté/s : 6, 81n.30 [Nietzsche], 52, 87, 88, 133, 136, 162, 165, 210, 224

(- conventuelle, monastique, religieuses) : 99n.8, 133, 233
 (- des justes, religieuses dissidentes) : 89, 99n.8, 105-106
 (- homogène de criminels) : 257;
 v. cercle carcéral; v. Decazes
 (- paroissiale) : 133
 compensation (pour dommage causé) : 8-11, 20, 21
 complot/s : 113, 134, 246n.15; v. Colquhoun, Sartine
 (« théorie du complot ») : 301
 comportement/s : 50n.a, 64, 95n.a, 109, 113, 156n.14, 205, 211, 213, 222n.a, 237
 comptabilité morale quotidienne : 233;
 v. colonie/s pénitentiaire/s
 compte du crime : 93, (*Compte criminel*) : 247n.16
 conception/s
 (- éthico-religieuse/s de la faute, du péché) : 23n.a
 (- morale du pouvoir) : 89n.b;
 v. réformateurs
 (- quaker de la politique) : 90;
 vs. conception des réformateurs
 (- romaine du *crimen maiestatis*) : 92
condition physique et morale des ouvriers : 228n.26; v. Ducpetiaux
 conditionnement moral et pénalité : 181,
 (circonstances aggravantes et atténuantes) : 24, 93, 181, 189n.16, 200;
 v. modulation modératrice
 confession-pénitence : 199
 confession catholique et discursivité : 220-221 & n.a, 228n.29
 conflit/s : 14, 36, 67, 121n.11, 131, 139n.5, 140, 148, 203, 205
 (- de classes) : 148n.v, 276, 287, 295n.110
 connaissance du prisonnier : 93; v. casier judiciaire
 connexion : 47, 55, 114 & n.b, 116, 231
 (- du punitif et du pénal, du coercitif et de l'interdit, de la pénitence et de la sanction) : 115n.b
 (- juridico-religieuse) : 94
 conscription (refus de la -, an II) : 164
 consommation (la -) : 47-48, 201n.b, 216
 contentieux patron-ouvrier et conseils de prud'hommes : 199; v. contrat

contestation et litige : 163; v. contrat
 contrainte/s : 113, 126n.b, 145, 153, 163, 185n.4 [Chevalier]
 (- à référence externe et contrainte autoréférée) : 54n.b
 (- par corps) : 189n.14; v. Code pénal de 1810
 contrat : 15, 54, 75-76n.3, 152, 164, 172n.9, 187n.10, 233, 266, 306
 (- : forme juridique de la propriété) : 161, 163
 (- et habitude) : 178 & n.b, 241-242;
 v. corps de l'ouvrier
 (illusion de libre -) : 196n.b; v. marché (rupture du « contrat d'embauche ») : 264
 (contrat-illégalité vs. conscription) : 164n.a; v. Pierre Rivière
 contrebande
 (- et complicité) : 147, 152, 156n.14;
 v. illégalismes
 (techniques de la -, mi-XVIII^e s.) : 157n.16, 159; v. Colquhoun, Juillard
 contrebandier : collecteur d'impôts illégaux (image positive du - [tourné] en image négative du criminel-ennemi social) : 166-167 & n.a
 (formes « contrebandières ») : 152n.d, 195
 continuité du travail/discontinuité du hasard : 216; v. contrôle
 contrôle : 36, 44, 67, 223, 233, 237, 247, 257-258, 263-265, 267, 269, 282n.44, 295-296, 304-305, 307-308; v. séquestration, société panoptique
 (- de l'individu, de l'ouvrier : du corps, du temps, de la vie) : 73, 83n.46, 216, 217, 223, 227, 223, 230-231, 233, 268, 286, 289, 307-309
 (- de la fixation locale des individus) : 235, 263; vs. mobilité, vagabondage
 (- (intra-étatique en France, extra-étatique, éthico-juridique par l'État, en Angleterre) : 213, 223n.a
 (- « moral ») : 106, 109-110, 137, 181, 222; v. « basses classes », morale
 (- social) : 128, 136 & n.d, 248n.20
 (société de -) : 228n.30 [Deleuze]
 corps de l'ouvrier, des ouvriers : 9, 73, 87, 93, 176-179, 181, 191-192, 193n.a, 197, 201, 205n.23, 208, 223, 255-

256, 267-268, 305-309
 (- et corps de la richesse bourgeoise) : 160, 162-166, 176-177, 192, 196, 267, 303; v. matérialité
 corps dociles : 83n.46, 300, 304
 corps producteurs : 211, 300
 (- : corps des ouvriers : force de production, force de travail) : 192, 193, 200, 208, 223, 224, 267, 303
 (fixation, localisation des -) : 193, 208, 268, (corps assujettis) : 245n.7, (- et temps des hommes) : 299
 corps de la société, social/aux : 9, 175, 187, 197, 199, 233, 311
 (- : relais du pouvoir) : 211
 (- dynastiques, multiplicateurs de pouvoir) : 213
 corps et temps des hommes : 299
 corporatisme : 180; v. régime capitaliste
 correctif, correction des individus : 109, 113-114, 118, 132-133, 135-137n.b, 138, 165, 168 & n.a, 182, 184n.a, 238;
 v. coercitif, épingle
 correctionnaire (appareil) : 149n.a
 coupable : 11, 12, 120, 44, 69, 70, 75n.3, 80n.26, 82-83n.43, 196, 200
 couplage/couple
 (- chômage-demande) : 50
 (illégalisme populaire-illégalisme des affaires, des marchands) : 146
 (- refus de/du travail-violence) : 50
 (- savoir statistique-savoir de l'individu) : 138n.b
 (- transfert du savoir policier - injection d'une idéologie) : 128n.d
 (- surveiller-punir et société disciplinaire) : 201
 (- système pénal-délinquance, effet du couple système répressif-[système] séditieux) : 155n.1
 crime : 4, 13, 15n.a, 46n.a-50, 54n.b, 56-57 & n.a, 59n.6, 63n.a, 65, 66, 68-69, 70 & n.a, 72, 78n.4, 98n.2, 108, 109, 117, 123n.25 & n.27, 132, 134, 141, 153, 160, 164, 167, 180, 182, 183n.b, 186n.8, 189n.14 & n.16, 200
 (le - comme atteinte à la souveraineté; 35-36, 63 (*crimen maiestatis*) : 92, 101n.22
 (le - comme attaque contre la société, nuisance sociale, guerre de l'un contre tous, rupture du pacte social) : 34, 35 n.a, 36, 38n.a, 57n.a, 63n.a, 75n.2;
 v. criminel-ennemi social; v. Beccaria, Brissot
 (le - comme dommage, préjudice) : 53-54n.b [Muyart de Vouglans], 57n.a, 59 n.6, 60 n.17, 63 & n.a, 75n.2
 (le - comme maladie sociale) : 16n.a, 37 & n.e, 57n.a, 183n.b
 (- politique, crime d'État) : 63 & n.a, 100n.12, 112, 117n.3, 124
 (- et faute, péché) : 13, 16n.a, 93, 117, 167
 (« littérature du crime ») : 55-57, 60 n.17-62n.20
 criminalité : 16n.a, 17n.2, 26, 37-38, 56, 61n.19, 77n.7 [Richard], 97n.3 [Tarde], 147, 190n.20 [Fontanille]
 (- en col blanc) : 190n.21
 criminel/s : 17n.2, 22n.22, 34, 45, 46, 56, 64, 67; v. Beaumetz
 (le - comme étranger à la société) : 37 n.b, 41n.6; v. criminologie, sociologie
 (« criminels d'état ») : 124 [Colquhoun]
 (- et corps politique : front de guerre) : 64
 (ordre - vs. obligation/s) : 54n.b, 55 n.b, 75n.2
 (ségrégation des -) : 64 n.a
 criminelle/s
 (justice -) : 59n.4 [Le Trosne]
 (*Lois* -) : 54, 60n.16, 68, 83n.46;
 v. Brissot, Muyart de Vouglans
 criminel-ennemi social : celui qui fait la guerre à la société, ennemi public : 34-39, 46 50, 55n.b, 57n.a, 63 & n.a, 64 & n.a, 68, 70, 75n.2; v. *Code d'instruction criminelle*
 (« apparition » du -) : 46n.a
 (émergence du -) : 37, 46n.a, 53n.b, 55, 63-67
 (exclusion du -) : 37-38
 (hétérogénéité entre le - et la prison) : 67; v. pénal
 criminologie : 67, 78n.13, 93, 167, 175, 182, 183-184 & n.a; v. discours crises sociales au XVII^e s. : 126
 culpabilisation
 (- du crime) : 93-94, (laïque) : 138n.b
 (- et codage de la morale chrétienne) : 138n.b

danger/s: 18n.3, 44n.29, 68, 110 & n.c, 144n.b, 146 & n.b, 168, 177, 182, 196, 210, 260; v. délinquants, émeutes, illéganisme populaire
(absolu – la guerre civile): 33n.c
« dangerosité sociale »: 183
(– éléments dangereux, troubles, agités, de la population): 110; v. *classes dangereuses*
débauche, débauché: 109, 131, 134-135, 139, 187, 192, 193, 235, 240n.a; v. illéganisme de dissipation
défiance: 28, 42n.13 (– et rivalité originale): 28; v. méfiance; v. Hobbes
délinquance: 16, 37n.e, 42n.22, 46-50, 56-57, 122n.17, 152n.a-154, 166 & n.a, 198, 200, 238, 259, 267-269, 310
(la – comme fonction sociale permanente): 56n.a
(– dite de droit commun et délinquance politique): 14, 143
(monde de la –): 48, 153
délinquant/s: 35, 47, 50, 55, 152-154, 158n.17, 166-168, 209, 230, 258, 259, 262, 264, 309-310, 312; v. ennemi social, « individu dangereux »
(comme ennemis publics de la production économique): 47; v. physiocrates
(les – comme mutants psychologiques et sociaux, XIX^e s.): 268
(– et non-délinquants: séparation des illégalismes): 56, 153, (réversibilité du personnage délinquant-non-délinquant [dans la littérature]): 55
délit/s, *délits*: 20n.18, 24, 25, 43-46, 70 n.a, 79n.18, 81n.28 [Beccaria], 93, 123, 156 n.14, 167, 180-181, 183, 189n.14, 194, 200
(– criminels ou politiques): 119 n.3
(– économiques ou professionnels): 267
(– publics et délits particuliers): 70n.a
(– religieux: disparition au début XIX^e s.): 267
(– ruraux): 43n.22, 266
dénonciation: 49-50, 54, 136, (– par l'indicateur, le mouchard): 152
(– et surveillance): 134; v. lettres de cachet
déportation: 57n.a, 65n.b, 77-78n.13, 117, 246n.15; v. Blackstone, Howard, Julius
déportation-colonisation: 258
déprédation: 108, 137, 264
(– et nomadisme physique): 197
(– ouvrière du capital [meuble]): 108, 113, 137n.b, 150 & n.a-152 & n.b, 157n.16, 165-166, 195; v. fortune, illéganisme de déprédation; v. Colquhoun
(– paysanne): 160n.b, 162 & n.a-163
(– provoquée par la redistribution des droits): 137n.b
(formes « contrebandières » de la –): 152n.d, 195
dépression économique du XVII^e siècle: 126
dérèglement
(savoir du –): 135, 250; v. Durkheim
dérivation/s: 46, 86-87, 95n.2, 128-129 n.a, 130, 133
(– discursive): 67
(– théorique et dérivation institutionnelle): 36
(circuits de dérivation): 128
désir: 21, 27-28
(convergence du – et rivalité originale): 28; v. Girard, Hobbes
(– et besoin de l'ouvrier): 176, 178, 181; v. corps, matérialité
(théorie actuelle du –): 135, (vs. analyse des stratégies du pouvoir): 239
désordre/s: 35, 106, 131, 139-140n.3 & n.5, 164, 192 & n.b, 197, 218; v. illéganisme de dissipation
despotisme: 58n.3, 137, 262; v. Beccaria, Duport, Quesnay
détention isolée: 65 [Howard], (et habitude du travail): 68 [Julius]
détenus: 66, 74, 79, 82, 91, 97n. 4, 99n.8, 137n.f, 154, 203n.19, 227, 244n.2, 246 n.13
(– et surveillants / reclus et gardiens): 94, 284; v. Goffman
dette, endettement: 8, 12, 53-54n.b, 68n.a, 72, 216-217n.d; v. dommage, peine, rachat
déviance, *Déviance*: 4, 5, 80n.22, 134n.a, 189n.18
(psychopathologie de la –): 37 & n.c; v. sciences sociales
disciplinaire: v. pouvoir, régime, société, système
discipline: 42n.21, 84n.47

(– et habitude/s): 240
(– et sécurité): 204-205n.23
(– fondée en justice): 250n.27 [Durkheim]
discours
(– criminologique, à prétention scientifique): 182, 183 & n.a, 184, 275, 310
(– de la pénalité, du droit pénal): 182, 67
(– de rationalité): 6
(– normalisant: fonction annexe du pouvoir disciplinaire): 242n.b, 244; v. sciences humaines
(– « idéologiques »): 72n.a
(mythique): 244, (– lié à l'exercice du pouvoir): 251
discursivité: 220-224, 284n.52
(nouveau type de – et engrenage des individus dans les appareils de production, de transmission de savoir): 221
(– et normativité): 221
(– et subjectivité): 228n.29
disette (1795): 122n.17
Dissenters: 98, 99n.10; v. dissidence morale
(rigorisme des –, env. 1700-1750): 264
dissidence (judiciaire, pénale, sociale): 110, 175
« dissidence morale »
(– XVIII^e s.: groupes anglo-saxons religieux mais refusant le dogme de l'Église anglicane [et préconisant] le lien entre morale, production capitaliste, appareil d'État; XX^e s.: Europe et États-Unis: groupes laïques non conformistes [et préconisant] la transgression): 115-116 & n.a-b
dissidence sociale et défaillance morale: 175
dissipation (intempérance, imprévoyance, désordre: fête, loterie, concubinage): 109, 131, 134, 197, 235, 267, 294; v. illéganisme
dommage: 8, 34, 44n.28, 53-54n.b, 75n.2, 255
(convertir le – en dette): 255; v. délit, rachat
« dressage »
(le – comme contrôle du corps): 223
(– [de l'ouvrier]): 223, 266, 278
(– du comportement): 266
droit: 36, 48, 51, 52, 67, 69, 88), 92, 98n.7, 99n.9, 127, 157, 188n.12, 190, 321
(– archaïque): 21n.18
(– canonique): 98n.7 [Lefebvre-Teillard]
(– civil): 53-54n.b, 65, 163, 255
(– commun): 147n.a, 160, 277, 303; v. crime, délinquance
(– criminel classique): 38-39n.a, 53-54n.b, 75, 92, 101n.19, 189, 256n.3; v. Serpillon, Jousse, Muyart de Vouglans
(– de justice): 12
(– de la guerre): 76n.3
(– de la société sur elle-même): 181
(– de punir): 44n.28
(– du Prince): 53-54n.b
(– du savoir d'exercer un pouvoir): 239
(– du travail): 188n.12, 202n.8
(– féodal): 204n.20
(– français ancien d'inspiration germanique): 21n.17
(– germanique médiéval): 12 & n.a, 20n.13 & n.14, 21n.17, 72, 204n.20
(– naturel): 160
(– pénal: 4, 77n.7, 81n.30 [Nietzsche], 262n.14 [Rossi]; v. aussi: « science des prisons »
(– politique): 75n.3 [Rousseau]
(– romain: *crimen maiestatis* [notion de]): 92, 101n.22
(– social): 75n.3
(*critique du* –): 76n.5 [Lascoumes & Zander]
(pré-droit grec): 204n.20
droits, *droits*: 64, 100n.12, 119n.3 [Halpérin], 145-146, 151, 159n.a
(– coutumiers): 76n.5 [Marx], 162 & n.a
(– communautaires), (– communaux), (– féodaux): 161
(redistribution des – et déprédation, fin XVIII^e s.): 137n.b, 150n.a
(– et déculpabilisation des infractions pénales): 115 & n.e; v. dissidence morale, XX^e s.
dualisme
(– cannibalisme-inceste): 17-18n.4
(– pénal): 180n.b
dualité
(– système pénal-discours psychojuridique): 182

- « dynastique »: 95-96n.2
(analyse de type -): 86, 95-96n.2
(corps -): 212; v. instances de sur-
pouvoir
(- du savoir): 96n.2, 305
- Échangeur: v. transcripteur
(- élément connecteur): 36, 38-39n.a,
55-56, 134; v. code
(- entre les illégalismes): 164;
v. armée, criminel-enemi social
- économie politique: 47-51, 58, 113,
171n.7, 196, 202n.11 & n.14, 226n.13,
276, 289, 290, 299; v. Colquhoun, Le
Trosne, Villeneuve-Bargemont
(- des illégalismes et du capitalisme):
292
(- « du corps »): 248n.21, 276
(- et généalogie de la morale): 274; s.v.
(- et philosophie): 299n.132 [Marx]
- effet/s
(effet-délinquance produit par la
prison): 259
(- de marginalisation): 267; s.v.
(- de savoir): 9, 37; v. psychopatho-
logie
(- de sur-pouvoir): 232, 296
(- « théorico-politique »): 64, 297;
v. Althusser
(- épistémiques): 37 & n.e, 38n.a;
v. sociologie de la criminalité
- Église: 88, 92, 97-98n.5 & n.6, 99n.10,
120n.4, 199; v. détention préventive,
méthodistes; v. Wesley
(- et justice laïque): 92; v. peines
- émergence: 37, 45, 46 & n.a, 53-55n.b,
57n.a, 63, 80n.23, 91, 95, 96n.3, 101
n.16, 273 & n.4; v. criminel-enemi
social, ennemi public, « pénitentier »,
pénitentiaire, prison
- émeute/s: 31, 154, 162n.a, 287-289 &
n.75
(- de Gordon/Gordon riots: 107n.a,
121n.11; v. Thompson
(- de marché): 30-31 & n.b, 148
(- de salaire): 30
(- frumentaires): 162 & n.a
(émeutes de marché devenant émeutes
de salaire devenant séditions poli-
tiques): 30
- emploi du temps: 207, 216, 225n.1,
235, 308
(- et déroulement chronologique de la
mécanique productive): 235
(plein emploi des individus et plein
emploi du temps): 215-217 & n.d;
v. politique du capitalisme, temps
- emprisonnement: 18 & n.6, 26, 39n.1,
63, 71, 74, 86, 103n.a-104, 138n.b, 229,
255-256, 258 & n.7, 262 & n.14-263;
v. déportation-colonisation; v. Julius,
Lucas, Rossi
(l' comme système de châtement,
tactique correctionnelle): 65, 276, 298
(- ecclésiastique, canonique, [puis]
pénal): 86, 99n.9, 103n.a
(- cellulaire/encellulement, « cellula-
riste », loi de 1875): 80n.25, 97n.4.
(- et obligation du travail, XIX^e s.):
262
(triple fonction de l'-): 78n.14
- encadrement moral: 108, 198, 21
- encasernement de la classe ouvrière,
XIX^e s.: 208-209
- encellulement individuel, loi de 1875:
97; v. cellule, prison
- enfermement: 210-211; v. institutions
d'enfermement, prisons
(l' substitué au contrôle des popula-
tions par la police et l'armée): 126 &
n.b-127
(enfermement-gage de la dette): 256
(enfermement-substitut: ne relève pas
de la justice criminelle): 256
- enfermement-séquestration: 210n.a
- engrenage
(- de la morale chrétienne sur la
pratique judiciaire): 92
(- temporel): 217, 221; v. assujettis-
sement
- ennemi public: 36, 45-47, 75-76n.3
[Rousseau], 152, 190n.21; v. criminel,
délinquant
- ennemi social: 152, 182, 311; v. criminel
(l' comme individu opposé à la tota-
lité de la société): 46n.a; v. Hobbes
(-: qui a rompu le pacte social): 34,
37 & n.a-b; v. crime, pacte social
(-: qui pratique l'illégalité): 152
(-et correctionnaire): 165-166, 168n.a
- enquête (notion d'-): 57, 118, 138n.b,
200, 204n.21 [Strayer], 246n.11,

- 275; v. examen
(savoir d'-): 200, 237, et (savoir du
dérèglement): 135
- enquête/s: 44n.32, 57n.a, 65, 77n.13
[Howard], 80n.26 [Decazes], 104,
130, 132n.b, 134, 139n.5, 185 [Buret],
196n.7, 200n.a, 235, 237, 245n.10,
246n.12 [Chaptal] & n.13, 278, 313
(commission d'-): 82, [Defert], 97n.4
[Haussonville], 101n.18 [La Rochefou-
cauld-Liancourt]; v. prisons
(- et instauration de l'État au Moyen
Âge): 275 & n.12
- épargne: v. prévoyance, vs. débauche
(- ouvrière): 73, 202n.10, 203n.17,
223, 232, 235, (- et stratégie patro-
nale): 232
(caisse/s, livret d'-): 191, 198, 210, 211,
215 & n.c, 216, 266
- épinglage
(- du moral sur le pénal): 160
(- géographique): 48n.a; v. fixation
locale
- épreuve
(l' comme mode de véridic-
tion, système grec ou médiéval):
203-204n.20, 275
(l' comme [mode de] contrôle
permanent de l'individu, de l'ouvrier:
système patronal, fin XVIII^e-XIX^e s.):
200 & n.a
- ère du rapport: 238; v. savoir d'inquisi-
tion policier, savoir-pouvoir
- esclavage: 51-52, 71, 82-83n.43, 85n.a;
v. mesures punitives, modèles de puni-
tion; v. Beccaria, Brissot, Le Trosne
(-: réédition forcée du contrat social
entre le criminel et la société): 71
(- gradu[able]): 82n.43, (temporaire):
262, ou (perpétuel « pour les assas-
sins », substitut à la peine de mort):
83n.43
([partisan/s de] l'abolition de l'-):
101n.18 [La Rochefoucauld-Liancourt],
121n.9 [Wilberforce]
- esclave: 52 & n.1, 71, 209n.b
- État: 25, 34n.a, 51, 52, 100, 112, 136,
146, 210, 214, 224
- État médiéval
(formation de l' et fonction repres-
sive): 290; v. enquête, fiscalité
- État moderne
(origines de l'-): 20n.3, 25, 52,
101n.22, 102n.23; v. Strayer
(l' comme grand « pénitentier »):
143n.a
(l' comme agent de la moralité, de la
surveillance et du contrôle éthico-juri-
dique): 25, 111-113, 115
(- autoritaire et justice répressive):
[188]-189n.13, (- fort: protection de
l'appareil productif): 179n.b, (- et
moralisation de la pénalité): 111
(- et moralisation des basses classes,
classes pauvres): 125n.b; v. ordre du
bien; Quakers
(responsabilité de l'-): 82n.32
(atteintes contre l'-): 111n.c
(organisme d'État: assure contrôle
et protection): 112 & n.d, (et conser-
vation vs. malfaiteur): 75-76n.2
[Rousseau]
(police d'État): 52
(salut de l'État): 112
(savoir d'État): 238, 247n.17;
v. enquête
(« science d'État »): 247n.17; v. statis-
tique
(structures de l' et instances de
pouvoir): 234, (petits États/établis-
sements à l'intérieur de l'État;
v. appareil d'État vs. appareils d'État):
214, 220 & 222n.a; v./vs. Althusser
(substitution de l' à la religion
dans les sociétés européennes): 265
[Julius]; v. civilisation de la surveil-
lance
- étatisation de la justice pénale: 117
- examen: 118, 203-204n.19 & n.22, 222
n.a, 224, 284, 294; v. enquête,
épreuve, pratique discursive
(l' comme épreuve ininterrompue):
200
(l' comme forme de pouvoir-savoir
lié aux systèmes de contrôle): 204n.21
(l' comme production d'une vérité
scientifique et véridique du sujet dans
la société industrielle, XIX^e s.): 275
(- de conscience): 74n.b
- exclure, exclusion: 10, 18-19n.6, 37-38,
205n.28, 276, 291; v. sociétés; v. Lévi-
Strauss

(critique de la notion d'exclusion): 4-7
 (- temporaire, sanction d'une marginalité): 223n.a
 (exclusion-expulsion-rejet et exclusion-inclusion-intégration): 23, 213 & n.a-214; v. guerre civile, normalisation, séquestration
 exercice de la justice: 131, 290
 exercice du pouvoir: 95n.2, 114, 117, 155n.3, 168, 244 & n.a, 251n.3, 265, 269; v. discours, illégalisme, pouvoir politique souverain
 (- masqué) sous une enquête d'opinion): 16n.a
 (exercice quotidien du pouvoir): 33; v. guerre civile
 exercices de piété: 226n.7 [Reybaud]
 exil: 4n.b, 5, 8, 12, 13, 76n.3, 130, 136n.a, 208, 255; v. régime pénal, sociétés exilantes
 (- sur place ou indirect): 10, 19-20n.10
 exploitation (intensive des terres, des forêts): 161 & n.b, 266; v. délits
 (- commerciale et exercice du pouvoir): 168n.d
 (- de la plus-value): 300
 expulsion, transfert et réactivation: 5-6; vs. Lévi-Strauss
 extradition: 127, 190n.21 (de Klaus Croissant)
 Fabrication du social: 290; v. appareils, institutions de séquestration
 (- : fabrication d'un tissu d'habitudes): 242; v. norme sociale
 fautes/s: 91, 98n.7, 110, 132, 137n.f-138n.b, 167, 180, 256-262, 302-303
 (- morale et religieuse ou définie par la pénalité): 111, 117; v. infraction, réformateurs
 fiction sociale érigée en norme: 219-220; v. monosexualité et interdiction
 figure/s
 (- de la délinquance): 55, 57, 60n.17
 (- du monstre): 17n.2, 61-62n.20; v. anthropophagie
 (- du savoir): 135
 fiscalité d'État: 126; v. État médiéval
 fixation
 (de la fixation locale dans la société féodale): 161, 223, (à la séquestration

temporelle, XVIII^e-XIX^e s.): 217
 (- de l'ouvrier, des individus au lieu, à l'appareil de production): 192-193, 195, 201, 208-209, 232, 235, 242, (à des appareils sociaux): 214
 folie: 4n.b, 10n.1, 97n.4, 133, 139n.5, 190n.20, 279, 281; v. savoir
 fonction/s
 (- anti-productive du vagabond): 49 [Le Trosne]
 (- positives de l'illégalismes): 148-149 & n.a
 (- préventive de la peine, XVII^e s.): 132
 fonctionnalisme sociologique (impasses du -): 14n.a, 16n.a, 22n.24; v. Durkheim
 force
 (- corporelle de l'ouvrier, force productive): 191; v. corps, système de production, vs. illégalisme de dissipation
 force de travail: 197, 223, 235-236, 240, 286, 304; v. corps de l'ouvrier, société disciplinaire, temps de la vie
 (- transformée en force productrice): 53, 191
 (constitution d'une -): 242 & n.b, 245n.7, 266, 273, 292; v. assujettissement, coercition, fabrication d'un tissu d'habitudes, pouvoir disciplinaire (achat de la -); 72, 153, 178, (et offre sur le marché): 235, 299; v. appareil de production
 (« dérober » [sa propre] -): 177-178, 193-194; v. illégalisme de dissipation (utilisation de la -), (appliquée à l'appareil de production): 192-193
 force militaire: 179
 (- et corporatisme: protection de l'appareil de production); 180
 forces productives: 179, 201, 224, 267, 308; v. force de travail
 forme-prison: 72, 85-89, 104-105, 230, 267, 274-277, 280, 285, 303-304, 307
 (-: forme architecturale, forme spatiale et forme sociale générale): 41, 79n.11, 86, 95n.a, 230, 244n.3, 265; v. modèle pénitentiaire, panoptisme; v. Bentham, Treilhard, (forme étoilée: forme du savoir-pouvoir): 230 & n.b

(- dérivable de la conception quaker): 89; v. quaker
 (conditions d'acceptabilité de la -): 105-111
 (généalogie de la -): 87, 303-304, 307
 forme-salaire, achat de la force de travail: 153
 forme-prison et forme-salaire: 72-73, 85, 265, 280, 285-286, 305
 (-: forme prison de la pénalité et forme salaire du travail): 267, (historiquement jumelles): 72
 (- dans un système d'équivalence: temps de liberté pour prix de l'infraction, salaire contre tant de temps): 72, 85-86
 fortune bourgeoise: 107-112, 151, 155n.2, 162, 164, 170n.1, 177; v. accumulation du capital, contrat, illégalisme (localisation et déplacement de la -): 112; v. histoire de la morale
 fraude
 (- des couches privilégiées: de l'exaction fiscale, judiciaire, seigneuriale en régime féodal, à la fraude en régime capitaliste): 145-146, 151-152n.a
 (- des couches populaires: de la fraude au vol): 151-152n.a
 fraudeur/s
 (collusion agents-fraudeurs): 152n.d
 Généalogie, généalogie: 81n.30, 96n.2, 234, 274
 (- de la forme-prison): 87
 (Généalogie de la morale): 81n.30, 274, (généalogie de notre -): 105n.a
 généalogique
 (analyse/méthode -): 80n.26, 96n.2, 115
 (approche - des premiers codes pénaux): 119n.3 [Cartuyvels]
 gothique (littérature, roman): 60n.18; v. [Gaarder], Radcliffe, Shelley
 graduation des peines, principe punitif: 183; v. modulation moralisatrice,
 grève/s: 131, 147, 154, 188n.11, 194, 196, 232
 groupes (Angleterre, XVIII^e s.): 105-111; v. contrôle, moralisation
 (- d'autodéfense à caractère paramilitaire): 107

(- de communautés religieuses dissidentes): 106-107
 (- de défense de la fortune bourgeoise): 107
 (- de maintien de l'ordre): 105-105
 guerre civile: 14-34, 233; criminel-enemi social, émeutes, sans-culotisme
 [guerre civile et pouvoir] (la - comme matrice de toutes les luttes de, du, à propos du et contre le pouvoir): 15, (se déroule sur le théâtre du pouvoir): 30
 (- permanente et tactiques opposées de pouvoir dans la société du XIX^e s.): 15
 (alliances entre groupes au pouvoir et guerre civile -): 33n.b
 (l'exercice quotidien du pouvoir comme -): 33
 [guerre civile et pénalité] (la - comme matrice générale des tactiques pénales): 23n.a, 34n.a
 (- et statut du criminel): 34-38, 233, 274 & n.7, 280-281
 [guerre civile selon Hobbes] (-: sorte de modèle de l'état de nature): 27, (retour à l'individualité originaire): 30
 (- constitutive des éléments collectifs): 30
 (non-rapport entre guerre civile et guerre de tous contre tous): 26-27 & n.a-29-30; vs. Hobbes
 guerre sociale: riches/pauvres, patrons/prolétaires: 23
 guillotine: 22n.20 & n.22; v. Brissot, Le Peletier
 Habitude/s (XVIII^e-XIX^e s.): 51, 74, 91, 109, 113, 156, 157, 167, 168, 177, 178, 181, 203, 205, 240-242; v. société disciplinaire
 (l' - comme complément du contrat, pour ceux qui ne sont pas liés par la propriété): 242
 (appareils de pouvoir et acquisition des - comme normes sociales): 240
 (usage critique de la notion au XVIII^e s.: critiquer la tradition par l'habitude pour contractualiser les liens sociaux): 241, (usage prescriptif au

XIX^es.: lien à l'appareil de production, de coercition): 242
 historiographie, fonction annexe du pouvoir: 243
 histoire
 (- de l'extraction administrative du savoir): 238
 (- de la morale): 111-112, 170n.b
 (- de la paresse): 193-194
 (- de la pénalité, histoire du corps, histoire des contrôles des corps): 223, 267
 (- de l'institution judiciaire): 224
 (- du pouvoir des habitudes comme normes sociales): 240
Homo sacer: 21n.18: v. tactiques punitives; v. Agamben
 honte: 9 & n.a, 69, 117; v. infamie, marque
 Hôpital, hôpital
 (- général, lieu de renfermement des pauvres, Ancien Régime): 135, 139n.3, 140-141n.10-11
 (- psychiatrique, rapport politique et discours de rationalité): 3-7, 40n.3, 217, 222, 225n.1, 286; v. surveillance, panoptisme
 hors-texte: 169n.a (hors textes), 170n.a, 173n.20; v. Derrida
 «hygiène physique et morale» des classes laborieuses: 187n.9 192; v. Guépin & Bonamy, Grün
 Icarie patronale (usine sans salaire, temps acquis au patron, corps dociles, corps producteurs): 69, 208; v. usine-caserne-couvent, usine-salaire
 idéologie: 64n.a, 72, 128 & n.d, 154, 218, 236-237, 245n.6, 281 & n.41-282, 296-298, 301
 («il n'y a pas d'idéologie cachée»): 64n.a; v. «non-dit»
 (- de la peine comme dette): 72
 (- «juridique bourgeoise» [Las-coumes & Zander]
 (- normative): 137-138n.b; v. morale chrétienne
 (schéma de l'—: idéologie et pouvoir): 236 & n.g, 281
 illégalisme/s
 (- populaire, affairiste, privilégié,

d'ordre économique, social, civil, politique: 146, 154
 (- de l'armée, fin XVIII^e s.: échangeur entre les illégalismes rural et urbain): 164; v. armée, échangeur
 (- des privilèges et pouvoir législatif): 151-152, 293; v. fraude
 (- du pouvoir: intendants de justice, de police et de finance, remis en place dès Thermidor): 197
 (- économique et violation de l'autorité du pouvoir): 147
 (- «fonctionnel»: système prérévolutionnaire des illégalismes concertés): 148-149 & n.b, 322n.17, (à «gérer différemment») [Le Trosne]: 81n.2
 (- paysan: contre le contrat, enjeu de la poussée révolutionnaire, contre le régime postrévolutionnaire de propriété terrienne): 161-162 & n.a-163 (explosion d'—): 162, 195
 (- populaire): 42n.22, 53n.59, 60n.17, (incompatible avec l'économie bourgeoise): 144; v. «plèbe séditieuse»
 illégalisme de déprédation et illégalisme de dissipation, fin XVIII-XIX^e s.: renforcement réciproque): 194-195
 illégalisme de déprédation: 191-195; v. déprédation ouvrière
 (- attaque le corps même de la richesse bourgeoise): 150-153; v. ennemi social
 illégalisme de dissipation: 193-196
 (l'— comme gaspillage du corps, mauvaise gestion du capital): 197; v. dissipation
 (- et intérêts de la bourgeoisie: main-d'œuvre mobile, niveau infralégal, i.e. ni livret ni grève): 196
 (- et réprobation de l'immoralité ouvrière): 196-197 [Villeneuve-Bargemont], (et mécanisme de pénalisation de l'existence): 197-199; v. livret/s
 illégalité
 (-: instrument dans la lutte anti-coercitive): 116n.b, (- et répression): 116
 (- moyen d'insertion du mode de production capitaliste dans le système artisanal): 145-146
 immoralité
 (- de la classe étrangère à la nation réelle): 175 [Target]

(- ouvrière: «dérobe» la condition du profit): 178, 179 & n.c, 197; v. illégalisme de dissipation, vs. moralisation
 incarcération, système de pénalité: 65-70; v. Duport, Howard & Blackstone, Rémusat
 («incarcération de masse», États-Unis, XX^e s.): 278
 inclusion / marginalité: 223
 indigence, indigents (absence de nocivité par défaut d'énergie): 196-197 [Villeneuve-Bargemont]
 individu/s
 (-: l'un des quatre éléments en jeu dans la lutte pour l'illégalisme): 163
 (l'— dans les rapports de production capitaliste): 53
 (- et guerre civile selon Hobbes: guerre de tous les individus contre tous les individus): 27-28 & n.b-30; v. aussi: libéralisme
 (- et législation): 116, (pénale): 118
 (contrôle et moralisation des —): 106, 112-113
 (pacte de reconstitution de l'— comme appartenant à la société): 71; v. esclavage
 (savoir de l'—: analyse clinique): 138n.b
 «individu dangereux»: 3-8, 17n.2, 18n.6, 189n.18, 190n.20
 individualisation
 (-: inhibition des effets de groupe): 95n.a
 (- architecturale: fonctions individualisantes des cités ouvrières): 95n.a; v. aussi: encellulement individuel
 (- de la peine en fonction du comportement pénal): 95n.a
 (techniques d'— subjective): 21n.18 [Agamben]
 individualité
 (- du souverain): 30
 (- originaire): 30; v. Hobbes
 industrie: 43n.24, 140n.6, 156n.5, 201 n.4-5, 246n.11, 249n.23, 265
 industriel/le/s: 187n.8, 194
 (armée): 193 [Chevalier]
 (capitalisme —): 16; s.v.
 ((développement —): 137n.b
 (économie de type —): 170n.1
 (époque —): 88
 (fortune bourgeoise — et commerciale): 164
 (production —): 197, (et capitaliste): 286
 (révolution —): 288
 (richesse —): 118, 161; s.v.
 (société/s —): 204n.21, 223, 231n.a, 235-236, 238n.a, 275 & n.14, 277
 (techniques — de production): 307
 (travail —): 195
 (vie civile et vie industrielle confondues): 208 [Reybaud]
 infâmes (vie des hommes —: anti-Plutarque): 134
 infamie, modèle de punition effective au XVIII^e s.: 9 & n.a, 69-70, 71, 81n.31, 85 n.a, 134, 257, 260; v. Beccaria, Brissot, Le Peletier
 infracteur: 8-10 & n.b-11 & n.b, 76n.3, 127, 182, 261, 291
 (l'— comme ennemi social et correctionnaire: jonction entre définition juridico-pénale comme ennemi social et [mesure corrective]): 165
 infraction: 8 & n.b-9, 13, 15n.a, 54, 95n.2, 113-115, 178, 180, 182, 196, 260, 263, 267-268, 284: v. correctif, tactiques punitives, peine de mort
 (- morale et infraction contre la société: hétérogénéité entre principe juridique et principe moral): 89-90, 92, 111: v. Burroughs vs. Beccaria & Brissot
 (- pénale: culpabilisation laïque de l'infracteur par les micro-pouvoirs locaux): 138, 141
 instance/s
 (- de contre-pouvoir, d'anti-production): 53
 (- de jugement): 199-200, 224
 (- de séquestration): 215
 (- de surveillance): 25, 211
 (- de sur-pouvoir, corps dynastiques): 212
 (- judiciaire): 220
 instinct et vie de nature vs. corps de la richesse: 166; v. illégalisme de déprédation
 institutionnalisation
 (- de l'usine-caserne-couvent, usine

sans salaire: Jujurieux, Mettray): 208; v. Icarie patronale
 (- du renvoi du savoir à l'origine du pouvoir: principe de Chaptal): 238
 (- éatique de la justice: pratique [pérenne] de la justice ordonnée au pouvoir souverain): 95n.2
 institutions: v. corps de la société
 (- de dissipation): 197; v. nomadisme moral
 (- de sur-pouvoir): 213
 (- judiciaires): 148n.b
 (- mixtes: productives et répressives, productives et pédagogiques): 209n.a
 (- parapénales: assurent la continuité du juridique et du pénal): 199, 258, 264
 (- pénales): 18-19n.6, 94, (action publique et pratiques pénales): 35-37
 (de l'institution pénale à la psychopathologie de la déviance): 35-37
 institutions d'enfermement, pédagogiques, correctives, thérapeutiques: fixation des individus sur des appareils sociaux: 207, 214; v. corps sociaux
 (-: d'enfermement du monde à l'extérieur): 87; v. internement
 (-: de contrôle du temps): 223, (à fonction de jugement permanent): 220n.c
 (-: de normalisation): 220: v. norme sociale
 (-: de séquestration, de séquestre): 214; v. appareils-établissements de séquestration
 (-: de surveillance, contrôle quotidien et marginalisateur): 200
 (-: parapénales à fonction moralisatrice: retranscrire en termes de correction, de régénération, de guérison les éléments juridiques de la pénalité): 182
 (-: « totales » [Goffman] et autres institutions): 96-97n.3, 283-286
 instruments
 (- de contrôle et de répression (depuis le XVII^e s.): la justice et l'armée
 (- de facilitation de la faute, fin XVIII^e-XIX^e s.: 109; v. dissipation
 intégration
 (- de la biographie au savoir): 135

(- de l'ordre moral, de l'ordre public à l'intérieur de l'appareil d'État): 187; v. Duport
 (- de la vie ouvrière au temps de la capitalisation, de la production, du profit, et au temps de l'épargne): 216 & n.b
 intellectuels: 81n.32, 168 & n.c
 internement
 (- classique: exclusion consistant à jeter des individus hors les normes): 242
 (- au XVIII^e-XIX^e s.: inclusion: processus de fixation, plutôt qu'exclusion): 223; v. séquestration
 intrus
 (transformer l'-, dans le système de la prédation féodale, en ennemi social): 166
 investissement
 (- politique du corps, lié à son utilisation économique): 245
 (- et contre-investissement de l'appareil d'État par l'« intérêt de classe », XVII^e-XVIII^e s.): 129
 irrégularité
 (de l'irrégularité à l'infraction): 268, (maîtrise de l' par un mécanisme de pénalisation de l'existence): 197
 isolement (punitif, thérapeutique): 88, 95n.a, 97, 136n.a, 203n.19, 209n.6, 258, 266
 (débat sur l' des détenus, XIX^e s.): 246n.13
 Jeu
 (- de pénalités infrajudiciaire par les instruments de séquestration et appareil d'État): 198, 214, 242
 (- entre la prison et l'amende): 180
 (- entre les individus et le corps de la richesse): 163
 jonction du moral et du pénal: 111, 165
 jugement/s: 32, 75n.3, 88, 190 [Joinet]
 (- juridique résorbé par le jugement psychologique: utopie pénale et jugement collectif des individus): 69; v. justice populaire, tribunaux populaires
 (- de valeur [portés par] la bourgeoisie: transforment des illégalismes

autrefois tolérés en illégalités): 302
 (- [lié à] un type de discursivité né à l'intérieur des institutions de séquestration): 220-221
 (- permanent, judicature ininterrompue): 200, 220; v. institutions d'enfermement, système d'empêchement
 judiciaire (redéfinition du): 190n.21
 juridiction et disqualification du crime (Angleterre, fin XVIII^e s.), technique du pieux parjure: 108, 122n.6
 juridique/s: v. aussi appareil/s, idéologie
 (ajustement du - et du médical, 1811: retranscription dans le discours psycho-juridique des éléments juridiques de la pénalité): 182-184
 (appropriation - des terres conforme au nouveau régime de propriété rurale, fin XVIII^e s.: entrée de la bourgeoisie dans le système - du contrat): 161
 (formes, « formes » -): 20n.10, 161-162, 174, 274-275
 (mise hors la loi - [garante de] la mise en esclavage): 52
 (œuvres -): 43n.28
 (pénétration du - et du pénal dans le système pénitentiaire): 67, 93
 (pensée -): 54n.b
 (théorie -): 53n.b, 55
 (problème - au XX^e s.: l'avortement): 116
 justice: 126-127, 131, 137, 138, 148n.b-c, 150, 181, 188-189n.13, 199, 212, 257, 264, 295
 (- exercice et maintien du pouvoir dans la société capitaliste): 291
 (- criminelle, criminelle: 59n.4 [Le Trosne], 247n.16, 256, 304
 (- de peine): 260
 (- « ordinaire ») [Serpillon], vs. enfermement [avant les réformes]: 65
 (- pénale): 20n.18, 212, 264, 290
 (confisquée par la monarchie): 36
 (étatisée fin XVIII^e s.: naissance d'une société disciplinaire): 117
 (- pénitentiarisée): 143n.a
 (- populaire, XX^e s.): 277n.21

Langage: 6, 122n.17, 157n.16
 (- médical comme transcrip- teur général): 138n.b
 (- des romans de terreur): 61n.20
 législation criminelle, pénale: 75n.1, 116-117, 167, 172n.18, 188-189n.13, 189n.16, 196n.a, 266; v. Code pénal
 lettres de cachet: 129-141
 (circuit administratif des -: (appropriation temporaire du pouvoir royal au niveau des pouvoirs locaux): 130, 180
 (- et consensus moral): 132
 libéralisme
 (paradoxe du -: un État fort et fortement moralisateur, coercitif et centralisé, et une théorie économique de la libéralisation et de « la liberté du marché du travail »): 306; v. physiocrates
 limite: 7 & n.b; v. Bataille
 (expériences limites et transgression): 19n.8
 litige: v. contrat, prud'hommes
 (XVI^e-XVII^e s.: contrôle et fiscalisation du - par l'agent du pouvoir): 36, 39n.b
 (- privé et énoncé du délit): 46 & n.b, 63n.a
 (crime défini par le -: système pénal non homogène au système chrétien, [rémanences] du droit romain, du droit germanique): 92
 (contestation et -, nouvel illégalisme paysan contre le contrat au XVIII^e-XIX^e s.): 163
 (poursuite publique substituée au règlement du -: 259-260
 livret/s: 180-199; v. contrôle, épargne
 [1803-1890] livret ouvrier, livret de travail: 180, 187n.10 [Regnaud de Saint-Jean d'Angély]: 188n.12, 196
 (pratique patronale de non-observance des décrets sur les -: 196, (et mécanisme punitif extrajudiciaire): 198
 ([1818] livret de caisse d'épargne, Caisse d'Épargne et de Prévoyance; recrutement patronal préférentiel): 198
 localisation
 (- des corps): 268; v. épingle
 (- du pouvoir dans les appareils d'État): 233

- (- et déplacement de la fortune, des richesses, en Angleterre): 112, 125; v. fortune bourgeoise
 (- géographique): 48, 51, 211, 223; v. « avoir avec », vs. vagabondage
- loi/s, *Lois*
 (- « cellulariste »: isolement du délinquant, 1875): 97n.4
 (-criminelles): 54, 68, 83n.45; v. Brisson, Muyart de Vouglans
 (- inadéquates): 51; v. mendicité, vagabondage; v. Le Trosne
 (- interdisant les corporations ouvrières: loi Le Chapelier, 1791): 180, 88n.11 & n.13
 (- morale: ne pas punir au nom de la loi, mais punir selon la moralité): 181
- lois et rébellion: 112; v. rébellion
- loisirs: oisiveté contrôlée (intégrée au système de consommation): 73, 192-193, 216
- luddisme, luddites: 33na, 43n.24, 288; v. mouvement luddite; v. Hobsbawm
- « lumière divine »: 90 [Fox], 100-101 n.15-16
- lutte/s: 44n.32, 59n.4, 60n.12, 169, 170n.a-171, 184n.2, 194, 202n.16, 232 (éléments en jeu dans les - au XVIII^e-XIX^es.: la loi, la pratique illégale, l'individu, le corps de la richesse): 163 (- de pouvoir): 233, 266, 274, (-: autour, à propos du, contre ou avec le pouvoir): 14 & n.a, 15 & n.a.; v. guerre civile
 (- anti-légales): 147, 163
 (- contre la coercition: lutte de la dissidence morale anglaise): 116
 (- contre la déprédation: lutte de la bourgeoisie): 113, 153, 214
 (- contre le système pénitentiaire, XX^es.: lutte du GIP, après la révolte de 1971 à la prison de Toul): 277
 (- contre les baisses de salaires: lutte des ouvriers): 195-196 & n.a
 (- contre l'influence jacobine: lutte de la bourgeoisie anglaise): 107n.a; vs. émeutes de Gordon (1780)
 (- de discours): 64, 169n.a
 (- pour l'abolition de la peine de mort: lutte des Quakers): 89
- (- pour la déculpabilisation des infractions pénales mineures, XX^e s.: lutte des non-conformistes et du GIP): 115
- Machine: appareil marginalisateur (à fonction de démarginalisation): 266 (bris de machines): 43n.24, 154, 177, 195n.b; v. luddites; v. Hobsbawm
- main-d'œuvre mobile et intérêts de la bourgeoisie: 196
- manifeste des « 330 » (avril 1971): 116, 124n.37
- marchandises
 (circulation de - et risques de brigandage, de déprédation): 108
- marchands: 123n.22, 145-146, 147n.16 [Colquhoun]: v. couplage
 (- et artisans): 145
- marché: 108, 177, 195-196, 265 (économie de -): 179 (force de travail continuellement offerte sur le -): 236 (libre concurrence du -): 192 (libre marché du travail/de l'emploi): 145, 145, 148, 153, 178, 180, 192, 196, 235-236, 263, (- effet latéral du système normalisant de transmission du savoir), 213, (- et mécanismes de contrôle): 267, (- et libre vivier de la main-d'œuvre): 179 (lois de/du -): 145, 148, 153; v. nomadisme
 (relation de -: illégalisme économique et politique): 147
- marquage/marquer, tactique punitive: 9, 10-12, 255, (marquage du vagabond): 52, 59n.12
- marque/s: 12-13, 28, 52, 135, 137, 145, 252
 (- du pouvoir sur le corps de l'individu): 12; v. mort
 (- du roi/Roi): 130 & n.d
 (- d'une pénalité égalitaire: la décapitation): 13n.b
- marxistes (écrivains, théoriciens, historiens): 280-292, 301; v. Althusser, Rudé, Porchnev, Thompson
- matérialité: 18n.6, 152n.a
 (-: problème du corps et de la matérialité, question de physique): 267
 (- de l'appareil de production et risque

- de déprédation): 179, 267
 (- de la fortune, de la richesse bourgeoise): 151, 159, (et attaques de l'illégalisme populaire): 151, 159
- mécanisme
 (- du système pénal): 132, (- punitif extrajudiciaire, extrapénal: système de micro-punitions): 198-199; v. « Physique » du pouvoir
- médecine, science de la normalité des corps, au cœur de la pratique pénale: 267
 (-, psychiatrie, loi de 1838: foyers autonomes du savoir): 239; v. discours
- méfiance: 41n.12-42n.13 [Hobbes], 105 n.a, 161n.b; v. défiance
- menace: 33, 50, 107, 198, 231n.a, 236n.h, 265
 (- de l'illégalisme sur l'appareil capitaliste et bouclage pénal et pénitentiaire): 165, 266, 293
- mendicité: 46, 48; v. lois inadéquates [Le Trosne], physiocrates
 (- [perçue] comme liée au chômage au XVII^e s., comme crime social au XVIII^e): 50-51
 (emprisonnement pour amende, [facteur d'] -): 147
 (*rapport du Comité de -*, 1791); 137n.f, 141n.15
- mesure
 (- du temps et quantification de l'échange): 86
 (- de vérité: la monnaie): 275
- mesures punitives proposées par Le Trosne comme remèdes au vagabondage: 51-53; v. esclavage, autodéfense, battue; v. aussi: modèles de punition
- méthodisme/méthodistes: 119-120n.4, 120 n.5, 287; v. Wesley
- micro-instances de pouvoir et appareil d'État: 233
- micro-pouvoirs locaux: 131, (micro-territorialité des organismes judiciaires et des instruments de la pénalité): 108
- minorités et usage de la notion d'exclusion, XIX^e s.: 4
- mise à mort: 5, 10, 12; v. peine de mort
- mise en esclavage des vagabonds (et mise hors la loi juridique: mesure punitive): 51-52 [Le Trosne]; v. esclavage
- mise en scène d'un pouvoir vacant: 33; v. mouvement luddite, pouvoir mythique; v. Ludd
- misère, *Misère*: 167, 177, 185, 192, 195-196, 213, 249n.23
 (concurrence dans la -); 154
 (- et *Charité*): 171n.3
 (- et danger): 184n.3; v. *classes dangereuses*, *classes laborieuses*, illégalisme de déprédation
- mobilité sociale (à travers les couches de la société): 55; v. émergence du criminel - ennemi social
- mode de production capitaliste: 108, 115, 144
 (- organisé en système de pouvoir): 116
 (- et pratique de la double illégalité): 145
- modèles de punition au XVIII^e s.: 69-71; v. esclavage, infamie, talion
 (-: principes théoriques dont aucun n'est homogène à la prison): 68, 71; v. modulation moralisatrice
- modèle pénitentiaire: l'enfermement (modèle ni collectif comme l'infamie, ni gradué comme le talion, ni réformatrice comme le travail forcé): 71
 (- [lié à] la variable temps): 72
- modèle religieux [à l'origine] de la prison [en question]: 73n.b-74, 94-95
- modulation légale de la loi: 18; v. loi morale
- modulation moralisatrice du système pénal (circonstance aggravante ou atténuante): 181
- monarchie: 31-32, 130, 146, 184n.2, 233, 247n.17, 249-250n.25
 (- de Juillet et Code pénal): 65; v. Code pénal
- monde de la contestation et du litige: 163; v. contrat, prud'hommes
- mondialisation du marché, déprédation et révoltes: 265-267; v. émeutes
- monnaie: 86
 (-: mesure de vérité): 275; v. mesure (fausse - et contrebande): 157n.16 (mauvaise -): 161n.b
- monomanie (la notion de -: transcription du juridique dans le médical): 183, 190n.20
- monosexualité et interdiction de l'homo-

sexualité (collèges), image fictive de la société: 219
 monstre/s: 76n.4, 242; v. figure
 morale (la): 4, 6 & n.a, 54n.b, 74, 111, 124n.28, 143, 167, 168, 175, 179n.b, 180, 184, 194, 216, 241, 262, 267, 274; v. généalogie
 (la – comme stratégie): 170n.a, (inscrite dans les rapports de pouvoir): 117
 (– et localisation de la fortune): 112
 (– et pénalité: connexion par le coercitif): 114
 (confin de la – et de la pénalité): 109; v. système de contrôle
 (conception quaker de la –): 89; v. généalogie
 (étatisation de la –): 115; v. « dissidence morale »
 (évolution de la –, liée à l'histoire du corps, l'histoire des corps): 267
 (force de coercition et de –): 89; v. pouvoir
 morale chrétienne: 94, 97n.4
 (– comme idéologie normative): 138n.b
 (greffe de la – dans le système de la justice criminelle): 92; v. engrenage
 (Société de la –): 101n.18
 moral/e
 (comptabilité – quotidienne): 221; v. colonies pénitenciaires
 (conception – du pouvoir): 89n.b
 (conduite –): 111
 (contrôle – en fonction des dangers de révolte): 110
 (délits particuliers, contre l'honneur –): 70n.a
 (distance –): 116
 (fautes et loi –): 109, 117; v. sociétés de moralisation: 109
 (loi –: ne pas punir au nom de la loi morale, mais selon la moralité): 181; v. modulation
 (personne –): 76n.3
 (quantité de temps comme mesure économique et comme mesure morale): 86
 (représentations juridiques et morales, et pratiques pénales): 14
 (sanction –): 106

moralisation: 241, 267, 304; v. procédures, sociétés de moralisation
 (– de l'ouvrier, de la classe ouvrière, des classes laborieuses, des classes pauvres): 111, 125, 192, 197, 201n.1 [Grün], 202n.13, 295, 304; v. régularité vs. dissipation
 (– de la criminalité): 277,
 (– de la pénalité, du système pénal): 111, 307, (– et christianisation): 302
 (– des condamnés): 258
 (– du système pénal): 111, 307, (et psychologisation de la peine, XIX^es.): vs. pénal strict et juridique selon les réformateurs: 125
 (remoralisation « par en bas »): 109, 111
 mort (la): v. peine de mort
 (–: clôture définitive, absolue sécurité): 13
 (mort-châtiment par marquage: Damiens): 12; v. marque
 mouvement/s émeutiers, soulèvements, schéma d'appropriation, de réactivation, d'activation des symboles mêmes du pouvoir: 31, 107, 264, 287, 289
 (– *antijacobin et antiparisien*, 1793): 171n.5 [Riffaterre]
 (– luddite): 43n.24-25, 287-288, 299; v. luddisme
 (– méthodiste): 119-120n.5; v. méthodisme, méthodistes
 (– ouvrier): 120n.4
 (– populaires en France, fin XVII^es.): 126, (en Angleterre, fin XVIII^e): 126 & n.b
 mythe
 (grand – occidental de l'antinomie du savoir et du pouvoir): 279-280; v. Nietzsche
 Nomadisme: 192n.a, 193, 202n.15
 (– moral et nomadisme physique): 197, (vs. fixation à l'appareil de production): 193
 (– ouvrier): 232, (circuits de – en fonction des marchés): 195
 « non-dit » [Althusser]: 38n.a, 39n.1, 168-169, 170n.a, 179n.10, 301n.147
 normal/anormal, *Anormaux*, pathologique: 200, 219, 222, 239

[Canguilhem], 244, 251n.28
 normalité: 118, 218n.b, 221
 normalisant, normalisateur/s: v. discours, pouvoir, technique
 (savoir/s normalisateur/s): 213, 224
 (sanction normalisatrice): 228n.28
 normalisation: 228n.28, 313
 (–: habitude, discipline, substituée à la violence de la cérémonie du pouvoir): 243
 (institutions de –): 220, (des producteurs): 223; v. appareils de séquestration
 normalisation/exclusion: 223, 268; v. enfermement
 norme/s: 37, 57, 217n.b
 (–: fiction sociale): 218-220; v. fabrication du social
 (– sociale: instrument par lequel les individus sont liés aux appareils de production): 242
 Œil universel: 41n.5 [Julius]; v. panoptisme
 oisiveté: 59, 109, 192-194
 (– codée au XIX^es., contrôlée à l'intérieur d'un système de consommation): 193
 (– et contre-société: différence entre trait psychologique et type d'existence commune): 47
 optique (nouvelle): 268; v. « Physique » du pouvoir
 orthopédie sociale: 118
 ouvrier/s: 73, 113, [119]-120n.4, 137n.f, 150-154, 176-180, 186-189, 191-200, 208-213, 216-220, 225-228, 232, 249n.28, 257, 266-267; v. classe, corps, illégalisme, mouvement, nomadisme, temps
 (– du port de Londres): 150, 159n.a; v. Colquhoun
 Pacte social: 19, 34, 35n.a-36, 69, 82n.43, 117, 166; v. Beccaria, Brissot, Rousseau
 (– et renoncement à faire soi-même usage des armes): 5
 (rupture du –): 35n.a, 58n.a; v. ennemi social, pénitentiaire

Panopticon, *Panopticon*, panoptique, panoptisme: 40n.2, 40n.3, 41n.6, 62n.20, 78-79n.16, 118, 226n.14, 244 n.2-3, 264; v. Julius, Bentham
 (–: matrice architecturale et principe appliqué aux prisons européennes): 66, 265
 paresse classique (XVI^e-XVII^es.) et oisiveté contrôlée (XIX^es.): 195; v. oisiveté
 patron/s, patronal, patronat: 23, 140, 177-178, 187n.11, 188n.13, 192-199, 201n.8, 111-212, 232, 267; v. guerre sociale, livret/s
 peine/s, *peines*, redéfinition au XVIII^es.: 118
 (–: la peine-punition: conséquence de l'infraction, protection de la société et de l'appareil productif): 16n.a, 65, 69n.b, 92, 179
 (modèles de –: infamie, talion, esclavage): 69-71; v. modèles de punition
 (principes de –: relativité, graduation « fine », surveillance, exemplarité): 69-71
 peines principales et « Discussion » du projet de réformes (1831) du Code de 1810: 65, 77n.9-11
 (– homogénéisées autour de l'incarcération): 70; v. Rémusat
 peine de prison, introduit la variable temps: 71-71; v. forme-prison
 peine de mort
 (la – comme marque de souveraineté de la justice): 22n.22
 (débat sur la – en France et projet de Code pénal, 1791): 75n.1, 100n.12; v. Beccaria [1791], Le Peletier
 (peines de substitution à la –): 83n.43; v. Brissot
 (problème de la limitation et de l'abolition de la peine de mort en Angleterre): 71, 74, 89; v. Penn, Quakers, (fin de l'application de la –, 1790): 119n.3
 (abolition de la – en France, 1981): 22n.22, v. Badinter, [– en Angleterre, 1998]
 peines judiciaires et peines religieuses: confusion au XVIII^es., au moment dit de déchristianisation: 92

pénalité
 (la – comme fondement du système pénal): 112; v. Colquhoun vs. Beccaria, Brissot
 « pénitentier »: 71, 142n.a
 (émergence du –): 91
 pénitencier: 39n.2 [Julius], 78n.14
 pénitentiaire
 (le –: sanction « naturelle » [par le] coercitif): 114
 (le –: élément correctif de la prison, [affecte] la société tout entière): 103-104
 (émergence du –): 95
 (faillite entre le pénal et le –, et invasion du pénal et du juridique par le pénitentiaire): 67, 93
 (transformation du – par l'intégration à un pacte social: joint idéologique, condition d'acceptabilité de toute l'organisation du pénal et du pénitentiaire): 166; v. acceptabilité
 « peuplade », « race abâtardie »: 167, 172n.18 [Target]
 peur, peur sociale: 71, 152n.2, 175-176n.a-178, 265, 289; v. « plèbe séditeuse »; v. Frégier, Le Dreuille, Sue, Thompson
 (– de la présence physique du corps de l'ouvrier): 176
 philanthropie chrétienne: 138n.b
 physiocrates: 47, 49, 50, 58-59n.3; v. Du Pont de Nemours, Le Mercier de La Rivière, Quesnay
 physiologie (nouvelle): 268; v. « Physique » du pouvoir
 « Physique » du pouvoir: 268-269
 plèbe
 (prolétarianisation et contrôle de la –): 144
 (– urbaine contrainte au salariat): 163; v. population
 « plèbe séditeuse »: 144, 155n.2, 159; v. illégalisme populaire; v. Thompson
 police: 36, 42n.21, 52, [78]-79n.2, 107; v. surveillance
 (la – comme « science neuve dans l'économie politique »): 113 [Colquhoun]
 (– anglaise, privée): 107 (– et surveillance du port de Londres): 111-113, 121n.10 & n.12, 123n.22 & n.25, 124 n.26-33 [Colquhoun]; v. groupes d'autodéfense
 (– française, d'État): 194
 (– judiciaire et action publique): 36 & n.b
 (collusion police-voleurs): 162n.d
 politique (le)
 (– et l'économique: niveau des décisions et niveau des déterminations): 243
 (faillite entre – et le pénitentiaire, organisé autour de la prison): 79
 (principes généraux de l'économie et de la politique introduits à l'intérieur de la prison): 78
 politique/s: 38n.a, 39n.1, 42n.20, 46, 52n.c, 64, 89, 100n.12, 104n.a, 105, 125, 129, 147 & n.b, 175, 187n.8, 196, 205, 250n.26
 (pouvoir – du capitalisme, XIX^e s.): 215
 (centralisation – au niveau du mythe): 160; v. révoltes
 (conditions – de l'enfermement): 9
 (contrôle – des classes basses et laborieuses): 110
 (fortune – de l'illégalisme de dissipation): 196
 (opposition – de la délinquance): 238, 246n.15; v. Fouché
 (privilèges –): 10; v. tactique d'exclusion
 (rapport – et discours de rationalité): 6
 (théorie – de la guerre civile): 30-34, 280-281, (– du pacte social): 35n.a; v. Hobbes, Rousseau
 population/s: 18n.6, 58n.3, [79n.17, 103, 160, 164-167, 186n.8, 187n.9, 193, 196, 201n.4, 204-205n.3
 (– « à l'état de nature »): 51 [Le Trosne]: 166-167
 (– dangereuse et population laborieuse): 176; v. classes
 (– flottante): 196
 (– séquestrée: constitution d'un groupe étranger au reste de la population): 218-219; v. institutions de séquestration
 (développement économique et déplacement de –: freinage de

la déprédation et accélération du processus de mobilité): 107-108, 122 n.16, 164, 195
 pouvoir
 (– lieu de formation du savoir): 237, 275n.14; v. savoir-pouvoir
 (le – comme élément constitutif du, et subordonné au mode de production): 234
 (le – comme force de coercition et de morale): 89
 (– tramé avec le savoir): 279 & n.34; v. pouvoir-savoir, savoir-pouvoir, sur-pouvoir
 pouvoir capitaliste, du capitalisme: 116, 212-213
 (le – comme système de pénalité, et le facteur temps): 73 & n.a, 215
 (– patronal): 218
 pouvoir d'État (théorisation du): 282, 301n.142
 (– politique souverain): 34, 114, 130, 281, (au Moyen Âge): 114
 pouvoir disciplinaire, pouvoir punitif: 79n.11, 83n.46, 204-205n.23, 273; v. habitude, normalisation
 (le –: forme capillaire du pouvoir): 205n.2
 (relations de –): 282
 pouvoir judiciaire, domaine de la pénalité et domaine de la légalité: 107
 pouvoir législatif et pratique de l'illégalisme: 152
 pouvoir politique: 237, 245n.8, 261, 263, 265, 280-281
 (– défini comme arbitre dans le conflit de classes): 168, 175; v. Quakers; v. Target
 (localisation du –): 233-234
 pouvoir-savoir: 204n.21; v. savoir-pouvoir
 pratique
 (– de la prison et théorie pénale: hétérogénéité entre le pénal et le pénitentiaire): 67, 92-92, 262; v. criminel-ennemi social
 (– discursive de l'examen): 57
 prélèvement: 10, 53, 92, 104 & n.c-105, 114, 127, 145, 147, 159n.a, 235
 (–: pénalité constante et variable selon la tactique): 10
 (– fiscal et fixation locale): 145-146, 235
 (– [des hommes] sur la population, (et enfermement): 126 & n.b-127, 139n.1
 prévoyance/imprévoyance: 177, 192-193, 197, 210, 216
 (caisses de –: épargne, retraite): 211-216, 232, 234
 prise de pouvoir sur le temps: 73, 86, 300, 305
 prise psychopathologique ou psychiatrique sur le criminel: 37
 prison: 26, 39-40n.2-3, 41n.8, 44n.32, 65-84, 85-105, 114, 117-119, 132, 137, 138, 153-154, 180, 189n.19, 208n.a-209-216, 224, 226n.15, 227n.20, 230-231, 242, 244n.2; v. forme-prison
 (la – comme condition de travail forcé): 262
 (émergence historique de la – et rapports de pouvoir): 86, 96, 101n.16
 (la –: une « évidence », impression d'ancienneté et morale chrétienne): 94
 (–: redoublement, forme pénitentiaire, du système de la coercition): 114; v. morale quaker
 (la –: dysfonctionnante à ses débuts): 230, 257-259
 (–: punition parapénale jusqu'à la fin XVIII^e s.): 257, (devenue forme générale de pénalité, forme sociale beaucoup plus que forme architecturale): 230-231, 256
 (bouclage de la – et récidive): 154
 (disposition cellulaire de la –: modèle initial de Philadelphie): 91, 101n.17-18 [La Rochefoucauld-Liancourt], (de Walnut Street): 91n.a, 95n.a, 101n.12
 (proximité et opposition entre prison et travail): 72-73
 procédés disciplinaires: 222
 procédure/s
 (– « anglaises » de contrôle moral, extra-étatique): 222
 (– criminelle sous l'Ancien Régime (mécanisme et justification de la – selon Beaumetz): 39-40
 (– de moralisation): 183
 (– d'exclusion et techniques d'assimilation): 5, 18n.6
 (– d'inquisition): 114-115
 processus temporels de la production: 235

production industrielle capitaliste (appareils, moyens, mode, rapports de -): 150 & n.a, 152n.b, 153, 176, 178n.b, 179n.b-c, 180, 191
 (cycles de la -), 235, (- et répartition du non-travail): 193; v. oisiveté contrôlée
 (- d'utopies et recherches « micro-sociologiques »): 209
 profit du capital: 145, 178; v. sur-profit
 prolétaires: 23, 185n.4, (- en chômage : tâches de contrôle et de répression): 128
 propriété (régime de la -, XIX^e s.): 176
 propriété bourgeoise vs. **déprédation** (fin des illégalismes concertés): 152, 154
 propriété terrienne (statut de la -, fin XVIII^e: contrat simple): 161-162, 266
 psychanalyse: 135, 173n.19, 248n.20, 302n.147
 psychopathologie: 37, 38, 93, 275; v. discours à prétention scientifique
 punition: 201, 204, 220, 223, 229, 259; v. châtement, peines
 (la - comme système propre aux sociétés industrielles): 204n.21, 229, 242, 255, 260-261, 267, 275n.14; v. contrôle, correction, exclusion, surveillance, société punitive
 (- : activité connexe du savoir): 201
 (- : protection et défense de la société): 63, 68-69, 92, 112, 148, 201, v. réformateurs, (- de l'appareil productif): 179
 Quakers, quaker: 74, 91, 97n.4, 99n.11, 100n.13, 100-101n.18, 103n.a, 105, 109n.a-110, 120n.6, 182n.a; v. Penn, Fox, Tuke
 (- américains: rejet du code pénal anglais et de la peine de mort): 89
 (conception quaker de la politique, de la religion, de la morale et du pouvoir: caractère central du mal: 89, 90, 175, (- et généalogie de notre morale: retournement de la peine en ascèse, moralisation de la criminalité, modèle pénitentiaire d'enfermement): 105n.a, 277
 (théorie - de la punition par l'enfermement contraint): 74
 Rachat et compensation: 8; v. « tactiques fines de la sanction »
 raison/folie et rapport d'objet: pouvoir de la non-folie sur la folie: 6n.a, 18n.6
 rapport (ère du): 238; v. savoir d'inquisition policier, savoir-pouvoir
 rapport de désir à la matérialité de la richesse et rapport de fixation à l'appareil de production: 193; v. fixation, matérialité
 rapport/s de pouvoir et émergence historique de la prison: 86
 rapports de production: 149n.a, 153, 194, 224
 rationalité (conditions dites de -): 6
 rébellion (pouvoirs et principes de la): 112 [Colquhoun]; v. lois
 rechristianisation progressive du crime: 95
 récidive (grand cycle de la): 181, 230, 262-263 [Livingston]
 reclus, réclusion: 96, 99n.3, 127, 130, 256, 284n.58; v. peines principales; v. Goffman, Rémusat
 recodage des notions morales en catégories pénales (Code de 1810): 182
 rééducation: 69 & n.a, 182
 réformateurs (2^e moitié du XVIII^e s.): 77n.8, 90, 259-260; v. Beccaria, Brissot, Le Peletier, Servan
 réformes du système pénal (et projets): 69, 77n.9-10, 80, 81n.29, 103, 117-118, 255, 256, 257-262; v. modèles de punition
 « réforme pénitentiaire »: 258
 refus de travail, refus du travail industriel: 50, 106, 191, 194, 264
 régénération: 160, 168, 182, 267; v. Target
 régime
 (- capitaliste: corporatisme et force militaire): 180
 (- des manufactures): 225n.1
 (- du contrat simple): 161, 176; v. propriété terrienne
 (- punitif des délits et régime disciplinaire du travail: rapport temps de vie et pouvoir): 78
 régularité/irrégularités: 133-135; 193n.a, 235; v. morale, nomadisme, ordre

rejet: 5, 23n.a; v. exclusion, v./vs. assimilation: 5; v. Lévi-Strauss
 relais et dérivations du pouvoir: 133; v. lettres de cachet
 relativité des peines: 68, 260; v. graduation
 religion (investissement de la pénalité et de la prison par la -): 137-138n.b
 renfermement; 5
 (le « grand- »; 227n.17), (-sur le lieu de travail); 52; v. fixation
 réparation: 118
 (-, rachat et compensation: 8; v. dette, prélèvement fiscal
 (- sociale: réintégrer l'individu); 20n.14 [- carcérale]: rachat en temps de liberté): 72, 92, 118
 repentir: 87 & n.a; v. correction, retraite
 répression
 (critique du concept de -): [18]-19n.6, 219
 (- de l'illégalité, répression pénale): 19n.7, 268
 (- de l'illégalisme: répression intérieure appuyée sur des éléments intérieurs à l'appareil de déprédation): 162n.d
 (- militaire du brigandage): 171n.5
 réseau du non-légal [intégré à] la justice, fin XVIII^e s.: 150
 retour sur soi et disposition cellulaire: 74
 retraite
 (- et caisse de prévoyance): 73
 (- carcérale et pénitence monastique: différences, XIX^e s.): 87-88, 97n.4; v. enfermement, loi « cellulariste »
 révolte/s: 52, 110, 154, 202n.9, 236, 262, 265
 (- des luddites, 1811-1813): 48n.24
 (- des Nu-pieds, 1639): 32, 42n.22
 (- des chiffonniers de Paris, 1832): 184n.2; v. Weitling
 (- des illégalismes): 165, 172n.18; v. illégalismes
 (- des luddites, 1811-1813): 48n.24
 (- des prisonniers: Toul 1971, San Quentin 1971, Nancy 1972): 277 & n.22
 révolution bourgeoise en Angleterre: 126
 richesse: 132-133, 159
 (capitalisation, nouvelle spatialisation de la - et danger, risque): 108, 118, 159; v. fortune, matérialité
 rivalité originaire: 28; v. Girard, Hobbes
 Sacrifice: 224; v. civilisation
 salaire: calcul du temps, contrôle du temps: 73; v. forme-salaire
 (usine sans -: usine-caserne-couvent): 208
 salut: 90, 302
 (- de l'âme du condamné): 94
 (- de l'État): 112
 sanction/s: 8, 70, 89, 95n.2, 101n.22, 119n.3, 138n.b, 182, 219
 (- morale): 106; v. moralisation
 (- « normalisatrice »): 228n.28
 (- parapénale/s): 131, 268
 (- pénale): 109, 114, 304
 (- pénitentiaire): « naturelle » par le coercitif: 114, 115n.b
 sauvagerie, immoralité, primitivité: 52, 168; v. Le Trosne
 savoir/s, *savoir*: 6-10, 20n.12, 27, 93-94, 95-96n.2, 134-135, 170n.a, 189n.16, 200, 213-214, 221, 274n.8, 275n.14, 280; v. biographie, criminel, « dynastique », enquête/s, examen
 (- clinique: individuel): 134-135, 138n.b, 183; v. biographie
 (- d'enquête): 237
 (- d'État: extraction administrative du savoir): 238, 247n.17, (savoir du prince): 247n.17
 (- de gestion): 237
 (- inquisitorial, savoir d'inquisition policier): 135, 237-238, 200, (et savoir d'enregistrement): 201
 (- du dérèglement): 135, 138n.b; v. hôpital, prison, surveillance
 (- normalisateurs): 224
 (- pénitentiaire): 103-104
 (- social): 104
 (- statistique): 138n.b
 (- psychiatrique, sociologique, criminologique): 135, 239; v. médecine, psychiatrie
 (types de -): 117, 118, 274n.8, (opposition entre - au niveau des discours): 67
 savoir-pouvoir, pouvoir du savoir: rapport de pouvoir [inversé] en relation de savoir: 6, 39n.a, 57n.a,

- 95-96n.2, 168n.d, 230 & n.b-231, 237, 279; v. pouvoir
- science/s
- (- « des criminels »): 258
 - (- « des prisons »): 67, 80n.25, 258; v. Julius, Lucas
 - (- humaines): 244 & n.a, 251n.29; v. discours normalisant
- scolarisation: 69, (du discours): 69n.a
- ségrégation des criminels: 64n.a
- séquestration dans la société capitaliste: 214-223, 232-242; v. assujettissement, corps, contrôle, institutions de séquestration, temps
- (-: constitutive du mode de production): 235-236
 - (les trois fonctions de la -: temporelle): 215-217, (de contrôle, normative fabrique de la norme): 218, 220-221, 242, (discursive: fabrique un type de discursivité): 215, 221
 - (finalité de la -:): 240
- signes: 28, 55, 130, 134
- (- socialement acceptés de l'irrégularité des individus): 134; v. marques
- société/s
- (- à bannissement): 255; s.v.
 - (- à enfermement): 10, 255; s.v.
 - (- à marquage): 9, 255; s.v.
 - (- à rachat): 255; s.v.
 - (- assimilantes/excluant): 3-5, 17n.2
 - (- incinérantes/inhumantes): 3-16n.1; v. Lévi-Strauss
 - (- civile selon Hobbes): 28n.b, 34n.a, 35n.a, 40, 50 & n.b, 51
 - (- féodale): 53, 212, 217, 233, 235
 - (contre-société et lieux extra-sociaux): 47, 56-57
- société industrielle capitaliste: 52, 73, 116, 159, 165, 212, 215-217, 223, 275
- société disciplinaire
- (-: à pouvoir disciplinaire, société punitive et examinatoire, [exerçant] une coercition éthique et politique: appareils de séquestration, constitution d'une force de travail, acquisition des habitudes et des disciplines): 201 & n.a, 204n.23, 240 & n.b, 244, 280, 286, 307n.180
- société punitive: v. société disciplinaire
- (-: à activité permanente de punition
 - et activité connexe de savoir, d'enregistrement): 73-74n.b, 200-201
 - (-: première continuité parfaite du punitif et du pénal dans la société occidentale, XIX^e s., [dotée d'un] appareil d'État judiciaire à fonctions correctives et pénitentiaires): 143, 199; v. tactiques punitives
- sociétés de moralisation en Angleterre
- (-: Société/s pour la suppression du vice): 106-11 & n.b, 122-123n.17
 - (- méthodistes): 119n.4
 - (- philanthropiques): 99n.11, 106, 120n.6, 267 (Société des Amis)
- sociologie
- (- de la criminalité, de la délinquance comme pathologie sociale): 16, 23, 27, 39n.a, 93, 243, 250n.27; v. Durkheim
- sociologisation du criminel-ennemi
- social et effets épistémiques: 38, 57n.a
- sortillerie, voie parajudiciaire: 181
- souverain: v. pouvoir politique souverain
- spectacle: 24-25, 40-41n.4, 265
- (renversement du - en surveillance): 25; v. âge du panoptisme
- statistique, « science d'État »: 247n.16 & n.17; v. Perrot
- stratégies de/du pouvoir: 15, 239-240, 243, 312
- stratégies de lutte contre le patronat: 196
- structure économique (accumulation du capital) et structure de pouvoir (séquestration): 235; v. force de travail, temps de la vie
- substituabilité des hommes entre eux: 28
- sujet: 21, 124n.28, 221
- supplice: 12, 16n.1; v. marquage; v. Damien
- sur-contrôle, surveillance perpétuelle: 190, 219
- sur-pouvoir et sur-possession (différence entre): 232
- sur-profit: 224; v. corps producteurs et temps des hommes
- surcodification éthico-pénale: 113; v. Colquhoun
- surveillance
- (- administrative des populations, XVII^e-XVIII^e s.): 237
 - (- endogène au groupe, XVIII^e-XIX^e s.): 213

- (- et contrôle): 200
 - (- et programme de connaissance du prisonnier): 93
 - (- politique de la plèbe à prolétarianiser): 144
 - (- générale, généralisée, principe panoptique): 66, 78-79n.6, 156n.3, 200, 268; v. société disciplinaire
 - (-permanente et fondamentale, totale: instrument du coercitif): 114 & n.a, 168, 219
 - (surveillance-punition): 201, 233-234
- système
- (- coercitif et système pénal (hétérogénéité, puis greffe du système coercitif sur le système pénal, fin XVIII^e-XIX^e s.): 143; v. système pénal, système pénitentiaire
 - (- de châtiement): 65
 - (- de contrôle aux confins de la morale et de la pénalité): 109; v. sociétés de moralisation
 - (- de « dressage »): 278; v. prisons
 - (- de fermes, système de la Ferme): 237, 250n.25
 - (- de la dette, d'endettement): 235n.a, 266; v. endettement de l'ouvrier: 199
 - (- de l'appropriation juridique, XVIII^e-XIX^e s.): 161
 - (- de l'enfermement): 26, 213, 216, (d'individus ou groupes déjà marginalisés): 213; v. séquestration
 - (- de l'épreuve, système grec ou médiéval: affrontement, joute d'individu à individu): 20
 - (- d'empêchement de l'hétérosexualité et d'interdiction de l'homosexualité): 219
 - (- de morale et exercice effectif du pouvoir): 117
 - (- de moralité vs. pouvoir anglican): 89, v. Quakers, (et localisation de la fortune): 112
 - (- de prime/s): 226-226n.5
 - (- de production): 191, 235
 - (- de punitions: sanction de la loi propre à chaque groupe ou sanction individuelle): 89, 198
 - (- des désertions): 164; v. armée/s, échangeur
 - (- des marques, des signes, du marquage): 11, 28
 - (- des peines et principe du criminel-ennemi, réorganisation dès 1791): 66-67, 70
 - (- des disciplines comme médium du pouvoir): 243
 - (- des représentations): 5
 - (- des tactiques pénales autour du pouvoir): 14
 - (- normalisant de transmission du savoir): 213
- système d'équivalences
- (-salaire/temps de travail: équivalence quantitative: monnaie contre temps, temps de prison/gravité de la faute: équivalence quantitative et morale): 85-86
- système disciplinaire (forme générale dans laquelle le pouvoir s'inscrit): 201, 233 n.a, 234
- système judiciaire: 67, 79n.12; v. Duport
- (- et système parajudiciaire): 127, (et sédition populaire): 144, (et système pénitentiaire): 144
- système pénal: 175-177, 181-184, 198-200, 234, 240, 255-257
- (dualité du -: discours de la transcription et discours psycho-juridique de la criminologie): 182-183
 - (trame de dérivation dans le -:): 87-88
- système pénal et système pénitentiaire: 152, 166
- système pénitentiaire, *pénitentiaire* (en Angleterre, en France et aux États-Unis), XIX^e s.: 39n.1-40n.2, 65-67, 80n.25, 105 & n.a, 138n.b, 140, 143-144, 153, 166, 244n.2, 277, 288, 304, 311; v. Lucas
- (-: instrument politique du contrôle et du maintien des rapports de production): 153
 - (-: greffe du système coercitif sur le système pénal): 143
- système punitif, système pénal et système punitif extra-judiciaire): 66-68, 71, 132, 144, 198-201, 233 & n.a
- système temporel du cycle de la production: 216
- Tactique/s
- (- pénales: comme analyseurs des

- rapports de et non pas comme révélateurs d'une idéologie): 14
 (- punitives): 8, 13, 31n.18
 (« tactiques fines de la sanction »): 8
- talion**
 (-: résurgence médiévale, modèle de punition effective au XVIII^e s.): 70-71, 83n.43, 85n.b, 117, 118, 26; v. Brissot, Le Peletier
 (« talion moral »): 261 [Beccaria]
- technique/s**
 (- de prélèvement sur la population: substitut à la répression, technique prélèvement/enfermement): 126 & n.b
 (- disciplinaires): 299-300
 (- « françaises » de l'internement, héritage des - et des procédures « anglaises » de contrôle moral): 222
- temps**
 (le -: seule variable graduée): 63, 317
 (- de la vie comme matière échangeable: temps de liberté au prix du salaire, temps de prison pour prix de l'infraction): 72, 85-86; v. forme-prison et forme-salaire, système d'équivalences
 (- de l'épargne): 216
 (acquisition totale du - par l'employeur): 215
 (extraction réelle du -: condition de possibilité du système salaire et du système de l'emprisonnement): 86, 307
- terreur** (romans de -, fin XVIII^e-xix^e s.): 56-57, 60-61n.18, 61-62n.20
- tête** (image absolutiste de la -); forme capitale du pouvoir: 231; v. Hobbes
- théoriciens du droit criminel et du droit pénal**: 111-112; v. Code/s, droit, réformateurs, théorie
- théorie**
 - (de l'infraction comme acte d'hostilité envers la société): 114, ([envers] le souverain): 115
 (- du délinquant comme ennemi social): 168
 (- du délinquant comme ennemi social): 168
 (- du droit pénal: retournement de la théorie du droit pénal par Colquhoun): 112
 (- et pratique pénales, et tactiques effectives de punition): 64; v. tactique
- transcripteur**: 38n.a, 138n.b; v. échangeur
- transcription**
 (-: application d'un code à un autre, du code pratique, au code théorique, au code épistémique): 38n.a
 (-du juridique dans le médical: codification médico-judiciaire): 182
- transgression**: 115-116 & n.b, 148
 (critique de l'usage de la notion de -): 7 & n.b, 19n.7
- travail**: 24, 31, 48-50 & n.b, 52, 70, 74n.b, 86, 108-115, 236 & n.f-137; v. forme-salaire et forme-prison, réparation, système d'équivalences (fixer les ouvriers à leur lieu de - et à l'appareil de production): 195
 (conflits de -): 131; v. grève/s, prud'hommes, (- et rapport de pouvoir): 224, (travail du pouvoir, sur le pouvoir): 33
 (habitude du -): 51 [[Le Trosne], 78n.14 [Howard & Blackstone]
 (utilité du -) 81-83n.43, 209 [Ville-neuve-Bargemont]
 (refus de/du -): 49-51, 106, 122n.14, (déplacement et refus): 192; v. vagabondage
 (régime disciplinaire du -): 73
 ([non]-travail, nature de l'homme): 299
- travailleurs**: 49, 53, 122n.17, 125, 166, 178, 222n.a; v. classe des travailleurs
- tribunal**; 32, 48n.c
 (- populaire): 32, 82n.32, 148, (tribunaux populaires): 81n.32
- trône** (image médiévale du -, forme magistrale du pouvoir): 231
- Usine-caserne-couvent** (institutionnalisation de l'-): 208, (l'exemple-princeps de Jujurieux): 218n.a, (usine-prison): 208n.b; v. couple surveiller-punir, Icarie patronale
- utilité sociale et législation pénale**: 30, 68, 118, 181n.a; v. réformateurs
- utopies**: 208-209, 322
 (- [socio-économiques] :v. usine-caserne-couvent, exemples de

- Jujurieux, colonie Mettray, ville-refuge**): 209 & n.b-210, 226-227n.12-18; v. Marquet-Vasselot, Muller, Villeneuve-Bargemont
- (- pénale: le jugement « juridico-psychologique »)**: 69, 182n.b
- Vagabondage**: 47-53, 59n.3-14, 127, 136, 147, 162-164, 213, 223, 227n.16; v. Code pénal de 1810, violence; v. Le Trosne
 (-: matrice générale de la délinquance, du crime, cible de la pénalité, XVIII^e-XIX^e s.): 47-48, 49
 (-: refus de/du travail): 49, 53
 (- effet et non cible de la pénalité, par le bannissement des mendiants, XVII^e s.): 51
 (- formation d'une contre-société: 47, 56-57; v. contre-société, « sans aveu » vs. épinglage géographique vagabond et féodal
 (le vagabond: refuser de produire, le féodal: faire obstacle à la production, XVII^e s.): 53
 vagabondage et oisiveté: 47; v. oisiveté
 violence/s: 50, 53, 58n.1, 89, 112, 121n.11, 131-134, 139n.5, 149, 162n.a, 236, 263; v. couple refus du travail-violence et chômage-demande
 violence et pouvoir: 236 & n.g-h, 281-283, 301

Index des noms de personnes

Agamben, Giorgio : 21n.18
 Agulhon, Maurice : 43n.22, 171n.3-6
 Aikin, John : 119n.2
 Althusser, Louis : 173n.19, 245n.6, 281-283, 296-301
 Argenson, Marc René de Paulmy d' (1674-1747) : 134, 140n.8-10, 141n.12
 Artaud, Antonin : 19n.8
 Artières, Philippe : 44n.32, 189n.19
 Bachasson de Montalivet : v. Montalivet
 Badinter, Robert : 22n.22, 43n.28, 97n.4
 Bahlman, Dudley W. R. : 120n.7
 Balibar, Étienne : 173n.19
 Baltard, Louis Pierre (1764-1846) : 209, 226n.15
 Balzac, Honoré de (1799-1850) : 61n.19, 163, 172n.9, 185n.4
 Barnard, Toby C. : 120n.7
 Barnave, Antoine (1761-1793) : 79n.17
 Barré, Marie-Danièle : 80n.22
 Barret-Kriegel, Blandine : 40n.3
 Bataille, Georges (1897-1962) : 19n.7-8
 Baumgartner, Leona : 119n.2
 Beaumetz, Bon-Albert Briois de (1759-1801) : 45-46, 58n.1-2; v. Briois
 Beaumont, Gustave Auguste Bonnin de la Bonnière de (1802-1866) : 40n.2, 246n.13
 Beccaria, Bonesana, Cesare (1738-1794) : 81n.31, 82n.34-37 & n.40-43, 89, 90, 111, 112 & n.b, 117, 119n.3, 182, 259, 261 & n.10, 262 & n.12, 304, 310
 Becker, Gary : 310n.201
 Beguin, François : 40n.3
 Bentham, Jeremy (1748-1832) : 40 n.2-3, 62n.20, 66, 78-79n.16, 95n.a, 111, 112n.b, 117, 122n.14, 123n.22, 226n.14, 227n.24, 230n.a, 286, 307
 Bentham, Samuel (1757-1831) : 66, 78n.16
 Béranger, Pierre Jean de (1780-1857) : 212, 227n.20
 Bercé, Yves-Marie : 43n.22
 Bergeal, Catherine : 98n.6
 Bernard, Martin (1808-1883) : 39n.1
 Binfield, Kevin : 43
 Blackstone, Sir William (1723-1780) : 65, 77n.7, 78n.3-14, 85n.b, 95n.1, 122n.14, 260 & n.8
 Blanc, Olivier : 187n.10
 Blanchot, Maurice : 19n.8
 Blanqui, Louis-Auguste (1805-1881) : 64, 76n.6
 Boadman, A. : 109
 Bois, Paul : 42n.20, 144, 146, 156n.4-6
 Bonamy, Charles Eugène : 187n.9, 249n.23
 Bouhier, Jean (1673-1746) : 77n.8
 Bourgin, Georges : 188n.12
 Braithwaite, William C. : 99n.11
 Breteuil, Louis-Auguste Le Tonnelier, baron de (1730-1807) : 136, 141n.13
 Briois de Beaumetz : v. Beaumetz
 Brillat-Savarin, Jean-Anthelme (1755-1826) : 71n.3, 84n.43
 Brinton, Howard H. : 99n.11
 Briois de Beaumetz : v. Beaumetz
 Brion, Fabienne : 19n.8, 82n.32, 273 n.4, 274 n.9
 Brissot de Warville : v. Warville
 Brodin, Pierre : 99n.11, 100n.13
 Bruno : 203n.17, 249n.23; v. Lemontey
 Bülow, Catherine von : 189n.19
 Burke, Edmund (1729-1797) : 109, 110, 122n.15 & n.17, 287
 Burlet, Gilbert : 313
 Burroughs, Edward (1634-1663) : 89, 100n.13
 Canguilhem, Georges (1904-1995) : 96n.2, 228n.28
 Cannon, John : 119-120n.4

Carbasse, Jean-Marie : 189n.13
 Cartuyvels, Yves : 119n.3
 Castan, Nicole : 98n.5
 Castel, Robert : 9n.3, 190n.20, 248n.20, 286-287 & n.72-73
 Cavaus, demoiselle de : 134-135; v. Argenson, Drouet
 Chabroud, Jean-Baptiste Charles (1750-1816) : 79n.18, 83n.44
 Chaptal de Chanteloup, Jean-Antoine (1756-1832), ministre de l'Intérieur sous Napoléon Bonaparte : 238, 246n.11-12
 Chassat, Sophie : 227n.16
 Chenonceaux, Claude Dupin de : 243, 250n.25; v. Dupin
 Chéruef, Adolphe : 246n.11
 Chevalier, Louis (1911-2001) : 172n.9, 185n.3-4, 186-187n.7-8,
 Chevalier, Michel (1806-1879) : 193, 201n.5-7
 Chevallier, Maurice (1888-1972) : 43n.28; v. Beccaria
 Chiffolleau, Jacques : 101n.22
 Chomsky, Noam : 295 & n.11
 Clausewitz, Carl von (1780-1831) : 274, 280, 283 & n.49, 290, 312 & n.213
 Clément, Pierre : 140n.8
 Colquhoun, Patrick (1745-1820) : 111-113, 122n.17, 123n.22 & n.25, 124n.26-33, 127, 150 & n.c-151, 156-158n.13-16, 159n.a, 160, 164, 170n.2, 172n.12, 264, 287, 309
 Combès, Isabelle : 17n.2
 Conquet, André : 246n.11
 Cottureau, Alain : 188n.12
 Coupland, Reginald : 121n.9
 Cristal, Maurice : 225n.1
 Cubells, Monique : 171n.6
 Damien, André : 189n.13
 Damiens, Robert François (1715-1757) : 12, 308
 Davidson, Arnold : 96n.2; v. archéologie
 Debord, Guy : 40-41n.4, 308 & n.186
 Debuyt, Christian : 21n.17
 Decazes, Élie Louis (1780-1860), ministre d'État : 67, 80-81n.26, 212n.19, 246n.13, 257
 Defert, Daniel : VIIIn.1, 18n.5, 20n.12, 82n.32, 97n.3, 189n.19, 247n.16, 273n.2 & 4, 274n.5-6 & 8, 277n.23, 280n.36, 283n.49, 307n.180, 313 n.218-220, 314n.221
 Defoe, Daniel (1660-1731) : 119n.2
 Dehove, Étienne : 187n.10, 188n.12-13
 Delaunay, Paul : 184n.2
 Deleuze, Gilles : 81n.32, 189n.19, 228n.30, 277, 280 & n.35, 286n.71, 286-287n.72, 298 & n.124, n.126
 Demetz, Frédéric-Auguste (1796-1873) : [226]-227n.16, 246n.13
 Derrida, Jacques : 173n.20
 Desaiue, Jean-Paul : 245n.10
 Digneffe, Françoise : 21n.17
 Dolléans, Édouard : 187n.10, 188n.12 & n.13
 Dornic, François : 156n.5
 Drouet : 134; v. Argenson
 Dubreuil, Léon : 172n.13
 Dubuisson, Paul : 190n.20
 Du Pont/Dupont de Nemours : v. Nemours
 Ducpetiaux, Édouard : 227n.16, 228n.26
 Dufriche de Valazé : v. Valazé
 Dupin de Chenonceaux : v. Chenonceaux
 Du Pont/Dupont de, Pierre-Samuel du Pont/ Dupont de Nemours (1739-1817) : 58-59n.3; v. Nemours
 Dupont, Adrien Jean-François (1759-1798) : 66, 79n.17-18, 137, 141n.16
 Durkheim, Émile (1858-1917) : 22n.24, 243, 250n.27, 291
 Durrleman, Antoine : 98n.6
 Duroselle, Jean-Baptiste : 186n.5
 Edwards, Maldwyn L. : 120n.5
 Establet, Roger : 173n.19
 Ewald, François : VIIIn.11, XI, 310n.201
 Farcy, Jean-Claude : 247n.18
 Farge, Arlette : 139n.3 & n.5
 Faugeron, Claude : 97-98n.5
 Fayard, Jean-François : 58n.1, 75n.1, 79n.17
 Festy, Octave : 42-43n.22
 Fierro, Alfred : 58n.1, 75n.1, 79n.17
 Fontana, Alessandro : VIIIn.5, XI, 22n.23, 190n.20, 283n.50
 Fontanille, Raphaël : 190n.20
 Forlivesi, Luc : 227n.16
 Fortier, Bruno : 40n.3
 Foucault, Michel : 273-314 *et passim*

- Fouché, Joseph (1759-1820) : 246n15
 Fox, George (1624-1691) : 90, 99n11, 99-100n.15-16
 Foyer, Jean (1921-2008) : 116, 124n37
 Frégier, Honoré-Antoine ((1789-1860) : 176, 177, 184-185n3, 186n7
 Funck-Brentano, Frantz : 99n8, 140n6
 Gabory, Émile : 172n13
 Garnot, Benoît : 98n6
 Genet, Jean : 189n19, 227n16, 278n29
 Germé, Jacqueline : 314
 Gil Blas [myth], *Gil Blas de Santillane* (v. Le Sage/Lesage) : 55, 57, 60n17
 Girard, René : 18n5
 Giraud, Jean : 97n5
 Given, James B : 98n5
 Godechot, Jacques : 188-189n13
 Goffman, Erving : 96-97n3, 283-284 & n51-58-286, 290
 Goldstein, Jan : 190n20
 Gordon Childe, Vere (1892-1957) : 16n1
 Gordon, George (1751-1793) : 121n5; v. émeutes de Gordon/*Gordon Riots*
 Gros, Frédéric : 289n82, 294 & n105, 312 & n216
 Guattari, Félix : 286 & n70, 298 & n124, n126
 Guépin, Ange Marie François (1805-1873) : 187n9, 249n23
 Hacking, Ian : 284n51
 Hafsia, Jalila : 313n219
 Hague, William Jefferson : 121n9
 Halévy, Daniel : 227n20
 Halpérin, Jean-Louis : 43n28, 100n12, 119n3
 Hanway, Jonas (1712-1786) : 107nb, 121n12, 287
 Hannaway, Caroline : 245n10
 Harcourt, Bernard E : 19n8, 43n28, 59n3, 82n32, 271, 273n4, 274n9, 306n175, 310n201
 Hatlie, Peter : 98n7
 Hay, Douglas : 121n13, 288n77
 Herring, Edward Pendleton (1903-2004) : 246n11
 Hibbert, Christopher : 121n11
 Hillner, Julia : 98n7
 Hoareau-Dodineau, Jacqueline : 101n22
 Hobbes, Thomas (1588-1679) : 14, 26 & na-29, 34 & na, 35 & na, 36, 41-42 n9-12, 238, 245n4, 274, 280-283
 Hobsbawm, Eric J : 43n24
 Howard, John (1726-1790) : 65, 77-78n13, 78n14, 85nb, 95n1, 104, 118-119n2, 119n3
 Hume, David (1711-1776) : 248-249n22
 Hunt, Alan : 120n7
 Innes, Joanna : 120n7
 Israël, Liora : 190n21
 Jean Nu-pieds, [myth], 43n23
 Joinet, Louis : 190n21
 Joseph II (1741-1790), empereur, coré-gent des États des Habsbourg (1765-1790) : 105, 119n3, 264
 Jousse, Daniel (1707-1781) : 256 & n2
 Juillard, Marcel : 172n15
 Julius, Nicolaus Heinrich (1783-1862) : 24-26, 39-40n2-3, 41n4-5 & n8, 77-78n13, 79-80n21 & n25, 94, 102n25, 224, 226n14, 230, 231na, 244n1, 258 & n6, 264-265 & n16, 286, 307
 Kant, Immanuel : 123n23
 Kaplan, Steven : 188n12
 Kent, John : 120n4 & n5
 Kiefer, Audrey : 22n22, 273n4
 Kirchheimer, Otto : 248n21
 Kolakowski, Leszk : 202n9
 Krebs, Albert : 40n2
 Lagrange, Jacques : 40n3, 188n12, 190n20, 244n2, 245n6
 Lalouette, Jaqueline : [202]-203n16
 Lamartine, F.L. : 171n7
 Lameth, Alexandre-Théodore-Victor (1760-1829) : 79n27
 Langbein, John H : 121-122n13, 288n77
 Langeron, Roger : 80n26
 Laplanche, Jean (1924-2012) : 22n21
 La Rivière, Pierre-Paul Le Mercier de (1719-1801) : 59n3; v. Le Mercier
 La Rochefoucauld-Liancourt, François Alexandre Frédéric Gaëtan de (1747-1827) : 91, 101n18, 102n23, 118n1, 119n2, 141n15
 Lascoumes, Pierre : 76n5, 100n12, 189n13, 296n115

- Le Chapelier, Isaac René Guy (1754-1794) : 180, 187-188n11 & n13
 Leclercq, Jean : 99n9
 Le Crom, Jean-Pierre : 188n12
 Le Dreuille/Ledreuille, François Auguste (1797-1860) : 176, 186n5
 Lefebvre-Teillard, Anne : 98-99n7
 Lelièvre, Matthieu : 120n5; v. Wesley
 Le Mercier de La Rivière : v. La Rivière
 Lemontey, Pierre Édouard (1762-1826) : 203n17
 Le Naour, Jean-Yves : 124n37
 Lenoël, Pierre : 100n12, 189n13
 Le Peletier de Saint-Fargeau, Louis-Michel (1760-1793) : 22n20, 63, 66, 68, 70, 75n1, 79n19, 81n28, 82n34 & n39, 85 & nb, 95na, 117, 259, 261; v. Saint-Fargeau
 Leroy-Beaulieu, Paul : [202]-203n16
 Léry, Jean de (1534-1611) : 17n2
 Le Sage/Lesage, Alain-René (1668-1747) : 60n17; v. *Gil Blas*
 Lestringant, Frank : 17n2
 Le Trosne, Guillaume-François (1728-1780) : 47-52 & na, 57, 58-59n3-12, 68, 81n27, 312
 Lévi-Strauss, Claude (1908-2009) : 3-5, 7, 8, 17-18n2-4, 20n11 & n14
 Lévy-Bruhl, Lucien (1857-1939) : 17n3
 Liesse, André : 247n16
 Livingston, Edward 1764-1836) : 262n15
 Lucas, Charles (1803-1889) : 80n25, 102n25, 258 & n7
 Ludd, John ou Ned [Ned Ludlam ou Edward Ludlam, fin XVIIIe-début XIXe s, myth] : 33 & na, 43n25
 Lusset, Élisabeth : 98n7
 Lynch, Richard A : 314
 Macaulay, George Trevelyan (1876-1962) : 119n2; v. Trevelyan
 Macherey, Pierre : 173n19
 Madré, Adrien de : 202n12
 Magliulo, Bruno : 246n11
 Magritte, René (1898-1967) : 60-61n18
 Mandrin, Louis (1725-1755) : 60n17, 147nc
 Marchetti, Valerio : 17n2
 Marquet-Vasselot, Louis Augustin Aimé : 209, 226n12
 Martin, Germain : 140n6
 Marx, Karl : 64, 76n5-6, 173n19, 202n9, 287, 290, 295, 296 & n115-117-297, 299 & n132-300, 312
 Maurel, abbé [Joseph Maurel, 1852-1926] : 172n16
 Ménard, Jean-Louis : 43n22
 Métraux, Alfred (1902-1963) : 17n2, 21n16
 Michel, Georges : 247n16
 Minard, Philippe : 43n25
 Mirabeau, Victor Riqueti, marquis de (1715-1789) : 58-59n3
 Montagne (contrebandier), myth : 166-167 & na
 Montalivet, Jean-Pierre Bachasson de (1766-1823) : 198, 203n19, 246n13; v. Bachasson
 Mourre, Michel : 76n6
 Muller, Émile : 210, 215, 227n18
 Musset, René : 156n5
 Muyart de Vouglans : v. Vouglans
 Napoléon III : 128, 246n11
 Navickas, Katrina : 43n25; v. Ludd
 Nemours : v. Du Pont/Dupont de
 Nietzsche, Friedrich : 81n30, 279
 Olivier-Martin, François : 21n17
 Owen, David : 249n22
 Paley, William (1743-1805) : 35, 44n29, Pendleton Herring : v. Herring
 Penn, William (1644-1718) : 74nb, 99n11
 Penot, Achille : 227n24
 Perrot, Michelle : 247n16
 Peter, Jean-Pierre : 245n10
 Petit, Jacques-Guy : 77-78n13, 98 n5 & n7, 118n1, 119n2,
 Pierre, Michelle : 98n5 & n7, 118n1
 Pierre Rivière, *Pierre Rivière* : 139n3, 163, 172n10, 190n20, 289
 Pires, Alvaro P : 21n17
 Plantier, Alexandre : 188n12
 Plessix, René : 156n5
 Pollock, John : 120n7
 Poncela, Pierrette : 100n12, 189n13
 Ponson du Terrail, Pierre Alexis de (1829-1871) : 185n4, 186n5
 Pontchartrain, Jérôme Phélypeaux,

- comte de (1674-1747) : 134, 140n.8, 153n.12
 Porteau-Bitker, Annik : 99n9
 Porchnev, Boris (1905-1972) : 42n22, 43n23, 287n74, 292
 Pottier, Georges-François : 227n16
 Quéro, Laurent : 44n32, 189n19
 Quesnay, François (1694-1774) : 58n3, 239, 248n19
 Quétel, Claude : 99n8
 Radcliffe, Ann (1764-1823) : 56, 60-62n18 & n20
 Radzinowicz, Leon (1906-1999) : 44n29, Rancière, Jacques : 173n19
 Rebelliau, Alfred : [247]-248n18
 Rémusat, Charles de (1797-1875) : 65, 77n9-11, 256 & n4
 Reybaud, Louis (1799-1879) : 201n5, 208, 213, 225-226n1-11, 227n21
 Richard, Hughes : 77n7
 Riffaterre, Claude : 171n5
 Rivière, A : 119n2
 Robespierre, Maximilien de (1758-1794) : 63, 76n4
 Romain, Jules [Louis Henri Jean Fari-goule, dit] (1885-1972) : 60n17
 Rossi, Pellegrino (1787-1848) : 262 & n14
 Rothman, David : 285 & n59-60, 286
 Rousseau, Jean-Jacques (1712-1778) : 14, 63, 75-76n3, 250n25
 Rudé, George F.E. (1910-1993) : 121n11, 287, 288n75
 Rusche, Georg : 248n21
 Saint-Fargeau : v. Le Peletier
 Saint-Jean d'Angély, Michel-Louis-Étienne Regnaud de (1761-1819) : 179, 187n10
 Saint-Simon, Louis de Rouvroy, duc de (1675-1755) : 243, 249-250n.25
 Salomoni, Antonella : 17n2
 Sartine, Antoine (comte d'Alby, 1729-1801) : 238, 246n14
 Sartre, Jean-Paul : 277 & n21
 Sauzet, Marc : 188n12
 Sée, Henri Eugène : 156n5
 Sellin, Johan Thorsten : 101n17
 Senellart, Michel : 42n21, 58n3, 228n29, 310n201
 Serpillon, François (1695-1772) : 65, 76-77n7-8, 255 & n1, 256
 Servan, Joseph Michel Antoine (1737-1807) : 172n17, 259
 Shelley, Mary (1797-1851) : 60n18
 Simon, Jules : 225n1 & n2
 Smith, Adam (1723-1790) : 173n19
 Soboul, Albert : 187-188n11
 Soreau, Edmond : 188n11; v. Le Chapelier
 Southey, Robert : 120n4 & n5
 Stanziani, Alessandro : 78n16
 Stefanovska, Malina : 249-250n25
 Strayer, Joseph : 20n13, 44n31, 102n28, 204n21
 Sue, Eugène (1804-1857) : 176, 185n4, 186n5
 Tarde, Gabriel (1848-1904) : 97n4
 Target, Guy Jean-Baptiste (1733-1806) : 167, 168nb, 172n17-18, 175
 Taxil, Léo (1854-1907) : 186n6
 Teeters, Negley K : 101n17
 Tessier, Henri-Alexandre : 171n8
 Thalamy, Anne : 40n3
 Thevet, André (1516-1590) : 17n2
 Thomas, Yan : 101n22
 Thompson, Edward Palmer (1924-1993) : 42n20, 43n24, 76n5, 120n4, 121n11, 122n17, 155n2, 157n7, 287 & n7 - 288 & n75-77- 292
 Thouvenin, M. : 193, 201n4
 Tilly, Charles : 172n13
 Tocqueville, Alexis de [Alexis Henri Charles Clérel] (1805-1859) : 40n2, 246n13
 Torczyner, Harry : 61n18
 Touati, François-Oliver : 98n6
 Treilhard, Jean-Baptiste (1742-1810) : 41 n6-7, 224
 Trevelyan, George Macaulay : v. Macaulay
 Tournay, Virginie : 246n10
 Tuke, Samuel (1784-1857) : 99n11
 Tuke, William (1732-1822) : 97n4
 Tulard, Jean : 58n1, 75n1, 79n17, 184n2
 Turnbull, Robert James (1775-1833) : 101n17
 Valazé, Charles Eléonor Dufriche de (1751-1793/9 brumaire an II) : 83n46; v. Dufriche

- Valenti, Catherine : 124n37
 Valran, Gaston : 171n3
 Van Meenen, Pierre-François (1772-1858) : 77n10, 256-257 & n5
 Vauban, Sébastien Le Prestre de (1643-1707), 239, 247-248n18
 Vidocq, Eugène-François (1775-1857) : 80n26, 268
 Vigouroux, Auguste : 190n20
 Villeneuve-Bargemont, Alban de (1784-1850) : 196, 202n11 & n14, 209, 226n13
 Villermé, Louis-René (1782-1863) : 79n20, 202n16, 218, 228n26-27, 246n13
 Vogel, Cyrille : 98n7
 Voltaire [François-Marie Arouet, dit] (1694-1777) : 81n29, 243, 249-250n25
 Vouglans : Pierre-François Muyart de (1713-1791) : 54, 60n16, 63na, 75n2, 256 & n3
 Wallon, Henri : 171n5
 Walter, Gérard : 172n13
 Warville, Jacques Pierre Brissot de (1754-1793) : 68, 70 & na, 71na, 81 n28-29 & n31, 82n33, n38, n40, 83n43 & n46, 89, 90, 112, 117, 259, 261 & n9, 262 & n13, 304; v. Brissot
 Watson, Richard (1737-1816) : 123n18-20
 Watts, Michael R : 99n10
 Weitling, Wilhelm (1808-1871) : 202n9
 Wesley, John : 106, 119-120n4-5, 121n8, 136nc, 287
 Weulersse, Georges : 59n3, 248n19
 Whiteley, John Harold : 120n5
 White, Barrington Raymond : 99n10
 Wilberforce, Robert Isaac : 121n9
 Wilberforce, Samuel : 121n9
 Wilberforce, William (1759-1833) : 106, 120n7, 121n9, 287
 Wrobel, Claire : 62n20
 Xifaras, Mikhail : 296n115
 Zancarini-Fournel, Michelle : 44n32, 189n19
 Zander, Hartwig : 76n5, 296n115
 Zysberg, André : 98n5

Table

Avertissement	VII
---------------------	-----

COURS, ANNÉE 1972-1973	1
------------------------------	---

Leçon du 3 janvier 1973	3
-------------------------------	---

Classification de sociétés: incinérantes et inhumantes; assimilantes et excluantes. L'insuffisance de la notion d'exclusion. L'hôpital psychiatrique. L'insuffisance de la notion de transgression. – Objet du cours: critique des notions d'exclusion et de transgression, et analyse des tactiques fines de la sanction. (I) Les quatre tactiques pénales: 1/ exclure; 2/ imposer une compensation; 3/ marquer; 4/ enfermer. – Hypothèse de départ: classification des sociétés à exclusion, à rachat, à marquage, ou à enfermement. – Objections possibles et réponse: les peines constantes ont des fonctions différentes dans les quatre tactiques pénales. Le cas de l'amende. Le cas de la peine de mort. Damiens et le pouvoir du souverain. La peine de mort comme enfermement redoublé de nos jours. (II) Rendre autonome le niveau des tactiques pénales: 1/ les placer à l'intérieur de la sphère du pouvoir; 2/ examiner les luttes et contestations politiques autour du pouvoir. – La guerre civile comme matrice des luttes de pouvoir: tactiques de lutte et pénalité; stratégie de l'enfermement.

Leçon du 10 janvier 1973	23
--------------------------------	----

Les quatre éléments d'une analyse: 1/ la guerre constante, universelle, intérieure à la société; 2/ un système pénal ni universel ni univoque, mais fait par les uns pour les autres; 3/ la structure de la surveillance universelle; 4/ un système d'enfermement. (I) La teneur de la notion de guerre civile. (A) La guerre civile comme résurgence de la guerre de tous contre tous, selon Hobbes. (B) Distinction entre guerre civile et guerre de tous contre tous. Les collectivités nouvelles; exemples des Nu-pieds et du mouvement luddite. (C) La politique comme continuation de la guerre civile. (II) Le statut du criminel comme ennemi social. – La pratique judiciaire comme déclaration de guerre publique. – Effets de savoirs: prise psychopathologique ou psychiatrique sur le criminel et la déviance. – Effets épistémiques: sociologie de la criminalité comme pathologie sociale. Le criminel comme connecteur, transcripteur, échangeur.

Leçon du 17 janvier 1973	45
--------------------------------	----

L'apparition du criminel comme ennemi social. Repérage historique des premières manifestations. (I) L'analyse économique de la délinquance au XVIII^e siècle par les physiocrates. Le Trosne, *Mémoire sur les vagabonds* (1764): Plus qu'une propension psychologique comme l'oisiveté ou un phénomène de société comme la mendicité, le vagabondage est la matrice du crime et un fléau pour l'économie; il produit la raréfaction de la main-d'œuvre, la hausse des salaires, la baisse de la production. – Les lois inadéquates; les mesures préconisées par Le Trosne: 1/ la mise en esclavage; 2/ la mise hors la loi; 3/ l'autodéfense des paysans; 4/ la levée en masse. – Similitudes entre les vagabonds et les nobles. (II) Le criminel-ennemi social comme thème littéraire. *Gil Blas* et le début du XVIII^e siècle: le continuum et l'omniprésence de la délinquance. Les romans de terreur et la fin du XVIII^e: délinquance localisée et extra-sociale. Émergence des dualités crime-innocence, mal-bien.

Leçon du 24 janvier 1973	63
--------------------------------	----

(III) Autres indices de l'émergence du criminel-ennemi social. Débat sur la peine de mort en 1791. (IV) Rapport des effets théorico-politiques d'un discours aux tactiques punitives à la même époque. Système principal de châtiment: en Angleterre, mise en place du système pénitentiaire en 1790-1800; en France, mise en place en 1791-1820. Hétérogénéité entre le criminel-ennemi social et la prison: faille entre le pénal et le pénitentiaire. – Selon la théorie pénale, la punition comme défense sociale; d'où ces principes: relativité; graduation; surveillance, publique et infaillible; et trois modèles de punition: l'infamie, le talion, l'esclavage. – Dans la prison: le temps, seule variable graduée. La forme-prison et la forme-salaire: deux formes historiquement jumelles. Pouvoir capitaliste et système de pénalité: la prise de pouvoir sur le temps.

Leçon du 31 janvier 1973	85
--------------------------------	----

La forme-prison et la forme-salaire (suite). La prise de pouvoir sur le temps: condition de possibilité du système capitaliste et de l'emprisonnement. – De l'archéologie à la généalogie. – Objections du modèle religieux et réponses. (A) La cellule monastique: exclure le monde, et non pas punir. (B) Les Quakers: rejet du code pénal anglais et de la peine de mort. – Opposition à Beccaria concernant l'infraction et la faute; la conception du péché. (C) Organisation de la prison de Philadelphie et de Walnut Street: première mention du « pénitentier ». (D) Conséquences: 1/ la greffe de la morale chrétienne sur la justice criminelle; 2/ la connaissance du prisonnier: un savoir devient possible; 3/ la religion investit la prison. Rechristianisation progressive du crime.

Leçon du 7 février 1973 103

Le pénitencier, dimension de tous les contrôles sociaux contemporains. (I) La généralisation et les conditions d'acceptabilité de la forme-prison. (A) L'Angleterre. Groupes spontanés pour assurer l'ordre: 1/ Quakers et méthodistes; 2/ sociétés pour la suppression du vice; 3/ groupes d'autodéfense; 4/ polices privées. – Nouveau système de contrôle: inculquer les conduites, moraliser et maîtriser les *lower classes*. Colquhoun, *Traité sur la police de la métropole* (1797). Trois principes: 1/ la moralité comme fondement du système pénal; 2/ nécessité de l'État-police; 3/ la police cible les basses classes. – Conclusions: 1/ l'État comme agent de la moralité; 2/ liens avec le développement du capitalisme; 3/ le coercitif comme condition d'acceptabilité de la prison. – Les mouvements actuels de dissidence morale: dissoudre le lien pénalité-moralité.

Leçon du 14 février 1973 125

(A) L'Angleterre (suite). La grande montée des vertus. (B) La France. Apparition de nouvelles techniques de prélèvement et d'enfermement, et d'un nouvel appareil policier. Deux mécanismes pour rendre la répression tolérable. En France, investissement de l'appareil d'État par l'intérêt social latéral: les lettres de cachet, moyen de contrôle social qui produit la moralisation et la psychologisation de la peine au XIX^e siècle. Contre-investissement capillaire des associations, familles et corporations. – Champ de savoir, archives biographiques: influence sur les savoirs psychiatrique, sociologique, criminologique au XIX^e siècle. – Remplacement des lettres de cachet par des organismes étatiques centralisés: les grandes maisons de correction.

Leçon du 21 février 1973 143

(B) La France (suite). Récapitulation et point d'aboutissement: la société punitive. Mécanisme: maîtriser l'illégalisme populaire. 1. Illégalisme populaire au XVIII^e siècle. Le cas des tisserands du Maine. Les marchands et les tisserands circonviennent les règlements. Le fonctionnement positif des illégalismes. 2. Renversement à la fin du XVIII^e siècle. La bourgeoisie s'empare de l'appareil judiciaire pour se débarrasser de l'illégalisme populaire devenu « déprédation ». La déprédation ouvrière; le brigandage des ouvriers du port de Londres. 3. Mise en place du système pénal et pénitencier. Instruments: la notion d'ennemi social; moralisation de la classe ouvrière; prison, colonie, armée, police. – Au XIX^e siècle, l'illégalisme ouvrier, cible de tout le système répressif de la bourgeoisie.

Leçon du 28 février 1973 159

(B) La France (suite). Épinglage du moral sur le pénal. 4. La déprédation paysanne: au XVIII^e siècle, l'illégalisme comme élément fonctionnel de la vie paysanne; fin XVIII^e, abolition des droits féodaux; au XIX^e, exploitation plus serrée. Le cas de l'exploitation des forêts. Nouvel illégalisme contre le contrat; contestation et litige civil. 5. Conséquences: 1/ l'armée comme foyer et échangeur des illégalismes; 2/ l'illégalisme comme enjeu même de la Révolution; 3/ une réponse bourgeoise massive et programmée: la « basse classe » comme « race abâtardie ». Le nouveau personnage du délinquant: sauvage, immoral, mais régénérable par la surveillance. – Réflexions: l'intelligence de la bourgeoisie; la bêtise des intellectuels; le sérieux de la lutte.

Leçon du 7 mars 1973 175

Analogies entre Target et les Quakers. (I) La peur au début du XIX^e siècle: 1/ liée aux nouveaux modes de production; une peur de l'ouvrier, de son désir, de son corps; 2/ fondée en réalité; 3/ peur de la classe laborieuse; 4/ du fait qu'« ils » ne travaillent pas suffisamment. Menace sur l'appareil capitaliste. Le système pénal vise le corps, le désir, le besoin de l'ouvrier. Double exigence: libre marché et discipline. Le livret ouvrier. (II) Le dualisme pénal: le double front de la pénalité. 1. Recodification des délits et des peines: homogène, positive, contraignante, représentative, efficace. 2. Intégration d'un conditionnement moral: circonstances aggravantes et atténuantes; surveillance; maisons de correction; rééducation. – Dualité droit-correction. La criminologie: discours qui assure la transcription de cette dualité. La monomanie. – Symbiose de la criminologie et du système pénal.

Leçon du 14 mars 1973 191

(I) Nouvel illégalisme: de la déprédation à la dissipation. Refuser sa force de travail. Le corps de l'ouvrier comme facteur dominant: oisiveté; refus de travail; irrégularité; nomadisme; la fête; le refus de famille; la débauche. (A) Histoire de la paresse. Oisiveté classique du XVII^e-XVIII^e; refus collectif et organisé au XIX^e siècle. (B) Caractères de cette dissipation: renforcement réciproque des illégalismes; collective et facile à diffuser; infra-légale; profitable à la bourgeoisie; objet de réprobation. Les trois formes de la dissipation: intempérance, imprévoyance, désordre. Les trois institutions de dissipation: fête, loterie, concubinage. (II) Maîtriser la dissipation. Mécanismes parapénaux; livret d'épargne; livret de travail. Système gradué, continu, cumulatif. (III) Continuité et capillarisation de la justice dans la vie quotidienne. Surveillance générale. Forme de l'examen. Couple surveiller-punir. La société disciplinaire.

Leçon du 21 mars 1973	207
<p>L'usine-caserne-couvent à Jujurieux. Règlements minutieux, Icarie patronale. (I) Les institutions d'enfermement : pédagogiques, correctives, thérapeutiques. Recherche architecturale et micro-sociologique. (II) Analyse de ces institutions. (A) Nouvelle forme d'enfermement-séquestration. Trois différences d'avec l'âge classique. 1. Forme de sur-pouvoir. 2. Normalisation. 3. Système intra-étatique. (B) Les fonctions de séquestration. 1. La séquestration du temps. Assujettir le temps de la vie au temps de la production. 2. Contrôle direct ou indirect de l'existence entière. La fabrication du social. 3. Jugement permanent et ininterrompu. 4. Production d'un nouveau type de discursivité : comptabilité morale quotidienne de l'existence totale ; ordonnée au normal et à l'anormal.</p>	
Leçon du 28 mars 1973	229
<p>Thématique du cours : la forme-prison comme forme sociale ; un savoir-pouvoir. (I) Analyse générale du pouvoir. Quatre schémas à rejeter. 1. L'appropriation : le pouvoir ne se possède pas, il s'exerce. Cas de l'épargne ouvrière. 2. La localisation : le pouvoir n'est pas strictement localisé dans les appareils d'État, mais son ancrage est bien plus profond. Cas de la police au XVIII^e et du pénal au XIX^e siècle. 3. La subordination : le pouvoir ne garantit pas, mais constitue des modes de production. Cas de la séquestration. 4. L'idéologie : l'exercice du pouvoir est lieu de formation non pas d'idéologie, mais de savoir ; tout savoir permet l'exercice d'un pouvoir. Cas de la surveillance administrative. (II) Analyse du pouvoir disciplinaire : normalisation, habitude, discipline. – Comparaison de l'usage du terme « habitude » dans la philosophie du XVIII^e et au XIX^e siècle. Comparaison du pouvoir-souveraineté au XVIII^e et du pouvoir-normalisation au XIX^e siècle. – La séquestration fabrique la norme et produit les normes. Nouveau type de discours : les sciences humaines.</p>	
RÉSUMÉ DU COURS	253
SITUATION DU COURS	271
INDICES	315
<i>Index des notions</i>	316
<i>Index des noms de personnes</i>	344